Édition du groupe « Ebooks libres et gratuits »



Anton Ivanovitch Dénikine

LA DÉCOMPOSITION DE L'ARMÉE ET DU POUVOIR

Février – Septembre 1917

(1921)

Table des matières

AVANT-PROPOS 5

I – LES FONDEMENTS DE L'ANCIENNE ARMÉE : LA RELIGION, LE TSAR ET LA PATRIE..7

II – L'ÉTAT DE L'ANCIENNE ARMÉE AVANT LA RÉVOLUTION 23

III – L'ANCIENNE ARMÉE ET L'EMPEREUR....................37

IV – LA RÉVOLUTION À PÉTROGRAD 47

V – LA RÉVOLUTION ET LA FAMILLE IMPÉRIALE......... 60

VI – LA RÉVOLUTION ET L'ARMÉE. L'ORDRE N° 1..........73

VII – L'IMPRESSION QUE PRODUISAIT PÉTROGRAD À LA FIN DE MARS 1917 86

VIII – LE GRAND QUARTIER GÉNÉRAL ; SON RÔLE ET SA SITUATION 95

IX – LE GÉNÉRAL MARKOV 106

X – LE POUVOIR : LA DOUMA, LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ; LE COMMANDEMENT, LE CONSEIL DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET DES SOLDATS 115

XI – LE POUVOIR : LA LUTTE DES BOLCHEVIKS POUR LE POUVOIR ; LE POUVOIR DE L'ARMÉE ; L'IDÉE DE LA DICTATURE 132

XII – L'ŒUVRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE : POLITIQUE INTÉRIEURE ; ADMINISTRATION ; LA VILLE ET LA CAMPAGNE ; LA QUESTION AGRAIRE. 148

XIII – L'ŒUVRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE. RAVITAILLEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORTS, FINANCES. 163

XIV – LA SITUATION STRATÉGIQUE DU FRONT RUSSE AU PRINTEMPS 1917 181

XV – LA QUESTION DE L'OFFENSIVE DE L'ARMÉE RUSSE. 197

XVI – LES RÉFORMES MILITAIRES : LES GÉNÉRAUX ET LE RENVOI DU COMMANDANT SUPÉRIEUR 208

XVII – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » : ADMINISTRATION, SERVICE, VIE INTÉRIEURE 218

XVIII – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » : LES COMITÉS. 226

XIX – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » : LES COMMISSAIRES AUX ARMÉES. 241

XX – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » HISTOIRE DE LA « DÉCLARATION DES DROITS DU SOLDAT ». 249

XXI – LA PRESSE ET LA PROPAGANDE. 272

XXII – L'ÉTAT DE L'ARMÉE AU MOMENT DE L'OFFENSIVE DE JUIN. 300

XXIII – LES ORGANISATIONS D'OFFICIERS 331

XXIV – LA RÉVOLUTION ET LES COSAQUES 346

XXV – LES UNITÉS NATIONALES 359

XXVI – L'ADMINISTRATION AU MOIS DE MAI ET AU COMMENCEMENT DE JUIN. LA DÉMISSION DE GOUTCHKOV ET DU GÉNÉRAL ALEXÉIEV. JE QUITTE

LE GRAND QUARTIER GÉNÉRAL. L'ADMINISTRATION DE KÉRENSKY ET DU GÉNÉRAL BROUSSILOV. 369

XXVII – MON SERVICE AU POSTE DE COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES DE L'OUEST 384

XXVIII – LE COMMENCEMENT DE L'OFFENSIVE RUSSE DANS L'ÉTÉ DE 1917. LA DÉBÂCLE 395

XXIX – LA CONFÉRENCE DES MINISTRES ET DES COMMANDANTS EN CHEF AU G. Q. G., LE 16 JUILLET. 410

XXX – LE GÉNÉRAL KORNILOV 437

XXXI – MON SERVICE AU POSTE DE COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES DU SUD-OUEST. LA CONFÉRENCE DE MOSCOU. LA CHUTE DE RIGA 451

XXXII – L'ACTION DE KORNILOV ET SA RÉPERCUSSION AU FRONT DU SUD-OUEST 466

XXXIII – DANS LA PRISON DE BERDITCHEV. LE TRANSFERT DU « GROUPE DES PRISONNIERS DE BERDITCHEV » À BYKHOV. 482

XXXIV – QUELQUES BILANS DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA RÉVOLUTION 495

À propos de cette édition électronique 504

AVANT-PROPOS

Dans le chaos russe, d'où s'élèvent, comme un brouillard, des vapeurs de sang, des vies humaines périssent et les contours réels des événements historiques s'effacent.

C'est pourquoi, malgré la difficulté et les lacunes d'un travail accompli dans l'exil, — sans archives, sans documents, sans pouvoir m'entretenir de vive voix avec ceux qui ont pris part aux événements — j'ai décidé de publier mon étude.

Dans le premier livre il est surtout question de l'armée russe à laquelle ma vie est indissolublement liée. Les questions politiques, sociales, économiques, ne sont abordées que dans la mesure où il est nécessaire de retracer leur influence sur la progression de la lutte.

En 1917, l'armée a joué un rôle décisif dans les destinées de la Russie. La part qu'elle a prise à la révolution, sa vie, sa démoralisation, son effondrement, tout cela doit servir de leçon et d'avertissement à ceux qui sont appelés à reconstruire la vie russe.

Il doit en être ainsi non seulement dans la lutte contre les oppresseurs actuels du pays. Après la chute du bolchevisme, à côté de l'œuvre immense de la régénération des forces morales et matérielles du peuple russe, se posera, avec une acuité sans égale dans l'histoire de notre patrie, la question de sauvegarder la souveraineté nationale de ce peuple.

Car, au delà de la terre russe, les fossoyeurs brandissent déjà leurs bêches et les chacals, dans l'attente de sa mort, montrent les dents.

Leur attente restera vaine. Du sang, de la boue, de la misère matérielle et morale, le peuple russe se redressera dans toute sa force et dans toute sa sagesse.

I – LES FONDEMENTS DE L'ANCIENNE ARMÉE : LA RELIGION, LE TSAR ET LA PATRIE

L'inéluctable processus historique, qui aboutit à la révolution de mars, a amené l'effondrement de l'État russe. Cependant, si même les philosophes, les historiens et les sociologues, qui étudiaient le cours de la vie russe, avaient pu prévoir les bouleversements futurs, personne ne s'attendait à ce que la poussée spontanée des masses balayât si facilement et si rapidement toutes les assises sur lesquelles cette vie reposait : le pouvoir suprême et les classes dirigeantes qui s'écartèrent sans combat ; la classe intellectuelle, douée, mais faible, manquant de volonté déracinée qui, au début, en pleine lutte implacable, ne prêta qu'une résistance verbale et qui, ensuite, courba docilement le cou sous le couteau des vainqueurs ; enfin la puissante armée, forte de son grand passé historique et de ses dix millions d'hommes, et qui s'effondra en quelque trois ou quatre mois.

Ce dernier événement n'était pas, d'ailleurs, tout à fait inattendu : on en avait eu un terrible avertissement dans l'épilogue de la guerre de Mandchourie et les événements qui le suivirent à Moscou, à Cronstadt, à Sébastopol... Après avoir passé 15 jours à Kharbine, à la fin de novembre 1905, et après avoir pendant 31 jours parcouru la grande voie transsibérienne (décembre 1905), traversant toute une série de « républiques », depuis Kharbine jusqu'à Pétersbourg, je m'étais fait une idée très nette de ce que l'on pouvait attendre de la soldatesque effrénée, affranchie de tout élément modérateur. Et les meetings, résolutions, Soviets et autres manifestations de la sédition militaire se sont repro-

duits en 1917 avec une précision photographique, mais avec beaucoup plus de force et sur une échelle beaucoup plus vaste.

Il convient de noter que la possibilité d'une dégénérescence psychologique aussi rapide n'a pas été exclusivement propre à la seule armée russe. Il est certain que la fatigue de trois années de guerre y joua un rôle considérable, et atteignit, dans une mesure plus ou moins grande, toutes les armées du monde, les rendant plus accessibles aux influences démoralisantes des doctrines socialistes extrémistes. En automne 1918, les corps d'armée allemands qui occupaient le Don et l'Ukraine, se trouvèrent décomposés en huit jours de temps et refirent en quelque sorte toutes les étapes historiques que nous avions déjà parcourues : meetings, Soviets, comités, destitution des officiers et, par endroits, vente des biens militaires, chevaux, armes, etc. Ce n'est qu'alors que les Allemands comprirent la tragique situation des officiers russes. Et nos volontaires furent bien des fois témoins de l'humiliation et des larmes amères des officiers allemands, autrefois impassibles et hautains.

– Ne nous avez-vous pas fait subir la même chose, à nous autres Russes...

– Pas nous, notre gouvernement, répondaient-ils.

En hiver 1918, je reçus en ma qualité de Commandant en Chef de l'Armée Volontaire, la proposition d'un groupe d'officiers allemands demandant à s'enrôler dans notre armée comme simples soldats...

On ne peut pas, de même, expliquer la débâcle par le retentissement psychologique des échecs et de la défaite. Les vainqueurs, eux aussi, ont connu les troubles dans l'armée : il y eut des défections parmi les troupes françaises, qui occupaient au commencement de 1918, la Roumanie et la région d'Odessa ; et dans la flotte française de la mer Noire, et parmi les contingents

anglais envoyés dans la région de Constantinople et dans la Transcaucasie ; et même dans la puissante flotte anglaise au plus haut degré de sa satisfaction morale due à la victoire : au moment où la flotte allemande était faite prisonnière.

Les troupes n'obéissaient plus aux chefs, et seule une démobilisation rapide et de nouveaux renforts, en partie volontaires, modifièrent la situation.

Quel était l'État de l'armée russe au moment où éclata la révolution ?

Depuis des siècles toute notre idéologie militaire reposait sur la célèbre formule :

Pour la religion, pour le tsar, pour la patrie.

Des dizaines de générations avaient grandi, étaient éduquées et éduquaient les autres en s'inspirant de cette idéologie. Mais elle ne pénétrait pas assez profondément dans les masses du peuple, dans le gros de l'armée.

L'esprit religieux qui, depuis des siècles, avait poussé des racines profondes dans le peuple russe, se trouvait quelque peu ébranlé au commencement du XXème siècle. Le peuple théophore, à l'âme universaliste, grand de sa simplicité, de sa vérité, de son humilité, de son esprit de pardon, ce peuple véritablement chrétien, perdait peu à peu son caractère propre, se laissant de plus en plus dominer par les intérêts matériels dans lesquels il apprenait ou on lui apprenait à voir le seul but et le sens unique de la vie. Le lien entre le peuple et ses directeurs spirituels se relâchait peu à peu, ceux-ci s'en éloignant à leur tour de plus en plus, entrant au service du gouvernement dont ils partageaient dans une certaine mesure les défauts. Ce processus de la transformation morale du peuple russe est trop profond et trop important pour qu'on puisse en faire entrer l'étude dans le cadre

de ce livre. Je constate cependant ce fait indubitable que les jeunes gens qui entraient dans les rangs de l'armée, étaient assez indifférents aux questions de la religion et de l'Église. La caserne, en arrachant les hommes à leur train de vie ordinaire, à leur ambiance relativement équilibrée et stable, avec ses croyances et ses superstitions, n'y substituait aucune éducation spirituelle et morale. Cette question y tenait une place tout à fait secondaire, effacée par des soucis et des exigences d'ordre purement matériel, utilitaire. Le régime de caserne, où toutes choses — morale chrétienne, causeries religieuses, exécution des rites — avaient un caractère officiel, obligatoire, souvent coercitif, ne pouvait créer l'État d'esprit indispensable. Les chefs militaires savent combien il était difficile, par exemple, de résoudre la question de la fréquentation régulière de l'église.

La guerre introduisit dans la vie morale des militaires deux éléments nouveaux : d'une part, une recrudescence de brutalité et de cruauté et, d'autre part, un sentiment religieux plus profond, semblait-il, engendré par le danger de mort constant. Ces deux antipodes existaient simultanément, car ils partaient l'un et l'autre de principes purement matériels.

Je ne veux pas accuser en bloc le clergé militaire orthodoxe. Beaucoup de ses représentants se sont distingués par des actes de haute valeur, de courage et de dévouement. Mais il faut reconnaître que le clergé n'a pas su susciter un élan religieux parmi les troupes. Ce n'était évidemment pas sa faute, puisque la guerre mondiale, dans laquelle la Russie avait été entraînée, avait des causes politiques et économiques très complexes sans qu'il y ait la moindre place pour l'extase religieuse. Quoi qu'il en soit, le clergé n'a pas su établir une liaison solide avec les troupes.

Si les officiers ont longtemps continué à lutter pour leur autorité de chefs militaires, la voix des prêtres s'était tue dès les

premiers jours de la révolution, et ils ne prirent plus dès lors aucune part à la vie de l'armée.

Je me rappelle involontairement un épisode qui caractérise d'une façon frappante l'État d'esprit des milieux militaires à l'époque en question. Un des régiments de la 4ème division des tirailleurs avait construit, avec beaucoup de soin, de zèle et d'amour, une église de campagne près des positions. Voici que surviennent les premières semaines de la révolution. Un lieutenant démagogue décide que sa compagnie est mal placée et qu'une église n'est qu'un préjugé. Il y loge donc sa compagnie et fait creuser une... fosse à destination spéciale à l'emplacement du maître-autel.

Je ne suis pas étonné de ce qu'il se soit trouvé dans le régiment un officier aussi vil et que le commandement, terrorisé, se soit tu. Mais comment se fait-il que deux ou trois mille Russes orthodoxes, élevés dans l'esprit mystique du culte, soient restés indifférents en présence de ce sacrilège ?

Quoi qu'il en soit, parmi les éléments moraux qui soutenaient l'esprit des armées russes, la religion n'est devenue ni un stimulant d'héroïsme ni un modérateur des instincts brutaux qui ne tardèrent pas à se développer.

Dans l'ensemble de la vie nationale russe, le clergé est resté également à l'écart des évènements, partageant ainsi le sort des classes sociales avec lesquelles il s'était lié : le clergé supérieur avec la bureaucratie dirigeante ; le clergé inférieur avec les intellectuels de classe moyenne.

Je ne puis juger du rôle actif de l'Église orthodoxe sous le joug bolcheviste. La vie de l'Église, dans la Russie Soviétique, demeure, pour le moment, cachée à nos yeux. Mais l'œuvre de la régénération morale s'étend, et le martyre de centaines et de milliers de serviteurs de l'Église remue, sans nul doute, la cons-

cience assoupie du peuple et lui apparaît comme une légende vivante.

* * *

Le tsar ?

Je ne crois pas avoir besoin de démontrer que l'énorme majorité du commandement était parfaitement loyale vis-à-vis de l'idée monarchiste et de la personne de l'empereur. L'évolution ultérieure de certains chefs monarchistes eut pour cause soit des considérations de carrière, soit la pusillanimité, soit le désir de se maintenir au pouvoir, affublés d'un «masque », pour réaliser leurs projets. Parfois — le cas est rare — cette évolution s'explique par l'effondrement des anciens idéals, par un changement de conception ou par des considérations du bien de l'État. Ainsi, il serait naïf de croire aux assertions de Broussilov se déclarant « socialiste et républicain » dès sa prime jeunesse. Lui, cet homme élevé dans les traditions de la vieille garde impériale, familier de la Cour, foncièrement pénétré de ses conceptions, « grand seigneur » par ses goûts, ses habitudes, ses sympathies et son ambiance ! On ne peut, pendant toute une longue existence, mentir de la sorte à soi-même et aux autres.

Les officiers de carrière partageaient, dans leur majorité, les idées monarchistes et, quoi qu'il en fût, demeuraient loyaux.

Malgré cela, après la guerre russo-japonaise et à la suite de la première révolution (1905), le corps des officiers fut, on ne sait pourquoi, placé sous la surveillance spéciale du Département de la Police, et les commandants de régiment recevaient périodiquement des listes noires dont le tragique consistait en ce qu'il était presque inutile de contester les « suspicions » qui pesaient sur tel officier, et qu'on n'avait pas le droit de procéder soi-même à une enquête, fût-elle secrète. Personnellement, j'ai eu à poursuivre une longue lutte contre l'État-major de Kiev au

sujet de deux nominations insignifiantes (aux postes de chef de compagnie et de chef de la compagnie des mitrailleurs) de deux officiers du 17ème régiment d'Arkhangelogorod que j'ai commandé jusqu'à la dernière guerre. Ne pas leur accorder ces promotions aurait été d'une injustice flagrante, qui eût pesé lourd sur la conscience et l'autorité du commandant et qu'il n'était pas permis d'expliquer. Ce n'est qu'à grand' peine que je réussis à faire valoir les droits de ces deux officiers, qui, plus tard, tombèrent tous deux au champ d'honneur.

Ce système policier créait dans l'armée une atmosphère malsaine.

Non content de cela, Soukhomlinov organisa, en outre, tout un réseau d'espionnage (dit « service de contre-espionnage ») à la tête duquel se trouvait, non officiellement, le colonel Miassoïédov, exécuté plus tard pour espionnage au profit de l'Allemagne. Chaque État-major régional comportait un organe dirigé par un officier de gendarmerie, revêtu de l'uniforme de l'État-major. Officiellement, ces organes étaient appelés à lutter contre l'espionnage étranger. Feu Doukhonine, alors qu'il était encore, avant la guerre, chef du service de l'information auprès de l'État-major de Kiev, se plaignait à moi de l'atmosphère irrespirable créée par le nouvel organisme, qui, officiellement, était subordonné au général, chef du quartier général, mais, en fait, suspectait et surveillait non seulement l'État-major, mais jusqu'à ses chefs.

Cependant, la vie semblait pousser les officiers à protester, sous quelque forme que ce fût, contre le « régime existant ». Depuis bien longtemps, il n'y avait, parmi les fonctionnaires de l'État, d'éléments aussi peu fortunés jouissant d'aussi peu de sécurité et de droits, que les officiers russes subalternes. Une existence littéralement indigente ; les droits et l'amour-propre foulés aux pieds par les supérieurs. Le plus bel avenir que la carrière pouvait ouvrir à la plupart d'entre eux était le grade de

commandant et une vieillesse presque dans la misère. À partir de la moitié du XIXème siècle, le corps des officiers russes a complètement perdu son caractère de caste. Dès l'introduction du service obligatoire universel et l'appauvrissement de la noblesse, les écoles militaires ouvrirent largement leurs portes au « tiers-État » et aux jeunes gens issus du peuple et ayant fait leurs études dans des écoles civiles. Ceux-là étaient en majorité dans l'armée. La mobilisation à son tour, introduisit dans les rangs des officiers un grand nombre d'éléments fournis par les professions libérales et qui apportaient avec eux des conceptions nouvelles. Enfin, les pertes immenses subies par les officiers de carrière obligèrent le commandement à réduire quelque peu les exigences relatives à l'éducation et à l'instruction militaires, facilitant la promotion des soldats, — de ceux qui s'étaient distingués dans le combat et de ceux auxquels on faisait faire des études sommaires à l'école des aspirants.

Ces deux dernières circonstances, propres à toute armée populaire, eurent deux conséquences fatales : elles abaissèrent, sans aucun doute, la valeur combative du corps des officiers et introduisirent une certaine différenciation dans son aspect politique, en le rapprochant encore plus de la masse des intellectuels moyens, de la démocratie. C'est ce que les chefs de la démocratie révolutionnaire n'ont pas su ou, plutôt, n'ont pas voulu comprendre aux jours de la révolution.

(Au cours de mon exposé ultérieur j'oppose partout la « démocratie révolutionnaire », conglomérat des partis socialistes, à la véritable démocratie russe à laquelle appartiennent, sans nul doute, les intellectuels moyens et les officiers du service actif.)

Cependant, l'ensemble des officiers de carrière avait lui aussi, peu à peu changé d'aspect. La guerre japonaise qui avait révélé les tares profondes dont souffraient le pays et l'armée, la Douma d'Empire et la presse, devenue un peu plus libre depuis

1905, avaient joué un rôle important dans l'éducation politique des officiers. L' « adoration » mystique du monarque commençait, peu à peu, à s'évanouir. Il se trouvait parmi les généraux de la génération nouvelle et les officiers, de plus en plus d'hommes sachant distinguer entre l'idée monarchiste et la personnalité du monarque, entre le bonheur de la Patrie et la forme du régime. L'analyse, la critique, voire le blâme sévère pénétraient largement dans les milieux d'officiers. Des bruits coururent — non sans raison — sur l'existence d'organisations secrètes d'officiers. Certes, ces organisations, étrangères à toute la structure de l'armée, ne pouvaient ni acquérir une grande influence, ni jouer un rôle important. Cependant, elles inspiraient de graves inquiétudes au Ministère de la Guerre, et, en 1908 ou 1909, Soukhomlinov fit secrètement savoir aux chefs supérieurs qu'il était nécessaire de prendre des mesures contre la société secrète fondée par les officiers mécontents des lenteurs et de l'absence de toute méthode que l'on pouvait observer dans la réorganisation de l'armée, réorganisation qu'ils voulaient, prétendait-on, accélérer par des moyens violents.

Dans ces conditions, il est plutôt étonnant que nos officiers soient, malgré tout, demeurés loyaux et se soient opposés, avec une grande fermeté, aux tendances anti-étatistes de gauche. Le nombre d'officiers s'étant prêtés à des menées clandestines ou démasqués par les autorités, a été infime.

Quant à l'attitude vis-à-vis du trône, les officiers tendaient, en règle générale, à séparer la personne de l'empereur de la boue de la Cour qui l'entourait, des erreurs politiques et des crimes du gouvernement, qui, d'une façon manifeste et fatale, conduisait le pays à la ruine et l'armée à la défaite. Quant à l'empereur, il était excusé, on cherchait à le justifier.

Dans la masse des soldats, contrairement à ce que l'on croit généralement, l'idée monarchiste n'avait pas de racines mystiques et profondes. Mais cette masse peu cultivée se rendait en-

core moins compte des autres régimes préconisés par les socialistes de diverses tendances. Un certain conservatisme, l'habitude, l'idée qu' « il en a toujours été ainsi », les suggestions de l'Église, tout cela déterminait une certaine attitude à l'égard du régime existant, comme de quelque chose de naturel et d'immuable.

Dans l'esprit et dans le cœur d'un simple soldat, l'idée monarchiste était pour ainsi dire à l'état potentiel, tantôt s'épanouissant jusqu'à l'exaltation au contact immédiat du tsar (revues, visites aux armées, certains ordres du jour, etc.), tantôt s'effaçant jusqu'à l'indifférence.

Quoi qu'il en soit, l'état d'esprit de l'armée était assez favorable tant à l'idée monarchiste qu'à la dynastie. Il aurait été facile de le maintenir.

Mais à Pétrograd et à Tsarskoïé était ourdie une trame gluante faite de boue, de corruption et de crimes. La vérité, corsée de bruits fantastiques, pénétrait dans les coins les plus reculés du pays et de l'armée, excitant tantôt la douleur, tantôt une joie mauvaise. Les membres de la dynastie Romanov n'ont pas su sauvegarder l'« idée » que les monarchistes orthodoxes voulaient entourer d'une auréole de grandeur, de noblesse et de vénération.

Je me rappelle l'impression d'une séance de la Douma d'Empire où je me trouvai par hasard.

Pour la première fois on entendit à la tribune de la Douma l'avertissement de Goutchkov faisant allusion à Raspoutine : « Quelque chose va mal dans le pays... »

L'assistance, jusque-là bruyante, se tut, et chaque parole, prononcée à mi-voix, retentissait, distincte, dans les coins les

plus reculés de la salle. Quelque chose de sombre, de catastrophique menaçait la marche cadencée de l'histoire russe…

Je ne vais pas fouiller dans la boue qui déborda les hôtels des ministères et les appartements intimes du tsar, où avait accès le sordide et cynique « allumeur de cierges », disposant à son gré des ministres, des dirigeants et des évêques.

On raconte que Raspoutine ayant cherché à pénétrer au Grand Quartier Général, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch menaça de le pendre. Le général Alexéiev lui était, lui aussi, décidément hostile. C'est grâce à ces deux personnalités que l'influence néfaste de Raspoutine n'a pas atteint l'ancienne armée.

Cependant, toutes sortes de bruits relatifs à l'influence de Raspoutine arrivaient jusqu'au front et la censure réunissait à ce propos de nombreux documents, y compris les lettres des soldats de l'armée active.

Mais l'impression la plus foudroyante fut produite par ce mot fatal :

— Trahison.

Ce mot avait trait à l'impératrice.

Dans l'armée, on se répétait ouvertement, en tout lieu et à toute heure, que l'impératrice aurait exigé avec insistance la paix séparée ; qu'elle aurait trahi le maréchal Kitchener en prévenant les Allemands de son voyage, etc.

En évoquant le passé et l'impression qu'avaient produite dans l'armée les bruits de la trahison de l'impératrice, j'estime que cette circonstance eut la plus grande influence sur l'état d'esprit de l'armée, en ce qui concerne son attitude vis-à-vis de la dynastie, d'une part, et de la révolution, de l'autre.

Le général Alexéiev, à qui je posai cette question angoissante, au printemps de 1917, me répondit évasivement et à contrecœur :

« En examinant les papiers de l'impératrice, on a trouvé chez elle une carte avec des indications détaillées sur la disposition des armées au front. Cette carte n'était dressée qu'en deux exemplaires un pour moi et un pour l'empereur. Cette trouvaille me fit une impression très pénible... Sait-on jamais qui a pu s'en servir ?... »

L'histoire élucidera sans doute l'influence incontestablement négative que l'impératrice Alexandra Féodorovna a exercée sur le gouvernement de l'État russe dans la période qui précéda la révolution. Quant à sa « trahison », ce bruit malencontreux n'a été confirmé par aucun fait et fut, plus tard, réfuté à la suite de l'enquête dirigée par la commission de Mouraviev, nommée à cet effet par le gouvernement provisoire, et à laquelle prirent part des représentants du Soviet.

* * *

Reste le troisième principe fondamental de l'ancienne armée, la Patrie. Hélas ! Dans le bruit assourdissant des phrases patriotiques, répétées à l'infini aux quatre coins de la terre russe, nous avons laissé inaperçu le défaut organique du peuple russe et qui lui est inhérent : le manque de patriotisme.

Quelle était l'influence exercée sur la mentalité de l'ancienne armée par l'idée de « la patrie » ? Tandis que les couches supérieures de la classe cultivée russe se rendaient parfaitement compte des causes de l'incendie mondial qui venait d'éclater : la lutte des États pour l'hégémonie politique et, surtout, économique ; pour les détroits et les voies libres ; pour les débouchés et les colonies, — lutte où le rôle de la Russie n'était que de se dé-

fendre, — la classe intellectuelle moyenne, y compris les officiers, se bornait, le plus souvent, à voir les prétextes — plus évidents, plus accessibles à leur compréhension. Personne ne voulait la guerre, sauf, peut-être, l'ardente jeunesse militaire, avide d'exploits ; on était convaincu que le pouvoir prendrait toutes les mesures indispensables pour éviter le conflit. Peu à peu, cependant, on se persuadait que celui-ci était inévitable ; quant aux prétextes, il n'y avait là aucune agression de notre part, aucun intérêt pour nous ; ils éveillaient, d'autre part, des sympathies sincères pour les faibles opprimés, se trouvant ainsi en accord parfait avec le rôle traditionnel de la Russie. Enfin, le glaive avait été tiré non pas par nous, mais contre nous... C'est pourquoi, lorsque la guerre fut déclarée, on n'entendit plus la voix de ceux qui craignaient que le niveau intellectuel et économique de notre pays ne l'empêchât de vaincre dans la lutte contre un adversaire puissant et cultivé. La guerre fut accueillie avec beaucoup d'élan, même avec enthousiasme.

Les officiers, de même que la plupart des intellectuels moyens, ne s'intéressaient pas outre mesure à la question sacramentelle des « buts de la guerre ». La guerre était commencée. La défaite aurait amené les plus grandes calamités dans tous les domaines de la vie de notre pays. Elle aurait causé des pertes territoriales, une régression politique, une servitude économique. La victoire était indispensable. Toutes les autres questions passaient après celle-ci, pouvaient être contestées, révisées, modifiées. Cette manière de voir, simpliste mais pleine d'un grand bon sens et de conscience nationale, ne fut pas comprise par l'aile gauche des éléments sociaux russes qu'elle amena à Zimmerwald et à Kienthal. C'est pourquoi aussi, lorsque les chefs anonymes et autres de la démocratie révolutionnaire russe, après avoir délibérément détruit l'armée, en mars 1917, eurent à résoudre ce dilemme : le salut du pays ou le salut de la révolution — ils optèrent pour la seconde solution.

L'idée de la défense nationale fut encore moins comprise par le peuple obscur. Le peuple marchait à la guerre docilement, mais sans enthousiasme, sans conscience nette de la nécessité du grand sacrifice. Sa mentalité n'allait pas jusqu'à comprendre les dogmes nationaux abstraits. « Le peuple en armes » qu'était au fond l'armée, était encouragé par les victoires et démoralisé par les défaites ; il comprenait mal pourquoi il fallait franchir les Carpathes, et un peu mieux pourquoi il fallait se battre sur le Styr et la Pripiet ; mais, au fond, il se consolait par des considérations de ce genre :

« Nous sommes de Tambov, l'Allemand n'arrivera pas jusqu'à nous. »

Je suis obligé de redire cette phrase ressassée, car toute la psychologie du Russe est là.

Les valeurs matérielles tenant une place prépondérante dans la conception du « peuple en armes », il était plus facile de lui faire adopter les arguments simplistes et réels faisant apparaître la nécessité d'une lutte obstinée pour la victoire et le danger de la défaite : le pouvoir allemand, étranger, la ruine du pays et de sa production, le poids des charges et des impôts en cas de défaite, la dépréciation du blé passant par des détroits étrangers, etc. En outre, il y avait une certaine confiance dans le pouvoir et en ce qu'il ferait l'indispensable. D'autant plus que les représentants immédiats de ce pouvoir — les officiers — marchaient côte à côte avec leurs hommes, et même devant eux, et mouraient avec la même abnégation, sans murmurer, soit sur l'ordre d'un haut, soit par conviction intime.

Aussi les soldats marchaient-ils vaillamment au sacrifice et à la mort.

Plus tard, lorsque cette confiance se fut effondrée, la conscience de la masse des soldats se trouva définitivement obscur-

cie. Les formules « sans annexions ni contributions », « le droit des peuples à disposer de leur sort », etc., étaient plus abstraites, moins faciles à comprendre que l'ancienne idée, désuète mais inconsciemment latente, l'idée de la Patrie.

Et alors, pour maintenir les soldats au front, ou entendit de nouveau, sur les tribunes ombragées de drapeaux rouges, les motifs, pour la plupart connus, d'ordre matériel : la mainmise allemande, la ruine de l'économie nationale, le poids des impôts, etc. Ces motifs étaient proclamés cette fois par les « socialistes-défensistes ».

Ainsi, les trois assises sur lesquelles reposait l'armée étaient quelque peu ébranlées.

En relevant les contradictions intérieures et les vices psychologiques de l'armée russe, je suis loin de vouloir la mettre au-dessous des autres : ces vices sont, dans quelque mesure que ce soit, le propre de toutes *les armées populaires*, ayant presque revêtu le caractère de milices, et ils ne nous empêchaient pas de remporter des victoires et de continuer la guerre. Toutefois, il était indispensable de retracer l'aspect de l'armée pour faire comprendre ses destinées ultérieures.

Diagramme[1] de la répartition des forces ennemies sur tous les fronts vers la mi-janvier 1917. En tout : 350 divisions d'infanterie, 31 divisions de cavalerie.

Fronts russes, roumains et du Caucase : 157 divisions d'infanterie et 30 divisions de cavalerie.
Front français : 131 divisions d'infanterie et ½ div. de cavalerie.
Front italien : 30 1/2 divisions d'infanterie.

---

[1] Le diagramme a été converti en texte pour une meilleure lisibilité. [Note du correcteur]

Front de Salonique : 18 divisions d'infanterie.
Fronts d'Asie : 13 1/2 divisions d'infanterie et 1/3 divisions de cavalerie.

II – L'ÉTAT DE L'ANCIENNE ARMÉE AVANT LA RÉVOLUTION

Un rôle important dans l'histoire de l'armée russe fut joué par la guerre japonaise.

L'amertume de la défaite et la conscience nette de notre terrible infériorité provoquèrent un grand essor de la jeunesse militaire et la firent peu à peu changer de dispositions d'esprit, tandis que les éléments surannés et routiniers s'effaçaient. Malgré la résistance passive des personnages qui se trouvaient à la tête du Ministère de la Guerre et de l'État-major, — personnages soit incapables, soit absolument insouciants et indifférents à l'égard des intérêts de l'armée — le travail continuait fiévreusement. En dix ans de temps, l'armée russe, sans avoir, bien entendu, atteint l'idéal, avait fait cependant, d'énormes progrès. On peut dire avec assurance que sans la cruelle leçon de Mandchourie la Russie eût été écrasée dès les premiers mois de la grande guerre.

Cependant, le « nettoyage » du commandement se poursuivait avec trop de lenteur. Notre mollesse (« Pauvre homme, il faut bien le caser »), le système de pistonnage, enfin, le droit d'aînesse trop rigoureusement appliqué, tout cela encombrait d'éléments indésirables les listes du commandement supérieur.

La commission suprême d'attestation, qui se réunissait une fois par an, ne connaissait presque personne de ceux sur lesquels elle avait à se prononcer.

Cela explique Ies erreurs des premières nominations : plus tard il fallut éloigner quatre commandants en chef (l'un d'eux,

provisoire, il est vrai, était atteint de paralysie cérébrale) ; plusieurs commandants d'armées, un grand nombre de commandants de corps d'armée et de chefs de division.

Dès les premiers jours de la concentration de la 8e armée, (juillet 1914), le général Broussilov destitua trois chefs de division et un commandant de corps d'armée.

Cependant, des gens incapables demeuraient à leurs postes, causaient la perte des troupes et l'échec des opérations. Le général D..., de l'armée de ce même Broussilov, occupa successivement des postes dans une division de cavalerie et trois divisions d'infanterie jusqu'à ce qu'il eût trouvé le repos dans la captivité allemande.

Le plus fâcheux, c'est que toute l'armée connaissait l'incapacité de certains de ses chefs et s'étonnait de leur nomination.

Rien de surprenant, dans ces conditions, que durant toute la campagne, notre stratégie ne se soit distinguée, ni par l'élan, ni par l'audace. Telles furent les opérations au front nord-ouest, en Prusse Orientale, et, en particulier, la manœuvre honteuse de Rennenkampf ; telles furent les tentatives obstinées de forcer les Carpathes contre lesquels se sont brisées les armées du sud-ouest, en 1915 ; telle fut, enfin, l'offensive déclenchée au printemps de 1916.

Ce dernier épisode est si caractéristique pour le commandement supérieur et si grave par ses conséquences, qu'il convient de s'y arrêter plus longuement.

Lorsque, au mois de mai 1916, les armées du sud-ouest eurent pris l'offensive couronnée d'un immense succès (plusieurs armées autrichiennes avaient été mises en déroute et ma division, après avoir pris Loutzk, marchait par grandes étapes sur Vladimir en Volhynie), j'estimai, comme nous tous, que c'était

précisément notre opération qui constituait la cheville ouvrière de l'offensive, que c'était notre front qui portait à l'adversaire le coup principal.

Plus tard, il apparut que le coup principal devait être porté au front d'Ouest, tandis que l'armée de Broussilov n'effectuait qu'une démonstration. L'État-major avait bien gardé le secret. Dans la direction de Vilna étaient concentrées des forces énormes, une nombreuse artillerie comme nous n'en avons jamais eue, et des moyens techniques. Depuis plusieurs mois les troupes préparaient des places d'armes en vue de l'offensive. Enfin, tout était prêt et le succès des armées du Sud, en attirant l'attention et les réserves de l'adversaire, promettait le même succès aux armées de l'Ouest.

Et voici que, presque à la veille de l'offensive prévue, eut lieu, par fil, cet entretien devenu historique entre le Commandant en Chef des Armées de l'Ouest, le général Evert, et le Chef de l'État-major du généralissime, le général Alexéiev. L'essentiel de cet entretien se résume ainsi :

A. : La situation demande une solution immédiate. Êtes-vous prêt pour commencer l'offensive, êtes-vous sûr du succès ? Ou bien vaut-il mieux développer l'avance de Broussilov ?

E. : Je ne suis pas sûr du succès. Les positions de l'adversaire sont très fortes. Nos troupes devront attaquer des positions où elles ont déjà échoué.

A. : En ce cas donnez immédiatement l'ordre de transférer les troupes au front du Sud-Est. Je ferai mon rapport à l'empereur.

Et l'opération, si longuement attendue, si méthodiquement préparée, échoua. Les corps d'armée de l'Ouest nous joignirent trop tard. Notre offensive se brisa. Ce fut ensuite la tuerie insen-

sée sur les bords marécageux du Stokhod, où les régiments de la garde, qui venaient d'arriver, perdirent le plus beau de leurs contingents.

Cependant, le front allemand de l'Est était, en ces jours, dans une angoisse mortelle : « C'était un moment critique ; nous avions épuisé tous nos moyens et nous savions fort bien que personne ne viendrait à notre secours si les Russes avaient envie de nous attaquer ». ([2])

D'ailleurs, à Broussilov aussi il arriva un jour un épisode peu connu et qui ajoute un trait intéressant à la caractéristique de ce général, un des acteurs principaux de la campagne. Après l'opération brillante de la 8ème armée, opération qui aboutit au passage des Carpathes et à l'invasion de la Hongrie, il survint, en décembre 1914, dans l'esprit du Commandant de l'armée, le général Broussilov, une espèce de crise psychologique : sur le coup de l'échec partiel de l'un des corps d'armée, il donna l'ordre de la retraite générale, et l'armée recula rapidement. On se croyait sans cesse forcé, attaqué, cerné par la cavalerie ennemie menaçant prétendument l'État-major de l'armée lui-même. À deux reprises, le général Broussilov leva son État-major avec une hâte frisant la panique ; devançant de beaucoup le gros de l'armée et perdant tout contact avec elle.

Nous reculions jour après jour, faisant de longues et fatigantes étapes et n'y comprenant absolument rien : les Autrichiens n'avaient sur nous aucune supériorité, ni numérique, ni morale, et ne nous pressaient pas trop. Mes tirailleurs et les régiments voisins de Kornilov effectuaient tous les jours des contre-attaques rapides, faisaient beaucoup de prisonniers et s'emparaient de mitrailleuses.

---

[2] Ludendorff, *Mes souvenirs de guerre*.

Le Quartier Général était encore plus étonné. Les rapports qu'il présentait tous les jours et où il démontrait que le recul n'était nullement justifié, demeuraient sans résultat, sinon de mettre Broussilov dans une violente colère. Enfin, l'État-major trouva un autre moyen d'agir sur le général :

On fit venir un ami de Broussilov, le vieux général Pantchoulidzev ([3]) et on le convainquit que si cela continuait, l'armée pourrait soupçonner une trahison, et alors les choses tourneraient mal...

Pantchoulidzev alla trouver Broussilov. Il y eut entre eux une scène émouvante, à la fin de laquelle on trouva Broussilov en larmes et Pantchoulidzev évanoui. Le même jour fut signé l'ordre d'attaquer ; l'armée passa facilement et rapidement à l'offensive, poursuivant les Autrichiens, et rétablit tant la situation stratégique que la réputation de son chef.

Il faut dire que non seulement les troupes, mais les chefs eux-mêmes, ne recevant que des renseignements insuffisants et rares sur les opérations, ne se rendaient pas très bien compte des combinaisons stratégiques d'ordre général. Quant aux troupes, elles ne commençaient à les critiquer que lorsqu'il fallait les payer de leur sang. Il en fut ainsi dans les Carpathes, sur le Stokhod, pendant la deuxième affaire de Przemysl (printemps 1917), etc.

Le moral des troupes fut surtout affecté par la grande retraite de Galicie, la lutte sans victoires aux fronts du Nord et de l'Ouest et le séjour énervant de plus d'un an dans les tranchées.

* * *

---

[3] Chef des services sanitaires de l’armée

J'ai déjà parlé des officiers. Leurs grands et petits défauts s'accentuaient à mesure que la composition de leurs cadres se modifiait. On ne s'attendait pas à une campagne aussi longue ; c'est pourquoi l'administration de l'armée ne ménageait pas les cadres d'officiers et de sous-officiers et les versait, dès le début de la guerre, dans l'armée active.

Je me rappelle un entretien qui eut lieu au moment de la mobilisation contre l'Autriche, dans la maison de W.-M. Dragomirov, un des généraux influents de l'armée. On apporta un télégramme : l'Allemagne avait déclaré la guerre... Un grave silence se fit... Tout le monde demeurait songeur.

— Quelle sera, pensez-vous, la durée de la guerre ? demanda quelqu'un à Dragomirov.

— Quatre mois...

Certaines compagnies partaient au front avec cinq ou six officiers. Et comme, invariablement, dans toutes les circonstances, les officiers de carrière (ainsi que, plus tard, la plupart des autres officiers) donnaient, dans leur ensemble, l'exemple de la vaillance, de l'audace et du dévouement (4), la plupart d'entre eux furent, naturellement, exterminés. On utilisa de la même façon peu raisonnable l'autre élément stable de l'armée, les sous-officiers de réserve dont le nombre, dans la première période de la guerre, lorsqu'ils faisaient office de simples troupiers, atteignait parfois les 50 % des contingents de la compagnie.

Les relations entre les officiers et les soldats de l'ancienne armée ne s'inspiraient pas toujours de principes sains. On ne

---

4 Sous ce rapport, on ne peut rien reprocher à la plupart des chefs supérieurs. La bravoure personnelle, allant parfois jusqu'à la témérité insensée, est chose fréquente parmi eux.

peut nier qu'il existait entre eux un certain éloignement qui se traduisait de la part des uns par un manque d'intérêt pour les besoins spirituels des soldats, et de la part des autres, par une méfiance et un sentiment rancunier. Cependant, ces relations s'amélioraient sensiblement au fur et à mesure que disparaissaient les barrières de caste et de classe. La guerre rapprocha encore plus officiers et soldats, créant, dans certaines unités, surtout celles de ligne, une véritable fraternité d'armes. Il convient cependant de faire une réserve : extérieurement, les relations étaient empreintes de ce manque de culture générale, propre non seulement aux masses populaires mais même aux intellectuels russes. C'est pourquoi, à côté d'une sollicitude cordiale et émouvante pour les besoins du soldat, à côté d'une grande simplicité et d'une réelle facilité d'accès, — l'officier couché pendant des mois à côté de ses hommes, dans les tranchées boueuses et humides, partageant leur nourriture et acceptant avec résignation, sans plaintes, de descendre avec eux dans la tombe commune, — à côté de tout cela on trouvait fréquemment la brutalité, les insultes, parfois les actes arbitraires et les coups.

Certes, les mêmes rapports existaient également entre soldats, avec cette différence qu'un caporal ou un sergent, qui étaient des « frères », se montraient, beaucoup plus grossiers et plus brutaux que les officiers. Ce triste aspect des relations dans l'armée, joint à l'ennui et à l'absurdité du régime de caserne et aux petites tracasseries du règlement, a toujours fourni des sujets faciles aux proclamations clandestines représentant le soldat comme « une victime de l'arbitraire des galonnards ».

Le fond positif passait inaperçu : on le dissimulait exprès sous des dehors fâcheux.

Toutes ces circonstances étaient d'autant plus importantes qu'il était devenu, au cours de la guerre, extrêmement difficile de fortifier les liens intérieurs au sein de l'armée : subissant des pertes énormes, changeant leurs contingents de 10 à 12 fois, les

unités, surtout celles d'infanterie, devenaient peu à peu des espèces d'étapes où la vague humaine ne faisait que passer, ne s'arrêtant jamais assez pour avoir le temps de s'empreindre des traditions morales de l'unité. Une des raisons pour lesquelles l'artillerie et certaines autres troupes spéciales étaient demeurées relativement résistantes, était que leurs pertes n'atteignaient qu'un vingtième, un dixième tout au plus des pertes de l'infanterie.

Il n'y avait pas dans l'armée d'éducation raisonnable que l'on pût opposer aux influences démoralisantes venant du dehors. D'une part, les officiers ne possédaient aucune préparation politique et, d'autre part, l'ancien régime avait une crainte instinctive de tout élément de « politique » à la caserne, eût-il tendu à critiquer les doctrines anti-étatistes. Cette crainte s'étendait d'ailleurs non seulement aux problèmes sociaux et intérieurs de la vie russe, mais aussi aux questions de la politique extérieure. C'est ainsi que peu de temps avant la guerre on avait promulgué un ukase impérial interdisant rigoureusement aux militaires, où qu'ils fussent, de s'entretenir sur les sujets politiques d'actualité (question balkanique, la discorde austro-serbe, etc.). À la veille de la guerre nationale, on évitait soigneusement d'exciter un sentiment de patriotisme sain, d'expliquer les buts et les objectifs de la guerre, de faire connaître la question slave et notre lutte séculaire contre le germanisme.

J'avoue qu'avec beaucoup d'autres je n'exécutai pas ce décret et préparai, comme il convenait, le moral du régiment Arkhangelogorodsky que je commandais. Et même je publiai dans la presse militaire un article dirigé contre le décret en question et dont le sujet était : « N'éteignez pas l'âme vivante ! ».

Car je ne doute point que la statue de Strasbourg de la place de la Concorde, entourée de ses voiles de deuil, n'ait joué un rôle immense dans l'éducation de l'héroïque armée française.

La propagande pénétrait déjà de toutes parts dans l'ancienne armée. Il est certain que les efforts convulsifs des gouvernements de Goremykine, de Sturmer et de Trepov, se succédant rapidement et cherchant à arrêter le cours normal de la vie russe, — ces efforts, en eux-mêmes, suffisaient à alimenter la propagande, excitant de plus en plus la colère populaire qui s'infiltrait également dans l'armée ; la littérature socialiste et défaitiste en profitait ; la doctrine de Lénine pénétra, en Russie, par l'intermédiaire de la fraction social-démocrate de la Douma d'Empire. Les Allemands déployaient une activité plus grande encore. J'en parlerai plus amplement dans le chapitre XXI.

Je dois, cependant, observer que toute cette propagande extérieure agissant principalement sur les unités de l'arrière (garnisons et bataillons de réserve des grandes agglomérations, surtout de Pétrograd), n'exerçait, avant la révolution, que relativement peu d'influence sur les troupes du front. Et les renforts, dont l'esprit avait été troublé, changeaient souvent pour le mieux après être arrivés au front, dans l'atmosphère de la vie de combat, difficile mais plus saine.

Toutefois, la propagande destructrice trouvait par endroits un terrain favorable, et il y eut dès avant la révolution un ou deux cas où des unités entières refusèrent d'obéir et furent sévèrement réprimées.

Enfin, il y avait une raison d'ordre pratique qui faisait que la masse principale de l'armée — les paysans — *n'était pas d'instinct trop porté à désirer la révolution sociale :*

— On partagera la terre sans nous... Non, il faut attendre que nous soyons rentrés, c'est alors qu'on la partagera !...

* * *

Une espèce de propagande par l'exemple était faite par la désorganisation de l'arrière et la folle orgie d'abus, de cherté de vie, de bénéfices et de luxe érigés sur le sang et les os du front. Mais l'armée était surtout péniblement atteinte par le manque de moyens techniques et surtout de munitions.

Ce n'est qu'en 1917 que le procès de Soukhomlinov révéla à la société et à l'armée russes les causes principales du désastre militaire de 1913. Dès 1907, on avait élaboré un projet d'augmentation des réserves de notre armée et accordé les crédits indispensables. Ces crédits grossissaient souvent, si étrange que cela paraisse, sur l'initiative de la commission de la Défense Nationale plutôt que de l'administration militaire. En règle générale, ni la Douma d'Empire, ni le Ministère des Finances ne refusaient, ni ne réduisaient jamais les crédits de guerre. Durant l'administration de Soukhomlinov, le Ministère de la Guerre avait obtenu 450 millions de roubles de crédits spéciaux, dont il n'avait pas dépensé 300 millions. Avant la guerre on n'avait même pas examiné les moyens d'assurer à l'armée des réserves extraordinaires de munitions après l'épuisement des réserves du temps de paix... Si, en effet, la guerre des munitions prit, dès le début des hostilités, des proportions inattendues et sans exemple, renversant tous les calculs théoriques de la science militaire, tant européenne que russe, il était d'autant plus nécessaire de prendre des mesures héroïques pour sortir d'une situation extrêmement grave.

Cependant, dès le mois d'octobre 1914, on avait épuisé les réserves servant à l'armement des renforts qu'on nous envoya au front dont d'abord 10 % seulement étaient armés, et, plus tard, sans fusils du tout. Le Commandant du front Sud-Ouest envoya au Grand Quartier Général une dépêche ainsi conçue : « Les réserves de munitions sont définitivement épuisées. Faute de nouvelles réserves, on sera obligé de faire cesser le combat et de ramener les troupes dans les conditions les plus difficiles... ».

Cependant, à la même époque (fin septembre 1914), Joffre ayant demandé « si l'armée impériale de Russie était suffisamment pourvue de munitions d'artillerie pour pouvoir sans mécomptes continuer les opérations », le Ministre de la Guerre, Soukhomlinov, répondit : « La situation actuelle, en ce qui concerne l'approvisionnement en munitions de l'armée russe, n'inspire aucune inquiétude sérieuse...» On ne passait pas de commandes à l'étranger et on refusait les fusils japonais et américains « pour éviter les inconvénients dus à la multiplicité des calibres ».

Lorsque, en août 1917, l'homme responsable de la catastrophe militaire eut paru sur le banc des accusés, sa personne ne produisit qu'une impression pitoyable. On se demanda avec une angoisse et une douleur d'autant plus grandes comment cet homme étourdi, ignorant des choses militaires et peut-être sciemment criminel, avait pu, durant six ans, demeurer au pouvoir. Quelle ambiance de bureaucratie militaire « honteusement indifférente au bien et au mal », avait dû l'entourer pour rendre possibles tant son action que son inaction, qui, toutes deux, continuellement et méthodiquement, tendaient au préjudice de l'État !

La catastrophe définitive éclata en 1915.

Le printemps de 1915 restera à jamais gravé dans ma mémoire. La grande tragédie de l'armée russe, — la retraite de Galicie. Ni cartouches, ni obus. Jour après jour, des combats sanglants ; jour après jour, des étapes pénibles, une lassitude infinie, physique et morale tantôt un espoir timide, tantôt une angoisse sans nulle éclaircie...

Je me rappelle le combat des Przemysl, à la moitié de mai. Onze jours de combat violent soutenu par la 4ème division de tirailleurs... Onze jours d'un tonnerre infernal vomi par l'artillerie lourde des Allemands, dont le feu rasait littéralement des

tranchées entières avec leurs défenseurs. Nous ne ripostions presque pas : nous n'avions rien pour riposter. Les régiments, épuisés à l'extrême, repoussaient les attaques l'une après l'autre, tantôt à coups de baïonnette, tantôt en tirant à bout portant ; le sang coulait à flots, les rangs se clairsemaient, le nombre de tertres funéraires se multipliait... Deux régiments furent presque totalement anéantis rien que par le feu...

Messieurs les Français, Messieurs les Anglais, vous qui avez atteint un degré extraordinaire de technique, il vous sera intéressant d'apprendre ce fait absurde de la réalité russe :

Lorsque, après trois jours de silence de notre unique batterie de six pouces, on nous eut amené *cinquante obus*, tous les régiments, toutes les compagnies en furent immédiatement informés par téléphone, et les tirailleurs poussèrent un soupir de soulagement...

Et combien amèrement, combien douloureusement ironique nous apparut alors la circulaire de Broussilov, qui, ne pouvant nous donner des obus, nous persuadait, afin de nous encourager, « de relever le moral des troupes », de ne pas attacher une importance exceptionnelle à la supériorité de l'artillerie allemande, car il arrivait, assez souvent, que l'artillerie lourde, après avoir tiré sur nos positions un nombre incalculable d'obus, ne nous causât presque pas de pertes.

Le 21 mai, le général Ianouchkevitch (5) communiquait au Ministre de la Guerre : « L'évacuation de Przemysl est un fait accompli. Broussilov allègue l'insuffisance de munitions, votre bête noire et la mienne... De toutes les armées il ne vient qu'un cri : donnez des munitions... »

---

5 Chef de l'État-major du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. En 1918, il fut tué par les bolcheviks.

* * *

Je ne suis pas enclin à idéaliser notre armée. Il me faut dire beaucoup de vérités amères sur son compte. Mais lorsque les pharisiens, chefs de la démocratie révolutionnaire, pour justifier la débâcle militaire, qui fut surtout leur œuvre, affirment que l'armée était déjà sans cela sur le point de se décomposer, ils mentent. Je ne nie pas les graves défauts relevés dans le système des nominations et de la sélection pour le commandement supérieur, ni les erreurs de notre stratégie, de notre tactique et de notre organisation ; ni la technique arriérée de notre armée, les imperfections du corps des officiers, l'ignorance des soldats, les vices de la caserne. Je connais le nombre de désertions et d'insoumissions, dont, d'ailleurs, nos classes cultivées se sont rendues peut-être plus coupables que le peuple obscur. Cependant, ce ne sont pas ces graves maladies de l'organisme de l'armée qui ont attiré plus tard l'attention particulière de la démocratie révolutionnaire. Elle ne savait et ne pouvait rien faire pour guérir ces maux et, d'ailleurs, elle ne les combattit point. Quoi qu'il en soit, je ne connais aucun côté faible de la vie de l'armée qu'ils eussent guéri ou dont, du moins, ils se fussent sérieusement et pratiquement préoccupés. Le fameux « affranchissement » de la personnalité du soldat ? Abstraction faite de toutes les exagérations qu'on rattache à cette idée, on peut dire que le fait même de la révolution a produit un certain changement dans les rapports entre les officiers et les soldats et, dans des conditions normales, cet « affranchissement » promettait de devenir la source d'une grande force morale et ne devait par creuser un abîme béant. Mais la démocratie révolutionnaire envenima la plaie. Elle frappait implacablement l'essence même du régime militaire, ses fondements éternels et immuables qui n'avaient pas encore été ébranlés : la discipline, l'unité de commandement et le caractère apolitique de l'armée. Tout cela existait, et tout cela disparut. Cependant, la chute de l'ancien pouvoir semblait avoir ouvert de vastes horizons nouveaux permet-

tant d'assainir l'armée populaire russe et de la relever au point de vue moral, hiérarchique et technique.

Tel peuple, telle armée. Quoi qu'il soit, l'ancienne armée russe, atteinte de tous les vices du peuple russe, possédait, en même temps, dans son immense majorité, toutes ses qualités et surtout son extraordinaire force de résistance aux horreurs de la guerre ; elle s'est battue sans murmurer pendant trois ans ; elle marchait souvent, les mains vides, contre la technique meurtrière, supérieurement développée, de l'ennemi ; faisant preuve d'une haute vaillance, d'un haut esprit de sacrifice et expiant au prix de son sang abondamment répandu ([6]) les fautes du pouvoir suprême, du gouvernement, du peuple et les siennes propres.

Nos alliés n'ont pas le droit d'oublier un seul instant qu'au milieu de janvier 1917, cette armée retenait sur ses fronts 187 divisions ennemies, c'est-à-dire 49 % de toutes les forces de l'adversaire agissant sur les fronts européens et asiatiques.

L'ancienne armée russe était encore assez forte pour continuer la guerre et remporter la victoire.

---

[6] Le député français M. Louis Martin, évalue conne suit les pertes des armées *rien qu'en tués* (en millions d'hommes), la Russie : 2,5 ; l'Allemagne : 2 ; l'Autriche : 1,5 ; la France : 1,4 ; l'Angleterre: 0,8 ; l'Italie: 0,6, etc. La part de la Russie dans le martyrologe de toutes les armées alliées atteint les 40 % du chiffre total.

III – L'ANCIENNE ARMÉE ET L'EMPEREUR

En août 1915, sous l'influence des cercles de l'impératrice et de Raspoutine, l'empereur décida de prendre le commandement en chef des armées. Huit ministres et certains hommes politiques avaient en vain cherché à le détourner de cette dangereuse décision. Officiellement, on alléguait, d'une part, la difficulté de cumuler le gouvernement du pays et le commandement de l'armée, et, d'autre part, le risque qu'il y avait à assumer la responsabilité des opérations militaires dans une période difficile d'échecs et de retraites. Cependant, le véritable motif de ces démarches était la crainte que le manque d'expérience et de connaissances spéciales du nouveau généralissime ne fît qu'aggraver la situation, déjà si difficile, de l'armée, et que son entourage germano-raspoutinien, qui avait déjà paralysé tous les efforts du gouvernement et amené sa rupture avec la Douma d'Empire et le pays, n'aboutît à la décomposition de l'armée.

Il courait des bruits (plus tard confirmés) selon lesquels la décision de l'empereur aurait été en partie provoquée par la crainte du parti de l'impératrice devant la popularité sans cesse croissante, malgré les échecs de l'armée, du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch...

Le 23 août un ordre du jour fut porté à la connaissance des armées de terre et de mer. Au texte officiel l'empereur avait joint en personne les paroles que voici :

« ... Avec une foi ferme dans la grâce de Dieu et une certitude inébranlable de la victoire finale, nous accomplirons jusqu'au bout le devoir sacré de la défense de la patrie et ne ferons pas honte à la terre russe. »

Cet acte, important en lui-même, ne produisit pas beaucoup d'impression dans l'armée. Les généraux et les officiers comprenaient fort bien que la part personnelle de l'empereur au commandement ne serait qu'extérieure ; c'est pourquoi on s'intéressait plutôt à la question de savoir qui serait le chef de l'état-major.

La nomination du général Alexéiev calma les officiers. Quant à la masse des soldats, ils ne se préoccupaient pas de la technique du commandement : pour eux, l'empereur a été de tout temps le chef suprême de l'armée, et s'il y avait quelque chose qui provoquait un certain malaise, c'était plutôt la conviction, répandue dans le peuple, que le tsar était malheureux...

Le général Michel Vassilievitch Alexéiev devint le commandant effectif des forces armées de Russie. Dans l'histoire militaire de la Russie et parmi le chaos russe, la personnalité du général Alexéiev tient une place si considérable qu'on ne peut en quelques mots en retracer la portée. Il faudrait pour cela une étude historique spéciale sur la vie de cet homme, dont l'œuvre militaire et politique a été jugée de façon la plus différente — tant en bien qu'en mal —, mais qui n'a jamais donné aucune raison de douter de ce que « son calvaire a été illuminé d'une probité cristalline et d'un amour ardent pour la Patrie, la grande Patrie bafouée... » (7).

Sans être toujours assez ferme dans la réalisation de ce qu'il exigeait, Alexéiev, lorsqu'il s'agit d'assurer l'indépendance du Grand Quartier Général vis-à-vis de toutes les influences étrangères, fit preuve à un rare degré d'un courage civique qui faisait totalement défaut aux personnages haut placés de l'ancien régime, cramponnés avidement à leur pouvoir.

---

7 Extrait d'un ordre du jour de l'Armée Volontaire.

Un jour, après un dîner officiel à Mohilev, l'impératrice, se promenant dans le jardin, prit le bras d'Alexéiev et mit la conversation sur Raspoutine.

Un peu émue, elle cherchait à persuader à Alexéiev que son attitude à l'égard de Raspoutine était injuste, que « le moine était un homme merveilleux, un saint », qu'on le calomniait, qu'il était fidèlement attaché à la famille impériale et, surtout, que sa visite au Grand Quartier porterait bonheur à l'armée...

Alexéiev répondit sèchement que la question, pour lui, était jugée depuis longtemps, et que si Raspoutine se montrait au Quartier Général, lui, Alexéiev, quitterait immédiatement son poste de chef de l'état-major.

— C'est votre dernier mot ?

— Certainement.

L'impératrice rompit brusquement l'entretien et s'en alla sans prendre congé d'Alexéiev.

Cette entrevue, de l'aveu du général, ne manqua pas de modifier au pis l'attitude de l'empereur à son égard. Contrairement à l'opinion établie, cette attitude, qui extérieurement, ne laissait rien à désirer, n'était en réalité empreinte ni d'intimité, ni d'amitié, ni même d'une absolue confiance.

L'empereur n'aimait personne, hormis peut-être son fils. Là était la tragédie de son existence d'homme et de chef d'État.

À maintes reprises, lorsque M.-V. Alexéiev, inquiet du mécontentement croissant du peuple contre le régime et le trône, cherchait à sortir des limites d'un rapport militaire et à donner à l'empereur une idée juste des événements, chaque fois qu'il abordait la question de Raspoutine et d'un cabinet responsable,

il se heurtait au même regard impénétrable, si bien connu, et à cette réponse sèche :

— Je le sais.

Pas un mot de plus.

Mais dans tout ce qui avait trait à l'administration de l'armée, l'empereur avait toute confiance en Alexéiev dont il écoutait toujours les longs rapports, peut-être trop détaillés. Il les écoutait patiemment et attentivement, encore que ce domaine ne semblât pas l'intéresser outre mesure. Certaines divergences de vues ne survenaient que dans des questions secondaires, les nominations dans l'entourage immédiat du tsar, la création de nouvelles fonctions, etc.

L'indifférence absolue de l'empereur pour les questions de haute stratégie m'apparut en toute évidence après la lecture d'un document très important : le procès-verbal des délibérations du Conseil Militaire convoqué au Grand Quartier, à la fin de 1916, sous la présidence de l'empereur ; ce conseil, comprenant tous les commandants en chef et les membres supérieurs du G.Q.G. devait examiner les plans de la campagne de 1917 et de l'offensive générale.

Cette délibération dont chaque phrase a été soigneusement notée, fait apparaître le caractère autoritaire et le rôle dirigeant du suppléant provisoire du chef de l'état-major, le général Gourko ; les tendances tant soit peu égoïstes des commandants en chef cherchant à adapter les axiomes stratégiques aux intérêts particuliers de leurs fronts, et, enfin... l'indifférence absolue du généralissime.

Les rapports entre l'empereur et le chef de l'état-major demeurèrent les mêmes, lorsque ce dernier poste fut assumé par le général Gourko. En automne 1916, Alexéiev tomba gravement

malade et alla se soigner à Sébastopol. Néanmoins, il restait en contact avec le G.Q.G., avec lequel il communiquait par fil direct.

* * *

Cependant, la lutte de la Douma d'Empire (le bloc progressiste) contre le gouvernement, lutte qui, sans aucun doute, avait toutes les sympathies d'Alexéiev et du commandement, devenait de plus en plus âpre. Le compte rendu, interdit à la presse, de la séance du 1er novembre 1916, avec les discours historiques de Choulguine, Milioukov, etc., était répandu en copies manuscrites dans toute l'armée. L'état d'esprit était tel que ces copies, loin de rester clandestines, étaient lues et âprement discutées aux mess des officiers.

« J'ai été extrêmement frappé », me disait un socialiste connu, membre de l'Union des Villes, qui, pour la première fois, vint à l'armée en 1916, « de voir la liberté que l'on mettait partout, dans toutes les unités, aux mess des officiers, en présence des supérieurs, dans les états-majors, etc., à parler de l'insuffisance du gouvernement et de la boue de la Cour... Dans notre pays de délations ! Au commencement, je croyais qu'on me tendait un piège ... »

Le contact entre la Douma et les officiers existait : depuis longtemps. De jeunes officiers avaient pris une part active, encore que non officielle, aux travaux de la commission de la défense nationale au moment de la reconstruction de la flotte et de la réorganisation de l'armée après la guerre japonaise. A.-J. Goutchkov avait fondé un groupe qui comprenait Savitch, Kroupensky, le comte Bobrinsky et les représentants des officiers avec, à la tête, le général Gourko. Il semble qu'à ce groupement ait également adhéré le général Polivanov, qui joua plus tard un rôle important dans la désorganisation de l'armée (la commission de Polivanov). Ce groupe ne tendait nullement à

« renverser les fondements » du régime existant ; il voulait seulement faire démarrer le lourd véhicule bureaucratique, donner un essor au travail et de l'initiative aux administrations militaires inertes. D'après le témoignage de Goutchkov, le groupement fonctionnait ouvertement et même, au début, le Ministre de la Guerre lui communiquait des matériaux. Plus tard, l'attitude de Soukhomlinov changea brusquement, le groupement fut déclaré suspect, on parla de « jeunes Turcs ».

Quoi qu'il en fût, la commission de la défense nationale était très bien informée. Le général Loukomsky, chef du service de la mobilisation, plus tard sous-secrétaire de la guerre, m'a raconté combien sérieusement il fallait préparer les rapports et quelle impression pitoyable faisait dans ses rares apparitions le ministre étourdi et ignorant, Soukhomlinov, harcelé de tous côtés par les membres de la commission...

Au cours de son procès, Soukhomlinov conta lui-même cet incident : s'étant présenté à la commission qui avait à examiner deux questions militaires importantes, il fut arrêté par Rodzianko :

« Partez, partez... Vous êtes pour nous comme le manteau rouge pour le taureau : dès que vous arrivez, les affaires vont mal. »

Après la retraite de Galicie, la Douma d'Empire obtint enfin que ses membres prissent constamment part au contrôle de l'exécution régulière des commandes militaires, tandis que l'Union des Villes et des Zemstvos obtenait l'autorisation d'organiser un « Comité principal d'approvisionnement de l'armée. »

L'expérience sanglante fit naître, enfin, cette idée si simple : la mobilisation de l'industrie russe. Et l'œuvre, arrachée à la stagnation des bureaux militaires, se développa rapidement.

D'après les documents officiels, au mois de juillet 1915, l'armée ne recevait que 33 parcs d'artillerie au lieu des 50 qui étaient demandés ; au mois de septembre, des usines privées ayant été appelées à prendre part au travail, il en fut envoyé 78. Abstraction faite des chiffres, je peux affirmer, d'après mon expérience personnelle, que, dès la fin de 1916, notre armée, sans avoir, bien entendu, atteint les normes supérieures qui existaient dans les armées des Alliés, disposait cependant de moyens de combat, qui pouvaient amplement suffire pour entreprendre de larges opérations systématiques sur toute l'étendue de notre front.

L'armée se rendait fort bien compte de cette circonstance et sa confiance pour la Douma d'Empire et les organisations sociales s'en trouva grandement accrue.

Cependant, dans le domaine de la politique intérieure, la situation ne s'améliorait guère. Et au commencement de 1917, la tension politique fit surgir un nouveau moyen :

Le coup d'État !

* * *

Des représentants de certaines fractions de la Douma et de certains milieux politiques vinrent trouver à Sébastopol Alexéiev, malade. Ils déclaraient ouvertement qu'un coup d'État était imminent. Ils savaient ce qu'en penserait le pays. Mais ils ne pouvaient se rendre compte de l'impression qu'un coup d'État produirait au front. Et ils demandaient conseil.

Alexéiev déclara de la façon la plus catégorique qu'aucun bouleversement de l'État n'était admissible pendant la guerre ; qu'il constituait une menace mortelle pour le front, qui, d'après sa déclaration pessimiste, « n'était déjà pas trop solide », et il demanda, au nom de la conservation de l'armée, de s'abstenir de cet acte.

Les représentants de la Douma partirent après avoir promis de faire le nécessaire pour éviter le coup d'État.

J'ignore quelles données avait M.-V. Alexéiev, mais il affirma plus tard qu'après l'avoir quitté les membres de la Douma allèrent voir Broussilov et Rouzsky et que, ceux-ci leur ayant donné un avis contraire, ils modifièrent leur première décision : on continua à préparer le coup d'État.

Il est difficile d'éclaircir tous les détails de cette affaire. Ceux qui y prirent part se taisent, les documents manquent, et toute l'affaire fut conduite dans le secret le plus absolu sans que rien en pénétrât dans les larges milieux de l'armée. Cependant on en connut certaines circonstances.

Nombre de personnes s'étaient adressées à l'empereur pour le prévenir du danger qui menaçait le pays et la dynastie. On comptait parmi elles, entre autres, Alexéiev, Gourko, l'archiprêtre Chavelsky, Pourichkevitch, les grands-ducs Nicolas et Alexandre Mikhaïlovitch et l'impératrice douairière elle-même.

Après la visite aux armées du président de la Douma, M. Rodzianko, en automne 1916, on fit circuler chez nous sa lettre à l'empereur, où il le prévenait de ce double danger qui provenait de la participation néfaste au gouvernement de l'impératrice Alexandra. Une de ces « interventions » de Rodzianko lui valut une réprimande impériale, laquelle, sur l'ordre de l'empereur, fut transmise par écrit au président de la Douma, par le général Alexéiev. Cette circonstance eut par la suite une influence très grave sur les relations entre ces deux hommes politiques.

Le Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, dans sa lettre communiquée à l'empereur le 1er novembre 1916, disait, après avoir sévèrement réprouvé le système, connu à toutes les couches de

la société, de la nomination des ministres par l'entourage odieux de l'impératrice :

« ... Si Tu réussissais à écarter cette continuelle ingérence des forces obscures, la Russie marcherait rapidement à sa régénération et Tu regagnerais la confiance perdue de la grande majorité de Tes sujets... Lorsque l'heure sera venue — et elle est proche — Tu pourras toi-même, du haut du trône, octroyer, conformément à tant de vœux ardents, la responsabilité du ministère auprès de Toi et des institutions législatives. Cela se fera tout simplement, tout seul, sans pression extérieure, autrement que cela s'est fait lors de l'acte mémorable du 17 octobre 1905. J'ai longtemps hésité à Te révéler la vérité, mais je l'ai fait après que Ta mère et Tes deux sœurs m'eurent décidé. Tu es à la veille d'une nouvelle période de troubles, je dirai même, de nouveaux attentats. Crois-moi, si j'insiste tant sur Ton propre affranchissement des entraves qui se sont créées, je ne le fais pas par des considérations d'ordre personnel... Mais uniquement dans l'espoir de Te sauver, de sauver Ton trône et notre chère patrie des conséquences les plus pénibles et les plus irréparables.»

Mais toutes les instances demeuraient vaines.

Les groupements qui s'étaient constitués comprenaient certains membres des fractions de la droite et des fractions libérales de la Douma d'Empire, des membres du bloc progressiste, des membres de la famille impériale et des officiers. Avant d'agir, un des grands-ducs devait en appeler une dernière fois à l'empereur... Au cas où cette démarche ne serait pas couronnée de succès, on se proposait, dans la première moitié de mars, d'arrêter, les armes à la main, le train impérial venant du G.Q.G. à Pétrograd. Ensuite, on devait proposer à l'empereur d'abdiquer, et, s'il n'y consentait pas, l'écarter matériellement. On désignait, pour lui succéder, l'héritier présomptif du trône, Alexis, sous la régence de Michel-Alexandrovitch.

En même temps, un groupe considérable du bloc progressiste et des représentants des villes et des zemstvos, se trouvant en relations avec le groupement sus indiqué et informé de ses projets, se réunissait à maintes reprises afin d'examiner la question « du rôle que devait jouer après le coup d'État la Douma d'Empire ([8]) ». On y avait désigné la composition éventuelle du nouveau cabinet. Deux candidatures avaient été posées pour le poste de président du Conseil : M. Rodzianko et le prince Lvov ; le choix tomba sur ce dernier.

Mais le sort en décida autrement.

Avant le coup d'État prévu commença ce qu'Albert Thomas a défini « la plus radieuse, la plus riante, la moins sanglante des révolutions ».

---

8 *Milioukov*, Histoire de la deuxième révolution russe.

IV – LA RÉVOLUTION À PÉTROGRAD

Les événements qui se sont déroulés à Pétrograd et au Grand Quartier ne me furent connus que plus tard. Je les mentionnerai brièvement pour la suite du récit. Dans le télégramme adressé à l'empereur par des membres du Conseil d'Empire, dans la nuit du 24 février (13 mars), la situation était résumée comme suit :

« À la suite de la désorganisation totale des transports et faute d'arrivage des matériaux indispensables, les usines et les fabriques se sont arrêtées. Le chômage forcé et l'extrême aggravation de la crise du ravitaillement, causés également par la désorganisation des transports, ont poussé les masses du peuple au désespoir. Ce sentiment se trouve aggravé par la haine contre le gouvernement et les pénibles soupçons à l'égard du pouvoir qui ont profondément pénétré dans l'âme du peuple.

« Tout ceci a revêtu la forme d'une sédition populaire spontanée, et les troupes se joignent à présent à ce mouvement. Le gouvernement, qui n'a jamais joui de confiance en Russie, est définitivement discrédité et absolument impuissant à se rendre maître de la situation menaçante. »

Les préparatifs de la révolution, qui trouvaient un terrain favorable dans les conditions générales de la vie du pays, se poursuivaient, directement ou indirectement, depuis longtemps. Les éléments les plus hétérogènes y prenaient part : le gouvernement allemand, qui s'employait de toutes façons à soutenir la propagande socialiste et défaitiste en Russie, surtout parmi les ouvriers pétersbourgeois ; les partis socialistes qui constituaient des « noyaux » parmi les ouvriers et les troupes ;

et aussi, sans aucun doute, le ministère Protopopov, qui, disait-on, cherchait à provoquer une action directe, afin de la réprimer par la force armée et détendre l'atmosphère devenue irrespirable. Il semblait que toutes ces forces, mues par des considérations diamétralement opposées, eussent poursuivi, par des voies et des moyens différents, le même but final...

Entre temps, le bloc progressiste et les organisations sociales, étudiant les prodromes de graves événements, commençaient à se préparer, et certains groupements, personnellement ou idéologiquement proches de ces organisations se mirent, comme je l'ai déjà dit, à fomenter un coup d'État de palais, comme dernier moyen d'éviter la révolution imminente.

Néanmoins, l'insurrection éclata spontanément, prenant tout le monde au dépourvu. Plus tard, dans une circonstance privée, des membres notoires de l'Exécutive du Soviet de Pétrograd expliquèrent que « le soulèvement des soldats s'était passé indépendamment de celui des ouvriers, avec lesquels les soldats n'avaient eu aucune liaison à la veille même de la révolution », et que « le soulèvement n'ayant pas été préparé, il ne se trouva pas d'organe administratif qui y fût approprié ».

Quant aux milieux se groupant autour de la Douma, ils étaient prêts à un coup d'État et non à une révolution, et ils ne surent garder, en pleine tourmente, ni leur sang-froid, ni leur équilibre moral.

Les premières manifestations eurent lieu le 23 février (7 mars), lorsque des foules de peuple envahirent les rues ; des meetings furent improvisés où les orateurs appelaient à la lutte contre le pouvoir abhorré. Ceci continua jusqu'au 26 (10 mars), jour où le mouvement populaire atteignit des proportions gigantesques et où commencèrent des collisions sanglantes avec la police, qui fit usage de mitrailleuses.

Le 26 vint l'ordre prorogeant la session de la Douma d'Empire et le 27 au matin, les membres de la Douma, réunis en séance, décidèrent de ne pas quitter la capitale…

Or, le matin de ce même jour, les choses changèrent radicalement de face, car aux insurgés vinrent se joindre les bataillons de réserve des régiments de la garde, Litovsky, Volynsky, Préobragensky et du génie. Ce n'étaient précisément que des bataillons de réserve, car les régiments actifs de la garde se trouvaient alors au front du Sud-Est. Ces bataillons, ne différaient ni par leur discipline, ni par leur état d'esprit de toutes les autres unités de réserve de l'Empire.

Le commandement de la plupart des unités se trouva pris au dépourvu et ne put déterminer sur le coup sa ligne de conduite ; cette indécision fut une des causes qui lui firent perdre son influence et son autorité.

Les troupes descendirent dans la rue sans leurs officiers, se joignirent à la foule et se pénétrèrent de sa mentalité.

La foule armée, excitée jusqu'à l'extrême, ivre de liberté, échauffée par les orateurs, envahissait les rues, rasant les barricades, grossie sans cesse par de nouvelles masses jusque-là hésitantes…

Les détachements de police étaient impitoyablement massacrés. Les officiers que l'on rencontrait étaient désarmés, parfois tués. Le peuple en armes s'empara de l'Arsenal, de la forteresse Pierre et Paul, de la prison de Kresty.

Dans ce jour décisif, il n'y avait pas de chefs, il n'y avait que la multitude. Son mouvement menaçant ne laissait entrevoir ni but, ni plan, ni idées directrices. L'état d'esprit général ne trouvait son expression que dans le cri : Vive la liberté !

Quelqu'un devait se rendre maître du mouvement. Après des discussions véhémentes, après un certain désarroi et une certaine hésitation, ce rôle fut assumé par la Douma d'Empire, qui constitua le « Comité de la Douma d'Empire » ([9]). Le 27 février, celui-ci fit connaître l'objectif de sa nomination dans les expressions réservées que voici :

« Le Comité Provisoire des membres de la Douma d'Empire, a été obligé, dans les circonstances difficiles de la désorganisation intérieure causée par les mesures de l'ancien gouvernement, de prendre en main le rétablissement de l'ordre politique et social... Le Comité exprime la certitude que la population et l'armée l'aideront dans sa tâche difficile qui consiste à créer un nouveau gouvernement répondant aux vœux de la population et pouvant jouir de sa confiance. »

La Douma devint le centre de la vie politique du pays. Il ne fait pas de doute, qu'à ce moment, après sa lutte patriotique et nationale contre le gouvernement abhorré par le peuple, après un grand travail fécond dans l'intérêt de l'armée, la Douma jouissait d'une grande autorité dans le pays et dans l'armée. Aucun autre organe ne pouvait prendre la tête du mouvement. Aucun autre organe ne pouvait obtenir une telle confiance du pays ; aucun autre pouvoir que celui issu du sein de la Douma, n'aurait pu être aussi rapidement et pleinement reconnu comme suprême. Cet événement fut fort bien accueilli par le Conseil des délégués ouvriers de Pétrograd qui, alors, ne prétendait pas officiellement se mettre à la tête du gouvernement russe. Une telle attitude à l'égard de la Douma d'Empire avait fait naître alors

---

[9] M.-V. Rodzianko, N.-V. Nekrassov, A.-.T. Konovalov.

J.-J. Dmitrioukov, A.-F. Kérensky, V.-V. Choulguine.

S.-J. Chidlovsky, P.-N. Milioukov, M.-A. Karaoulov, V.-N. Lvov, V.-A. Rjevsky.

N.-S. Tchéidzé déclina l'offre qui lui fut faite, préférant le poste de président du Conseil des délégués ouvriers.

Plus tard se joignit à ce Comité B. Enguelgardt.

l'illusion du caractère national du gouvernement provisoire qu'elle avait constitué.

C'est pourquoi, tandis que certaines unités, qui s'étaient mêlées à la foule armée, saccageaient tout ce qui rappelait trop vivement l'ancien pouvoir, et que d'autres, restées fidèles à ce pouvoir, opposaient de la résistance, des troupes conduites par leurs officiers, avec musique et drapeau, commençaient à affluer vers le palais de Tauride pour saluer, selon toutes les règles de l'ancien cérémonial, le nouveau pouvoir dans la personne du président de la Douma, M. Rodzianko.

Le palais de Tauride offrait un spectacle extraordinaire : législateurs, hauts fonctionnaires, soldats, ouvriers, femmes... Parlement, camp militaire, prison, état-major, ministères... Ici accouraient tous ceux qui cherchaient abri et protection, qui attendaient des directives et des réponses aux questions angoissantes soudainement posées par la vie.

Cependant, le même jour du 27 février fut lancée de l'enceinte du palais de Tauride la déclaration suivante :

« Citoyens ! Les représentants, siégeant à la Douma, des ouvriers, des soldats et de la population de Pétrograd, annoncent que la première réunion des représentants de ces groupes aura lieu ce soir, à 7 heures, dans le local de la Douma d'Empire. Toutes les troupes qui ont passé du côté du peuple doivent élire immédiatement leurs représentants, à raison d'un délégué par compagnie. Les usines éliront leurs délégués à raison d'un par mille ouvriers... »

Ce fait eut une influence fatale sur la marche ultérieure des événements : 1° il créait, simultanément avec le gouvernement provisoire, un organe du pouvoir non officiel, mais, sans aucun doute, plus puissant — le conseil des délégués ouvriers et de soldats, que le gouvernement ne fut pas de force à combattre ; 2°

il donna au coup d'État politique et à la révolution bourgeoise les formes d'organisation et le caractère d'une révolution sociale, qui était impossible dans l'état où se trouvait le pays et qui ne pouvait s'accomplir sans des secousses terribles en un moment de guerre extérieure très grave ; 3° il établit un contact étroit entre le Soviet, enclin au bolchevisme et au défaitisme, et l'armée, introduisant dans ses rangs des éléments de fermentation appelés à la décomposer.

Et lorsque les troupes, avec leur commandement, défilaient en ordre parfait devant le palais de Tauride, ce n'était plus qu'apparence. Le lien entre les officiers et les soldats était déjà définitivement rompu, la discipline était brisée et les troupes de la zone de Pétrograd ne furent depuis et jusqu'aux derniers jours de leur existence qu'une bande de prétoriens soviétistes dont la force grossière et obscure pesa sur le gouvernement provisoire. Plus tard, tous les efforts de Goutchkov, de Kornilov et du Grand Quartier, tendant à les influencer ou à les faire partir au front, demeurèrent vains, se heurtant à l'opposition véhémente du Soviet.

Les officiers connaissaient en eux-mêmes un drame pénible, placés qu'ils étaient entre la fidélité à leur serment, la méfiance et l'hostilité des soldats et l'empire de la nécessité. Un petit nombre d'officiers opposèrent une résistance armée à l'insurrection et périrent pour la plupart, quelques autres s'abstinrent de toute participation réelle aux événements, mais la majorité, se trouvant dans les régiments qui avaient encore conservé un ordre relatif, cherchait auprès de la Douma la réponse aux questions que leur posait leur conscience tourmentée.

Une grande réunion d'officiers présents à Pétrograd vota le 1er (13) mars la résolution suivante : « en pleine communion avec le peuple… reconnaissant que pour terminer victorieusement la guerre, il faut organiser au plus vite l'ordre et travailler d'un commun accord à l'arrière…, reconnaissent à l'unanimité le

pouvoir du Comité Exécutif de la Douma d'Empire jusqu'au moment de la convocation de l'Assemblée Constituante. »

* * *

L'orgie effrénée, une espèce de sadisme du pouvoir dont avaient fait preuve, les uns après les autres, les dirigeants nommés par Raspoutine, avait abouti, vers le commencement de 1917, à ce qu'il n'y avait dans le pays aucun parti politique, aucune classe, aucune couche sociale sur lesquels le gouvernement tsariste eût pu s'appuyer. Tous le considéraient comme un ennemi du peuple : Pourichkevitch et Tchéidzé, la noblesse unifiée et les groupements ouvriers, les grands ducs et les soldats tant soit peu éclairés.

Il n'entre pas dans mes intentions d'examiner les actes du gouvernement, qui ont conduit à la révolution, ni sa lutte contre le peuple et les organes représentatifs. Je ne fais que résumer les accusations qui furent justement formulés contre lui à la veille de sa chute par la Douma d'Empire.

Toutes les institutions d'État, de classe et sociales — Conseil d'Empire, Douma d'Empire, noblesse, zemstvos, municipalités — étaient suspectées d'esprit séditieux et formellement combattues par le gouvernement qui paralysait leur action.

L'arbitraire et les procédés policiers étaient parvenus à un degré jusqu'alors inconnu. Le tribunal indépendant était subordonné « aux exigences du moment politique ».

Tandis que dans les pays alliés tous les éléments de la société prenaient une part active au travail commun pour la défense du pays, chez nous leur secours était dédaigneusement repoussé et le travail était accompli par des mains inexpertes, souvent criminelles, aboutissant aux phénomènes fatalement attachés à la manière de gouverner d'un Soukhomlinov ou d'un

Protopopov. Le Comité de l'industrie de guerre, qui avait rendu de grands services à l'œuvre de l'approvisionnement de l'armée, était systématiquement détruit. Peu de temps avant la révolution, sa section ouvrière avait été arrêtée sans aucune raison, ce qui faillit amener des troubles sanglants dans la capitale.

En l'absence de toute organisation publique, les mesures du gouvernement désorganisaient la vie industrielle et les transports du pays ; le combustible se faisait rare. Le gouvernement se montra impuissant à lutter contre cette désorganisation, dont une des causes était, sans aucun doute, les visées égoïstes, voire les convoitises de rapine des commerçants et des industriels.

La campagne était dans la misère. Une série de lourdes mobilisations, sans aucun de ces sursis ni aucune de ces exemptions dont jouissaient les autres classes travaillant pour la défense nationale, l'avait privée de main-d'œuvre. Le caractère instable des prix fermes, fixés par le gouvernement pour les produits agricoles, avec des amendements au profit de la grande propriété foncière, au commencement, et, plus tard, les abus dans l'application du système des prélèvements et des corvées de blé ainsi que le manque d'échanges avec la ville, — tout cela aboutissait à l'arrêt des arrivages de blé, à la famine dans les villes et aux répressions dans la campagne.

La classe des fonctionnaires et des employés souffrait en murmurant de la hausse des prix et de l'insécurité de sa situation...

Les nominations des ministres surprenaient par leur choix imprévu et semblaient une dérision. Le pays, par la bouche de ses meilleurs représentants et de la Douma d'Empire, demandait un ministère responsable. Ce minimum des revendications politiques de la société russe était encore considéré par la Douma, dans la matinée du 27 février, comme suffisant pour retar-

der « l'heure suprême où se décideraient les destinées de la Patrie et de la dynastie » ([10]).

L'opinion publique et la presse étaient étouffées. La censure militaire des zones intérieures (y compris celles de Pétrograd et de Moscou), étendait à l'extrême les bornes de sa juridiction et demeurait inattaquable, se couvrant de l'état de guerre proclamé dans ces régions. La censure générale sévissait avec non moins de rigueur. Dans une de ses séances, la Douma eut à examiner le fait stupéfiant que voici : lorsque, au mois de février 1917, le mouvement gréviste s'étendit, non sans la participation des Allemands, dans les usines et les fabriques, les membres de la section ouvrière du comité de l'industrie militaire rédigèrent l'appel suivant :

« Camarades, ouvriers de Pétrograd ! Nous considérons comme de notre devoir de vous adresser le présent appel vous invitant à reprendre immédiatement le travail. La classe ouvrière, consciente de la responsabilité qui pèse sur elle en ce moment, ne doit pas affaiblir ses forces en prolongeant la grève. Les intérêts de la classe ouvrière vous appellent à vos établis. »

Malgré les démarches que Goutchkov ([11]) fit auprès du ministre de l'Intérieur et du censeur en chef, cet appel fut deux fois retiré de la presse et ne fut pas autorisé...

Lorsque, en étudiant l'œuvre économique du gouvernement déchu, il s'agira d'examiner et d'élucider la question de savoir quelle part de responsabilité revient aux dirigeants et au régime et quelle part à l'état irrémédiable de l'organisme national bouleversé par la guerre mondiale, on ne saura trouver aucune justification au système qui consistait à étouffer la conscience, la pensée, l'esprit du peuple et l'initiative sociale.

---

[10] Télégramme de Rodzianko à l'empereur.

[11] Président du Comité.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Moscou et la province se fussent jointes à Pétrograd presque sans résistance. En dehors de Pétrograd, partout où, à quelques exceptions près, on ignora l'horreur des collisions sanglantes et les débordements de la foule enivrée, le changement de régime fut accueilli avec une satisfaction encore plus grande, voire avec enthousiasme. Tel fut le sentiment non seulement de la démocratie révolutionnaire, mais aussi de la démocratie tout court, de la bourgeoisie, des fonctionnaires et des militaires. Une animation sans exemple, le peuple rassemblé en foule, des visages et des discours excités, la joie de se sentir affranchi du marasme qui avait lourdement pesé sur tout le monde ; les espoirs radieux pour l'avenir de la Russie et, enfin, flottant dans l'air, reproduit dans les discours, dans les images, dans les récits, dans la musique et dans les chants, ce mot exaltant, pur encore de souillure, de sang et de vulgarité :

Liberté !

« Cette révolution est unique dans son genre », — écrivait le prince Eugène Troubetzkoï. Il y eut des révolutions bourgeoises et des révolutions prolétariennes, mais une révolution nationale dans une acception aussi large du mot que dans le cas de la présente révolution russe, il n'y en a pas encore eu dans le monde. Tous ont pris part à cette révolution, tous l'ont faite : le prolétariat et l'armée, la bourgeoisie et même la noblesse... bref, toutes les forces sociales vivantes du pays... Pourvu que cette union dure... »

Ces mots traduisent les espoirs et les inquiétudes des classes cultivées de Russie, mais ils ne traduisent pas la triste réalité russe. Et les émeutes sanglantes d'Helsingfors, de Cronstadt, de Reval, le sort tragique de l'amiral Nepenine et d'un grand nombre d'officiers, servirent de premier avertissement aux optimistes.

* * *

Les victimes des premières journées de la révolution à Pétrograd n'avaient pas été nombreuses : le recensement de l'Union panrusse des villes porte le nombre total de tués et de blessés à Pétrograd à 1.443 dont 869 militaires (60 officiers). Bien entendu, beaucoup de blessés n'ont pas été recensés.

Cependant, la situation de la capitale, sortie de son assiette ordinaire, bondée de matières inflammables et d'hommes armés, demeurait, longtemps encore, incertaine et tendue.

Plus tard, j'ai entendu dire par des membres de la Douma et du gouvernement que la balance penchait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre et qu'ils avaient tout le temps l'impression d'être assis sur un baril de poudre prêt, à tout moment, à exploser et à les détruire tous, ainsi que l'édifice de l'État qu'ils étaient en train de construire.

Le vice-président du Soviet, Skobelev, déclara aux journalistes : « Je dois avouer que lorsque, au commencement de la révolution, je sortis sur le perron du palais de Tauride pour recevoir le premier groupe de soldats venus à la Douma, et que je leur adressai une allocution, j'étais sûr de prononcer un de mes derniers discours, sûr que dans quelques jours je serais fusillé ou pendu.»

Et plusieurs officiers ayant pris part aux événements m'ont assuré que le désarroi dans la capitale était tel et qu'on se rendait si peu compte de l'état des choses qu'un seul bataillon ferme, avec un chef sachant ce qu'il voulait, eût pu changer du tout au tout la situation.

Quoi qu'il en soit, le 2 mars, le comité provisoire de la Douma annonça la constitution d'un gouvernement provisoire

([12]), lequel, après de longues négociations avec l'organe parallèle du « pouvoir démocratique », — le conseil des délégués ouvriers, rédigea la déclaration suivante :

1° Une amnistie entière et immédiate pour toutes les affaires politiques et religieuses, y compris les attentats terroristes, les insurrections militaires, les troubles agraires, etc. ;

2° La liberté de la parole, de la presse, des associations, des réunions et des grèves, les libertés politiques s'étendant aux militaires dans les limites permises par les conditions de la technique militaire ;

3° Abolition de toutes les restrictions de classe, de confession et de nationalité ;

4° Préparatifs immédiats en vue de la convocation, à base du suffrage universel, égal, direct et secret, d'une Assemblée Constituante appelée à fixer la forme du gouvernement et la constitution du pays ;

5° Substitution à la police d'une milice populaire avec des chefs éligibles, subordonnés aux organes du self-gouvernement local ;

6° Élections aux organes du self-gouvernement local par suffrage universel, égal, direct et secret ;

7° Les unités militaires ayant pris part au mouvement révolutionnaire ne seront ni désarmées, ni évacuées de Pétrograd ;

8° Tout en maintenant une discipline militaire dans les rangs et au cours de l'exercice des obligations militaires, on

---

12 Le prince Lvov, Milioukov, Goutchkov, Konovalov, Manouilov, Terestchenko, Lvov, Chingarev, Godnev, Kérensky.

supprime pour les soldats toutes les restrictions dans la jouissance des droits publics accordés à tous les autres citoyens.

Le gouvernement provisoire considère comme de son devoir d'ajouter qu'il n'a nullement l'intention de profiter de l'état de guerre pour apporter quelque retard que ce soit à la réalisation des réformes et des mesures ici exposées ».

Cette déclaration laissait trop clairement apparaître les traces de la pression exercée par le pouvoir « parallèle ».

« J'avais souvent rêvé à cette révolution qui devait faciliter la tâche de notre guerre », dit Ludendorff ([13]). « Chimère éternelle ! Mais aujourd'hui, mon rêve, soudain, s'était réalisé. Je me sentis soulagé d'un grand poids. Je ne pouvais supposer alors que ce rêve réalisé deviendrait le tombeau de notre puissance. »

L'homme politique le plus important de l'Allemagne — pays qui a tant travaillé à empoisonner l'âme du peuple russe — est arrivé à cette conclusion tardive que « notre déchéance morale a commencé avec la révolution russe ».

---

13 *Ludendorff*. Mes souvenirs de guerre.

V – LA RÉVOLUTION ET LA FAMILLE IMPÉRIALE

L'empereur, seul, sans famille, sans proches, n'ayant auprès de lui personne à qui il pût ou voulût se confier, vivait son drame personnel dans le vieux palais de la préfecture de Mohilev.

Au commencement, Protopopov et le gouvernement lui avaient présenté la situation comme étant sérieuse, mais nullement menaçante : une sédition qu'il s'agissait de réprimer par des « mesures énergiques ». Quelques centaines de mitrailleuses furent mises à la disposition du commandant de la zone armée de Pétrograd, le général Khabalov ; ce dernier, ainsi que le président du Conseil, le prince Golitzyne, obtinrent des pleins pouvoirs extraordinaires pour la répression des désordres ; enfin, dans la matinée du 27, le général Ivanov, avec un petit détachement, fut dirigé sur la capitale, porteur d'un mandat secret — lui conférant la plénitude du pouvoir militaire et civil et qu'il devait proclamer après avoir occupé Tsarskoé Sélo. Il est difficile de s'imaginer quelqu'un qui fût moins capable de réaliser une mission aussi importante — au fond, la dictature militaire. Vieillard caduc, honnête soldat, se rendant mal compte de la situation politique, il n'avait plus ni l'énergie, ni la volonté, ni la rigueur indispensables. On s'était probablement rappelé sa répression de Cronstadt, en 1906.

Lorsque j'examinai plus tard les derniers rapports de Khabalov et de Biéliaev ([14]), je me convainquis de leur désarroi et de leur pusillanimité.

Les nuages s'accumulaient.

Le 26 février Rodzianko envoyait à l'empereur son télégramme désormais historique : « La situation est sérieuse. L'anarchie règne dans la capitale. Le gouvernement est paralysé. Les transports, le ravitaillement, le combustible sont totalement désorganisés. Le mécontentement général grandit. Une fusillade désordonnée se poursuit dans les rues. Des unités de groupes font feu les unes sur les autres. Il faut charger immédiatement une personnalité jouissant de la confiance du pays de la constitution d'un nouveau gouvernement. On ne peut tarder. Chaque retard est pareil à la mort. J'implore Dieu pour que la responsabilité, à cette heure, ne retombe pas sur le monarque. » Ce télégramme fut également envoyé par Rodzianko à tous les commandants en chef dont il demandait l'appui.

Dans la matinée du 27, le président de la Douma adressait à l'empereur une nouvelle dépêche : « La situation s'aggrave, il faut prendre des mesures immédiates, car demain il sera trop tard. L'heure suprême est arrivée qui doit décider du sort de la Patrie et de la dynastie ».

Il est difficile de supposer que ce jour l'empereur ne se fût pas encore rendu un compte exact de la situation catastrophique ; homme indécis et de faible volonté, il cherchait, plutôt, le moindre prétexte pour reculer l'heure de la décision, laissant la fatalité accomplir sa volonté inconnue...

Quoi qu'il en fût, une nouvelle démarche expresse du général Alexéiev, appuyée par les télégrammes des commandants en

---

[14] Ministre de la Guerre

chef en réponse à Rodzianko, n'obtint aucun succès, et l'empereur, inquiet pour le sort de sa famille, partit, dans la matinée du 28, pour Tsarskoé Sélo, sans avoir pris aucune détermination quant aux concessions à faire au peuple russe.

Le général Alexéiev, ce patriote sage et honnête, n'avait pas assez de fermeté, d'autorité ni d'influence, pour amener l'empereur à une résolution dont la nécessité, à cette heure, était reconnue même par l'impératrice. En effet, dès le 27, celle-ci avait télégraphié : « Les concessions sont indispensables ».

Deux jours de voyage sans but. Deux jours sans contact nécessaire, sans rien savoir des événements qui se développaient et se modifiaient sans cesse... Par ordre de Pétrograd, le train impérial, qui suivait un trajet circulaire, ne put aller au delà de Vichera. Après avoir reçu de nombreux renseignements et appris que la garnison de Pétrograd avait reconnu le pouvoir du Comité Provisoire de la Douma d'Empire et que les troupes de Tsarskoé avaient adhéré à la révolution, l'empereur donna l'ordre de retourner à Pskov.

Soirée du 1er mars, à Pskov. Un entretien avec le général Rouzsky ; l'empereur a pris connaissance de la situation, mais n'a rien décidé. Ce n'est qu'à 2 heures du matin, le 2 mars, qu'il fit rappeler Rouzsky et lui remit un décret sur le ministère responsable. « Je savais que cette concession venait trop tard » — a raconté Rouzsky à un correspondant, « mais je n'avais pas le droit d'émettre mon opinion avant d'avoir reçu des instructions du Comité exécutif de la Douma d'Empire, et je proposai de parler à Rodzianko ». ([15])

Durant toute la nuit, les fils télégraphiques ont transmis des conversations pleines d'un intérêt angoissant et profond et décidant du sort du pays : Rouzsky s'entretenant avec Rodzian-

---

[15] *Chessin*. La révolution russe.

ko et Alexéiev, le G.Q.G. avec les généraux en chef, Loukomsky ([16]) avec Danilov ([17]).

Tous ces entretiens font apparaître la conscience nette que tous avaient de l'imminence de *l'abdication*.

Dans la matinée du 2, Rouzsky soumit à l'empereur les avis de Rodzianko et des chefs militaires. L'empereur l'écouta avec un calme absolu, sans que sa figure, qui paraissait figée, changeât d'expression ; à trois heures, il déclara à Rouzsky que l'acte d'abdication en faveur de son fils était déjà signé et il lui remit le texte d'un télégramme annonçant cette décision.

Quelle que foi que l'on ait dans la marche logique du processus historique, on ne peut pas ne pas s'arrêter aux influences fatales des épisodes fortuits, épisodes banals, simples et pouvant être évités. Il suffit de trente minutes qui s'écoulèrent après l'entretien en question pour modifier radicalement le cours des événements : on n'avait pas eu le temps d'expédier le télégramme quand on reçut la nouvelle que des délégués du Comité de la Douma, Goutchkov et Choulguine, étaient partis pour Pskov... Cette circonstance, dont Rouzsky informa l'empereur, suffit pour que celui-ci changeât d'idée et retardât la publication de l'acte d'abdication.

Le soir même les délégués arrivèrent.

Au milieu du silence profond des assistants ([18]) Goutchkov traça le tableau de l'abîme au bord duquel se trouvait le pays, et indiqua la seule issue : l'abdication.

---

[16] Général-quartier-maître de l'état-major du Généralissime.

[17] Chef de l'état-major du front du Nord (armée de Rouzsky).

[18] Frédériks, Narychkine, Rouzsky, Goutchkov, Choulguine.

« J'ai réfléchi toute la journée d'hier et d'aujourd'hui, » répondit l'empereur, « et j'ai pris le parti d'abdiquer. Jusqu'à 3 heures de cet après-midi j'étais prêt à abdiquer en faveur de mon fils, mais je compris ensuite que je n'étais pas capable de me séparer de lui. Vous le comprendrez, j'espère. C'est pourquoi j'ai décidé d'abdiquer en faveur de mon frère ».

Les délégués, pris à l'improviste par cet aspect inattendu de la question, ne protestèrent pas : Goutchkov, — pour des motifs de cœur, « se sentant incapable d'intervenir dans les sentiments d'un père et estimant qu'aucune pression sur ce terrain n'était possible » ([19]), Choulguine, pour des motifs politiques : « de crainte que dans l'âme du petit tsar ne se développassent de mauvais sentiments à l'égard de ceux qui l'auraient séparé de ses parents ; d'autre part, c'était encore une grande question à savoir si le régent pouvait faire serment à la Constitution au nom du petit empereur ».

Pour ce qui est des « sentiments » du petit tsar, c'était la question d'un avenir lointain. Quant aux considérations d'ordre juridique, la nature même de la révolution nie la légalité juridique de ses conséquences ; d'ailleurs, la base juridique des trois actes n'était que trop branlante : l'abdication forcée de l'empereur Nicolas II ; son renoncement aux droits héréditaires pour son fils mineur, et, enfin, plus tard, le grand-duc Michel — qui n'avait pas accepté le pouvoir suprême — le transmettant au gouvernement Provisoire en signant un acte dans lequel il « priait » tous les citoyens de se soumettre à ce gouvernement.

Rien d'étonnant si « dans l'idée générale des contemporains de ce premier moment » — pour parler comme Milioukov, — « le nouveau pouvoir, créé par la révolution, succédait non aux actes du 2 et du 3 mars, mais aux événements du 27 février ».

---

[19] Récit de V.-V. Choulguine.

Vers minuit, dans la nuit du 3 mars, l'empereur, après y avoir apporté quelques corrections, remit aux délégués et à Rouzsky deux copies du manifeste d'abdication.

* * ** * ** * ** * *

« En ces jours de grande lutte contre l'ennemi extérieur, qui, depuis bientôt trois ans, cherche à asservir notre patrie, Dieu a voulu envoyer à la Russie une nouvelle et pénible épreuve. Les troubles populaires, qui viennent d'éclater, menacent d'avoir une répercussion désastreuse sur la suite de la guerre opiniâtre. Le sort de la Russie, l'honneur de notre héroïque armée, le bien du peuple, tout l'avenir de notre chère patrie, exigent que la guerre soit, coûte que coûte, victorieusement menée jusqu'au bout.

« L'ennemi cruel concentre ses derniers efforts et l'heure est proche où notre vaillante armée, de concert avec nos glorieux Alliés, l'aura définitivement brisé. En ces jours décisifs de la vie de la Russie, nous avons considéré comme un devoir de notre conscience de faciliter à notre peuple l'union étroite et le ralliement de toutes les forces nationales afin d'atteindre au plus tôt la victoire. D'accord avec la Douma d'Empire nous avons reconnu qu'il était bon de renoncer au trône de l'État Russe et de déposer le pouvoir suprême. Ne voulant pas nous séparer de notre fils bien-aimé, nous remettons notre succession à notre frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch, et donnons notre consécration à son avènement au trône de l'État Russe.

« Nous engageons notre frère à diriger les affaires de l'État en une union parfaite et indestructible avec les représentants du peuple, dans les institutions législatives et conformément aux principes qui seront élaborés par ces dernières, en en faisant un serment irrévocable pour l'amour de la patrie bien-aimée.

« J'appelle tous les fils fidèles de la patrie à remplir leur devoir sacré à son égard ; en obéissant au Tsar à l'heure pénible des épreuves nationales, et en l'aidant, de concert avec les représentants du peuple, à conduire l'État Russe sur le chemin de la victoire, de la prospérité et de la gloire.

« Puisse Dieu aider la Russie !

NICOLAS ».

* * ** * ** * ** * *

Tard dans la nuit, le train emportait l'empereur abdicataire vers Mohilev. Un silence de sépulcre, les stores baissés, des réflexions pénibles, très pénibles. Personne ne connaîtra jamais les sentiments qui ont agité l'âme de Nicolas II — père, monarque et homme tout court — lorsque, à Mohilev, dans son entrevue avec Alexéiev, le regardant de ses yeux las et doux, il lui dit avec une espèce d'hésitation :

J'ai changé d'avis. Je vous prie d'envoyer ce télégramme à Pétrograd.

Sur une feuille de papier, d'une écriture nette, l'empereur avait écrit de sa propre main qu'il consentait à ce que son fils Alexis montât sur le trône.

Alexéiev emporta le télégramme, mais... il ne l'envoya pas. Il était trop tard : deux manifestes avaient déjà été portés à la connaissance du pays et de l'armée.

« Pour ne pas troubler les esprits », Alexéiev n'a jamais montré ce télégramme à personne ; il le garda dans son portefeuille et, me le remit à la fin de mai en quittant le commandement suprême. Ce document, intéressant pour les futurs bio-

graphes de Nicolas II, fut conservé plus tard dans un dossier secret à l'administration du Grand Quartier Général.

* * *

Cependant, le 3 mars, vers midi, les membres du gouvernement et du Comité Provisoire ([20]) se réunissaient chez le grand duc Michel Alexandrovitch, qui, depuis le 27 février, n'avait eu aucun contact ni avec le G.Q.G., ni avec l'empereur. Au fond, la question était jugée d'avance, aussi bien en raison de l'état d'esprit qui régnait au Conseil des délégués ouvriers après que le manifeste y fut connu par le Comité Exécutif du Soviet votant une résolution de protestation, qu'en raison de l'attitude intransigeante de Kérensky et de la corrélation générale des forces : excepté Milioukov et Goutchkov, tous les autres « sans avoir absolument aucune intention d'exercer sur le grand-duc quelque pression que ce fût », lui persuadaient, cependant, d'un ton passionné, de renoncer à la couronne. Milioukov avait beau mettre en garde ses collègues, en affirmant qu' « un pouvoir puissant... a besoin de l'appui d'un symbole familier aux masses », que le « Gouvernement Provisoire, resté seul, peut être submergé par l'océan des troubles populaires et ne pourrait se maintenir jusqu'à l'Assemblée Constituante. » ([21])

Après s'être encore une fois entretenu avec le président de la Douma, Rodzianko, le grand-duc annonça qu'il était définitivement décidé à abdiquer.

Le jour même fut publiée la « déclaration » du grand-duc Michel Alexandrovitch :

---

[20] Le prince Lvov, Milioukov, Kérensky, Nekrassov, Terestchenko, Godnev, Lvov, Goutchkov, Rodzianko, Choulguine, Efremov, Karaoulov.

[21] *Milioukov*, Histoire de la Deuxième révolution russe

« Un lourd fardeau m'est imposé par la volonté de mon frère, qui m'a transmis le trône impérial de toutes les Russies au moment d'une guerre sans précédent et des troubles populaires.

D'accord avec le peuple entier, inspiré de l'idée que le bien de notre patrie est au-dessus de tout, j'ai résolu fermement de n'accepter le pouvoir suprême qu'au cas où telle serait la volonté de notre grand peuple, auquel il appartient, par un vote national, par l'intermédiaire de ses représentants à l'Assemblée Constituante, de déterminer la forme du gouvernement et la nouvelle Constitution de l'État Russe.

« En invoquant la bénédiction divine, je prie tous les citoyens de l'État Russe de se soumettre au gouvernement provisoire, créé par l'initiative de la Douma d'Empire et investi de la plénitude du pouvoir, jusqu'à ce que l'Assemblée Constituante, réunie dans le plus bref délai par des élections ayant à la base le suffrage universel, direct, égal et secret, ait exprimé, par sa décision, la volonté du peuple.

MICHEL. »

Après son abdication, le grand-duc s'installa dans les environs de Gatchino et ne prit absolument aucune part à la vie politique du pays. Il y demeura jusqu'à mi-mars 1918, époque à laquelle il fut arrêté sur l'initiative du Comité bolcheviste local, amené à Pétrograd et, peu de temps après, déporté dans le gouvernement de Perm.

Au commencement il courut des bruits selon lesquels le grand-duc aurait réussi à échapper aux bolcheviks avec son valet de chambre anglais qui lui était tout dévoué. Depuis, personne n'a jamais rien su de précis sur son sort. Toutes les recherches entreprises par les organes des gouvernements du Sud et de Sibérie, ainsi que sur l'initiative de l'impératrice douairière, n'ont donné aucun résultat certain. Les bolcheviks, de leur

coté, n'ont fourni aucune explication officielle. Plus tard, on crut, cependant, avoir trouvé des indices, d'après lesquelles l' « évasion » n'aurait été qu'un piège ; le grand-duc aurait été secrètement emmené par les bolcheviks et tué non loin de Perm. Son cadavre aurait été jeté sous la glace.

Le mystère qui entourait la disparition du grand-duc fit naître bien des légendes et même donna carrière, en Sibérie, à des imposteurs se faisant passer pour lui. Pendant l'été de 1918, au moment des premiers succès de l'armée de Sibérie, un bruit, largement répandu en Russie soviétique et dans le Midi, voulait que les troupes sibériennes fussent conduites contre les bolcheviks par le grand-duc Michel Alexandrovitch. Des journaux avaient reproduit son manifeste. Ces bruits et la publication de manifestes apocryphes dans les journaux de province, surtout ceux de l'extrême droite, recommencèrent jusqu'en 1920 (en Crimée).

Cependant, il faut noter que lorsque, dans l'été de 1918, les monarchistes de Kiev poursuivirent une campagne énergique afin de donner un caractère monarchiste à la lutte armée contre le bolchevisme, ils renoncèrent au principe légitimiste pour certains motifs ayant trait aux qualités individuelles des candidats et, entre autres, en ce qui concerne Michel Alexandrovitch, parce qu'il « s'était lié » par un vœu solennel vis-à-vis de l'Assemblée Constituante.

En examinant la situation générale, telle qu'elle était au mois de mars 1917, j'arrive à conclure que la lutte pour conserver le pouvoir entre les mains de l'empereur Nicolas II aurait amené l'anarchie et l'effondrement du front et aurait mal tourné tant pour lui que pour le pays. La régence de Michel Alexandrovitch, par contre, aurait pu être établie sans secousses et avec un succès certain, en venant à bout de quelque résistance. Il aurait été également possible, encore qu'un peu plus difficile, de faire

monter sur le trône le grand-duc Michel, à condition qu'il octroyât une Constitution très libérale.

Les membres du Gouvernement Provisoire, ainsi que ceux du Comité de la Douma, (à l'exception de Milioukov et de Goutchkov), terrorisés par le Soviet et la masse ouvrière de Pétrograd, assumèrent une responsabilité historique bien lourde en déterminant le grand-duc à ne pas accepter sur-le-champ le pouvoir suprême.

Il ne s'agit ni de monarchisme ni de dynastie. Ce sont là des questions absolument secondaires. Je ne parle que de la Russie.

Certes, il est difficile de dire dans quelle mesure ce pouvoir aurait été stable et de longue durée, et quelles métamorphoses il aurait subies par la suite ; cependant, s'il avait seulement réussi à conserver l'armée jusqu'à la fin de la guerre, l'histoire ultérieure de l'État russe aurait pu entrer dans la voie de l'évolution et éviter les bouleversements sans précédents qui, actuellement, rendent incertaine la question même de son existence future.

* * *

Le 7 mars, le Gouvernement Provisoire décida de « considérer l'empereur abdicataire Nicolas II et son épouse comme privés de liberté et de les faire conduire à Tsarskoé Sélo ». En ce qui concerne l'impératrice, cette mission avait été confiée au général Kornilov, chose que les monarchistes orthodoxes ne purent lui pardonner, plus tard. Chose étrange : lorsque son arrestation lui eut été notifiée, Alexandra Féodorovna se montra satisfaite de ce qu'elle lui fût annoncée par le glorieux général Kornilov et non par quelque membre du nouveau gouvernement...

À l'égard du tsar, la notification de la décision gouvernementale fut confiée à quatre membres de la Douma.

Le 8 mars, après avoir pris congé du G.Q.G., l'empereur quitta Mohilev parmi un silence sépulcral du peuple, qui se pressait à la gare. Sa mère le suivit pour la dernière fois de ses yeux remplis de larmes.

Pour comprendre l'attitude, étrange à première vue, que le gouvernement adopta vis-à-vis de la famille impériale durant le séjour de celle-ci à Tsarskoé et à Tobolsk, il faut se rappeler la circonstance suivante : encore que pendant les sept mois et demi de pouvoir du gouvernement Provisoire il n'y eut aucune tentative sérieuse de libérer les captifs, ceux-ci étaient l'objet d'une attention toute particulière du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats et, dans la séance du Soviet, le 10 mars, le vice-président, Sokolov, communiquait avec l'entière approbation de l'assistance : « Hier, il fut connu que le Gouvernement Provisoire a donné son consentement au départ de Nicolas II pour l'Angleterre et a engagé à ce propos des pourparlers avec les autorités britanniques sans le consentement et à l'insu du Comité Exécutif du Soviet. Nous avons mobilisé toutes les unités armées se trouvant sous notre influence et avons arrangé les choses de telle sorte que Nicolas II ne peut, en fait, quitter Tsarskoé sans notre consentement. Sur toutes les lignes de chemin de fer ont été envoyés des télégrammes en conséquence... pour arrêter le train de Nicolas II au cas où celui-ci partirait... Nous avons envoyé nos commissaires... une quantité suffisante de forces armées avec des automobiles blindées et avons cerné de près le palais Alexandre. Ensuite, nous avons entamé des pourparlers avec le Gouvernement Provisoire, qui a sanctionné toutes nos mesures. À l'heure actuelle, l'ancien tsar se trouve non seulement sous la surveillance du Gouvernement Provisoire, mais aussi sous la nôtre... »

Le 1er août 1917, la famille impériale fut conduite à Tobolsk. Après l'avènement du pouvoir soviétique en Sibérie, l'empereur et sa famille furent transférés à Ekaterinbourg, et c'est là qu'au

prix d'outrages inouïs de la part de la populace, au prix des souffrances et de la mort de sa famille et de la sienne ([22]), Nicolas II expia ses torts volontaires et involontaires envers le peuple russe ([23]).

Lorsque, au cours de la deuxième campagne du Kouban, ayant reçu, à la station de Tikhorietskaïa, la nouvelle de la mort de l'empereur Nicolas II, j'ordonnai à l'Armée Volontaire de célébrer une messe pour le repos de l'âme de l'ancien chef suprême de l'armée russe, cet acte fut cruellement blâmé par les milieux et les journaux démocratiques...

Ils oubliaient la parole de sagesse : « c'est à Moi qu'appartient la vengeance et c'est Moi qui châtierai. »

---

[22] L'assassinat eut lieu dans la nuit du 17 juillet 1918.

[23] Le général Dieteriks a consacré beaucoup de temps, d'attention et de travail à rechercher des renseignements sur le sort de la famille impériale.

VI – LA RÉVOLUTION ET L'ARMÉE. L'ORDRE N° 1

Les événements me trouvèrent loin des capitales, en Roumanie, où je commandais le 8ème corps d'armée. Isolés de la patrie, encore que sentant dans une certaine mesure la tension de l'atmosphère politique, nous n'étions nullement préparés à un dénouement aussi rapide ni aux formes qu'il prit.

Dans la matinée du 3 mars, on m'apporta un télégramme de l'état-major m'annonçant, « à titre d'information personnelle », qu'une émeute avait éclaté à Pétrograd, que le pouvoir avait passé à la Douma d'Empire et que l'on s'attendait à la promulgation d'actes officiels d'une extrême importance. Quelques heures plus tard, le télégraphe communiquait les manifestes de l'empereur Nicolas II et du grand-duc Michel Alexandrovitch. Au commencement, ordre fut donné de propager ces manifestes ; ensuite, à ma grande confusion, (le télégraphe ayant déjà répandu la nouvelle), l'ordre contraire de surseoir à leur publication ; ensuite, de nouveau, de les propager. Ces hésitations étaient, probablement, causées par les pourparlers qui se poursuivaient entre le Comité Provisoire de la Douma et l'état-major du front du Nord. On discutait, en effet, la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de surseoir à la publication de ces actes, l'empereur ayant soudain changé sa première idée, qui était de faire succéder le grand-duc Michel au lieu du grand-duc Alexis Nicolaïevitch. Cependant, on ne réussit pas à retarder la publication.

Les troupes étaient frappées de stupeur — on ne peut définir autrement l'impression que produisit la publication des deux manifestes. Ni joie, ni douleur. Un silence calme et recueil-

li : ce fut ainsi que les régiments de la 14ème et de la 15ème division accueillirent la nouvelle de l'abdication de leur empereur. Par endroits seulement, les fusils frémissaient dans les rangs, qui présentaient les armes, et des larmes coulaient sur les joues des vieux soldats...

Afin de rendre l'impression telle que je l'ai ressentie en ce moment même, avant qu'elle ait subi l'influence du temps, je citerai quelques passages d'une lettre que j'écrivis alors (le 8 mars 1917) à mes amis :

« La page de l'histoire a tourné. La première impression a été foudroyante parce que grandiose et inattendue. Mais, en règle générale, les troupes ont accueilli la nouvelle avec le plus grand calme.

On n'en parle qu'avec prudence, mais on peut remarquer dans l'esprit des masses des tendances parfaitement déterminées qui sont les suivantes :

1° Le retour au passé est impossible.

2° Le pays aura une forme d'État digne d'un grand peuple ; probablement une monarchie constitutionnelle ;

3° Il faut mettre fin à la mainmise allemande et continuer la guerre jusqu'à la victoire. »

L'abdication de l'empereur fut considérée comme la conséquence fatale de toute notre politique intérieure des dernières années. Cependant, il n'y avait aucune haine personnelle ni contre le tsar ni contre la famille impériale. Tout était oublié et pardonné. Au contraire, tout le monde s'intéressait à leur sort et s'inquiétait de leur sécurité.

La nomination du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch au poste de généralissime et du général Alexéiev au poste de son chef d'état-major trouva un accueil parfaitement favorable tant parmi les officiers que parmi les soldats.

On était curieux de savoir si l'armée serait représentée à l'Assemblée Constituante.

La composition du Gouvernement Provisoire ne suscita aucun intérêt ; on se montra seulement mécontent de ce que le Ministère de la guerre fût confié à un civil ; cependant, la part qu'il avait prise aux travaux de la défense nationale et ses relations étroites avec les milieux militaires rassuraient l'opinion.

Certains trouvent étonnant et incompréhensible que l'effondrement d'un régime monarchiste séculaire n'ait provoqué dans l'armée, élevée dans l'esprit de ses traditions, ni lutte, ni même aucun mouvement de protestation, — que l'armée russe n'ait pas créé sa Vendée...

Je ne connais, quant à moi, que trois cas de protestation véhémente : la marche du détachement du général Ivanov sur Tsarskoé Sélo — manœuvre organisée par le G.Q.G. dans les premiers jours des troubles, exécutée très maladroitement et bientôt suspendue, — et deux télégrammes envoyés à l'empereur par les commandants du 3ème corps de cavalerie et du régiment de la garde, le comte Keller ([24]) et le Khan de Nakhitchevan. Tous les deux se mettaient avec leurs hommes à la disposition de l'empereur pour réprimer la sédition...

Ce serait une erreur de croire que l'armée eût été préparée à accepter, une « république démocratique » provisoire, qu'elle eût manqué d'unités et de chefs « fidèles », prêts à lutter. Certes, ni les unes, ni les autres ne faisaient défaut. Mais deux cir-

---

[24] Tué en 1918, à Kiev, par les soldats de Petlioura.

constances les arrêtaient : d'abord, l'apparence loyale des deux actes d'abdication dont le deuxième, en outre, invitant à se soumettre au Gouvernement. Provisoire « investi de la plénitude du pouvoir », ôtait aux monarchistes toutes leurs armes. D'autre part, on craignait que la guerre civile n'ouvrît le front à l'ennemi extérieur. À celle époque, l'armée obéissait à ses chefs. Or, ceux-ci — le général Alexéiev et tous les commandants en chef — avaient reconnu le nouveau pouvoir. Le nouveau Généralissime, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, déclarait dans son premier ordre du jour : « Le pouvoir est instauré dans la personne du nouveau Gouvernement. Pour le bien de notre patrie, moi, le Généralissime, je l'ai reconnu, donnant ainsi l'exemple de notre devoir de soldat. J'ordonne à tous les hommes de nos glorieuses armées de terre et de mer d'obéir inébranlablement, par l'intermédiaire de leurs chefs immédiats, au gouvernement qui vient d'être instauré, Alors seulement Dieu nous accordera la victoire.»

* * *

Le temps passait.

Bientôt nous reçûmes le premier décret du Ministre Goutchkov modifiant le règlement intérieur du service militaire dans le sens de la démocratisation de l'armée ([25]). Ce décret, assez inoffensif à première vue, annulait les titres que les soldats devaient donner aux officiers, interdisait le tutoiement des soldats par les chefs et abrogeait toute une série de restrictions insignifiantes imposées aux hommes par l'ancien règlement, telles que : défense de fumer dans les rues et autres endroits publics, de fréquenter les clubs ou les réunions, de jouer aux cartes, etc.

Les conséquences de ce décret furent absolument inattendues pour ceux qui ne connaissaient pas la psychologie des sol-

---

[25] Décret du 5 mars.

dats. Les chefs, eux, comprenaient fort bien que s'il était indispensable d'annuler certaines formes surannées, il fallait le faire peu à peu, avec prudence et, surtout, sans attacher à cette réforme l'importance d'une « conquête de la révolution ... »

La masse des soldats, qui n'avait nullement médité sur la portée de ces petites modifications du statut, les accueillit simplement comme un affranchissement du règlement gênant du service, des usages et de la hiérarchie.

La liberté, et voilà tout !

Plus tard, dans son ordonnance du 24 mars, le Ministre de la Guerre eut à expliquer les dispositions du décret dans le genre de celles-ci : « les hommes ont le droit de fréquenter librement, à l'égal de tous les citoyens, tous les endroits publics, théâtres, réunions, concerts, etc., ainsi que de voyager sur les chemins de fer dans les voitures de toutes les classes. Cependant la liberté de fréquenter ces endroits n'implique nullement le droit d'en jouir à titre gratuit, comme l'ont, paraît-il, compris certains soldats...»

Cependant, ces modifications insignifiantes du statut interprétées par les soldats dans un sens plus large que de raison, — ne faisaient qu'exercer une influence plus ou moins sensible sur la discipline. Mais l'autorisation accordée aux militaires, en temps de guerre et de révolution, « de participer, en tant qu'adhérents, à différentes unions et sociétés fondées dans un but politique », constituait une menace directe à l'existence même de l'armée.

Le Grand Quartier, inquiet de cette mesure, eut recours à un moyen de plébiscite sans précédent dans l'armée : tous les chefs, à partir des colonels, commandants des régiments, furent invités à se prononcer au sujet des nouveaux décrets et à télégraphier leur avis directement au Ministre de la Guerre.

J'ignore si le télégraphe vint à bout de sa tâche, si l'immense quantité de télégrammes parvint à destination, mais tous ceux dont j'ai eu connaissance exprimaient la désapprobation et l'inquiétude pour l'avenir de l'armée.

Cependant, à Pétrograd, le Conseil militaire, composé des généraux les plus anciens — censés être les dépositaires de l'expérience et des traditions de l'armée — décida, dans sa séance du 10 mars, de porter à la connaissance du Gouvernement Provisoire la déclaration où il disait entre autres :

« ... Le Conseil militaire croit de son devoir d'affirmer son entière adhésion aux mesures énergiques que le Gouvernement Provisoire entreprend en vue de la réforme de nos forces armées, conformément à la nouvelle ordonnance de la vie de l'État et de l'armée ; il est convaincu que ces réformes contribueront pour une forte part à la victoire la plus prompte de nos armes et à l'affranchissement de l'Europe du joug du militarisme prussien. »

Je ne peux, après cela, ne pas comprendre la situation dans laquelle se trouvait le ministre civil.

Nous avions peine à comprendre les motifs dont s'inspirait le Ministre de la Guerre en promulguant ses décrets. Nous ignorions alors l'opportunisme sans bornes des personnes qui entouraient le Ministre de la Guerre ; nous ignorions que le Gouvernement Provisoire était prisonnier du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats, qu'il était entré, à l'égard de ce dernier, dans une voie de compromis et que c'était, presque toujours, lui qui était le vaincu ([26]).

---

[26] Au Congrès des Soviets (le 30 mars 1917), Tsérételli reconnut que dans la commission mixte (dite commission « de contact »), il n'y eut pas une seule question importante dans laquelle le Gouvernement Provisoire n'eût pas fait de concession.

* * *

Le 1er mars, le Conseil des délégués des ouvriers et des soldats promulgua l'ordonnance n° 1, qui eut pour résultat de faire passer le pouvoir effectif aux comités des soldats, d'instaurer le principe électif et la révocation des chefs par les soldats. Cette ordonnance eut un grand et douloureux retentissement et fut le premier signal de la décomposition de l'armée.

L'ordonnance n° 1.

1er mars 1917.

À la garnison de la zone armée de Pétrograd, à tous les soldats de la garde, de l'armée, de l'artillerie, et de la flotte, pour être immédiatement et ponctuellement exécuté, et aux ouvriers de Pétrograd à titre de renseignement.

Le Conseil des délégués des ouvriers et des soldats a décidé :

1. Dans toutes les compagnies, dans tous les bataillons, régiments, parcs, batteries, escadrons et dans tous les services de toutes sortes d'administrations militaires, ainsi que sur les bâtiments de la flotte militaire, il sera procédé immédiatement aux élections de comités composés de représentants élus des soldats des unités sus indiquées ;

2. Dans toutes les unités militaires qui n'ont pas encore élu leurs représentants au Conseil des délégués des ouvriers et des soldats, il sera élu un représentant par compagnie, lesquels représentants auront à se présenter, porteurs d'un mandat écrit, au palais de la Douma d'Empire, le 2 mars courant, à 10 heures du matin ;

3. Dans toutes ses manifestations politiques une unité militaire obéit au Conseil des délégués des ouvriers et des soldats et à ses comités ;

4. Les ordres de la commission de guerre de la Douma d'Empire ne doivent être exécutés que dans la mesure où ils ne sont pas en contradiction avec les ordres et les décisions du Conseil des délégués des ouvriers et des soldats ;

5. Toutes sortes d'armes, telles que : fusils, mitrailleuses, automobiles blindées, etc., doivent être à la disposition et sous le contrôle des comités des compagnies et des bataillons et ne peuvent en aucun cas être livrées aux officiers, quand même ceux-ci les réclameraient ;

6. Dans les rangs et au cours de l'exercice de leurs obligations militaires, les soldats doivent observer la discipline militaire la plus rigoureuse ; mais en dehors du service et des rangs, dans leur vie politique, civile et privée, les soldats ne peuvent être lésés d'aucun des droits dont jouissent tous les citoyens.

En particulier, le garde-à-vous et le salut militaire obligatoire sont abrogés en dehors du service ;

7. De même, les titres donnés aux officiers, tels que : Excellence, Votre Grâce, etc., sont abrogés et remplacés par les formules : Monsieur le Général, Monsieur le Colonel, etc.

Le traitement brutal des soldats de tout grade et, en particulier, leur tutoiement sont interdits et toute infraction à cet ordre, ainsi que tous les malentendus survenus entre officiers et soldats, doivent être portés par ces derniers à la connaissance du comité de la compagnie.

Signé :

Le Conseil de Pétrograd
des Délégués des Ouvriers et des Soldats.

Les conséquences de l'ordonnance n° 1 furent fort bien comprises par les chefs de la démocratie révolutionnaire. On dit que plus tard Kérensky aurait déclaré avec emphase qu'il eût volontiers donné dix ans de sa vie pour que cet ordre ne fût pas écrit... L'enquête faite par les autorités militaires n'en a pas « révélé » les auteurs. Tchéidzé et les autres piliers du Soviet de Pétrograd ont nié plus tard leur participation personnelle et celle des membres du Comité Exécutif à la rédaction de l'ordre.

Les Pilate ! Ils s'en lavaient les mains, répudiant l'expression même de leur credo. Car le compte rendu de la séance secrète tenue par le Gouvernement, les généraux en chef et le Comité Exécutif du Soviet, le 4 mai 1917, reproduit leurs propres paroles : ([27])

Tsérételli : « Vous auriez, peut-être, compris l'ordre n° 1, si vous aviez connu les conditions dans lesquelles il fut promulgué. Nous avions devant nous une foule désorganisée, et il fallait l'organiser... »

Skobelev : « Je crois nécessaire d'expliquer les conditions dans lesquelles fut promulgué l'ordre n° 1. Dans les troupes qui avaient renversé l'ancien régime, le commandement n'avait pas adhéré à ceux qui s'étaient soulevés, et pour le rendre inoffensif, nous fûmes obligés de promulguer l'ordre n° 1. Au fond, nous étions assez inquiets de l'impression qu'il produirait au front. Les dispositions que nous prescrivions inspiraient des inquiétudes. Aujourd'hui nous nous sommes convaincus que ces inquiétudes étaient fondées. »

---

[27] V. chapitre XX.

Avec plus de franchise encore s'est exprimé Joseph Goldenberg, membre du Soviet et rédacteur de la Novaïa Jizn. Il disait à un journaliste français, M. Claude Anet : ([28])

« L'ordre n° 1 n'était pas une erreur, c'était une nécessité. Il n'a pas été rédigé par Sokolov ; il est l'expression unanime de la volonté du Soviet. Le jour où nous « avons fait la révolution », nous avons compris que si nous ne détruisions pas l'ancienne armée, elle écraserait la révolution. Nous avions à choisir entre l'armée et la révolution. Nous n'avons pas hésité : nous nous sommes décidés pour cette dernière et nous avons employé — j'ose affirmer — le moyen qu'il fallait. »

Que l'ordre n° 1 se soit si vite propagé partout au front et à l'arrière, cela s'explique par le fait que les idées qu'il énonçait étaient mûries et cultivées de longue date, — aussi bien dans les organisations clandestines de Pétrograd que dans celles de Vladivostok ; elles étaient, en outre, tels des préceptes appris par cœur, préconisées par tous les démagogues locaux de l'armée, par tous les délégués qui avaient inondé le front, sous couvert d'un cachet d'immunité délivré par le Soviet.

* * *

Peu à peu la masse des soldats commençait à s'agiter. Le mouvement s'ébaucha parmi les unités de l'arrière, toujours plus démoralisées que celles du front, — parmi les éléments militaires à moitié cultivés : employés de bureau, infirmiers, dans les services techniques. Dans la deuxième moitié de mars lorsque dans nos troupes on notait à peine une certaine recrudescence d'infractions à la discipline, le général commandant de la 4ème armée, dans son Quartier général, s'attendait d'une heure à l'autre à être arrêté par des bandes désordonnées d'auxiliaires...

---

[28] Claude Anet. *La révolution russe.*

Enfin, on nous envoya le texte du nouveau serment « de service fidèle à l'État Russe ». L'idée du pouvoir suprême était exprimée comme suit :

«... Je m'engage à obéir au Gouvernement Provisoire se trouvant actuellement à la tête de l'État Russe, jusqu'à ce que la volonté du peuple se soit manifestée par l'intermédiaire de l'Assemblée Constituante... »

Les troupes prêtèrent serment dans le plus grand calme, mais cette cérémonie ne répondit pas aux espoirs optimistes des chefs : elle ne releva point le moral et ne tranquillisa pas les esprits en ébullition. Je ne peux rapporter que deux épisodes significatifs. Le commandant d'un des corps d'armée au front de Roumanie mourut de la rupture d'un anévrisme au cours de la cérémonie. Le comte Keller refusa de faire prêter serment à son corps, déclarant ne comprendre ni la nature ni les bases juridiques du pouvoir suprême du Gouvernement Provisoire ([29]) ; ni comment on pouvait jurer obéissance à Lvov, Kérensky et telles autres personnes, qui pouvaient être révoquées ou quitter leurs postes... Après de longues tribulations judiciaires, le général protestaire démissionna sans avoir consenti, Repnine moderne, à s'affubler du masque qu'on lui imposait...

Le nouveau serment était-il vraiment un masque ? Je crois que pour bien des personnes, qui ne considéraient pas le serment comme une simple formalité — et il n'y avait pas que des monarchistes pour penser ainsi — c'était, quoi qu'il en fût, un grand drame intérieur, péniblement supporté ; c'était un lourd sacrifice fait pour le salut de la Patrie et le maintien de l'armée...

---

[29] Le 2 mars, à la foule demandant qui avait élu le Gouvernement Provisoire, Milioukov répondit « Nous avons été élus par la révolution russe ».

Au milieu de mars, je fus appelé à une conférence auprès du commandant de la 4ème armée, le général Ragosa. Il y avait là les généraux Gavrilov, Sytchevsky et le chef de l'état-major, Younakov. Le comte Keller, n'ayant pas reconnu le nouveau pouvoir, n'assistait pas à la conférence.

On nous communiqua un long télégramme du général Alexéiev, empreint d'un pessimisme sans espoir ; il y était question d'un commencement de désorganisation de l'appareil de l'État et de la décomposition de l'armée ; de l'activité démagogique du Soviet pesant sur la volonté et la conscience du Gouvernement Provisoire ; de l'impuissance totale de ce dernier ; de l'ingérence des deux organes dans l'administration de l'armée. Pour parer à la désagrégation de cette dernière on se proposait... d'envoyer au front, pour convaincre les soldats, des délégués, membres de la Douma et du Soviet, dont la manière de voir eût répondu aux intérêts de l'état.

Ce télégramme nous fit à tous la même impression :

Le Grand Quartier lâchait la direction des armées.

Cependant, une réprimande sévère venant du commandement suprême, soutenu par l'armée qui, pendant la première quinzaine, était demeurée obéissante et disciplinée, eût pu remettre à sa place le Soviet, qui exagérait son importance ; elle eût pu empêcher la « démocratisation » de l'armée et exercer une action appropriée sur le cours des événements politiques sans assumer le caractère ni d'une contre-révolution, ni d'une dictature militaire. La loyauté du commandement et l'absence, de sa part, de toute opposition active à la politique destructrice de Pétrograd, ont dépassé toutes les prévisions de la démocratie révolutionnaire.

L'action de Kornilov est venue trop tard.

Nous rédigeâmes ensemble une réponse où nous proposions des mesures énergiques contre toute ingérence étrangère dans la direction de l'armée.

Le 18 mars je reçus l'ordre de me rendre immédiatement à Pétrograd auprès du Ministre de la Guerre. Je fis rapidement mes préparatifs et, partis la même nuit, profitant d'une combinaison complexe de voitures, d'automobiles et de chemins de fer, j'arrivai, cinq jours après, dans la capitale.

En route, passant aux états-majors de Letchitsky, Kalédine, Broussilov, je rencontrai beaucoup de personnes, militaires ou se trouvant en rapports constants avec l'armée, et j'entendis partout les mêmes doléances, la même prière :

« Dites-leur qu'ils causent la perte de l'armée... »

Le télégramme ne faisait aucune allusion à l'objet de ma convocation. J'étais là-dessus dans une ignorance complète et angoissante, faisant mille conjectures, mille suppositions.

À Kiev seulement, le cri d'un marchand de journaux qui passait en courant me combla d'étonnement :

« Dernières nouvelles !... Le général Dénikine nommé chef de l'État-major du généralissime... »

VII – L'IMPRESSION QUE PRODUISAIT PÉTROGRAD À LA FIN DE MARS 1917

Avant d'abdiquer, l'empereur avait signé deux décrets nommant le prince Lvov président du Conseil des Ministres et le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, commandant en chef des armées de terre et de mer.

« Vu l'attitude générale à l'égard de la dynastie des Romanov », disaient les journaux officieux de Pétrograd, mais, en réalité, parce que le Soviet craignait quelque tentative de coup d'État militaire, le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch fut informé le 9 mars par le Gouvernement Provisoire qu'on avait reconnu inopportun de le laisser au poste de Généralissime.

Le président du Conseil, le prince Lvov, écrivait : « La situation, telle qu'elle est actuellement, rend nécessaire votre destitution de ce poste. L'opinion publique se prononce résolument et avec insistance contre la présence des membres de la famille Romanov à quelque poste officiel que ce soit. Le Gouvernement Provisoire ne croit pas avoir le droit de rester indifférent à la voix du peuple, car ceci pourrait entraîner les plus graves complications. Le Gouvernement Provisoire est convaincu que, pour le bien de la Patrie, vous voudrez bien vous plier aux exigences de la situation et que vous renoncerez à votre grade de Généralissime avant même d'être arrivé au Grand Quartier. »

Cette lettre trouva le grand-duc au G.Q.G. Profondément froissé, il remit immédiatement le commandement au général Alexéiev, et répondit au gouvernement : « Je suis heureux de prouver une fois de plus mon amour de la patrie, ce dont la Russie n'a jamais douté jusqu'à présent… »

La grave question de son remplacement se posait du même coup. Le G.Q.G. s'agitait : toutes sortes de bruits circulaient, mais le jour où je passai par Mohilev on ne savait encore rien de précis.

Le 21 mars je me présentai chez le Ministre de la Guerre, Goutchkov que je n'avais jamais eu l'occasion de rencontrer avant.

J'appris par lui que le gouvernement avait désigné au poste de généralissime le général M.-V. Alexéiev. Au commencement, les opinions s'étaient partagées : Rodzianko et certains autres étaient contre lui. Rodzianko proposait Broussilov... À présent, la question était définitivement résolue en faveur d'Alexéiev. Cependant, comme il était considéré comme un homme de caractère faible, le gouvernement trouva bon de mettre à côté du généralissime, pour remplir les fonctions de général, chef de son état-major, un général de l'active. Je fus désigné pour prendre ce poste, qui, en attendant que je me mette au courant, devait être provisoirement assumé par le général Klembovsky, alors aide immédiat d'Alexéiev ([30]).

Encore que préparé à cette proposition par les « échos » du journal de Kiev, je me sentais cependant ému et même un peu oppressé par les vastes perspectives de travail qui s'ouvraient devant moi d'une façon aussi inattendue et par l'énorme responsabilité morale qu'impliquait cette nomination. Je refusai longtemps et très sincèrement, alléguant des motifs suffisamment sérieux : tout mon service s'était passé dans l'armée active et dans les États-majors de l'armée active ; durant toute la guerre j'avais commandé une division ou un corps d'armée, et je

---

[30] Le général Klembovsky avait été nommé à ce poste par le général Gourko à l'époque où celui-ci remplaçait Alexéiev, malade, à la tête de l'état-major du Généralissime.

me sentais de grandes dispositions et une véritable vocation pour l'existence du combattant et pour le service actif ; je n'avais jamais eu l'occasion d'aborder des questions de politique, de défense nationale et d'administration d'une telle envergure… Il y avait aussi une autre circonstance qui me déplaisait fort : il apparut que Goutchkov avait franchement expliqué à Alexéiev les motifs de ma nomination et en avait fait au nom du Gouvernement Provisoire, une espèce d'ultimatum.

Il en résultait une grande complication : un chef d'État-major imposé et, de plus, pour des motifs rien moins qu'agréables.

Mes objections demeurèrent vaines. Je me réservai cependant le droit, avant de donner mon acquiescement, de causer en toute franchise avec le général Alexéiev.

Dans le bureau du ministre je rencontrai mon camarade, le général Krymov ([31]) et assistai avec lui au rapport des sous-secrétaires à la guerre ([32]). Questions courantes, sans intérêt. Nous sortîmes avec Krymov dans une pièce voisine, où il n'y avait personne. On causa à cœur ouvert.

« Pour Dieu, ne refuse pas ce poste, c'est indispensable. »

Il me fit part de ses impressions, parlant à phrases hachées, selon son habitude, un langage original, un peu brutal et sur un ton toujours sincère.

---

[31] Le général Krymov, chef de la division d'Oussouri, plus tard commandant du 3ème corps de cavalerie, a joué un rôle important dans l'action de Kornilov. Avant la révolution, il fut un des instigateurs du coup d'État de palais qui se préparait.

[32] Filatiev, Novitzky, Manikovsky et le sénateur Garine.

Il était arrivé le 14 mars, convoqué par Goutchkov avec lequel il était en bons termes et avait travaillé. On lui proposa plusieurs postes élèves, il demanda à réfléchir, puis refusa tout. « Je vois que je n'ai rien à faire à Pétrograd, tout ici me désagrée. » L'entourage de Goutchkov lui déplaisait. « Je lui laisse le colonel de l'État-major Samarine en guise de « liaison ». Au moins y aura-t-il un seul être vivant. » Cruelle ironie du sort : ce même officier, dans lequel Krymov avait une telle confiance, joua plus tard un rôle fatal et fut la cause indirecte de son suicide...

En ce qui concernait la situation politique, Krymov était très pessimiste :

« Tout cela ne donnera rien qui vaille. Peut-on faire quoi que ce soit lorsque le « sovdep » (Soviet des députés) et la soldatesque démoralisée de Pétrograd ne laissent pas faire un seul pas au gouvernement ? Je leur ai proposé de nettoyer Pétrograd en deux jours, avec une division — non sans effusion de sang, bien entendu... Va te faire fiche ! Goutchkov n'y consent pas, Lvov lève les bras au ciel : « Comment voulez-vous ! Cela amènerait de tels bouleversements ! » Ce sera tant pis. Dans quelques jours je pars rejoindre mon corps : inutile de perdre contact avec les troupes, tout mon espoir est en elles ; jusqu'à présent mon corps est dans un ordre parfait ; peut-être réussirai-je à maintenir cet état d'esprit ».

* * *

Je n'avais pas vu Pétrograd depuis quatre ans. À présent, la capitale me faisait une impression étrange et pénible... à commencer par l'hôtel Astoria, où je descendis, absolument saccagé, avec, dans le vestibule, une escouade de matelots grossiers et turbulents ; les rues tout aussi bruyantes, mais sales, remplies des nouveaux maîtres de l'heure, en capotes kaki, qui, loin des souffrances du front, « approfondissaient » et sauvaient la révo-

lution. De qui la sauvaient-ils ? J'avais entendu parler par les journaux de l'enthousiasme qui, prétendument, régnait à Pétrograd, mais je n'en trouvai rien. Nulle part. Les ministres et les dirigeants, pâles, les mouvements las, éreintés par des nuits sans sommeil, par des discours interminables dans les séances, dans les conseils, dans les comités, par des allocutions sans nombre adressées à des délégations, à des représentants, à la foule... Une ardeur factice, une phraséologie encourageante, appelée à relever le moral et dont les orateurs eux-mêmes commençaient à avoir assez, et... une angoisse, une angoisse poignante au fond du cœur. Aucun travail pratique : les ministres n'avaient, en fait, ni le temps, ni le moyen de se recueillir, si peu que se soit, ni de s'occuper des affaires courantes de leurs administrations ; et la machine bureaucratique, remontée une fois pour toutes, continuait, geignant et clochant, à faire marcher tant bien que mal ses vieux rouages actionnés par un nouveau volant...

Les officiers subalternes, quelque peu déroutés et oppressés, se sentaient comme des parents pauvres de la révolution et ne savaient trouver le ton qui convenait vis-à-vis de leurs hommes. Quant aux milieux supérieurs, surtout ceux des États-majors, on voyait déjà apparaître le type nouveau de l'opportuniste, tant soit peu démagogue, qui savait toucher les cordes sensibles du Soviet et de la nouvelle classe dirigeante — les ouvriers et les soldats, — et qui cherchait, en flattant les instincts de la foule, à se rapprocher d'elle, à lui devenir indispensable, profitant du temps trouble de la révolution pour se préparer des possibilités illimitées de carrière militaire et sociale.

Il convient de reconnaître, cependant, que les milieux militaires, malgré toutes les expériences destructrices qui furent tentées à leur égard, ont fait preuve, sous ce rapport, d'une santé morale suffisante pour ne pas donner libre cours à ces tendances. Les personnalités de ce genre, telles que les jeunes aides du Ministre de la Guerre Kérensky, ainsi que les généraux

Broussilov, Tchérémissov, Bontch-Brouévitch, Verkhovsky, l'amiral Maximov, etc., ne purent ni accroître leur influence, ni consolider leur situation.

Enfin, les citoyens pétersbourgeois — dans l'acception la plus large de ce mot — n'avaient nullement le cœur en joie. La première ardeur passée, on éprouvait un certain sentiment d'angoisse et d'insécurité.

Je ne peux passer sous silence un phénomène très répandu de la vie de Pétrograd à cette époque. On avait cessé d'être soi-même. Beaucoup de gens semblaient jouer un rôle appris par cœur sur la scène de la vie rénovée par le souffle de la révolution. À commencer par les séances du Gouvernement Provisoire, où, comme on m'a dit, la présence de « l'otage de la démocratie », Kérensky, empêchait l'échange des opinions d'être d'une sincérité absolue... Des considérations de tactique, de parti, de carrière, la prudence, l'instinct de conservation, la psychose, que sais-je, quels autres sentiments bons ou mauvais, obligeaient les gens à mettre des œillères et à se poser en apologistes ou, du moins, en spectateurs impassibles des « conquêtes de la révolution » — des conquêtes dont il se dégageait manifestement une odeur de mort et de pourriture.

Il en résultait l'emphase mensongère des discours interminables dans les meetings. Il en résultait ces contradictions étranges de prime abord telles que le prince Lvov déclarant de la tribune « Le processus de la grande révolution n'est pas encore terminé, mais chaque jour que nous vivons fortifie la confiance dans les forces créatrices inépuisables du peuple russe, dans son esprit d'État, dans la grandeur de son âme.... » Et ce même prince Lvov, se plaignant amèrement au cours d'un entretien avec Alexéiev, des conditions intenables créées au travail du Gouvernement Provisoire par la démagogie croissante au sein du Soviet et dans le pays.

Kérensky, champion des comités des soldats à la tribune, qui, énervé, lance de son wagon à un aide de camp :

« Envoyez-les donc promener, ces sacrés comités ! »

Tchéidzé et Skobelev qui, dans une séance avec le gouvernement et les généraux en chef, défendent chaleureusement la démocratisation de l'armée et qui, dans l'intervalle, en prenant leur thé, reconnaissent, dans une conversation privée, la nécessité d'une discipline militaire rigoureuse et avouent leur impuissance à faire accepter cette idée par le Soviet...

Je le répète, alors déjà, à la fin du mois de mars, on sentait à Pétrograd que le carillon de Pâques n'avait que trop duré et qu'il était temps de sonner le tocsin d'alarme. De tous ceux avec qui j'eus l'occasion de m'entretenir, deux hommes seulement ne se faisaient aucune illusion :

Krymov et Kornilov.

* * *

Pour la première fois je rencontrai Kornilov sur les champs de Galicie, près de Galitch, à la fin d'août 1914, lorsqu'il prit le commandement de la 48ème division d'infanterie et que j'assumais moi-même celui de la 4ème brigade des tirailleurs (dite brigade de fer). Depuis, pendant quatre mois de combats ininterrompus, pénibles et glorieux, nos unités marchèrent côte à côte, faisant partie du 24ème corps d'armée, battant l'ennemi, franchissant les Carpathes (33), faisant incursion dans la Hongrie. Vu la grande étendue des fronts, nous nous voyions rarement, ce qui ne nous empêchait pas de nous bien connaître. C'est alors que m'apparurent les traits dominants de Kornilov-chef : une grande habileté à instruire les troupes : en quelques semaines, il

---

33 Kornilov, près de Goumenny, et moi, près de Mesolabortche.

fit de la 48ème division d'infanterie, unité de second ordre de la zone de Kazan, une excellente division de combat. Il possédait, en outre, un grand esprit de décision et une extrême obstination à poursuivre l'opération la plus difficile, qui semblait vouée à l'échec ; un courage personnel exceptionnel qui imposait beaucoup aux troupes et le rendait très populaire parmi les soldats ; enfin, il observait scrupuleusement toutes les prescriptions de la morale militaire vis-à-vis des unités voisines et de ses compagnons d'armes, — chose contre laquelle péchaient souvent aussi bien les chefs que les unités.

Après son évasion étonnante de la captivité autrichienne, — il avait été pris, grièvement blessé, en couvrant la retraite de Broussilov, dans les Carpathes, — Kornilov commandait, au début de la révolution, le 25ème corps d'armée.

Tous ceux qui connaissaient un peu ce général pressentaient qu'il était appelé à jouer un rôle important au cours de la révolution.

Le 2 mars, Rodzianko envoyait à Kornilov en personne un télégramme qui se terminait ainsi : « Le Comité Provisoire vous prie, au nom du salut de la Patrie, de bien vouloir accepter le poste de commandant en chef de la zone de Pétrograd et de venir immédiatement dans la capitale. Nous ne doutons pas un instant que vous n'acceptiez ce poste et de rendre ainsi un service inestimable à la Patrie.

Ce procédé de nomination « révolutionnaire », ne tenant pas compte du commandement militaire, déplut, probablement, au Grand Quartier Général. Le télégramme, qui dut passer par le G.Q.G., porte l'apostille : « non expédié ». Cependant, le même jour, le général Alexéiev décrétait (ordre du jour n° 334) : « J'autorise à prendre le commandement provisoire des troupes de la zone armée de Pétrograd... le général Kornilov... »

J'ai insisté sur ce petit épisode pour montrer comment toute une série de petits frottements personnels ont abouti, par la suite, à des relations quelque peu anormales entre ces hommes appelés tous les deux à jouer un grand rôle historique.

Je causai avec Kornilov dans la maison du Ministre de la Guerre, pendant le dîner, c'était le seul moment de la journée où il prît quelque repos. Kornilov, éreinté, morose, était d'humeur plutôt pessimiste. Il parla beaucoup de l'état de la garnison de Pétrograd et de ses propres rapports avec le Soviet. Le prestige dont il jouissait dans l'armée avait pâli ici, dans l'atmosphère viciée de la capitale, parmi les troupes démoralisées. Celles-ci péroraient dans les meetings, désertaient, trafiquaient dans les boutiques et dans les rues, s'embauchaient comme gardiens des maisons ou comme gardes de corps, prenaient part à des pillages ou à des perquisitions arbitraires, mais ne faisaient pas leur service. Le vaillant général se trouvait embarrassé en présence de cette mentalité. Et si parfois, grâce à son mépris du danger, à son courage, à une expression pittoresque et juste, il réussissait à se rendre maître de la foule, de telle unité militaire, il y eut d'autres cas, où les troupes refusèrent de sortir de la caserne pour recevoir leur chef, l'accueillant à coups de sifflet et arrachant le petit drapeau de Saint-Georges de son auto (le régiment de la garde de Finlande).

Kornilov était du même avis que Krymov sur la situation politique générale : le manque de pouvoir chez le gouvernement et la nécessité d'assainir Pétrograd par des moyens violents. Ils ne divergeaient que sur un point : Kornilov espérait encore pouvoir soumettre à son influence une grande partie de la garnison de Pétrograd. On sait que cet espoir n'a pas été réalisé.

VIII – LE GRAND QUARTIER GÉNÉRAL ; SON RÔLE ET SA SITUATION

Le 25 mars j'arrivai au Grand Quartier et fus immédiatement reçu par Alexéiev.

Bien entendu, Alexéiev se sentait offensé.

— « Eh bien, puisque c'est l'ordre… »

De même qu'au ministère, j'exposai de nouveau les nombreux motifs qui s'opposaient à ma nomination, entre autres celui de n'avoir aucun goût pour le travail de chancellerie. Je demandai au général Alexéiev de me dire son avis en toute franchise, sans considération de courtoisie, comme mon ancien professeur, car je ne voulais en aucun cas accepter ce poste contre son désir.

Alexéiev parlait poliment, mais sur un ton sec, offusqué et évasif : le terrain est vaste, le travail difficile, il faut y être préparé. « Tant pis, on travaillera ensemble… »

Mon long service ne m'ayant pas habitué à jouer un pareil rôle, je ne pouvais, bien entendu, consentir à envisager ainsi la question.

« Dans ces conditions je refuse catégoriquement d'accepter le poste. Et pour éviter des frottements inutiles entre vous et le gouvernement, je vais déclarer que c'est uniquement ma décision personnelle ».

Soudain, Alexéiev changea de ton :

« Non, je vous prie de ne pas refuser. Nous travaillerons ensemble ; je vous aiderai ; enfin, si vous ne vous plaisez pas à la besogne, rien ne vous empêchera, dans quelque deux mois, de partir pour la première armée où il y aura un poste vacant. Il faut seulement causer avec Klembovsky ; il est certain qu'il ne voudra pas rester comme second... »

La fin de l'entretien fut un peu moins froide.

Cependant, deux jours s'étaient passés et je ne recevais toujours aucune réponse. Je vivais dans un wagon-hôtel, n'allais ni au Grand Quartier, ni au mess ([34]) et, enfin, ne voulant plus supporter cette situation absurde et imméritée, je m'apprêtai à repartir pour Pétrograd. Mais, le 28 mars, le Ministre de la Guerre vint au G.Q.G. et trancha le nœud gordien : on proposa à Klembovsky soit le commandement d'une armée, soit un poste au Conseil militaire. Il choisit le dernier. Le 5 avril, j'entrai dans l'exercice de mes fonctions de chef de l'état-major.

Cependant, cette nomination à moitié imposée, encore que me faisant l'aide immédiat du généralissime, ne manqua pas d'influer sur nos rapports : une certaine ombre se glissa entre le général Alexéiev et moi et elle ne fut dissipée que vers la fin de son commandement. Le général Alexéiev voyait dans ma nomination une espèce de tutelle gouvernementale... Obligé, dès mes premiers pas, à me mettre en opposition avec Pétrograd, ne poursuivant que les intérêts de la cause, cherchant, souvent à son insu, à éviter au généralissime toutes sortes de difficultés et de conflits dans lesquels j'intervenais personnellement à sa place, je finis par établir entre le général Alexéiev et moi des relations empreintes de cordialité et de confiance, telles qu'elles sont restées jusqu'à sa mort.

---

34 « Il se barricade », plaisantait-on au G.Q.G. où l'on suivait avec anxiété la marche des négociations.

Le 2 avril, le général Alexéiev reçut le télégramme suivant : « Le Gouvernement Provisoire vous nomme Généralissime. Il est convaincu que, sous votre direction ferme, les armées de terre et de mer rempliront jusqu'au bout, leur devoir envers la Patrie ». Vers le 10, parut l'ordre de ma nomination.

* * *

D'une façon générale, le Grand Quartier n'était pas aimé. Dans les milieux de la démocratie révolutionnaire, il était considéré comme le foyer de la contre-révolution, encore qu'il n'eût nullement justifié cette appellation : du temps d'Alexéiev, il poursuivait une lutte hautement loyale contre la décomposition de l'armée sans jamais intervenir dans la politique générale ; du temps de Broussilov, ce fut un opportunisme penchant même à certaines avances à la démocratie révolutionnaire. Quant au mouvement de Kornilov, sans être au fond contre-révolutionnaire, il avait en effet pour objet la lutte contre les Soviets à moitié bolchevistes. Mais, dans cette occurrence même, la loyauté des membres du G.Q.G. fut évidente : seuls quelques-uns d'entre eux prirent une part active au mouvement de Kornilov ; après la liquidation de l'ensemble des généraux en chef auxquels furent substitués les « glavkoverkh » (commandants en chef), presque tout le G.Q.G. (sous Kérensky) ou sa grande majorité (sous Krylenko) continua à expédier les affaires courantes.

L'armée, elle non plus, n'aimait pas le Grand Quartier. Cette antipathie était en partie méritée, mais en partie due à des malentendus, car l'armée ne se rendait pas un compte exact de la juridiction des divers organes et attribuait au G.Q.G. certains défauts du ravitaillement, de l'existence, des mutations, des récompenses etc. — toutes choses qui étaient exclusivement du ressort du Ministère de la Guerre et des organes qui lui étaient

subordonnés. Il exista toujours entre le Grand Quartier et l'armée un certain éloignement.

Autrefois, dans les conditions relativement normales et réglées de la période d'avant la révolution, cette circonstance n'avait pas de répercussion trop marquée sur les actes de l'appareil dirigeant ; mais à présent, lorsque la vie de l'armée, au lieu de marcher normalement, était entraînée par le tourbillon des événements, le G.Q.G. restait forcément en arrière.

Enfin, dans les relations entre le gouvernement et le G.Q.G., des difficultés devaient surgir nécessairement, ce dernier ayant été constamment obligé de protester contre une série de mesures gouvernementales qui détruisaient l'armée. II n'y avait aucune autre raison sérieuse de divergence, car les questions de politique intérieure n'étaient jamais abordées ni par le général Alexéiev, ni par moi, ni par aucun service du Grand Quartier. Celui-ci demeurait apolitique dans la rigoureuse acception du mot, et, pendant les premiers mois de la révolution, le Gouvernement Provisoire eut en lui un instrument technique de toute confiance.

Le Grand Quartier ne faisait que défendre les intérêts supérieurs de l'armée et, dans la mesure où cela concernait la conduite de la guerre et l'esprit de l'armée, insistait sur la plénitude du pouvoir du Généralissime. Je dirai plus : le personnel du G.Q.G. m'a semblé trop bureaucratique, trop absorbé par ses intérêts purement professionnels et — que ce soit bon ou mauvais, — s’intéressant trop peu aux questions politiques et sociales posées par la vie.

* * *

Lorsqu'on parle de la stratégie russe au cours de la guerre nationale, à partir d'août 1915, il convient de se rappeler que cette stratégie était l'œuvre exclusive et personnelle de M.-V.

Alexéiev. C'est lui seul qui assume la responsabilité historique de sa tendance, de ses succès et de ses échecs.

Remarquablement laborieux, travailleur consciencieux et dévoué, il avait, sous ce rapport, un grand défaut : toute sa vie, il a fait le travail des autres. Il en fut ainsi lorsqu'il était Général-quartier-maître de l'état-major, chef de l'état-major de la zone de Kiev et ensuite du front du Sud-Ouest, enfin, chef de l'état-major du Généralissime. Personne n'avait aucune influence sur ses décisions stratégiques ([35]), et il arriva que des directives toutes faites, écrites de l'écriture fine d'Alexéiev, furent trouvées, d'une façon inattendue, sur la table du général à qui incombe, selon la loi, de grandes obligations et une grande responsabilité dans ces matières. Si ces procédés avaient une certaine raison d'être lorsque le poste de Général-quartier-maître était occupé par le général Poustovoïtenko, homme sans aucune individualité ou devenu tel grâce aux conditions du service, ils étaient absolument inadmissibles à l'égard des généraux qui l'occupèrent ultérieurement : Loukomsky et Yousefovitch. Ils ne pouvaient accepter cette façon d'agir.

Le général Loukomsky protestait ordinairement en présentant des rapports où il exposait son avis, désapprouvant le plan de l'opération. Certes, cette protestation n'avait qu'une valeur académique, mais elle garantissait son auteur contre le jugement de l'histoire. Le général Klembovsky, qui exerça, avant moi, les fonctions de chef de l'état-major du Généralissime, fut obligé de subordonner sa présence à ce poste à une condition : la non-ingérence dans les compétences que la loi lui attribuait.

Auparavant, M. V. Alexéiev avait tenu entre ses mains toutes les branches de l'administration. Cela lui devint matérielle-

---

[35] D'aucuns attribuent une importance exagérée à la collaboration dans ce domaine, du général Borissov, attaché à la personne du général Alexéiev.

ment impossible quand elles se furent étendues considérablement. Et c'est ainsi que je pus jouir de la plénitude de mes fonctions en tout, sauf... la stratégie.

Ce furent de nouveau des télégrammes d'ordre stratégique rédigés par Alexéiev en personne ; des instructions, des directives dont le Général-quartier-maître (Yousefovitch) et moi nous ne comprenions pas toujours le motif. Souvent, à trois (Yousefovitch, Markov ([36]) et moi) nous discutions cette question ; Yousefovitch, plus expansif, s'agitait et demandait nerveusement à être envoyé dans une division : « Je ne peux pas n'être qu'un scribe. À quoi bon un Général-quartier-maître au Grand Quartier puisque n'importe quel employé de bureau peut copier à la machine les directives... »

Nous commencions tous deux à songer au départ. Markov déclara que sans nous il ne resterait pas un seul jour. Enfin, je décidai d'en parler franchement à M.-V. Alexéiev. Nous nous excitâmes tous les deux et nous nous séparâmes en amis, mais sans avoir tranché la question.

« Est-ce que je ne vous laisse pas prendre la part la plus large au travail ? Que dites-vous là, Anton Ivanovitch ! » s'exclamait Alexéiev sincèrement surpris — car, durant toute la guerre, il s'était habitué à un certain ordre des choses qui lui semblait naturel et normal.

Nouvelle « conférence » à trois. Après de longues discussions, nous convînmes que le plan général de la campagne de 1917 avait été élaboré depuis longtemps ; que des changements essentiels étaient impossibles ; que les détails de la concentration et du déploiement des troupes, dans l'état où elles se trouvaient, étaient une question discutable et pouvant être difficilement escomptée ; que nous pourrions réaliser certaines modifi-

---

[36] Deuxième général-quartier-maître.

cations du plan ; que notre départ *in corpore* pouvait nuire à la cause et compromettre la situation déjà chancelante du Généralissime. C'est pourquoi nous décidâmes de patienter.

Notre patience n'eut pas à subir une trop longue épreuve : à la fin de mai Alexéiev quitta le Grand Quartier et peu après nous fîmes de même.

* * *

Que représentait le Grand Quartier parmi les autres facteurs militaires et politiques de la période révolutionnaire ?

Le G.Q.G. avait perdu son importance.

Le G.Q.G. de l'époque impériale tenait une place prépondérante, du moins, dans le domaine militaire. Aucun homme, aucune institution dans l'État n'avait le droit de donner des indications ou de demander des comptes au Généralissime, dont le rôle, en fait, était rempli, non pas par le tsar, mais par Alexéiev. Aucune mesure du Ministère de la Guerre concernant tant soit peu les intérêts de l'armée ne pouvait être réalisée sans la sanction du G.Q.G. C'est lui qui donnait au Ministre de la Guerre et aux organes qui en relevaient des indications impératives sur toutes les questions ayant trait à la satisfaction des besoins de l'armée. En dehors de la tendance générale de la politique intérieure, la voix du G.Q.G. avait une certaine portée et une certaine valeur dans le domaine pratique de l'administration dans la zone des armées. Un tel pouvoir, si même il n'était pas pleinement réalisé, permettait, en principe, d'assurer la défense du pays avec un large appui, à demi subordonné, de tous les autres organes de l'administration.

Avec la révolution, tout changea. Contrairement aux exemples historiques et aux prescriptions de la science militaire, le G.Q.G. devint un organe subordonné en fait au Ministre de la

Guerre. Ces rapports n'étaient déterminés par aucun acte officiel ([37]) ; ils résultaient du fait que dans la personne collective du Gouvernement Provisoire se trouvaient cumulés deux pouvoirs : le pouvoir suprême et le pouvoir exécutif ; ils résultaient aussi de la combinaison de deux caractères : celui de Goutchkov, plus fort, et celui d'Alexéiev, plus conciliant. Le G.Q.G. ne pouvait désormais adresser des réclamations légales aux organes de ravitaillement du Ministère ; il leur envoyait papiers sur papiers et priait au lieu de commander. Le Ministre de la Guerre, qui signait les anciens rescrits impériaux, exerçait une grande influence sur les nominations et les révocations du commandement supérieur ; quelquefois, les nominations étaient attribuées par son ordre, d'accord avec les fronts, sans consulter le G.Q.G. Les lois militaires les plus importantes, modifiant radicalement les conditions de la formation, de la vie et du service des troupes, étaient édictées par le Ministère à l'insu du Grand Quartier qui en apprenait la promulgation par les journaux. D'ailleurs, la participation du G.Q.G. eût été inutile. Ainsi, lorsqu'il arriva que Goutchkov me fit par hasard prendre connaissance de deux projets de loi élaborés par la commission de Polivanov : sur les nouveaux tribunaux et sur les comités, — je les lui rendis avec beaucoup d'observations très essentielles. Mais ce fut en vain que Goutchkov défendit mon point de vue auprès des représentants soviétiques. On n'accepta que... quelques corrections de forme.

Toutes ces circonstances ébranlèrent certainement l'autorité du G.Q.G. aux yeux de l'armée et suscitèrent parmi les officiers généraux, faisant partie du commandement supérieur, d'une part la tendance de correspondre directement, par-dessus le G.Q.G., avec les organes centraux du gouvernement, plus

---

[37] D'après l'esprit du code relatif à « l'administration des armées actives », le Généralissime était subordonné au Gouvernement Provisoire, en tant que pouvoir suprême, mais non au Ministre de la Guerre.

puissants, et, d'autre part, une initiative privée exagérée dans des questions de principes d'ordre militaire et étatique. Ainsi, au mois de mai, au lieu de ne libérer qu'une certaine proportion des mobilisés de longue date, le front du Nord les libéra tous, créant ainsi des difficultés énormes à ses voisins ; le front du Sud-Ouest entreprit la formation d'unités ukrainiennes ; le commandant de la flotte de la Baltique fit enlever les galons aux officiers, etc.

Le G.Q.G. avait perdu sa force et son autorité et ne pouvait plus jouer le rôle qui lui incombait : être le centre de commandement et le centre moral à la fois. Et ceci se passa dans la période la plus critique de la guerre mondiale, en pleine décomposition de l'armée, lorsqu'il fallait non seulement une tension extraordinaire de toutes les forces nationales, mais un pouvoir exceptionnel au point de vue de son étendue et de sa puissance. Cependant, la question était claire : si Alexéiev et Dénikine n'inspiraient pas confiance et ne satisfaisaient pas aux conditions exigées du commandement suprême et de l'administration militaire, il fallait les révoquer, nommer à leur place de nouvelles personnalités et investir celles-ci de la confiance et de la plénitude du pouvoir. Ce changement fut, à la vérité, effectué à deux reprises. Mais on ne changea que les hommes, et non les principes de commandement. Car, en présence des conditions existantes et de l'impuissance du centre, personne ne possédait le pouvoir militaire : ni les chefs qui étaient connus pour leur loyauté et leur pur désintéressement au service de la patrie, tels qu'Alexéiev ; ni, plus tard, les chefs « de fer » tels que le fut Kornilov et que l'on croyait être Broussilov ; ni tous ces caméléons qui se traînaient à la remorque des réformateurs socialistes de l'armée.

Toute la hiérarchie militaire était ébranlée jusqu'en ses fondements, encore que conservant en apparence les attributs du pouvoir et l'ordre habituel des rapports : directives, qui ne pouvaient faire faire un seul pas à l'armée, ordres, qui n'étaient

pas exécutés ; verdicts judiciaires, dont on ne faisait que rire. Toutes les mesures coercitives s'appesantissaient dans le sens de la moindre résistance : uniquement contre le commandement loyal, qui subissait, sans se plaindre, les vexations d'en haut et d'en bas. Le gouvernement et le ministère de la guerre, abandonnant les répressions, eurent recours à un nouveau moyen d'agir sur les masses : aux appels. Des appels au peuple, à l'armée, aux cosaques, à tous, tous ; tous inondaient le pays, invitant tout le monde à faire son devoir. Malheureusement, les seuls appels qui obtinrent du succès furent ceux qui, flattant les vils instincts de la foule, l'invitaient à enfreindre son devoir.

Finalement, ce ne fut ni la contre-révolution, ni un esprit d'aventures, ni le césarisme, mais un élan spontané des éléments conscients des intérêts de l'État et désireux de rétablir les lois concernant la conduite de la guerre, qui donna jour à cette nouvelle tendance :

S'emparer du pouvoir militaire !

Cette tache ne convenait ni à Alexéiev, ni à Broussilov. Ce fut Kornilov qui, plus tard, l'assuma, en se mettant, de son chef, à réaliser une série de mesures militaires importantes et en adressant des ultimatums au gouvernement ([38]).

Il est intéressant de comparer à cette situation celle où se trouvait le Commandement des armées de notre ennemi alors puissant. Ludendorff, premier Général-quartier-maître de l'armée allemande, dit : ([39]) « En temps de paix, le gouvernement impérial était tout-puissant vis-à-vis de ses administrations... Dans les premiers temps de la guerre, les ministres s'habi-

---

[38] Au commencement il n'était question que de la « plénitude du pouvoir » du commandement supérieur dans les limites de ses compétences.

[39] « Souvenirs de Guerre ».

tuaient difficilement à voir dans le Grand Quartier un pouvoir que la grandeur de la cause faisait agir avec d'autant plus de force qu'il y en avait moins à Berlin. J'aurais voulu que le gouvernement se rendît compte de cette situation si simple... Le gouvernement poursuivait son chemin et ne renonçait à aucune de ses intentions pour satisfaire les vœux du Grand Quartier. Au contraire, il négligeait beaucoup de ce que nous considérions comme indispensable pour les intérêts de la conduite de la guerre... »

Si l'on y ajoute qu'au mois de mars 1918, Haase, à la tribune du Reichstag, déclarait avec beaucoup de justesse : « Le chancelier n'est qu'une enseigne qui couvre le parti militaire. C'est Ludendorff qui, en fait, gouverne le pays », — on comprend de quel immense pouvoir le commandement allemand croyait devoir disposer pour gagner la guerre mondiale.

J'ai retracé le tableau général de la situation où se trouvait le Grand Quartier au moment où je fus appelé aux fonctions de chef de l'état-major. Étant données toutes les circonstances, je m'étais posé pour objet principal de contrecarrer par tous les moyens les tendances qui détruisaient l'armée, et de soutenir les prérogatives, le pouvoir et l'autorité du Généralissime, — tout cela afin de conserver à l'armée russe les moyens, ne fût-ce que de maintenir le front oriental de la lutte mondiale.

Il fallait entreprendre une lutte loyale. À cette lutte, qui dura en tout deux mois, prirent part avec moi presque toutes les sections du Grand Quartier Général.

IX – LE GÉNÉRAL MARKOV

Les fonctions de général-quartier-maître du Grand Quartier étaient si variées et si complexes qu'il fallut créer, à l'instar des armées étrangères, un poste de deuxième Général-quartier-maître en ne chargeant le premier que de ce qui concernait, d'une façon directe, la conduite des opérations.

J'appelai à ce nouveau poste le général S.-L. Markov qui lia son sort au mien jusqu'à sa mort glorieuse à la tête d'une division volontaire ; cette division prit ensuite son nom, devenu légendaire dans l'armée volontaire.

Au moment de la déclaration de la guerre, il était professeur à l'école militaire supérieure (Académie de l'État-major) ; il fit la guerre dans l'état-major du général Alexéiev, ensuite dans la 19ème division et, enfin, en décembre 1914, entra comme chef d'état-major à la 4ème brigade de tirailleurs que je commandais alors.

Il arriva dans notre brigade inconnu de tous et inattendu : j'avais demandé à l'état-major de l'armée un autre que lui. À peine arrivé, il déclara qu'il venait de subir une petite opération, était encore souffrant, ne pouvait monter à cheval et, par conséquent, n'irait pas aux premières lignes. Je fis la grimace, les officiers de mon état-major se regardèrent. Il était évident que le « professeur » (40) ne pouvait convenir à notre « campement des Zaporogues... »

---

40 Plus tard encore, je l'appelai souvent ainsi en manière de plaisanterie amicale et en souvenir de son professorat à l'Académie.

J'allai avec mon état-major rejoindre mes tirailleurs qui menaient un combat acharné devant la ville de Frichtak. Le contact avec l'adversaire était considérable, le feu violent. Soudain, nous fûmes couverts de plusieurs vagues de shrapnells. Qu'y a-t-il ? Et voici que nous voyons arriver, devant la chaîne des tirailleurs, Markov, installé dans une énorme calèche à deux chevaux, et qui riait d'un air taquin :

« Je m'ennuyais à la maison. Je viens voir ce qui se passe ici. La glace était rompue, et Markov prit la place qu'il méritait dans la famille de la « division de fer ».

J'ai rarement rencontré un homme aussi épris des choses militaires. Jeune ([41]), enthousiaste, sociable, possédant le don de la parole, il savait se rapprocher de tous les milieux — des officiers, des soldats, de la foule parfois hostile, — et les gagner à sa profession de foi, droite, claire et incontestable. Il se retrouvait fort bien dans la situation militaire et facilitait grandement ma tâche.

Markov avait un trait particulier : la droiture, la franchise, la véhémence avec lesquelles il attaquait ceux qui, à son avis, ne montraient pas assez de connaissances, d'énergie ou de courage. Il en résultait la dissemblance des sentiments qu'il inspirait : tant qu'il était à l'état-major, les hommes lui témoignaient soit de la froideur (dans la brigade) soit même de l'hostilité (durant la période où l'Armée Volontaire se trouvait à Rostov). Mais à peine Markov se mêlait-il aux combattants, qu'il suscitait des sympathies (les tirailleurs) et même de l'enthousiasme (les volontaires). Les troupes avaient leur mentalité à part : elles n'admettaient pas de blâme violent venant de Markov, officier de l'état-major ; mais Markov compagnon d'armes, — dans son éternelle vareuse de fourrure, avec son képi rejeté en arrière,

---

[41] Tué au cours d'un combat dans l'été de 1918 à l'âge de 39 ans.

brandissant son invariable « nogaïka », dans une chaîne de tirailleurs, sous le feu violent de l'adversaire, — ce Markov-là pouvait être aussi violent que possible, pouvait crier, injurier ; ses paroles inspiraient du plaisir aux uns, de l'amertume aux autres, mais, toujours, elle inspiraient le désir sincère de se rendre digne de l'approbation d'un tel chef.

Je me rappelle une période difficile de la vie de la brigade, — en février 1915, dans les Carpathes ([42])... La brigade, très avancée, est à moitié cernée par l'adversaire, qui commande les hauteurs et fait feu même sur des hommes isolés. La situation est intenable ; nos pertes sont lourdes, et il n'y a aucun avantage à nous laisser sur ces positions ; cependant la 14ème division d'infanterie, voisine de nous, informe l'état-major : « Le sang se fige dans les veines à l'idée que nous abandonnerons ces positions et qu'il faudra ensuite reprendre les mêmes hauteurs qui nous ont déjà coûté des torrents de sang... » Ainsi donc, j'y reste. La situation, cependant, est fort grave et demande que l'état-major soit aussi près que possible des troupes ; je le transporte donc en première ligne, dans le village Tvorilnia.

Après avoir passé onze heures sur les routes boueuses et dans les sentiers des montagnes, arrive le comte Keller, commandant de notre détachement. Il se repose un peu à notre état-major.

— Eh bien, maintenant, allons visiter les lignes.

Nous nous mettons à rire.

— Il ne faudra pas aller loin ! On n'a qu'à sortir sur le perron, si toutefois, les mitrailleuses ennemies le permettent.

---

[42] Les positions près du mont Odril.

Keller partit, fermement décidé à retirer la brigade de ce guet-apens.

La brigade fond. Derrière nous, il n'y a qu'un méchant petit pont à travers le San. Notre sort en dépend : le San va-t-il grossir ? S'il grossit, il emportera le pont, et alors, plus d'issue.

En ce moment difficile le commandant du 13ème régiment des tirailleurs, le colonel Gambourtzev, vient d'être blessé d'une balle en montant le perron de l'état-major. Tous les officiers supérieurs sont hors de combat, il n'y a personne pour les remplacer. Je me promène, accablé, de long en large dans notre masure. Markov se lève.

— Excellence, confiez-moi le 13ème régiment.

— Je vous en prie, mon cher, avec joie !

Cette idée m'était déjà venue, mais j'éprouvais un certain embarras à en parler à Markov, de crainte qu'il ne s'imaginât que je voulais l'éloigner de l'état-major.

Depuis, avec son glorieux régiment, Markov marcha de victoire en victoire. Il avait déjà mérité la croix et les armes de Saint-Georges et, depuis neuf mois, le Grand Quartier ne confirmait pas sa promotion : son tour d'ancienneté, exigé par le formalisme rigide, n'était pas encore venu.

Je me rappelle les jours de la pénible retraite de Galicie, lorsque les troupes étaient suivies d'une foule désordonnée de gens affolés, incendiant leurs maisons et leurs villages, emmenant les femmes, les enfants, le bétail et les hardes... Markov était à l'arrière-garde et devait faire immédiatement sauter un pont à travers le Styr, si je ne me trompe, où se pressait une masse mouvante d'êtres humains. Ému par leur désespoir, au risque d'être coupé, Markov soutint un combat de six heures,

défendant la traversée, jusqu'à ce que le dernier chariot eût franchi le pont.

Cet homme ne vivait pas, il brûlait dans un élan continuel.

Un jour, je perdis tout espoir de le revoir... Au commencement de septembre 1915, pendant la première opération de Loutzk, gloire de notre division, entre Olyka et Klevan, la colonne de gauche, commandée par Markov, rompit le front autrichien et disparut. Les Autrichiens reformèrent leurs lignes. Pendant toute la journée nous n'eûmes pas de nouvelles. À la tombée de la nuit, inquiet du sort du 13ème régiment, j'allai à cheval jusqu'au bord élevé d'un ravin d'où j'observai les lignes ennemies et les environs silencieux. Soudain, de loin, du fond d'une forêt épaisse, tout à fait en arrière des Autrichiens, retentirent les sons endiablés de la musique du 13ème régiment des tirailleurs. Je sentis mon cœur allégé d'un grand poids.

— Je me trouvais dans un tel imbroglio, racontait plus tard Markov, que le diable lui-même n'aurait pas su reconnaître où étaient les tirailleurs et où les Autrichiens. Et par-dessus le marché voici qu'il commençait à faire nuit. Je résolus d'encourager et de rallier mes hommes à l'aide de la musique.

Sa colonne mit en déroute l'ennemi, fit près de 2.000 prisonniers, s'empara d'un canon et poursuivit les Autrichiens fuyant en désordre dans la direction de Loutzk.

Enthousiaste, il avait souvent des sautes d'humeur, d'un extrême à l'autre. Mais si la situation devenait vraiment désespérée, il se maîtrisait immédiatement. En octobre 1915, la 4ème division des tirailleurs effectuait la fameuse opération de Tchartoriysk, après avoir rompu le front de l'adversaire sur une étendue de 10 verstes et pénétré à plus de 20 verstes dans ses lignes. Broussilov, qui n'avait pas de réserves, ne se décidait pas à enlever les troupes d'un autre point pour utiliser cette rupture du

front ennemi. Le temps passait. Les Allemands lancèrent contre moi leurs réserves venant de tous les côtés. La situation devenait difficile. Markov, qui se trouvait à l'avant-garde, me téléphone :

« Situation très originale. Je combats aux quatre points cardinaux. C'est tellement difficile que j'en suis tout joyeux. »

Une fois seulement je le vis complètement abattu. C'était au printemps de 1915, sous Premyszl, lorsqu'il emmenait hors du combat les débris de ses compagnies, tout inondé du sang du commandant du 14ème régiment, son voisin, auquel un éclat d'obus avait arraché la tête.

Personne ne se ménageait. En septembre 1915, la division se battait dans la direction de Kovel. Vers la droite opérait notre cavalerie, qui avançait avec hésitation et nous troublait en nous faisant parvenir des nouvelles invraisemblables sur l'apparition de forces importantes de l'adversaire en face de son front sur la rive même du Styr où nous nous trouvions. Markov en eut assez de cette incertitude. Je reçus de lui ce rapport :

« Je suis allé avec mon ordonnance faire boire nos chevaux au Styr. Jusqu'au Styr il n'y a personne, ni notre cavalerie, ni l'ennemi. »

Après une série de combats je demandai sa promotion au grade de général. Elle me fut refusée : il était trop « jeune ». Quel vice épouvantable que la jeunesse !

Au printemps de 1916, la division se préparait fiévreusement à rompre le front ennemi à Loutzk. Serge Léonidovitch Markov ne cachait pas son désir intime :

« De deux choses l'une : ou la croix de bois, ou la croix de Saint-Georges de troisième degré. »

Cependant, après des refus réitérés de sa part, le G.Q.G. l'obligea à accepter un « avancement » : on lui fit reprendre pour la deuxième fois le poste de chef de l'état-major de la division ([43]).

Après avoir passé quelques mois au front du Caucase, où l'inaction lui pesait, et, ensuite, comme professeur à l'Académie, rouverte à cette époque, Markov revint à l'armée et la révolution le trouva avec le grade de général, attaché au service du commandant en chef de la 10ème armée.

Au commencement de mars, une sédition éclata parmi la nombreuse garnison de la ville de Briansk. Elle fut suivie de massacres et d'arrestations d'officiers. Markov y fut envoyé pour rétablir l'ordre. Une grande excitation régnait dans la ville. Markov prononça plusieurs discours au Soviet des nombreux délégués militaires, et après de longues discussions tumultueuses, passionnées par moments menaçantes, obtint une résolution en faveur du rétablissement de la discipline et la libération des 20 officiers arrêtés. Cependant, après minuit, plusieurs compagnies armées marchèrent sur la gare pour en finir avec Markov, Bolchakov, et les arrêter. La foule était excitée au plus haut degré. La situation devenait dangereuse. Mais la présence d'esprit de Markov sauva tout le monde. Parvenant à couvrir le tumulte de la foule, il lui adressa un discours vigoureux. Cette phrase lui échappa :

— S'il y avait ici un seul de mes tirailleurs de fer, il vous dirait ce qu'est le général Markov !...

---

43 Cette mesure d'ordre général était rendue indispensable par le manque d'officiers d'état-major, le fonctionnement normal de l'Académie ayant cessé. Avant d'obtenir le commandement d'une division, les colonels et les généraux devaient reprendre, dans des conditions spéciales, le poste de chef de l'état-major de la division.

— J'ai servi dans le 13ème régiment, s'exclama un soldat dans la foule.

— Toi ?

Markov repoussa avec force ceux qui l'entouraient, s'approcha rapidement du soldat et le saisit au collet :

— Toi ? Eh bien, frappe ! La balle ennemie m'a épargné dans les combats. Que je tombe donc de la main de mon tirailleur !...

L'excitation de la foule éclata de plus belle, mais cette fois c'était de l'admiration. Et parmi les hourras frénétiques et les applaudissements de la foule, Markov et ses compagnons partirent pour Minsk.

Markov fut entraîné par le courant grossissant des événements et il s'adonna tout entier à la lutte, ne pensant jamais à lui ni à sa famille, tantôt plein de confiance, tantôt désespérant, aimant la Patrie, plaignant l'armée, qui n'a jamais cessé de tenir une grande place dans son cœur et dans son esprit.

Au cours de mon exposé je m'arrêterai plus d'une fois sur la personne de Serge Markov.

Mais je n'ai pas pu m'empêcher de satisfaire le besoin intime d'ajouter dès maintenant quelques modestes lauriers à sa couronne.

Cette couronne que deux amis fidèles déposèrent en juillet 1918 sur sa tombe.

Avec cette inscription :

« Il a vécu et il est mort pour le bonheur de la Patrie. »

X – LE POUVOIR : LA DOUMA, LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ; LE COMMANDEMENT, LE CONSEIL DES DÉPUTÉS OUVRIERS ET DES SOLDATS

L'état exceptionnel dans lequel s'était trouvée la Russie — l'état de guerre mondiale et l'état de révolution — commandait impérieusement l'instauration d'un pouvoir fort.

La Douma d'Empire qui, comme je l'ai déjà dit, exerçait dans le pays une autorité indiscutable, renonça, après de longs et ardents débats, à se mettre elle-même à la tête du pouvoir révolutionnaire. Momentanément dissoute par le décret impérial du 27 février, elle demeura loyale et « ne chercha pas à ouvrir une séance formelle », partant de cette considération qu'elle était « une institution législative de l'ancien régime adaptée par les lois fondamentales aux vestiges du pouvoir autocratique manifestement condamné à être aboli (44) ». Les actes ultérieurs se réclamaient d'« une conférence privée des membres de la Douma d'Empire ». Ce fut aussi cette conférence privée qui nomma le comité Provisoire de la Douma d'Empire, lequel, durant les premiers jours, exerça le pouvoir suprême.

Le pouvoir ayant été remis au Gouvernement Provisoire, la Douma et son Comité s'effacèrent, sans toutefois cesser d'exister et cherchant à donner une justification et un appui moral aux trois premiers gouvernements. Mais si le 2 mai, lors de la première crise ministérielle, le Comité revendiqua encore le droit de nommer les membres du cabinet, plus tard il se borna à

---

44 *Milioukov* : Histoire de la Deuxième Révolution Russe.

exiger sa participation à la constitution du gouvernement. Ainsi, le 7 juillet, le Comité de la Douma protesta contre le fait d'être écarté de la constitution du nouveau gouvernement provisoire, formé par Kérensky, — considérant ce fait comme « juridiquement inadmissible et politiquement funeste ». Cependant, la Douma d'Empire avait le droit incontestable de prendre part à la direction de la vie du pays, car ses adversaires mêmes reconnaissaient le service immense qu'elle avait rendu à la révolution, « en lui gagnant du premier coup tout le front et tous les officiers (45) ». Il est certain qu'une révolution ayant à sa tête le Soviet se fût heurtée à une résistance sanglante et eût été écrasée. Peut-être aussi, en donnant la victoire à la démocratie libérale, eût-elle, dans ce cas, amené le pays à une évolution normale. Qui connaît les mystères de l'existence ?

Les membres mêmes de la Douma d'Empire, fatigués de leur inaction — bénévole au début, forcée ensuite — commencèrent à donner des marques d'un certain absentéisme que le président eut à combattre. Néanmoins, tous les événements importants de la vie russe trouvaient un écho chaleureux auprès de la Douma et du Comité ; ceux-ci votaient des résolutions de blâme, d'avertissement, en appelaient à la raison, au cœur et au sentiment patriotique du peuple, de l'armée, du gouvernement. Mais la Douma était déjà balayée par l'élément révolutionnaire. Ses appels pénétrés de la conscience nette du danger imminent et s'inspirant, sans aucun doute, des intérêts de l'État, n'exerçaient désormais aucune influence dans le pays et le Gouvernement n'en tenait aucun compte. Cependant, même cette Douma pacifique, qui ne luttait pas pour le pouvoir, inspirait des inquiétudes à la démocratie révolutionnaire et les Soviets poursuivaient une campagne violente pour l'abrogation de la Douma et du Conseil d'Empire. En août, les déclarations de la Douma se firent de plus en plus rares, et lorsque le 6 octobre Kérensky, sur

---

45 *Stankevitch* : Mémoires.

les injonctions du Soviet, eut décrété la dissolution de la Douma ([46]), cette nouvelle ne fit aucune impression dans le pays.

Plus tard, l'idée de la 4ème Douma d'Empire ou d'une réunion de toutes les Doumas, en tant qu'appui du pouvoir, fut galvanisée par M.-V. Rodzianko qui y resta attaché pendant la campagne du Kouban et la période « des volontaires et d'Ékatérinodar » de la lutte antibolcheviste.

Mais la Douma était morte.

Il est difficile de dire si l'abdication de la Douma, au mois de mars, était vraiment inéluctable, si elle était commandée par la corrélation effective des forces en compétition ; si une Douma « censitaire » pouvait conserver les éléments socialistes qui en faisaient partie et maintenir dans le pays l'influence qu'elle avait acquise grâce à sa lutte contre l'autocratie... Une chose est certaine : c'est que pendant les années troubles de la Russie, lorsqu' aucune représentation nationale normale n'était possible, tous les gouvernements n'ont jamais cessé de sentir la nécessité de quelque succédané de cette représentation, ne fût-ce que pour se créer une tribune, pour donner une détente à l'état d'esprit général, pour appuyer et partager sa responsabilité morale. Tel fut le « Conseil Provisoire de la République Russe », à Pétrograd (octobre 1917) dont l'initiative venait, d'ailleurs, de la démocratie révolutionnaire, qui y cherchait un contrepoids au deuxième congrès des Soviets, projeté par les bolcheviks ; tels furent aussi les débris de l'Assemblée Constituante de 1917, sur le Volga (dans l'été de 1918), et la convocation d'un Conseil Suprême et d'un Concile Provincial (des Zemstvos) qu'on avait préparée dans le Sud et en Sibérie (1919). Il n'est pas jusqu'à l'extrême manifestation de la dictature collectiviste qu'est le « Conseil des Commissaires du peuple » qui — après avoir atteint un despotisme sans précédent dans l'histoire et écrasé

---

46 La durée légale de cinq ans expirait le 25 octobre.

toute opinion publique et toutes les forces vives du pays qu'il a transformé en cimetière, — n'estime nécessaire d'apporter un décorum à cette représentation, en convoquant périodiquement le « Congrès Panrusse des Soviets ».

Le pouvoir du Gouvernement Provisoire était marqué des indices de l'impuissance. Ce pouvoir, pour parler comme Milioukov, ne comportait pas de « symbole familier aux niasses ». Le pouvoir se soumit de son plein gré à l'empire des Soviets qui défiguraient systématiquement toutes les initiatives concernant l'État et les subordonnaient à des intérêts de parti et de classe.

Au nombre des hommes du gouvernement se trouvait, entre autres, « l'otage de la démocratie », Kérensky, qui définissait son rôle ainsi : « Je suis le représentant de la démocratie ; le Gouvernement Provisoire doit me considérer comme le porte-parole des revendications de la démocratie et doit tenir tout particulièrement compte des opinions que je défendrai (47)... » Enfin, et c'est là peut-être le point principal, le gouvernement comprenait des éléments de la classe cultivée et progressiste russe, avec tous ses bons et ses mauvais côtés, y compris l'absence totale de volonté, — cette force, qui ne connaît de limites que celles qu'elle s'assigne, qui sait être cruelle lorsqu'il s'agit de briser la résistance, et opiniâtre lorsqu'il s'agit d'atteindre son but, seule force qui donne la victoire à la classe, à la caste ou à la nation luttant pour leur conservation. Les quatre années de troubles ont été marquées pour les intellectuels et la bourgeoisie russes du sceau de l'impuissance, de la non-résistance, du renoncement à toutes leurs positions, voire même de la disparition, de l'anéantissement matériel. Il semble que seuls les deux extrêmes de l'ordre social aient possédé une volonté réelle et vigoureuse ; malheureusement, c'était une volonté de destruction et non de construction. Un de ces extrêmes a déjà donné Lénine, Bronstein, Appelbaum, Ouritzky, Dzerjinsky, Peters...

---

47 Discours au Soviet.

L'autre, défaite pendant les journées de février, n'a peut-être pas encore dit son dernier mot ...

La révolution russe, par ses origines et par ses débuts, fut, certainement, un phénomène national, traduisant la protestation générale contre l'ancien régime. Mais lorsque fut venu le moment de la construction nouvelle, deux forces entrèrent en compétition, — deux forces représentant deux tendances différentes de la pensée sociale, deux conceptions différentes. D'après la terminologie généralement adoptée, ce fut la lutte entre la bourgeoisie et la démocratie ; il serait, cependant, plus exact de l'appeler la lutte entre la démocratie bourgeoise et la démocratie socialiste. Les deux partis puisaient leurs forces directrices à la même source : le petit nombre d'intellectuels russes, et différaient entre eux moins par leurs particularités de classe, de corporation et de fortune que par leur idéologie politique et leurs méthodes d'action. Ni l'un, ni l'autre de ces partis ne traduisait suffisamment l'état d'esprit des masses populaires au nom desquelles ils parlaient et qui, au commencement, représentant le public, applaudissaient les acteurs sachant toucher leurs cordes les plus sensibles, mais non les plus idéales. Ce n'est qu'après cette préparation psychologique que le peuple et, en particulier, l'armée, auparavant inertes, se transformèrent « en une masse en ébullition, fondue par la révolution... possédant une force de pression immense que l'organisme tout entier de l'État a ressentie... ([48]) » Refuser de reconnaître cette action réciproque, c'est nier, selon la doctrine de Tolstoï, toute influence des meneurs sur la vie des peuples. Or, cette doctrine a été radicalement démentie par le bolchevisme qui soumit pour longtemps à son pouvoir la masse populaire, cependant étrangère et hostile.

Le résultat de cette lutte fut, dès les premières semaines de l'existence du nouveau pouvoir, ce phénomène que, plus tard,

---

[48] Paroles de Kérensky.

vers la mi-juillet, le Comité de la Douma d'Empire définit dans sa déclaration adressée au gouvernement comme « l'usurpation par des organisations irresponsables des prérogatives du pouvoir d'État, la dualité du pouvoir au centre et l'absence de tout pouvoir dans le pays ».

* * *

Le pouvoir du Soviet était, lui aussi, très précaire.

Malgré une série de crises ministérielles et, par conséquent, la possibilité de s'emparer du pouvoir sans partage ni opposition ([49]), la démocratie révolutionnaire se refusait catégoriquement à assumer ce rôle, comprenant fort bien que, pour conduire le pays, elle ne possédait ni assez de force, de connaissances et de savoir, ni un appui suffisant dans le pays même.

Par la bouche d'un de ses chefs, Tsérételli, elle disait : « Le moment n'est pas encore venu de réaliser les buts finaux du prolétariat, les buts de classe... Nous avons compris que ce qui se passe est une révolution bourgeoise... Et n'ayant pas la possibilité de réaliser pleinement nos radieux idéals... *nous n'avons pas voulu encourir la responsabilité de l'échec du mouvement* au cas où nous aurions fait une tentative désespérée d'imposer aux événements notre volonté à l'heure actuelle ». Ils préféraient, « à l'aide d'un mouvement organisé et constant, amener le gouvernement à exécuter leurs revendications ». (Nakhamkès).

Dans ses « Mémoires » qui dénotent l'idéologie incorrigible d'un socialiste égaré allant jusqu'à la justification du bolchevisme, mais qui, néanmoins, donnent l'impression d'une grande sincérité, un membre du Comité Exécutif, Stankevitch, caracté-

---

[49] Dans ce sens que le Gouvernement Provisoire ne s'y opposait nullement.

rise ainsi le Soviet : « Le Soviet, cette réunion de soldats à moitié illettrés, s'est trouvé à la tête par la seule raison qu'il n'exigeait rien, qu'il n'était qu'une enseigne couvrant complaisamment l'absence absolue du pouvoir… » Deux mille soldats de l'arrière et huit cents ouvriers de Pétrograd formèrent une institution qui prétendait diriger toute la vie politique, militaire, économique et sociale d'un immense pays ! Les comptes-rendus des séances du Soviet témoignent de l'ignorance stupéfiante et du gâchis qui y régnaient. On éprouvait une grande tristesse, une grande douleur en songeant à une pareille « représentation » de la Russie.

Peu à peu, parmi les intellectuels, la démocratie bourgeoise et les officiers, montait une colère impuissante et sourde contre le Soviet ; toute la haine se concentrait sur lui ; on en parlait dans ces milieux de la façon la plus outrageante, la plus brutale. Cette haine dirigée contre le Soviet et qui, parfois, se manifestait ouvertement, la démocratie révolutionnaire l'identifiait à tort avec la haine de l'idée même de la représentation nationale.

Peu à peu, la priorité du Soviet de Pétrograd, qui attribuait à l'ambiance dont il était l'émanation le mérite exclusif de la chute de l'ancien régime, — déclina visiblement. Un énorme réseau de comités et de Soviets, foisonnant dans le pays et dans l'armée, réclamait sa part dans l'œuvre du gouvernement. Ceci aboutit, en avril, à la convocation d'une conférence des délégués des Soviets des ouvriers et des soldats ; le Soviet de Pétrograd fut réorganisé sur la base d'une représentation plus proportionnelle et, au mois de juin, se réunit le premier congrès Panrusse des Soviets. Il est intéressant de noter la composition de cette représentation démocratique plus complète :

Socialistes-révolutionnaires : 285
Social-démocrates mencheviks : 248
Social-démocrates bolcheviks : 105
Internationalistes : 32

Socialistes hors fraction : 73
Social-démocrates unifiés : 10
Boundistes : 10
Groupe « Edinstvo » (Plekhanov) : 3
Socialistes-populistes : 3
Travaillistes : 5
Anarcho-communistes : 1

Ainsi la grande majorité *non socialiste* de la Russie n'y avait aucun représentant. Ceux mêmes qui, étrangers à la politique ou adhérant à des groupements de droite, avaient été élus par les Soviets et les comités de l'armée en tant que « sans-parti », s'empressèrent, pour des motifs qui n'avaient rien de commun avec les intérêts de l'État, à s'affubler de l'étiquette socialiste et se fondirent avec les membres des divers partis. Les Comités exécutifs du Soviet de toutes les sessions furent de même exclusivement socialistes. Dans ces conditions, il était impossible de compter sur la modération de la démocratie révolutionnaire ni d'espérer maintenir le mouvement populaire dans les limites de la révolution bourgeoise. En fait, le gouvernail à moitié pourri du pouvoir se trouva entre les mains d'une coalition de socialistes-révolutionnaires et de social-démocrates mencheviks, la prépondérance appartenant, au commencement, au premier de ces partis et plus tard au deuxième. Au fond, c'est à cette coalition de partis strictement limitée qu'incombe la plus lourde responsabilité pour la marche ultérieure de la révolution russe (voir tableau ci-dessous).

* Anarcho-communistes (3)
* Socialistes :
+ Social-démocrates :
  – Bolcheviks (3)
  – Mencheviks :
    . Internationalistes (3)
    . Défensistes (1)
  – Epinstvo (1)
+ Populistes :
  – Social-révolutionnaires :
    . De gauche (3)
    . Du centre (3)
    . De droite (1)
  – Travaillistes (1)
* Paysannerie (2)
* Libéraux (1)
+ Constitutionnalistes démocrates (cadets)
+ Cadres démocrates
* Sans parti (démocratie non socialiste, bourgeoisie, fonctionnaires ; officiers, etc)
+ Conservateurs

(1) Défensistes
(2) Groupements en partie défensistes, en partie défaitistes
(3) Défaitistes

La composition du Soviet était très hétérogène : intellectuels, petits-bourgeois, ouvriers, soldats, beaucoup de déserteurs... Au fond, les Soviets et les Congrès, surtout les premiers, présentaient une masse plutôt amorphe, sans aucune éducation politique ; aussi tout le travail, toute la direction et toute l'influence se concentrèrent-ils dans les comités exécutifs, composés presque exclusivement d'intellectuels socialistes. La critique la plus foudroyante du Comité Exécutif a été faite, au sein même de cette institution, par un de ses membres, V. Stankevitch : le désordre chaotique des séances, la désorganisation politique, le

caractère vague, hâtif et fortuit des questions examinées, l'absence totale de toute expérience en matière d'administration et, enfin, la démagogie des membres du comité : l'un prônant l'anarchie dans les Izvestia, un autre envoyant de tous côtés des autorisations pour l'expropriation des propriétés foncières ; un troisième expliquant à une délégation militaire qui venait se plaindre des chefs, qu'il fallait les destituer, les arrêter, etc.

« Ce qui frappe dans la composition personnelle du comité, c'est la grande quantité d'éléments allogènes », écrit Stankevitch. « Les Juifs, les Géorgiens, les Lettons, les Polonais, les Lituaniens, étaient représentés en disproportion absolue avec leur nombre à Pétrograd et dans le pays. »

Voici la liste du premier Bureau du Comité Central Panrusse des Soviets des délégués des ouvriers et des soldats :

Tchéidzé : Géorgien.
Gourvitch (Dan) : Juif.
Goldman (Liber) : Juif.
Gotz : Juif.
Guendelman : Juif.
Rosenfeld : Juif.
Saakian : Arménien.
Kruszinski : Polonais.
Nikolski : Russe (à moins que ce ne soit un nom d'emprunt).

Cette prépondérance exclusive des éléments allogènes, étrangers à l'idée nationale russe, ne pouvait rester sans influence sur l'orientation des Soviets dans un sens funeste pour l'État russe.

Le gouvernement, dès ses premiers pas, se trouva prisonnier du Soviet dont il exagérait l'importance, l'influence et la force, et auquel il ne pouvait opposer, pour sa part, ni force, ni

volonté ferme de résistance et de lutte. Le gouvernement ne comptait pas sur le succès d'une telle lutte, car, en défendant la conception de l'État Russe, il ne pouvait proclamer des mots d'ordre aussi séduisants pour la mer houleuse des masses populaires que ceux lancés par le Soviet. Le gouvernement insistait sur les devoirs ; le Soviet, sur les droits. Celui-là « interdisait », celui-ci « autorisait ». Le gouvernement était lié à l'ancien pouvoir par la continuité de l'idéologie étatiste, de l'organisation, voire des formes extérieures de l'administration ; tandis que le Soviet, issu de l'émeute et de la conspiration, était la négation directe de l'ordre ancien tout entier.

Si une petite partie de la démocratie modérée demeure encore convaincue du rôle du Soviet en tant que « régulateur des éléments déchaînés du peuple », ceci n'est que le résultat d'un malentendu manifeste.

En réalité, sans détruire directement l'État Russe, le Soviet l'ébranlait sans cesse et l'ébranla jusqu'à l'effondrement de l'armée et l'avènement du bolchevisme.

De là viennent la duplicité et le manque de sincérité, dans la tendance de ses actes.

En plus de leurs déclarations publiques, toute l'action quotidienne du Soviet et du Comité Exécutif, tous les discours, entretiens, explications, manifestations orales et écrites de la réunion plénière, des groupements et des membres isolés envoyés en mission à travers le pays et sur le front, tout tendait à détruire l'autorité du gouvernement. « Involontairement, mais continuellement, dit Stankevitch, le Soviet portait des coups mortels au gouvernement ».

Il est intéressant de relever qui étaient ceux qui orientaient la législation militaire dans un sens de démocratisation, brisant toutes les assises de l'armée, inspirant la commission de Poliva-

nov et paralysant les deux ministres de la guerre. Les personnes élues au Comité Exécutif, au commencement d'avril, par la partie militaire du Soviet, se répartissaient comme suit ([50]) :

Officiers de temps de guerre : 1
Officiers d'administration : 2
Élèves officiers : 2
Soldats :
Des unités de l'arrière : 9
Auxiliaires et secrétaires de bureau : 5

Je laisse la parole à Stankevitch pour les dépeindre : « Au début, il y eut des natures hystériques, bruyantes, déséquilibrées qui, en fin de compte, ne donnaient rien au Comité... » Ensuite d'autres viennent « avec Zavadia et Binassik en tête. Ceux-ci cherchèrent consciencieusement, autant que c'était dans leurs moyens, à venir à bout de l'avalanche d'affaires militaires. Tous les deux étaient, je crois, de paisibles secrétaires dans les bataillons de dépôt et ne s'étaient jamais intéressés ni à la guerre, ni à l'armée, ni à la révolution politique ».

La duplicité et le manque de sincérité du Soviet se manifestaient surtout dans la question de la guerre. Les intellectuels de gauche et la démocratie révolutionnaire partageaient pour la plupart les idées zimmerwaldiennes et internationalistes. Il est donc naturel que la première parole que le Soviet ait adressée « aux peuples du monde entier » (le 14 mars 1917) fût :

— La paix !

Cependant, les problèmes de portée mondiale, infiniment complexes, englobant les intérêts nationaux, politiques et économiques des peuples qui avaient les idées les plus contradic-

---

[50] Avant il y avait dans le Comité trois officiers de temps de guerre et plusieurs soldats.

toires sur la justice universelle et primordiale, ces problèmes ne pouvaient être résolus par un procédé aussi simpliste. Bethmann-Hollweg répondit par un silence dédaigneux. Le Reichstag, dans sa séance du 17 mars 1917, repoussa, à l'unanimité moins les voix des deux fractions social-démocrates, la proposition de conclure la paix sans annexions. La démocratie allemande déclara par la bouche de Noske : « On nous propose de l'étranger de faire la révolution ; si nous suivions ce conseil, ce serait un malheur pour les classes travailleuses ». Parmi les Alliés et la démocratie alliée, le manifeste du Soviet ne suscita que malaise, anxiété et mécontentement, ce qui apparut d'une façon particulièrement lumineuse dans les discours d'Albert Thomas, de Henderson, de Vandervelde et jusque dans celui du bolchevik français d'aujourd'hui, Cachin.

À la suite, le Soviet ajouta au mot « paix » une nouvelle définition : « sans annexions ni contributions, à base du droit des peuples à disposer librement de leur sort ». Le caractère théorique de cette formule se heurta immédiatement à la question réelle de la Russie du Sud et de l'Ouest occupée par les Allemands ; de la Pologne, des pays dévastés par les Allemands, — la Roumanie, la Belgique, la Serbie, de l'Alsace et de la Lorraine, de la Posnanie, enfin, à la question de l'esclavage, des expropriations, des travaux obligatoires pour les besoins de la guerre, toutes choses imposées par les Allemands à tous les pays tombés sous leur domination. Car, d'après le programme des social-démocrates allemands, publié enfin à Stockholm, on ne devait accorder aux Français en Alsace et Lorraine, aux Polonais en Posnanie, aux Danois en Silésie, qu'une autonomie de culture nationale sous l'égide de l'empereur d'Allemagne.

En même temps, on favorisait pleinement l'idée de l'indépendance de la Finlande, de la Pologne russe, de l'Irlande. La revendication d'une restitution complète des colonies allemandes s'alliait, d'une façon touchante, aux promesses d'indépendance faites à l'Inde, à la Corée, au Siam...

Chanteclair ne fit pas apparaître le soleil. La main tendue resta humblement dans le vide. Le Soviet dut reconnaître qu' « il faut du temps pour que les peuples de tous les pays se dressent et, d'une main de fer, contraignent leurs rois et leurs capitalistes à conclure la paix... » En attendant, les « camarades soldats, qui avaient juré de défendre la liberté russe », ne devaient pas « renoncer à l'offensive que la situation militaire pouvait exiger... » Un certain désarroi s'empara de la démocratie révolutionnaire. Il apparut d'une façon frappante dans ces paroles de Tchéidzé : « Nous avons tout le temps parlé contre la guerre ; comment puis-je à présent exhorter les soldats à continuer la guerre, à tenir le front ? » ([51])

Quoi qu'il en soit, les mots « guerre » et « offensive » avaient été prononcés. Ils divisèrent les socialistes soviétiques en deux camps : les « défensistes » et les « défaitistes ». Théoriquement, les premiers ne comprenaient que les groupements de droite des socialistes-révolutionnaires, les socialistes-populistes, le groupe « Edinstvo » (groupe Plekhanov) et les travaillistes. Le reste des socialistes préconisaient la cessation immédiate de la guerre et l'approfondissement de la révolution à l'aide de la lutte de classes intestine. Pratiquement, dans la question de la guerre, la défense nationale était également votée par la plupart des socialistes-révolutionnaires et des social-démocrates mencheviks. Mais les formules votées étaient empreintes de cette même duplicité : ni paix, ni guerre. Tsérételli appelait à « créer un mouvement contre la guerre dans tous les pays, tant alliés qu'ennemis ». Le congrès des Soviets, à la fin de mars, prit une résolution qui manquait de précision et dans laquelle, après avoir exigé de tous les belligérants de renoncer aux « annexions et contributions », on stipulait, cependant, que « tant que la guerre durait, l'effondrement de l'armée, l'affaiblissement de sa résistance, de sa fermeté, de sa capacité d'opé-

[51] *Stankevitch* : Mémoires.

rations actives, eût été le plus grand coup porté à la cause de la liberté et aux intérêts vitaux du pays ». Au commencement de juin, le deuxième Congrès vota une nouvelle résolution, laquelle, tout en déclarant d'une façon déterminée que « la question de l'offensive devait être résolue uniquement du point de vue des considérations purement militaires et stratégiques », exprimait, cependant, une idée toute défaitiste : « La terminaison de la guerre, qui impliquerait la débâcle de l'un des partis belligérants, deviendrait la source de nouvelles guerres, aggraverait les dissensions entre les peuples et les conduirait à l'épuisement total, à la famine et à la ruine ». La démocratie révolutionnaire confondait évidemment deux notions : la victoire stratégique marquant la cessation de la guerre, et les conditions de la paix, qui peuvent être humaines ou inhumaines, justes ou injustes, prévoyantes ou à courte vue.

Ainsi donc, la guerre, l'offensive, mais sans victoire.

Il n'est pas sans intérêt de noter que la même formule avait été énoncée, dès 1915, par le député prussien, rédacteur du *Vorwaerts*, H. Stroebel : « Je déclare ouvertement que la victoire complète de l'empire ne sera pas dans les intérêts de la social-démocratie ».

Il n'y avait pas de domaine de l'administration dont le Soviet et le Comité Exécutif ne se fussent mêlés, apportant partout cette même duplicité, ce manque de sincérité, qui avaient pour cause, d'une part, la crainte d'enfreindre les dogmes essentiels de leur doctrine et, d'autre part, l'impossibilité évidente de les mettre en pratique. Pour ce qui était de la construction de l'État, il n'y avait et il ne pouvait y avoir aucun travail créateur. Dans le domaine de la vie économique du pays, dans les questions agraire et ouvrière, ce travail se bornait à la publication des programmes socialistes grandiloquents, empreints de l'esprit de parti, et dont la réalisation dans l'état d'anarchie, de guerre et de ruine économique où se trouvait le pays, était impossible

même aux yeux des ministres socialistes. Cependant, ces résolutions et ces appels étaient accueillis par le peuple, dans les usines et à la campagne, comme autant de « licences », qui excitaient les passions et provoquaient le désir de mettre en œuvre immédiatement et de son propre chef les formules proclamées. Et après que l'esprit des masses eût subi cette « préparation » excitante, on leur adressait des appels à la modération : « Exiger l'exécution immédiate et sans réplique de toutes les prescriptions du Gouvernement Provisoire que celui-ci jugera bon de promulguer dans l'intérêt de la révolution et de la sécurité extérieure du pays ([52]) ».

Cependant, la littérature de déclarations est loin de déterminer à elle seule l'action du Soviet.

Le trait essentiel, tant du Soviet que du Comité Exécutif, était le manque total de discipline parmi leurs membres. En parlant des rapports réciproques entre la délégation spéciale (dite de contact) du Comité et le Gouvernement Provisoire, Stankevitch ajoute : « Mais que pouvait faire la délégation, puisque, tandis qu'elle causait et parvenait à un accord unanime avec les ministres, des dizaines d'Alexandrovsky ([53]) envoyaient des lettres, publiaient des articles dans les *Izvestia*, partaient en mission, au nom du Comité, visitaient la province et le front, recevaient des délégations au palais de Tauride, agissant : chacun à sa guise, sans tenir compte ni des entrevues, ni des instructions, décisions et résolutions, quelles qu'elles fussent ».

Le Soviet (ou son Comité Exécutif) possédait-il un pouvoir réel ?

---

[52] Appel aux marins de Cronstadt, le 26 mai 1917.

[53] Membre du Comité, qui délivrait des permis pour l'expropriation des terres.

Je répondrai par les termes de l'appel du Comité d'organisation du parti ouvrier social-démocrate (juillet 1917) :

« Le mot d'ordre que beaucoup d'ouvriers suivent — « tout le pouvoir aux Soviets » — est un mot d'ordre dangereux. Car les Soviets n'ont pour eux que la minorité de la population. Or, nous devons aspirer par tous les moyens à ce que les éléments bourgeois qui peuvent et veulent encore défendre avec nous les conquêtes de la révolution, — que ces éléments partagent avec nous le lourd poids de l'héritage qui nous est laissé par l'ancien régime et l'immense responsabilité pour l'issue de la révolution, qui nous incombe aux yeux du peuple entier. »

Cependant, le Soviet, ainsi que plus tard le Comité Central Panrusse, en vertu de sa composition et de son idéologie politique, ne pouvait et ne voulait exercer toute son influence, pour le moins modératrice, sur les masses populaires, déchaînées, agitées et tumultueuses, car ses membres étaient eux-mêmes les instigateurs de ce mouvement, et l'importance, l'influence et l'autorité du Soviet dépendaient étroitement de la mesure où il flattait les instincts des masses. Or, ces masses, comme le constate même un observateur étranger du camp marxiste, Karl Kautsky (54), « à peine la révolution les eut-elle entraînées dans son mouvement, ne voulurent connaître que leurs besoins et leurs aspirations et se soucièrent fort peu de savoir si leurs revendications étaient réalisables et utiles à la collectivité ». Toute résistance tant soit peu ferme et résolue, opposée à leur pression, menaçait l'existence même du Soviet.

D'ailleurs, jour par jour, pas à pas, le Soviet tombait sous l'empire de plus en plus affirmé des idées anarcho-bolchevistes.

---

54 « *Terrorisme et Communisme* ». J. Povolozky, édit.

XI – LE POUVOIR : LA LUTTE DES BOLCHEVIKS POUR LE POUVOIR ; LE POUVOIR DE L'ARMÉE ; L'IDÉE DE LA DICTATURE

La première période de l'activité bolcheviste — depuis le commencement de la révolution jusqu'au coup d'état d'octobre — fut remplie de la lutte pour le pouvoir, au moyen de l'abolition de tout le régime bourgeois et de la désorganisation de l'armée, mesures destinées à préparer « l'avènement du bolchevisme », comme dit solennellement Bronstein (Trotsky).

Au lendemain de son arrivée en Russie, Lénine publiait ses thèses dont je citerai, ici, le résumé :

1. — La guerre conduite par « le Gouvernement capitaliste » (le Gouvernement Provisoire) demeure une guerre impérialiste et de rapine, c'est pourquoi on ne peut admettre aucune concession au « défensisme révolutionnaire ».

Il faut expliquer aux représentants de ce « défensisme révolutionnaire », ainsi qu'à l'armée active, que la guerre ne peut se terminer par une paix vraiment démocratique, sans violence, si le capital n'est pas aboli.

La fraternisation.

2. — La transition de la première étape de la révolution, l'étape qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie, à la deuxième étape, appelée à donner le pouvoir au prolétariat et aux couches les plus pauvres parmi les paysans.

3. — Aucun appui ne doit être prêté au Gouvernement Provisoire ; on démontrera le caractère absolument mensonger de ses promesses.

4. — Il faut reconnaître que dans la plupart des Soviets des députés ouvriers, le parti bolcheviste est en minorité ; c'est pourquoi il s'agit pour le moment de poursuivre une œuvre de critique en révélant toutes les erreurs, tout en préconisant la nécessité de faire passer tout le pouvoir d'État au Soviet des députés ouvriers.

5. — La Russie ne sera pas une république parlementaire, — ce serait un pas en arrière, — mais une république des Soviets des délégués des ouvriers, des salariés agricoles et des paysans ; ces Soviets devront détenir tout le pouvoir du pays, du haut jusqu'en bas.

Il faut éliminer la police (la milice ?), l'armée et la bureaucratie.

6. — Pour ce qui est du programme agraire, le centre de gravité sera transféré aux Soviets des députés des salariés agricoles. La confiscation de toutes les propriétés seigneuriales. La nationalisation de toutes les terres du pays ; la disposition de la terre appartient aux Soviets locaux des salariés agricoles et des paysans. Les délégués des paysans les plus pauvres feront un groupe à part.

7. — Toutes les banques du pays seront immédiatement fondues en une seule banque nationale contrôlée par le Soviet des députés ouvriers.

8. — Pour le moment, on n'instaurera pas le socialisme, mais on passera au contrôle exercé par le Soviet sur la production collective et sur la répartition des produits.

9. — La revendication d'un État-Commune ; le parti social-démocrate bolchevik change de nom et s'appelle désormais parti Communiste.

Je ne m'arrêterai pas à ce programme dont la réalisation, à quelques points près, ne fut commencée qu'à la fin d'octobre. En ce qui concerne la première période de l'activité des bolcheviks, il importe surtout de connaître leur tactique qui partait de principes concrets qui se résumaient comme suit :

1. — Renversement du Gouvernement et décomposition de l'armée ;

2. — Excitation à la lutte de classes dans le pays et à l'intérieur de la classe paysanne ;

3. — Négation des formes démocratiques de l'État, le pouvoir passant à la minorité (le parti social-démocrate bolchevik), « minorité bien organisée, armée et centralisée » (Lénine).

Cependant, l'idéologie du parti était inaccessible non seulement aux masses ignorantes du peuple russe, mais même aux militants bolchevistes de second ordre, dispersés dans le pays. Les masses avaient besoin de mots d'ordre simples, concis, immédiatement réalisables et répondant à leurs vœux et à leurs exigences, démesurément grossies dans l'atmosphère orageuse de la révolution. Le bolchevisme simplifié, avec ses traits typiques d'émeute russe, était d'autant plus facile à mettre en pratique qu'il s'était affranchi de toutes considérations morales, s'assignant pour objet de la première période de son action la destruction pure et simple, ne s'arrêtant pas à la menace de la débâcle militaire et de la ruine du pays.

Le premier objectif de la lutte fut le Gouvernement Provisoire. Toute la presse bolcheviste, la propagande verbale des

meneurs bolchevistes, leurs discours dans les Soviets et les Congrès, jusqu'à leurs discussions avec les membres du Gouvernement Provisoire, tendaient violemment et obstinément à la nécessité de l'écarter, en tant qu' « instrument de la contre-révolution et de la réaction internationale ».

Cependant, les bolcheviks s'abstenaient de toute action décisive, craignant « la province politiquement arriérée ». Ils se bornèrent à une série d'actes qu'on qualifie en termes militaires de reconnaissance : l'occupation de plusieurs hôtels particuliers, à Pétrograd ([55]) et la démonstration du 20-21 avril. C'était la première « revue » qu'on faisait passer au prolétariat, dans le but d'évaluer les forces bolchevistes. La démonstration, à laquelle avaient pris part des ouvriers et des troupes, eut pour prétexte ([56]) la note de Milioukov sur la politique extérieure et pour conséquence des troubles dans la capitale et une collision armée où il y eut des tués et des blessés. La foule promena des placards avec les inscriptions : « À bas la politique annexionniste de Milioukov », « à bas le Gouvernement Provisoire… »

La « revue » n'eut pas de succès. Et, bien que dans leurs discours prononcés à ce propos au Soviet les bolcheviks eussent réclamé la déchéance du gouvernement, leur ton trahissait un certain manque d'assurance : «… Cependant, avant de s'y décider, le prolétariat doit examiner la situation et calculer ses forces ». Le Soviet blâma tant la politique annexionniste du Gouvernement que la manifestation des bolcheviks ; en même temps il envoya son « salut chaleureux à la démocratie révolutionnaire de Pétrograd qui, par ses meetings, ses résolutions et ses manifestations a donné une preuve de l'attention soutenue

---

[55] La villa Dournovo, l'hôtel de Mme Kchessinskaïa, etc.

[56] Ses raisons intimes étaient, sans aucun doute, dans la divergence essentielle entre les deux tendances dont j'ai parlé plus haut. *Tout le reste ne fut que prétexte.*

qu'elle accorde aux questions de la politique extérieure… » (Extrait d'un appel du Soviet).

Le 10 juin, pendant que siégeait le Congrès des Soviets, Lénine préparait une nouvelle démonstration armée ; cependant elle dut être suspendue, l'immense majorité du congrès s'y étant opposée. Cette démonstration devait avoir pour but de faire passer le pouvoir aux Soviets. C'était une chose très curieuse que cette lutte au sein même de la démocratie révolutionnaire, entre ses deux ailes, gardant en face l'une de l'autre une attitude irréductible. L'aile gauche essayait par tous les moyens de décider le bloc « défensiste » — qui avait la majorité pour lui — à rompre avec la bourgeoisie et à prendre le pouvoir entre ses mains. Le bloc, de son côté, se refusait catégoriquement à prendre le pouvoir. Au sein des Soviets se poursuivait une certaine différenciation qui apparaissait en ceci que, sur telles questions isolées, les socialistes-révolutionnaires de gauche et les social-démocrates internationalistes marchaient avec les bolcheviks ; cependant, jusqu'au mois de septembre, ceux-ci n'eurent pas de majorité absolue, ni dans le Soviet de Pétrograd, ni dans nombre de Soviets provinciaux. Ce ne fut que le 25 septembre que la présidence du Soviet de Pétrograd échut à Bronstein (Trotsky) succédant à Tchéidzé. Aussi la formule : « tout le pouvoir aux Soviets » apparaissait-elle dans la bouche des bolcheviks soit comme une marque de désintéressement et d'abnégation, soit comme une provocation. Trotsky éclaircit ce doute. D'après lui ([57]), « grâce aux réélections continuelles, le mécanisme des Soviets pouvait traduire avec précision l'état d'esprit des ouvriers et de la masse des soldats qui penchaient tout le temps vers la gauche ; après la rupture avec la bourgeoisie, les tendances extrémistes étaient appelées à prendre le dessus dans les Soviets ».

57 « L'avènement du bolchevisme ».

À mesure que la véritable essence du bolchevisme apparaissait d'une façon plus nette, la divergence dont j'ai parlé prenait des formes de plus en plus accusées, dépassant les cadres du programme social-démocrate (programme maximum et programme minimum) et de la tactique du parti. C'était la lutte entre la démocratie et le prolétariat, entre la majorité et la minorité — celle-ci plus arriérée au point de vue intellectuel, mais forte de son esprit de révolte audacieuse et conduite par des hommes forts, ne s'embarrassant absolument d'aucun principe ; la lutte entre les principes démocratiques — suffrage universel, libertés politiques, égalité, etc. — et la dictature d'une classe privilégiée, avec sa folie et l'esclavage en perspective.

Le 2 juillet survint la deuxième crise ministérielle dont la cause apparente fut l'opposition des ministres libéraux à l'acte d'autonomie de l'Ukraine. Et le 3 juillet les bolcheviks suscitèrent dans la capitale une nouvelle émeute, à laquelle prirent part des foules armées d'ouvriers, de soldats et de marins. Cette fois l'émeute (qui dura trois jours) prit des proportions considérables et fut accompagnée de pillages et de meurtres. Le gouvernement se trouva dans une situation pénible. Kérensky était en ce moment avec moi, au front de l'Ouest ; les rapports qui lui étaient envoyés par fil direct de Pétrograd accusaient un abattement extrême chez le président du Conseil, le prince Lvov, ainsi que chez les membres du cabinet. Le prince Lvov demandait à Kérensky de venir immédiatement à Pétrograd, tout en le prévenant qu'il ne répondait pas de sa sécurité...

Les insurgés exigeaient du Soviet de Pétrograd et du Comité central du congrès qu'ils prissent le pouvoir entre leurs mains. Les organes de la démocratie révolutionnaire s'y refusèrent à nouveau d'une façon catégorique.

La province ne se souleva pas. L'insurrection fut réprimée, grâce, surtout, à l'école militaire Vladimirsky et aux régiments cosaques ; quelques compagnies de la garnison agirent égale-

ment en faveur du gouvernement. Bronstein-Trotsky écrit à ce propos que le soulèvement a été manifestement prématuré, la garnison comprenant encore trop d'éléments passifs et indécis. Cependant, l'action du 3 juillet aurait prouvé qu' « en dehors des junkers (aspirants), personne n'était disposé à se battre contre les bolcheviks pour le Gouvernement ou les partis dirigeants du Soviet ».

C'est cela qui rendait tragique la situation du Gouvernement Kérensky et du Soviet. La foule ne suivait pas les mots d'ordre abstraits. Elle se montra également indifférente qu'il s'agît de la Patrie, de la révolution ou de l'Internationale ; aucune de ces valeurs ne lui inspirait l'envie de verser son sang ni de sacrifier sa vie. La foule suivait les promesses réelles de ceux qui flattaient ses instincts.

* * *

En examinant l'idée du « pouvoir » à travers toute la période de la révolution russe qui précéda le coup d'État d'octobre, nous ne parlons, au fond, que des formes extérieures de ce pouvoir. Car dans les conditions exceptionnelles de la guerre mondiale, d'une envergure sans précédent dans l'histoire, lorsque les 12 % de la population mâle étaient sous les drapeaux, tout le pouvoir se trouvait entre les mains de l'armée.

De l'armée, à laquelle on avait fait perdre la tête ; de l'armée, contaminée par de fausses doctrines, ayant perdu la conscience du devoir et la crainte de la coercition. De l'armée, surtout, qui n'avait plus de « chef... » Ni le gouvernement, ni Kérensky, ni le commandement, ni le Soviet, ni les Comités des armées, ne pouvaient — pour les raisons les plus hétéroclites et qui s'excluaient réciproquement — prétendre à ce rôle. Les rapports et les conflits entre ces divers éléments trouvaient un écho anormal dans l'esprit des soldats et augmentaient la démoralisation de ces derniers. Il. est inutile de faire des suppositions

que l'on ne peut justifier par des réalités, surtout lorsque la perspective historique fait défaut. Cependant, la question est si brûlante, si angoissante, qu'on s'y arrête sans cesse malgré soi : pouvait-on élever une digue qui fût capable de maîtriser l'élan spontané des masses et de maintenir l'armée dans l'obéissance ? Je pense que c'était possible. Au commencement, cela pouvait être fait tant par le commandement supérieur que par un gouvernement assez décidé pour mater les Soviets, assez puissant et sage pour les faire rentrer dans la voie étatiste et les faire collaborer à la reconstruction démocratique.

* * *

Au début de la révolution, le Gouvernement Provisoire jouissait, sans aucun doute, des sympathies de tous les éléments sains de la population. Tout le commandement supérieur, tous les officiers, un grand nombre de troupes, la bourgeoisie et les éléments démocratiques, ayant échappé à l'influence du socialisme militant, étaient pour le gouvernement. Les journaux de l'époque sont remplis d'une immense quantité de télégrammes, de félicitations, de déclarations envoyés de tous les coins de la Russie par toutes sortes de groupements, d'organisations et d'institutions sociales et militaires, y compris celles dont le démocratisme était hors de doute. Au fur et à mesure que le gouvernement faiblissait et perdait sa personnalité, passant successivement à deux coalitions, la confiance de ces milieux tombait, sans être compensée par une plus grande sympathie de la part de la démocratie révolutionnaire, au sein de laquelle s'accusaient de plus en plus des tendances anarchiques, qui niaient tout pouvoir, quel qu'il fût.

Vers le commencement du mois de mai, après la manifestation armée dans les rues de Pétrograd, manifestation qui eut lieu à l'insu du Soviet mais à laquelle ses membres avaient pris part ; après la démission de Goutchkov et de Milioukov, l'impuissance absolue du Gouvernement Provisoire devint si évi-

dente que le prince Lvov, d'accord avec le Comité de la Douma d'Empire et avec le parti cadet, s'adressa au Soviet, invitant « à prendre une part directe à l'administration de l'État... les forces créatrices et actives du pays qui jusqu'à présent n'y avaient pas participé d'une façon directe et immédiate ». Après quelques réticences, le Soviet se vit obligé de consentir à ce que ses membres entrassent au Ministère ([58]), assumant ainsi la responsabilité directe pour le sort de la révolution. Le Soviet se refusa à prendre tout le pouvoir, car « si tout le pouvoir passait aux Soviets des députés des ouvriers et des soldats dans la période actuelle de la révolution russe, les forces de celle-ci seraient considérablement amoindries, puisque certains éléments, capables de la servir, en seraient prématurément éliminés, et la révolution serait menacée d'effondrement ([59]) ». Il est facile de s'imaginer l'impression que des résolutions de ce genre faisaient à la bourgeoisie et à ses « otages » dans le ministère de coalition.

Et bien que le Soviet eût voté son entière confiance au nouveau gouvernement et eût appelé la démocratie « à lui prêter un appui actif lui assurant toute la plénitude du pouvoir ([60]) », ce pouvoir était définitivement compromis et perdu. Les milieux socialistes, en envoyant leurs représentants au gouvernement, n'avaient ni modifié ni renforcé ses qualités intellectuelles. Ils les avaient, au contraire, affaiblies, en élargissant l'abîme béant entre les deux groupements politiques représentés au ministère. Tout en exprimant officiellement sa confiance au gouvernement, le Soviet continuait, en fait, à ébranler son pouvoir et se montrait, en même temps, de plus en plus froid à l'égard des ministres socialistes obligés, sous la pression des réalités, de s'écarter quelque peu de la stricte observation des programmes

---

58 Les membres du Soviet qui entrèrent au Gouvernement furent Skobelev (Travail), Tchernov (agriculture), Piechekhonov (ravitaillement), Tsérételli (postes et télégraphes).

59 Résolution du Congrès Panrusse ; juin 1917.

60 Résolution du Soviet, le 5 mai.

socialistes. Quant au peuple et à l'armée, ils voyaient la chose d'un œil indifférent, oubliant peu à peu jusqu'à l'existence du pouvoir qui ne se faisait aucunement sentir dans leur vie quotidienne.

La sanglante insurrection à Pétrograd, soulevée le 3 juillet par l'aile gauche (anarcho-bolcheviste) du Soviet, la démission du prince Lvov et le nouveau ministère de coalition où la majorité appartint définitivement aux membres socialistes, nommés par le Soviet ([61]), étaient autant d'étapes rapprochant l'effondrement définitif du pouvoir de l'État. Si importants qu'eussent été les prétextes ayant amené la première et la deuxième crises du gouvernement (la déclaration des droits du soldat, la politique internationale du Soviet, la séparation de l'Ukraine, les réformes agraires de Tchernov, etc.), ce n'étaient, somme toute, que des prétextes. Une coalition où la bourgeoisie démocratique n'avait qu'un rôle passif, où sa participation « provisoire » n'était admise qu'afin de partager la responsabilité, tandis que toutes les questions étaient résolues, dans les coulisses du gouvernement, par des groupes liés avec le Soviet, une pareille coalition n'était pas viable et ne pouvait réconcilier avec la démocratie révolutionnaire même la plus opportuniste des bourgeoisies.

En dehors des motifs politiques et sociaux, la corrélation des forces dépendait, certes, d'un certain nombre de facteurs objectifs : le mécontentement suscité dans les masses populai-

[61] Kérensky (socialiste-révolutionnaire), Nékrassov (républicain-démocrate), Avksentiev (socialiste-révolutionnaire), Terestchenko (sans parti), Skobelev (social-démocrate), Piechekhonov (socialiste-populiste), Tchernov (socialiste-révolutionnaire), Oldenbourg (cadet), Zaroudny (socialiste-révolutionnaire), Efremov (républicain-démocrate), Yourenev (républicain-démocrate), Prokopovitch (social-démocrate), Nikitine (social-démocrate), Kokochkine (cadet), Kartachov (cadet).

res par la situation générale du pays et par l'activité du gouvernement.

Les masses populaires concevaient la révolution non comme une pénible étape de transition, rattachée par mille liens à l'évolution passée et présente de la Russie et du monde entier, mais comme un phénomène réel en soi, accompagné de calamités tout aussi réelles : la guerre, le banditisme, l'arbitraire, l'absence de légalité et de justice, le manque de marchandises, le froid et la famine. Les masses populaires ne cherchaient nullement à comprendre toute la complexité des événements ; elles ne distinguaient pas entre les causes inéluctables, cosmiques, fatalement inhérentes à l'avènement d'une révolution, et la volonté, bonne ou mauvaise, de tels organes du pouvoir, de telles institutions et personnalités. Les masses sentaient clairement et douloureusement que la situation était intenable et cherchaient le moyen d'en sortir.

L'insuffisance du pouvoir établi ayant été universellement reconnue, l'opinion publique en vint peu à peu à l'idée de la dictature.

J'affirme catégoriquement que dans les milieux de la société et de l'armée qui m'étaient connus et dans lesquels s'était fait jour une tendance en faveur de la dictature, cette tendance avait son principe dans un haut sentiment de patriotisme et n'était due qu'à la vision angoissante et nette de l'abîme effroyable vers lequel roulait irrésistiblement le peuple russe. Ce n'était dans aucune mesure une tendance à la réaction ni à la contre-révolution. Certes, il se groupa autour d'elle des réactionnaires, des contre-révolutionnaires et des aventuriers tout court, mais c'étaient des éléments fortuits, étrangers au mouvement. Kérensky explique comme suit les origines de ce mouvement qu'il qualifie de « vague de conspiration » : « La débâcle militaire (à Tarnopol) avait créé, par le fait de l'orgueil national outragé, une ambiance favorable aux conspirateurs, et l'insurrection bol-

cheviste (du 3 juillet) fit apparaître aux profanes *l'étendue de la décomposition de la démocratie, l'impuissance de la révolution contre l'anarchie* et la force de la minorité procédant d'une façon organisée et par surprise ([62]) ». Il est difficile de donner une meilleure justification au mouvement en question. En effet, en présence de la déception profonde des masses populaires, de la débâcle générale et de l'anarchie imminente, la vie, par la force de l'évolution historique et psychologique inéluctable, devait susciter des tentatives de dictature ; et la vie russe les suscita en effet, en tant que recherche anxieuse non pas de la réaction, mais d'un pouvoir puissant, national et démocratique.

D'une façon générale, la démocratie révolutionnaire vivait dans une atmosphère empoisonnée par l'attente inquiète de la contre-révolution. Depuis la destruction de l'armée et jusqu'à l'abolition de la police rurale, tous ses soucis, toutes ses mesures, ses résolutions, ses appels, s'inspiraient, sous des formes différentes, de la lutte contre cet ennemi imaginaire qui menaçait prétendument les conquêtes de la révolution. Les dirigeants conscients du Soviet en étaient-ils sincèrement convaincus ou bien l'excitation de ces craintes irraisonnées n'était-elle, de leur part, qu'un procédé tactique destiné à justifier le caractère destructeur de leur œuvre ? Je suis disposé à admettre cette dernière explication, car le caractère oppositionnel et non contre-révolutionnaire de l'action de la bourgeoisie démocratique aurait dû, il me semble, apparaître avec la plus grande évidence même aux yeux du Soviet. Cependant, tant dans les écrits des partis russes que dans l'idée qu'on s'était faite à l'étranger, la période qui a précédé les événements d'octobre se présente précisément sous cet aspect contre-révolutionnaire.

Le Gouvernement Provisoire qui, à peine constitué, avait proclamé un programme largement démocratique ([63]), se heur-

---

[62] Kérensky : L'affaire Kornilov.

[63] Voir chapitre IV.

ta, même parmi les groupements de la droite, à la critique et au mécontentement, mais non à une opposition active ([64]). Dans les quatre ou cinq mois qui suivirent le commencement de la révolution, il n'y eut, dans tout le pays, aucune organisation contre-révolutionnaire tant soit peu sérieuse. La recrudescence d'activité ou la constitution d'autres groupements clandestins, composés principalement d'officiers, se rapporte au mois de juillet et se rattache à l'idée de la dictature. Certes, parmi les membres de ces groupements, il y avait pas mal de partisans très prononcés de l'idée de la restauration ; cependant, les groupements eux-mêmes se proposaient surtout la lutte contre le gouvernement de classe, pouvoir occulte, et contre la composition personnelle du Soviet et du Comité Exécutif dont les membres auraient été en effet menacés d'être matériellement supprimés si les groupements en question ne s'étaient pas prématurément désagrégés à cause de leur faiblesse numérique, de leur impuissance et de leur manque d'organisation.

Tout en s'opposant continuellement à cette contre-révolution de droite, le Soviet laissait librement s'accomplir tous les préparatifs d'une véritable contre-révolution, issue de son sein, des rangs des bolcheviks.

Je me rappelle les premiers entretiens à propos de la dictature, espèce de sondage du terrain, qu'eurent avec moi diverses personnes qui étaient venues au Grand Quartier vers le commencement de juin. Tous ces entretiens étaient tellement semblables les uns aux autres que je peux en résumer la teneur en quelques mots :

— La Russie marche infailliblement à sa perte. Le gouvernement est absolument impuissant. Il faut un pouvoir ferme. Tôt ou tard, il nous faut passer à la dictature.

---

64 Seul le paragraphe stipulant les droits du soldat était déclaré inadmissible.

Personne ne parlait ni de restauration ni d'un changement de l'orientation politique dans le sens de la réaction. On prononçait le nom de Kornilov, de Broussilov...

Je mettais mes interlocuteurs en garde contre une solution trop hâtive de cette question. J'avoue que je conservais encore quelques illusions : j'espérais encore qu'à force d'évolution intérieure, soit sous l'influence d'une nouvelle manifestation armée des éléments extrémistes et anti-étatistes qu'il protégeait, soit pour avoir compris l'inefficacité et le fiasco de son administration, le gouvernement finirait par comprendre lui-même la nécessité de créer un pouvoir unipersonnel et de lui conférer en quelque sorte un caractère légal. En dehors de cette légalité, l'avenir apparaissait gros de bouleversements menaçants. J'observais qu'il n'y avait pas, en ce moment, de chefs militaires jouissant d'une autorité suffisante parmi la masse en décomposition des soldats. Cependant, en prévision du moment où la dictature militaire deviendrait nécessaire et réalisable, Kornilov me semblait jouir d'un grand prestige auprès des officiers, tandis que Broussilov était fortement compromis par sa tactique opportuniste.

Kérensky avoue dans son livre ([65]) que des « milieux cosaques et certaines personnalités politiques » lui avaient maintes fois proposé de remplacer le gouvernement impuissant par sa dictature personnelle. Ce ne fut que lorsque les « éléments actifs » de la société eurent perdu confiance en lui « en tant qu'organisateur éventuel et agent principal de la modification du système du gouvernement dans le sens d'un pouvoir ferme qu'on « se mit à chercher un autre homme ».

Il est hors de doute que les personnalités et les groupements sociaux qui s'adressaient à Kérensky en vue de la dicta-

---

[65] Kérensky : L'affaire Kornilov.

ture, n'avaient pour lui aucune prédilection et n'appartenaient pas à la « démocratie révolutionnaire ». Mais le fait même qu'ils se fussent adressés à lui prouve qu'ils ne pouvaient s'inspirer de visées réactionnaires et ne faisaient que traduire le vœu patriotique de toute la société russe désireuse de voir un pouvoir ferme au gouvernail de l'État russe, voguant au gré des éléments.

Il se peut, d'ailleurs, que d'autres raisons aient déterminé ces démarches... Il y eut, certes, dans la vie de Kérensky, Ministre de la Guerre, une période brillante, encore qu'éphémère, où non seulement les larges couches de la population, mais jusqu'aux officiers russes furent pris au charme de sa phraséologie exaltée, de son emphase hystérique. Les officiers russes, sacrifiés, avaient tout oublié, tout pardonné et, anxieux, attendaient de lui le salut de l'armée. Et ce n'était certes pas une simple phrase que leur promesse de mourir aux premiers rangs.

Que de fois on éprouvait un sentiment douloureux lorsque, au cours des tournées de Kérensky, on voyait briller les yeux de ces condamnés à mort, dont le cœur refleurissait d'un espoir radieux, combien vite écrasé et de quelle façon implacable et brutale !...

Il est curieux que dans ce même livre, en cherchant à maintes reprises à justifier la « concentration » provisoire du pouvoir que le gouvernement confia le 27 août ([66]) à lui tout seul, Kérensky observe : « Pour lutter contre une conspiration dirigée par une volonté unipersonnelle, l'État doit opposer à cette volonté un pouvoir capable d'agir promptement et résolument. Un tel pouvoir ne peut être collectif ; il ne peut, surtout, être un pouvoir de coalition ».

---

66 Jour de l'offensive de Kornilov.

J'estime qu'en présence du complot monstrueux et collectif de l'état-major allemand et des éléments anti-étatiques, antinationaux de la démocratie russe, la situation intérieure de l'État russe était suffisamment critique et demandait depuis longtemps un pouvoir « capable d'agir promptement et résolument ».

XII – L'ŒUVRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE : POLITIQUE INTÉRIEURE ; ADMINISTRATION ; LA VILLE ET LA CAMPAGNE ; LA QUESTION AGRAIRE.

Dans ce chapitre et dans le suivant je tracerai un bref aperçu de la situation intérieure de la Russie pendant la première période de la révolution et dans la mesure seulement où la conduite de la guerre mondiale s'en ressentait.

J'ai déjà parlé de la dualité du pouvoir chargé de la direction suprême du pays, et de la pression continuelle que le Soviet exerçait sur le Gouvernement Provisoire. À la conférence de la Douma d'Empire V, Choulguine donna de cet état de choses cette définition frappante : « l'ancien pouvoir est enfermé à la forteresse Pierre et Paul et le nouveau pouvoir est gardé à vue à domicile ».

Le Gouvernement Provisoire qui était loin de représenter la nation entière ne voulait pas anticiper les décisions de l'Assemblée Constituante et réaliser des réformes modifiant radicalement l'ordre politique et social de l'État. Il « mettait à la base de l'administration de l'État non pas la violence et la coercition, mais la soumission bénévole des citoyens libres à un pouvoir qu'ils ont eux-mêmes créé... Pas une goutte de sang n'a été versée par sa faute, aucune tendance de la pensée sociale n'a été entravée par la force ([67])... » À ce moment où se poursuivait une lutte atroce que ne tempérait aucun scrupule moral ou patriotique, lutte pour la conservation de certains groupes de la popula-

[67] Déclaration officielle du 25 avril 1917.

tion et pour la réalisation par la violence des revendications démesurées des autres, une pareille non-résistance était un aveu incontestable d'impuissance. Plus tard, dans les déclarations du deuxième et du troisième ministères de coalition, nous entendrons parler « des mesures les plus décisives » contre les forces qui désorganisent le pays. Mais ce ne furent que des paroles non suivies d'actes.

Le Gouvernement ne réussit point à « ne pas anticiper » la volonté de l'Assemblée Constituante, surtout en ce qui concerne l'auto-disposition nationale. Le Gouvernement promulgua l'acte de l'indépendance de la Pologne faisant toutefois dépendre de l'Assemblée Constituante Panrusse « l'assentiment aux modifications du territoire de Russie indispensables pour la constitution d'une Pologne libre ». Cet acte, juridiquement contestable, répondait, cependant, d'une façon absolue, à l'idée que l'opinion publique se faisait du droit. En ce qui concerne la Finlande, le Gouvernement., sans modifier les rapports juridiques entre ce pays et la Russie, confirma ses droits et privilèges, abrogea toutes les restrictions imposées à la constitution finlandaise et convoqua une Diète à laquelle devaient être présentés les projets de lois relatifs au nouveau régime du grand-duché. Pour le reste, le gouvernement faisait l'accueil le plus favorable à toutes les aspirations justifiées des Finlandais tendant à l'autonomie locale. Cependant la tendance générale à la réalisation immédiate et absolue des intérêts nationaux privés aboutit à une lutte prolongée pour le pouvoir entre la Finlande et le Gouvernement Provisoire. Le 6 juillet, la Diète vota, à la majorité des voix social-démocrates, une loi en vertu de laquelle le grand-duc de Finlande ([68]) ayant abdiqué, le pouvoir suprême passait à la Diète et la juridiction du Gouvernement Provisoire ne s'étendait qu'aux relations extérieures, à la législation et à l'administration militaires. Cette décision répondait en quelque mesure au vote

[68] On sait que c'était un des titres de l'empereur de Russie (Note du traducteur).

des Congrès des Soviets revendiquant pour les Finlandais, avant même que l'Assemblée Constituante se fut prononcée, une indépendance absolue avec les restrictions énoncées plus haut. À cet acte, impliquant de fait pour la Finlande la séparation de la Russie, le Gouvernement répondit par la dissolution de la Diète qui, d'ailleurs, se réunit de nouveau de son chef au mois de septembre.

Cette lutte se poursuivit tantôt en s'aggravant, tantôt en s'atténuant, suivant le baromètre politique de Pétrograd (les crises ministérielles). Quoi qu'il en soit, les hommes politiques de Finlande misaient — sans tenir aucun compte des intérêts de l'État dans son ensemble et ne disposant d'aucune force armée, — uniquement sur la loyauté ou, plutôt, sur la faiblesse du Gouvernement Provisoire.

Les choses n'allèrent pas jusqu'à une insurrection ouverte ; sinon pour des motifs de loyauté, du moins par crainte des conséquences d'une lutte intestine, surtout conduite avec les procédés dont on pouvait s'attendre des masses indisciplinées des soldats et des marins, la partie raisonnable de la population maintint le pays dans certaines limites.

Les mois de mai et de juin furent remplis de la lutte pour le pouvoir entre le Gouvernement et la Rada Centrale arbitrairement constituée dans l'Ukraine. De plus, le Congrès militaire pan-ukrainien, qui se réunit, sans autorisation, le 8 juin, exigea du Gouvernement l'acceptation immédiate de toutes les revendications de la Rada Centrale et des Congrès, proposant en même temps à la Rada de ne plus s'adresser au Gouvernement, mais d'entreprendre immédiatement l'élaboration du régime autonome de l'Ukraine. Le 11 juin, la Rada promulgua un édit sur l'autonomie de l'Ukraine et constitua un secrétariat (Conseil des Ministres) sous la présidence de Vinnitchenko. Les négociations conduites par les envoyés du Gouvernement Provisoire, les ministres Kérensky, Terestchenko et Tsérételli, aboutirent à

la déclaration du 2 juillet dans laquelle le Gouvernement, devançant la décision de l'Assemblée Constituante, reconnaissait, à quelques réserves près, l'autonomie de l'Ukraine.

En s'emparant peu à peu de l'administration, la Rada et le secrétariat amenaient une dualité de pouvoir sur les lieux, discréditaient le pouvoir panrusse, provoquaient des dissensions intestines et fournissaient des justifications morales à ceux qui refusaient de faire leur devoir de citoyen et de soldat vis-à-vis de la Patrie commune. Pis que cela : dès le commencement de son existence, la Rada Centrale manifesta des sympathies progermaniques et, par l'intermédiaire de l' « Union pour la libération de l'Ukraine », entretint, sans aucun doute, des rapports avec les états-majors des puissances centrales. Considérant les nombreux documents et témoignages recueillis par le Grand Quartier, les demi aveux faits par Vinnitchenko à un correspondant français au sujet des sentiments germanophiles au sein de la Rada, et, enfin, le rapport qui me fut présenté par le procureur général près la cour de Kiev, à la fin d'août 1917, je ne doute point du rôle criminel de la Rada. Le procureur général se plaignait de ce que la désorganisation totale des services de contre-espionnage et des enquêtes judiciaires empêchait le ministère public d'éclaircir dûment la situation, mais que « toutes les traces de l'espionnage allemand, de la propagande allemande, des séditions parmi les troupes ukrainiennes, de la circulation occulte de sommes dont l'origine austro-allemande ne laissait aucun doute... toutes ces traces remontaient à la Rada Centrale et s'y perdaient ».

* * *

Le Ministère de l'Intérieur, qui, autrefois, avait détenu le pouvoir autocratique dans sa plénitude et suscité la haine générale, passa alors à l'autre extrême : au fond, il s'effaça complètement. Ses fonctions désagrégées se répartirent entre des orga-

nisations locales qui ne tenaient leur pouvoir que d'elles-mêmes.

L'histoire des organes du Ministère de l'Intérieur a beaucoup de points de ressemblance avec le sort du commandement militaire.

Le 5 mars, le ministre-président donna l'ordre de relever de leurs fonctions tous les « gouverneurs » (préfets) et « ispravniks » (commissaires de police ruraux) et de les remplacer, en qualité de commissaires du Gouvernement, par les présidents des « oupravas » (administrations électives) départementales et de district. En même temps, la police devait être remplacée par la milice, dont l'organisation incombait aux institutions publiques représentatives. Cette mesure, déterminée par la haine générale qu'inspiraient les agents de l'ancien pouvoir, fut, au fond, la seule manifestation réelle de la volonté du Gouvernement, puisque jusqu'au mois de septembre la compétence des commissaires ne fut pas déterminée par la loi, et que les instructions et les ordonnances du Gouvernement n'eurent, en somme, qu'un caractère théorique, la vie suivant ses propres voies, réglée ou plutôt, désorganisée qu'elle était par la juridiction révolutionnaire locale.

Les fonctions des commissaires du Gouvernement demeurèrent, dès les premiers jours, lettre morte. N'ayant à leur disposition ni force, ni autorité, ils étaient devenus nuls et tombèrent sous l'entière dépendance des organisations révolutionnaires. Le moindre « vote de blâme » mettait fin, en fait, à l'activité du commissaire. Les organisations en élisaient un autre, et la confirmation du Gouvernement Provisoire n'était qu'une simple formalité. C'est ainsi que, pendant les premières six semaines, on élimina 17 commissaires départementaux et un grand nombre de commissaires de district. Plus tard, au mois de juillet, le suppléant du ministre de l'Intérieur, Tsérételli, régularisa ce procédé en invitant, par une circulaire, les Soviets et les Comités

locaux à désigner les candidats qu'ils désireraient substituer aux commissaires ne satisfaisant pas à leur tâche. C'est ainsi qu'il n'y eut plus, en province, de représentants du pouvoir central.

Au commencement de la révolution, les organisations dites « comités publics » ou « conseils des organisations publiques » incarnaient réellement le principe public, tels furent la représentation de l'Union de villes et des Zemstvos (états provinciaux), des municipalités, des unions professionnelles, des Sociétés coopératives, de la magistrature, etc. Mais la situation empira considérablement lorsque ces « comités publics » dégénérèrent en organisations de classe et de parti. Le pouvoir local passa aux Soviets et, par endroits, aux municipalités socialistes « démocratisées » par contrainte, avant la promulgation de la loi, et différant fort peu des Soviets à moitié bolchevistes.

Les statuts promulgués le 15 avril et stipulant l'organisation de l'administration municipale autonome, comportaient les thèses essentielles que voici :

1. — Le droit électoral passif et actif appartient à tous les citoyens et à toutes les citoyennes ayant atteint l'âge de 20 ans ;

2. — Il n'existe aucun cens de séjour ;

3. — Les élections sont proportionnelles ;

4. — Les militaires jouissent de leurs droits électoraux dans l'endroit où ils tiennent garnison.

Je n'examinerai pas ces normes, les plus démocratiques, peut-être de toutes celles que connaît le droit municipal. L'expérience pratique de leur application manque. J'indiquerai seulement un phénomène de la réalité russe déformée, phénomène qui accompagna la mise en exécution des statuts en question, en automne 1917. La liberté des élections ne fut dans bien des en-

droits qu'une dérision sanglante. Comme règle presque générale en Russie, tous les groupements non socialistes, y compris ceux qui étaient politiquement neutres, furent déclarés suspects et persécutés. Ils ne pouvaient pas faire de propagande, leurs réunions étaient sabotées ; des abus flagrants avaient lieu au cours de la procédure électorale ; quelquefois même, des violences directes étaient exercées contre les représentants de ces groupements : ils étaient malmenés et leurs listes électorales détruites. Cependant, la masse des soldats des nombreuses garnisons, foule turbulente et dûment « travaillée » par la propagande, hôtes fortuits de la ville, qui ne s'y trouvaient parfois que depuis la veille, se précipitait aux urnes, qu'elle remplissait de listes des candidats des partis extrémistes, hostiles à l'idée même de l'État. Il arriva que des unités militaires, arrivées après le vote, réclamèrent des réélections, appuyant leur prétention de menaces, sinon de meurtres. Certes, la présence, à Pétrograd, d'une immense garnison en décomposition ne fut pas sans influencer les élections à la Douma (Conseil municipal) de la capitale où les bolcheviks obtinrent 67 places sur 200.

Le pouvoir se taisait : pour qu'il eût la parole, il lui eût fallu l'existence.

La petite bourgeoisie, les travailleurs intellectuels, bref, la démocratie urbaine, dans le sens le plus large de ce mot, apparaissait dans cette lutte révolutionnaire comme le parti le plus faible, nécessairement vaincu. Tous les faits précurseurs du sanglant régime bolcheviste — émeutes, séditions, séparation des « républiques », — avaient les répercussions les plus pénibles sur la vie de cette démocratie. L' « autodétermination » des soldats inspirait la terreur, la force brutale et destructive primait tout, rendait extrêmement difficile et même tout à fait impossible la circulation dans le pays, car tous les chemins de fer étaient accaparés par les déserteurs. L' « autodétermination » des ouvriers, en faisant monter les prix d'une façon inconsidérée, empêchait de satisfaire aux besoins en objets de première

nécessité. L' « autodétermination » de la campagne arrêtait l'arrivage des vivres et condamnait la population urbaine à la famine. Je ne parle pas des souffrances morales d'une classe exposée aux outrages et aux humiliations. La révolution permit à tous d'espérer que les conditions de leur vie seraient améliorées, hormis à la démocratie bourgeoise. Car il n'y a pas jusqu'aux conquêtes morales — liberté de la parole, de la presse, des réunions, etc. qui ne fussent bientôt devenues le privilège exclusif de la démocratie révolutionnaire. Et si la bourgeoisie supérieure (supérieure, bien entendu, au point de vue intellectuel), eut une certaine organisation, telle que le parti constitutionnel-démocrate (cadet), la petite bourgeoisie (démocratie bourgeoise) était privée, par contre, de toute organisation, de tout moyen de lutte organisée. Les municipalités autonomes et « démocratiques », perdaient — non point en vertu de la nouvelle loi municipale, mais par la force de la pratique révolutionnaire — leur forme largement démocratique et revêtaient le caractère d'organes de classe du prolétariat, soit de représentations des partis purement socialistes étrangers à la masse de la population.

* * *

Le « self-government » du district et du village revêtit, dans la première période de la révolution, un caractère analogue. Vers l'automne, il devait assumer les formes d'un système démocratique d'administration provinciale basé à peu près sur les mêmes principes que l'administration municipale ; la compétence de la moindre circonscription — l'administration du *volost* (canton) — s'étendait à toutes les questions économiques locales, à l'instruction et au service d'ordre et de sécurité publique. En fait, le village se trouvait gouverné — s'il est permis d'employer ce mot en parlant d'un état d'anarchie — par un mélange très hétéroclite d'organisations révolutionnaires et d'organisations traditionnelles, telles que congrès des paysans, comités de ravitaillement et agraires, « conseils populaires », ré-

unions des villageois, etc. Tout cela était souvent dominé par une autre organisation inédite — celle des déserteurs. Du moins, l'Union Panrusse des paysans a confirmé cette déclaration, qui venait de la gauche et, par conséquent, était suffisamment compétente : « Tout notre travail pour la constitution de divers comités n'aura aucune valeur tant que ces organes publics se trouveront sous la menace constante d'une pression exercée par des bandes armées, accidentellement organisées ».

La question principale, sinon la seule, qui émouvait profondément l'âme du paysan, qui effaçait à ces yeux tous les autres phénomènes et événements, était cette question douloureusement mûrie par des siècles de souffrances : La question de la terre.

Extrêmement complexe et embrouillée, elle revenait maintes fois à la surface lors de vaines tentatives de soulèvement et de violences réprimées d'une façon implacable et sanglante. Dès les années de la première révolution (1905-1906) la vague des troubles agraires qui déferla sur la Russie et, s'exerçant sur les propriétés foncières, laissa derrière elle une traînée d'incendies et de déprédations, faisait pressentir les désordres qui accompagnèrent plus tard la révolution de 1917. C'est une question assez compliquée que de savoir quels motifs poussaient les propriétaires fonciers (« pomiestchiks ») à défendre leurs droits aussi passionnément et violemment qu'ils le firent : était-ce atavisme, attachement naturel à la terre, intérêts de l'État commandant le perfectionnement de la culture, désir de conserver leur influence directe sur le peuple ou, simplement, intérêt égoïste ?... Ce qui est certain, c'est que la réforme agraire est survenue trop tard. Les trop longues années d'oppression et de misère qui avaient pesé sur les paysans et, surtout, la terrible obscurité intellectuelle et morale dans laquelle le pouvoir et les classes dirigeantes avaient tenu la population rurale, ne faisant rien pour l'instruire, tout cela devait fatalement aboutir au châtiment historique...

Pour ce qui est de l'idée fondamentale de la réforme agraire, tout le monde se trouvait d'accord. Toute la démocratie libérale, la bourgeoisie, la démocratie révolutionnaire et le Gouvernement Provisoire se prononçaient, d'une façon très explicite, pour « le transfert de la terre entre les mains de ceux qui la travaillent ».

Avec la même unanimité, tous ces éléments reconnaissaient que la question devait être résolue par la voie législative et que sa solution appartenait à l'Assemblée Constituante.

Une dissension, dissension irréductible, survint lorsqu'il fallut déterminer la nature même de la réforme agraire. Les milieux libéraux de la société russe se prononçaient pour la propriété privée ([69]) — idée qui s'emparait de plus en plus de la classe paysanne — et exigeait la distribution de lots aux paysans et non un partage général ; tandis que la démocratie révolutionnaire insistait, dans toutes ses organisations de parti, de classe et professionnelles, sur la thèse énoncée, le 28 mai, par le Congrès Panrusse des Paysans, auquel avait pris part le ministre Tchernov : « toutes les terres... doivent devenir propriété nationale en vue d'une jouissance égalitaire, sans aucune indemnité ». Cette résolution, d'origine socialiste-révolutionnaire, jeta du trouble dans la question. Les paysans ne pouvaient ou ne voulaient pas la comprendre. Foncièrement propriétaires d'instinct, ils n'admettaient pas la nationalisation. Vu l'énorme quantité de paysans sans terre, l'existence de 20 millions de ménages paysans, et l'étendue des terres arables non paysannes n'étant que de 45 millions de dessiatines, — la « jouissance égalitaire » menaçait de déposséder de leur terre des millions de paysans dont le lot était supérieur à la norme « de travail » et même à celle « de consommation », et le partage général ris-

[69] Le parti cadet admettait la nationalisation du sous-sol et des forêts.

quait de se transformer en une sanglante et interminable lutte intestine. Cette circonstance fut plus tard prise en considération par les social-démocrates eux-mêmes, qui votèrent, vers la fin d'août, une résolution sur la question agraire impliquant le maintien de la petite propriété foncière, sous cette réserve qu'elle ne pourrait être transférée qu'aux organes du self-government ou à l'État.

Ne se croyant pas autorisé à résoudre les questions fondamentales de la constitution agraire et, harcelé cependant, par la poussée spontanée des masses, le Gouvernement Provisoire transféra ses droits en partie au Ministère de l'Agriculture et en partie au Comité Agraire Central constitué sur les bases de la représentation la plus démocratique ; ce dernier, chargé de réunir les données et de préparer la réforme agraire, devait, en outre, régler les rapports agraires existants. En fait, l'administration des terres — leur utilisation, expropriation, les relations de fermage, les conditions d'embauchage de la main-d'œuvre — passa aux comités agraires cantonaux, organes composés souvent d'éléments ignorants (les intellectuels étant pour la plupart éliminés), trop intéressés et n'ayant aucune idée de la nature ni des limites de leur compétence. Pendant que le Gouvernement Provisoire déclarait inadmissible tout acte arbitraire et insistait sur la nécessité de garder intact les fonds de terrains disponibles jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante, les organes représentatifs centraux et le ministère de Tchernov favorisaient franchement la « jouissance provisoire des terres », nom donné par euphémisme aux mainmises arbitraires, expliquant ces actes par la nécessité, « dans l'intérêt de l'État », d'utiliser toutes les terres en vue de l'ensemencement. La propagande la plus active exercée à la campagne par des représentants irresponsables des milieux socialistes et anarchistes complétait l'œuvre de Tchernov.

Les résultats de cette politique ne tardèrent pas à se manifester. Le suppléant du Ministre de l'Intérieur, Tsérételli, cons-

tatait dans une des circulaires adressées aux commissaires départementaux ([70]), l'existence, à la campagne, d'une anarchie absolue : « Mainmises, labour des champs appartenant à autrui, débauchage d'ouvriers ; exigences économiques dépassant les forces des cultivateurs auxquels elles sont présentées ; le bétail de race est détruit ; le matériel saccagé ; des exploitations de haute culture se perdent ; les forêts sont coupées ; les matériaux forestiers et les stocks de bois destinés à l'exportation sont saisis et pillés. En même temps, les cultivateurs privés laissent leurs champs en friche ; les moissons et les fenaisons ne sont pas faites. » Le Ministre accusait les comités locaux et les congrès des paysans d'organiser des mainmises arbitraires et concluait que les conditions dans lesquelles était poursuivie l'exploitation agricole et forestière, « menaçaient de maux innombrables l'armée, le pays et l'existence même de l'État ».

Si l'on ajoute à ce tableau les incendies, les meurtres, les lynchages, le sac des manoirs contenant quelquefois des trésors d'une valeur historique incalculable, on aura une idée complète de la vie de la campagne à l'époque dont je parle.

Ainsi, la question de la grande propriété foncière avait absolument dépassé le cadre des intérêts égoïstes et bornés. Et cela d'autant plus que les violences étaient exercées non seulement sur les grands propriétaires (« pomiestchiks »), mais encore sur les paysans, cultivateurs aisés et fermiers. Ceci se faisait soit par ordre des comités, soit à leur insu. Souvent un village marchait contre l'autre. Il ne s'agissait plus du transfert des richesses de telles mains dans telles autres, d'une classe à une autre, mais de leur destruction, de la ruine de la culture agricole et du bouleversement économique de l'État. Ce fut le déchaînement d'une force élémentaire. Les comités cantonaux n'étaient aucunement capables d'endiguer cette force. On ne pouvait procéder à aucune instruction, les magistrats n'osant pas s'aventu-

70 Circulaire du 17 juillet.

rer à la campagne. La justice ne fonctionnait plus : aussi ses verdicts n'auraient point trouvé d'exécutants. Et le village abandonné à lui-même et à la propagande des extrémistes était le jouet de passions mûries depuis trop longtemps et rebelles à tout bien. On avait refoulé l'essor de la vie. Et la vie prenait sa revanche.

Ces actes de mainmise et de partage faisaient accroître irrésistiblement les instincts de propriété de la classe paysanne. Son idéologie renversait tous les projets de la démocratie révolutionnaire et, transformant les paysans en une classe de petite bourgeoisie, menaçait de retarder pour longtemps le triomphe du socialisme. La campagne s'était enfermée dans le cercle étroit de son existence familière et, absorbée par le « grand partage », ne s'intéressait nullement ni à la guerre, ni à la politique, ni aux questions sociales dépassant les limites de ses intérêts. La guerre lui prenait et lui estropiait ses travailleurs ; aussi la guerre pesait-elle aux campagnards. Le pouvoir l'empêchait de s'emparer des terres et gênait, par ses monopoles et ses prix fermes, l'écoulement du blé ; aussi la campagne prit-elle le pouvoir en grippe. La ville cessa de fournir les produits industriels et les marchandises, et la campagne s'isola de la ville réduisant et, parfois, suspendant ses envois de blé. La seule « conquête » parfaitement réelle de la révolution était en quelque mesure réalisée, et ceux qui en avaient profité attendaient, quelque peu embarrassés et incertains, ce que le futur pouvoir déciderait de la façon arbitraire dont ils avaient tranché la question agraire.

Dans ces conditions, le bolchevisme prolétarien se trouva déplacé et hors d'usage à la campagne. Son rôle actif se borna, par conséquent, à soutenir l'anarchie rurale, à justifier les mainmises arbitraires et à compromettre l'autorité du Gouvernement Provisoire.

En agissant ainsi, les bolcheviks cherchaient à créer dans la masse paysanne un parti sinon favorable à leurs intentions, du

moins neutre dans la lutte décisive qu'ils allaient entreprendre pour la conquête du pouvoir.

* * *

Un des actes du Gouvernement qui compliqua singulièrement le cours normal de la vie nationale, fut le décret du 17 avril abolissant la police générale. Au fond, cet acte ne faisait que consacrer une situation qui s'était établie un peu partout dès les premiers jours de la révolution et qui résultait de la haine populaire contre les organes exécutifs de l'ancien pouvoir, cette haine étant surtout professée par ceux qui, après avoir le plus souffert de l'oppression et de l'arbitraire de la police, se voyaient subitement portés à la tête du mouvement populaire. Ce serait peine perdue que de défendre l'ancienne police russe. Sa mauvaise réputation n'a été quelque peu atténuée que par comparaison avec la milice et les tchékas ([71])... De même, il aurait été inutile, à l'époque dont je parle, de s'opposer à son abolition ; celle-ci s'imposait par des motifs d'ordre psychologique. Cependant, il est certain que l'ancienne police s'inspirait dans ses actes moins de ses convictions politiques que des exigences de ceux qui la faisaient vivre ainsi que de ses propres intérêts. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les gendarmes et les policiers, persécutés, insultés, traqués et enrôlés de force dans l'armée y soient devenus un élément de démoralisation. Pour justifier ses propres torts, la démocratie révolutionnaire exagérait à outrance le rôle « contre-révolutionnaire » de ces éléments ; cependant, il est parfaitement juste que beaucoup d'anciens agents de la police et de la gendarmerie ont choisi, peut-être par esprit de conservation, le métier qui offrait alors les plus grands avantages : celui d'agitateurs et de démagogues.

Examinons les faits.

---

[71] « Commissions extraordinaires », sûreté générale bolcheviste (Note du traducteur).

En pleins troubles populaires, lorsque le nombre des crimes s'était sensiblement accru et que les garanties assurant la sécurité personnelle et publique des citoyens n'existaient pour ainsi dire pas, l'abolition de la police fut une véritable calamité. La milice qu'on lui substitua n'était même pas un succédané, mais plutôt une caricature de la police. Tandis que dans les États occidentaux on applique le principe de l'unification de la police soumise à un organe central, le Gouvernement Provisoire subordonna la milice aux administrations municipales et provinciales. Les commissaires du Gouvernement n'avaient que le droit de s'en servir pour l'accomplissement de missions légales.

D'après le témoignage autorisé du chef de la Direction Centrale de la milice, il arrivait souvent qu'on enrôlait dans ses rangs et même parmi ses chefs d'anciens criminels de droit commun récemment évadés du bagne…

Quant aux administrations cantonales, il leur arrivait de ne pas organiser de milice du tout, laissant à la campagne le soin de s'administrer comme bon lui semblait.

Dans son message au peuple du 25 avril, le Gouvernement Provisoire déclarait avec beaucoup de justesse, en parlant de la situation du pays, que « la consolidation de nouveaux liens sociaux destinés à en assurer la cohésion était devancée par le processus de désagrégation résultant de l'effondrement de l'ancien régime ». Cette disproportion trouvait une répercussion fatale dans tous les domaines de la vie nationale.

XIII – L'ŒUVRE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE. RAVITAILLEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORTS, FINANCES.

Dès le commencement du printemps de 1917 la pénurie des vivres, dans l'armée et dans les villes, s'était sensiblement aggravée.

Dans un de ses appels aux paysans, le Soviet déclarait : « Les ennemis de la liberté, partisans du tsar déchu, profitent, pour saper notre liberté et la vôtre, du manque de pain dans les villes, manque qu'ils ont eux-mêmes causé. Ils prétendent que c'est la révolution qui a laissé le pays sans pain... » Cette explication simpliste à laquelle la démocratie révolutionnaire recourait dans tous les cas de désorganisation grave de la vie nationale, péchait par son caractère trop unilatéral. En dehors de l'héritage laissé par l'ancien régime et des conséquences inévitables de trois années de guerre — celle-ci ayant presque totalement suspendu l'importation des machines agricoles et amené la réduction de la surface ensemencée en conséquence de la mobilisation d'un grand nombre de travailleurs de la terre, — il y avait beaucoup d'autres raisons qui contribuaient à la crise du ravitaillement, survenue dans le pays le plus riche en blé et dont la situation, sous ce rapport, était, en automne, officiellement taxée de catastrophique. Parmi ces raisons, les principales étaient : la politique de ravitaillement du Gouvernement Provisoire et les fluctuations des prix fermes ; la dépréciation du rouble et la hausse énorme des prix des objets de première nécessité, hausse qui ne répondait nullement aux prix fermes du blé et qui s'expliquait, en plus des conditions économiques générales, par l'augmentation continuelle des salaires dans l'industrie ; la

politique agraire du Gouvernement, l'ensemencement insuffisant des champs et les troubles ruraux ; la désorganisation des transports ; l'élimination totale de l'appareil du commerce ([72]), l'œuvre entière de ravitaillement étant confiée aux comités de ravitaillement, organes foncièrement démocratiques, mais, à l'exception peut-être des représentants de la coopération, n'ayant aucune espèce d'expérience dans la matière et, en tout cas, n'ayant fait preuve d'aucune capacité créatrice. On pourrait citer encore beaucoup de causes, grandes et petites, qui, pour parler objectivement et sans parti pris, se résument toutes en cette formule laconique : l'ancien régime, la guerre et la révolution.

Le 29 mars, le Gouvernement Provisoire décrétait le monopole du blé. Tout l'excédent de blé, après défalcation des quantités normales indispensables pour la consommation du producteur, pour l'ensemencement et pour la nourriture du bétail, devait être livré à l'État. En même temps, le Gouvernement augmentait de nouveau les prix fermes du blé et promettait de régler de même les prix de tous les objets de première nécessité, tels que fer, tissus, cuirs, pétrole, etc. Cette dernière mesure, que tout le monde reconnaissait pour juste et à laquelle le Ministre du ravitaillement, Piechekhonov, attachait une très grande importance psychologique, ne put être réalisée dans l'état de désorganisation générale où se débattait le pays.

Le pays fut couvert d'un immense réseau d'organisations de ravitaillement, dont les frais atteignaient 500 millions de roubles par an, mais qui furent impuissantes à venir à bout de leur tâche.

---

[72] Au mois d'août, nous trouvons déjà, dans une déclaration de la démocratie révolutionnaire, la revendication tendant à faire participer l'appareil du commerce au ravitaillement du pays, sans renoncer toutefois au monopole.

La campagne, qui avait cessé de payer les impôts et les fermages ; qui était saturée de papier-monnaie en échange duquel elle n'obtenait pas de marchandises équivalentes, la campagne empêchait l'arrivage du blé. La propagande et les appels ne produisaient aucun effet ; il fallut, par endroits, recourir à la force.

Finalement, dans son appel publié le 29 août, le Gouvernement fut amené à constater la situation très grave du pays : les réserves de vivres diminuent sans cesse ; « les villes, des départements entiers et le front lui-même éprouvent un manque sensible de pain, encore qu'il y en ait assez dans le pays ([73]) » ; nombreux sont ceux qui n'ont pas encore livré la récolte de l'année dernière et ceux qui font de la propagande pour empêcher les autres de faire leur devoir. Afin de « parer au danger mortel suspendu sur la Patrie », le Gouvernement, une fois de plus, augmentait les prix fermes, menaçait les réfractaires de mesures de rigueur et promettait à nouveau de faire le nécessaire pour régler les prix et la répartition des objets indispensables à la campagne.

Cependant, le cercle vicieux des divers intérêts politiques, sociaux et de classe, se rétrécissait de plus en plus autour du Gouvernement, paralysant sa volonté et son activité.

* * *

Non moins grave était l'état de l'industrie qui se précipitait vers la ruine. Ici encore, de même que dans la question du ravitaillement, on ne peut expliquer la crise par des phénomènes d'une seule catégorie, ainsi que le faisaient dans leurs accusations réciproques les industriels et les commerçants d'une part, et les ouvriers de l'autre, ceux-ci reprochant à ceux-là leurs bé-

---

73 L'exportation annuelle du blé russe à l'étranger était, avant la guerre (de 1909 à 1914), de 870 millions de pouds en moyenne.

néfices de rapine et un sabotage tendant à faire échouer la révolution ; à quoi les industriels répliquaient en accusant les ouvriers de fainéantise et de prétentions excessives, tendant à exploiter la révolution dans leur intérêt égoïste.

Les causes de la crise peuvent être classées en trois catégories.

Dès avant la guerre, à la suite de multiples conditions politiques et économiques, y compris le peu d'attention que le pouvoir prêtait au développement des forces productrices du pays, notre industrie se trouvait dans une situation instable et dépendait, dans une large mesure, des marchés étrangers, même en ce qui concernait des marchandises que l'on pouvait, semblait-il, produire dans le pays. Ainsi, en 1912, l'industrie russe s'était ressentie d'un manque considérable de fonte et, en 1913, d'une crise sérieuse des combustibles ; l'importation des métaux passa de 29 % en 1908, à 34 % en 1913 ; avant la guerre, 48 % de notre coton venait de l'étranger ; pour une production globale de 5 millions de pouds de tissus, on avait besoin de 2, 75 millions de pouds de laine étrangère, etc. ([74]).

La guerre eut, incontestablement, une influence profonde sur la situation de l'industrie : l'importation normale se trouvait suspendue et nous perdions les mines houillères de Dombrovo ; les transports et, par conséquent, l'arrivage du combustible et des matières premières, se trouvaient réduits du fait des nécessités des transports stratégiques ; la plupart des usines et des fabriques travaillaient pour les besoins de la défense nationale ; les mobilisations successives diminuaient la quantité et la qualité de la main-d'œuvre, etc. Au point de vue économique, cette militarisation de l'industrie pesait lourd à la population, car,

---

[74] Les données statistiques citées dans cet article sont empruntées au rapport du professeur G....r, en 1920, et aux déclarations de Koutler, Chingarev, Pokrovsky, Skobelev, etc., en 1917.

d'après les calculs du ministre Pokrovsky, l'armée absorbait de 40 à 50 % de toutes les richesses matérielles produites par le pays ([75]). Enfin, au point de vue social, la guerre avait accentué la dissension entre deux classes, celle des industriels et des commerçants, d'une part, et celle des ouvriers de l'autre ; tandis que les uns touchaient des bénéfices scandaleux ([76]) et s'enrichissaient à vue d'œil, la situation des autres se trouvait empirée, l'état de guerre ayant suspendu certaines garanties professionnelles et attaché les ouvriers mobilisés à des entreprises déterminées. D'autre part, les conditions de l'existence étaient devenues plus pénibles, en raison de la hausse générale des prix et des difficultés de ravitaillement.

Dans ces conditions anormales, l'industrie russe parvenait cependant, tant bien que mal, à remplir sa tâche. Ce fut la révolution qui lui porta le coup décisif, lequel détermina sa déchéance et sa disparition. L'œuvre législative du Gouvernement Provisoire partait de deux principes : d'une part, il était reconnu indispensable que le Gouvernement exerçât son contrôle sur la vie économique du pays et la réglât au moyen d'une imposition rigoureuse des bénéfices « de guerre » des industriels ; qu'il organisât également la répartition des combustibles, des matières premières et des vivres. Cette dernière mesure mettait en fait, en dehors de la vie économique du pays, la classe des industriels et des commerçants et lui substituait des organisations démocratiques. Les bénéfices de guerre s'en trouvèrent-ils supprimés ou bien ne firent-ils que passer d'une classe à une autre ? Il serait difficile de le dire. D'autre part, le Gouvernement se préoc-

---

[75] Entre autres, 75 % des tissus fabriqués allaient à l'armée.

[76] À la fin de novembre 1916, on révéla, du haut de la tribune de la Douma d'Empire, quelques-uns de ces « bénéfices de guerre » pour l'année 1915-1916 : la Société Riabouchinsky : 75 % de bénéfice net ; la Manufacture de Ter : 111 % ; la Cuivrerie de la Société Koltchouguine : 12, 2 millions de roubles pour un capital social de 10 millions.

cupait de toute façon de la protection du travail, élaborant et décrétant des lois relatives à la liberté des coalitions, aux Bourses de travail, aux conseils de prud'hommes, à l'assurance sociale, etc.

Malheureusement, l'impatience, la tendance à créer un « droit » arbitraire, phénomènes qui s'étaient fait jour à la campagne, se reproduisirent dans la même mesure dans les usines et les fabriques. Dès les premiers jours de la révolution, les ouvriers instituèrent, de leur chef, la journée de 8 heures, les comités des usines, les conseils de prud'hommes et, plus tard, le contrôle ouvrier. Mais les comités ne surent s'élever à la compréhension des intérêts nationaux dans toute leur ampleur, et les conseils de prud'hommes ne surent acquérir l'autorité indispensable. La propagande, qui trouvait un terrain favorable dans les aspirations égoïstes tant des industriels que des masses ouvrières, battait son plein, appliquant dans l'industrie les mêmes méthodes que dans l'armée. Ce fut le commencement de la débâcle générale. Pour y parer, le pouvoir n'avait recours qu'à ce seul moyen : les appels.

Tout d'abord, il arriva la même chose que pour le commandement de l'armée : l'appareil d'organisation technique fut détruit de fond en comble. On élimina en masse les personnes qui se trouvaient à la tête des entreprises ([77]), on congédia en masse leur personnel technique et administratif. Ces destitutions étaient accompagnées d'insultes, parfois de violences, autant d'actes de vengeance pour d'anciens torts réels ou imaginaires. Une partie du personnel abandonna les entreprises de son plein gré, ne pouvant supporter la pénible situation morale à laquelle le réduisaient les ouvriers. Pauvres que nous étions en techniciens instruits, ces procédés faisaient craindre des conséquences irréparables. De même que dans l'armée, les comités

---

[77] Dans l'industrie de l'Oural, par exemple, sur 20 directeurs des entreprises, il ne resta que 4.

nommaient souvent, à la place du personnel démissionnaire, des gens ignorants, nullement préparés à ces fonctions. Par endroits, les ouvriers s'emparaient d'une façon absolue des entreprises industrielles et, n'ayant ni connaissances, ni moyens, les menaient à la ruine, se condamnant au chômage et à la misère.

Il n'y eut plus, dans les entreprises industrielles, ni discipline de travail, ni aucun moyen de contrainte morale, matérielle, voire même judiciaire. La seule « conscience de classe » ne suffisait pas. Le personnel technique et administratif, ancien ou nouvellement élu, était impuissant à diriger la production et n'avait pas pour cela l'autorité indispensable, terrorisé qu'il était par les ouvriers. Il en résulta que la journée même de 8 heures fut, en fait, réduite ; le travail fut exécuté avec une extrême négligence et le rendement diminua déplorablement. Dès le mois d'avril, l'industrie métallurgique de la région de Moscou était tombée dans la proportion de 32 % ; le rendement des usines pétersbourgeoises, dans la proportion de 20 à 40 % ; au mois de juillet, l'extraction de la houille et le rendement global du bassin du Donetz avaient baissé de 30 %, etc. L'extraction du naphte à Bakou et à Grozny était également désorganisée.

Mais l'industrie fut surtout atteinte par les exigences monstrueuses relatives à l'augmentation des salaires qui ne répondait ni au coût de l'existence, ni au rendement du travail, ni aux moyens effectifs des entreprises, exigences de beaucoup supérieures à tous les bénéfices extraordinaires. Ainsi, Koutler cite dans son rapport au Gouvernement Provisoire, les chiffres suivants : dans 18 entreprises du bassin du Donetz dont le revenu brut, au cours de la dernière année, avait été de 75 millions de roubles, les ouvriers avaient exigé une augmentation de salaires atteignant 240 millions de roubles par an. La somme totale de l'augmentation des salaires, dans toutes les entreprises minières et métallurgiques du Sud, était de 800 millions de roubles par an ; dans l'Oural, de 300 millions de roubles à côté d'un chiffre d'affaires ne s'élevant qu'à 200 millions ; les salaires supplé-

mentaires dans la seule usine Poutilov atteignaient, à la fin de 1917, la somme de 90 millions de roubles. Relativement à l'année 1914 les taux des salaires augmentèrent dans la proportion de 200 à 300 % et, pour les tisserands de l'industrie textile de la région de Moscou, dans la proportion de 500 %. Bien entendu, la charge de ces taux revenait pour une forte part au trésor, la plupart des entreprises travaillant pour la défense nationale.

En présence d'une pareille tendance de la production industrielle et d'une pareille mentalité des masses ouvrières, les entreprises périclitèrent ; un manque considérable d'objets de première nécessité s'ensuivit dans le pays et les prix de ces objets montèrent d'une façon vertigineuse. Un des résultats de cette désorganisation de la vie économique du pays fut la hausse du prix du pain et la résistance qu'opposa la campagne à ravitailler la ville.

Cependant, le bolchevisme introduisait dans les milieux ouvriers un élément de fermentation continuelle, favorisant les instincts les plus vils, excitant la haine contre les classes fortunées, soutenant les exigences les plus démesurées, réduisant à l'impuissance toutes les tentatives que firent le pouvoir et les organisations démocratiques pour localiser la débâcle de l'industrie. « Tout pour le prolétariat, tout par le prolétariat... » Le bolchevisme faisait miroiter aux yeux de la classe ouvrière de vastes et alléchants espoirs de domination politique et de prospérité économique, qui seraient réalisés après le renversement du régime capitaliste, lorsque les entreprises, les moyens de production et les richesses auraient passé entre les mains d'un pouvoir ouvrier. Et ceci devait arriver non pas au terme d'une longue évolution sociale et économique, non pas au prix d'une longue lutte organisée, mais sur-le-champ, sur l'heure. L'imagination surexcitée que ne venaient modérer ni l'instruction ni l'autorité des organes professionnels dirigeants, démoralisés par les bolcheviks et subissant une déchéance progressive, suggérait des perspectives séduisantes de vengeance pour toute une vie de

labeur pénible et abrutissant, ainsi que l'espoir de participer au bien-être de la vie bourgeoise violemment abhorrée et tout aussi violemment convoitée. Tout de suite ou jamais. Tout ou rien. Et lorsque la vie brisait les illusions, lorsque l'implacable loi économique se vengeait par la vie chère, par la famine, par le chômage, le bolchevisme y puisait de nouvelles raisons d'insister sur la nécessité d'une insurrection, pour signaler les causes de la calamité nationale et indiquer les moyens d'en finir. Ces causes, il les voyait dans la politique du Gouvernement Provisoire « défendant le rétablissement du joug capitaliste », dans le « sabotage » des entrepreneurs et dans la complicité de la démocratie révolutionnaire, qui toute, jusques et y compris les mencheviks, s'était « vendue à la bourgeoisie ». Le moyen d'en sortir, c'était de faire passer le pouvoir au prolétariat.

Toutes ces circonstances détruisaient, peu à peu, l'industrie russe.

Cependant, malgré tous ces bouleversements, l'approvisionnement de l'armée en munitions et matériel de guerre n'avait pas trop souffert de la ruine de l'industrie, grâce, d'une part, à l'accalmie sur le front, et surtout à ce fait que le peu qui restait de la production était concentré, avec la plus grande énergie, en vue de la satisfaction des besoins de l'armée. C'est ainsi que vers le mois de juin 1917, nous disposions de moyens matériels, sinon abondants, du moins suffisants pour une offensive sérieuse. L'importation du matériel de guerre par Arkhangelsk, Mourmansk et, dans une certaine mesure, par Vladivostok, avait quelque peu repris, mais les difficultés naturelles des voies maritimes et le fonctionnement défectueux des lignes de chemin de fer de Sibérie et de Mourmansk empêchaient cette importation d'atteindre l'extension voulue, de sorte qu'elle ne satisfaisait qu'à 16 % de tous les besoins de la guerre. Toutefois, l'administration militaire se rendait fort bien compte que nous ne vivions que sur nos anciennes réserves constituées grâce à l'élan patriotique et l'effort fourni par le pays en 1916. Au mois

d'août 1917, la production du matériel de guerre le plus important avait déjà baissé : la fabrication des canons de 60 %, celle des obus de 60 %, celle des avions de 80 %. Que la continuation de la guerre était, malgré tout, possible, même dans des conditions pires, ceci apparaît avec la plus grande évidence du fait que le Gouvernement soviétique a, pendant trois ans, pour la plus grande partie alimenté ses guerres, avec les réserves qui lui étaient échues en 1917 et en partie grâce aux débris de l'industrie russe ; il est vrai que les bolcheviks y parviennent surtout en réduisant la consommation à des proportions qui nous ramènent aux formes primitives de l'existence humaine.

* * *

Les transports se désorganisaient également. Déjà au mois de mai 1917, à l'un des congrès périodiques des cheminots, au Grand Quartier, j'ai entendu le rapport de M. Choubersky, confirmé par de nombreux spécialistes et constatant que si les conditions générales ne changeaient pas, nos transports s'arrêteraient dans six mois. La pratique a tourné en dérision les théories : pendant trois ans, malgré les conditions incroyables de guerre civile et de régime bolcheviste, les chemins de fer continuent à fonctionner ; certes, ils ne servent presque pas aux besoins de la population, mais ils remplissent leur destination stratégique. Cependant, il est certain que cette fois on marche non pas à la désorganisation, mais à la destruction totale du réseau ferroviaire russe.

L'histoire de la ruine des chemins de fer reproduit dans le détail les étapes que nous avons constatées en parlant de l'armée, de la campagne et, surtout, de l'industrie : les conséquences de l'ancienne politique ferroviaire essentiellement irrationnelle ; les exigences de plus en plus grandes de la guerre ; l'usure du matériel roulant et l'anarchie de la soldatesque sur les lignes ; les conditions économiques générales, manque de rails, de métaux et de combustibles ; la « démocratisation » du ré-

gime ferroviaire aboutissant à la création d'organes collectifs s'emparant du pouvoir, à la désorganisation des services administratifs et techniques, l'ancien personnel étant en butte aux persécutions ; une forte diminution du rendement et l'augmentation continuelle des exigences économiques des employés et des ouvriers des chemins de fer. Cependant, cette histoire présente quelques particularités : tandis que dans tous les autres domaines de la vie nationale, l'usurpation du pouvoir d'État par des organisations privées se heurtait à une opposition, si faible qu'elle fût, du Gouvernement, dans l'administration des chemins de fer ce procédé était propagé par le Gouvernement lui-même dans la personne du Ministre des transports, Nekrassov.

Ami et inspirateur de Kérensky, successivement ministre des transports, ministre des finances, vice-président du Conseil des Ministres et suppléant du président, gouverneur général de Finlande, octobriste, cadet et radical-démocrate, tenant la balance entre le Gouvernement et le Soviet, Nekrassov est, parmi les milieux dirigeants, la figure la plus sombre et la plus fatale, qui marqua d'un sceau indélébile de destruction haineuse tout ce à quoi elle a touché, que ce soit la constitution des « Vikgèle. » ([78]), l'autonomie de l'Ukraine ou la tentative de Kornilov...

Le Ministère n'avait aucun plan général, ni économique ni technique, et, d'ailleurs, il eût été difficile de réaliser quelque plan que ce soit. Car, dans l'organisation des chemins de fer, autrefois forte de sa discipline, Nekrassov voulut introduire « à la place des anciens mots d'ordre de coercition et de peur (?), de nouveaux principes d'organisation démocratique », en constituant, dans tous les services de l'administration des transports, des Soviets et des comités électifs. Pour les organiser, le Ministre accorda des crédits considérables et, par sa fameuse circulaire du 27 mai, conféra à ces organes de très larges compé-

[78] Comité Exécutif Panrusse de l'Union des Cheminots.

tences dans le domaine du contrôle public, de la surveillance du fonctionnement des chemins de fer et des « instructions » à donner aux membres responsables de l'administration. On promettait également aux organisations de cheminots de leur confier plus tard les fonctions administratives… « En attendant, le Ministère des transports et les institutions locales qui en relèvent devront rigoureusement coordonner leur travail avec les avis et les vœux des travailleurs unifiés des chemins de fer ». Ainsi M. Nekrassov confiait à une organisation privée les intérêts les plus graves de l'État, —l'orientation de la politique ferroviaire, le sort de la défense nationale, de l'industrie et de tous les autres domaines de la vie nationale qui dépendaient de l'utilisation des voies de communication. C'était une mesure qui, comme l'a dit un critique contemporain, aurait été juste, si toute la population russe n'était composée que de cheminots.

On est bien obligé de voir dans cette réorganisation, sans précédent dans le monde entier et réalisée par Monsieur Nekrassov quelque chose de pis qu'une simple erreur ou aberration d'esprit.

Les grandes lignes de la politique ministérielle furent interprétées comme elles devaient l'être. Au commencement d'août, au congrès de Moscou qui devint l'instrument des partis socialistes de gauche, un des leaders principaux déclara que « l'Union des Cheminots devait être absolument autonome et qu'aucun pouvoir, sauf les cheminots eux-mêmes, n'avait le droit d'intervenir dans leur vie… » Bref, la séparation d'avec l'État.

Ce fut le commencement de la débâcle. Dans le mécanisme rigoureusement précis des services des chemins de fer, se trouvait introduit, tant au centre que sur la périphérie, un élément inouï d'arbitraire dû à la composition fortuite des organisations, basées sur le principe de majorité et non sur l'expérience et le savoir faire. Je comprends la démocratisation qui consiste à

rendre largement accessibles aux masses populaires la science, la technique, l'art, mais je ne conçois pas la démocratisation de ces conquêtes de l'esprit humain.

Ce fut la disparition de tout pouvoir, de toute discipline du travail. Dès le mois de juillet le Gouvernement estima que la situation des chemins de fer était catastrophique.

Après être resté pendant quatre mois à la tête de l'administration des transports, Nekrassov quitta ce poste pour s'occuper des finances, dont il ignorait le premier mot. Son successeur aux transports, Yourénev, entreprit une lutte contre l'usurpation du pouvoir par les cheminots, considérant que « l'ingérence des personnes et des organisations privées dans les fonctions administratives d'une institution gouvernementale était un crime contre l'État ». La lutte était conduite à l'aide des méthodes ordinaires du Gouvernement Provisoire et ne pouvait reconstituer ce qui était irrévocablement perdu. Aussi, à la conférence de Moscou, le président de l'Union des cheminots, conscient de sa puissance et de son influence, déclara-t-il que la lutte entreprise contre les organisations démocratiques était une manifestation contre-révolutionnaire et que l'Union la combattrait par tous les moyens sans exception, sûre « de trouver la force d'étouffer l'hydre de la contre-révolution ».

On sait que, par la suite, le « Vikgèle », devenu une organisation essentiellement politique, livra Kornilov à Kérensky et Kérensky à Lénine et que ce fut lui qui, avec un zèle digne de l'ancienne Sûreté générale, organisa la « poursuite » des captifs évadés de Bykhov ([79]), pour aboutir à une mort sans gloire dans l'étau de la centralisation bolcheviste.

* * *

---

[79] Kornilov et ses amis. (Note du traducteur).

Reste encore un élément de l'économie nationale, les finances. Si l'on peut attacher quelque importance à un plan financier normal, celui-ci dépend entièrement de toute une série de facteurs essentiels : des conditions politiques générales donnant, au dehors et à l'intérieur, la certitude de la stabilité d'un régime et de la situation intérieure du pays ; des conditions stratégiques déterminant le degré de la sécurité nationale ; des conditions économiques telles que le rendement de la production, la corrélation entre la production et la consommation, les conditions du travail, des transports, etc. Le pouvoir, le front, la campagne, l'usine, les transports, n'offraient pas les garanties indispensables ; c'est pourquoi, en attendant que soit rétabli dans le pays un ordre relatif, le Ministère des Finances ne pouvait avoir recours qu'à des palliatifs afin de retarder l'effondrement de tout le système monétaire et de l'équilibre budgétaire ébranlé jusqu'aux fondements.

On considère comme le défaut principal de notre budget d'avant guerre ce fait qu'il était basé sur les revenus du monopole de l'eau-de-vie (800 millions de roubles) tandis que l'imposition directe existait à peine. Avant la guerre, le budget de la Russie atteignait 3, 5 milliards de roubles ; la dette de l'État, près de 8, 5 milliards ; les intérêts seuls que nous payions constituaient près de 400 millions ; presque la moitié de cette somme revenait à l'étranger absorbant une partie de notre exportation, dont le chiffre global était d'un milliard et demi.

La guerre et l'interdiction de la vente des spiritueux — interdiction survenue au début de la guerre — rompirent complètement l'équilibre de notre budget. Les dépenses de l'État, au cours de la guerre, se présentent comme suit :

La deuxième moitié de 1914 : 5 Milliards de roubles
1915 : 12
1916 : 18
Les 7 mois de 1917 : 18

L'énorme déficit était couvert en partie par des emprunts, en partie par l'émission de billets de banque. Les crédits de guerre étaient prélevés sur ce qu'on appelait les « fonds de guerre ». Au Grand Quartier, ces fonds se trouvaient à la disposition absolue et libre de tout contrôle (au point de vue de leur utilisation rationnelle) du chef de l'état-major du Généralissime, qui déterminait leur emploi en distribuant des ordres et en approuvant les devis.

La révolution porta un dernier coup à nos finances. Comme l'a dit le Ministre des Finances Chingarev, « elle inspira à chacun le désir ardent d'étendre ses droits et atténua le sentiment du devoir. Chacun demandait l'augmentation du prix de son travail, mais personne ne songeait à payer ses impôts au Trésor, mettant ainsi nos finances dans une situation quasi catastrophique ». Ce fut un véritable déchaînement d'appétits ; sous le couvert de la démocratisation, tout le monde n'avait qu'un seul désir, celui de profiter, d'arracher un lambeau, de s'emparer d'une part aussi grande que possible du Trésor, comme si l'on eût eu peur de laisser échapper le moment où il n'y avait ni pouvoir, ni résistance de la part du Gouvernement. M. Nekrassov lui-même dut reconnaître, à la conférence de Moscou, qu' « à aucune époque de l'histoire russe, aucun Gouvernement tsariste n'a été aussi large, aussi peu ménager de ses ressources que le Gouvernement de la Russie révolutionnaire », et que « le nouveau régime révolutionnaire coûtait bien plus cher que l'ancien ».

Il suffira de citer quelques « chiffres astronomiques » pour faire apparaître les difficultés insurmontables du budget. La diminution du rendement et l'augmentation excessive des salaires nécessitèrent des frais immenses, soit pour subventionner des entreprises qui périclitaient, soit pour payer au-dessus du prix normal les marchandises produites. Rien que pour le bassin du Donetz il a fallu, par exemple, payer un supplément de 1.200 millions de roubles. L'augmentation de la solde militaire

revint à 500 millions, celle des cheminots, à 850 millions et celle des employés des postes, à 60 millions de roubles ; d'ailleurs, au bout d'un mois, ces derniers exigèrent une nouvelle augmentation de 105 millions, tandis que le revenu des postes et des télégraphes se totalisait par 60 millions. Pour payer des allocations aux femmes des soldats, le Soviet réclama 11 milliards de roubles, soit presque le budget annuel de 1915, tandis que depuis le commencement de la guerre et jusqu'à 1917, on avait dépensé à cet effet 2 milliards de roubles. L'entretien des comités de ravitaillement revenait à 500 millions de roubles par an ; celui des comités agraires, à 140 millions, et ainsi de suite.

En même temps que cette augmentation des dépenses, on observait une diminution considérable des revenus. Ainsi, par exemple, dans les premiers mois de la révolution, le total de l'impôt foncier perçu diminua de 32 % ; celui des impôts sur les immeubles dans les villes, de 41 % ; celui des impôts sur les loyers, de 43 %, etc.

La désorganisation de notre vie intérieure eut pour conséquence la baisse du rouble et des valeurs russes à l'étranger ([80]).

Le Gouvernement Provisoire mit à la base de son œuvre financière « la réorganisation du système financier conformément aux principes démocratiques, au moyen de l'imposition directe des classes possédantes » (impôt sur les héritages, sur les bénéfices de guerre, sur la propriété, sur le revenu, etc.). Cependant, le Gouvernement ne se décidait pas à avoir recours à un moyen recommandé par la démocratie révolutionnaire : à l'emprunt forcé ou à un impôt sur les revenus très élevé et payable en une seule fois, moyen qui avait un certain arrière-goût

---

[80] Le 28 juillet une livre sterling valait 21 roubles ; un franc français, 77 kopeks. Le 28 août une livre sterling valait 37,5 roubles ; un franc français, 1 rouble 10 kopeks.

bolcheviste. Tous ces impôts, parfaitement justes, réalisés ou seulement projetés, ne pouvaient, malgré tous les efforts, satisfaire dans aucune mesure les nécessités sans cesse croissantes. Au commencement d'août, le ministère de Bernatzky ([81]) se vit obligé d'augmenter la part des contributions indirectes et d'introduire certains monopoles (du thé, du sucre, des allumettes), toutes mesures qui faisaient retomber le poids des contributions sur les masses de la population et qui, par conséquent, étaient fort mal accueillies.

Cependant les dépenses augmentaient indéfiniment et les revenus n'affluaient point. L' « emprunt de la liberté » n'allait pas très bien et l'on ne pouvait compter sur des emprunts étrangers en raison de l'état où se trouvaient les fonds russes. Les opérations de crédit (emprunts intérieurs et extérieurs, obligations du Trésor à brève échéance) avaient donné, dans la première moitié de 1917, 9 milliards et demi et on ne prévoyait que 5.800 millions de revenus ordinaires. Il ne restait qu'un seul moyen consacré par la tradition de toutes les époques révolutionnaires : la presse à billets de banque.

L'émission de papier-monnaie atteignit des proportions exceptionnelles :

La deuxième moitié de 1914 : 1.425 millions de roubles
1915 : 2.612
1916 : 3.488
La première moitié de 1917 : 3.990

Au 1er juillet 1917, il y avait en circulation 13.916 millions de roubles-papier (en regard d'une garantie de 1.293 millions de roubles or). Avant la guerre, la circulation des billets atteignait 2 milliards.

---

81 Le chef fictif du Ministère était Nekrassov, mais, en fait, c'était Bernatzky qui le gérait.

Les quatre Ministres qui se succédèrent aux Finances ([82]) ne purent rien faire pour sortir le pays de cette impasse. Car il fallait pour cela soit que l'ensemble du peuple se rendît compte des besoins de l'État, soit qu'il y eût un pouvoir assez éclairé et puissant pour porter un coup décisif à toutes les aspirations néfastes, anti-étatiques et égoïstes, qu'elles vinssent de cette partie de la bourgeoisie, qui fondait sa prospérité sur la guerre et sur le sang du peuple, ou de la démocratie, qui, pour parier comme Chingarev, « après avoir, par la voix de ses représentants à la Douma, sévèrement condamné le poison de l'assignat, se mit, au moment où elle était presque devenue maîtresse de ses destinées, à boire à pleines coupes ce même poison ».

[82] Terestchenko, Chingarev, Nekrassov, Bernatzky.

XIV – LA SITUATION STRATÉGIQUE DU FRONT RUSSE AU PRINTEMPS 1917

La première question essentielle qui se fût posée devant moi au Grand Quartier fut la *question du front*.

La situation dans le camp ennemi ne nous paraissait pas très brillante. Mais je dois dire franchement que la réalité, telle qu'elle s'est révélée à présent, a dépassé toutes nos prévisions, surtout en ce qui concerne la situation de l'Allemagne et de ses alliés en 1917, ce dont Hindenburg et Ludendorff nous ont tracé le tableau.

Je ne m'arrêterai pas ici aux questions de la corrélation des forces, des moyens et des avantages stratégiques sur le front occidental. Je rappellerai seulement que, vers la moitié de juin, Hindenburg, dans son télégramme à l'empereur, présentait la situation de son pays sous des couleurs fort sombres : « La dépression de l'esprit du peuple nous inquiète beaucoup. Il faut relever son moral, sinon, la guerre est perdue. Nos alliés aussi ont besoin d'être soutenus, si nous ne voulons pas qu'ils nous abandonnent... Il faut résoudre les problèmes économiques, d'une importance extrême pour notre avenir. Reste à savoir si le chancelier est capable de les résoudre. Cependant, ils doivent être résolus, sinon, nous sommes perdus. »

Eu attendant la grande offensive anglo-française, qui se préparait au front occidental, les Allemands y concentraient toute leur attention, le gros de leurs moyens et de leurs forces, ne laissant au front de l'Est, après la révolution russe, que des effectifs à peine suffisants pour la défense. Néanmoins, la situation du front de l'Est continuait à préoccuper et à énerver le

commandement allemand. Le peuple russe tiendrait-il, ou bien se laisserait-il dominer par des influences défaitistes ? « L'état de l'armée russe ne nous permettant pas de répondre d'une façon nette à cette question », dit Hindenburg, « notre situation vis-à-vis de la Russie continuait à demeurer rien moins que sûre ».

Quel était donc en réalité l'état de l'armée russe ?

Au mois de mars 1917, l'armée russe, malgré tous ses défauts, présentait encore une force imposante dont l'adversaire était obligé de tenir compte. Grâce à la mobilisation de l'industrie, à l'activité du comité d'industrie et de guerre et, en partie, des organes du Ministère de la Guerre, quelque peu galvanisés, l'approvisionnement de l'armée en munitions avait atteint des proportions jusque-là inouïes. Les arrivages de l'artillerie et du matériel de guerre, dirigés par les Alliés sur Mourmansk et Arkhangelsk, avaient également augmenté. Au commencement du printemps nous possédions un 48ème corps d'armée puissant — appellation qui servait à désigner l'artillerie lourde à destination spéciale, le « Taon », ([83]) comprenant les plus gros calibres. Au commencement de l'année, on avait procédé à la réorganisation des troupes techniques (génie) en vue d'en augmenter considérablement le nombre. En même temps, on avait entrepris la formation de nouvelles divisions d'infanterie. Cette dernière mesure, appliquée par le général Gourko alors qu'il se trouvait par intérim à la tête de l'état-major du généralissime, consistait en ceci : les régiments d'infanterie composés de quatre bataillons n'en comprenaient désormais que trois et le nombre de canons revenant à chaque division était diminué ; cette réduction était compensée par la formation, dans chaque corps d'armée, d'une troisième division, dûment complétée et pourvue d'une petite artillerie. Au fond, une pareille organisation, réali-

---

[83] Désignation formée par les lettres initiales des mots précédents (en russe).

sée en temps de paix, eût certainement donné plus de souplesse aux corps d'armée et en eût sensiblement augmenté la force. Mais en temps de guerre il était assez risqué de l'aborder : lorsque vint le temps des opérations de printemps, les anciennes divisions étaient déchiquetées et les nouvelles présentaient un aspect des plus lamentables tant au point de vue de l'armement (mitrailleuses, etc.), qu'au point de vue de leur préparation technique et matérielle ; beaucoup d'entre elles n'avaient pas encore eu le temps d'atteindre la cohésion intérieure indispensable, et cette circonstance eut une portée particulièrement grave lorsqu' éclata la révolution. La situation était tellement critique qu'au mois de mai le G.Q.G. fut contraint d'autoriser le front à dissoudre celles des troisièmes divisions qui feraient preuve de trop peu de combativité. Ces divisions réformées devaient fournir des renforts aux effectifs de première ligne ; cependant, cette mesure ne fut presque pas appliquée, car elle se heurta à une vive opposition des unités déjà contaminées par le mouvement révolutionnaire.

Une autre mesure qui affaiblit sensiblement les rangs, fut la libération des vieilles classes.

Cette mesure, adoptée à la veille de l'offensive générale et grosse de conséquences, fut motivée par la déclaration faite le 30 mars, à la conférence qui eut lieu au G.Q.G., par le Ministre de l'Agriculture, Chingarev ([84]). Aux termes de cette déclaration il apparaissait que la situation du ravitaillement était critique et que le Ministère ne pouvait assumer la responsabilité pour le ravitaillement de l'armée à moins que le nombre de rations à distribuer ne fût réduit d'un million. Au cours de la discussion, il fut constaté que le nombre des non-combattants dans l'armée s'était démesurément accru ; qu'elle comprenait trop de services auxiliaires d'une utilité douteuse tels que les organisations ou-

[84] Le Ministère de l'Agriculture gérait également les services du ravitaillement.

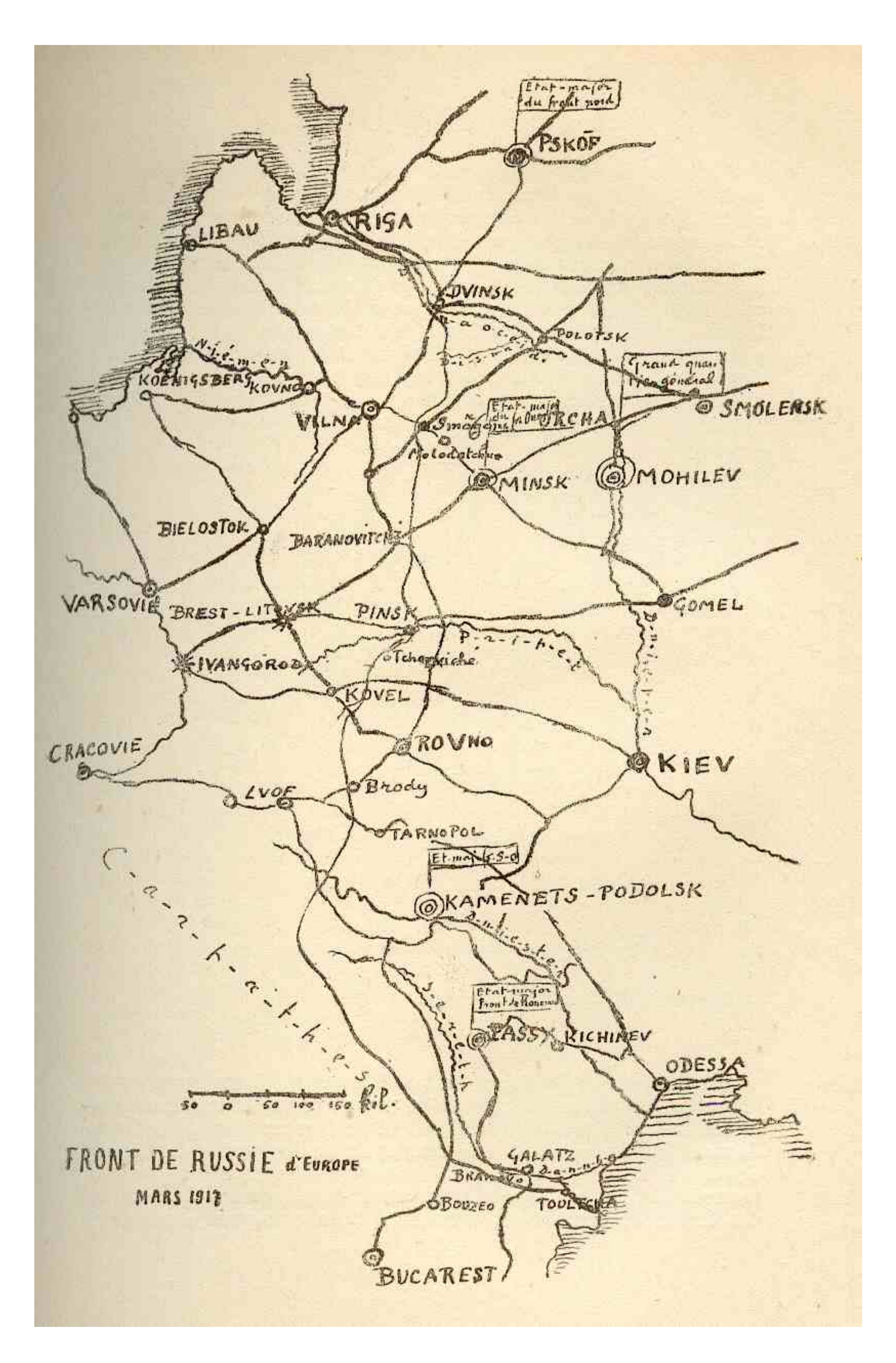
vrières, les formations de travailleurs allogènes, chinois et autres, etc. On parlait également de rajeunir l'armée.

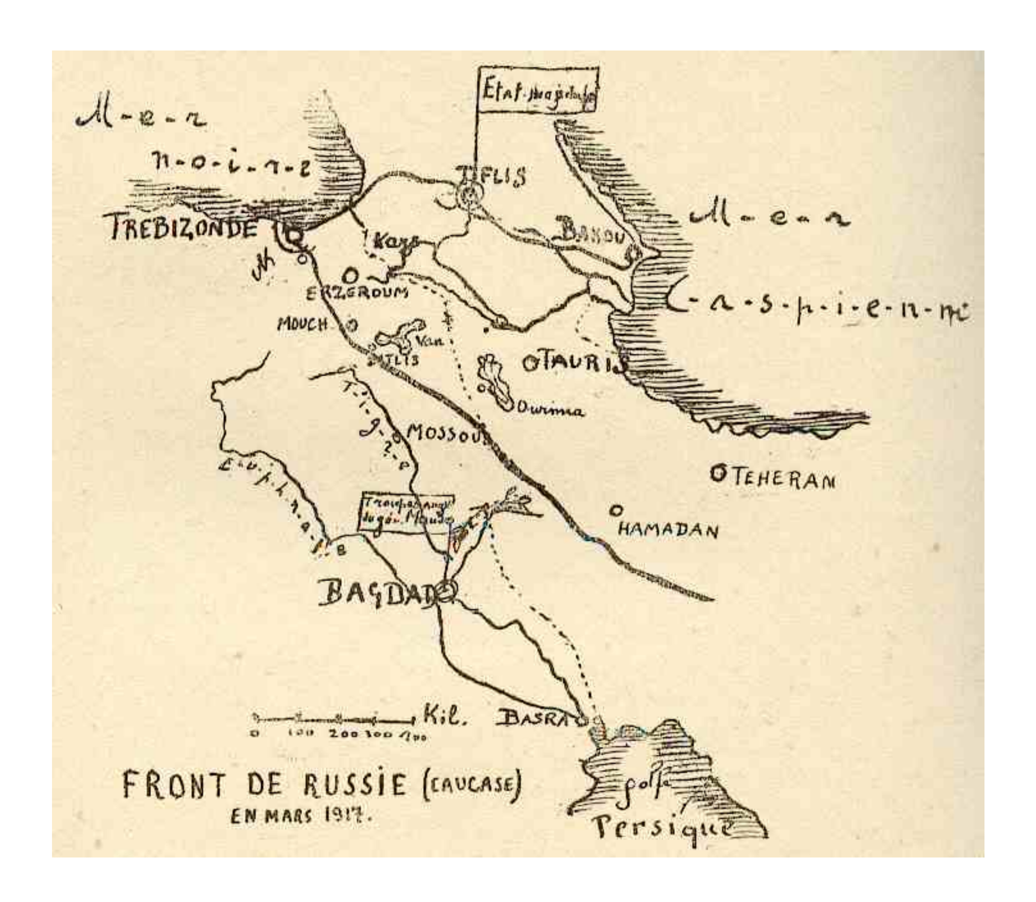
Très inquiet de cette manière de voir, je chargeai mes officiers de service de réunir des données statistiques relatives à toutes les catégories de personnes mentionnées plus haut. Mais, tandis qu'on était en train d'exécuter ce travail, vint l'ordre du Ministre de la Guerre prescrivant la libération pour la durée des travaux agricoles de tous les soldats des zones intérieures ayant dépassé l'âge de 40 ans. Le terme de leur congé était fixé au 15 mai ; plus tard il fut prolongé jusqu'au 15 juin, mais en fait presque personne n'est revenu. Le 10 avril, le Gouvernement Provisoire ordonna le licenciement définitif de tous les soldats ayant dépassé l'âge de 43 ans.

Le premier ordre fit naître la nécessité psychologique d'en étendre les effets à l'armée du front, qui aurait vu d'un mauvais œil des privilèges octroyés à l'arrière ; le deuxième ordre suscitait des tendances fort dangereuses, car il impliquait, en fait, le commencement de la démobilisation de l'armée. Aucune réglementation ne pouvait désormais mettre une barrière au désir véhément et spontané des classes libérées de regagner au plus vite leurs foyers ; des foules immenses de ces hommes se précipitant dans les gares des chemins de fer désorganisèrent longtemps les transports. Certains régiments, formés de bataillons de réserves, perdaient du coup une grande partie de leurs effectifs ; l'arrière du front, les convois, les transports, se trouvait complètement désorganisés ; les soldats, sans attendre d'être relevés, abandonnaient le matériel et les chevaux ; l'un était pillé, les autres mouraient.

Toutes ces circonstances avaient affaibli l'armée et, par conséquent, reculé le moment où elle aurait dû être prête au combat.

Sur un front immense, de la mer Baltique à la mer Noire et de la mer Noire à Khamadan, s'étendaient les positions russes. Il y avait là 68 corps d'infanterie et 9 corps de cavalerie. (*Voir les deux cartes ci-dessous*.)





L'importance, la situation générale des différents fronts variaient considérablement. Notre front du Nord ([85]), comprenant la Finlande, la mer Baltique et la ligne de la Duna Occidentale, avait une grande importance, car il couvrait les abords de Pétrograd, mais son rôle était rigoureusement adapté aux besoins de la défense. Par conséquent on ne pouvait y affecter ni des forces considérables, ni une nombreuse artillerie lourde. La nature du théâtre de la guerre, la ligne de défense très forte sur la Duna, une série de positions naturelles à l'arrière reliées aux positions principales du front de l'Ouest ; l'impossibilité de tenter une opération sérieuse contre Pétrograd sans s'être rendu maître de la mer qui se trouvait entre nos mains, tout cela aurait permis de considérer ce front comme étant plus ou moins à l'abri, n'avaient été deux circonstances qui inquiétaient beaucoup le G.Q.G. : la démoralisation plus forte que partout ailleurs des troupes du front du Nord, voisin de Pétrograd, foyer révolu-

---

[85] Commandé successivement par les généraux Rouzsky, Dragomirov, Klembovsky, Tchérémissov.

tionnaire, et l'état soit autonome, soit à moitié anarchique de la flotte de la Baltique et de ses deux bases, Helsingfors et Cronstadt, dont la seconde était en même temps la citadelle de l'anarcho-bolchevisme.

La flotte de la Baltique, tout en conservant jusqu'à un certain point les formes extérieures de la discipline militaire, était absolument réfractaire à la subordination. Le commandant de la flotte, l'amiral Maximov, était entièrement entre les mains du Comité Central des marins : aucune disposition d'ordre stratégique ne pouvait être exécutée sans la sanction de ce comité. Sans parler des tâches de combat, les mêmes travaux consistant à placer et à réparer les barrages de mines — principal moyen de défense de la flotte de la Baltique — se heurtaient à une opposition des organisations des marins et des équipages. Tout ceci témoignait non seulement de la déchéance générale de la discipline, mais encore de l'action systématique de l'état-major allemand. On pouvait craindre que les plans secrets et les chiffres de la flotte ne fussent livrés...

D'autre part, sous l'influence de l'oisiveté et de l'isolement, les troupes du 42ème corps spécial, disposées le long du littoral finlandais et sur les îles du Moonsund, s'étaient rapidement démoralisées depuis le commencement de la révolution et n'étaient plus que des foules dégradées au physique et au moral. Il était impossible de les relever ou de les déplacer. Je me souviens qu'au mois de mai 1917, j'avais longuement et inutilement insisté sur l'envoi d'une brigade d'infanterie sur les îles du Moonsund. Il suffit de dire que le commandant du corps d'armée n'osait plus visiter ni passer en revue ses contingents — circonstance qui caractérise en même temps que les troupes la personne du chef.

Bref, voici où en était le front du Nord au printemps de 1917 : tous les jours on nous envoyait des rapports sur l'état des barrières de glace dans les détroits entre le continent et les îles

du golfe de Riga, et la présence prolongée de ces glaces semblait être la force réelle qui empêchait le plus efficacement l'entrée de la flotte allemande et la descente de l'ennemi.

Entre la Disna et la Pripiat s'étendait le front de l'Ouest ([86]). Sur toute son immense étendue, deux directions — celle de Minsk-Vilno et celle de Minsk-Baranovitchi — présentaient pour nous la plus grande importance en tant que lignes de l'offensive éventuelle aussi bien de nos troupes que de celles de l'adversaire. Des opérations analogues y avaient déjà eu lieu par le passé. Les autres secteurs du front, surtout celui du Sud — le Polessié boisé et marécageux, — demeuraient passifs, grâce à la configuration des terrains et l'état des routes : quant à la ligne de la Pripiat, de ses affluents et de ses canaux, il y avait beau temps qu'on y pratiquait, entre Russes et Allemands, des relations de voisinage à moitié paisible et des échanges de commerce clandestin qui n'étaient pas sans offrir des avantages aux « camarades ». On nous informait, par exemple, que des soldats russes quittaient tous les jours leurs positions pour porter des marchandises au marché de Pinsk et ce va-et-vient était, pour diverses raisons, fort bien vu des autorités allemandes.

Un autre point vulnérable était la tête de pont sur le Stokhod, près de la station Tchervistché-Golénine, occupée par un des corps de l'armée du général Lesch. Le 21 mars, après une forte préparation d'artillerie et une attaque aux gaz, les Allemands se ruèrent sur notre corps d'armée et lui infligèrent une défaite. Nos troupes y subirent des pertes graves et les restes du corps furent retirés au delà du Stokhod. Le Grand Quartier ne put obtenir une énumération exacte de nos pertes, car il était impossible de préciser le nombre de tués et de blessés qui était compris sous la rubrique des « disparus ». Le communiqué offi-

---

[86] Il fut successivement commandé par les généraux Evert, Gourko, Dénikine et Balouev.

ciel allemand portait le nombre de prisonniers à 150 officiers et à près de 10.000 soldats.

Certes, étant donné l'ensemble du théâtre de la guerre, ce succès tactique des Allemands n'avait aucune importance stratégique et ne pouvait se développer d'une façon dangereuse pour nous. Cependant, combien étrange nous parut la franchise de la « *Nord-deutsche Allgemeine Zeitung* », le si prudent organe officieux du chancelier, qui écrivait : « Le communiqué du Grand Quartier du Généralissime russe, du 29 mars, fait erreur s'il attribue une grande portée et une importance générale à une opération effectuée par les troupes allemandes et imposée par la nécessité tactique, qui n'a surgi que dans les limites restreintes du secteur en question ([87]) ».

Le journal savait ce dont nous n'étions pas tout à fait sûrs et que Ludendorff nous a expliqué depuis. Dès le commencement de la révolution russe, l'Allemagne s'était assigné un nouveau but : *ne pouvant conduire les opérations sur les deux fronts principaux, elle avait pris le parti de « suivre attentivement et d'encourager les progrès de la désagrégation en Russie » et d'achever celle-ci non pas par les armes, mais à coups de propagande.* Le combat sur le Stokhod fut engagé sur l'initiative personnelle du général Linsingen et inquiéta le Gouvernement allemand qui considérait que les attaques allemandes « en un moment où la fraternisation battait son plein », pouvaient ranimer chez le Russe l'esprit patriotique affaibli et retarder l'effondrement de la Russie. Le chancelier demanda au Grand Quartier de « faire le moins de bruit possible autour de ce succès », et le Grand Quartier, à son tour, interdit toute nouvelle offensive, « afin de ne pas compromettre les chances de la paix, prête à être réalisée ».

---

87 Je n'ai pas trouvé de caractéristique analogue dans nos communiqués.

Notre échec sur le Stokhod produisit une grande impression dans le pays. C'était le premier fait d'armes de « l'armée révolutionnaire, la plus libre du monde... » Le G.Q.G. se borna à un bref exposé du fait, sans aucun commentaire tendancieux ; la démocratie révolutionnaire l'expliquait tantôt par la trahison du commandement, tantôt par l'incapacité des chefs, tantôt par la félonie des autorités militaires qui, prétendait-on, auraient voulu, par cette leçon de choses, souligner le danger du nouvel ordre dans l'armée et le danger du relâchement de la discipline. Le Soviet de Moscou, s'adressant au Grand Quartier, accusait de trahison un des sous-secrétaires de la guerre qui, auparavant, avait commandé une division sur ce même front...

D'autres voyaient la seule cause de notre défaite dans la démoralisation des troupes.

En réalité, l'échec était dû à deux raisons : l'une *tactique*, car il y avait tout lieu de douter de l'utilité d'occuper une tête de pont étroite au moment de la crue de la rivière et lorsque l'arrière n'était pas assuré comme il convient ; de plus, l'utilisation de moyens techniques et des troupes laissait tant soit peu à désirer. L'autre raison était *psychologique* : la déchéance du sentiment moral et de la discipline dans l'armée. Cette dernière circonstance, qui se traduisit, entre autres, dans le nombre hors de toutes proportions des prisonniers, « donna à réfléchir », encore que pour des motifs différents, tant au Grand Quartier russe, qu'au Grand Quartier de Hindenburg.

Le front le plus important, objet d'une sollicitude particulière, était le front du Sud-Ouest ([88]) allant de la Pripiat à la Moldavie. De là partaient vers le Nord-Ouest des lignes d'opérations extrêmement importantes, se dirigeant à l'intérieur de la Galicie et de la Pologne, vers Cracovie, Varsovie, Brest-Litovsk.

---

[88] Commandé successivement par les généraux Broussilov, Goutor, Kornilov, Balouev, Dénikine, Volodtchenko.

Une offensive sur cette ligne, protégée au Sud par les Carpathes, séparait le groupe méridional des armées autrichiennes des armées allemandes du Nord, dont elle menaçait l'arrière et les communications. Ces lignes d'opérations, qui, en somme, n'offraient pas d'obstacles sérieux, nous faisaient déboucher sur le front des troupes autrichiennes dont les qualités combatives étaient de beaucoup inférieures à celles des troupes allemandes. L'arrière de notre front du Sud-Ouest était relativement organisé et bien approvisionné ; la mentalité des hommes, du commandement et des états-majors avait toujours sensiblement différé de celle des autres fronts : dans l'ensemble de la campagne, toujours glorieuse, mais trop rarement heureuse, seules les armées du Sud-Ouest avaient remporté des succès foudroyants, fait des centaines de milliers de prisonniers, franchi victorieusement des centaines de verstes en territoire ennemi, descendu les Carpathes et pénétré dans la Hongrie. Ces troupes avaient avant toute chose confiance dans le succès. Le front du Sud-Ouest avait rendu célèbres les noms de Broussilov, Kornilov, Kalédine… Tout cela faisait considérer le front du Sud-Ouest comme la base naturelle et le centre des opérations à venir ; c'est là, par conséquent, qu'on concentrait les troupes, le matériel de guerre, une grande partie de l'artillerie lourde (« Taon ») et les munitions. On préparait surtout pour une offensive, en y établissant des places d'armes et des routes, la région comprise entre le haut Sereth et les Carpathes.

Plus loin s'étendait, jusqu'à la mer Noire, le front de Roumanie ([89]). Après la campagne malheureuse de 1916, nos troupes avaient occupé la ligne du Danube, du Sereth et des Carpathes et s'y étaient établies assez solidement. Des troupes roumaines une part se trouvait sur le front, intercalée entre notre 4ème et notre 9ème armées (armée Averesco) ; l'autre s'organisait sous la direction du général français Berthelot et avec l'aide des

---

[89] Commandé successivement par les généraux Sakharov et Stcherbatchov.

instructeurs d'artillerie russes. La réorganisation et la formation se poursuivaient avec succès, d'autant plus que les soldats roumains possédaient d'excellentes qualités militaires. J'avais fait connaissance avec l'armée roumaine dès le mois de novembre 1916, lorsque, jeté avec le 8ème corps d'armée à Bouzéo, dans le gros des troupes roumaines en retraite, j'avais reçu l'ordre singulier de marcher dans la direction de Bucarest, jusqu'à contact avec l'ennemi et, ensuite, de protéger cette direction en faisant participer à la défense les troupes roumaines, qui reculaient. Depuis, pendant plusieurs mois, livrant des batailles à Bouzéo, Rimnik, Fokchan, ayant tantôt, à différentes reprises, deux corps roumains sous mes ordres, tantôt l'armée d'Averesco pour voisine, j'appris à bien connaître les troupes roumaines. Au début de la campagne, il apparut que l'armée roumaine ne tenait aucun compte de l'expérience de la guerre mondiale qu'elle avait sous les yeux : l'équipement et l'approvisionnement de l'armée étaient faits d'une façon étourdie au point d'en être criminelle ; on avait quelques bons généraux, des officiers efféminés, très inférieurs à leur tâche, et d'excellents soldats.

Telles étaient les particularités essentielles de l'armée roumaine, qui, plus tard, acquit assez vite une certaine organisation, améliora son équipement et son instruction. D'assez bonnes relations s'étaient établies entre le général russe qui était le commandant en chef de fait, encore qu'il n'eût que le titre d' « aide », et le chef nominal, le roi de Roumanie. Bien que des premiers excès, commis par les troupes russes, eussent sensiblement gâté leurs relations avec les Roumains, le front, cependant, n'inspirait pas d'inquiétudes sérieuses.

Étant données la situation générale et les conditions sur le théâtre de la guerre, seule pouvait avoir une importance stratégique une grande offensive, entreprise avec des forces considérables dans la direction de Bucarest et une invasion de la Transylvanie. Or, on ne pouvait envoyer des renforts en Roumanie et, d'ailleurs, l'état des chemins de fer roumains ne permettait

pas de compter sur une vaste organisation des transports stratégiques et de l'approvisionnement. C'est pourquoi cette partie du front demeurait secondaire ; les troupes qui s'y trouvaient se préparaient à une opération active, mais partielle, ayant pour objet d'immobiliser sur ce secteur les forces austro-allemandes.

Le front du Caucase ([90]) était dans une situation toute particulière. Son grand éloignement ; une certaine autonomie par rapport à l'administration civile et militaire, résultat d'une longue pratique ; la présence à la tête de l'armée du Caucase, depuis août 1916, du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, homme autoritaire, qui profitait de sa situation exceptionnelle pour trancher à sa manière les différends qui surgissaient entre le commandement et le G.Q.G. ; enfin, le caractère spécial du théâtre de la guerre et de l'adversaire, — caractère très distinct des conditions qu'offraient les fronts européens, — tout ceci singularisait l'armée du Caucase et créait entre elle et le G.Q.G. des rapports anormaux. Le général Alexéiev avait maintes fois avoué que, malgré toute sa bonne volonté, il se rendait fort mal compte de la situation au Caucase. Celui-ci avait son existence à part, ne tenant le centre au courant que dans la mesure où lui-même le croyait utile, et, d'ailleurs, présentant les choses à travers le prisme des intérêts locaux.

Au printemps de 1917, l'armée du Caucase se trouvait dans une situation difficile pour des raisons qui ne dépendaient d'aucun avantage stratégique ou militaire de l'ennemi : l'armée turque, en elle-même, n'offrait aucun danger sérieux. Le danger était dans le désordre intérieur : un pays sans routes, sans vivres, sans fourrages, des transports extrêmement difficiles, tout cela rendait l'existence des troupes intenable. L'aile droite pouvait, au moins, se ravitailler tant bien que mal, grâce aux transports de la mer Noire ; mais les autres corps, surtout ceux de

---

[90] Commandé successivement par le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch, les généraux Youdénitch et Prjevalsky.

l'aile gauche, étaient dans une situation extrêmement pénible. Étant données les conditions topographiques du pays, les transports se faisaient au moyen de bêtes de somme, par petites quantités, ce qui demandait un très grand nombre de chevaux, et cependant, sur les lieux, le fourrage manquait absolument ; la construction des routes destinées à la circulation des transports à traction mécanique ou animale n'avançait que très lentement, soit que l'on manquât des matériaux indispensables, soit que ceux-ci eussent été inutilement gaspillés pour la construction du chemin de fer de Trébizonde, ligne qui n'avait qu'une importance secondaire, puisqu'il existait, parallèlement, des transports maritimes.

Bref, au commencement de mai, le général Youdénitch écrivait dans son rapport que les maladies et la mortalité des chevaux avaient complètement désorganisé les convois ; certaines batteries demeurent sur les positions sans attelage ; les transports ont diminué de la moitié ; il manque près de 75.000 chevaux ; les rails, le matériel roulant et les fourrages font grandement défaut ; dans une seule moitié du mois d'avril, les effectifs de l'infanterie ont perdu 30.000 hommes, soit 22 %, à la suite du scorbut et du typhus, etc. Tout ceci obligeait le général Youdénitch à « prévoir la nécessité d'un recul forcé vers les sources de ravitaillement : au centre vers Erzeroum, sur le flanc droit, vers la frontière ».

La solution prévue par le général Youdénitch ne pouvait être admise tant pour des considérations d'ordre moral que parce que notre recul aurait rendu aux forces turques la liberté d'action sur les autres fronts d'Asie. Cette circonstance inquiétait surtout l'attaché militaire anglais auprès du G.Q.G., lequel, au nom de son commandement, avait maintes fois demandé une avance de l'aile gauche de nos troupes, dans la vallée de la rivière Diala, en vue d'une opération commune avec le corps anglais du général Mood, en Mésopotamie, contre l'armée turque de Khalil-Pacha. Il est certain que cette offensive était

commandée plutôt par les considérations politiques (annexionnistes) des Anglais que par des nécessités stratégiques ; d'autant plus que la situation matérielle de notre flanc gauche était vraiment catastrophique et que le mois de mai, sur la Diala, marquait le commencement des chaleurs tropicales.

Il en résulta que le front du Caucase était incapable de toute offensive et que ses troupes reçurent l'ordre de se borner à la défense active de leurs lignes, le corps du flanc gauche ne devant passer à l'offensive qu'en contact avec les Anglais et à condition que ces derniers organisent le ravitaillement de ce corps.

En fait, à la mi-avril, on avait effectué un recul partiel dans les directions d'Ognot et de Mouch ; à la fin du même mois, l'aile gauche avança, sans résultats, dans la vallée de la Diala, après quoi il s'établit au front du Caucase une situation mitoyenne entre la paix et la guerre.

Reste le dernier élément constitutif des forces armées de la Russie, la flotte de la mer Noire... En mai et au commencement de juin, il y eut déjà des troubles sérieux qui aboutirent à la démission de l'amiral Koltchak ; cependant, cette flotte était encore considérée comme assez résistante pour accomplir sa tâche, qui consistait à dominer la mer Noire et, plus particulièrement, à bloquer la côte turque et bulgare et à protéger les voies maritimes conduisant aux fronts du Caucase et de Roumanie.

J'arrêterai là mon examen de la situation des fronts russes sans entrer dans le détail des combinaisons stratégiques : toute notre stratégie, quelle qu'elle fût, se brisait, alors contre le mouvement chaotique de la soldatesque.

Car, de Pétrograd au Danube et jusqu'à la Diala, s'étendait et se précipitait à vue d'œil la décomposition de l'armée. Au début de la révolution, il était difficile d'en escompter le degré

d'extension et de gravité sur les différents fronts ; il était difficile d'en prévoir les effets sur les opérations futures. Mais déjà le doute se glissait dans bien des âmes : tous nos projets, nos calculs, nos efforts ne seraient-ils pas vains ?

XV – LA QUESTION DE L'OFFENSIVE DE L'ARMÉE RUSSE.

Ainsi se posait devant nous, dans toute son importance et dans toute son acuité, cette question :

L'armée russe doit-elle passer à *l'offensive* ?

Le 27 mars, le Gouvernement Provisoire publiait un manifeste « aux citoyens » sur les buts de la guerre. Parmi le fouillis de phrases qui, pour complaire à la démocratie révolutionnaire, obscurcissaient le sens direct du manifeste, le Grand Quartier ne pouvait trouver des principes nettement déterminés dont il eût pu s'inspirer pour diriger l'armée : « Défendre coûte que coûte notre patrimoine national et débarrasser le pays de l'ennemi qui a envahi notre sol, telle est la tâche essentielle et vitale de nos soldats, défenseurs de la liberté du peuple... Le but de la Russie libre n'est pas de dominer les autres peuples, ni de les dépouiller de leur patrimoine national, ni de s'emparer par la force des territoires d'autrui ; son but est d'instaurer une paix stable basée sur la libre auto-disposition des peuples. Le peuple russe ne cherche pas à renforcer sa puissance extérieure au détriment d'autres peuples... mais... il ne souffrira pas que sa Patrie sorte de la grande lutte humiliée et frappée aux sources mêmes de son existence. Tels seront les principes que le Gouvernement Provisoire mettra à la base de sa politique extérieure... *tout en tenant pleinement les engagements contractés vis-à-vis de nos alliés* ».

Dans la note du 18 avril, envoyée par le Ministre des Affaires Étrangères, Milioukov, aux puissances alliées, nous trouvons cette autre définition : « La volonté de la nation de mener jus-

qu'à la victoire décisive la guerre mondiale… se trouve renforcée du fait que tous et chacun ont désormais la conscience de leur responsabilité. Cette volonté est devenue plus agissante, car elle est concentrée sur la tâche urgente et chère à chacun qui consiste à repousser l’ennemi envahissant le sol même de notre Patrie ([91]). »

Certes, tout ceci n'était que des phrases déterminant les buts de la guerre d'une façon hésitante, circonspecte et abstruse, permettant de les interpréter selon les préférences et, surtout, privées de fondement véridique : la volonté de vaincre non seulement ne s'était accrue ni dans le peuple, ni dans l'armée, mais se trouvait, au contraire, sensiblement diminuée, en raison de la lassitude et de l'affaiblissement du sentiment patriotique d'une part, et, d'autre part, à la suite de l'activité très intense déployée par la coalition baroque entre les représentants des tendances extrémistes de la démocratie révolutionnaire russe et l'état-major allemand, coalition maintenue par des liens invisibles, mais sensibles, d’ordre psychologique et réel. Je reviendrai plus tard sur cette question… Ici, je me bornerai à constater que l'œuvre de destruction s'inspirant du programme zimmerwaldien et se proposant pour but la cessation de la guerre, avait commencé bien avant la révolution et que son foyer se trouvait tant à l’intérieur qu'en dehors du pays.

Pour tranquilliser les organes militants de la démocratie révolutionnaire, le Gouvernement Provisoire proclamait des formules nébuleuses et ternes sur les buts et les objectifs de la guerre, mais il ne gênait nullement le Grand Quartier quant au choix des moyens stratégiques pour atteindre ces buts. C'est pourquoi nous avions à résoudre la question de l'offensive indépendamment des tendances de la pensée politique du moment.

---

[91] De telles définitions permettaient à la propagande défaitiste d'expliquer des opérations telles que, par exemple, l'offensive de Lemberg, par des « tendances impérialistes et annexionnistes ».

Il n'y avait qu'une seule solution déterminée et nette, qui ne pouvait susciter aucune divergence de vues parmi le commandement. Cette solution était la suivante :

Infliger une défaite aux armées ennemies en agissant en plein accord avec les Alliés. Sinon, la débâcle du pays était inéluctable.

Cependant, une pareille solution demandait une vaste offensive sans laquelle non seulement il était impossible de remporter la victoire, mais la guerre désastreuse se trouvait prolongée indéfiniment. Les organes responsables de la démocratie, dont la plupart professaient des idées défaitistes, cherchaient à les inoculer aux masses. Les milieux socialistes modérés eux-mêmes n'étaient pas tout à fait libres de ces tendances. La masse des soldats ne comprenait rien à la formule zimmerwaldienne, mais celle-ci justifiait en quelque sorte l'instinct de conservation ou, vulgairement parlé, « le souci de sa peau ». Aussi, l'idée d'une offensive ne pouvait-elle pas être très populaire dans l'armée. La démoralisation parmi les troupes s'accentuait de plus en plus et non seulement on ne pouvait être certain de la ténacité pendant l'offensive, mais on était réduit à se demander si l'ordre serait exécuté, si l'on réussirait à mettre l'armée en branle... L'immense front russe tenait encore... par la force d'inertie et en imposait à l'ennemi, qui ignorait autant que nous-mêmes le degré de force latente que nos armées avaient encore conservée. Et si l'offensive faisait apparaître notre impuissance ?...

Tels étaient les arguments contre l'offensive. Mais beaucoup de motifs plus graves commandaient impérieusement une autre décision. Les puissances centrales étaient arrivées à un épuisement total de leurs effectifs et de leurs ressources matérielles et morales. Déjà en automne 1916, notre offensive, sans être couronnée d'un succès stratégique décisif, avait mis les ar-

mées ennemies dans une situation critique ; que serait-ce donc à présent que nos forces et notre matériel s'étaient accrus, que la situation avait sensiblement changé à notre avantage et que les Alliés se préparaient, au printemps de 1917, à porter à l'adversaire un coup foudroyant ? Les Allemands attendaient ce coup avec un malaise angoissé ; pour l'esquiver, ils avaient, dès le mois de mars, reculé leur front entre Arras et Soissons (sur une étendue d'environ 100 kilomètres), le portant à une trentaine de kilomètres en arrière, jusqu'à la ligne dite de Hindenburg, et en faisant subir aux régions abandonnées une dévastation sans exemple et que rien ne justifiait. Ce recul était significatif en tant que symptôme évident de la faiblesse de l'ennemi, et il permettait d'espérer beaucoup pour l'avenir... Nous ne pouvions ne pas prendre l'offensive : étant donnés la désorganisation totale de notre service de contre-espionnage, résultat de la méfiance dont il était l'objet de la part de la démocratie révolutionnaire qui, par ignorance, en avait confondu les fonctions avec celles de la police secrète abhorrée ; étant donné les rapports qui s'étaient établis entre bon nombre de représentants du Soviet et les agents de l'Allemagne ; étant donné, enfin, le contact facile entre les fronts et les chances qu'il offrait à l'espionnage ennemi — notre décision de nous abstenir de l'offensive serait, sans aucun doute, parvenue à l'ennemi qui aurait immédiatement commencé le transfert de ses troupes sur le front occidental. Cela aurait équivalu à une trahison directe vis-à-vis des peuples alliés et aurait abouti, sinon officiellement, du moins en fait, à un état de paix séparée avec toutes ses conséquences. Cependant, l'état d'esprit des milieux révolutionnaires de Pétrograd semblait, dans l'occurrence, tellement hésitant qu'il fit naître, au Quartier Général, une méfiance dénuée de tout fondement à l'égard du Gouvernement Provisoire lui-même. Ceci donna lieu à l'incident suivant. À la fin d'avril, pendant l'absence du Généralissime, le chef de la chancellerie m'apprit qu'un grand émoi régnait parmi les attachés militaires étrangers : on venait de recevoir un télégramme de l'ambassadeur d'Italie à Pétrograd, affirmant d'une façon catégorique que

le Gouvernement Provisoire avait décidé de conclure une paix séparée avec les puissances centrales. M'étant assuré qu'un pareil télégramme avait été en effet reçu et ignorant, à cette époque, que la légation italienne, grâce au caractère expansif propre à ses membres, avait déjà plus d'une fois servi de source de fausses informations, j'envoyai au Ministre de la Guerre une dépêche conçue en termes très énergiques et qui concluait ainsi : « Nos descendants flétriront de leur mépris la génération veule, impuissante et sans volonté, dont les forces ont suffi pour renverser un régime pourri, mais non pour sauvegarder l'honneur, la dignité et l'existence même de la Russie ». Le malentendu s'éclairait : l'information était fausse ; le Gouvernement, bien entendu, n'avait pas songé à une paix séparée. Par la suite, le 16 juillet, à la conférence historique au G.Q.G. (conférence de commandants en chef et de membres du Gouvernement), j'eus de nouveau l'occasion de me prononcer à ce sujet.

«... Il y a une autre voie, celle de la trahison. Elle aurait apporté un soulagement momentané à notre pays exténué... Mais la malédiction qui accompagne la trahison ne prépare pas le bonheur. Cette voie aboutirait à l'esclavage politique, économique et moral. »

Je sais que certains milieux russes ont depuis désapprouvé cette application intransigeante des principes de morale à la politique ; on y disait qu'un pareil idéalisme était déplacé et nuisible, que les intérêts de la Patrie devaient être mis au-dessus de toute « morale politique conventionnelle... » Cependant, la vie d'un peuple compte par siècles et non par années ; je suis convaincu qu'un changement apporté alors à l'orientation de notre politique extérieure n'aurait pas essentiellement modifié le calvaire du peuple russe ; que le jeu sanglant, une fois les cartes battues, aurait continué, mais aux frais de la Russie... D'ailleurs, la mentalité des chefs militaires russes n'admettait pas pareille transaction avec leur conscience : Alexéiev et Kornilov, abandonnés de tous, appuyés par personne, suivirent longtemps

l'ancienne voie, ayant confiance sinon dans la générosité, du moins dans le bon sens des Alliés ; préférant être trahis que de trahir...

Don-Quichottisme ? Peut-être. Mais toute autre politique ne pouvait être faite que par d'autres mains... moins pures. Quant à moi personnellement, trois ans plus tard, ayant survécu à toutes les illusions, subi les plus dures épreuves du destin ; après m'être heurté au mur de l'égoïsme aveugle et brutal des Gouvernements « amis » ; libre, par conséquent, de toute obligation à l'égard des Alliés, au moment où ils sont sur le point de trahir définitivement la véritable Russie, je demeure, cependant, partisan convaincu d'une politique honnête. À présent, les rôles sont intervertis : à présent c'est moi qui ai dû persuader aux parlementaires anglais ([92]) qu' « une politique nationale saine ne peut passer outre à tous les principes de la morale ; qu'on est en train de commettre un crime manifeste, car on ne peut donner un autre nom à l'abandon des forces armées de la Crimée, au renoncement à la lutte contre le bolchevisme que l'on admet dans la famille des peuples civilisés et que l'on reconnaît, ne fût-ce qu'indirectement ; que cette tactique prolongera un peu l'existence du bolchevisme en Russie, mais lui ouvrira toutes larges les portes de l'Europe... » Je suis profondément convaincu que la Némésis historique ne leur pardonnera jamais, comme elle ne nous aurait jamais pardonné à nous.

Le commencement de 1917 fut une période catastrophique pour les puissances centrales et décisive pour l'Entente. La question de l'offensive russe préoccupait beaucoup le commandement allié. Les attachés militaires de la Grande Bretagne (le général Barter) et de la France (le général Janin) venaient souvent nous voir, le Généralissime et moi, pour savoir où en était la question. Cependant les assertions de la presse allemande relatives à la pression exercée par les Alliés — pression qui se-

---

[92] À la fin d'avril 1920.

rait allée jusqu'à des ultimatums posés au Grand Quartier — étaient fausses : cela aurait été simplement inutile, car Janin aussi bien que Barter se rendaient compte de la situation et comprenaient que seul l'état de l'armée nous empêchait de déclencher une offensive. Ils s'efforçaient d'accélérer et de renforcer l'aide technique, tandis que leurs collaborateurs les plus expansifs — Thomas, Henderson et Vandervelde — leaders des partis socialistes de l'Occident, cherchaient en vain par leur parole ardente à ranimer une étincelle de patriotisme parmi les représentants de la démocratie révolutionnaire et de l'armée russes.

Enfin, le Grand Quartier comptait avec cette circonstance encore : réduite à l'état de passivité, privée de toute impulsion, de tout ce qui pouvait la pousser à l'action, l'armée russe aurait été bientôt envahie par la décomposition définitive, tandis qu'une offensive couronnée de succès eût pu relever et assainir son moral, sinon par un élan de patriotisme, du moins par le sentiment excitant et enivrant d'une grande victoire. Ce sentiment eût pu surmonter tous les dogmes internationalistes dont les semences avaient été jetées par l'ennemi sur le terrain propice des aspirations défaitistes des partis socialistes. La victoire promettait la paix extérieure et certaines chances de paix intérieure. La défaite plaçait l'État au bord d'un abîme béant. Le risque était évident et grave ; mais le but : le salut de la Patrie, valait qu'on le courût.

Le Généralissime, le Général-quartier-maître (Yousefovitch) et moi, nous étions unanimes à reconnaître la nécessité de l'offensive. Les officiers généraux partageaient en principe ce point de vue. Les divergences de vues, d'ailleurs assez considérables, ne portaient que sur l'appréciation de la combativité des troupes sur les fronts respectifs et du degré de leur préparation.

J'affirme d'une façon catégorique que *rien que cette décision*, même indépendamment de sa réalisation pratique, a ren-

du aux Alliés un service incontestable en retenant au front russe les forces, le matériel et l'attention de l'ennemi ; ce front, même après avoir perdu son ancienne puissance menaçante, demeurait encore, aux yeux de l'ennemi, le sphinx énigmatique.

Il est curieux qu'à la même époque, le Grand Quartier de Hindenburg discutait une question analogue. « La situation générale, en avril et mai et jusqu'à juin, dit Ludendorff', ne permettait pas d'engager une action sérieuse au front de l'Est ». Mais, par la suite… « il y eut au Grand Quartier de grandes discussions à ce propos. Une offensive rapide au front de l'Est, à laquelle auraient pris part les troupes mêmes qui se trouvaient à la disposition du commandant en chef de ce front, offensive soutenue par quelques divisions qu'on eût fait venir de l'Ouest, n'était-ce pas une meilleure solution que l'attente ? C'était le moment ou jamais, disaient d'aucuns, de battre l'armée russe au moment où sa valeur combative se trouvait affaiblie. Je n'y consentis pas, encore que la situation à l'Ouest se fût améliorée. Je ne voulais faire rien qui pût, semblait-il, détruire la chance réelle de paix… »

D'une paix séparée, bien entendu. Ce qu'elle devait être, nous l'apprîmes plus tard, après Brest-Litovsk.

Les armées reçurent des instructions en vue de l'offensive. Son idée directrice était de rompre les positions ennemies sur les secteurs dûment préparés de tous les fronts européens, de déclencher une offensive de grande envergure à laquelle prendraient part des forces importantes du front du Nord-Ouest, et qui serait dirigée, de Kamenetz-Podolsk sur Lemberg et plus loin sur la ligne de la Vistule ; en même temps le groupe de choc du front de l'Ouest devait attaquer en partant de Molodetchno dans la direction de Vilno et du Niémen, en refoulant vers le Nord l'armée allemande d'Eichhorn. Les fronts du Nord et de Roumanie soutenaient l'opération par des actions partielles qui attiraient sur eux des forces ennemies.

Le moment de l'offensive n'était déterminé que d'une façon hypothétique et très vague. Cependant, les jours se suivaient et les troupes qui autrefois étaient dirigées par leurs chefs et exécutaient sans murmure les tâches les plus lourdes ; ces troupes qui de leurs corps, sans munitions, ni obus, avaient autrefois arrêté la ruée des troupes austro-allemandes, ces mêmes troupes demeuraient à présent inertes, leur volonté paralysée, leur raison obscurcie. Le commencement de l'action se trouvait continuellement ajourné.

* * *

Cependant les Alliés, qui avaient préparé pour le printemps une opération de grande envergure et qui prévoyaient un renforcement de l'ennemi sur le front occidental au cas où l'armée russe aurait été définitivement disloquée, les Alliés, sans attendre la solution définitive de la question de notre offensive, engagèrent en France, à la fin du mois de mars, une grande bataille qui était prévue dans le plan général de la campagne. D'ailleurs, même avant la ruine de l'armée russe, la simultanéité des opérations n'était pas considérée par les Grands Quartiers alliés comme une condition indispensable de l'offensive projetée. Vu les conditions physiques et climatiques particulières à notre théâtre de la guerre, notre offensive n'avait pas été prévue avant le mois de mai. Cependant, conformément au plan général de la campagne, élaboré le 2 novembre 1916 à la conférence de Chantilly, le général Joffre avait décidé que l'offensive des troupes anglo-françaises commencerait à la fin de janvier ou aux premiers jours de février ; le général Nivelle qui succéda à Joffre, après la conférence du 14 février 1917 à Calais, ajourna le commencement de l'offensive jusqu'à la fin de mars.

Le manque de coordination entre les opérations du front oriental et du front occidental portait des fruits amers. Il est difficile de dire si les Alliés pouvaient retarder leur offensive de

deux mois et dans quelle mesure l'avantage d'une opération combinée avec le front russe se trouvait anéanti par le sursis accordé à l'Allemagne pour renforcer et organiser son matériel et compléter ses réserves. Une chose est certaine, c'est que l'absence de cette coordination améliora grandement la situation des Allemands.

« Je fais raisonnements gratuits, dit Ludendorff, mais je ne peux m'empêcher de songer que si la Russie avait attaqué en avril et en mai, remportant une série de petits succès, nous aurions eu à supporter, de même qu'en automne 1916, une lutte très pénible. Nos réserves de munitions auraient diminué dans des proportions inquiétantes. Toute réflexion faite, si l'on plaçait en avril et mai les succès que les Russes remportèrent en juin, je ne vois pas comment le commandement suprême serait resté maître de la situation. En avril et mai 1917, malgré notre victoire (?) sur l'Aisne et en Champagne, nous n'avons été sauvés que par la révolution russe... »

* * *

Outre l'offensive générale sur le front austro-allemand, il se posa, en avril, une autre question non démunie d'intérêt : celle d'une opération indépendante en vue de s'emparer de Constantinople. Le Ministre des Affaires Étrangères, Milioukov, inspiré par de jeunes marins enthousiastes, avait à maintes reprises engagé des pourparlers avec le général Alexéiev, cherchant à le convaincre d'entamer cette opération qui, affirmait-il, pouvait aboutir au succès et placer la démocratie révolutionnaire, hostile aux annexions, devant le fait accompli.

Le Quartier Général désapprouva absolument cette entreprise bizarre qui tenait si peu de compte de l'état de nos troupes : la descente, opération très délicate en elle-même, réclamait une grande discipline, de la préparation, de l'ordre et surtout un haut sentiment du devoir chez les contingents partici-

pant à l'action et qui fussent demeurés quelque temps complètement isolés de leur armée. Avoir derrière soi la mer, c'est là une circonstance qui déprime même les unités au moral le plus élevé.

Il n'y avait plus de pareils éléments dans l'armée russe. Cependant, les instances du Ministre devenaient si pressantes que le général Alexéiev se crut obligé de lui fournir un exemple palpable : on projeta une petite expédition sur la côte de l'Asie Mineure, à Zoungouldak, si je ne me trompe. Cette opération, sans importance bien sérieuse, nécessitait la formation d'un corps expéditionnaire composé d'un régiment d'infanterie, d'un détachement d'artillerie blindée et d'un petit détachement de cavalerie. Le soin de la constituer fut confié au commandement du front de Roumanie. Or, au bout d'un certain temps, l'état-major de ce front fit savoir, fort perplexe, que le détachement en question n'avait pu être constitué… les troupes ayant refusé de prendre part à la descente.

Cet épisode tenait à la façon trop simpliste dont on comprenait l'idée d'une guerre « sans annexions », idée essentiellement contraire à tous les principes de la stratégie. Peut-être aussi y fallait-il chercher tout bonnement l'instinct de la conservation ; quoi qu'il en soit, c'était d'un mauvais augure pour l'offensive que l'on était en train de préparer.

Cependant, on la prépara malgré toutes les difficultés et toutes les souffrances. Le glaive russe, ébréché et rouillé, allait une fois de plus sortir du fourreau. Seulement, on ne savait pas au juste, une fois mis au clair, sur quelles têtes il allait retomber…

XVI – LES RÉFORMES MILITAIRES : LES GÉNÉRAUX ET LE RENVOI DU COMMANDANT SUPÉRIEUR

En même temps qu'aux préparatifs de l'offensive, on procédait dans l'armée aux réformes et à ce qu'il était convenu d'appeler la démocratisation. Il est indispensable de s'arrêter, dès maintenant, à tous ces phénomènes, car ils décidaient d'avance de l'issue de l'offensive d'été, ainsi que, en fin de compte, du sort de l'armée.

Les réformes militaires avaient débuté par la destitution d'un grand nombre de généraux commandant des unités. Cette mesure reçut, parmi les militaires, le surnom tragi-comique de « massacre des innocents ». Cela avait commencé par un entretien du ministre Goutchkov avec le général Kondzérevsky, qui était de service au Grand Quartier. Sur la demande de Goutchkov et se basant sur les données dont on disposait, Kondzérevsky dressa une liste des chefs supérieurs, faisant suivre chaque nom d'une brève attestation. Ce fut cette liste, complétée plus tard par de nombreuses apostilles de différentes personnes, jouissant de la confiance de Goutchkov, qui servit de point de départ pour le « massacre ». En quelques semaines on mit ainsi en disponibilité *jusqu'à 150 chefs supérieurs, y compris 70 chefs des divisions d'infanterie et de cavalerie*.

Goutchkov explique cette mesure par les motifs suivants (93) : « Notre tâche immédiate (depuis la révolution) était de faire place aux talents. Parmi notre commandement il y avait

93 Discours au Congrès de délégués du front, le 29 avril 1917.

beaucoup d'hommes honnêtes, mais incapables de se pénétrer des nouvelles formes des relations. Aussi, en peu de temps, y procéda-t-on à des changements si nombreux qu'aucune armée n'en a, je crois, jamais connu autant... Je me rendais bien compte que, dans cette occurrence, il ne pouvait être question de faire grâce, et je fus implacable à l'égard de ceux que j'estimais indésirables. Certes, j'ai pu me tromper. Il se peut même que des erreurs, par dizaines, aient été commises ; mais je consultais des personnes compétentes et je ne prenais un parti que lorsque j'étais sûr qu'il répondait à l'état d'esprit général. Quoi qu'il en soit, c'est nous qui avons poussé tout ce qu'il y avait parmi le commandement d'hommes supérieurement doués. Je ne tenais pas compte de la hiérarchie. Il y a des gens qui ont commencé la guerre comme à la tête d'un régiment et qui, à présent, commandent des armées... Ainsi, nous sommes parvenus non seulement à une amélioration, mais à un autre résultat encore, non moins important, celui d'avoir proclamé le mot d'ordre « place au talent... » Et ceci a rempli tous les cœurs d'un sentiment de joie, faisant travailler les hommes avec enthousiasme, avec élan... »

Quel fut le résultat de tous ces changements grandioses dans l'armée ? Le commandement fut-il réellement et sensiblement amélioré ? Je crois que ce but n'a pas été atteint. On a vu apparaître sur la scène des hommes nouveaux, mis en évidence grâce au droit désormais consacré de se choisir ses auxiliaires et non sans l'influence de motifs trop connus, tels que parenté, amitié et nouvelles relations. La révolution pouvait-elle corriger et transfigurer les hommes ? La sélection mécanique pouvait-elle élaguer de la vie militaire un système qui, pendant de longues années, avait paralysé tout velléité de travail et de perfectionnement ? Il se peut qu'on ait mis en évidence quelques « talents isolés », mais en même temps on a fait monter à la surface des dizaines, des centaines d'hommes dont l'avancement était dû au hasard et non à leurs connaissances ou à leur énergie. Le caractère fortuit des nominations s'accentua davantage par la

suite, lorsque Kérensky eut abrogé (en juin), pour toute la durée de la guerre, aussi bien les titres précédemment nécessaires pour l'avancement que la concordance entre le grade et le poste, y compris, bien entendu, les prérogatives du savoir et de l'expérience.

J'ai devant moi la liste des grands chefs de l'armée russe, se rapportant à la moitié de mai 1917, c'est-à-dire à l'époque précisément où l' « épuration » entreprise par Goutchkov était terminée. La liste comprend le Généralissime, les commandants en chef des fronts, des armées, des flottes, et les chefs de leurs états-majors. En tout 45 personnes (94). Le cerveau, l'âme et la volonté de l'armée. Il est difficile de se faire une idée de leurs qualités militaires d'après les derniers postes qu'ils ont occupés, car, en 1917, la stratégie et la science militaire en général trouvaient peu d'occasions d'être appliquées, étant devenues esclaves de la soldatesque. Mais je connais très bien le rôle de ces personnages dans la lutte contre la « démocratisation », c'est-à-dire contre la désorganisation de l'armée. Voici les rapports numériques entre trois catégories différentes :

Commandants en chef, commandants des armées et commandants de flottes :
1. Ont favorisé la « démocratisation » (opportunistes) : 9
2. N'ont pas lutté contre la « démocratisation » (opportunistes) : 5
3. Ont lutté conte la « démocratisation » : 7
Total : 21

Chefs des états-majors :
1. : 6
2. : 6
3. : 7

---

94 De ce nombre, il en est cinq que je ne connais pas du tout ; c'est pourquoi je n'en parle pas.

Total : 19

TOTAL : 40

Sur ce nombre, ont par la suite, depuis 1918, pris part à la lutte ou s'en sont abstenus :

Dans des organisations antibolchevistes :
1. : 2
2. : 7
3. : 10
Total : 19

Chez les bolcheviks :
1. : 6
2. : 0
3. : 1
Total : 7

Se sont abstenus :
1. : 7
2. : 4
3. : 3
Total : 14

Tels sont les résultats de la réforme aux sommets de la hiérarchie militaire ; là où les hommes se trouvaient exposés aux yeux de tous, où leur activité était l'objet de l'attention critique non seulement de la part des autorités, mais encore de l'opinion militaire et publique. Je ne pense pas que la situation ait été meilleure aux degrés moins élevés de la hiérarchie.

Si l'on peut encore contester les intentions qui dictèrent cette mesure, je n'ai pour ma part aucun doute quant à son inefficacité. La destitution en masse des chefs ébranla du premier coup la confiance dans le commandement et donna une appa-

rence de justification aux actes arbitraires des comités et des soldats, aux violences commises à l'égard de tel représentant du commandement. Les déplacements et les mutations extraordinaires arrachèrent un grand nombre de chefs à leurs unités respectives, où ils avaient pu acquérir respect et influence grâce à leurs mérites au champ d'honneur ; ils étaient transportés dans un milieu inconnu où, pour acquérir cette influence, il fallait beaucoup de temps et d'efforts dans des conditions profondément changées. Si l'on y ajoute la formation des troisièmes divisions, qui se poursuivait dans l'infanterie et qui amenait, à son tour, de nombreuses mutations dans le commandement, on se fera une idée du chaos qui s'introduisit dans l'armée.

Un appareil aussi fragile que l'était l'armée au cours de la guerre et de la révolution, ne pouvait se maintenir que par la force d'inertie et ne pouvait supporter aucune nouvelle secousse. Ce qui était permis, c'était d'éloigner les éléments incontestablement nuisibles, de modifier, d'une façon radicale, le système des nominations en faisant place aux plus dignes, et de laisser ensuite la question suivre son cours naturel, en tout cas sans trop y insister et sans en faire un programme d'action.

En plus des chefs ainsi éliminés, plusieurs généraux, parmi lesquels Letchitsky et Mistchenko, quittèrent l'armée de leur plein gré, n'ayant pu se plier aux exigences du nouveau régime. D'autre part, beaucoup de chefs furent destitués dans l'ordre révolutionnaire sous l'influence directe ou indirecte des comités et des soldats. À cette dernière catégorie appartenait, entre autres, l'amiral Koltchak.

Les changements se produisirent encore longtemps, partant des idées les plus diverses, souvent contradictoires, qu'on se faisait de la direction de l'armée ; aussi revêtaient-ils un caractère extrêmement désordonné, empêchant la constitution d'un type déterminé du commandement.

Alexéiev destitua le commandant en chef Rouzsky et le commandant de l'armée Radko-Dmitriev pour manque d'autorité et opportunisme. S'étant rendu au front du Nord, il en rapporta une impression défavorable sur l'activité de ces deux généraux et posa délicatement la question de leur « surmenage ». C'est ainsi que leur démission fut interprétée par la société et par l'armée. Pour les mêmes motifs, Broussilov destitua Youdénitch.

Je destituai un commandant d'armée (Kvietzinsky), parce que, dans la question de la « démocratisation » il avait subordonné sa volonté et son autorité à l'action désorganisatrice des comités.

Kérensky destitua le généralissime Alexéiev, ainsi que les commandants en chef Gourko et Dragomirov, pour leur opposition énergique à la « démocratisation » de l'armée ; des motifs directement opposés ont amené la destitution de Broussilov, opportuniste s'il en fût.

Broussilov destitua le commandant de la 8ème armée, le général Kalédine (plus tard ataman du Don, universellement respecté), sous prétexte que celui-ci avait « manqué de cœur », parce qu'il ne donnait pas son adhésion à la « démocratisation ». Cette mesure fut prise à l'égard d'un général qui était un soldat de grand mérite, et sous une forme brutale et blessante : Broussilov lui proposa d'abord une autre armée et ensuite souleva la question de sa démission. « Toute ma carrière, m'écrivait à cette époque Kalédine, me donne le droit de ne pas être traité comme un bouche-trou qui sert à combler toutes sortes de lacunes, sans qu'on lui demande son avis ».

Le général Vannovsky, destitué du commandement d'un corps d'armée par le commandant de l'armée Kvietzinsky, pour avoir refusé de se soumettre à la priorité du comité de l'armée, reçoit immédiatement après, par l'initiative du Grand Quartier,

une nomination supérieure, le commandement d'une armée sur le front du Sud-Ouest.

Le général Kornilov, qui avait refusé son poste de commandant en chef des troupes de la zone militaire de Pétrograd, « ayant trouvé impossible d'assister en témoin impassible et de participer à la destruction de l'armée... par le Soviet », est nommé par la suite commandant en chef des armées d'un front et plus tard Généralissime. De même, Kérensky m'éloigne du poste de chef de l'état-major du Généralissime, comme ne répondant pas aux desseins du gouvernement et désapprouvant ses mesures d'une façon manifeste, et m'admet aussitôt après au poste élevé de Commandant en Chef du front de l'Ouest.

Des phénomènes inverses eurent lieu également : le Généralissime, général Alexéiev, fit de longues et vaines tentatives pour destituer l'amiral Maximov, chef électif qui se trouvait à la tête de la flotte de la Baltique et dépendait entièrement du comité exécutif rebelle de cette flotte. Il fallait arracher de force à son ambiance ce chef qui avait causé infiniment de mal, car le comité ne le laissait pas partir et Maximov opposait un refus à tous les ordres de se présenter au Grand Quartier, alléguant la situation critique...

Ce ne fut qu’au commencement de juin que Broussilov réussit à en débarrasser la flotte... en le nommant chef du grand état-major des forces navales près le Généralissime !...

On pourrait encore citer beaucoup d'exemples des contradictions frappantes dans les idées dont s'inspirait la direction de l'armée, contradictions provoquées par le conflit entre deux forces opposées, entre deux conceptions, deux idéologies.

* * *

J'ai déjà dit plus haut que tous les officiers généraux étaient parfaitement loyaux à l'égard du Gouvernement Provisoire. Le futur « rebelle » lui-même, le général Kornilov, disait un jour à une réunion d'officiers : « Le passé s'est effondré ! Le peuple construit le nouvel édifice de la liberté, et la tâche de l'armée nationale est de soutenir par tous les moyens le nouveau Gouvernement dans son œuvre difficile et créatrice... » Si le commandement militaire s'intéressait aux questions de politique générale et aux expériences socialistes des Gouvernements de coalition, il ne le faisait pas plus que tous les Russes cultivés, ne croyant ni de son devoir ni de son droit de faire participer l'armée à la solution des problèmes sociaux. Pourvu que fussent conservées l'armée et telle orientation de la politique extérieure qui contribue le mieux à la victoire. Une telle union entre le commandement et le gouvernement — union « d'inclination » au début et « de raison » par la suite — dura jusqu'à l'offensive générale du mois de juin, tant qu'on eut conservé une lueur d'espoir en un revirement de l'esprit de l'armée, espoir que la réalité vint brutalement détruire. Après l'offensive, le commandement lui-même eut quelques hésitations...

Je dirai mieux : tout le commandement supérieur de l'armée était unanime à considérer comme inadmissible la « démocratisation de l'armée » telle qu'elle était pratiquée par le Gouvernement. Si dans le tableau que j'ai dressé plus haut nous trouvons 65 % des chefs n'ayant pas protesté avec toute l'énergie voulue contre la « démocratisation » (la décomposition) de l'armée, cela provenait de raisons tout autres : les uns le faisaient pour des considérations tactiques, estimant que l'armée était empoisonnée et qu'il fallait lui faire suivre un traitement où entrassent des antidotes aussi hasardeux ; d'autres s'inspiraient uniquement d'intérêts de carrière. Ce que je dis n'est pas une hypothèse ; je me base sur ma connaissance du milieu, et des hommes avec la plupart desquels j'ai eu maintes fois l'occasion de m'entretenir, en toute franchise, de ces questions. Des généraux, très instruits et possédant une grande expérience, ne

pouvaient, bien entendu, émettre sincèrement et scientifiquement des opinions « militaires » comme, par exemple celle-ci : Klembovsky proposant de mettre à la tête des armées du front un triumvirat comprenant le commandant en chef, un commissaire du Gouvernement et un soldat élu ; Kvietzinsky se prononçant pour « des pleins pouvoirs extraordinaires conférés aux comités de l'armée par le Ministre de la Guerre et le comité central du Soviet et permettant à ces comités d'agir au nom de ce dernier » ; Viranovsky proposant de transformer tout le personnel du commandement en « conseillers techniques » et de remettre tout le pouvoir aux commissaires et aux comités ! ...

Le fait suivant montre combien le commandement était loyal : à la fin d'avril, le général Alexéiev, ayant perdu tout espoir d'empêcher par son influence personnelle les mesures du Gouvernement, qui devaient aboutir à la décomposition de l'armée, envoya aux commandants en chef, avant que fût proclamée la fameuse déclaration des droits du soldat, le projet chiffré d'un vigoureux appel collectif que l'armée devait adresser au Gouvernement ; cet appel faisait entrevoir l'abîme au bord duquel allait se trouver l'armée ; dans le cas où le projet aurait été approuvé, il devait être signé par tous les officiers généraux, à partir des commandants de division.

Cependant, les fronts, pour différentes raisons, désapprouvèrent ce moyen d'agir sur le Gouvernement. Et le commandant par intérim du front de Roumanie, le général Ragosa, — qui fut plus tard Ministre de la Guerre ukrainien dans le Gouvernement de l'hetman (Skoropadsky), — répondit qu'évidement Dieu avait décidé la perte du peuple russe ; que, par conséquent, ce n'était pas la peine de lutter contre le destin, mais qu'il fallait plutôt faire le signe de la croix et attendre avec patience que le sort se prononçât. C'était là, le sens textuel de son télégramme.

Tels étaient l'état d'esprit et le désarroi parmi les sommités de l'armée.

Quant à la catégorie des chefs qui avaient inébranlablement combattu la destruction de l'armée, ils suivirent pour la plupart leur chemin épineux, luttant contre le courant, estimant que tel était leur devoir vis-à-vis de leur peuple. Ils suivirent ce chemin tant qu'ils gardèrent la foi dans le succès de leur cause — et au delà ; ils le suivirent sans tenir compte des coups du destin qui, pas à pas, détruisaient leurs espoirs et leurs illusions ; sans même tenir compte du sombre avenir que certains d'entre eux pressentaient déjà et qui s'annonçait par le souffle pestilentiel de la décomposition. Ils marchèrent la tête haute, entourés de l'incompréhension de la calomnie et d'une haine farouche, autant que durèrent leurs forces, autant que dura leur vie...

XVII – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » : ADMINISTRATION, SERVICE, VIE INTÉRIEURE.

Pour réaliser la « démocratisation de l'armée » et, en général la réforme de l'administration militaire « conformément au nouveau régime », Goutchkov constitua une commission sous la présidence de l'ancien ministre de la Guerre, Polivanov ([95]). Elle comprenait des représentants de la commission de la Guerre de la Douma d'Empire et des membres du Soviet. Auprès du ministère de la Marine fonctionnait une commission analogue, présidée par un membre notoire de la Douma, Savitch. Je connais mieux le travail de la première de ces deux commissions, c'est à elle, par conséquent, que je m'arrêterai ici. Avant d'être confirmés, les projets de loi élaborés par la commission de Polivanov étaient soumis à l'examen de la section militaire du Comité Exécutif du Soviet, celle-ci jouissant d'une grande influence et même légiférant quelquefois à ses risques et périls.

Aucun historien futur de l'armée russe ne pourra passer sous silence la commission de Polivanov, cette institution fatale dont l'empreinte apparaît sur toutes les mesures sans exception qui ont causé la perte de l'armée. Avec un cynisme inouï, frisant la trahison, cette institution, qui comprenait beaucoup de généraux et d'officiers nommés par le Ministre de la Guerre, pas à pas, jour par jour, mettait en pratique des idées néfastes et dé-

---

[95] Mort en 1920, à Riga, où il prenait part, en qualité d'expert du Gouvernement des Soviets, aux négociations de paix avec la Pologne.

truisait les assises rationnelles du régime militaire. Il arrivait souvent que bien avant d'être confirmés, tels projets de loi pénétrassent dans la presse et dans l'armée ; rejetés plus tard, par le Gouvernement, comme démagogiques, ces projets faisaient cependant leur chemin parmi les soldats et y faisaient naître la tendance à exercer une pression sur le Gouvernement. Les membres militaires de la commission semblaient rivaliser entre eux à qui flatterait plus servilement le nouveau pouvoir en apportant à ses idées destructrices l'appui de leur autorité. Des personnes qui avaient assisté aux travaux de la commission en qualité de rapporteurs m'ont raconté que des civils y ont quelquefois élevé la voix contre des décisions hasardées, mais que les militaires, eux, ne protestaient presque jamais.

J'ai peine à comprendre la mentalité de ces hommes qui se laissèrent aussi vite et aussi entièrement influencer et dominer par la foule. Il ressort de la liste des membres de cette commission, du premier mai, que la plupart d'entre eux étaient des représentants des états-majors et des bureaux de Pétrograd (25 en regard de 9 représentants seulement des armées), et de plus, ils n'appartenaient pas tous à l'armée active. Pétrograd avait sa mentalité à part, qui différait de celle de l'armée.

Les lois démocratiques les plus importantes et qui eurent les conséquences les plus graves pour l'armée portaient sur l'organisation des comités (voir chapitre XVIII), sur les peines disciplinaires, sur la réforme de la justice militaire et, enfin, sur la fameuse déclaration des droits du soldat.

La juridiction disciplinaire des chefs est abolie. Elle est conférée à des tribunaux « disciplinaires » institués auprès des compagnies et des régiments. Ces tribunaux sont également chargés de résoudre les malentendus survenus entre les soldats et les chefs.

Cette mesure se passe de commentaires. Elle introduisait une anarchie absolue dans la vie intérieure des unités et discréditait de par la loi l'autorité du chef. Cette dernière circonstance était d'une importance capitale. Et la démocratie révolutionnaire usa de ce procédé dans les moindres actes de sa législation.

La réforme des tribunaux avait pour objet final d'atténuer, au cours de la procédure, l'influence des juges militaires nommés ; d'introduire le jury et, d'une façon générale, d'adoucir les sanctions judiciaires.

On a aboli les conseils de guerre qui châtiaient rapidement et sur le lieu du délit un certain nombre de crimes d'ordre militaire, évidents et particulièrement graves, tels que trahison, désertion devant l'ennemi, etc.

La « démocratisation » de la justice militaire n'était justifiée en quelque sorte que par le fait qu'après avoir ébranlé la confiance dans les officiers en général, il était indispensable de créer des organes judiciaires mixtes et électifs, c'est-à-dire théoriquement plus dignes de la confiance de la démocratie révolutionnaire.

Mais ce but, lui-même, ne fut pas atteint. Car le tribunal militaire — une des bases principales de l'ordre dans l'armée, — tomba absolument au pouvoir de la foule. Les organes de la sûreté furent saccagés par la démocratie révolutionnaire. L'instruction des procès se heurtait à l'opposition insurmontable des gens armés et parfois même des organisations révolutionnaires de l'armée. La foule armée, comprenant souvent beaucoup d'éléments criminels, pesait sur la conscience des juges de toute sa force obscure et effrénée, imposant d'avance le verdict. Les tribunaux militaires mis à sac, les membres du jury ayant osé prononcé un verdict qui déplaisait à la foule, obligés de prendre la fuite et quelquefois lynchés, tout cela était devenu chose or-

dinaire. À Kiev eut lieu le procès d'un bolchevik connu, capitaine au régiment des grenadiers de la garde, Dzevaltovsky ([96]), accusé avec ses 78 complices d'avoir refusé de prendre part à l'offensive et d'avoir entraîné en arrière son régiment et quelques autres unités. Le procès s'est déroulé dans les conditions suivantes : la salle d'audience était remplie d'une foule de soldats armés qui exprimaient par des cris leur sympathie pour les inculpés ; en se rendant du dépôt au siège du tribunal Dzevaltovsky passa avec son escorte au soviet local où on lui fit une ovation ; enfin, pendant que le jury délibérait, des bataillons de réserve armés vinrent se ranger, musique en tête, devant le palais de justice en chantant l'Internationale. Bien entendu, Dzevaltovsky et ses complices furent acquittés.

C'est ainsi que la justice militaire fut peu à peu supprimée.

Il serait erroné, cependant, d'attribuer la nouvelle orientation de la législation judiciaire à la seule influence des soviets. Elle était également justifiée par la manière de voir de Kérensky qui disait : « Je crois que la violence et la contrainte mécanique ne pourront rien faire dans les conditions actuelles de la guerre, où agissent des foules immenses. En trois mois de travail, le Gouvernement Provisoire s'est convaincu qu'il faut s'adresser à la raison, à la conscience, au sentiment du devoir du citoyen et que l'on peut par ce moyen obtenir les résultats voulus ([97]) ».

Dès le début de la révolution, par son décret du 12 mars, le Gouvernement Provisoire avait aboli la peine de mort. La presse libérale accueillit cet acte par une avalanche d'articles pathétiques, pleins d'idées très généreuses, mais dont les auteurs faisaient preuve d'une imprévoyance complète et d'une incompréhension totale des conditions où vivait l'armée. L'abolitionniste russe, sous-secrétaire au conseil du Gouvernement Provisoire,

---

96 Actuellement ambassadeur des soviets en Chine.

97 Discours au Grand Quartier, le 20 mai.

Nabokov, écrivait à ce propos : « Cet événement heureux est signe de vraie générosité et de sagesse perspicace... La peine de mort est abolie sans réserves et à jamais... Il n'existe probablement aucun pays où la protestation morale contre cette pire forme du meurtre ait atteint une telle intensité que chez nous... La Russie est entrée au nombre des États qui ne connaissent plus la honte et l'infamie du meurtre judiciaire ([98]) ».

Il est intéressant de noter que le Ministère de la Justice avait néanmoins présenté au Gouvernement deux projets dont l'un conservait la peine de mort pour les délits militaires les plus graves (espionnage et trahison) ; cependant l'administration de la justice militaire, à la tête de laquelle se trouvait le général Apouchkine, se prononça catégoriquement pour l'abolition complète de la peine de mort.

Survinrent, cependant, les journées de juillet. Si habituée qu'elle fût aux soulèvements anarchiques, la Russie fut cependant atterrée par l'horreur apparue sur les champs de bataille en Galicie, près de Kalouche et Tarnopol. La « conscience révolutionnaire » fut cinglée, comme d'un coup de cravache, par les télégrammes des commissaires du Gouvernement aux armées, Savinkov et Filonenko, et du général Kornilov, tous les trois demandant le rétablissement immédiat de la peine de mort. « Une armée d'hommes obscurs et affolés — écrivait Kornilov le 11 juillet — que le pouvoir ne défend pas contre la corruption et la démoralisation systématique, fuit, ayant perdu tout sentiment de dignité humaine. Sur les champs que l'on ne peut même pas nommer champs de bataille règne une horreur sans trêve, une honte, une infamie telle que l'armée russe n'en a jamais connu de toute son existence... Les mesures de clémence, appliquées par le Gouvernement, ont ébranlé la discipline ; elles provoquent la cruauté désordonnée des masses que rien n'entrave. Cet instinct déchaîné se traduit par des violences, des pil-

---

98 « Rietch », le 18 mars 1917.

lages et des meurtres... La peine de mort sauvera bien des vies innocentes en supprimant quelques traîtres et lâches. »

Le 12 juillet le Gouvernement rétablit la peine de mort et introduisit les tribunaux « militaires – révolutionnaires » à la place des anciens conseils de guerre. La différence consistait en ce que les nouveaux tribunaux étaient électifs (3 officiers et 3 soldats), les candidats étant choisis soit sur la liste des membres du jury, soit parmi les membres des comités de l'armée. D'ailleurs, cette mesure (le rétablissement de la peine de mort) que le Gouvernement avait consentie sous l'influence du commandement, des commissaires et des comités, était d'avance vouée à l'insuccès : plus tard, à la « Conférence Démocratique », Kérensky chercha à se justifier aux yeux de la démocratie : « Attendez que je signe au moins un seul arrêt de mort, et alors je vous accorderai le droit de me maudire... » D'autre part, la composition des tribunaux et les conditions de leur fonctionnement, que j'ai indiquées plus haut, ne pouvaient contribuer à la réalisation de la mesure en question : il ne se trouvait presque pas de juges capables de prononcer un arrêt de mort, ni de commissaires qui consentissent à le confirmer. Du moins, il n'y en eut pas sur mes fronts. En même temps, au bout de deux mois de fonctionnement des conseils de guerre révolutionnaires, l'administration judiciaire avait rassemblé une documentation abondante, provenant tant des chefs militaires que des commissaires, et établissant les « infractions flagrantes aux règles de la juridiction, l'inexpérience et l'ignorance des juges (99) ».

Parmi les mesures pénales appliquées par le commandement suprême ou par les chefs, il faut mentionner la dissolution des régiments rebelles. Cette mesure trop hâtive a eu des conséquences imprévues : on provoquait la rébellion précisément pour faire dissoudre tel régiment. Car les considérations d'ordre

---

99 Commissariat du front du Sud-Ouest.

moral — l'honneur, la dignité du régiment — étaient depuis longtemps devenus autant de préjugés ridicules. Quant aux avantages réels de la dissolution, ils étaient hors de doute : le régiment était pour un temps considérable retiré de la ligne de feu ; les formalités de la dissolution duraient des mois entiers ; ensuite il fallait pas mal de temps pour répartir les effectifs du régiment reformé, dans d'autres unités, lesquelles se trouvèrent de la sorte encombrées d'éléments instables et criminels. La responsabilité de cette mesure incombe au Grand Quartier autant qu'au Ministère de la Guerre et aux commissaires, et tout son poids retombait, en fin de compte, sur les officiers, qui perdaient leur régiment, — c'est-à-dire leur famille, — et leur poste, et se trouvaient obligés d'errer de place en place ou de passer à l'état lamentable de réserve.

En plus des éléments indésirables qui leur arrivaient de cette source, les contingents étaient complétés, plus directement, par des habitués des prisons de droit commun et du bagne, car le Gouvernement accordait largement l'amnistie aux criminels qui devaient expier leurs torts dans les rangs de l'armée active. Cette mesure, que j'ai vainement combattue, nous gratifia de tout un régiment de criminels — don de Moscou, — et de solides cadres anarchistes dans les dépôts. L'argumentation naïve et peu sincère du législateur alléguant que les crimes commis étaient inhérents aux conditions du régime tsariste et qu'un pays libre ferait des criminels de la veille des combattants pleins d'abnégation, — cette argumentation ne fut pas corroborée par les faits. Dans les garnisons où pour telle ou telle raison se trouvait un nombre particulièrement considérable de ces criminels amnistiés, ils devenaient la terreur de la population avant même d'avoir vu le front. Ainsi, au mois de juin, parmi les contingents de Tomsk, se poursuivait une propagande active appelant au pillage et à la suppression de toutes les autorités ; les soldats formaient d'énormes bandes de brigands armés, qui terrorisaient la population. Le commissaire et le chef de la garnison entreprirent, de concert avec toutes les organisations ré-

volutionnaires locales une campagne en règle contre les brigands et, après combat, éliminèrent de la garnison non moins de 2.300 criminels amnistiés.

Les réformes devaient comprendre toute la haute administration des armées de terre et de mer, mais les commissions de Polivanov et de Savitch n'eurent pas le temps de les réaliser, car elles furent dissoutes par Kérensky, qui comprit enfin tout le mal qu'elles avaient fait. Les commissions préparèrent seulement la démocratisation des organes supérieurs des Conseils de la Guerre et de la Marine en y introduisant des délégués des soldats. Ce dernier détail est d'autant plus ridicule que dans l'idée du législateur ces conseils devaient comprendre des gens riches de connaissances et d'expérience, capables de résoudre les questions de l'organisation, du service, de la vie quotidienne, de la législation de la guerre et de la Marine et des budgets des forces armées de Russie.

Cette tendance des éléments peu cultivés de la démocratie à participer à des fonctions qui leur étaient étrangères prit par la suite une grande extension. Ainsi, beaucoup d'écoles militaires furent dirigées, dans une certaine mesure, par des comités de serviteurs, pour la plupart illettrés ; aux jours du bolchevisme, les conseils des universités comprenaient non seulement des professeurs et des étudiants, mais aussi des gardiens.

Je ne m'arrêterai pas aux travaux insignifiants de la commission pour la réorganisation de l'armée et la modification des réglementations, mais j'en examinerai les plus importants, relatifs aux comités et à la « déclaration des droits du soldats ».

XVIII – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » : LES COMITÉS.

Le facteur le plus important de la démocratisation, ce furent les organisations électives et collectives, depuis la section militaire du soviet de délégués des ouvriers et des soldats et jusqu'à toutes sortes de comités et de soviets auprès des unités et des administrations de l'armée, de la flotte et de l'arrière ; organisations militaires soit mixtes (comprenant des officiers et des soldats), soit composées uniquement de soldats, soit, enfin, composées de soldats et d'ouvriers.

Les comités et les soviets surgissaient partout : ils représentaient une forme d'organisation révolutionnaire, généralement répandue, élaborée avant la révolution et sanctionnée, à son début, par l'ordre du jour n° 1. À Pétrograd, les élections au Soviet avaient été fixées au 27 février et les premiers comités de soldats furent constitués en vertu du dit ordre, le 1er mars. Au mois d'avril, des comités et des soviets arbitraires fonctionnaient presque partout, au front et à l'arrière ; différant d'appellation, de composition et de compétence, ils introduisaient tous un gâchis incroyable dans le système ordonné de la hiérarchie et de l'organisation militaires.

Durant le premier mois de la révolution, ni le Gouvernement, ni les autorités militaires n'avaient rien entrepris pour supprimer ou ramener à des bornes définies ce phénomène dangereux. N'ayant pas, au début, prévu toute la gravité de ses conséquences ; comptant sur l'influence modératrice des officiers ; se servant quelquefois des comités pour atténuer des manifestations violentes parmi les soldats — de même que le médecin se sert de petites doses de poison qu'il introduit dans l'or-

ganisme du malade — le Gouvernement et le commandement, encore qu'avec hésitation, reconnurent à moitié ces organisations militaires. Le 9 avril, à Jassy, Goutchkov disait aux délégués de l'armée : « Bientôt aura lieu un congrès des délégués de toutes les organisations de l'armée ; ce congrès élaborera un statut normal commun. En attendant, organisez-vous comme vous pourrez, servez-vous des organisations déjà existantes et travaillez à créer l'union.»

Au mois d'avril, la situation se trouvait tellement embrouillée que le Gouvernement ne pouvait plus différer la solution de la question des comités. À la fin de mars, eut lieu une conférence au Grand Quartier, à laquelle prirent part le Généralissime, le Ministre de la Guerre Goutchkov, ses sous-secrétaires et les membres de l'état-major. J'y participai également en tant que futur chef de l'état-major du Généralissime. La conférence fut saisie d'un projet de loi tout prêt apporté de Sébastopol par le colonel de l'état-major Verkhovsky, et rédigé conformément au règlement qui était déjà en vigueur dans la flotte de la mer Noire.

La discussion s'engagea entre deux opinions diamétralement opposées dont je représentais l'une et Verkhovsky ([100]) l'autre.

À cette époque, Verkhovsky avait déjà commencé son activité quelque peu démagogique qui lui avait gagné, au début, les sympathies des soldats et des marins. Il avait pour lui l'expérience, encore que toute récente, de l'organisation de ces éléments ; une argumentation appuyée d'un grand nombre d'exemples concrets, — je ne sais s'il les empruntait à la réalité ou à son imagination ; une élasticité désinvolte dans les convictions et une éloquence impressionnante. Il idéalisait les comités, insistait sur leur utilité, sur leur nécessité et même sur leur

---

[100] Plus tard Ministre de la Guerre.

caractère « étatiste », y voyant un principe qui règle le mouvement amorphe et désordonné des soldats, et se prononçait chaleureusement pour l'extension des compétences et des droits des comités.

J'indiquai que l'institution des comités était une mesure que l'organisme de l'armée ne saurait digérer, qu'elle équivalait à la destruction de l'armée. Si le pouvoir était impuissant à vaincre ce phénomène, il fallait, tout au moins, en atténuer les conséquences. Pour cela il fallait, à mon avis, limiter les pouvoirs des comités à des fonctions d'administration économique ; augmenter le nombre d'officiers qu'ils comportent et s'opposer au développement ascendant des organisations afin d'en empêcher la fusion et la centralisation auprès des unités importantes de l'armée, telle que divisions, corps d'armée, armées d'un front entier. Malheureusement, je ne réussis que dans une très faible mesure à faire triompher mon opinion, et le 30 mars parut l'ordre du jour du Généralissime, n° 51, stipulant « la transition à des formes nouvelles de l'existence » et invitant « les officiers, les soldats et les marins à une collaboration commune et cordiale en vue d'instaurer dans les unités de l'armée un ordre rigoureux et une discipline stable ».

Les grandes lignes du « statut » étaient les suivantes :

1) La destination essentielle de toute l'organisation : a) renforcer la combativité de l'armée et de la flotte afin de mener la guerre jusqu'à la victoire finale ; b) élaborer les formes nouvelles de la vie du soldat-citoyen de la Russie libre ; c) répandre l'instruction dans l'armée et la flotte.

2) La forme de l'organisation : organes permanents : comités de compagnie, de régiment, de division et de corps d'armée ; organes temporaires : congrès de représentants des corps d'ar-

mée, des fronts et congrès central auprès du Grand Quartier ; ce dernier congrès nomme un conseil (soviet) permanent ([101]).

3) Les congrès sont convoqués soit par les chefs respectifs, soit sur l'initiative des comités de l'armée. Toutes les décisions du congrès et des comités, avant d'être publiées, doivent être confirmées par les chefs respectifs.

4) La compétence des comités est limitée à des questions relatives au maintien de l'ordre et de la combativité (discipline, lutte contre la désertion, etc.), à la vie intérieure des troupes (permissions, relations réciproques entre les hommes, etc.), à l'administration économique (contrôle du ravitaillement et de l'approvisionnement) et à l'instruction.

5) Les questions de la préparation et de l'instruction militaires sont absolument en dehors de toute discussion.

6) La composition des comités est déterminée au prorata des représentants électifs : un officier pour deux soldats.

Pour montrer la déchéance de la discipline parmi les supérieurs, je dois mentionner un ordre du général Broussilov, qu'il promulgua probablement sous l'influence des organisations militaires, immédiatement après avoir reçu le « statut » : cet ordre excluait tous les officiers des comités de compagnie et dans les comités supérieurs réduisait leur proportion jusqu'à un tiers et même jusqu'à un sixième de l'ensemble des délégués.

Deux semaines à peine s'étaient écoulées et voici que le Ministère de la Guerre, dédaignant le G.Q.G., publie un nouveau règlement, rédigé par une section de la fameuse commission de

---

101 Ainsi, au point de vue de la centralisation de l'organisation, le décret allait même plus loin que ne le demandait alors les représentants des soldats.

Polivanov avec le concours des représentants du Soviet ([102]). Ce nouveau règlement apportait des modifications sensibles : le nombre d'officiers dans les comités était diminué ; au nombre des attributions des comités fut jointe celle de « prendre des mesures licites contre les abus et les excès de pouvoir des fonctionnaires de l'unité respective » ; on interdisait au comité de compagnie « de s'occuper de la préparation militaire et des fonctions militaires de l'unité », mais cette réserve manquait à l'égard des comités de régiment ; en outre, le commandant du régiment avait le droit d'introduire une plainte contre telle décision, du comité, mais n'avait pas le droit de la suspendre ; enfin, les comités avaient pour devoir d'entrer en rapports avec les partis politiques, sans aucune réserve, au sujet de l'envoi à l'armée des délégués, des orateurs et de la littérature de propagande, le tout pour exposer les programmes de ces partis en vue des élections à l'Assemblée Constituante.

Cet acte, qui, en pleine guerre, sanctionnait la transformation de l'armée en une arène de lutte politique et ôtait au chef le droit d'être le maître dans son unité, fut une des étapes principales dans la voie de la destruction de l'armée. Il est intéressant de comparer à cet état de choses le point de vue adopté dans l'armée de l'anarchiste Makhno et exprimé dans l'ordre du jour de l'un de ses «commandants des troupes », Volodine, à la date du 10 novembre 1919.

« Étant donné que toute propagande des partis, dans l'état de lutte actuelle, désorganise considérablement l'action purement militaire de l'armée des partisans, je déclare expressément à toute la population que j'interdis absolument toute propagande des partis jusqu'à la victoire finale sur les blancs... »

Quelques jours après, le G.Q.G. ayant protesté, le Ministère de la Guerre ordonna de « surseoir pour le moment à l'applica-

---

[102] Le président de la section était le général Apouchkine.

tion de l'ordre dans sa partie relative aux comités. Là où ceux-ci ont déjà été organisés, on peut les laisser en vigueur afin de ne pas créer de désordre et de désorganisation ». Le Ministère reconnut qu'il était indispensable d'amender l'article relatif aux comités en s'inspirant de l'ordre du Généralissime, « plus conforme aux besoins de l'armée… »

Ainsi, vers le milieu d'avril, l'armée possédait plusieurs systèmes d'organisations : celui, créé d'une façon illicite, avant le mois d'avril ; celui, institué par le G.Q.G. et celui prescrit par le Ministère. Ces contradictions, amendements, réélections, etc. auraient pu fort embarrasser les unités, si les comités eux-mêmes n'avaient pas simplifié la question : ils rejetèrent tout ce qui limitait et réglementait leur activité et se mirent à agir à leur guise.

Enfin, dans les villes où étaient cantonnées les troupes ou les administrations militaires, surgirent des soviets locaux de soldats ou de députés des soldats et des ouvriers ; ces organes n'obéissaient à aucun règlement et se faisaient une spécialité du recel des déserteurs et de l'exploitation éhontée des administrations municipales, des zemstvos et de la population. Le pouvoir n'entreprenait rien contre eux, on les laissait faire, et ce ne fut qu'à la fin d'août que le Ministère de la Guerre, exaspéré par les excès de ces « institutions de l'arrière », communiqua à la presse son « intention d'élaborer un statut spécial les concernant ».

Qui donc étaient ceux qui composaient les comités ? Il y avait très peu d'éléments vraiment militaires, solidaires des intérêts de l'armée comprenant les conditions de son existence, pénétrés de traditions militaires. La vaillance, le courage, le sentiment du devoir, toutes ces valeurs impondérables, n'avaient pas cours sur l'arène de la vie nouvelle qui s'établissait à coups de meetings. La masse des soldats, malheureusement ignorante, illettrée, déjà démoralisée et n'ayant pas confiance dans ses

chefs, choisissait pour la représenter surtout des hommes qui lui en imposaient par leurs discours aisés, par un vernis politique extérieur puisé dans la littérature de propagande, mais surtout par leur manière impudente de flatter ses instincts. Que pouvait leur opposer un vrai soldat qui invitait à remplir le devoir, à obéir, à lutter pour la Patrie sans ménager sa vie ? Les bons officiers, si même ils pénétraient dans les comités inférieurs, passaient rarement dans les organes supérieurs, se perdaient dans une ambiance qui leur était étrangère et, peu à peu, se trouvaient évincés. Ils n'avaient ni la confiance des soldats, ni le désir de travailler dans les comités, ni, peut-être, une instruction politique suffisante. Dans les comités supérieurs on trouvait quelquefois un bon soldat, sachant comprendre les intérêts de l'État, plutôt qu'un officier, car un homme revêtu de la capote de soldat pouvait dire à la foule bien des choses qu'elle n'aurait pas souffertes d'un officier.

L'armée russe fut désormais dirigée par des comités composés d'éléments qui lui étaient étrangers, que le hasard seul, pour la plupart du temps, avait amenés dans ses rangs et qui représentaient des organes socialistes interfractionnaires plutôt que militaires.

Il semblait étrange au plus haut point et outrageant pour l'armée que les congrès du front, représentant plusieurs millions de combattants, un grand nombre d'excellentes unités ayant un long passé de gloire, comptant dans leurs rangs des officiers et des soldats dont pourrait s'enorgueillir n'importe quelle armée du monde, que ces congrès eussent à leur tête des personnages absolument étrangers à l'armée : au front de l'Ouest, un civil, juif, social-démocrate bolchevik, Posner ; au front du Caucase, un civil, social-démocrate menchevik, nationaliste géorgien, Guéguetchkori ; au front de Roumanie, un médecin, socialiste-révolutionnaire, géorgien, Lordkipanidzé.

* * *

Que faisaient donc ces organisations militaires appelées à reconstruire sur des bases nouvelles « la plus libre armée du monde entier ? ([103])». Je citerai une série de questions ([104]) qui furent discutées, à quelques variations près, à tous les congrès des fronts et dont s'inspiraient ensuite tous les comités des fronts ainsi que les comités subalternes.

1. — L'attitude à l'égard du Gouvernement, du Soviet et de l'Assemblée Constituante ;

2. — L'attitude à l'égard de la guerre et de la paix ;

3. — La question de la république démocratique en tant que régime favorisé ;

4. — La question agraire ;

5. — La question ouvrière.

Introduire dans l'armée, déjà ébranlée et se trouvant en présence d'un ennemi puissant et cruel, tous ces brûlants problèmes politiques et sociaux, résolus d'une façon radicale, souvent démagogique, et suscitant la lutte des partis, des classes et des corporations, ceci ne pouvait se passer sans secousses. Dès le premier congrès (à Minsk), qui fut l'objet d'une sollicitude toute particulière de la part des autorités militaires et civiles, nous avons vu apparaître, même dans les questions relatives aux us et coutumes de l'armée, certaines tendances qui nous ont rendu songeurs : abolir le grade d' « officier », abolir l'autorité personnelle en matière de discipline, accorder aux comités le droit d'éloigner les chefs qu'ils jugeraient indésirables, etc...

---

[103] Expression de Kérensky.

[104] Je ne cite pas les questions qui étaient vraiment du ressort de ces organes.

Dès les premiers jours de leur existence, les comités engagèrent une lutte en vue d'élargir indéfiniment leur compétence, depuis « le droit de prendre part à la direction de l'armée », jusqu'à la formule : « tout le pouvoir aux Soviets » (en considérant les comités comme les organes investis du mandat des Soviets).

Cependant, au commencement, les comités militaires gardèrent une attitude parfaitement loyale à l'égard du Gouvernement Provisoire, d'autant plus loyale que le comité se trouvait plus bas dans l'échelle hiérarchique. Une série de résolutions proclamant une soumission sans réserves au Gouvernement Provisoire, des félicitations, des délégations envoyées par les troupes qui se montraient inquiètes des bruits de la dualité du pouvoir et de l'opposition que le Soviet faisait au Gouvernement, tout cela emplissait, au printemps, les colonnes des journaux de Pétrograd. Plus tard, à la suite de la propagande du Soviet, qui gagnait de plus en plus en importance, cet état d'esprit subit divers changements et trouva son expression la plus éloquente dans la résolution, déjà citée, de la Conférence des Soviets, au commencement d'avril : « La Conférence appelle la démocratie révolutionnaire de Russie à organiser et à rallier ses forces autour des Soviets et à être prête à s'opposer résolument à toute tentative du Gouvernement d'échapper au contrôle de la démocratie ou de se soustraire aux obligations qu'il a assumés ».

Tandis que les comités supérieurs se laissaient aller à l'action politique et s'occupaient d'approfondir les « principes révolutionnaires » dans l'armée, les comités inférieurs s'emparaient peu à peu des choses du service, des us et de la vie intérieure des troupes, éliminant, affaiblissant et discréditant l'autorité du commandement. Il arriva peu à peu que les comités eurent le droit de fait de destituer et d'élire les chefs, la situation d'un chef auquel on avait « voté le blâme », devenant intenable. C'est ainsi, par exemple, que sur le front de l'Ouest, dont je comman-

dais les armées, on avait forcé à se retirer, jusqu'au mois de juillet, près de 60 officiers supérieurs, depuis des chefs de régiment jusques et y compris le général commandant d'un corps d'armée.

Mais ce qui était le plus terrible, c'était la tendance des comités — tendance due soit à leur propre initiative, soit aux exigences des troupes — à s'immiscer dans les mesures purement stratégiques et tactiques des chefs, ce qui ne manquait pas de compliquer à l'extrême la marche des opérations et même de les rendre positivement impossibles.

Le chef, entravé, paralysé, privé de son individualité, de son pouvoir et, par conséquent, irresponsable, ne pouvait désormais conduire avec confiance ses troupes à la victoire et à la mort...

Cependant, son autorité ayant disparu, le chef se trouvait, bon gré, mal gré, contraint de demander l'assistance des comités ; ceux-ci, en effet, parvenaient quelquefois à apaiser la masse turbulente des soldats ; ils luttaient contre la désertion, réglaient les conflits entre les officiers et les soldats, appelaient à exécuter les ordres donnés et, d'une manière générale, soutenaient l'échafaudage extérieur d'un édifice qui commençait à se lézarder.

Ce côté positif de certains comités continue, jusqu'à ce jour, à induire en erreur leurs apologistes, y compris Kérensky. Je ne peux pas discuter avec des gens qui croient qu'on puisse construire une maison en posant un jour la charpente et en pillant les poutres le lendemain.

Ainsi se poursuivaient l'action apparente et l'action occulte des organisations militaires, passant tour à tour des appels patriotiques aux mots d'ordre internationalistes ; de l'appui du commandement à son abolition ; des votes de confiance ou de

méfiance à l'égard du Gouvernement Provisoire à des ultimatums pour réclamer des bottes neuves ou des primes payables aux membres du Comité... L'historien de l'armée russe, qui aura étudié ce phénomène, sera stupéfait de constater dans la plupart des actes et de la littérature des comités une incompréhension absolue des lois qui régissent l'existence d'une force armée.

Les comités de l'arrière et de la flotte étaient surtout pénétrés d'un esprit démagogique. La flotte de la Baltique demeurait tout le temps dans un état proche de l'anarchie ; la flotte de la mer Noire se comportait mieux et demeura ferme jusqu'à juin. Il est difficile de mesurer le mal immense causé par les comités et les soviets de l'arrière, répandus dans le pays entier, et où l'arrogance emboîtait le pas à une ignorance extraordinaire. Je me bornerai à citer quelques exemples qui caractérisent les différentes manifestations de ces organes.

Vers le milieu du mois de mai, le Comité régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande lançait une proclamation dans laquelle, non content de l'autonomie accordée par le Gouvernement Provisoire, il revendiquait pour ce pays une liberté absolue et déclarait que, « de son côté, il soutiendrait par tous les moyens les démarches des organisations révolutionnaires tendant à la solution la plus prompte de cette question ».

Aux jours troubles de la sédition bolcheviste à Pétrograd (au commencement de juillet), le Comité Central de la flotte de la Baltique, de concert avec le Comité de Finlande nommé plus haut, proclamait : « tout le pouvoir au Soviet Panrusse des députés, des ouvriers et des soldats. Rallions-nous sur le terrain de la lutte pour le pouvoir de notre démocratie ouvrière ». Et il ne laissa pas approcher de Pétrograd les navires que le Gouvernement Provisoire avait fait venir pour réprimer les troubles.

Peu de temps avant l'offensive le Comité de la région militaire de Minsk renvoya à leurs foyers, pour la durée des travaux

agricoles, tous les soldats des dépôts. J'ordonnai des poursuites contre le comité, mais je doute que cet ordre ait eu quelque suite, car, malgré mes instances, le Ministère de la Guerre ne releva pas la responsabilité juridique des membres du Comité, organe collectif, statuant à la majorité des voix, quelquefois par vote secret.

Je citerai, pour conclure, cet épisode cocasse : le comité d'un dépôt de cavalerie, sur mon front, résolut de n'abreuver les chevaux qu'une fois toutes les 24 heures, à la suite de quoi la plupart des chevaux crevèrent.

II serait injuste de nier l'existence de quelques exemples positifs de l'activité des « organisations de l'arrière », mais ils disparaissent sans laisser de traces ni de résultats, submergés par le flot d'anarchie que toutes ces organisations avaient fait monter.

Au point de vue militaire, la question la plus importante était celle de l'attitude des comités à l'égard de la guerre et, en particulier, de l'offensive qui se préparait. J'ai déjà relevé (voir chapitre X) les contradictions intérieures qui se faisaient jour tant dans la conscience des membres du Soviet et des Congrès que dans les instructions, imprégnées de duplicité et de manque de sincérité, qu'ils donnaient aux organisations militaires et qui se réduisaient à l'acceptation de la guerre et de l'offensive, mais sans la victoire.

Telle fut, en somme, l'idée adoptée et mise en pratique par les comités supérieurs, à l'exception du comité du front de l'Ouest, lequel vota, au mois de juin, une résolution bolcheviste, dont le sens était le suivant : la guerre a été provoquée par la politique annexionniste des gouvernements ; c'est pourquoi le seul moyen de mettre fin à la guerre consiste dans la lutte commune des démocraties de tous les pays contre leurs Gouvernements respectifs ; si, par contre, la guerre se termine par la vic-

toire décisive de tel groupe de puissances sur tel autre, ceci ne servira qu'à fortifier le militarisme au détriment de la démocratie.

Tant que dura l'accalmie sur le front, les élucubrations et les résolutions des organisations supérieures laissèrent les troupes à peu près indifférentes. Mais, lorsque vint le moment de se préparer à l'offensive, la voix de l'instinct prit le dessus chez bien des hommes et la formule toute prête des idées défaitistes tomba à pic. Tandis que certains comités continuaient à voter des résolutions patriotiques, d'autres organisations, qui exprimaient soit l'état d'esprit des unités soit leur propre opinion, se prononçaient carrément contre l'idée de l'offensive. Des régiments, des divisions et jusqu'aux corps entiers de l'armée du front, — surtout sur les fronts du Nord et de l'Ouest, — refusèrent d'effectuer les travaux préliminaires et d'avancer en première ligne. À la veille de l'offensive, il fallut envoyer d'importantes expéditions militaires pour réprimer par la force des armes les unités qui trahissaient lâchement leur devoir.

* * *

J'ai déjà parlé, dans le chapitre XVI, de l'attitude de certains chefs opportunistes à l'égard des comités. Cette attitude se résume de la façon la plus nette dans cet appel que le commandant d'une des armées par intérim, le général Fedotov, adressait au comité de son armée :

« Notre armée a obtenu à présent une organisation comme il n'en existe encore nulle part... Un rôle important y appartient aux organisations électives. Nous, ses chefs d'autrefois, nous ne pouvons actuellement donner à l'armée autre chose que nos connaissances militaires, stratégiques et tactiques. Quant à organiser l'armée, à créer sa force intérieure, c'est vous, les comités, qui êtes appelés à réaliser cette tâche. Le rôle des comités,

votre rôle dans la création d'une nouvelle et puissante armée est très grand. L'histoire future en prendra note ! »

Avant même que les organisations militaires fussent légitimées, le commandant en chef du front du Caucase ordonna que les décisions du Soviet arbitraire de Tiflis seraient publiées dans les ordres du jour de l'armée et que toutes les dispositions relatives à l'organisation et la vie quotidienne de l'armée seraient présentées au Soviet.

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une attitude pareille de la part d'un certain nombre de chefs ait favorisé et justifié les prétentions sans cesse croissantes des comités.

Pour ma part, sur les fronts de l'Ouest et du Sud-Ouest, je tranchai la question d'une façon très nette : je refusai d'entrer avec les comités en quelques relations que ce soit et je coupai court, autant que c'était possible, à toutes les manifestations de leur activité, contraires aux intérêts de l'armée.

En fin de compte, le peu de cas qu'on faisait de son autorité, ôtait au commandement toute responsabilité. Or, un chef sans autorité ni responsabilité ne pouvait conduire les armées à la victoire.

« Théoriquement, il devenait de plus en plus clair, — dit un des commissaires les plus en vue, l'ancien membre du Comité Exécutif du Soviet, Stankevitch — qu'il fallait soit abolir l'armée, soit abolir les comités. Mais pratiquement on ne pouvait faire ni l'un ni l'autre. Les comités étaient l'expression éclatante de la maladie sociologique inguérissable de l'armée ; l'indice de sa mort certaine, sa paralysie. Toutefois, la tâche du Ministère de la Guerre était-elle d'accélérer la mort par une intervention chirurgicale énergique, mais sans espoir ?... »

Durant la première période de la révolution, l'armée russe, autrefois si grande, offrait, à mon sens, le spectacle suivant :

La patrie n'existe plus. Le chef est crucifié. Il a été remplacé au front par un collège de cinq « défensistes » et de trois bolcheviks qui adressent des appels à l'armée :

« En avant pour la liberté et la révolution... mais sans infliger à l'ennemi une défaite décisive !... » disent les uns.

« À bas la guerre ! Tout le pouvoir au prolétariat ! » clament les autres...

L'armée les écouta quelque temps, demeura d'abord perplexe et finalement... s'en alla à la débandade...

XIX – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » : LES COMMISSAIRES AUX ARMÉES.

Pour « démocratiser » la troupe, on usa ensuite d'un autre moyen : on adopta le système des Commissaires aux armées.

À maintes reprises, dans divers milieux politiques, on avait mis en avant cette idée. On la tirait de l'histoire militaire de la Révolution française : elle avait à sa base la méfiance à l'égard des officiers.

La démocratie révolutionnaire inclinait aussi dans ce sens, non sans insistance. Au milieu du mois d'avril, la conférence des délégués du front adressa au Soviet des députés ouvriers et soldats une demande catégorique : elle exigeait qu'on créât des Commissaires aux armées. Ce qui motivait l'adoption immédiate de cette institution, c'était l'impossibilité où l'on se trouvait de conserver plus longtemps dans les rapports entre les soldats et certains officiers le calme et l'ordre nécessaires. Si l'on avait pu jusqu'ici éviter les « lynchages » et les révocations, c'était uniquement parce que l'armée attendait les mesures indispensables que devaient prendre le Soviet et le Gouvernement, dont elle ne voulait pas, par ses désordres, compliquer la tâche.

En outre, la conférence présentait un projet d'une stupidité rare : l'envoi aux armées de trois commissaires à la fois, l'un représentant le Gouvernement Provisoire, le deuxième le Soviet des députés ouvriers et soldats et le troisième les comités d'armée. Et les exigences de la conférence allaient fort loin : à son avis, les commissariats, organes de contrôle, devaient examiner toutes les affaires, toutes les questions de la compétence des

commandants d'armée et de groupe d'armées (sur un front), ils auraient mission de contresigner tous les ordres du jour : promotions des officiers, enquêtes sur leurs agissements, droit de les priver de leur commandement.

Entre le Soviet des députés ouvriers et soldats et le Gouvernement Provisoire s’engagèrent à ce sujet des pourparlers qui durèrent longtemps. À la fin du mois d'avril l'accord se fit : on nommerait deux commissaires aux armées, l'un pour le Gouvernement Provisoire, l'autre pour le Soviet. Dans la suite cependant cette décision fut modifiée, probablement au moment où le ministère de coalition prit le pouvoir (5 mai). On décida alors de déléguer un seul commissaire aux armées — après entente entre le Gouvernement et le Soviet ; et ce commissaire devait représenter les deux institutions, devant lesquelles il était responsable.

À la fin du mois de juin, le Gouvernement Provisoire créa des commissaires aux groupes d'armées. Voici comment leurs fonctions étaient définies : en s'inspirant des instructions du Ministère de la Guerre, ils devaient s'efforcer de trouver une solution uniforme à toutes les questions politiques, soulevées dans les limites de leur groupe d'armées, en collaborant, pour les mettre d'accord, avec les commissaires aux armées.

Plus tard, à la fin du mois de juillet on perfectionna le système en créant un commissaire supérieur attaché au Grand Quartier Général (Stavka). Tous les dossiers étaient soumis en suite au cabinet politique du Ministre de la Guerre.

Mais on ne promulgua aucune loi pour définir les droits et les devoirs du commissaire ou, tout au moins, s'il y eut des lois, les chefs militaires les ignorèrent toujours — ce qui, dans la suite, entretint les malentendus et les querelles.

Observer les officiers, les états-majors, savoir s'ils étaient « bien pensants » en matière politique — tel était le rôle occulte que devaient jouer les commissaires. À ce point de vue le régime démocratique alla plus loin peut-être que l'autocratie. J'ai pu m'en convaincre lors de mes visites au front Ouest et au front Sud-Ouest. J'y ai lu la correspondance télégraphique des commissariats avec Pétrograd : l'état-major me passait les dépêches déchiffrées — que messieurs les commissaires me le pardonnent ! — dès qu'elles avaient été expédiées. Pour s'acquitter de ces fonctions-là, il ne fallait aux commissaires qu'un peu de pratique en matière de police politique. Mais les devoirs formels qui leur incombaient étaient autrement compliqués. Il y fallait des vues d'homme d'état, une vision nette du but à atteindre, une connaissance psychologique approfondie des milieux militaires : soldats, officiers, chefs, une science exacte des principes qui déterminent l'existence, le rôle, la vie même de l'armée, un tact infini et, en outre, des qualités intellectuelles : du courage, une volonté ferme, de l'énergie.

Si ces conditions s'étaient réalisées, cela aurait pu atténuer, en quelque mesure, les conséquences désastreuses de cette institution nouvelle qui privait le chef militaire de toute influence sur ses troupes (ce n'était, à vrai dire, que la consécration d'un état de choses existant). Et, cependant, seule cette influence du chef pouvait fortifier dans l'esprit des soldats l'espoir, la certitude de vaincre.

Malheureusement, parmi les amis du Gouvernement et du Soviet, parmi leurs hommes de confiance, il était impossible de trouver des gens possédant les capacités nécessaires. Voici dans quels milieux se recrutaient les commissaires que j'ai connus : officiers promus pendant la guerre, médecins, avocats, publicistes, anciens déportés politiques, émigrés restés longtemps sans contact avec la Russie, membres des associations révolutionnaires, etc. Ces gens-là n'avaient — il va sans dire — qu'une connaissance très approximative des milieux militaires.

Quant à leurs opinions politiques, ils appartenaient tous aux partis socialistes, allant des social-démocrates « menchevistes » jusqu'au groupe « Unité ». Ils portaient les couleurs de leur parti et, souvent, ils se refusèrent à suivre la ligne tracée par le Gouvernement, liés qu'ils étaient — à leur avis — par la discipline du Soviet et de leur parti. Suivant leur programme politique, les commissaires n'avaient pas tous le même point de vue au sujet de la guerre. Staukiévitch, un des commissaires qui remplirent leurs fonctions avec le plus de loyauté — à sa façon, bien entendu — alla rejoindre un jour une division qui marchait à l'ennemi. Il se déclare torturé par le doute : « Et quoi ! nos soldats sont convaincus que nous ne voulons pas les tromper. Ils repoussent toute hésitation et s'en vont mourir et tuer. Avons-nous bien le droit de les y pousser ? Bien plus ! avons-nous le droit de prendre une décision à leur place ? » Au sujet du bolchevisme les commissaires n'eurent pas tous — affirme Savinkov ([105]) — la même manière de voir, ils ne furent pas tous partisans de la lutte nécessaire, décisive contre les bolcheviks. Savinkov était une exception. Sans être militaire de profession, il s'était formé dans les aventures, dans les combats, dans les dangers. Ses mains s'étaient plongées dans le sang des meurtres politiques. Cet homme connaissait les lois de la guerre : il sut rejeter le joug de son parti et combattre la désorganisation de l'armée avec plus de ténacité que les autres. Mais sa conception des événements avait une teinte par trop personnelle.

Quant à leurs qualités personnelles, les commissaires — si l'on en excepte quelques-uns du type Savinkov —manquaient de force et d'énergie. C'étaient des orateurs, ce n'étaient pas des hommes d'action. Leur ignorance professionnelle n'aurait peut-être pas eu de conséquences néfastes, mais une circonstance

---

105 Savinkov fut commissaire de la 7ème armée, puis au groupe d'armes du front sud-ouest. Il dirigea ensuite le ministère de la guerre.

aggrava la situation : comme leurs fonctions étaient mal définies, ils se mirent peu à peu à s'immiscer dans tous les domaines de la vie militaire et du service. Tantôt c'était sur leur propre initiative, tantôt les soldats ou les Comités les y incitaient — quelquefois même, ils en étaient priés par des chefs timorés qui craignaient les responsabilités. Les commissaires étudiaient avec attention toute espèce de questions : les nominations, les destitutions d'officiers et même les problèmes stratégiques. Et ils ne s'appliquaient pas seulement à « démasquer la contre-révolution », ils examinaient aussi l'utilité des mesures adoptées par le haut commandement. Et la confusion des pouvoirs était telle que, pour peu qu'un chef manquât de ressort moral, il ne savait plus à quoi s'en tenir. Voici un fait que je me rappelle. Pendant la retraite de juillet, sur le front Sud-Ouest, un commandant de corps d'armée décida, à la légère, de rendre impraticable une excellente route militaire, ce qui mit les troupes dans une situation des plus pénibles. Le général commandant de l'armée le destitua. Dans la suite, l'officier destitué vint me faire part, en toute sincérité, de son profond étonnement : pourquoi le révoquait-on ? N'avait-il pas agi selon les suggestions de son commissaire ?

Le commissariat reflétait les doctrines du soviet des députés ouvriers et soldats, il soutenait — à l'abri d'une immunité vraiment touchante — les droits nouvellement acquis du soldat, et pourtant, il ne fut pas à la hauteur de sa tâche principale : la direction de la vie politique des armées. La plupart du temps la propagande la plus destructive s'exerça librement. Les meetings, les comités de soldats votèrent, tant qu'ils le voulurent, des motions hostiles à l'État, hostiles au Gouvernement. Les commissaires ne sortaient de leur inertie que les jours où l'effervescence tournait à la révolte armée. Cette politique était bien faite pour démoraliser aussi bien la troupe que comités et les chefs.

Le système des commissaires n'atteignit pas son but. Aux yeux du soldat, ils représentaient la contrainte, parfois la répression — et cela même les rendait impopulaires. Ils n'avaient pas l'autorité directe, évidente qui leur eût donné la force, cette force que respectent même les régiments en révolte ouverte contre la discipline. Et cela se confirma par la suite, quand les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir : les commissaires furent obligés, les premiers, de quitter leur poste en cachette et en toute hâte.

Et c'est ainsi que dans l'armée russe, au lieu d'une seule autorité, on en vit apparaître trois de genres différents, et tout à fait incompatibles : le commandant en chef, le comité et le commissaire. Pouvoirs fantômes, sur lesquels pesait, les écrasant de toute sa masse inculte et sauvage, la puissance de la foule.

....

En examinant ces organes nouveaux : les commissaires et les comités, en étudiant le rôle qu'ils ont joué dans la vie de l'armée russe, je n'ai tenu compte que d'un seul point de vue : la conservation de notre force militaire, facteur principal des destinées de la nation. Mais il ne serait pas juste de limiter ainsi le problème et de l'étudier en dehors des lois générales qui régissent la vie du peuple et la marche de la révolution. Je dirai plus : tous ces phénomènes qui se manifestent au grand jour marquent la succession logique et inévitable des événements, étant donné le rôle qu'a voulu y jouer la démocratie révolutionnaire. Et c'est là qu'apparaît tout le tragique de la situation.

La démocratie socialiste n'avait à sa disposition aucun spécialiste capable de diriger les services techniques de l'armée. D'autre part, elle n'avait ni l'énergie, ni la possibilité d'écraser la résistance de la démocratie bourgeoise et des officiers en les forçant à travailler pour la gloire du socialisme : cela les bolche-

viks le firent plus tard ; en exterminant leurs adversaires méthodiquement, cruellement, sans merci, ils obligèrent les intellectuels et les officiers survivants à servir le communisme.

La démocratie révolutionnaire (socialiste), en réalité maîtresse du pouvoir s'était tracé un programme : elle savait bien que les administrateurs et les chefs militaires chargés par elle de réaliser ce programme, étaient loin de partager ses idées. De là, une méfiance inévitable, de là le désir d'atténuer l'influence, de diminuer l'importance de ces auxiliaires. Quelles méthodes appliquer pour y parvenir ? Comme la notion même de l'état, comme le patriotisme avaient disparu, l'organisme révolutionnaire central mit en œuvre, pour combattre ses adversaires politiques, toutes les méthodes de destruction, sans prendre garde au fait que ces méthodes minaient du même coup et le pays et l'armée.

Notons enfin une circonstance encore, et des plus importantes : la révolution vint ébranler toutes les assises de l'État et rompre l'équilibre des classes juste à l'heure où toute la fleur de la nation était sous les armes, environ dix millions de jeunes hommes. On était sur le point d'élire les représentants du peuple à l'Assemblée Constituante. Dans ces conditions il était tout à fait impossible d'empêcher la politique d'envahir l'armée — pouvait-on arrêter le courant du fleuve ? On aurait pu toutefois le canaliser dans une bonne direction, la chose n'est pas douteuse. C'est alors que les deux partis s'affrontèrent, chacun avec sa méthode (méthode conservatrice — méthode démagogique). Et chaque parti s'efforça d'influer sur l'esprit de l'armée, ce facteur tout puissant de la révolution.

Telles sont les données qui nous permettent de définir et de fonder avec logique le processus de la « démocratisation » de l'armée. Une classe, la démocratie révolutionnaire, gouverna tout d'abord dans la coulisse, puis ouvertement, sur la scène : pour fortifier sa position, pour satisfaire aux instincts de la

foule, elle mina l'autorité militaire. Elle contribua à créer des organisations militaires collectives ; si ces organisations ne suivaient pas toujours les directives du Soviet, du moins étaient-ils moins dangereux et plus maniables que le haut commandement. Mais il fallait, de toute nécessité, une autorité militaire. La méfiance à l'égard des officiers d'une part, d'autre part le désir de placer une sorte de tampon entre les deux éléments de l'armée qu'on avait artificiellement séparés, conduisirent à adopter le système des commissaires. Ces deux institutions (comités et commissaires) ne contentèrent ni les soldats, ni les officiers ; elles tombèrent en même temps que le Gouvernement Provisoire. Plus tard, avec quelques modifications, elles reparurent dans l'armée rouge. Mais bientôt, de nouveau, la vie les balaya.

XX – « LA DÉMOCRATISATION DE L'ARMÉE » HISTOIRE DE LA « DÉCLARATION DES DROITS DU SOLDAT ».

Le 9 mai, Kérensky sanctionna la « déclaration des droits du soldat », loi funeste qu'avait élaborée la commission Polivanov. En voici les articles les plus importants :

1) « Les militaires sous les drapeaux jouissent de tous les droits du citoyen. »

2) « Chaque soldat peut faire partie, légalement, des groupes et associations politiques, nationaux, religieux, économiques ou professionnels, quels qu'ils soient. »

3) « En dehors du service, tout militaire a le droit d'exprimer, par la parole ou par la plume, et par la voie de l'impression, ses opinions politiques, religieuses, sociales ou autres. »

6) « Tous les imprimés, sans exception... doivent être remis à leurs destinataires. »

10) « La désignation de soldats-ordonnances au service des officiers est abolie... À l'armée active et dans la flotte, les officiers peuvent avoir un homme à leur service... mais il y faut le consentement du subordonné... avec qui l'on devra convenir du salaire. »

12) « Le salut militaire obligatoire... est supprimé. »

18) « Les comités élus par les soldats sont autonomes ; ils ont le droit d'infliger des punitions et d'exercer leur contrôle dans certaines circonstances exactement déterminées. »

Cette « déclaration des droits » qui fut la consécration devant la loi des phénomènes pathologiques en train d'envahir l'armée — partiellement ou totalement selon les lieux par les voies de la révolte et de la violence ou, pour employer le langage consacré, « au nom de la révolution », cette déclaration sapa définitivement les bases mêmes de l'ancienne armée. Elle inspira la passion de politique, elle inculqua les principes de la guerre des classes à une multitude en armes, déséquilibrée, mais qui déjà avait pris conscience de sa force brutale. Elle justifia, cette déclaration, elle autorisa largement la propagande — par les discours et par les tracts — des théories qui sapaient l'état, la morale et la Société, niaient toute autorité et le droit même de l'armée à l'existence. Enfin, elle priva les chefs de leur pouvoir disciplinaire qu'elle transféra à des organisations. On désapprouvait solennellement, une fois de plus, le corps des officiers, on l'humiliait, on l'outrageait.

En guise de conclusion, Kérensky avait dit : « L'armée et la flotte les plus libres au monde doivent prouver que la liberté crée la force, et non la faiblesse ; elles forgeront une discipline nouvelle, la discipline de fer du devoir, elles accroîtront la puissance militaire du pays. »

Et la « Grande Muette » — pour employer la définition si vraie, si imagée des Français — se mit à parler, à déblatérer toujours plus bruyamment : pour appuyer ses réclamations elle faisait recours à la menace armée et n'hésitait pas à répandre le sang de ceux qui avaient le courage de résister à sa démence.

À la fin d'avril le projet de loi fut, dans son texte définitif, soumis par Goutchkov à l'examen du Grand Quartier Général. Nous en fîmes une critique véhémente où s'exprimaient toutes

nos inquiétudes. Le Généralissime et moi, nous y fîmes sentir tout le chagrin que nous causait l'avenir lamentable de notre armée. « Cette déclaration est le dernier clou au cercueil qu'on destine à l'armée russe » — telle était notre conclusion. Le 1er mai, Goutchkov démissionna, se refusant à assumer « la responsabilité du crime qu'on commettait envers la patrie » et particulièrement à signer la déclaration.

* * *

Le Grand Quartier envoya le projet de loi aux commandants en chef des fronts, pour en prendre connaissance. Il les convoqua ensuite à Mohilev. Cette conférence historique se réunit le 2 mai ([106]) : on devait y examiner la situation, qui était terrible. Tous les discours dépeignirent l'écroulement de l'armée russe ; bien que la forme et le ton en fussent mesurés, une tristesse infinie, une émotion intense s'en dégagèrent.

Le général Broussilov parla d'une voix tranquille où l'on percevait une douleur profonde, nullement affectée ; il termina son discours en ces termes : « Il est possible de supporter tout cela ; il y a quelque espoir encore de sauver l'armée et même de la décider à l'offensive — à la condition expresse que la déclaration ne soit pas promulguée... Si elle l'est, tout est perdu et, dans ce cas, j'estime impossible de rester un jour de plus à mon poste... »

Le général Scherbatchov protesta avec énergie contre cette dernière déclaration, je m'en souviens fort bien. Il démontra qu'on ne doit jamais quitter son poste : les chefs n'ont pas le

---

106 Étaient présents : le généralissime Alexéiev, les généraux Broussilov, Scherbatchov, Gourko, Dragomirov, Yousefovitch et moi ; en outre, un certain nombre de fonctionnaires du Grand Quartier Général.

droit de déserter, quelque pénible soit la situation, fût-elle même désespérée...

Quelqu'un proposa aux commandants en chef de se rendre tous, et sans délai, à Pétrograd, et d'adresser au gouvernement un avertissement ferme et des réclamations péremptoires. Dans l'esprit de l'auteur de cette proposition, une semblable démarche devait produire une impression considérable ; elle mettrait peut-être une barrière au torrent déchaîné des nouvelles lois militaires. Diverses objections furent avancées : le procédé était dangereux — on n'y devrait recourir qu'à la dernière extrémité — en cas d'échec, le commandement supérieur perdrait toute influence... Malgré tout, la proposition fut adoptée. Et le 4 mai s'ouvrit à Pétrograd une conférence qui réunissait tous les commandants en chef ([107]), le gouvernement provisoire et le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats.

J'ai conservé le compte-rendu de cette conférence. J'en donne ci-après de longs extraits. Il est, en effet, du plus grand intérêt : on y trouve la peinture fidèle de l'armée, telle que la voyaient les chefs au moment même où se déroulaient les événements, sans le recul du temps qui les a déformés. On y peut étudier aussi le caractère des hommes qui se trouvaient alors au pouvoir.

Les discours des commandants en chef s'inspirèrent des mêmes sentiments qu'au Grand Quartier, mais avec moins de netteté et moins de franchise. Quant au général Broussilov, il atténua sensiblement ses accusations, parla sans émotion, salua « de tout cœur le gouvernement de coalition » et ne renouvela aucunement sa menace de démissionner.

COMPTE – RENDU

---

[107] Sauf celui du Caucase.

LE GÉNÉRAL ALEXÉIEV. — Il faut, à mon avis, que nous parlions franchement. Nous voulons tous le bonheur de notre libre patrie. Nos méthodes peuvent différer mais nous tendons au même but : terminer la guerre de manière que la Russie en sorte — fatiguée et affaiblie sans doute — mais non mutilée.

Seule, la victoire peut nous donner la solution que nous souhaitons. Après, nous pourrons rebâtir. Mais il faut remporter la victoire et cela n'est possible qu'autant qu'on obéit aux chefs. Autrement, nous n'aurons plus une armée, mais un troupeau.

Rester dans les tranchées, voilà qui n'avancera pas la fin de la guerre. L'adversaire retire, l'une après l'autre, ses divisions de notre front et les dirige en hâte sur le front anglo-français — et nous ne bougeons pas. Et pourtant la conjoncture est des plus favorables : nous devons vaincre — mais pour cela il faut attaquer.

Nos alliés n'ont plus confiance en nous. Cela doit inquiéter nos diplomates, cela me touche tout particulièrement, moi, le généralissime.

La révolution devait, paraissait-il, nous donner l'enthousiasme, l'élan et, par conséquent, la victoire. Malheureusement, cette exaltation que nous attendions ne s'est pas manifestée. Au contraire, nous voyons s'étaler les sentiments les plus vils : on ne pense qu'à soi, on veut sauver sa peau, on oublie la Russie et son avenir.

Que fait, me demandez-vous, l'autorité qui peut convaincre, qui peut contraindre aussi, s'il est nécessaire ? L'armée n'a pas encore digéré, je dois le dire, les réformes qui l'ont ébranlée, désorganisée. Et pourtant, la vie de l'armée dépend de la discipline. Si nous descendons encore la pente, ce sera la décomposition complète.

Les commandants en chef vont exposer une série de faits qui vous montreront où nous en sommes. Puis je conclurai et je ferai connaître les desiderata et les prescriptions dont nous exigeons l'accomplissement.

LE GÉNÉRAL BROUSSILOV. — Avant tout, je dois vous dire ce que sont, aujourd'hui, le corps des officiers et la masse des soldats. La cavalerie, l'artillerie, le génie ont conservé jusqu'à 50% de leurs cadres. L'infanterie, par contre, a essuyé de grosses pertes : tués, blessés, prisonniers, déserteurs (en nombre important) ; voilà pourquoi certains régiments ont renouvelé leur effectif neuf ou dix fois. Dans certaines compagnies, il n'y a plus que de trois à dix des soldats immatriculés au début de la guerre. Les renforts qui nous arrivent sont mal préparés et manquent de discipline. Quant aux officiers des cadres, il en reste de deux à quatre par régiment : encore ont-ils, la plupart, été blessés. Les autres sont de tout jeunes gens, promus après des études accélérées. Du fait de leur inexpérience, ils n'ont aucune autorité. Et c'est à eux qu'incombe la tâche de transformer l'armée : la tâche est trop lourde pour eux.

Le coup d'État était nécessaire, il est même venu trop tard — et pourtant, il n'a pas trouvé le terrain préparé. Les soldats peu cultivés n'y ont vu que leur émancipation de la « tyrannie des officiers ». Les officiers ont salué le coup d'État avec joie. Si nous ne l'avions pas favorisé, il n'aurait peut-être pas si bien réussi. Et cependant, il semble que la liberté n'ait été donnée qu'aux soldats. Les officiers en sont réduits à être les parias de la liberté.

La liberté a enivré la masse inconsciente. Chacun sait qu'il a reçu des droits importants, mais ignore quels sont ses droits. Et il s'intéresse encore moins à ses devoirs. Quant au corps des officiers, il s'est trouvé dans une situation pénible. Les 15 ou 20% se sont rapidement adaptés au nouveau système qui s'ac-

cordait avec leurs convictions. Ceux-là, les soldats avaient, autrefois déjà, confiance en eux : cette confiance subsiste. Certains se mirent à flatter le soldat, en relâchant la discipline et l'excitèrent contre leurs camarades les officiers. Mais le plus grand nombre, les 75 % environ, n'ont pu s'adapter sur-le-champ. Ils se sont aigris, ils sont rentrés dans leur coquille et ne savent que devenir. Nous voulons briser cette coquille, nous voulons réconcilier ces mécontents avec le soldat. Nous avons besoin d'officiers pour continuer la guerre, et nous n'en avons pas d'autres. Beaucoup de nos officiers ignorent tout de la politique, beaucoup sont incapables de faire un discours : tout cela les isole. D'autre part, il est nécessaire d'expliquer à la masse et de lui faire comprendre que la liberté appartient à tout le monde. Je connais le soldat depuis quarante-cinq ans, je l'aime : je m'efforcerai de le rapprocher de ses officiers. Mais, de leur côté, le gouvernement provisoire, la Douma d'Empire et, surtout, le Soviet des députés ouvriers et soldats doivent tout faire pour faciliter ce rapprochement. Il faut agir sans tarder, pour l'amour du pays.

Il le faut aussi parce que la foule ignorante a interprété à sa façon la formule « une paix sans annexions ni contributions ».

Un de nos régiments a déclaré qu'il refusait d'avancer, qu'il allait quitter le front et que chacun allait rejoindre son pays. Les comités s'y opposèrent : on les menaça de dissolution. J'essayai de faire entendre raison à ce régiment ; après que j'eusse demandé aux soldats si je les avais convaincus, ceux-ci sollicitèrent la permission de répondre par écrit et, quelques minutes après, je lisais cette affiche : « La paix coûte que coûte ! À bas la guerre ! »

Un peu plus tard, un des soldats me demanda : « Puisqu'on a dit : pas d'annexion, que nous importe cette montagne ? ». Je lui répondis : « Cette montagne ne m'est pas nécessaire, mais il faut en chasser l'ennemi qui l'a occupée. »

En définitive, on me promit de tenir, mais on refusa d'attaquer : et voici pour quel motif : « Notre ennemi n'est pas méchant ; il nous a annoncé qu'il n'attaquerait que si nous attaquions. L'important pour nous, c'est de pouvoir rentrer au pays, pour y jouir de la liberté et de la terre. À quoi bon nous faire estropier ? »

Offensive ou défensive ? Le succès n'est possible que lorsqu'on attaque. En cas de défense passive, il arrive toujours que le front soit rompu. La brèche peut être réparée quand les troupes sont bien disciplinées. N'oublions pas que les nôtres sont désorganisées et mal préparées. Nos officiers n'ont aucune autorité. Un succès de l'ennemi peut nous conduire à la catastrophe. Voilà pourquoi il faut persuader à la masse que nous devons non pas nous défendre, mais attaquer.

Nous avons, certes, des côtés faibles, mais sans aucun doute nous possédons la supériorité numérique. Si l'ennemi défait les Français et les Anglais et s'il nous attaque ensuite nous aurons du mal à nous défendre.

Il nous faut un gouvernement fort qui puisse nous soutenir. Nous saluons de tout cœur le gouvernement de coalition. Un gouvernement n'est solide que lorsqu'il s'appuie sur une armée réalisant vraiment la force de tout le peuple.

LE GÉNÉRAL DRAGOMIROV. — À l'armée, le sentiment qui domine, c'est un ardent désir de paix. Il est facile de se concilier les sympathies des soldats : il suffit de prêcher la paix sans annexion et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La foule ignorante comprend à sa manière la formule « sans annexion » ; elle est incapable de concevoir la situation des différents peuples ; et elle demande toujours plus souvent : « Pourquoi les démocraties alliées ne se rangent-elles pas à notre opinion ? » Elle aspire à la paix de toute son énergie ; à tel

point que les troupes qui arrivent des dépôts refusent de s'équiper : « À quoi bon ? Nous n'avons pas l'intention de faire la guerre. » On a cessé de travailler. Il faut prendre des mesures sévères même pour empêcher que l'on emporte le caillebotis des tranchées ou pour que les routes soient tenues en bon état.

Dans un de nos meilleurs régiments l'entrée du secteur fut décorée d'un drapeau rouge portant l'inscription : « La paix à tout prix ! » Un officier lacéra ce drapeau — mais il dut s'enfuir pour échapper aux soldats du régiment de Piatigorsk qui le cherchèrent toute une nuit à Dvinsk. L'état-major l'avait soustrait à leur poursuite.

L'expression déshonorante de « suppôts de l'ancien régime » a chassé les meilleurs officiers. Tous, nous avons souhaité la révolution, mais beaucoup d'excellents chefs, dont l'armée était fière, ont été mis à la retraite pour avoir essayé d'enrayer la désorganisation, ou pour n'avoir pas su s'adapter.

Mais ce qui est plus dangereux encore, c'est l'inertie, l'aveulissement. L'égoïsme s'est développé formidablement. Chaque unité ne pense qu'à soi. Tous les jours, au sujet de la relève, des munitions, etc., on voit arriver une série de délégations. Il faut leur donner des explications qui puissent les convaincre et cela ne laisse pas de compliquer le travail des chefs. On est forcé de marchander longtemps pour obtenir ce qui s'effectuait jadis sans discussion. Si l'ordre est donné de transférer une batterie dans un autre secteur, immédiatement les soldats s'agitent : « Vous nous affaiblissez, donc vous nous trahissez. »

Quand il nous parut nécessaire de prélever sur le front nord un corps d'armée qu'on tiendrait en réserve pour le cas où l'ennemi opérerait une descente (la flotte de la Baltique aurait été trop faible pour s'y opposer), il nous fut impossible de réaliser cette mesure. « Notre front est déjà trop étendu, nous décla-

ra-t-on, si vous l'étendez encore, nous ne tiendrons pas ». Autrefois cependant, tous nos regroupements s'effectuaient sans la moindre difficulté. En septembre 1915, onze corps furent prélevés sur le front ouest et cela nous évita une déroute qui aurait pu être décisive. Aujourd'hui, cette opération serait impossible. Au moindre changement, les troupes s'agitent.

On ne veut rien faire pour la Patrie. On trouve cent prétextes pour ne pas relever les unités qui sont au front : il fait mauvais temps ; les hommes ne sont pas tous allés aux bains, etc. Une fois même des hommes refusèrent de descendre en tranchée parce qu'ils s'y étaient déjà trouvés pendant les fêtes de Pâques, deux ans auparavant. Il fallut marchander avec les comités des troupes en question.

Les officiers qui essaient de capter la masse et qui spéculent sur ses mauvais instincts sont très peu nombreux.

Nulle part le principe de l'élection n'a été sérieusement appliqué. Dans certains régiments on s'est débarrassé des gêneurs, accusés de défendre l'ancien régime. Ailleurs on a maintenu des chefs sans valeur qu'il aurait fallu mettre à la retraite. Les soldats n'ont pas voulu comprendre qu'il était urgent de révoquer ces incapables.

Je ne dirai qu'un mot au sujet des violences : il y a eu quelques tentatives isolées de tirer sur les officiers.

La situation actuelle ne peut se prolonger. Ce qui nous manque, c'est l'autorité. Nous avons défendu la Patrie. Vous avez miné le terrain sous nos pieds, c'est à vous d'en rétablir la solidité. Vous nous avez investis d'une charge écrasante : donnez-nous l'autorité et nous saurons mener à la victoire les millions de soldats qu'on nous a confiés.

LE GÉNÉRAL STHERBATCHOV. — La cause de tous les faits qu'on vient de vous exposer — c'est l'ignorance de la masse. Évidemment, si notre peuple manque d'instruction, ce n'est pas sa faute. La responsabilité en incombe entièrement à l'ancien gouvernement qui tranchait les questions d'éducation populaire selon les vues du ministère de l'Intérieur. Néanmoins, nous sommes obligés de tenir compte des faits suivants : la foule ne comprend pas le sérieux de la situation, elle défigure les vérités les plus simples.

Si nous voulons éviter l'écroulement de la Russie, nous devons continuer la guerre, nous devons prendre l'offensive. Ou bien nous nous heurterons à cette chose inouïe : les soldats de la Russie opprimée ont combattu en héros ; mais, après avoir renversé un gouvernement qui se préparait à signer une paix honteuse, les citoyens de la Russie libre ne veulent plus se battre pour défendre leur liberté : c'est étrange, c'est incroyable, c'est incompréhensible — mais cela est.

La discipline a disparu : voilà la cause du phénomène. Les chefs n'inspirent aucune confiance. Pour beaucoup le mot de Patrie est vide de sens.

Cette situation est douloureuse. Elle l'est particulièrement sur le front de Roumanie. La guerre y est plus dure que sur les autres fronts. En outre, la conjoncture politique y est infiniment moins nette.

Le théâtre des hostilités, c'est la montagne. Les hommes de la plaine y éprouvent un pesant ennui. On entend souvent réclamer : « Emmenez-nous ! Assez de ces sacrées montagnes ! » Le ravitaillement est difficile parce qu'on ne dispose que d'une seule voie ferrée. Et cela augmente le mécontentement. Nous luttons sur le territoire roumain : on en conclut que c'est « pour la Roumanie ! » ce qui n'excite aucun enthousiasme. L'attitude des paysans roumains n'est pas toujours bienveillante : ils refu-

sent, déclarent nos soldats, d'aider ceux qui se battent pour eux. Souvent des disputes éclatent : elles s'enveniment parce que beaucoup de Roumains nous croient responsables des défaites qu'ils ont essuyées et qui les ont privés d'une grande partie de leur territoire et de leurs biens.

Le gouvernement roumain et les représentants des alliés connaissent et escomptent l'agitation qui règne dans notre armée. Leurs sentiments ne sont plus les mêmes. Je vois bien qu'il y a du froid entre eux et nous. On n'a plus pour nous le même respect qu'autrefois. On ne croit plus à la vigueur de l'armée russe.

Je défends encore mon autorité — mais si la décomposition de l'armée ne s'arrête pas, nous perdrons nos alliés et nous nous en ferons même des ennemis. La paix se fera à nos dépens : voilà ce qui nous menace.

En 1914 nous avons traversé toute la Galicie. En 1915, pendant notre retraite, nous avons fait sur le front sud-ouest 100.000 prisonniers : ce chiffre vous permet de juger cette retraite ; vous voyez ce qu'était alors le moral de nos soldats. En été 1916, nous avons sauvé l'Italie de la débâcle. Allons-nous trahir aujourd'hui la cause des alliés, allons-nous renier nos engagements ?

Notre armée est malade, mais on peut encore la guérir. Si nous y réussissons, dans un mois et demi nos héroïques officiers et soldats attaqueront de nouveau l'ennemi. L'historien sera étonné, quand il connaîtra la médiocrité de nos ressources en 1916, alors que nous obtenions de si brillants succès.

Si vous voulez relever l'armée russe, si vous voulez en faire un instrument redoutable, si vous voulez qu'elle dicte bientôt les conditions de la paix, vous devez nous soutenir. Le mal est réparable, à la condition qu'on encourage les chefs et qu'on leur

fasse confiance. Nous espérons que l'autorité suprême, aux armées, sera déléguée au généralissime qui seul pourra disposer des troupes. Nous exécuterons les ordres du gouvernement provisoire, mais il nous faut votre aide la plus efficace.

LE GÉNÉRAL GOURKO. — Si vous voulez que la guerre se termine à notre avantage il faut rendre à l'armée son autorité.

Cependant on nous a soumis le projet d'une déclaration. Goutchkov n'a pas cru possible de la sanctionner : il a préféré démissionner. Un civil a refusé de la signer : nous autres chefs, je dois le dire, nous ne pouvons l'accepter. Elle renversera définitivement ce qui est encore debout.

Laissez-moi vous raconter un événement qui se passa à l'époque où je remplissais provisoirement les fonctions de chef d'état-major du généralissime.

Le 13 février de cette année, j'adjurai l'ex-empereur de créer un ministère responsable. Je jouai mon dernier atout : j'exposai notre situation internationale, les sentiments de nos alliés, je supputai les éventualités — mais alors je perdis la partie.

Je vais essayer aujourd'hui de définir notre situation internationale. Si nous refusons de continuer la guerre, nous ignorons comment nos alliés accueilleront notre défection. Nous ne pouvons exiger qu'ils nous découvrent leurs pensées secrètes. Mais il nous est arrivé souvent, pendant la guerre, en face d'un problème, de conjecturer « la solution de l'ennemi ». Nous pouvons essayer maintenant de deviner « le solution des alliés ».

Au début de la révolution, tout alla bien — puis la bourrasque nous a emportés. Nous nous relèverons, je l'espère : j'ai confiance en notre bon sens. Mais si nous n'y réussissons pas, si nos alliés se convainquent de notre impuissance, ils n'auront

plus qu'une seule issue, s'ils veulent se conformer aux principes du réalisme politique : ils devront conclure une paix séparée. Et, ce faisant, ils ne renieront nullement leurs engagements. N'avons-nous pas promis de nous battre à leurs côtés ? Or — maintenant — nous ne bougeons pas. Si les uns se battent, tandis que les autres, impassibles comme des idoles chinoises, attendent, dans leurs tranchées, les résultats de la lutte, avouez que les premiers peuvent bien songer à une paix séparée. Et cette paix se fera sûrement à nos dépens. Nos alliés ne peuvent rien donner aux Austro-Allemands : leurs finances sont désorganisées et ils ne possèdent pas de richesses naturelles. Nous en avons d'immenses, qui n'ont pas encore été exploitées. Mais nos alliés n'en viendront là qu'à la dernière extrémité : en effet, pareille paix serait plutôt un armistice de longue durée. Une fois rétablis à nos dépens, les Allemands, tout pénétrés des doctrines du XIXe siècle, se jetteraient sur nous et sur nos anciens alliés.

Mais pourquoi, m'objecterez-vous, ne conclurions-nous pas les premiers cette paix séparée dont vous parlez ? Avant tout, je me placerai sur le terrain moral. C'est la Russie — n'est-il pas vrai ? — qui a pris des engagements, et non pas l'autocrate déchu. Je connaissais bien, tandis que vous l'ignoriez encore, la duplicité du Romanov : peu après 1904-1905 il avait fait un traité avec Guillaume tandis que l'alliance franco-russe existait déjà. Le peuple russe, émancipé, ne peut oublier son devoir. Examinons maintenant la situation du point de vue matériel. Si nous entrons en pourparlers avec l'ennemi, nos alliés, au bout de deux ou trois jours, en seront informés. De leur côté, ils commenceront à négocier. Et ce sera comme dans une vente aux enchères : au plus offrant. Les alliés sont, certes, plus riches que nous ; mais, sur leur front, la guerre n'est pas finie. En outre, nos ennemis se payeront bien plus facilement, si c'est à nos dépens.

Au point de vue international, nous devons prouver que nous sommes encore capables de combattre. Je ne veux pas que l'on persiste à « révolutionner » l'armée. Autrement, il arrivera que nous ne pourrons plus ni attaquer, ni nous défendre. La défensive est, du reste, bien plus pénible que l'offensive. En 1915, tandis que nous battions en retraite, les chefs commandaient, on leur obéissait. Vous pouviez alors vous montrer exigeants : c'est nous qui avions instruit les troupes. Maintenant la situation est bien différente : vous avez créé une armée nouvelle et vous nous avez dépouillés de notre autorité. Vous ne pouvez plus nous attribuer la responsabilité des événements, c'est à vous qu'elle incombe, entièrement.

Vous dites : « la révolution continue ». Écoutez-nous : nous connaissons mieux que vous les sentiments des soldats. Avec eux, nous avons vécu des heures de joie et des heures de deuil. Suspendez la révolution ! Laissez-nous conduire la Russie à la paix par la victoire. Alors, vous pourrez achever votre œuvre.

Autrement nous ne vous restituerons qu'un champ où nos ennemis sèmeront et moissonneront — et la démocratie vous maudira. Car c'est elle qui souffrira si les Allemands sont vainqueurs : c'est elle précisément qui manquera de pain. Quant aux paysans, leur terre les nourrira toujours.

On disait de notre ancien gouvernement qu'il « faisait le jeu de Guillaume ». Se peut-il qu'on vous adresse le même reproche ? Est-il heureux ! Ce Guillaume. Les monarques, et la démocratie — tous les régimes travaillent pour lui.

L'armée est à la veille d'une catastrophe. Le pays est en danger, à un doigt de sa perte. Vous devez le secourir. Il est facile de détruire Vous y avez réussi. Maintenant sachez reconstruire.

LE GÉNÉRAL ALEXÉIEV. — On a dit tout l'essentiel. Et tout est vrai. L'armée est au bord de l'abîme. Un pas encore — et elle y tombera, entraînant dans sa chute la Russie et ses libertés : le malheur sera irréparable. C'est notre faute, à tous. C'est la faute de toutes les expériences qu'on a tentées depuis deux mois et demi.

Nous avons fait tout notre possible pour rendre la santé à notre armée ; nous y appliquerons désormais toute notre énergie. Nous espérons que A.F. Kérensky nous soutiendra, qu'il nous consacrera toutes les ressources de son esprit, de son influence et de sa personnalité. Mais il nous faut davantage encore. Il faut que ceux qui ont désorganisé l'armée nous aident aussi. Ceux qui ont promulgué l'ordre du jour numéro 1 doivent, pour en atténuer les effets, élaborer une série de notices explicatives, de contre-ordres. Si vous ratifiez la déclaration, les dernières assises s'écroulent, les derniers espoirs s'évanouissent — comme l'a dit le général Gourko. Attendez ! Plus tard, vous aurez le temps d'agir. Ce qui a déjà été fait ces deux derniers mois et demi n'est pas digéré. Nous avons en mains des règlements où sont tracés les devoirs et les droits : toutes vos ordonnances nouvelles ne parlent que de droits.

Rejetez cette opinion que la paix viendra d'elle-même. Si l'on dit qu'il ne faut pas continuer la guerre, on est un traître. Si l'on dit qu'il ne faut pas attaquer, on est un lâche.

Il y a parmi vous des sincères, des convaincus. Qu'ils viennent auprès de nous et qu'ils y demeurent un certain temps : ils secoueront leurs préjugés. Vous possédez une presse : qu'elle exalte l'amour de la Patrie, qu'elle exige de tous qu'on fasse son devoir.

LE PRINCE LVOV. — Nous avons suivi les discours des commandants en chef. Nous comprenons tout ce qui a été dit. Nous ferons notre devoir, pour la Patrie, jusqu'au bout.

TSÉRÉTELLI. — Il n'y a ici personne qui veuille désorganiser l'armée ou faire le jeu de Guillaume.

On a reproché au Soviet de travailler à corrompre l'armée. Et pourtant tout le monde reconnaît que, seul, aujourd'hui, le Soviet détient l'autorité. S'il n'avait pas existé, que serait-il arrivé ? Il est heureux que la démocratie ait sauvé la situation. Nous avons foi en l'avenir.

Qu'allez-vous faire ? Deux voies s'ouvrent devant vous : vous pouvez repousser la politique du Soviet — mais alors, votre autorité ne reposera sur rien, vous ne saurez comment prendre l'armée en main et la conduire à la victoire qui sauvera la Patrie ; il est une autre voie, la bonne, celle que nous avons déjà explorée, celle où l'on va au-devant des vœux et des aspirations du peuple.

Si le haut commandement lui-même n'a pas su démontrer que la force de l'armée chargée de nous défendre consiste en sa capacité d'attaquer, il n'est pas de magicien qui puisse y réussir.

On nous dit que la formule : « paix sans annexions ni contributions » a jeté le trouble dans l'armée, dans la masse. Il est possible qu'elle ait été mal interprétée. Il fallait expliquer qu'il s'agissait du résultat définitif. Nous ne pouvons abandonner cette formule. Nous reconnaissons que la Patrie est en danger. La défendre, c'est le devoir du peuple russe tout entier.

Le gouvernement doit être un. Il doit inspirer confiance. Pour y arriver, il faut rompre avec l'ancienne politique. L'unité ne peut se fonder que sur la confiance. Et cette confiance, on ne peut l'acheter.

Les aspirations du Soviet ne sont pas celles de quelques groupes distincts. Ce sont celles de tout le pays. Les méconnaître, c'est méconnaître tout le pays.

Vous comprendriez peut-être l'ordre du jour numéro 1, si vous étiez renseignés sur les circonstances qui en ont accompagné la publication. Nous avions devant nous une foule en désordre : nous avons dû l'organiser.

La plupart des soldats veulent continuer la guerre. Ceux qui s'y refusent ont tort. Je ne puis croire que ce soient des lâches. Mais ils n'ont pas confiance. La discipline est chose nécessaire. Mais si le soldat comprend que vous n'en voulez pas à la démocratie, il vous suivra. C'est ainsi qu'on peut sauver l'armée, c'est ainsi que le Soviet a établi son autorité.

Si nous voulons le salut, il faut que la confiance renaisse, il faut « démocratiser » l'armée et le pays. C'est en marchant dans cette voie que le Soviet a su gagner les sympathies et qu'il a fait triompher ses idées. Tant qu'il en est ainsi, rien n'est perdu. Le nécessaire c'est de fortifier la confiance envers le Soviet !

SKOBELEV. — Nous ne sommes pas venus ici pour entendre des remontrances. Nous savons ce qui se passe à l'armée. Certes, la situation que vous venez de décrire inspire quelque inquiétude. Atteindre notre but, malgré tous les obstacles, sortir honorablement de nos embarras, voilà qui dépend de la grandeur d'âme du peuple russe.

Il est nécessaire, à mon avis, de vous exposer dans quelles circonstances l'ordre du jour numéro 1 a été promulgué. Dans les troupes qui avaient renversé l'ancien régime, les officiers ne s'étaient pas joints aux rebelles : pour leur arracher toute autorité, nous avons fait l'ordre numéro 1. Nous ne savions pas comment le front accueillerait la révolution. Cela nous inquiétait vivement. Les dispositions qu'on prenait nous alarmaient.

Nous nous sommes aujourd'hui convaincus que ce n'était pas sans raison. Il faut parler franc : à la suite des mesures prises par les chefs, l'armée, au bout de deux mois et demi, ne se rend pas encore compte de la transformation qui s'est opérée.

Nous nous rendons compte de la difficulté de votre situation. Mais lorsqu'on nous demande d'arrêter la révolution, nous sommes obligés de répondre qu'une révolution ne commence ni ne s'arrête par ordre. La révolution pourra suivre son cours normal le jour où elle aura été comprise par toute la Russie, le jour où tous les illettrés, les 70% du peuple, en auront pénétré la signification.

Nous n'avons nullement l'intention d'imposer l'élection des chefs militaires par les soldats.

Nous reconnaissons — avec vous — que nous détenons l'autorité : nous l'avons conquise. Vous l'aurez à votre tour si vous savez comprendre les problèmes de l'heure présente, si vous savez expliquer au peuple les maximes de la révolution.

Le peuple doit savoir pourquoi il se bat. Vous êtes à la tête de l'armée et votre but est de terrasser l'ennemi. Exposez clairement qu'une offensive stratégique est indispensable à la réalisation des principes qui viennent d'être proclamés.

Nous espérons que le ministre de la guerre — ce ministre-révolutionnaire en qui nous avons mis toute notre confiance — continuera notre œuvre, et qu'il fera, très rapidement, entrer l'idée révolutionnaire dans les cerveaux trop lents à l'accepter.

LE MINISTRE DE LA GUERRE KÉRENSKY. — En ma qualité de ministre et de membre du gouvernement, je déclare que nous aspirons à sauver le pays et à restituer à notre armée sa force active et son élan offensif. Nous assumons toute la res-

ponsabilité, mais cela nous donne le droit de diriger l'armée et de lui montrer la voie du progrès.

Personne ici n'a émis de blâme. Chacun des orateurs a exprimé ses sentiments. Chacun a recherché la cause du désarroi actuel. Mais nous avons tous le même but et les mêmes aspirations. Le gouvernement provisoire approuve — s'il en avait été autrement, je n'aurais pas accepté le portefeuille de la guerre — il approuve, dis-je, le Soviet des députés ouvriers et soldats, dont le rôle a été considérable et dont le travail d'organisation a été des plus fructueux. Personne ne peut rien reprocher à ce Soviet. Mais on ne peut rien reprocher non plus aux officiers, car ils ont senti peser sur leurs épaules, comme le peuple russe, toute la charge de la révolution.

Nous avons tous compris la gravité de l'heure. Maintenant que mes camarades font partie du gouvernement, il est plus facile d'atteindre le but que nous nous sommes marqué. Avant tout, il faut sauver notre liberté.

Je vous prie de regagner vos postes et de vous rappeler que la Russie entière est avec vous et l'armée.

Notre devoir c'est de délivrer le pays complètement. Nous n'y arriverons qu'en prouvant au monde que nous sommes forts matériellement et moralement.

LE GÉNÉRAL GOURKO. — Je vous ferai observer (réplique à Skobelev et à Tsérételli) que nous ne parlons pas la même langue. L'armée ne peut exister sans discipline : c'est le principal, c'est la base de tout. Pour évaluer la résistance d'une troupe nous avons une échelle : c'est le chiffre des pertes qu'elle peut subir tout en conservant sa force offensive. J'ai passé huit mois dans les républiques de l'Afrique du Sud et j'y ai vu, d'une part, de petits groupes de soldats bien disciplinés, d'autre part, des corps de volontaires, insubordonnés. Tandis que les premiers,

malgré un déchet de 50 continuaient à combattre et gardaient tout leur élan, les autres, dès qu'ils avaient perdu les 10 % de leur effectif, rompaient leurs rangs et fuyaient le champ de bataille, quoique ce fussent des volontaires sachant bien pourquoi ils luttaient. Aucun pouvoir d'ailleurs n'aurait pu les contraindre à résister. Voilà quelle est la différence entre les troupes disciplinées et celles qui ne le sont pas.

Nous vous demandons de rétablir la discipline. De notre côté nous employons tous les moyens de persuasion. Mais il nous faut l'appui de votre autorité.

N'oubliez pas que, si l'ennemi nous attaque, nous nous écroulerons comme un château de cartes.

Si vous voulez à toute force « révolutionner » l'armée, prenez donc tout le pouvoir en main.

LE PRINCE LVOV. — Nous avons tous le même but. Chacun fera son devoir jusqu'au bout. Permettez-moi de vous remercier d'être venus ici et de nous avoir exposé votre façon de voir.

* * *

La séance fut levée. Les commandants en chef retournèrent au front. Ils se rendaient nettement compte que la partie était perdue. En même temps et immédiatement après la conférence, les orateurs et la presse du Soviet commencèrent une campagne énergique contre les généraux Alexéiev, Gourko et Dragomirov, campagne qui entraîna bientôt leur révocation.

Après avoir préalablement décrété qu'il n'autoriserait pas les chefs à démissionner « pour échapper à leur responsabilité », Kérensky, le 9 mai (j'ai déjà mentionné le fait), sanctionna la « déclaration ».

Quelle fut l'impression produite par cette néfaste mesure ?

Dans la suite, Kérensky affirma, pour sa justification, que la loi avait été rédigée avant son arrivée au ministère de la guerre et « approuvée aussi bien par le Comité exécutif que par les autorités militaires ». Il n'avait aucune raison pour refuser sa signature, il était obligé de ratifier. Mais je me rappelle plusieurs discours de Kérensky, où il se flattait de marcher dans la bonne voie et se déclarait fier de la hardiesse qu'il avait manifestée en promulguant une loi que « Goutchkov avait eu peur de signer » — et, cette loi avait pourtant soulevé les protestations de tous les chefs militaires.

Le 13 mai, le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats lança au sujet de la déclaration une proclamation enthousiaste : il n'y était question que du salut militaire. « Deux mois nous avons attendu cette journée... Le soldat est devenu citoyen, de par la loi... Il est libéré de cet esclavage : le salut obligatoire... il peut saluer qui il veut, en égal, en homme libre... Dans l'armée révolutionnaire, la discipline aura sa source dans l'enthousiasme populaire... elle ne sera plus conditionnée par le salut obligatoire. »

Telle était la mentalité des gens qui entreprenaient de réorganiser l'armée !

D'ailleurs la plus grande partie de la démocratie révolutionnaire ne s'estima pas satisfaite : on vit dans cette déclaration « un nouvel asservissement du soldat ». Par la parole et par la plume on continua de réclamer l'extension des droits du soldat. Le Congrès panrusse des Soviets reconnut que la déclaration, tout en préparant sérieusement la démocratisation de l'armée, n'avait pas cependant confirmé plusieurs tels droits les plus importants du citoyen sous les drapeaux... Les rapporteurs appartenant au bloc « défensiste » exigèrent que les comités de

troupes établissent la fiche (appréciations et renseignements) de chaque officier ; ils demandèrent la liberté de parole même pendant le service et, surtout, la suppression du § 14 de la déclaration. Cet article autorisait le chef à punir de mort les subordonnés qui refuseraient l'obéissance devant l'ennemi... Il est inutile de relever l'opinion de la gauche « défaitiste » du Soviet et du Congrès.

La presse libérale ne sut pas voir l'importance de la nouvelle loi. Elle en disserta superficiellement. L'organe du parti cadet ([108]) y consacra un article qui manifestait la plus vive satisfaction. On y lisait ceci « La déclaration permet au soldat de se mêler à la vie politique du pays, elle l'émancipe définitivement. Les chaînes de l'ancien régime sont tombées ; l'air frais de la liberté a chassé l'atmosphère empoisonnée des casernes d'autrefois. » Et encore : « Dans tous les pays du monde, l'armée est tenue à l'écart de la vie politique — mais la nôtre possède tous les droits civiques, sans restriction. »

Voilà comment les milieux libéraux comprenaient les principes qui constituent la base même de l'existence des armées ! Et ces milieux étaient les seuls qui défendissent encore l'idée de l'État, dans le désarroi général. Les chefs militaires, devant une pareille attitude, n'avaient plus rien à espérer...

Quant à l'armée, toujours plus rapidement, elle roulait vers l'abîme...

---

[108] Le « Rietch » du 11 mai.

XXI – LA PRESSE ET LA PROPAGANDE.

Dans cette dernière guerre mondiale, outre les aéroplanes, les tanks, les gaz asphyxiants et d'autres merveilles de la technique militaire, un nouveau et puissant moyen de combat fit son apparition. C'était la propagande. À proprement parler, ce moyen n'était pas tout à fait nouveau, car déjà en 1826, à une séance de la Chambre des Communes en Angleterre, le ministre Canning avait prononcé les paroles suivantes : « S'il nous arrive de participer à une guerre, nous réunirons sous notre bannière tous les révoltés, tous les mécontents, — qu'ils le soient à juste titre ou non, — des pays qui marcheront contre nous ». Toutefois, de nos jours, ce moyen atteignit à un degré de développement, d'intensité et d'organisation tout à fait extraordinaire, s'attaquant aux points faibles et sensibles de la psychologie nationale. Bien agencés au point de vue technique, pourvus de sommes énormes, les organes de propagande en Angleterre, en France, en Amérique, — en Angleterre tout particulièrement, — menaient une lutte terrible par la parole, la presse, les films cinématographiques... et l'argent, étendant cette lutte jusque sur les territoires ennemis, alliés ou neutres, et cela dans tous les domaines : militaire, politique, économique et moral. D'autant plus que l'Allemagne agissait de telle sorte que la propagande adverse possédait contre elle des données abondantes et irréfutablement accusatrices. Il serait difficile de faire voir, même dans les grandes lignes, tous les moyens de propagande à l'aide desquels on aggravait toujours plus les différences sociales, on sapait les bases du pouvoir gouvernemental, on affaiblissait les forces morales des ennemis, on détruisait leur foi dans la victoire, on relâchait leurs alliances, on soulevait contre eux les puissances neutres, et enfin, par lesquels on s'efforçait de relever l'esprit abattu de son propre pays. Cependant, il ne faudrait,

en aucun cas, prêter à ce moyen d'influence morale extérieure une importance exclusive, comme le font actuellement, dans le but de se disculper, les chefs du peuple allemand, car la défaite de l'Allemagne a été politique, économique, militaire et morale. Ce fut uniquement l'action réciproque de ces différents facteurs qui décida de l'issue fatale de la lutte, devenue depuis longtemps une lente agonie. On ne pouvait que s'émerveiller de la vitalité du peuple allemand, qui, par l'intensité de sa puissance intellectuelle et la persévérance de son idéologie politique, se maintenait aussi longtemps, jusqu'à ce qu'enfin, en novembre 1918, « un double choc mortel, sur le front et à l'arrière », l'eût finalement terrassé. L'histoire, sans aucun doute, ne manquera pas de signaler l'analogie du rôle joué par la « démocratie révolutionnaire » de la Russie et de l'Allemagne dans la destinée de ces deux nations. Le leader des social-démocrates indépendants allemands, après la défaite, avait fait connaître à l'Allemagne le travail considérable et systématique qu'ils avaient mené, dès le commencement de 1918, afin de ruiner l'armée et la flotte, pour la gloire de la révolution sociale. Dans ce travail, on est frappé par la ressemblance des procédés et des méthodes avec ceux qui furent pratiqués eu Russie.

N'étant pas de force à lutter contre la propagande anglaise et française, l'Allemagne, par contre, usait de cette arme avec le plus grand succès par rapport à son adversaire de l'Est, d'autant plus que la Russie, « préparant elle-même sa déchéance, l'œuvre de propagande n'y était guère difficile », comme le disait Ludendorff.

Les résultats de la collaboration de cette propagande allemande, habilement menée avec les différentes tendances, issues moins de la révolution même que de la nature très spéciale des insurrections en Russie, dépassèrent les prévisions les plus audacieuses de l'Allemagne.

Cette œuvre de propagande germanique se poursuivait dans les trois domaines : politique, militaire et social. Pour ce qui est de la politique, il est important de spécifier ici l'idée du démembrement de la Russie, nettement formulée et réalisée avec un esprit de suite évident par le gouvernement allemand. Cette idée fut clairement exprimée, lors de la proclamation, le 5 novembre 1916, du rétablissement du royaume de Pologne ([109]) avec un territoire s'étendant à l'Est aussi loin que possible ; elle eut aussi son expression dans la création des états de Courlande et de Lituanie, états « indépendants », mais en étroite union avec l'Allemagne ; elle l'eut encore dans le partage des provinces de la Russie Blanche entre la Lituanie et la Pologne, et, enfin, dans les préliminaires à la séparation de l'Ukraine, préparée de longue date et très opiniâtrement et qui fut réalisée plus tard, en 1918. Si les premiers actes de dissociation n'ont qu'une valeur de principe, concernant des territoires occupés, de fait, par les Allemands, et prédéterminant ainsi les caractères des futurs pays annexés, par contre, l'attitude des puissances du Centre à l'égard de l'Ukraine exerça une influence directe sur l'équilibre de notre front, si important, du sud-ouest, créant, d'une part, des complications politiques dans toute la contrée et, de l'autre, provoquant des tendances séparatistes dans l'armée. Je reviendrai sur ce sujet dans la suite du présent ouvrage.

Le Quartier Général allemand comprenait « un bureau de presse » admirablement outillé qui, outre l'influence et la pression qu'il exerçait sur la presse allemande, dirigeait aussi la propagande que l'on faisait pénétrer, de préférence, en Russie et en France. Milioukov cite la circulaire du Ministère des Affaires Étrangères allemand à tous ses représentants dans les pays neutres : « il est porté à votre connaissance que sur le territoire du pays auquel vous êtes accrédités, des bureaux spéciaux ont été créés pour organiser la propagande dans les états qui sont en

---

[109] Le rétablissement de la Pologne dans ses limites ethnographiques avait également été promis par la Russie.

guerre avec la coalition allemande. La propagande devra provoquer des mouvements sociaux et les grèves qui en résultent ; elle s'occupera de fomenter des émeutes révolutionnaires ; elle incitera au séparatisme et à la guerre civile ; de même, elle agira en faveur du désarmement et de la cessation du massacre sanguinaire. Nous vous prions de prêter appui et protection en toute occurrence, aux directeurs des bureaux de propagande cités plus haut ».

Il est curieux de rappeler ici qu'en été 1917, la presse anglaise s'éleva contre l'ambassadeur Buchanan et son ministère de propagande, dénonçant leurs absolue inertie dans l'œuvre de l'influence anglaise sur la démocratie russe, en ce qui concernait la lutte contre la propagande allemande en Russie. L'un des organes insistait sur le fait qu'à la tête du bureau de propagande anglaise en Russie se trouvaient des romanciers et de jeunes écrivains qui « en savaient autant de la Russie que de la métaphysique chinoise ».

Quant à nous, en Russie, nous ne possédions, ni dans le gouvernement, ni au Quartier général, aucun organe qui eût ressemblé, même de loin, aux puissantes institutions de propagande de l'Europe Occidentale. Une des sections du Quartier général établissait ses rapports techniques avec la presse, sans pour cela posséder ni importance ni influence réelles, ni aucun but d'activité précise. L'armée russe, tant bien que mal, combattait par des moyens encore primitifs, sans jamais recourir à la « corruption morale » de l'ennemi, comme on le pratiquait sur une si vaste échelle en Europe Occidentale ; cela ne valait d'ailleurs à la Russie que de nouveaux flots de sang. Si même il existe deux opinions différentes sur le côté moral d'une propagande destructive, par contre notre inertie et notre inactivité dans un domaine tout à fait positif, cette fois-ci, sont sans excuse. Nous n'avons absolument rien fait pour apprendre à l'opinion publique de l'étranger le rôle, d'une importance si exceptionnelle, joué par la Russie et l'armée russe dans la guerre

mondiale ; nous ne lui avons pas fait connaître les énormes pertes et sacrifices supportés par le peuple russe ; nous ne lui avons pas fait voir les actes de sublime dévouement, — incompréhensibles, peut-être bien, pour le jugement froid et rationnel de nos amis et ennemis de l'Occident — dont l'armée russe fit preuve chaque fois que le front des Alliés s'était trouvé acculé à la défaite. Longtemps encore après la conclusion de la paix, lorsque j'errais par l'Europe, je rencontrais presque partout cette incompréhension totale du rôle de la Russie dans la guerre. Un exemple l'illustrera d'une manière caractéristique, bien que tant soit peu caricaturale : sur la bannière offerte au maréchal Foch par ses « amis Américains » sont représentés les drapeaux des différents états et colonies qui, d'une façon ou d'une autre, étaient entrés dans l'orbite de l'Entente, durant la grande guerre ; celui de la Russie y occupe la... 46ème place et vient après Haïti, l'Uruguay et directement après la république de San Marino...

Qu'est-ce donc, ignorance ou bassesse ?

Il nous faut en convenir, nous ne nous sommes pas souciés, lors de l'occupation de la Galicie, de créer le fondement d'une union nationale ; nous n'avons pas su attirer à nous l'opinion publique de la Roumanie, occupée par nos troupes ; nous n'avons rien entrepris pour empêcher les Bulgares de trahir les intérêts de la cause Slave ; enfin, nous n'avons aucunement su profiter de la présence sur territoire russe d'une grande masse de prisonniers de guerre pour leur donner une juste idée de ce qu'était la Russie.

Le quartier général de l'Empereur, étroitement renfermé dans les intérêts d'ordre purement militaire, relatifs à la marche de la guerre, ne faisait aucune tentative pour s'emparer de l'influence dominante sur les événements politiques, attitude qui correspondait à la conception de l'armée nationale comme auxiliaire du gouvernement. De même, le quartier général évitait

d'agir sur l'opinion publique du pays dans le but d'attirer ce puissant facteur à une action morale commune dans la lutte contre l'ennemi. Aucun lien véritable n'existait entre lui et la presse, qui y était représentée par des personnages peu importants et sans aucune influence.

Lorsqu'arriva la révolution et que la tourmente politique s'empara de l'armée et l'entraîna dans son sillage, le Quartier général ne pouvait rester plus longtemps inerte. Il devait réagir lui-même, car, par malheur, il ne se trouva en Russie aucune force pour soutenir moralement l'armée : le gouvernement, et tout particulièrement le Ministère de la Guerre, marchaient dans la voie du plus irrésistible opportunisme ; le Soviet et la presse socialiste démoralisaient l'armée ; la presse bourgeoise tantôt en appelait aux consuls « afin que l'Empire n'éprouve aucun dommage », tantôt se réjouissait naïvement de la « démocratisation et de la libération de toute servitude... » Même dans les milieux de la haute bureaucratie militaire pétersbourgeoise, qui aurait dû être, semble-t-il, compétente, c'était un désarroi complet, qui plongeait dans la perplexité et l'effarement l'opinion publique du pays.

Cependant, il ne se trouva au Quartier général, ni l'organisation nécessaire, ni hommes qualifiés, ni connaissances techniques, ni expériences d'aucune sorte pour réagir contre cette démoralisation. Et par-dessus tout, le Quartier général fut refoulé, rejeté en quelque sorte de côté par la course effrénée des événements ; la voix, déjà affaiblie, se tut.

Il revenait au général Markov d'entreprendre un travail considérable : entrer en relations avec la grande presse, créer un « porte-voix » au Quartier général et relever la presse militaire qui traînait une misérable existence et à laquelle différentes organisations révolutionnaires de l'armée voulaient attenter. Le général Markov se mit à l'œuvre avec ardeur, mais durant les deux mois, à peine révolus, qu'il resta à cette fonction, il n'eut

pas le temps d'entreprendre quoi que ce soit de sérieux. Toute initiative, dans ce sens, de la part du Quartier général était malignement taxée par la démocratie révolutionnaire d'entreprise contre la révolution. Quant à la ville de Moscou, libéralement bourgeoise et à laquelle le général Markov demanda de lui prêter appui dans l'organisation intellectuelle et technique de l'entreprise, celle-ci répondit par des promesses pompeuses, auxquelles elle ne donna pas de suite.

Ainsi, le Quartier général n'avait aucun moyen pour mener une lutte active contre la décomposition de l'armée et la propagande toujours croissante de l'Allemagne.

* * *

Ludendorff, avec cet égoïsme national qui frisait le plus pur cynisme, disait ouvertement : « je ne doutais pas que la ruine de l'armée russe et du peuple russe ne présentassent un sérieux danger pour l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Notre gouvernement, en expédiant Lénine en Russie, a assumé une grande responsabilité. Ce voyage était justifié au point de vue militaire : il fallait que la Russie fût abattue. Mais notre gouvernement aurait dû prendre ses mesures pour qu'il n'en fût pas de même pour l'Allemagne... ([110]) »

Les souffrances infinies du peuple russe, mis « hors de combat », n'obtiennent pas même maintenant une parole de compassion ou de repentir de la part de ceux qui l'ont moralement perdu... Dès le début de la guerre, les Allemands avaient changé de tactique dans leur œuvre de propagande en Russie : sans pour cela briser les rapports avec certains milieux réactionnaires de la Cour, du gouvernement et de la Douma, usant de tous les moyens d'action sur ces milieux et leurs mobiles les plus intenses, — cupidité, ambition, atavisme allemand, parfois

---

[110] « Mes souvenirs de guerre »

patriotisme mal compris, — les Allemands entrèrent simultanément en étroit contact avec les révolutionnaires russes dans leur pays et, plus particulièrement encore, avec ceux qui, à l'étranger, composaient les nombreuses colonies d'émigrés. Le gouvernement allemand attirait à son service, direct ou indirect, tous ceux qu'il pouvait : des agents généraux d'espionnage et de recrutement, dans le genre de Parvous (Helfand) ; des provocateurs, affiliés à l'Okhrana russe (police de sûreté), tels que Blum ; des agents propagandistes —Lénine, Bronstein (Trotsky), Appelbaum (Zinoviev), Lounatcharsky, Ozoline, Katz (Kamkov) et bien d'autres. À leur suite venait toute une pléiade d'hommes bornés et peu scrupuleux qui, rejetés de leur pays, détestaient fanatiquement, — jusqu'à l'oubli de leur Patrie, — le régime qui les en avait chassés, ou bien qui voulant se venger, devenaient parfois une arme inconsciente entre les mains de l'état-major allemand. Quels furent leurs mobiles et pour quel prix et jusqu'à quel point ils vendirent la Russie — ce ne sont là que des détails : l'essentiel est qu'ils la vendirent, servant ainsi les buts que leur fixait notre ennemi. Tous, ils étaient intimement mêlés entre eux et avec les agents de l'espionnage allemand, formant ainsi un tout indissoluble.

On commença par une vaste propagande révolutionnaire séparatiste (ukrainienne) dans les camps de prisonniers de guerre. Comme l'atteste Liebknecht, le gouvernement germanique non seulement favorisait cette propagande, mais en développait une toute pareille, lui-même. Dans ces desseins travaillaient le « Comité de la propagande révolutionnaire » fondé en 1915 à la Haye, « l'Union pour la libération de l'Ukraine » — en Autriche, l' « Institut de Copenhague » (organisé par Parvous) et un grand nombre de journaux révolutionnaires à tendances défaitistes, d'une part édités entièrement aux frais de l'état-major allemand, d'autre part seulement subsidiés ; c'étaient : le « Social-Démocrate » (à Genève — journal de Lénine), « Naché Slovo » (Paris — journal de Trotsky), « Na Tchoujbiné » (Genève — avec le concours de Tchernov, Katz et d'autres), le

« Messager Russe », la « Rodnaya Rietch », la « Semaine », etc. Le « Comité de Secours intellectuel aux prisonniers de guerre en Allemagne et en Autriche » (Genève) qui était en rapports avec les autorités officielles de Moscou et recevait de là ses subsides, tout en s'occupant de ce travail purement philanthropique, ne dédaignait pas, en même temps, de répandre la littérature défaitiste et révolutionnaire.

Pour définir le caractère de toutes ces publications il suffira de citer une ou deux phrases qui expriment la manière de voir de leurs inspirateurs. Lénine dans le « Social-Démocrate » écrivait : « le moindre des maux serait l'effondrement de la monarchie tsariste, le plus barbare et le plus réactionnaire de tous les gouvernements... » Tchernov, le futur ministre de l'agriculture, dans la « Mysl » déclarait n'avoir qu'une seule patrie — « l'Internationale... »

En même temps qu'on faisait paraître ces publications, les Allemands invitaient les collaborateurs de Lénine et de Tchernov et en particulier, ceux du Comité de rédaction du périodique « Na Tchoujbiné » à organiser des conférences dans les camps de prisonniers, tandis que l'espion allemand, le consul von Pelche, recrutait activement parmi les émigrés russes de la gauche qui avaient atteint l'âge du service militaire, des agitateurs pour la propagande dans l'armée.

Mais tout cela n'était qu'un travail préliminaire. La révolution russe avait ouvert des perspectives infinies à la propagande allemande. En dehors des hommes honnêtes qui avaient été naguère persécutés et qui luttaient sincèrement pour le bien du peuple, la Russie fut envahie par la lie révolutionnaire formée d'éléments de l' « Okhrana » russe, de l'espionnage international et d'émeutiers.

Les autorités de Pétrograd craignaient par-dessus tout d'être accusées de tiédeur démocratique. Le ministre Milioukov

avait déclaré à maintes reprises que le « gouvernement considérait tout à fait admissible le retour en Russie de tous les émigrés, sans se préoccuper de leur attitude envers la guerre, ni de ce que leurs noms figurassent dans les listes de contrôle international » ([111]). Le ministre entra en pourparlers avec les Anglais, exigeant d'eux de relâcher les bolcheviks qu'ils tenaient en état d'arrestation, Bronstein (Trotsky), Zourabov, etc.

Pour Lénine et ses adeptes ce fut plus compliqué, car, nonobstant les réclamations du gouvernement russe, les Alliés, sans aucun doute, ne leur auraient pas laissé traverser leur pays. Voilà pourquoi selon le témoignage de Ludendorff, le gouvernement allemand expédia Lénine et ses compagnons (en premier lieu 17 personnes) en Russie, laissant à leur convoi libre passage par l'Allemagne. Cette entreprise, qui devait dans la suite donner de si graves résultats, était largement subsidiée, en or et en valeurs, par des agences allemandes à Stockholm (Ganetzky-Furstenberg) et à Copenhague (Parvous), et par la Banque russe de Sibérie. Mais l'or, selon l'expression de Lénine, « n'a pas d'odeur ».

En octobre 1917 Bourtzev fit paraître une liste de 159 personnes qui avaient passé en Russie à travers l'Allemagne par ordre de l'état-major allemand. C'étaient, d'après Bourtzev, pour la plupart des révolutionnaires qui, durant les premières années de la guerre, avaient mené, en Suisse, une campagne défaitiste et qui, maintenant, se trouvaient être des « agents conscients ou inconscients de Guillaume ». Nombre d'entre eux occupèrent incontinent des places en vue dans le parti social-démocrate, dans le Soviet, dans le Comité ([112]) et dans la presse bolcheviste. Les noms de Lénine, Zederbaum (Martov), Lounat-

---

[111] Dans ces listes figuraient les noms de ceux qu'on soupçonnait d'entretenir des rapports avec les gouvernements ennemis.

[112] Zourabov et Perasitch qui avait servi sous Parvous furent dans la suite membres du Comité.

charsky, Nathanson, Riasanov, Appelbaum (Zinoviev) et autres devinrent bientôt après des noms fatals dans l'histoire de la Russie.

La revue allemande « die Woche », le jour de l'arrivée de Lénine à Pétrograd, consacra à cet événement un article, dans lequel on qualifiait Lénine « d'ami véritable du peuple russe » et d' « honnête adversaire ». Tandis que l'organe officieux des constitutionnalistes-démocrates russes, la « Rietch », qui, cependant, par la suite, lutta courageusement et, sans trêve contre les « léninistes », honora son arrivée par les paroles suivantes : « le chef généralement reconnu du parti social-démocrate se doit de descendre dans l'arène de la lutte et, de quelque manière qu'on envisage ses opinions politiques, il ne messiéra pas de lui faire bon accueil ».

Le 3 avril 1917, Lénine arriva à Pétrograd où on lui fit une réception triomphale, et quelques jours après il proclamait ses thèses qui renfermaient un certain nombre de devises de la propagande allemande.

À bas la guerre et le pouvoir aux Soviets !

Les premiers discours et articles de Lénine parurent si absurdes et si nettement anarchistes qu'ils soulevèrent des protestations non seulement dans toute la presse libérale, mais aussi dans la majeure partie de la presse socialiste.

Cependant, peu à peu, le secteur gauche de la démocratie révolutionnaire, renforcé par les agents de l'Allemagne, se rallia ouvertement aux idées préconisées par son chef, sans rencontrer d'opposition décisive ni de la part de l'hypocrite Soviet, ni de celle d'un gouvernement sans volonté. Le flot puissant de la propagande allemande et insurrectionnelle submergeait de plus en plus le Soviet, le Comité, la presse révolutionnaire et jusqu'à l'ignorante masse populaire, et se répercuta, consciem-

ment ou non, même parmi les hommes qui détenaient le pouvoir...

Dès les premiers jours, l'organisation de Lénine, comme on put le lire plus tard, au mois de juillet, dans la communication du procureur de la cour d'appel de Pétrograd, « dans le but de collaborer aux actes hostiles envers la Russie des gouvernements qui étaient en guerre avec elle, s'était entendue avec les agents des dits gouvernements pour participer à la désorganisation de l'armée russe et de son arrière ; aussi elle employa les sommes reçues de ces gouvernements à l'organisation de la propagande parmi la population... dans le même but, aussi, elle organisa à Pétrograd, au 3-5 juillet, un soulèvement armé contre le pouvoir suprême.»

Le Quartier général depuis longtemps élevait en vain la voix pour mettre en garde les autorités. Le général Alexéiev demandait de vive voix et par écrit, au gouvernement, de prendre des mesures contre les bolcheviks et les espions. À maintes reprises je m'adressai de même au ministère de la guerre auquel je fis tenir, entre autres, tout un dossier, accusant d'espionnage Rakovski ainsi que des documents témoignant de la trahison de Lénine, Skoropis – Ioltoukhowsky et d'autres encore. On ne pouvait plus douter que l' « Union pour la libération de l'Ukraine » (à laquelle prenaient part Mélénewsky et V. Dorochenko ([113]), ne fût une organisation des puissances centrales, pour la propagande, l'espionnage et le recrutement d'éléments séparatistes pour les régiments ukrainiens. Dans une de mes lettres (du 16 mai), à la suite de l'interrogatoire subi par l'officier russe Ermolenko, fait prisonnier par l'ennemi et qui avait

---

[113] Il est curieux que le même Bronstein (Trotsky) qui devait être suffisamment renseigné quant aux rapports secrets avec les états-majors de nos ennemis, écrivit le 8 juillet 1917 dans les « Izvestia » « Dans le journal « Naché Slovo » j'ai désigné et attaché au pilori comme agents de l'état-major autrichien, Skoropis-Ioltoukhowsky et Mélénewsky ».

pris sur lui de jouer le rôle d'agent de l'état-major allemand, je faisais part du fait suivant : « Ermolenko nous a été renvoyé à l'arrière du front de la 6+ armée pour y soulever l'opinion en faveur de la prompte conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne. Ce fut sur l'instance de ses camarades qu'Ermolenko se chargea de remplir cette mission. Les officiers de l'état-major allemand, Chiditzky et Lioubar, lui firent entendre que les agents de l'état-major allemand, le président de la section de l' « Union pour la libération de l'Ukraine » Skoropis – Ioltoukhowsky et Lénine remplissaient en Russie les mêmes fonctions d'agitateurs. Lénine était chargé d'user de tous les moyens pour saper le prestige du gouvernement provisoire aux yeux du peuple russe. L'argent à cet effet était fourni par un certain Svendson, employé à l'ambassade allemande de Stockholm... »

De tels procédés avaient été pratiqués de même avant la révolution. L'attention de notre haut commandement avait été attirée sur le fait du trop grand nombre « d'échappés de captivité. » Beaucoup d'entre eux, ayant passé à l'ennemi, s'y préparaient, pendant un certain temps, aux fonctions d'informateurs, ensuite largement rémunérés et munis d'une liste d'affiliés, ils étaient renvoyés sur le territoire russe, au travers des tranchées. Étant dans l'impossibilité de distinguer entre les traîtres et les héros, nous prîmes le parti de les renvoyer tous des fronts européens sur celui du Caucase.

Toutes les représentations du haut commandement, relatives à la position intenable de l'armée dans ces conditions de trahisons en masse, non seulement n'obtenaient aucun résultat, mais encore restaient immuablement sans réponse. Je proposai alors au général Markov d'inviter V.Bourtzev au Quartier général et de lui soumettre les documents secrets concernant la propagande allemande. Pendant ce temps la démocratie révolutionnaire fêtait Rakovski à Odessa. Kérensky, partant de l'idée qu'il était ministre de la guerre de la Révolution, et que pour lui « la liberté de pensée, d'où qu'elle vînt, était sacrée... » discutait

longuement avec Lénine, au sein du Soviet, sur la question de la désagrégation du pays et de l'armée... Tsérételli prenait ardemment la défense de Lénine : « je ne suis pas d'accord avec la politique préconisée par Lénine. Mais ce qu'en dit le député Choulguine est de la calomnie. Jamais Lénine n'a suscité de mouvements qui auraient enfreint la marche de la révolution. Lénine fait une propagande purement idéologique ([114]) ».

Cette fameuse liberté de pensée favorisait à tel point la propagande germanique qu'on était arrivé à un fait tout à fait inouï : l'agent de l'Allemagne et président de la conférence de Zimmerwald et de Kiental, Robert Grimm, tenait des réunions publiques dans les capitales et à Kronstadt, dans lesquelles il prêchait ouvertement la paix séparée avec l'Allemagne et le discrédit du gouvernement provisoire !... À quel état de prostration morale fallait-il qu'on eût abouti, à quelle perte de toute dignité et conscience nationales, à quel manque de patriotisme pour que Tsérételli et Skobelev pussent « se porter garants » pour un agent provocateur, Kérensky — « solliciter » du gouvernement le droit d'entrée en Russie pour Grimm, Terestchenko — l'accorder, et les Russes prêter l'oreille aux discours de Grimm... sans révolte, sans indignation...

Lors du soulèvement armé des bolcheviks, au mois de juillet, quelques fonctionnaires du Ministère de la Justice, outrés de la tolérance indigne dont firent preuve, à cette occasion, les membres dirigeants du gouvernement, décidèrent, au su du ministre Péréversiev, de faire connaître au public ma lettre au Ministère de la Guerre, ainsi que d'autres documents accusant Lénine de trahison à la Patrie. Ces documents, sous forme de déclaration, signés par deux socialistes — Alexinsky et Pankratov furent communiqués à la presse. Cette affaire, prématurément ébruitée, souleva d'ardentes protestations de la part de Tchéid-

---

114 Recueil de discours. Discours, prononcé le 27 avril, à la séance des membres de la Douma d'Empire.

zé, Tsérételli et le courroux des ministres Nekrassov et Terestchenko. Alors le gouvernement interdit de publier ces informations qui pourraient jeter un blâme sur le bon renom de Lénine et usa de mesures répressives... à l'égard des fonctionnaires du Ministère de la Justice. Cependant, la déclaration parut dans la presse. À son tour, le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats manifesta une sollicitude des plus touchantes non seulement au sujet de l'inviolabilité des leaders bolchevistes, mais encore quant à leur honneur, proposant, dans un appel spécial du 5 juillet, de s'abstenir de propager des accusations diffamantes contre Lénine et d' « autres hommes politiques » jusqu'à ce que l'affaire fût examinée par une commission spéciale. Cette attitude envers les bolcheviks eut son explication dans la résolution des Comités exécutifs centraux (8 juillet), qui, tout en blâmant la tentative anarcho-bolcheviste de renverser le gouvernement, émettait toutefois la crainte que les « mesures inévitables dont s'étaient vus forcés d'user le gouvernement et les autorités militaires... ne créent une atmosphère d'agitation démagogique de la part des contre-révolutionnaires qui agissent momentanément sous le couvert de l'établissement de l'ordre révolutionnaire, mais qui pourraient aussi tendre à se frayer un chemin vers la dictature militaire ».

Quoi qu'il en soit, la participation criminelle et directe des chefs du bolchevisme à l'émeute et à la trahison, une fois devenue manifeste, le gouvernement fut obligé de procéder aux répressions. Lénine et Appelbaum (Zinoviev), se réfugièrent en Finlande, tandis que Bronstein (Trotsky), Koslowsky, Raskolnikov, Remnev et beaucoup d'autres furent arrêtés. Plusieurs des journaux anarcho-bolchevistes furent interdits.

Cependant ces répressions ne furent pas strictement exécutées et un assez grand nombre de perturbateurs marquants ne furent pas mis en cause et poursuivirent, impunément, leur œuvre de destruction, avec la même énergie et persévérance.

* * *

Semant la guerre civile à l'intérieur de notre pays, les Allemands, tout aussi fermement et méthodiquement, mettaient à exécution leur autre projet — la paix sur le front. La fraternisation s'était déjà pratiquée avant la révolution, et, le jour de la Sainte Pâques, était même de tradition ; elle était déterminée par la tristesse et l'ennui sans issue qui s'empare des hommes dans les tranchées ; par la curiosité et simplement par un sentiment d'humanité même envers un ennemi — sentiment qui se fit jour chez le soldat russe plus d'une fois : sur les champs de Borodino, comme sur les bastions de Sébastopol et dans les montagnes des Balkans. Toutefois, alors, cette fraternisation n'était pas fréquente, ne portait aucunement le caractère d'une tendance dangereuse et était sévèrement réprimée par les supérieurs. Maintenant, par contre, l'état-major allemand avait organisé cette manœuvre sur une large échelle, sur toute l'étendue du front et avec la participation du haut commandement, avec des instructions élaborées dans les plus grands détails, où l'on envisageait : les reconnaissances de nos forces et de nos positions militaires ; la démonstration de l'outillage imposant et de la force de leurs positions, à eux ; la persuasion aux troupes russes de l'inutilité de la guerre ; la rébellion des soldats russes contre le gouvernement et les chefs militaires, uniquement intéressés à la continuation de ce « sanglant massacre ». Des monceaux de littérature défaitiste, apprêtée en Allemagne, étaient répandus dans nos tranchées. Tandis que les partisans du Soviet et du Comité visitaient en toute liberté les tranchées du front faisant la même propagande de fraternisation et distribuant toutes sortes de journaux et de publications — la « Pravda », l' « Okopnaya Pravda », le « Social-Démocrate », et autres créations de la pensée et de la conscience socialiste russe qui surpassaient de beaucoup en violence et en argumentation, l'éloquence jésuitique de leurs confrères allemands. Pendant ce temps l'assemblée générale des « délégués du front » à Pétrograd, promulguait une ordonnance selon laquelle on autorisait

la fraternisation dans le but... de propagande révolutionnaire dans les rangs de l'armée ennemie !...

On ne peut lire, sans la plus vive émotion, l'exposé des moments vécus par Kornilov, qui en qualité de commandant de la 8ème armée, au commencement de mai, donc quelque temps après la révolution, eut pour la première fois à constater ce phénomène fatal de la vie du front. Il fut consigné, alors, par le capitaine de l'état-major général, Nejintzev, dans la suite l'héroïque commandant du régiment Kornilov et qui, en 1918, succomba dans la lutte contre les bolcheviks, lors de l'assaut d'Ékatérinodar.

« Lorsque nous pénétrâmes dans la ligne de feu de nos positions, — écrivait Nejintzev — le général Kornilov était sombre. Les mots « infamie », « trahison » qu'il laissa tomber, rendirent seuls l'impression du silence mortel des positions. Puis il ajouta :

— Sentez-vous toute l'horreur, tout le cauchemar de ce silence ? Comprenez-vous que les yeux des observateurs de l'artillerie ennemie sont fixés sur nous et qu'on ne nous tire pas dessus ? Oui, l'ennemi se moque de nous comme d'un adversaire négligeable... Se pourrait-il que le soldat russe eût renseigné l'ennemi de mon arrivée sur le front ...

« Je me taisais, mais les larmes que je vis dans les yeux du héros, larmes pour moi sacrées, m'émurent profondément... et dans mon for intérieur je jurai à mon général que je donnerais ma vie pour lui, que je mourrais pour notre Patrie. Comme s'il eût deviné mes pensées, le général Kornilov fit un brusque mouvement vers moi, me serra la main, puis se détourna, comme s'il eût honte de cette faiblesse passagère.

« Les rapports du nouveau commandant avec son infanterie débutèrent par un meeting organisé par les troupes de ré-

serve qui, à toutes les raisons qu'on leur donnait de la nécessité de reprendre l'offensive, opposaient l'inutilité de continuer une guerre « bourgeoise », menée pour le plaisir des « militaristes »... Lorsque le général Kornilov après deux heures de vaine discussion, physiquement et moralement accablé, se rendit dans les tranchées, un tel tableau se présenta à ses yeux qu'assurément aucun homme de guerre de notre époque ne s'y serait attendu.

« Nous parvînmes au système des fortifications, où les lignes des tranchées des parties adverses étaient séparées ou plutôt reliées par des fils de fer barbelés... La venue du général Kornilov fut accueillie... par un groupe d'officiers allemands qui dévisagèrent insolemment le commandant de l'armée russe ; derrière eux se tenaient quelques soldats prussiens... Le général prenant une jumelle de mes mains et s'avançant sur le parapet, se mit en devoir d'examiner le terrain de la prochaine rencontre avec l'ennemi. Lorsqu'on lui fit observer que les Prussiens pourraient bien tirer sur le commandant russe, il répondit :

— J'en serais fort heureux, — peut-être que cela, au moins, dégriserait les soldats russes et ferait cesser cette ignoble fraternisation.

Dans le secteur du régiment voisin « le commandant d'armée fut reçu par un air de marche d'un régiment de chasseurs allemands, vers l'orchestre duquel se dirigeaient déjà nos soldats — « fraternisateurs » —. « C'est une trahison », fit le général Kornilov et, sur ces mots, s'adressant à l'officier qui se tenait auprès de lui, il ordonna de faire savoir aux soldats des deux partis qui étaient en train de fraterniser, que si ce spectacle honteux ne cessait immédiatement, il ouvrirait la canonnade. Les Allemands, bien disciplinés, cessèrent de jouer — et, apparemment confus, se retirèrent vers leurs tranchées. Quant à nos soldats, oh, ils restèrent longtemps encore à discuter, se plaignant

de ce que les commandants contre-révolutionnaires empiétaient sur leur liberté ».

En général, je ne suis pas accessible au sentiment de la vengeance. Mais je ne puis m'empêcher de regretter que le général Ludendorff ait quitté l'armée allemande avant qu'elle ne fût démoralisée et n'ait pas éprouvé, en contact immédiat avec ses troupes, les inexprimables souffrances morales que nous eûmes à supporter, nous autres commandants de l'armée russe.

En dehors de la fraternisation, les autorités militaires allemandes pratiquaient largement, dans des visées de provocation, l'envoi de parlementaires dans les rangs des armées russes ou, plus particulièrement, auprès des soldats. Ainsi, à la fin du mois d'avril, un officier allemand se présenta, à titre de parlementaire, sur le front de Dvinsk. Il ne fut pas reçu. Cependant, il eut le temps de jeter aux soldats les paroles suivantes : « Je suis venu auprès de vous avec des intentions pacifiques, ayant à transmettre des offres au gouvernement provisoire même ; mais vos chefs ne veulent pas de la paix. » Cette phrase se répandit instantanément et souleva le mécontentement parmi les soldats qui allèrent même jusqu'à la menace de quitter le front. Quand donc, quelques jours après, sur le même secteur on vit arriver de nouveaux parlementaires (un commandant de brigade, deux officiers et un clairon), on les conduisit auprès de l'état-major de la 5ème armée. Bien entendu, ils n'étaient porteurs d'aucun mandat et ne purent même indiquer clairement le but de leur visite, car « l'unique but de ces faux parlementaires était de prendre connaissance de la disposition de nos forces et de leur moral et par le faux semblant d'intentions pacifiques réduire nos troupes à l'inaction, favorable aux intérêts des Allemands, mais néfaste pour la Russie et pour sa liberté... »

D'autres faits analogues se produisirent également sur les fronts de la 8ème, 9ème et autres armées.

N'est-il pas caractéristique que le prince Léopold de Bavière, commandant du front germanique de l'Est, crut pouvoir prendre une part active à ces provocations ? il déclarait dans deux radiogrammes qui portaient le ton habituel des proclamations de ce genre et qui étaient destinés aux soldats russes et au Soviet, que le haut commandement allemand allait au-devant « du désir maintes fois exprimé par les députés des soldats de mettre un terme à l'effusion de sang », que « les opérations militaires entre nous (les puissances centrales) et la Russie pouvaient cesser sans que pour cela la Russie reniât ses alliés ; » que, « si la Russie désirait connaître les particularités de nos conditions, elle devait consentir, au préalable, à ce qu'elles ne fussent pas ouvertement publiées... » Et terminait par une menace : « peut-être le nouveau gouvernement, poussé par ses alliés, désirait-il se convaincre qu'il y avait toujours des divisions de gros calibres sur notre front de l'Est » ?

Lorsque, jadis, les chefs perpétraient quelque bassesse pour le salut de l'armée et de la Patrie, ils en ressentaient du moins de la honte et se taisaient. De nos jours, les traditions militaires ont subi une transformation radicale.

Qu'il soit dit à l'honneur du Soviet, il apprécia à sa juste valeur cet appel des provocateurs et y répondit : « le commandant suprême du front germanique de l'Est nous propose un armistice séparé, des pourparlers secrets... » Mais « la Russie sait que la défaite des Alliés sera le signal de sa propre défaite, et celle des armées révolutionnaires de la libre Russie — non seulement de nouvelles hécatombes, mais aussi la ruine de la révolution, la perte de la Russie libre... »

* * *

Dès les premiers jours de la révolution, la presse russe subit, tout naturellement, un brusque changement d'orientation. D'une part, il se produisit une certaine différenciation de tous

les organes bourgeois, qui prirent une attitude de libéralisme conservateur, à la tactique desquels se rallia une certaine partie de la presse socialiste du genre de l' « Edinstvo » de Plekhanov ; d'autre part, il surgit un nombre considérable de nouveaux journaux socialistes.

Quant à ceux de la droite, ils évoluèrent sensiblement, si l'on en juge d'après la déclaration inattendue du collaborateur bien connu du « Novoyé Vremia », Menchikov : « nous devons être reconnaissant au sort, que la monarchie tsariste qui durant mille années n'a cessé de trahir son peuple, s'est enfin trahie elle-même et a creusé sa propre tombe. Rouvrir cette tombe et remettre sur le tapis la question des candidats au trône, serait, selon moi, commettre une grave erreur ». Au cours des premiers mois de la révolution un certain nombre de journaux de la droite furent interdits sous l'influence et la pression des soviets, les autres firent preuve de tendances plutôt libérales. Mais, dès la fin de septembre 1917, lorsque l'impuissance du gouvernement est définitivement avérée, que tout espoir de sortir légalement de l'impasse créée est perdu, et à la suite de l'action de Kornilov, leur ton se hausse considérablement. Les attaques de la presse extrémiste contre le gouvernement dégénèrent en violentes invectives.

Différant plus ou moins dans leurs conceptions des problèmes sociaux posés par la révolution, portant peut-être, avec toute la Société russe, le poids de multiples erreurs, la presse libérale a été, cependant, manifestement unanime dans toutes les questions importantes d'ordre politique, législatif et national : pouvoir absolu au gouvernement provisoire ; réformes démocratiques dans le sens du programme du 2 mars ([115]), continuation de la guerre, en union avec les alliés, jusqu'à la victoire ; Assemblée Constituante panrusse — source du pouvoir et de la

---

[115] Voir chapitre IV. Les articles 7 et 8 ne purent provoquer dans l'opinion publique qu'un accueil défavorable.

constitution du pays. D'autre part encore, la presse libérale russe laissera d'elle un souvenir honorable dans l'histoire de son pays : aux grands jours d'essor moral comme à ceux de doute, d'hésitation, de démoralisation générale qui signalèrent la période révolutionnaire de 1917, elle ne fut jamais un placement pour l'or allemand, pas plus, d'ailleurs, que la presse de droite.

L'apparition de la nouvelle littérature socialiste fut accompagnée de conjonctures défavorables. Elle manquait d'un passé de travail régulier, elle manquait de traditions. Sa longue existence clandestine, ses méthodes d'activité exclusivement destructive, son attitude soupçonneuse et hostile à tout pouvoir, marquèrent de leur empreinte les tendances de la presse socialiste, n'y laissant que peu de place à l'œuvre créatrice et féconde. Tout s'y retrouvait : l'incohérence de la pensée, les contradictions et les fluctuations manifestes tout aussi bien au sein du Soviet que dans les groupements de partis et dans les partis eux-mêmes, ainsi que la pression instinctive et impétueuse des exigences étroitement égoïstes des classes sociales inférieures, car toute inattention à l'égard de ces exigences provoquait une attitude menaçante, que les matelots de Kronstadt, « gloire et orgueil de la révolution », résumèrent un jour en ces mots adressés au ministre Tchernov : « si vous ne faites rien pour nous, ce sera... Michel Alexandrovitch ([116]) qui s'en chargera ! » Et puis, la presse socialiste eut à souffrir de l'influence de bon nombre de personnages nouveaux qui y créèrent une atmosphère de déshonneur et de trahison. Ces journaux grouillent de noms issus de la chronique criminelle, du département de l'Okhrana et de l'espionnage international. Tous ces Messieurs Tchernomasov (fonctionnaire de l'Okhrana, agent-provocateur et directeur du journal « Pravda » d'avant la révolution) ; Berthold (idem, rédacteur du « Communiste ») ; Dekonsky, Malinovski, Mistislavsky ; les collaborateurs de Lénine et de Gorky, — Nahamkès, Stoutchka, Ouritzky, Guimmer (Soukhanoff) et

[116] Le grand-duc Michel Alexandrovitch.

quantité d'autres, non moins connus, conduisaient la presse russe à une déchéance morale sans exemple. Ces organes de la presse socialiste différaient seulement d'envergure. Les uns, proches de l'officieux « Izvestia des Soviets des députés ouvriers et soldats » ne faisaient qu'ébranler les bases du pays et de l'armée, tandis que les autres, du type de la « Pravda » (organe des social-démocrates bolcheviks), les détruisaient.

Tandis que les Izvestia, tout en faisant mainte réserve mentale, demandaient le maintien du gouvernement provisoire, la « Pravda » déclarait que le « gouvernement est contre-révolutionnaire et qu'en suite de cela, il ne peut y avoir entre eux aucun rapport. Le but de la démocratie révolutionnaire — c'est la dictature du prolétariat. » Quant au journal socialiste-révolutionnaire de Tchernov, le « Dielo Naroda », il émettait une formule neutre : « appuyer de toute manière le gouvernement de coalition » ; cependant, « il ne peut y avoir unanimité dans cette question et, ce qui plus est, il ne doit pas y en avoir, dans les intérêts mêmes de la défense sur les deux fronts... »

Alors que les « Izvestia » prêchaient l'offensive, sans toutefois la victoire finale, et se proposaient toujours, « par-dessus la tête du gouvernement et des classes dominantes, de fixer des conditions qui mettraient fin à la guerre », — la « Pravda » se déclarait pour une fraternisation générale, et le journal socialiste-révolutionnaire « Zemlia i Volia » tantôt se désolait de ce que l'Allemagne persistât dans ses désirs de conquête, tantôt demandait la paix séparée. Le journal de Tchernov qui, au mois de mars, considérait que « si l'ennemi était vainqueur, c'en serait fait de la liberté russe », au mois de mai trouvait qu'en appelant à l'offensive « on dépassait les bornes de l'irresponsabilité et de la démagogie, en jouant de la façon la plus éhontée la destinée de la patrie. » Celui de Gorky la « Novaïa Jizn », en la personne de Guimmer (Soukhanoff), finissait par dire cyniquement : « lorsque Kérensky demande qu'on nettoie le territoire russe des troupes ennemies, il dépasse les prérogatives de la

technique militaire. C'est d'une action politique qu'il s'agit ici, action politique qui d'ailleurs n'a pas été prévue par le programme du gouvernement de coalition. Car l'évacuation du pays au moyen de l'offensive signifie la « victoire finale... » En général la « Novaïa Jizn » défendait avec une ardeur particulière les intérêts allemands, élevant la voix en toute occurrence, quand ces intérêts étaient menacés soit par les Alliés, soit par nous.

Lorsque l'offensive de nos armées démoralisées aboutit à la défaite sous Tarnopol, Kalouche et Riga, la presse extrémiste souleva une campagne contre le Quartier général et le haut commandement, et le journal de Tchernov, en connexion avec les réformes qu'on projetait d'introduire dans l'armée, s'exclamait hystériquement : « que les prolétaires sachent qu'on veut de nouveau les rejeter dans l'étreinte de fer de l'indigence, dans la servitude du travail et de la famine... Que les soldats apprennent qu'on veut de nouveau les asservir à la « discipline » de messieurs les chefs et les obliger de verser tout leur sang, dans le seul but de faire renaître la foi des alliés dans la « vaillance de la Russie... » L'« Iskra » — organe des mencheviks – internationalistes (Martov-Zederbaum) — fut celui qui de tous les journaux, se comporta, dans la suite, avec le plus d'esprit de suite et qui lors de la descente des Allemands dans l'île Esel, publia l'article intitulé « Salut à la flotte allemande ».

* * *

L'armée possédait, en outre, une littérature militaire. Les journaux des états-majors des différents fronts et armées qui paraissaient avant la révolution avaient un caractère de bulletins purement militaires. À partir de la révolution, ces journaux se mirent en devoir, avec plus de bonne foi et d'honnêteté que de talent, de défendre les intérêts et l'existence même de l'armée. Ne rencontrant qu'indifférence ou animosité de la part des soldats qui bien vite avaient tourné le dos à leurs officiers, et plus encore de la part des organes de la « pensée révolution-

naire » publiés parallèlement par les comités, ceux de l'armée commencèrent à s'étioler et à disparaître peu à peu jusqu'à ce qu'enfin, au commencement d'août 1917, par ordre de Kérensky, ils furent définitivement supprimés ; les comités des fronts et des armées eurent seuls le droit de faire paraître des publications destinées aux soldats. Le « Moniteur de l'armée active » — organe du Quartier général, entrepris par le général Markov et non soutenu par la grande presse de la capitale — eut le même sort.

La presse des Comités, largement répandue parmi les troupes, aux frais du gouvernement, reflétait les tendances dont j'ai parlé plus haut, dans le chapitre relatif aux Comités, mais avec des oscillations allant de l'étatisme à l'anarchisme ; de la victoire complète à la conclusion immédiate et spontanée de la paix. Elle reflétait, seulement sous un aspect plus médiocre quant au fond et à la forme littéraire, la même incohérence de pensée et les mêmes tendances aux théories extrêmes qui caractérisaient les journaux socialistes de la capitale. En outre, ceux du front, selon la composition des comités qui les faisaient paraître et en partie, en conséquence de leur proximité de Pétrograd, différaient quelque peu les uns des autres. Le front le plus modéré était celui du Sud-Ouest, celui de l'Ouest l'était déjà moins, et le plus bolcheviste était celui du Nord. En dehors des productions littéraires locales, cette presse accueillait, dans bien des cas, les arrêtés et les résolutions non seulement des partis nationaux les plus extrêmes, nais aussi bien ceux des Allemands.

Il serait cependant injuste de faire croire à une influence directe de cette littérature sur la grande masse des soldats. Cette influence n'existait pas, comme il n'y eut d'ailleurs, en ces jours, pas de journaux populaires accessibles à leur entendement. La presse exerçait de l'influence sur la catégorie des soldats plus ou moins instruits qui entraient dans les cadres de l'armée. Ce milieu se rapprochant le plus de la mentalité des soldats dans leur masse, c'est à lui qu'échut en partie l'autorité qu'exerçait aupa-

ravant sur les hommes le corps des officiers. Les idées recueillies dans les journaux et reflétées par ce milieu, pénétraient ensuite, sous une forme déjà simplifiée, dans les rangs des soldats qui, malheureusement, étaient en grande partie illettrés et ignorants. Là, en définitive, toutes les notions, dépourvues des subtils artifices de l'argumentation, devenaient extraordinairement primitives et effroyablement logiques dans leurs déductions. Ce qui y prédominait était la négation absolue :

— À bas ! à bas le gouvernement bourgeois, à bas les chefs contre-révolutionnaires, à bas le « massacre sanglant », à bas tout ce dont on était lassé, dégoûté ou qui d'une manière ou d'autre se mettait en travers des instincts zoologiques et contraignait la « volonté libre » des individus. À bas toute chose !

De cette façon rudimentaire l'armée, dans ses innombrables meetings de soldats, résolvait toutes les questions politiques et sociales qui agitaient l'humanité.

* * *

Le rideau est baissé ! Le traité de Versailles a suspendu momentanément la lutte armée dans l'Europe centrale, afin que, selon toute évidence, les peuples, ayant amassé des forces nouvelles, reprennent les armes dans le but de briser les chaînes que leur a imposées la défaite.

L'idée de la « paix universelle » que depuis vingt siècles professe le Christianisme est enterrée pour longtemps.

Combien naïfs et puérils nous paraissent les efforts des humanistes du dix-neuvième siècle qui réclamaient ardemment l'adoucissement des horreurs de la guerre et l'introduction des mesures restrictives du droit international, maintenant que nous savons qu'on peut non seulement violer la neutralité d'un

pays cultivé et paisible, mais encore le livrer à l'envahissement et au pillage ; lorsque nous pouvons, au moyen de submersibles, faire couler de pacifiques bateaux transportant des femmes et des enfants, empoisonner les gens par des gaz asphyxiants, lacérer les corps humains par les éclats des balles explosives ; maintenant que tout un pays, toute une nation ne sont cotés dans l'esprit froidement calculateur des politiciens qu'à titre de « barrière » contre l'irruption d'une force armée et d'idées délétères et qui tantôt soutient, tantôt trahit…

Mais la plus horrible de toutes les armes dues à l'ingéniosité de l'intelligence humaine, le plus infâme des moyens admis et toléré durant la dernière guerre, c'est

la corruption de l'âme humaine.

L'Allemagne tient à céder la priorité de cette invention à l'Angleterre. Laissons-les résoudre cette controverse à l'amiable. Mais je vois mon pays écrasé, agonisant dans les ténèbres de l'horreur et de la démence. Et je connais ses bourreaux.

Devant l'humanité deux principes se sont érigés dans toute leur force menaçante, dans toute leur ignoble nudité :

Tout est permis pour le bien de la patrie !

Tout est permis pour le triomphe d'un parti, d'une classe sociale !

Même la perte morale et physique d'un pays ennemi, même la trahison de sa propre Patrie, même les expériences sociales sur son corps vivant, dont l'insuccès peut la réduire à la paralysie ou à la mort.

L'Allemagne et Lénine décidèrent ces deux questions par l'affirmative. L'univers les en a blâmés. Mais étaient-ils réelle-

ment unanimes et sincères ceux qui blâmaient cette conduite ? Ces idées ne laissèrent-elles pas des traces profondes dans la conscience non pas tant des masses populaires, comme dans celle de leurs chefs ? Du moins, c'est à cette conclusion que m'amènent la politique universelle moderne, si impitoyable, tout particulièrement envers la Russie, et la tactique étroite et égoïste des organisations sociales.

C'est terrifiant.

Je pense que chaque peuple est dans son droit de défendre son existence, les armes à la main ; je sais que longtemps encore la guerre sera le moyen habituel de résoudre les questions internationales en litige, et que les procédés de combat seront tantôt honnêtes, tantôt, malheureusement, déloyaux. Mais il existe des limites, au delà desquelles l'infamie cesse d'être de l'infamie pour devenir de la démence. Nous avons atteint cette limite. Et si la religion, la science, les littératures, les philosophes, les humanistes, en un mot les maîtres de l'humanité ne s'élèvent pas contre la morale hottentote qui nous a été inculquée, l'univers assistera au crépuscule de sa civilisation.

XXII – L'ÉTAT DE L'ARMÉE AU MOMENT DE L'OFFENSIVE DE JUIN.

Après avoir signalé les différents facteurs qui, de l'extérieur, agirent sur la vie militaire, et les services rendus pendant la guerre par l'armée russe, naguère vaillante et héroïque, je passerai maintenant aux jours tragiques de sa déchéance.

Mon père avait été officier dans un régiment de ligne. Moi-même jusqu'à la guerre européenne ai servi pendant vingt-deux ans en qualité d'officier dans d'obscures unités de ligne et dans les petits états-majors ; je fis aussi, bien entendu, les deux ans de la guerre russo-japonaise. Je vivais de la même existence que les officiers et les soldats, partageant leurs joies et leurs peines ; je consacrai à cette vie qui me tenait de si près, de nombreuses pages dans la presse militaire. De 1914 à 1920, presque sans interruption, je fus à la tête des troupes que je conduisais au combat sur les champs de bataille de la Russie Blanche, de la Volhynie, en Galicie, dans les montagnes de la Hongrie, en Roumanie et puis... et puis dans la cruelle guerre civile qui déchirait ma Patrie.

Je suis plus autorisé de parler de l'armée et de m'en faire le porte-parole que tous ces représentants des partis socialistes qui lui sont totalement étrangers et qui, avec leur présomption outrecuidante, y ayant à peine touché, voulurent ébranler les fondements de son existence, se permettaient de juger les chefs et les guerriers, d'émettre le diagnostic de sa grave maladie et qui, maintenant, après toutes les expériences et les dures épreuves, ne désespèrent pas de pouvoir exploiter cette arme puissante et redoutable au profit de leur convoitise de partis et d'étroits intérêts sociaux. Mais pour moi, l'armée ne représente

pas seulement un phénomène historique, social et moral ; pour moi, — c'est presque toute ma vie. J'y retrouve tant de souvenirs aimés et inoubliables ; j'y retrouve l'ensemble enchevêtré des jours heureux et des jours tristes si rapidement écoulés ; j'y retrouve, enfin, tant de sépulcres chéris et tous les rêves ensevelis et toute ma foi inébranlable.

C'est avec précaution qu'il faut toucher à l'armée, se rappelant toujours que non seulement les principes et les faits historiques, mais tout aussi bien les détails de son existence, pour infimes qu'ils paraissent, sont pleins d'importance et de sens profond.

Lorsque la révolution éclata, un ancien vétéran, adoré des officiers comme des soldats, le général Paul Ivanovitch Mistchenko, ne pouvant se réconcilier avec le nouveau régime, se retira de l'armée. Il vivait dès lors à Temirhanchoura, ne dépassait pas les limites de son jardin et portait toujours son uniforme de général et ses croix de Saint Georges, même aux jours du bolchevisme. Un jour que les bolcheviks se présentèrent chez lui pour y procéder à une perquisition et voulurent lui enlever ses décorations et ses épaulettes, le vieux général passa dans la pièce voisine et se brûla la cervelle...

Que celui qui veut, rie de ces « préjugés désuets ». Quant à nous, nous honorerons sa glorieuse mémoire.

Ainsi donc, la révolution s'accomplit.

Il ne pouvait y avoir de doute qu'un pareil cataclysme n'eût une répercussion profonde dans l'existence nationale. La révolution devait violemment ébranler l'armée, relâchant et brisant tous les liens historiques par lesquels elle se maintenait encore. Ce résultat était logique, naturel et ne pouvait être conjuré ; il ne dépendait ni de l'état dans lequel se trouvait alors l'armée, ni des rapports réciproques des commandants militaires et de

leurs hommes. Nous ne pouvons considérer ici que les circonstances qui auraient pu retenir l'armée de la chute et qui l'entraînèrent à sa déchéance.

Et puis vint le nouveau pouvoir.

Il aurait pu comprendre trois éléments différents : le haut commandement (la Dictature militaire) ; la Douma d'Empire, où la bourgeoisie aurait prédominé (le Gouvernement Provisoire), et la démocratie révolutionnaire (le Soviet). Ce fut le Gouvernement Provisoire qui devint le pouvoir suprême. Les deux autres éléments se comportèrent envers lui de manière très différente : tandis que le haut commandement s'y soumettait sans réplique et, par conséquent, était contraint de suivre ses ordres, le Soviet usurpait peu à peu sa place.

Le gouvernement était dans l'alternative : ou bien il réprimerait le plus sévèrement, le plus impitoyablement, les mouvements subversifs qui se produiraient dans l'armée, ou bien il s'y prêterait avec indulgence. Sous la pression du Soviet et par manque de fermeté et de compréhension des lois régissant l'existence de la force armée, le pouvoir prit le second parti.

Ce fait décida du sort de l'armée. Toutes les autres circonstances, tous les éléments, phénomènes et influences n'eurent pour effet que de ralentir la décomposition de l'armée et d'éloigner le moment de sa chute.

Les jours radieux d'union touchante et joyeuse entre officiers et soldats s'envolèrent bien vite pour faire place à des heures moroses, pesantes et pleines de soucis. Cependant ils eurent leur temps, ces jours heureux, ce qui fait croire qu'il n'existait pas d'abîme infranchissable entre les deux rives, entre lesquelles l'inexorable logique de la vie, depuis longtemps, tendait à jeter un pont.

Soudain et d'eux-mêmes les vieux préjugés qui répandaient l'irritation dans les rangs des soldats, s'étaient écroulés ; tandis que les officiers, se ressaisissant, devenaient plus sérieux, plus laborieux.

Mais des flots de journaux, de proclamations, de résolutions et d'ordres provenant d'autorités ignorées et, en même temps, une masse d'idées nouvelles firent irruption dans les rangs des soldats qui n'étaient pas capables de se les assimiler. Puis vinrent des hommes nouveaux avec des paroles nouvelles — des discours pleins de promesses et de séductions qui libéraient les soldats de toute subordination et leur donnaient l'espoir de l'écartement immédiat du danger de mort. Lorsqu'un commandant de régiment s'informa naïvement s'il ne fallait pas traduire ces hommes devant la cour martiale et les fusiller, il fut répondu, de Pétrograd, à son télégramme qui avait passé par toutes les instances, que ces hommes étaient inviolables et étaient délégués dans les camps par le Soviet, dans le but même d'éclairer les soldats sur le sens véritable des événements politiques...

Lorsque, maintenant encore, les chefs de la démocratie révolutionnaire qui n'ont pas tout à fait perdu le sentiment de leur responsabilité d'avoir mené la Russie à sa chute, disent que ce mouvement, déterminé par une divergence sociale profonde entre la classe des officiers et celle des soldats et, l'asservissement absolu de ces derniers, portait, un caractère instinctif, fatal, auquel ils n'avaient pu résister, — c'est là un mensonge avéré. Toutes les devises fondamentales, tous les programmes, la tactique, les instructions, les directives, posés à la base de la « démocratisation » de l'armée, avaient été élaborées par les sections militaires des partis socialistes longtemps avant la guerre en dehors de toute pression des « éléments », mais partant de calculs clairs et nets, — produits de la « raison et de la conscience socialistes ».

Il est vrai que les officiers engageaient les soldats à ne pas croire à ces « paroles nouvelles » et les exhortaient à continuer de faire leur devoir. Mais il faut ne pas oublier que, dès les premiers jours, les Soviets avaient déclaré les officiers ennemis de la révolution ; dans bien des villes déjà on leur avait infligé les plus cruelles tortures et même la mort ; et leurs bourreaux étaient restés impunis... Il devait y avoir des raisons pour que même du sein de la « bourgeoisie » Douma d'Empire ait surgi l'étrange et inattendue « déclaration » suivante : « Ce 1er mars, parmi les soldats de la garnison de Pétrograd, les bruits s'étaient répandus que les officiers auraient enlevé les armes aux soldats. Ces bruits vérifiés, dans deux régiments, se trouvèrent être faux. À titre de président de la Commission militaire du Comité provisoire de la Douma d'Empire, je déclare que les mesures les plus radicales, allant jusqu'à la peine de mort, seront prises pour prévenir de pareils actes de la part des officiers. Colonel Engelhardt. »

Ensuite parurent l'ordre du jour n° 1, diverses déclarations, etc.

Il se peut, toutefois, qu'on aurait pu lutter contre ce torrent de paroles hypocrites et mensongères qui affluaient de Pétrograd et des Soviets locaux et qui trouvaient un écho chez les démagogues de l'armée, si l'on ne s'était trouvé en face d'un phénomène qui paralysait tous les efforts des commandants militaires ; c'était l'instinct animal de la conservation qui s'était emparé entièrement des soldats dans leur masse. Ce sentiment avait toujours existé, mais il était refoulé par l'exemple du devoir accompli, par des lueurs intermittentes de conscience nationale, par une certaine pudeur enfin, par la peur et la contrainte. Lorsque ces mobiles cessèrent d'agir et lorsque pour endormir la conscience déjà si faible des masses apparut tout un arsenal de nouvelles idées et de conceptions qui justifiaient l'égoïsme animal le plus primitif et lui prêtaient des motifs idéologiques, alors l'armée ne put plus exister. Ce sentiment de

conservation annihila tous les efforts des chefs, détruisit les principes moraux et l'essence même de l'ordre militaire.

Et quelque chose d'inouï commença ([117]).

* * *

... Dans un vaste champ, autant que l'œil peut voir, s'étendent les lignes infinies des tranchées russes et allemandes, tantôt rapprochées, entremêlant leurs fils de fer barbelés, tantôt s'éloignant les unes des autres et se perdant au loin derrière la crête verte des collines. Le soleil est déjà haut, mais un silence absolu règne alentour. Ce sont les Allemands qui sont les premiers levés. Ici et là, de derrière les tranchées on distingue leurs silhouettes ; il y en a qui montent sur le parapet pour y étendre au soleil les habits trempés de l'humidité de la nuit... La sentinelle de notre tranchée de premières lignes ouvre des yeux encore pleins de sommeil, s'étire paresseusement et jette un regard indifférent sur les tranchées ennemies... Un soldat, en chemise sale, pieds nus, la capote ne tenant qu'aux épaules, sort de la tranchée et, frissonnant à l'air frais du matin, s'en va lentement vers les positions allemandes où, entre les deux lignes ennemies, se trouve la « boîte aux lettres » de laquelle il prend le dernier numéro du journal allemand, le « Messager russe », et la proposition adressée aux soldats russes d'échanger des marchandises.

Toujours le silence. Pas un coup de canon. La semaine précédente, le comité du régiment avait fait paraître un arrêté, prohibant le tir contre les positions ennemies et même le tir d'épreuve dans le but de fixer les distances ; on n'avait qu'à les repérer sur la carte. Le commandant d'artillerie, membre du dit

[117] Ici je donne à mon exposé de la vie sur le front la forme d'un récit, dont, toutefois, les moindres épisodes sont des faits réels, pris sur le vif.

comité, avait entièrement approuvé l'arrêté. Lorsque, hier, le commandant d'une batterie de campagne avait ordonné de tirer sur une nouvelle ligne de tranchées allemandes, notre infanterie ouvrit la fusillade contre son propre poste d'observation ; un téléphoniste fut blessé. Et la même nuit, les soldats du régiment d'infanterie allumèrent un grand feu sur l'emplacement de la batterie de gros calibre nouvellement arrivée... ([118]).

Il est maintenant 9 heures du matin. La première compagnie se réveille et se lève peu à peu. Les tranchées sont affreusement sales et pleines d'ordures ; dans les étroits passages de communication et dans les tranchées de seconde ligne, où les soldats sont entassés en plus grand nombre, l'air est vicié, étouffant. La terre du parapet s'éboule. Personne ne pense à réparer le mal — on n'en a pas envie et puis, il ne reste que peu de soldats dans la compagnie. Il y a de nombreux déserteurs ; plus de cinquante hommes sont partis légalement : les plus vieux ont été licenciés, ceux qui désiraient des permissions les ont obtenues de par l'autorisation arbitraire du comité ; d'autres devinrent eux-mêmes membres des innombrables comités ou bien encore firent partie des diverses délégations. Dernièrement, par exemple, une nombreuse délégation s'était rendue, de la part de la division, auprès du camarade Kérensky pour vérifier s'il avait réellement ordonné l'offensive ; enfin, à force de menaces et de violences, les soldats terrorisaient à tel point les médecins des régiments que ceux-ci délivraient des certificats de congé même aux « gravement bien portants... »

Les heures se traînent vides, accablantes. On s'ennuie, désœuvré. Dans un coin, on joue aux cartes ; dans un autre, un soldat qui vient de rentrer de permission raconte quelque chose

---

118 Il est à noter que les régiments techniques, et en particulier l'artillerie, gardèrent jusqu'au bout une attitude plus digne et maintinrent dans leurs rangs une certaine discipline.

mollement, sans entrain ; l'air résonne de gros mots. Un autre soldat lit à haute voix le « Messager russe » :

« Les Anglais veulent que les Russes versent leur dernière goutte de sang pour la plus grande gloire de l'Angleterre, qui recherche avant tout son profit… Nos chers petits soldats, vous devez savoir que la Russie, depuis longtemps, aurait conclu la paix, si l'Angleterre ne l'en avait empêchée. Nous devons nous en détourner complètement ; c'est le peuple russe qui le veut ; telle est sa sainte volonté… »

Quelqu'un laissa échapper un grossier juron.

— Ah bien fichtre oui, faire la paix… on crèvera ici sans avoir revu la liberté…

Le lieutenant Albov qui commandait la compagnie, passait le long des tranchées et d'un ton indécis, presque suppliant, s'adressait aux groupes des soldats :

— Camarades, vite au travail. De trois jours nous n'avons pas creusé un seul passage de communication avec les tranchées de premières lignes.

Ceux qui jouaient aux cartes ne tournèrent pas même la tête ; quelqu'un à mi-voix marmonna : « c'est bon. » Celui qui lisait le journal se souleva et déclara avec désinvolture :

— La compagnie ne veut pas creuser de passages, car cela signifierait des préparations à l'offensive, et le comité a arrêté…

— Allons, vous n'y entendez rien. Et pourquoi aussi parlez-vous pour toute la compagnie ? Si même il n'était question que de se défendre, à la moindre alerte nous serions perdus : la compagnie ne pourrait jamais passer aux premières lignes par un seul boyau.

Et là-dessus, avec un geste de lassitude, il passa outre. C'était à désespérer. Chaque fois qu'il avait tenté de leur parler plus longuement, à cœur ouvert, ils l'avaient écouté avec attention, — ils aimaient à causer avec lui ; somme toute, sa compagnie, à sa manière, ne lui voulait que du bien. Mais il sentait qu'entre eux et lui un mur épais s'était élevé contre lequel se brisaient ses meilleurs élans. Il avait perdu le chemin de leur âme ; il s'était égaré dans les ténèbres de grossièreté, de méfiance et de suspicion qui remplissaient en ce moment l'âme des soldats. Peut-être ne sait-il plus comment leur parler, quels mots employer ? Ce n'est pas cela. Fort peu de temps avant la guerre, étant encore étudiant, il s'était pris d'une sympathie passionnée pour le mouvement révolutionnaire ; il avait alors causé avec le peuple dans les campagnes, dans les usines, et avait su trouver les mots « vrais », dont le sens était accessible à tous. Mais quelles paroles sauraient faire affronter la mort à des hommes dont tous les sentiments étaient dominés par un seul instinct, celui de la conservation.

L'apparition soudaine du colonel interrompit le cours de ses pensées.

— C'est le diable ! L'officier de service n'est pas à son poste. Les hommes sont à peine habillés. De la saleté, de la puanteur partout. À quoi pensez-vous donc, lieutenant ?

Le colonel à cheveux gris, parcourut les rangs des soldats d'un regard sévère qui imposait qu'on le veuille ou non. Ceux-ci se levèrent précipitamment. Ayant regardé par l'embrasure, il se recula, stupéfait, et demanda nerveusement :

— Qu'est-ce que cela signifie ?

Au beau milieu du champ, entre les clôtures de fils de fer barbelés un vrai marché était établi : des soldats allemands et

les nôtres échangeaient de l'eau-de-vie, du tabac, du lard et du pain. À l'écart, un officier allemand, robuste, au teint coloré et au regard arrogant, était à moitié couché sur l'herbe et parlait au soldat Soloveitchik. Détail curieux : l'insolent et hardi Soloveitchik se tenait devant lui dans une attitude décente et respectueuse. Le colonel, repoussant le guetteur, lui prit des mains le fusil qu'il plaça dans l'embrasure. Un murmure courut parmi les soldats : on priait de ne pas tirer. L'un d'eux prononça, comme pour lui-même :

— C'est de la provocation...

Le colonel, pourpre de rage, se retourna pour une seconde et lui cria :

— Silence !

Tous se turent et se précipitèrent aux embrasures. Le coup partit : l'officier allemand eut un brusque soubresaut, puis resta immobile ; du sang coulait de sa tête. Les soldats qui trafiquaient se dispersèrent.

Le colonel jetant le fusil à terre, prononça, les dents serrées, « les lâches », puis continua sa tournée. L'« armistice » était rompu.

Le lieutenant se retira chez lui. Il était las, le cœur gros. Combien lourdement lui pesait la conscience de son inutilité dans ces ineptes conjonctures qui dénaturaient tout le sens de son dévouement à la patrie qui, seul, justifiait toutes ces peines et peut-être une mort prochaine. Il se jeta sur sa couchette et y resta une heure, deux heures, tâchant de ne penser à rien, de s'oublier...

Et de l'autre côté de la paroi de terre il entendait une voix étouffée et traînante qui semblait envelopper son cerveau d'une visqueuse toile d'araignée :

— Ils ont de la chance ces fils de chiens, ils reçoivent cent quarante roubles nets par mois ; tandis qu'à nous — voyez-vous cette largesse — on nous donne sept roubles et demi. Mais attendez seulement, notre jour viendra…

Et puis :

— J'ai entendu dire qu'on partageait les terres dans notre gouvernement de Kharkov. Ah, si l'on pouvait rentrer au pays… On heurta à la porte. C'était le sergent-major.

— Votre Honneur ! (il s'adressait toujours de la sorte à son commandant, lorsque sans témoins) la compagnie murmure et menace de quitter la position si on ne la relève. Le 2ème bataillon devait venir nous relever à 5 heures du matin et il n'est toujours pas là. Ne pourrait-on s'informer par téléphone ?

— La compagnie ne s'en ira pas, Ivan Petrovitch… C'est bien, je téléphonerai, mais à présent, c'est trop tard, — après l'incident de ce matin, les Allemands ne nous laisseront pas, de jour, nous relayer.

— Que si ! Ceux du Comité sont renseignés. Je me dis ainsi, — il baissa la voix, — que Soloveitchik a eu le temps d'y courir et de tout expliquer. Les Allemands ont promis de faire la paix, à condition que la prochaine fois que le Commandant viendrait dans les tranchées, on les préviendrait : alors, ils jetteraient une bombe. Vous devriez l'en informer, sans cela…

— C'est bien…

Le sergent allait se retirer, mais le lieutenant le retint.

— Ça va mal, Petrovitch. On n'a pas confiance en nous.

— Mais en qui, grand Dieu, ont-ils confiance ; voilà, par exemple, la semaine passée, dans la 6ème compagnie, ils ont choisi eux-mêmes leur sergent ; eh bien, maintenant, ils se fichent de lui, ne lui laissent pas dire un mot...

— Et qu'adviendra-il après ?

Le sergent rougit et répondit à mi-voix :

— Après... viendra le règne des Soloveitchik ; ils nous domineront et nous serons, comme qui dirait, leurs bêtes de somme... Voilà ce qui adviendra, votre honneur !

Enfin la relève se présenta. Le capitaine Bouravine commandant la 5ème compagnie entra dans la cahute. Albov lui proposa de prendre connaissance du secteur, il lui expliquerait la disposition de l'ennemi.

— Si vous le voulez, bien que cela n'ait aucune importance, car, de fait, je ne commande plus la compagnie, je suis boycotté.

— Comment cela ?

— Mais oui... On a choisi pour capitaine l'aspirant, mon subalterne, et l'on m'a destitué sous prétexte d'attachement à l'ancien régime, car, voyez-vous, j'avais ordonné de faire l'exercice deux fois par jour ; vous savez que les renforts nous arrivent sans préparation aucune. Ce fut l'aspirant — qui, le premier, vota mon éloignement. — « On vous en a assez fait voir, avait-il dit aux hommes. À présent votre heure est venue. Il faut donner un bon coup de balai, à commencer par les chefs. Un jeune saura tout aussi bien s'y prendre avec un régiment pour peu qu'il soit un vrai démocrate et sache défendre les droits des soldats ».

Je m'en serais allé, mais le commandant du régiment s'y est catégoriquement opposé et m'a défendu de remettre à qui que ce soit la compagnie. La voilà donc avec deux chefs. Depuis cinq jours j'endure ça. Écoutez, Albov, vous n'êtes pas pressé ? Alors, causons un peu. J'ai le cœur meurtri. Albov, l'idée du suicide ne vous est-elle jamais venue en tête ?

— Pas jusqu'à présent.

Bouravine se leva brusquement.

— Comprenez-vous, ils m’ont sali l'âme, ils ont insulté à ma dignité d'homme, et ainsi chaque jour, à chaque heure, dans chaque mot, dans chaque regard et chaque geste, je me sens continuellement bafoué, insulté, outragé. Que leur ai-je fait ? Voilà huit ans que je suis au service, sans famille, sans feu, ni lieu. Toujours au régiment, dans mon cher régiment. Deux fois, j'ai été blessé, mais sans attendre la convalescence complète je revenais en toute hâte au régiment, — et voilà ! J'aimais les soldats, — c'est gênant de le dire soi-même, mais ils se souviennent fort bien comment maintes fois je passais en rampant sous les fils de fer barbelés pour ramener des blessés… Et maintenant… Eh bien oui, je révère le drapeau du régiment et je hais leurs chiffons rouges. J'accepte la révolution. Mais pour moi la Russie est infiniment plus précieuse. Je ne puis ni admettre, ni supporter tous ces comités, tous ces meetings, toute cette saleté, en un mot, qu'on a introduite dans l'armée. Cependant je ne gêne personne, je n'en parle pas, je n'essaie pas de persuader qui que ce soit. Pourvu qu'on nous laisse honnêtement terminer la guerre ; après quoi je suis prêt à casser les pierres au bord des routes, à condition de ne pas rester dans une armée démocratisée de la sorte. Mon subalterne leur parle de tout : nationalisation, socialisation, contrôle ouvrier… Tandis que moi, je ne sais pas : je n'ai jamais eu le temps de m'occuper de ces questions et, à vrai dire, je ne m’y suis jamais intéressé. Vous rappelez-vous, lorsque le commandant d'armée est venu, il a dit aux soldats : « al-

lons donc, ne m'appelez pas « Monsieur le général », dites-moi tout bonnement « camarade Georges... » Mais moi, je ne peux pas le faire, on ne me croirait, d'ailleurs, pas. Alors je me tais. Ils le comprennent et se vengent. Ils sont, malgré toute leur ignorance, de fins psychologues ! Et savent trouver le point le plus vulnérable. Hier, par exemple... »

Il se pencha à l'oreille d'Albov et termina à voix basse :

— Je rentre du mess... À mon chevet j'ai une photographie — un souvenir qui m'est cher. Et bien, ils y avaient dessiné une obscénité !...

Bouravine se leva et se passa la main sur le front :

— Allons voir les positions... Si Dieu le veut, il ne me reste plus longtemps à souffrir. Pas un homme de ma compagnie ne veut aller en reconnaissance. J'y vais moi-même chaque nuit ; un volontaire m'accompagne quelquefois, — il a le goût de la chasse. S'il m'arrivait malheur, soyez bon, Albov, voyez à ce qu'un petit paquet, qui est dans ma valise, arrive à destination.

La première compagnie, sans attendre d'être relevée, s'en était allée à la débandade. Albov s'achemina à sa suite. Le boyau de communication se terminait par une vaste dépression de terrain où cantonnaient les troupes de réserve. Pareil à une gigantesque fourmilière le camp du régiment s'y étalait avec ses huttes de terre, ses tentes, ses cuisines de campagne fumantes et les piquets auxquels on attache les chevaux. Auparavant, on les masquait soigneusement au moyen de plantations artificielles, qui, maintenant, étaient desséchées, avaient perdu leurs feuilles et ne montraient que des branches nues et raides. Sur la prairie, par places, des soldats s'exerçaient, mollement, paresseusement : c'était tout de même gênant de ne rien faire du tout. On ne voyait que peu d'officiers : aux bons il répugnait de prendre part à l'inepte comédie qui avait remplacé leur véritable travail ;

les mauvais y trouvaient une excuse à leur paresse et à leur désœuvrement. Au loin, sur la route, dans la direction de l'état-major du régiment, venait une foule d'hommes, une colonne de soldats peut-être, au-dessus de laquelle flottaient des drapeaux rouges. À leur tête avançait un écriteau sur lequel se lisaient, de loin, en lettres blanches, les mots suivants :

« À bas la guerre ! »

C'étaient de nouvelles réserves qui s'approchaient. Aussitôt, comme sur un signal donné, tous les soldats qui s'exerçaient quittèrent leurs rangs et coururent au-devant des nouveaux venus.

— Eh, les pays, de quel gouvernement êtes-vous ?

Et une conversation animée s'ensuivit sur les différentes questions d'actualité, questions pleines d'intérêt passionné, palpitant : que fait-on avec les terres, aura-t-on bientôt la paix... On s'intéressait pourtant aussi de savoir s'il n'y avait pas de véritable eau-de-vie, car celle qu'on distillait soi-même, en assez grande quantité, à la « distillerie » du 3ème bataillon, était par trop mauvaise et avait même provoqué des symptômes morbides.

Albov se rendit au mess. Les officiers se réunissaient pour le dîner. Mais où étaient l'animation de naguère, les causeries pleines d'intimité, les rires joyeux et tous les souvenirs de la vie de camp, orageuse, sévère, mais, par contre, glorieuse ! Les souvenirs sont flétris, les rêves envolés, et la dure réalité pèse lourdement sur tous.

On ne parlait que d'une voix contenue, s'interrompant au beau milieu de la conversation ou bien s'exprimant à mots couverts, car les domestiques du mess pouvaient les dénoncer, et parmi les officiers, il y avait de nouvelles figures... Il n'y a pas

longtemps de ça le comité du régiment, sur le rapport d'un des serviteurs, avait examiné l'affaire d'un officier du régiment, chevalier de Saint Georges et auquel le régiment était redevable d'un de ses plus hauts faits. Il paraît que ce commandant avait dit quelque chose des « esclaves révoltés ». Et, bien qu'il eût été démontré que ces paroles n'étaient pas de lui, mais qu'il n'avait fait que citer le discours du camarade Kérensky, le comité lui exprima son « indignation » ; force lui fut de quitter le régiment.

Le personnel des officiers se modifia. Il ne restait que deux ou trois officiers de carrière. Les uns avaient péri ; les autres étaient estropiés ; les troisièmes ayant reçu des « marques de désapprobation et de manque de confiance » erraient par le front, assiégeaient les états-majors, s'inscrivaient dans les bataillons de la mort, dans les différentes institutions de l'arrière ; d'autres, enfin, plus démoralisés, retournaient tout simplement chez eux. L'armée n'avait plus que faire de ceux qui détenaient ses traditions d'honneur et de gloire, — c'étaient de vieux préjugés bourgeois, réduits en poussière par l'esprit créateur de la révolution...

Le régiment entier était au courant de l'événement qui s'était produit, ce matin même, dans la compagnie d'Albov. On lui demanda des détails. Le lieutenant-colonel, assis à côté de lui, hocha la tête.

— Notre vieux est un brave. Il en va de même pour la 5ème compagnie... Je crains que cela ne finisse mal pour lui. Avez-vous entendu ce qu'on a fait au commandant du régiment Doubowsky, pour avoir refusé de confirmer la nomination du chef que la compagnie s'était choisie et pour avoir fait mettre aux arrêts trois agitateurs ? On l'a crucifié. Eh oui, mon cher. On l'a cloué à un arbre, et, à tour de rôle, on lui a planté les baïonnettes au travers du corps, on lui a coupé les oreilles, le nez, les doigts...

Il se prit la tête à deux mains.

— Mon Dieu, d'où cela vient-il que les hommes sont si brutaux, si cruels et si bas...

À l'autre bout de la salle les officiers discutaient la question qui tenait le plus à cœur à tout le monde : où s'en aller...

— T'es-tu inscrit dans le bataillon révolutionnaire ?

— Non, cela n'en vaut pas la peine : il se trouve être formé sous la surveillance suprême du Comité exécutif ; il aura aussi ses comités, ses élections et sa discipline « révolutionnaire ». Ce n'est rien pour moi.

— On dit que Kornilov est en train d'organiser des régiments de la mort, à Minsk, on en formerait de même. Ce serait bien de...

— Quant à moi j'ai présenté ma demande de permutation dans notre brigade de tirailleurs en France. Je ne sais seulement comment faire avec la langue.

— Hélas, mon vieux, vous venez trop tard, — fit de l'autre bout de la chambre le lieutenant-colonel. Il y a beau temps que le gouvernement y a envoyé des « camarades-émigrés » pour éclairer les esprits. Et maintenant nos bataillons sont quelque part dans le midi de la France, à l'état de prisonniers de guerre ou de bataillons disciplinaires, que sais-je.

En somme, ces conversations n'avaient pour tous qu'une portée purement platonique, car leur situation était sans espoir et sans issue. Ils rêvaient à haute voix comme, jadis, les Trois

Sœurs de Tchekhov rêvaient de Moscou ([119]). C'était si bon de s'imaginer un pays extraordinaire, où la dignité humaine n'était pas constamment ravalée, où l'on pouvait vivre en paix et mourir loyalement, sans qu'il fût fait violence et outrage à vos actions les plus méritoires. Ce n'est que...

— Eh, Mitka, du pain ! cria d'une voix retentissante l'enseigne Iasny.

Ce Iasny était un original. Grand, fort, avec une crinière et une barbe d'un rouge de cuivre, il était la personnification de la force terrienne et de la bravoure. Il avait quatre croix de Saint-Georges et pour ses exploits sur le front avait été promu officier. Il ne savait s'adapter aux nouvelles tendances, prononçait « lévorution » et « métink » et ne pouvait se réconcilier avec le nouveau régime. Les origines indubitablement démocratiques de Iasny, sa droiture et sa sincérité lui avaient créé une situation privilégiée dans le régiment : il lui était permis, sans même qu'il pût se vanter d'avoir de l'influence, de juger rudement, grossièrement, parfois même avec accompagnement de gros mots, les gens et les choses qui jouissaient de la protection et de l'estime de la « démocratie révolutionnaire » du régiment. On se fâchait contre lui, mais on le supportait.

— Il n'y a pas de pain que je dis.

Les officiers préoccupés de leurs pensées et de leurs conversations n'avaient même pas fait attention qu'ils avaient mangé leur soupe sans pain.

— Il n'y aura pas de pain aujourd'hui, répliqua le serviteur.

— Qu'est-ce que cela veut dire ? Cours chercher l'économe et vite !

---

[119] Drame de Tchekhov, Les *Trois Sœurs*.

L'économe vint s'excuser et expliqua d'un air confus que le matin il avait envoyé une demande de 32 kilos de pain ; que l'intendant avait apposé sur la demande le mot « délivrer », mais que le commis Fedotov, membre de la commission économique du Comité, avait mis dessus « ne pas délivrer ». C'est ainsi qu'au dépôt on avait refusé de livrer le pain.

Personne ne répliqua : on se sentait gêné pour l'économe et troublé par toute cette bassesse qui était entrée de force dans la vie et qui l'avait inondée de sa fange ignoble. Seule la basse de Iasny s'éleva sous les voûtes de la baraque :

— Quels cochons !

Albov s'apprêtait justement à faire un somme après le dîner, lorsque le pan qui formait la porte de la tente s'écarta et dans l'interstice se montra la tête chauve de l'intendant qui était un vieux petit colonel taciturne et qui avait repris le service, après avoir été en retraite.

— Peut-on entrer ?

— Excusez-moi, monsieur le colonel...

— Ce n'est rien, mon ami, ne vous levez pas. Je ne vous retiendrai qu'une seconde. Voyez-vous, ce soir, à 6 heures, aura lieu le meeting du régiment. On lira le rapport de la commission économique de contrôle et il est certain qu'on m'éreintera. Je ne sais pas faire des discours, tandis que vous êtes passé maître en cela. Si le cas se présentait, défendez-moi, voulez-vous ?

— Entendu. Je n'avais pas l'intention d'y aller, mais puisqu'il le faut, j'y serai.

— Merci bien, mon ami.

... À six heures la plate-forme devant l'état-major du régiment était encombrée par la foule. Il y avait là pas moins de deux mille personnes qui allaient et venaient, faisaient du bruit, causaient et riaient — la même foule russe qui se serait promenée à la Khodynka ([120]) ou sur le Champ de Mars ([121]), un jour de fête. La révolution n'avait pu transformer, du jour au lendemain, ni son intelligence, ni sa mentalité. Seulement, l'ayant abasourdie elle l'avait rendue nerveuse, impressionnable et réagissant violemment à toutes les influences extérieures. Une quantité de mots — les uns d'une grande élévation morale, les autres bassement criminels — traversaient la conscience de ces gens, cette conscience qui comme un tamis, laissait passer toutes les idéologies nouvelles et ne retenait que les parcelles qui pouvaient avoir une application réelle à leur vie de tous les jours, leur vie de soldats, de paysans, d'ouvriers. Et cette application devait être, à tout prix, positive et servir à un but immédiat. De là l'inutilité absolue de tous les effets oratoires par lequel, à l'exemple du Ministre de la Guerre, on tentait d'influer sur les masses de l'armée ; de là, aussi, l'absurde sympathie et les marques d'intérêt passionné que la foule manifestait sans distinction à des orateurs de tendances nettement opposées, ainsi que les conclusions inattendue que cette même foule tirait des paroles des orateurs et qui plongeaient ceux-ci dans l'effroi et la perplexité.

Dans ces conditions-là, quel sens immédiat pouvaient avoir pour la masse populaire des idées comme le devoir, l'honneur, les intérêts nationaux, selon l'une des terminologies — et, d'après l'autre, des notions telles que : annexions, contributions, droits des nationalités et autres termes obscurs ?

---

120 À Moscou.

121 À Pétrograd.

Tout le régiment était là, les meetings attiraient les soldats comme tout autre spectacle. Le 2ème bataillon qui se trouvait sur les positions, envoya aussi des délégués — presque le tiers de ses soldats. Au milieu de la plate-forme s'élevait une estrade pour les orateurs, ornée de drapeaux rouges, décolorés par le temps et la pluie depuis que l'estrade avait été érigée à l'occasion de la revue du régiment par le commandant de l'armée. Actuellement les revues se pratiquent non plus sur le front, mais du haut d'une tribune. Aujourd'hui deux questions étaient inscrites à l'ordre du jour : 1° rapport de la commission économique sur le ravitaillement des officiers ; 2° rapport de l'orateur, camarade Sklianka, qu'on avait spécialement fait venir du Sovdep (Soviet des députés ouvriers et soldats) de Moscou pour renseigner les troupes sur la situation politique actuelle (la formation du Ministère de coalition).

La semaine précédente un meeting avait failli dégénérer en graves désordres, à la suite de la déclaration d'une des compagnies, que les soldats étaient réduits à manger les lentilles abhorrées et la soupe aux choux maigre, et que tous les gruaux et tout le beurre allaient aux officiers. C'était pure invention. Néanmoins, il avait été décidé d'examiner l'affaire en question et d'en présenter le rapport à l'assemblée générale du régiment. Le rapporteur était un membre du Comité, le commandant Pétrov, qui avait été, l'année précédente, destitué de ses fonctions d'intendant et qui, maintenant, se vengeait. Mesquinement et malignement, il énumérait avec une ironie agaçante tous les petits manquements et insuffisances, — il n'y en avait pas de graves — et qui, d'ailleurs, ne se rapportaient pas à la question de l'intendance du régiment, et lisait son rapport d'une voix traînante, monotone. La foule un instant apaisée, cessa d'écouter et une rumeur s'éleva, de tous côtés on entendait :

— Assez !

— Cela suffit !

Le président du Comité interrompit la lecture du rapport et proposa aux « camarades désireux de se faire entendre » de prendre la parole. Un soldat monta sur l'estrade — grand, gros — qui commença d'une voix hystérique :

— Camarades, vous avez entendu ? Voilà où s'en va le bien des soldats Nous souffrons de toute manière, c'est à peine si nous sommes vêtus, nous sommes dévorés de vermine, nous avons faim, et ils nous ôtent le dernier morceau de la bouche...

À mesure qu'il parlait, une surexcitation nerveuse s'emparait de la foule, une sourde rumeur montait et des exclamations approbatives se faisaient entendre :

— Quand donc cela finira-t-il ? Nous sommes rendus, tués de fatigue...

Soudain, des derniers rangs résonna la basse tonnante de Iasny qui couvrit la voix de l'orateur et celle de la foule :

— Quelle compagnie ?

Il y eut un mouvement de confusion. L'orateur se tut. On entendit des cris indignés à l'adresse de Iasny.

— De quelle compagnie es-tu ?

— De la 7ème.

Des voix s'élevèrent dans les rangs des soldats :

— Ce n'est pas vrai, nous ne le connaissons pas, dans la 7ème...

— Attends donc, l'ami, tonnait toujours Iasny, n'est-ce pas toi qui es arrivé, ce matin, avec les nouvelles réserves, tu portais encore l'écriteau. Quand donc as-tu eu le temps de te fatiguer pareillement, pauvre homme !

L'humeur et l'attitude de la foule changèrent instantanément. Ce furent des coups de sifflets, des rires, des cris, des plaisanteries, et l'orateur malencontreux disparut dans la foule. Quelqu'un prononça : « La résolution » !

Sur l'estrade parut de nouveau le commandant Pétrov qui se mit à lire la résolution d'avance préparée, proposant de réduire les officiers à la ration des soldats. Mais on ne l'écoutait plus. Deux, trois voix crièrent : « c'est juste ». Pétrov hésita un instant, puis mit la résolution dans sa poche et descendit de l'estrade. Le second point — relatif à la destitution de l'intendant en chef du régiment et à la nomination immédiate d'un nouvel intendant (évidemment ce devait être le rapporteur) — ne fut pas même entendu. Le président du Comité annonça :

— La parole appartient au membre du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats de Moscou, au camarade Sklianka.

On en avait assez des orateurs locaux ; l'arrivée d'un nouveau personnage, entouré, de plus, d'un certain prestige par les soins du Comité, excita l'intérêt général. La foule se rapprocha de l'estrade ; on fit silence. Un petit homme noir grimpa plutôt qu'il ne monta les degrés de l'estrade, et, une fois-là, nerveux et myope, il ne cessa de rajuster le lorgnon qui ne tenait pas sur son nez. Il se mit à parler avec volubilité, ardeur, et une gesticulation des plus animées.

— Camarades soldats ! Plus de trois mois se sont écoulés depuis que les ouvriers de Pétrograd et les soldats révolutionnaires ont rejeté le joug du tzar et de ses généraux. La bourgeoi-

sie — en la personne de Terestchenko, le raffineur de Kiev bien connu, du fabriquant Konovalov, des propriétaires fonciers Milioukov, Goutchkov, Rodzianko et d'autres traîtres aux intérêts populaires et imposteurs du peuple russe, — s'est emparée du pouvoir.

L'attente du peuple russe tout entier, qui exigeait qu'on procédât immédiatement à la conclusion de la paix, que nous proposaient nos frères ouvriers et soldats allemands tout aussi déshérités que nous — se trouva être trompée, car Milioukov envoya un télégramme à l'Angleterre et à la France, leur faisant savoir que le peuple russe était prêt à combattre jusqu'à la victoire finale.

Le malheureux peuple russe comprit que le pouvoir était tombé entre les mains de gars encore plus hostiles aux ouvriers et aux paysans. C'est pourquoi le peuple éleva sa voix puissante et s'écria : « À bas les patates ».

La bourgeoisie maudite frémit de terreur en entendant la clameur puissante des travailleurs et, hypocrite, attira au pouvoir la soi-disant démocratie — les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, qui de tout temps étaient liés d'amitié avec la bourgeoisie pour trahir les intérêts des travailleurs... »

Ayant ainsi esquissé de quelle manière s'était constitué le ministère de coalition, le camarade Sklianka décrivit avec plus de détails, les perspectives alléchantes de l'anarchie dans les campagnes et les centres manufacturiers où le « courroux populaire jettera bas le joug du capitalisme » et où « les biens de la bourgeoisie passeront graduellement aux mains de leurs véritables propriétaires, — les ouvriers et les paysans les plus indigents. »

— Les soldats ont encore d'autres ennemis, continua-t-il. Ce sont les serviteurs du gouvernement tsariste, qu'on vient de

renverser, les partisans invétérés des fusillades, du knout, des coups de poing en pleine figure. Les plus féroces ennemis de la liberté, ils ont arboré maintenant le ruban rouge, vous appellent « camarades » et feignent d'être vos amis, tandis que dans le fond de leur âme ils cachent les plus noirs desseins et préparent le retour des Romanov. Soldats, ne croyez pas au loup qui se déguise sous une peau d'agneau. Ils veulent vous entraîner à un nouveau massacre. Si vous y tenez, suivez-les. Que vos cadavres pavent le chemin par lequel reviendra le tzar sanguinaire ! Que vos orphelins et vos veuves, délaissés de tous, retombent dans la misère, la faim et les maladies ! »

Ce discours eut, bien entendu, un grand succès. L'atmosphère s'échauffait, l'excitation montait, cette surexcitation des « masses en fusion », lorsqu'on n'en peut plus prévoir ni les limites, ni la tension, lorsqu'on ne sait plus par quelles voies s'écoulera le torrent. La foule s'agitait, exaspérée, accompagnant d'exclamations approbatives ou d'invectives à l'adresse des « ennemis du peuple » les différents passages du discours qui assouvissaient tout spécialement ses instincts et son terrible égoïsme mis à nu.

Sur l'estrade apparut Albov, pâle, les yeux flamboyants. Il échangea quelques mots précipités avec le président de la réunion, qui s'adressa à la foule. Dans le tumulte général on ne pouvait distinguer ses paroles ; longtemps il agita les bras et le drapeau rouge, qu'il venait d'arracher à l'estrade, avant qu'il pût obtenir un silence relatif.

— Camarades, le lieutenant Albov demande la parole ! On répondit par des cris, des coups de sifflets :

— À bas ! On n'en veut pas !

Mais Albov était déjà sur la tribune, crispant ses mains serrées sur la rampe, penché vers la masse houleuse à ses pieds. Il disait :

— Si, je parlerai et vous n'oserez pas ne pas écouter un de ces officiers que ce monsieur, en votre présence, déshonore et bafoue. Qui est-il, qui lui paye ses discours favorables aux Allemands, personne de vous ne le sait. Il est venu pour vous tromper par ses discours déconcertants et s'en ira plus loin semer le mal et la trahison. Et vous avez pu le croire. Tandis que nous qui depuis quatre ans portons ensemble avec vous la lourde croix de cette terrible guerre, nous sommes devenus vos ennemis. Pourquoi ? Est-ce parce qu'au lieu de vous envoyer au combat, nous vous y avons mené à notre suite, semant de cadavres d'officiers le chemin parcouru par le régiment ? Serait-ce parce qu'aucun des anciens officiers du régiment n'est indemne, et que ceux qui restent sont tous mutilés ? »

Il parlait avec une sincérité, une douleur profondes. Il semblait, par moments, que ses paroles auraient dû pénétrer l'enveloppe rugueuse de leurs cœurs endurcis, que de nouveau il se produirait un revirement dans l'humeur de la foule…

— Lui, votre « nouvel ami », — vous incite à la révolte, à la violence, aux usurpations. Comprenez-vous pour qui c'est profitable qu'en Russie le frère s'élève contre le frère, que dans les pogroms et les incendies se consument le bien non seulement des capitalistes mais aussi de tous les ouvriers et de tous les paysans ? Non, ce n'est pas par des violences, mais par les lois et le droit que vous obtiendrez et les terres et la liberté, et une existence supportable. Vos ennemis ne sont pas ici, — ce ne sont pas les officiers ; ils sont là, derrière les fils de fer barbelés, — ce sont les Allemands. Et jamais nous n'aurons ni la liberté, ni la paix, si nous restons ignominieusement, lâchement sur place, tandis que dans l'élan irrésistible de l'offensive…

Était-ce que l'impression produite par le discours de Sklianka avait été trop vive, était-ce que les soldats s’offensèrent du terme « lâchement » — l'homme le plus poltron, le plus lâche, ne pardonne jamais qu'on le lui fasse sentir, — était-ce, enfin, qu'Albov avait prononcé le mot exécré d' « offensive » que, depuis quelque temps, on ne tolérait plus au régiment, mais le fait est qu'on ne le laissa plus parler.

La foule rugissait, vomissait des injures et se pressait de plus en plus compacte, vers l'estrade, dont elle brisa la rampe. La situation devenait critique : une rumeur sinistre montait de la foule, des visages haineux, des mains menaçantes se tendaient vers la tribune. L'enseigne Iasny se fraya un chemin jusqu'à Albov et le prenant par le bras, l'entraîna de force vers la sortie. Là accouraient aussi, précipitamment, les soldats de la première compagnie et, grâce à eux, mais à grand' peine, Albov réussit à sortir de la foule qui l'accablait d'injures. Quelqu'un lui lança encore :

— Attends seulement, fils de chien, tu auras ton compte !

Puis vint la nuit. Le camp était plongé dans le silence. Le ciel couvert de nuages. Il faisait nuit noire. Albov, assis sur la couchette, dans son étroite tente, faiblement éclairée par un bout de chandelle, écrivait un rapport au commandant du régiment :

« L'état d'officier, impuissant, bafoué, ne rencontrant de la part des subalternes que méfiance et insubordination, rend absurde et vain le service dans cette condition. Je viens vous prier d'intercéder pour que je sois dégradé, afin que comme soldat je puisse remplir honorablement et jusqu'au bout mon devoir. »

Il s'étendit sur son lit, la tête entre les mains.

Un vide inexprimable, oppressant, l'envahit, comme si une main invisible avait retiré toute pensée de sa tête, toute douleur de son âme. Mais qu'est-ce donc ? Un bruit se fit entendre, le mât de la tente fut arraché, la bougie s'éteignit. On tomba sur lui en masse : une grêle de coups terrible, impitoyables s'abattit sur tout son corps. Il ressentit une douleur aiguë, intolérable à la tête, à la poitrine. Son visage se couvrit comme d'une ondée tiède et visqueuse. Puis, tout devint calme, paisible, comme si ce qui avait été souffrance et horreur, se fût détaché pour rester à terre, tandis que l'âme, libérée s'envolait, légère, heureuse...

Albov revint à lui au contact d'une fraîcheur : un soldat de sa compagnie, un homme d'âge mûr, Goulkine, était assis à son chevet et d'un linge mouillé essuyait le sang de son visage. Remarquant qu'Albov était revenu à lui :

— Voyez donc comme ils l'ont arrangé, les canailles, dit-il. Cela ne peut être que la 5ème compagnie, j'ai reconnu l'un d'eux. Avez-vous bien mal ? Dois-je appeler le docteur ?

— Non, mon ami, ce n'est rien. Merci. Albov lui serra la main.

— Un malheur est arrivé aussi à leur commandant, le capitaine Bouravine. Cette nuit on l'a apporté sur une civière, il est blessé au ventre ; le brancardier dit qu'il n'en a pas pour longtemps. Il revenait de sa tournée de reconnaissance et tout près de notre clôture barbelée une balle l'a atteint. Est-ce un coup des Allemands ou des nôtres, on ne sait.

Il se tut un instant, puis reprit :

— Qu'est-ce qui se passe avec les gens, c'est à n'y rien comprendre. Tout ça — on veut nous en faire accroire. Ce qu'on nous dit des officiers, ce n'est pas vrai, nous le comprenons bien. Il y en a de toutes les sortes, parmi vous, comme ailleurs,

c'est sûr. Mais nous les connaissons, ceux-là. Est-ce que nous ne savons pas, par exemple, que vous, vous êtes bon pour nous. Ou bien prenons le lieutenant Iasny. Celui-là n'est pas l'homme à se vendre. Eh bien, quand il essayerait de vous défendre, il y passerait aussi. Ah ! Il y a trop d'inconduite. On n'écoute que les gens de rien... Je me dis ainsi que cela vient de ce que les gens ont perdu la crainte de Dieu. Ils ne savent plus ce que c'est que le respect...

Albov, affaibli, ferma les yeux. Goulkine se baissa hâtivement pour border la couverture qui avait glissé à terre, puis le bénit d'un signe de croix et se retira tout doucement.

Mais Albov ne pouvait dormir. Une tristesse, une angoisse mortelles, le sentiment accablant de la solitude lui serrait le cœur. Il aurait voulu avoir auprès de lui un être vivant dont il aurait senti la présence silencieuse, qui l'aurait fait échapper à ses terribles pensées. Il regretta de n'avoir pas retenu Goulkine.

Silence absolu alentour. Le camp tout entier repose. Albov se leva, alluma de nouveau la bougie. Une désolation pesante, désespérée, le tenaillait. Il avait perdu la foi en toute chose. S'en aller de la vie ? Non, ce serait se rendre. Il faut y entrer en plein, au contraire et marcher de l'avant, les dents serrées, réprimant sa douleur, sa colère, jusqu'à ce qu'une balle perdue, allemande ou russe, vienne trancher le fil de cette existence exécrée.

L'aube naissait. Un nouveau jour commençait, un jour de vie militaire, effroyablement pareil à celui qu'on venait de vivre.

* * * * * * * * * * * * *

Ensuite les « masses en fusion » débordèrent irrémédiablement.

On tuait les officiers, on les brûlait vifs, on les écartelait ; lentement avec une cruauté indicible, on leur fendait la tête avec des marteaux.

Puis ce furent des millions de déserteurs. La soldatesque, innombrable, envahissait, comme une avalanche, les chemins de fer, les voies fluviales, les grand routes, brisant, piétinant, détruisant les voies de communication qui restaient encore à la pauvre Russie.

Enfin, ce fut Tarnopol, Kalouche, Kazan... Ce fut un cyclone de pillages, de tueries, de violences, d'incendies, qui parcourut la Galicie, la Volhynie, la Podolie et d'autres gouvernements encore, laissant partout des traces sanglantes et éveillant chez les habitants démoralisés, affolés par tant d'horreurs, ce désir monstrueux :

« Si seulement les Allemands arrivaient au plus vite ».

Voilà ce qu'avait fait le soldat.

Ce soldat, auquel un grand écrivain russe, à l'âme sensible et au cœur vaillant, disait ([122]) :

« ... Combien d'hommes as-tu tués, en ces jours, soldat ? Combien as-tu fait d'orphelins ? Combien as-tu laissé de veuves inconsolables ? Entends-tu ce que murmurent leurs lèvres, dont tu as à jamais chassé le sourire joyeux ?

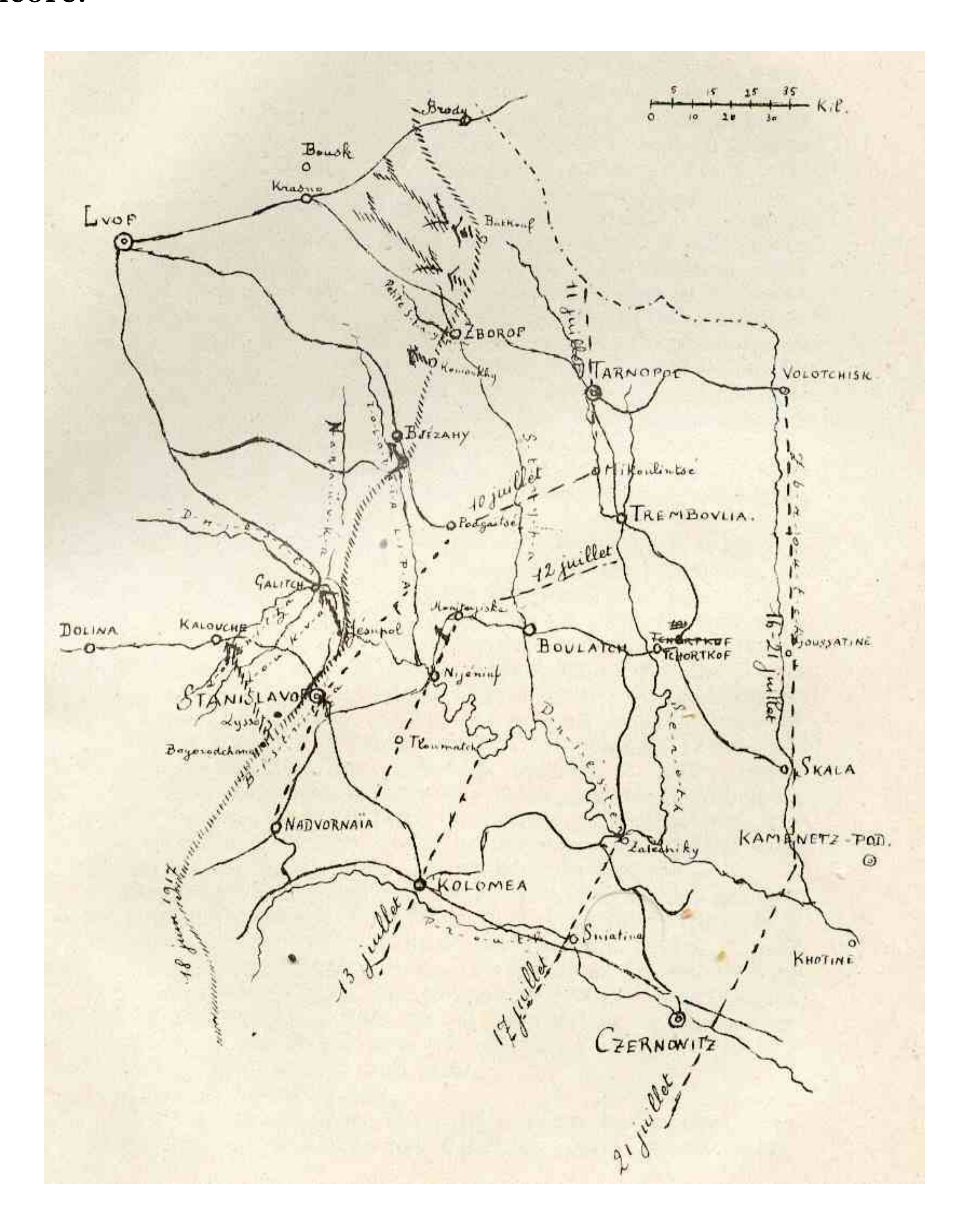
« Assassin ! Assassin !

« Mais qu'est-ce que les mères, les orphelins ? L'heure est venue, qu'on n'aurait pu prévoir, l'heure effroyable où tu as trahi la Russie, où tu as jeté la Patrie sous les pieds de l'ennemi !

---

[122] Léonide Andréev. Article intitulé « À toi, soldat ! »

« Toi, soldat, que nous avons tant aimé… que nous aimons encore.»



XXIII – LES ORGANISATIONS D'OFFICIERS

Dans les premiers jours d'avril 1917, les officiers du quartier général sentirent le besoin de créer une organisation sous le nom d' « Union des officiers de l'armée et de la marine ». Les promoteurs de l'Union ([123]) partaient du principe qu'il était essentiel de penser de la même manière pour comprendre identiquement les événements politiques et pour travailler dans le même sens, car jusqu'à ce moment « la voix des officiers pris dans leur ensemble ne s'était pas fait entendre. Nous n'avions rien dit au sujet des graves événements vécus. Le premier venu parlait pour nous et voulait décider non seulement des questions militaires, mais aussi de celles de l'existence intime et de la façon de vivre de l'armée. »

Deux objections pouvaient y être opposées : en premier lieu, il était indésirable d'introduire spontanément dans le corps des officiers les principes du self-government collectif, qui avaient été inoculés du dehors à l'armée sous forme de Soviets, de comités et de congrès et qui y avaient déjà propagé la décomposition ; en second lieu, il était à craindre qu'une organisation indépendante d'officiers réaugmentât encore davantage l'inimitié qui partageait officiers et soldats. Partant de ce double raisonnement, le généralissime et moi, nous nous montrâmes catégoriquement opposés à ce projet. Mais la réalité brisait déjà les cadres habituels et se moquait de nos raisons et de nos motifs. Un projet de loi parut qui donnait à l'armée toute liberté d'organiser des unions, des assemblées, et il n'aurait pas été

[123] Les plus actifs en furent le lieutenant-colonel de l'état-major général Lebedev (dans la suite commandant de l'état-major de l'amiral Koltchak) et Pronine.

équitable de priver les officiers du droit de former des organisations professionnelles, qui du moins leur auraient été un moyen de sauvegarde. De fait, les sociétés d'officiers s'étaient déjà formées dans différentes armées, et cela à Kiev, Moscou, Pétrograd et d'autres villes, dès les premiers jours de la révolution. Toutes ces organisations allaient chacune de son côté, à tâtons, et certaines d'entre elles, dans les grands centres, sous l'influence délétère des conditions de l'arrière, faisaient déjà preuve d'un penchant manifeste à la politique des Soviets.

La plupart des officiers de l'arrière vivaient d'une tout autre vie morale que ceux du front. Ainsi, par exemple, le Soviet des députés officiers de Moscou fit paraître, au commencement d'avril, une résolution selon laquelle « le travail du Gouvernement Provisoire devait s'effectuer… dans l'esprit des revendications socialistes (?) et politiques de la démocratie, représentée par le Soviet des députés ouvriers et soldats », et qui exprimait le désir que dans la composition du Gouvernement Provisoire entrassent en nombre considérable les représentants des partis socialistes. Mais cette falsification de l'opinion des officiers devint encore plus manifeste : le Soviet des officiers de la ville de Pétrograd convoquait un congrès panrusse des députés officiers, des médecins et des fonctionnaires de l'armée à Pétrograd, pour le 8 mai. Cette décision était d'autant plus indésirable que le promoteur du congrès — le Comité exécutif, à la tête duquel se trouvait le lieutenant-colonel d'état-major Goustchine — avait pleinement démontré ses tendances déplorables : en participant à l'élaboration de la déclaration des droits du soldat ; en collaborant activement dans la commission de Polivanov, en flattant servilement le Soviet des députés ouvriers et soldats et en aspirant irrésistiblement à une fusion avec ce dernier. Cependant, lorsque la proposition en fut faite au Soviet, celui-ci considéra la fusion momentanément irréalisable pour différentes causes d'ordre technique.

Prenant en considération toutes ces circonstances, le Généralissime approuva la convocation d'un congrès des officiers à Mohilev, à condition qu'en aucun cas il ne serait fait usage de son nom, ni de celui du chef de l'état-major pour exercer une pression sur l'opinion. Mais cette attitude correcte compliqua, en quelque sorte, l'affaire : un certain nombre d'états-majors qui étaient contraires à cette idée, entravèrent la propagation de cet appel, et certains chefs de l'armée, comme, par exemple, le commandant de la région militaire d'Omsk, interdit absolument l'envoi des officiers au congrès. Dans différents endroits ce projet éveilla la méfiance des soldats et provoqua même des complications, en suite desquelles les promoteurs du congrès proposèrent aux sections militaires d'envoyer, en même temps que les officiers, aussi des soldats qui assisteraient aux réunions du congrès.

Malgré tous ces obstacles, il y eut plus de 300 officiers délégués qui s'assemblèrent à Mohilev, dont 76 % venaient du front, 17 % des unités de réserve et 7 % de l'arrière. Le 7 mai le congrès fut inauguré par un discours du Généralissime. Ce jour-là, pour la première fois, le haut commandement déclara, — non pas en conciliabule secret, ni dans un pli confidentiel, — mais ouvertement, pour que tout le pays pût entendre :

— La Russie marche à sa perte.

Le général Alexéiev disait :

— Bien souvent nous rencontrions dans les appels, les arrêtés, dans les pages de nos quotidiens cette phrase brève :

« La patrie est en danger ». Nous nous y sommes habitués. C'est comme si nous lisions de vieilles chroniques des temps anciens et ne puissions saisir tout le sens de ces mots brefs. Cependant, messieurs, c'est, malheureusement, une vérité fatale. *La Russie marche à sa perte. Elle est au bord de l'abîme. En-*

core quelques chocs et de tout son poids elle y sombrera. L'ennemi occupe la huitième partie de son territoire. On ne le séduira pas avec ces paroles utopiques : « la paix sans annexions, ni contributions ». Il dit ouvertement qu'il ne restituera pas nos terres. Il tend sa patte avide là où jamais encore un soldat ennemi n'a pénétré, — vers la plantureuse Volhynie, vers la Podolie, vers la région de Kiev, c'est-à-dire il veut s'emparer de toute la rive droite de notre Dniepr.

Pourquoi sommes-nous là ? L'armée russe laissera-t-elle faire ?

Ne jetterons-nous pas hors de notre pays cet insolent ennemi, après quoi nous laisserons les diplomates conclure la paix avec ou sans annexions ?

Soyons francs : l'esprit guerrier de l'armée russe est abattu ; hier encore forte, menaçante, elle reste aujourd'hui fatalement impuissante devant l'ennemi. L'ancienne tradition de fidélité à la Patrie a laissé place au désir seul de paix et de repos. Au lieu d'activité, d'énergie, dans l'armée se sont éveillés les instincts les plus bas et une soif inextinguible de conservation.

À l'intérieur, où donc est cette forte puissance, à laquelle aspire tout le pays ? Où donc est ce pouvoir qui saurait imposer à chaque citoyen son devoir envers la patrie ?

On nous dit que ce pouvoir va venir, mais rien ne l'annonce. Où est l'amour de la patrie ?

Sur nos bannières on a tracé le grand mot de « fraternité », mais on n'a su l'inscrire ni dans les cœurs, ni dans les esprits. La haine de classes est déchaînée parmi nous. Des catégories entières d'hommes qui ont loyalement rempli leur devoir envers la Patrie sont mis en suspicion ; sur ce terrain un gouffre s'est

creusé entre les deux parties de l'armée russe — les officiers et les soldats.

Et c'est en ce moment que s'est réuni le premier congrès des officiers de l'armée russe. Il me semble qu'on ne pouvait le choisir plus opportun pour rétablir sans plus tarder l'union dans notre grande famille et pour que tous les officiers unis par des liens d'amitié, tentent d'insuffler dans nos cœurs une noble impulsion, un puissant élan, — car sans élan il n'y a pas de victoire, et, sans victoire, pas de salut et plus de Russie…

Animez donc votre activité, par l'amour de la Patrie et par une sympathie cordiale envers le soldat ; songez aux moyens de relever son niveau moral et intellectuel afin qu'il devienne votre sincère ami. Faites cesser cette discorde qu'on a semée artificiellement dans nos rangs.

Actuellement, — et c'est une maladie générale — on voudrait placer tout le monde sur de grandes et sur de petites plates-formes, afin que, d'un coup d'œil on puisse inspecter combien il y en a sur chacune. Quant à l'armée, elle a accueilli ouvertement, loyalement et avec enthousiasme, le nouveau régime.

Nous devons tous nous unir sur une seule et grande plate-forme : la Russie est en danger. Il nous incombe à nous membres d'une grande armée, de pourvoir à son salut. Que cette plate-forme nous unisse et nous prête des forces nécessaires pour mener à bien celle œuvre. »

Ce discours, dans lequel s'épanchait toute l'inquiétude profonde du chef de l'armée, fut le prologue de son éloignement. La démocratie révolutionnaire, dès la fameuse séance du 4 mai avec les commandants en chef, avait prononcé la condamnation du général Alexéiev ; à présent, après le 7 mai, la presse de gauche souleva une campagne impitoyable contre lui, dans laquelle

le journal officiel des Soviets, les « Izvestia » rivalisait avec les journaux de Lénine par la trivialité et les inconvenances de ses attaques. Cette campagne eut d'autant plus d'importance que, dans cette question, le ministre de la guerre Kérensky se plaçait manifestement du côté des Soviets.

Pour compléter les paroles du Chef suprême, je dis dans mon discours en touchant la situation intérieure du pays :

« ... Par la force inéluctable des lois historiques, l'autocratie a été renversée et le pouvoir passa au peuple. Nous sommes au seuil d'une existence nouvelle, si ardemment attendue et pour laquelle des milliers d'idéalistes ont langui dans les mines de la Sibérie, ont péri dans l'exil, au milieu des toundras désertes et sont, maintes fois, montés à l'échafaud.

« Mais c'est avec inquiétude et perplexité que nous envisageons l'avenir.

« Car la liberté n'existe pas pour les tortionnaires révolutionnaires. Car la vérité est absente de la voix du peuple falsifiée !

« Car il n'y a pas égalité dans la persécution des classes !

« Car, enfin, où est la force réelle dans la bacchanale effrénée où tous essayent d'arracher le plus possible à la pauvre Russie pantelante, où des milliers de mains avides se tendent vers le pouvoir, en ébranlant ses fondements ? »

Les séances du congrès commencèrent. Ceux qui y ont assisté, en ont, bien certainement, remporté l'impression ineffaçable de ce récit douloureux des souffrances subies par les officiers de l'armée russe.

Aucune plume ne saurait rendre les paroles des « capitaines Bouravine » et des « lieutenants Albov », telles qu'elles furent alors prononcées ; avec un calme qui glaçait l'âme des auditeurs, ils touchaient à leurs peines les plus intimes, à leurs plus profonds chagrins. La vive douleur s'était amortie ; le cœur avait épuisé toutes ses larmes et toutes ses plaintes !

Je regardai les loges où se trouvaient les « camarades-soldats » envoyés ici pour surveiller la « contre-révolution ». J'aurais voulu pouvoir lire sur leurs traits leurs impressions. Il me sembla les voir rougir de honte. Probablement je m'étais trompé, car bientôt ils protestèrent bruyamment, réclamant le droit de participer aux votes... et cinq roubles de rétribution par jour, « comme pour les officiers ».

Durant ses 13 séances générales, le congrès vota plusieurs résolutions. Je ne vais pas m'arrêter longuement à toutes les questions d'ordre militaire et technique qui constataient la maladie de l'armée et indiquaient les moyens de la guérir. Je ne ferai que signaler les particularités caractéristiques de ces résolutions qui les distinguaient des autres congrès militaires, de ceux du front, des congrès régionaux et professionnels.

De toutes les classes, de toutes les castes et professions qui, toutes, en ce moment, tentaient d'arracher ce qu'elles pouvaient dans leur intérêt particulier, au gouvernement qui avait lâché les rênes, les officiers seuls n'ont jamais rien demandé pour eux-mêmes. Ils réclamaient un pouvoir au-dessus d'eux et de l'armée. Un pouvoir ferme, unique, national et qui aurait ordonné au lieu d'« en appeler » à la population. Ils réclamaient le pouvoir d'un gouvernement qui se serait appuyé sur la confiance de tout le peuple, et non pas celui d'organisations irresponsables. À un tel gouvernement les officiers auraient apporté une obéissance entière et illimitée sans aucunement prendre en considération les divergences de vue dans les questions sociales. En outre, j'affirme que toute cette lutte de classes, cette lutte sociale

qui s'étendait de plus en plus dans le pays, passait sans effleurer les officiers du front occupés de leur travail et plongés dans leur chagrin ; cette lutte les touchait à peine et ne les incitait à aucune participation active ; elle n'éveillait leur attention que lorsque ses résultats ébranlaient l'existence du pays et, en particulier, celle de l'armée. Je parle, bien entendu, des officiers dans leur ensemble ; certaines inflexions du côté de la réaction s'étaient, sans aucun doute, produites, mais, en 1917, elles n'étaient nullement caractéristiques pour le corps des officiers dans son entier.

Un des meilleurs représentants du milieu des officiers, un homme parfaitement cultivé, le général Markov écrivait à Kérensky, désapprouvant son attitude envers les chefs militaires : « soldat de vocation, de naissance et d'éducation, je ne puis juger et parler que de ma profession. Toutes les autres réformes et remaniements dans l'administration de notre État ne m'intéressent qu'en tant que simple citoyen. Mais je connais l'armée, je lui ai consacré les meilleures années de ma vie, j'ai payé ses succès au prix du sang de personnes qui m'étaient proches ; moimême je suis sorti, plus d'une fois, de la lutte, blessé, ensanglanté »... C'est ce que la démocratie révolutionnaire n'a su ni comprendre, ni apprécier.

* * *

Bien différemment se comporta le congrès des officiers à Pétrograd (du 18 au 26 mai) qui avait réuni environ 700 délégués. Il s'y était formé deux camps distincts : d'un côté les officiers politiciens et les fonctionnaires de l'arrière ; de l'autre — un nombre peu considérable de véritables officiers de l'armée dont la participation au congrès était, en quelque sorte, un malentendu. Le Comité exécutif avait élaboré un programme se conformant strictement à l'usage fixé par les congrès soviétistes quant aux questions mises en discussion : 1) l'attitude envers le Gouvernement Provisoire et le Soviet ; 2) la question de la

guerre ; 3) l'Assemblée constituante ; 4) la question ouvrière ; 5) la question agraire ; 6) la réorganisation de l'armée sur une base démocratique.

À Pétrograd, on exagéra l'importance du congrès et à son ouverture des membres du gouvernement russe et des gouvernements étrangers prononcèrent des discours solennels ; de la part du Soviet le congrès fut même salué par une allocution de Nahamkès. Dès le début, l'irréconciliable divergence des deux groupes se manifesta. Elle était inévitable, car même dans la question cardinale de l' « ordre du jour numéro 1 », le vice-président du congrès, le capitaine Brjosek, émit l'opinion suivante : « sa promulgation était motivée par des nécessités historiques : le soldat avait été opprimé et il était de toute urgence de le libérer. » Cette déclaration fut accueillie par les applaudissements prolongés d'une partie de l'assemblée !

Après toute une série de séances orageuses, une résolution fut votée par 265 voix contre 216 qui affirmait que les « forces révolutionnaires du pays étant entre les mains des paysans, des ouvriers et des soldats organisés qui composent la plus grande partie de la population », le gouvernement devait être responsable devant le Soviet Panrusse.

Quant à la résolution sur la nécessité de l'offensive, elle recueillit les deux tiers des voix.

La déclaration (du 26 mai) du groupe qui, représentant réellement l'opinion de l'armée du front, affirmait la nécessité d'appuyer de toute manière le Gouvernement Provisoire, donne une explication à l'attitude prise par le congrès : « Le Comité exécutif du Soviet des députés officiers de Pétrograd, en convoquant le congrès, n'avait pas en vue la solution du problème pourtant d'une actualité si essentielle — la régénération de l'armée, car la question de la force combative de l'armée russe et des moyens propres à la relever, ne fut pas même inscrite au

programme qui nous fut proposé ; cette question n'y fut introduite que par suite de nos insistances. S'il faut en croire une déclaration étrange, pour ne pas dire plus, du président, lieutenant-colonel Goustchine, — le but de la convocation du congrès était déterminé par le désir du Comité exécutif d'être admis sous nos couleurs, dans le Soviet des députés ouvriers et soldats ». Cette déclaration du 26 mai provoqua de graves incidents, ensuite desquels les trois quarts des participants au congrès se retirèrent et ce dernier se dispersa.

J'ai touché à la question du Soviet des officiers de Pétrograd et du Congrès tenu dans cette ville, afin de caractériser la mentalité d'une certaine catégorie des officiers de l'arrière qui se trouvaient en fréquent contact avec les gouvernants officiels et non officiels et qui aux yeux de ces derniers représentaient la « voix de l'armée ».

* * *

Le congrès des officiers à Mohilev qui avait attiré l'attention soutenue et la vive sympathie du généralissime, fut clôturé le 22 mai. À ce moment, le général Alexéiev avait été déjà éloigné du commandement des armées russes et, profondément affecté par cette épreuve, n'assista pas à la clôture. Voici en quels termes je pris congé du congrès :

« Le généralissime, au moment de quitter son poste, m'a chargé, messieurs, de vous remettre son salut le plus sincère et de vous dire que son vieux cœur de soldat battait toujours à l'unisson des vôtres, qu'il souffrait de votre douleur et vivait du même espoir que vous en la régénération de l'armée accablée, mais qui restait toujours la grande armée russe.

Permettez-moi d'ajouter encore quelques mots de ma part. De toutes les marches ensanglantées de notre pays, vous vous

êtes rassemblés ici et nous avez apporté votre chagrin sans issue et votre douloureuse tristesse.

Vous avez déroulé devant nos yeux, l'existence et les travaux des officiers au milieu de cette mer en furie qu'est devenue l'armée.

Vous qui avez si souvent affronté la mort ! Vous qui, intrépides, avez marché en tête de vos soldats jusqu'aux fils de fer barbelés de l'ennemi, au bruit des coups de canon trop espacés de notre artillerie traîtreusement privée d'obus ! Vous qui, le cœur serré, mais sans perdre courage, avez jeté la dernière poignée de terre sur la tombe de vos fils, de vos frères, de vos amis !

Allez-vous hésiter à présent ?

Non !

Que les faibles relèvent, la tête ! Que les forts portent toute leur énergie, tout leur élan, tout leur désir de travailler au bonheur de leur Patrie, dans les rangs de leurs camarades du front. Vous n'êtes pas seuls ; tout ce qu'il y a encore d'honnête, tous ceux qui n'out pas encore perdu leur bon sens, qu'on tente aujourd'hui de détruire, tous ceux-là sont avec vous.

Le soldat vous suivra, quand il aura compris que vous le menez non pas en arrière, vers l'arbitraire et les ténèbres, mais en avant, — vers la liberté et la lumière.

Alors la foudre éclatera sur l'ennemi, en finira de lui, et de la guerre.

Ayant vécu la même existence et dans la même idée que vous, ces trois années de guerre, ayant partagé avec vous et la joie éclatante des victoires et la douleur cuisante de la retraite, j'ai le droit de lancer à ces messieurs qui nous ont insultés jus-

qu'au fond de l'âme, qui, dès les premiers jours de la révolution, ont accompli envers les officiers leur œuvre de Caïn... j'ai le droit de leur lancer :

— Vous mentez ! Les officiers russes n'ont jamais été ni des mercenaires, ni les suppôts de la tyrannie.

Amoindri, négligé, déshérité par l'ancien régime, menant une existence de privations, notre officier de ligne, tout au long de sa pauvre vie pleine de labeur, a porté, cependant, jusqu'à cette guerre nationale, pareil à un flambeau allumé, sa soif de dévouement et d'héroïsme. De dévouement au bonheur de sa Patrie.

Qu'à travers ces murs les créateurs du nouvel état russe entendent mon appel :

— Épargnez l'officier ! Car depuis des siècles et jusqu'à nos jours il est préposé, sentinelle fidèle et inamovible, à la garde de l'état russe. La mort seule peut le relever de son poste. »

Mon discours, imprimé par les soins du Comité, fut distribué sur tout le front, et je fus heureux d'apprendre par de nombreuses lettres et dépêches qui m'arrivèrent, que les paroles que j'avais prononcées pour la défense des officiers, étaient parvenues jusqu'à leurs cœurs endoloris.

Le congrès organisa, auprès du quartier général, une institution permanente, le « Comité général de l'Union des officiers ([124]) ». Durant les trois premiers mois de son existence, le Comité n'eut pas le temps de jeter de profondes racines dans l'armée. Il se borna à constituer des sections de l'Union dans les différentes armées et dans les régions militaires ; à examiner les

---

124 Son président était le colonel Novossiltzev, membre de la 4ème Douma d'Empire.

plaintes qui lui étaient adressées ; dans des cas exceptionnels, signifier la réprobation publique aux officiers indignes (le « tableau noir ») ; à venir en aide, dans une mesure bien restreinte, il est vrai, aux officiers chassés par leurs soldats ; et enfin à renseigner le gouvernement et la presse sur les événements les plus graves de la vie politique et purement militaire de l'armée. Après l'offensive de juin le ton de ces déclarations devint tranchant, provoquant et critique, ce qui ne manqua pas d'inquiéter considérablement le ministre président qui, dès lors, insista obstinément pour transférer le « Comité général » de Mohilev à Moscou, son indépendance trop marquée pouvant avoir une influence nuisible sur le quartier général.

Le Comité, peu actif sous le commandement du général Broussilov, prit effectivement une part active à l'action de Kornilov. Cependant, ce n'est pas cette circonstance qui détermina le changement qui s'était opéré dans son attitude. Il est évident que le Comité général reflétait alors les sentiments du commandement dans son ensemble ainsi que de la plupart des officiers russes du front, — devenus hostiles au Gouvernement Provisoire.

Étant restés jusque-là absolument loyaux et, en majorité, parfaitement bienveillants envers le Gouvernement Provisoire, supportant, le cœur serré, toutes les expériences qu'il faisait subir, volontairement ou involontairement, le pays et l'armée vivaient du seul espoir d'une régénération possible de l'armée, désirant ardemment reprendre l'offensive et la mener jusqu'à la victoire. Mais lorsque toutes ces espérances s'écroulèrent, les officiers qu'aucun lien idéologique ne rattachait au deuxième gouvernement de coalition, qui, tout au contraire, nourrissaient contre lui une méfiance décidée, s'écartèrent du Gouvernement Provisoire, qui, de la sorte, perdit son dernier et fidèle soutien.

Ce moment est d'une importance historique extrême et permet de mieux comprendre les événements qui suivirent. Les

officiers russes — pour la plupart profondément démocrates par leur origine, leurs opinions et les conditions de leur vie, repoussés avec une grossièreté et un cynisme incroyables par la démocratie révolutionnaire et qui n'avaient pas trouvé un véritable appui dans les milieux libéraux, proches du Gouvernement, se trouvèrent dans un isolement tragique. Cet isolement ainsi que la confusion où se trouvaient les officiers préparèrent un terrain favorable à toutes les influences du dehors, influences tout à fait étrangères aux traditions du corps des officiers et à son attitude politique d'autrefois, influences qui provoquèrent la scission et finalement la lutte fratricide. Car il ne pouvait y avoir de doute que toute la force, toute l'organisation des armées rouges ainsi que des armées blanches ne dépendissent uniquement de la personnalité des officiers russes des anciens cadres.

Et si après, durant les trois années de lutte, nous avons été témoins de la scission et des dissensions entre les deux forces de la Société russe dans le camp anti-bolcheviste, il en faut rechercher les causes non seulement dans le désaccord politique, mais aussi dans le crime de Caïn perpétré par la démocratie révolutionnaire contre les officiers, dès les premiers jours de la révolution.

La nécessité de préparer une organisation d'officiers au cas où seraient renversés le régime actuel et le front, ce que l'on pouvait déjà clairement prévoir, paraissait évidente. Mais les organisateurs les plus actifs languissaient en prison. Le Comité général de l'Union des officiers, auquel aurait incombé cette initiative, avait été dissous par Kérensky, à la fin du mois d'août ; aussi la plupart des chefs responsables de l'armée étaient pénétrés d'une inquiétude poignante et bien fondée au sujet de la destinée des officiers russes. Sous ce rapport, la correspondance entre Kornilov et Doukhonine présente un grand intérêt. Après le coup d'état bolcheviste, le 1er novembre 1917, le général Kornilov, de la prison de Bykhov, écrivait à Doukhonine : « prévoyant la marche des événements, je pense qu'il se-

rait urgent pour vous de prendre des mesures qui, tout en garantissant la sûreté du quartier général, favoriseraient l'organisation de la lutte contre l'anarchie menaçante ». Au nombre de ces mesures le général Kornilov indiquait : « la concentration à Mohilev et dans un des points les plus rapprochés, sous bonne garde, de provisions de fusils, de cartouches, de mitrailleuses, de fusils automatiques et de grenades à main, dans le but de les distribuer aux officiers-volontaires qui ne manqueront pas de se réunir dans la région indiquée ».

En marge de ce point Doukhonine avait annoté : « ceci pourrait amener des excès ».

Ainsi, la crainte perpétuelle et exagérée d'une « contre-révolution » de la part des officiers, resta vaine. Les événements s'abattirent sur eux à l'improviste, les trouvant non organisés, éperdus, n'ayant pris aucune mesure pour assurer leur propre sécurité et dispersèrent définitivement leurs forces.

XXIV – LA RÉVOLUTION ET LES COSAQUES

Dans l'histoire de nos troubles, les cosaques occupent une place toute particulière.

Les relations entre les Cosaques et le Gouvernement russe central au cours de plusieurs siècles, se présentent invariablement sous un double aspect. Aux frontières lointaines du territoire russe où les désordres étaient continus et où la guerre sévissait sans trêve, on favorisa de toutes façons les établissements des colonies cosaques qui purent se développer sans entraves. Le pouvoir tolérait avec indulgence les traditions et les mœurs originales de ces guerriers-laboureurs à qui on laissait plus ou moins — leur indépendance et leur « self-government » démocratique : assemblées représentatives (« camp » — « cercle » — « conseil »), chef militaire élu par les troupes, atamans. « Le Gouvernement, écrit Soloviov, était trop faible pour juger avec sévérité les agissements des Cosaques, lorsque ceux-ci se bornaient à attaquer les pays étrangers : il fallait, pensait-on, laisser un certain champ d'action à cette force turbulente. » Mais les « agissements » des Cosaques devinrent, à plusieurs reprises, hostiles à Moscou. De là une longue lutte à l'intérieur de l'empire – lutte qui dura jusqu'à la fin du XVème siècle. À cette date, une répression cruelle étouffa le soulèvement de Pougatchev : le coup fut si violent que les Cosaques indépendants du Sud-est ne purent s'en relever. Peu à peu, il abandonna l'opposition irréductible où il s'était complu. Et il acquiert une réputation nouvelle : il devient l'élément le plus conservateur, le plus dévoué au Gouvernement, l'appui du trône, le soutien du régime.

Le pouvoir se plaît, en toute occasion, à témoigner sa bienveillance aux Cosaques : on met en avant les services qu'ils ont rendus, services considérables, à la vérité ; on enrégimente dans leurs troupes, à titre honorifique, des membres de la famille impériale ; on promet solennellement le maintien des « franchises cosaques » ([125]).

Mais, en même temps, toutes mesures étaient prises pour enrayer le développement excessif de ces « franchises ». Il ne fallait pas qu'elles missent obstacle à cette implacable centralisation qui fut, pour l'état russe à ses débuts, une nécessité inéluctable, mais qui devint la grande erreur de son évolution postérieure. Dans cet esprit de centralisation, le pouvoir limita l'autonomie des Cosaques, et l'on vit, récemment, se créer une tradition : des gens complètement étrangers aux troupes cosaques et à leurs mœurs furent nommés atamans. Les troupes cosaques — les plus anciennes, les plus nombreuses — furent commandées plus d'une fois par des généraux d'origine allemande.

Le Gouvernement impérial pouvait, semble-t-il, se lier sans restriction aux troupes cosaques qui avaient, à plusieurs reprises, eu l'occasion de justifier leur réputation, soit en réprimant çà et là des séditions politiques, des soulèvements locaux d'ouvriers ou de paysans, soit en éteignant un plus grand incendie, la révolution de 1905-1906, où elles jouèrent un rôle important. D'ailleurs, toutes ces « répressions » — où la violence et la cruauté ont toujours part — firent aux masses populaires une impression profonde. On répandit partout, en exagérant, les

---

[125] Le dernier rescrit octroyé par l'empereur Nicolas II aux troupes du lion est daté du 24 janvier 1906. On y lit ce passage : « Nous confirmons tous les droits et tous les privilèges qui leur ont été accordés. Nous leur donnons Notre parole Impériale de ne modifier en rien les conditions de leur service militaire — service où elles se sont couvertes de gloire — et de maintenir intangibles leurs biens et propriétés, conquis au prix de leurs travaux, de leurs efforts et du sang des ancêtres ».

exploits des Cosaques, et ceux-ci devinrent un objet de haine dans les usines, chez les paysans, parmi les intellectuels libéraux — mais surtout, dans tous les milieux que l'on désigne par le terme général de « démocratie révolutionnaire ». Dans tous les écrits illégaux — libelles, proclamations, feuilles illustrées — « Cosaque » signifie « laquais de la réaction ».

Cette définition manque complètement de mesure. Voici en quels termes Mitrophane Bogaevsky, panégyriste des Cosaques du Don, esquisse le portrait politique de ses frères : « Ce qui a sauvé les Cosaques de l'anarchie — pour le moins aux premiers jours des troubles — c'est leur conception de l'État, de l'ordre légal. Ils ont toujours cru à la nécessité de vivre dans l'obéissance aux lois. Cette soif d'ordre, de légalité s'est manifestée et continue de se manifester dans toutes les assemblées des troupes cosaques ». Voilà certes de nobles aspirations, dénuées d'égoïsme. Mais cela ne tranche pas la question.

Malgré la charge écrasante de leurs obligations militaires, (ils étaient tous soldats), les Cosaques jouissaient, surtout dans le Sud, d'une certaine aisance. Rien ne les excitait à s’insurger contre le pouvoir, contre le régime à l'instar des ouvriers et des paysans de la Russie centrale. Une répartition extrêmement compliquée des terres mettait les intérêts économiques des Cosaques autochtones (qu'elle avantageait, du reste), en opposition avec ceux des colons « étrangers » ([126]). Ainsi dans le territoire du Don, pays des troupes les plus anciennes et les plus importantes, chaque propriétaire disposait, en moyenne :

Les Cosaques : de 19, 3 à 30 dessiatines (arpents)
Les paysans aborigènes : 6, 5
Les paysans immigrés : 1, 3

---

[126] On appelait ainsi, dans les territoires cosaques, l'élément immigré, non autochtone.

Enfin, les circonstances historiques d'une part et, de l'autre, le système de recrutement des troupes dans des territoires strictement délimités — tout cela fit des régiments cosaques un tout bien homogène où des hommes de même race se sentaient solidaires. Bien que les rapports entre officiers et simples soldats sortissent un peu de l'ordinaire, les unités cosaques possédaient une discipline solide et obéissaient aveuglément à leur chef et au pouvoir suprême.

Le Gouvernement sut mettre à profit les sentiments des troupes cosaques dont il se servit, fréquemment, pour étouffer les insurrections. Par quoi il excita contre elles une sourde irritation au sein des masses populaires.

En paiement de leurs « franchises » traditionnelles, les Cosaques, je l'ai déjà dit, étaient presque tous soldats.

Voici un tableau qui montrera tout le poids de leurs charges militaires et l'importance de leurs troupes au milieu des forces armées de la Russie :

Effectif des troupes cosaques en automne 1917.

Régiments de cavalerie
Du Don : 60
Du Kouban : 37
D'Orenbourg : 18
Du Térek : 12
De l'Oural : 9
De Sibérie : 9
De Transbaïkalie : 9
De Semirétchensk : 3
D'Astrakhan : 3
De l'Amour : 2

Total ([127]) : 162

Sotnias (escadrons) non enrégimentées
Du Don : 72
Du Kouban : 37
D'Orenbourg : 40
Du Térek : 3
De l'Oural : 4
De Sibérie : 3
De Transbaïkalie : 0
De Semirétchensk : 7
D'Astrakhan : 0
De l'Amour : 5
Total : 171

Bataillons d'infanterie
Du Don : 0
Du Kouban : 22
D'Orenbourg : 0
Du Térek : 0
De l'Oural : 0
De Sibérie : 0
De Transbaïkalie : 0
De Semirétchensk : 0
D'Astrakhan : 0
De l'Amour : 0
Total : 24

Les troupes cosaques se virent dispersées sur tout le front russe, de la mer Baltique à la Perse. À l'effectif d'une division, d'un corps de cavalerie, elles étaient attachées à une armée. Ou bien dans certains corps, dans certaines divisions, elles entraient par régiments, par groupes de deux escadrons, par sot-

[127] Toutes ces troupes avaient leur artillerie.

nias séparées. L'élément cosaque est le seul de toute l'armée qui ait ignoré la désertion.

Au début de la révolution, dans tous les groupes politiques — et aussi chez les représentants des pays alliés — on s'intéressa passionnément aux troupes cosaques : les uns fondaient sur elles des espoirs irréalisables, les autres, sans réticence, les déclaraient suspectes. Les groupes de droite attendaient des Cosaques la restauration ; les bourgeois libéraux voyaient en eux les défenseurs vigilants de l'ordre public ; les gens de la gauche, hantés par le spectre de la contre-révolution, s'efforcèrent, par une agitation politique forcenée, de désorganiser leurs régiments. Entreprise facile à l'époque : une sorte de découragement et de repentir était alors la note dominante dans les assemblées, dans les congrès, dans les « cercles », dans les « conseils » des Cosaques. Ceux-ci accusaient le pouvoir renversé naguère par la révolution de les avoir toujours, par système, dressés contre le peuple.

Les Cosaques, surtout dans leurs territoires situés en Russie d'Europe, entretenaient avec la population agricole des relations infiniment compliquées ([128]). Parmi les lots qui leur appartenaient s'insérait toute une bigarrure de terrains : les terres des paysans aborigènes, habitant le pays de longue date, d'autres terres, affermées à long terme, où s'étaient développés de grands villages, d'autres enfin, données en fiefs par le pouvoir suprême à divers personnages, et tombées peu à peu entre les mains d'immigrés. Avec la révolution cette complexité fit surgir des conflits qui se manifestèrent par des violences et par des usurpations. Le Gouvernement Provisoire jugea nécessaire d'adresser le 7 avril aux troupes du Don (aux aspirations desquelles se conformaient les autres) une proclamation qui reconnaissait « les droits historiques, intangibles des Cosaques sur

---

[128] Il y avait, dans le Don, 48 % de paysans et 46 % de Cosaques.

leurs terres ». Quant à la population immigrée dont la propriété « était de même étayée par des droits historiques », elle recevrait satisfaction — dans la mesure du possible — lorsque siégerait l'Assemblée Constituante. Ce dilemme agraire, qui touchait aux intérêts les plus impérieux des Cosaques, fut éclairci sans la moindre équivoque au Congrès panrusse des paysans, en mai, par Tchernov, ministre de l'agriculture. Ce dernier déclara que vu la grande étendue des terres appartenant aux Cosaques, ils allaient se voir forcés d'en céder une partie.

Dans les territoires cosaques, cependant, on étudiait avec une ardeur passionnée les questions de « libre disposition » et d' « autonomie ». La presse donnait à ce sujet des renseignements peu clairs, souvent contradictoires. Aucune voix n'avait exprimé encore les sentiments des cosaques dans leur totalité. Il est facile de concevoir l'intérêt que suscita le congrès panrusse des Cosaques, ouvert à Pétrograd au commencement de juin.

Le congrès, tenant compte de la situation compliquée des Cosaques, paya à la révolution son tribut de sympathies, exalta l'autorité suprême de l'état et s'occupa de ses intérêts particuliers — la question de la propriété terrienne, question essentielle, dominait tout ! Il fit ses politesses au Soviet tout en condamnant avec fermeté le programme des bolcheviks.

Et pourtant l'impression définitive manqua de netteté : les espérances des uns persistèrent, les craintes des autres ne furent pas dissipées.

À la même époque, la démocratie révolutionnaire prenait l'initiative d'une campagne énergique en vue de l'abandon des privilèges et de la dissolution des organisations cosaques. Cette idée n'eut aucun succès. Au contraire, ils marquèrent une tendance de plus en plus vive à suivre leurs traditions particularistes et à faire de leurs organisations militaires un tout compact. On créa partout des gouvernements cosaques, des atamans fu-

rent élus par le peuple, des organes représentatifs s'établirent (« cercles, « conseils ») dont les compétences s'étendaient à mesure que diminuaient l'autorité et la puissance du Gouvernement Provisoire. On vit à la tête des troupes des hommes de grande valeur : Kalédine (Don), Doutov (Orenbourg), Karaoulov (territoire du Térek).

Dès lors, dans les territoires cosaques s'établit un triple pouvoir : l'ataman et ses ministres, les commissaires du Gouvernement Provisoire et le Soviet des députés ouvriers.

D'ailleurs l'autorité des commissaires s'émoussa après une défense qui dura peu et qui échoua — ils s'effacèrent bientôt. Plus sérieuse fut la lutte des Cosaques contre les Soviets locaux, contre les comités qui s'appuyaient sur une soldatesque en révolte. Les dépôts, les formations de l'arrière avaient envahi le territoire et c'était un vrai fléau qui terrorisait la population, qui répandait l'anarchie par les villes et les villages ; on volait, on pillait, on s'emparait des terres et des industries, au mépris de toute justice, de toute autorité. La vie était devenue intenable. Et les Cosaques n'avaient aucun moyen de combattre cette peste : toutes les troupes étaient sur le front. En automne 1917 cependant le général Kalédine put concentrer — de connivence avec le G.Q.G. — une, puis trois divisions avec lesquelles il s'efforça de rétablir l'ordre sur le Don. Il occupa militairement les croisements de voies ferrées, les mines les plus importantes, tous les points par où s'opéraient le ravitaillement et la liaison avec le front et le pouvoir central. Toutes ces mesures étaient entravées par la résistance acharnée des Soviets qui voyaient partout la contre-révolution. Le Gouvernement Provisoire lui-même se méfiait quelque peu de ces troupes. Et c'est alors pourtant que ceux du Kouban et du Térek suppliaient le Don de leur envoyer au moins quelques sotnias : « les camarades, disaient-ils, leur rendaient l'existence insupportable. »

Les relations d'amitié qui s'étaient établies, aux premiers jours de la révolution, entre les démocraties panrusse et cosaque, furent bientôt définitivement rompues. Le « socialisme cosaque » n'avait rien de commun avec la pure doctrine des idéologues : il ne sortait pas de son cadre corporatif, il s'isolait dans ses intérêts de classe. Mais la cause de cette rupture ne fut pas seulement la question de l'autonomie locale, ce fut surtout le problème agraire : tandis que les Soviets voulaient partager les terres selon un système égalitaire, sans avantager les Cosaques, ceux-ci défendaient à outrance leurs droits de propriété et de gestion sur toutes les terres cosaques, alléguant l'histoire et les services qu'ils avaient rendus jadis en conquérant, en protégeant, en colonisant les anciennes marches de la Russie.

On n'arriva pas à établir une administration territoriale unique : les luttes intestines commencèrent.

Une atmosphère de haine entre les Cosaques et les paysans immigrés pesait sur le pays. Au cours de la guerre civile, dont la violence croissait d'heure en heure, on vit se perpétrer des crimes monstrueux : quand le pouvoir passait de mains en mains, les vaincus étaient décimés. Dans les grands territoires cosaques, l'une ou l'autre moitié de la population était résolument mise à l'écart, dans l'organisation et l'administration du pays ([129]). À côté de ce phénomène il s'en produisit un autre : le mouvement séparatiste, la sécession des Cosaques.

Ceux-ci avaient toutes sortes de raisons pour croire que la démocratie révolutionnaire était portée à léser leurs intérêts et, surtout, dans la question agraire, qui les touchait au vif. D'autre part, l'opinion du Gouvernement provisoire à ce sujet était des plus équivoques — il se trouvait, d'ailleurs, de toute évidence, à la veille de sa chute. L'avenir était indécis. C'est pourquoi, tout

---

[129] Dans les territoires principaux (Don et Kouban), les Cosaques formaient la moitié de la population environ.

en suivant la tendance générale et légitime à la décentralisation, les Cosaques, toujours, au cours des siècles, épris de Liberté, mirent tout leur zèle à se donner l'indépendance la plus large possible : l'Assemblée Constituante ne pourrait plus que s'incliner devant le fait accompli ; leurs hommes politiques déclaraient tout franchement : « On aura, au moins, de quoi rabattre. » Peu à peu le désir de s'administrer librement évolua, s'élargit : on passa de l'autonomie à la fédération, à la confédération. À tout cela s'ajoutèrent les vanités, les amours-propres locaux, les intérêts particuliers : on en vint à rejeter de parti pris tout ce qui aurait pu fortifier le gouvernement central. On s'affaiblissait les uns les autres et la guerre civile s'éternisait ([130]). De toutes ces circonstances sortit le projet de créer une armée cosaque indépendante. Les troupes du Kouban furent les premières à le concevoir. À ce moment donné, Kalédine y fit opposition, d'accord avec ceux des hommes du Don qui se montraient partisans d'une politique moins séparatiste.

Tout ce qui vient d'être exposé a particulièrement trait à trois groupes cosaques (Don, Kouban et Térek) comprenant les 60 % de la totalité des Cosaques. Leurs caractéristiques générales sont aussi celles des autres territoires.

À mesure que la composition du ministère se modifiait et que son autorité diminuait, les sentiments des Cosaques à l'égard du Gouvernement Provisoire se transformèrent. On en trouve l'expression dans les motions et dans les proclamations du Conseil de la ligue de toutes troupes, celles des atamans, des « cercles » et des gouvernements cosaques. Jusqu'au mois de juillet les votes sont unanimes : les Cosaques se soumettent au gouvernement et se déclarent prêts à le soutenir. Plus tard, tout en reconnaissant jusqu'au bout le pouvoir central, ils manifestent une vive opposition quand il s'agit d'organiser leur administration, leur système agraire. Ils ne veulent plus que leurs

[130] Je reviendrai en détail sur tous ces faits.

troupes servent à réprimer les révoltes militaires, à étouffer les troubles et les émeutes.

En octobre le « conseil » du Kouban s'érige en Constituante et promulgue la constitution du territoire du Kouban. Il faut signaler de quel ton l'on parle : « Quand le Gouvernement Provisoire guérira-t-il de cette maladie (le bolchevisme) ? Quand prendra-t-il les mesures indispensables pour faire cesser tous ces désordres ? »

Le Gouvernement Provisoire, à bout d'autorité, sans moyens d'agir, cédait sur tous les points et s'efforçait de s'entendre avec les gouvernements cosaques.

Et voici des faits particulièrement intéressants : à la fin d'octobre toutes les communications étaient coupées, le Don manquait de renseignements précis au sujet des événements de Pétrograd et de Moscou. On ignorait les destinées du Gouvernement Provisoire, mais on supposait que certains ministres continuaient à gouverner, quelque part. Les chefs cosaques, représentant les troupes alliées du Sud-Est ([131]), cherchèrent à atteindre ce reste de gouvernement. Ils s'offraient à le défendre contre les bolcheviks. Mais ils faisaient leurs conditions, d'ordre économique : on leur prêterait un demi-milliard de roubles, sans intérêts, l'État prendrait à sa charge l'entretien des régiments cosaques en dehors du territoire de la ligue, on créerait une caisse de retraite et un fonds destiné à indemniser les victimes et leurs parents, on abandonnerait aux Cosaques tout le butin (?) que leur procurerait la guerre civile.

Pourichkevitch poursuivit longuement le projet de transférer dans le Don la Douma d'Empire qui y aurait fait contrepoids au gouvernement provisoire. Au cas où celui-ci eût été renversé,

---

[131] Celles du Don, du Kouban, du Térek, d'Astrakhan et les montagnards du Caucase septentrional. Voir la suite.

la source légale du pouvoir se serait retrouvée intacte. Mais Kalédine, n'entra jamais dans ces vues.

Ce qui prouve clairement l'idée qu'on se faisait des Cosaques dans les groupes les plus divers, c'est l'attraction que le Don ne cessa d'exercer : en hiver 1917 on y vit arriver Rodzianko, Milioukov, le général Alexéiev, les prisonniers de Bykhov, Savinkov et même Kérensky qui, vers le 20 novembre 1917, sollicita, à Novotcherkassk, une entrevue avec le général Kalédine. Celui-ci refusa de le recevoir. Quant à Pourichkevitch, s'il ne vint pas, c'est que les bolcheviks l'avaient arrêté à Pétrograd.

Et soudain l'on comprit qu'on s'était lourdement trompé : les Cosaques, à l'époque, n'étaient plus capables d'agir !

Quand les désordres ensanglantaient leurs territoires, les atamans avaient, à plusieurs reprises, demandé l'autorisation de retirer du front une partie au moins de leurs divisions. On attendait ces troupes avec une extrême impatience, on fondait sur elles des espérances illimitées. En octobre, on pensa toucher au but : les divisions cosaques se dirigeaient vers leur pays. Elles eurent à surmonter cent obstacles : à chaque station le Vikgèle ([132]) où les Soviets locaux refusaient de leur laisser continuer leur voyage ; on les insultait, on les désarmait — et pourtant, après avoir mis en jeu, selon l'occurrence, la prière, la ruse ou la menace, elles rallièrent enfin leur territoire.

Mais il était tout à fait impossible de soustraire les troupes cosaques au fléau qui s'était abattu sur l'armée. Elles avaient subi les mêmes influences, extérieures et psychologiques, qui les avaient désorganisées tout pareillement — moins radicalement peut-être. À deux reprises, on essaya de les faire marcher sur

[132] Comité exécutif panrusse des cheminots.

Pétrograd sous Krymov ([133]), puis sous Krassnov ([134]). L'entreprise échoua ; et cela contribua à embrouiller davantage encore les idées très confuses qu'elles concevaient, au sujet de la situation politique.

Le retour des troupes cosaques dans leur pays y causa une amère désillusion. Ceux du Don, du Kouban et du Térek ([135]) tout au moins, rapportèrent du front le bolchevisme intégral, dégagé, cela s'entend, de toute théorie, mais accompagné de tous les phénomènes de désorganisation que nous connaissons déjà. Cette désorganisation se produisit par degrés, elle ne fut complète que plus tard, mais dès le début elle se manifesta par la rébellion contre les « vieux », par la négation de toute autorité, par les violences, par la chasse aux officiers qu'on livrait aux bolcheviks et surtout par le refus absolu de prendre les armes contre le Gouvernement des Soviets qui avait promis — fallacieusement — de maintenir l'intégrité des droits et des us et coutumes cosaques. Le bolchevisme d'une part, les us et coutumes cosaques de l'autre ! Voilà une de ces contradictions bizarres qui déchiraient la Russie, prise du sombre vertige où sombra la liberté si ardemment désirée.

Ainsi commença dans la vie des Cosaques et dans leurs familles une véritable tragédie. Un mur infranchissable s'était élevé entre les « vieux » et « ceux du front ». La paix intérieure s'effondrait. Les fils se dressaient contre les pères.

---

133 3ème corps de cavalerie pendant la marche de Kornilov sur Pétrograd contre Kérensky.

134 3ème corps de cavalerie aux ordres de Kérensky contre les bolcheviks.

135 Les troupes de l'Oural ont ignoré le bolchevisme jusqu'à leur anéantissement tragique, fin 1919.

XXV – LES UNITÉS NATIONALES

L'ancienne armée russe a presque toujours ignoré le problème des nationalités. Pour les soldats représentant les éléments hétérogènes de la population, le service était bien un peu plus dur que pour les autres, parce qu'ils ignoraient ou connaissaient mal la langue russe parlée par les instructeurs. Il y eut fréquemment, à cause de ces difficultés de l'instruction militaire, des frottements désagréables, déterminés peut-être par la grossièreté et par l'ignorance, mais jamais par l'intolérance nationaliste. Cela rendait pénible la situation des soldats d'autres races ; et cela d'autant plus que le mode de recrutement qui amalgamait tous les éléments hétérogènes, détachait le plus souvent les jeunes hommes de leur pays natal. Le recrutement territorial était jugé peu praticable par les spécialistes ; les hommes politiques l'estimaient dangereux. La question petite-russienne n'existait simplement pas. En dehors des heures d'instruction, les Petits-Russiens parlaient leur langue, chantaient leurs mélodies, interprétaient leur musique, sans que personne y trouvât rien d'étranger : c'était russe, c'était national, c'était un des visages de la patrie. À l'armée, toutes les races, excepté les Israélites, s'assimilaient assez rapidement — sans qu'on y cultivât le chauvinisme nationaliste, sans qu'on y pratiquât la russification forcée.

Chez les officiers, les particularités ethniques s'effaçaient plus complètement encore. On y jugeait les hommes sur leurs compétences professionnelles, sur leurs aptitudes militaires, sur leurs qualités personnelles — leur nationalité passait à l'arrière-plan, on ne s'en souciait même pas. Personnellement, pendant mes vingt-cinq ans de service avant la révolution, je n'ai jamais, dans mes rapports avec mes inférieurs, avec mes chefs, avec

mes camarades, attaché la moindre importance à cette question. Et c'était purement instinctif — il n'y avait là ni théories, ni convictions. Les problèmes nationaux, soulevés en dehors de l'armée par les hommes politiques pouvaient passionner les officiers ; on y trouvait maintes solutions, parfois radicales, intransigeantes — cependant on ne les appliquait jamais à l'armée.

La condition des soldats israélites était quelque peu différente. J'y reviendrai. Dans l'ancienne armée, la question juive, on peut l'affirmer, n'était pas affaire de politique : elle intéressait plutôt les coutumes, les mœurs. Il existait incontestablement à l'armée, une certaine tendance à opprimer les Juifs. Mais ce n'était pas par système, sur un mot d'ordre d'en haut : cette tendance se manifestait spontanément chez le soldat, née de causes complexes, sans rapport avec la vie et les mœurs militaires ni avec les relations habituelles entre soldats.

En tout cas, la guerre renversa toutes les barrières, et la révolution supprima, par voie législative, toutes les restrictions confessionnelles et ethniques.

Quand le pouvoir commença à fléchir, les provinces limitrophes manifestèrent un incoercible élan « centrifuge » : on aspirait à nationaliser l'armée, c'est-à-dire à la démembrer. Ces aspirations, du reste, n'avaient pas leur source dans la conscience populaire, à cette époque du moins, elles étaient tout artificielles. (Je ne parle pas des organisations polonaises.) Ce qui justifiait alors cette nationalisation de l'armée, c'était l'ardent désir qu'éprouvaient les chefs de groupements nouveaux, issus de la conjoncture politique, d'appuyer solidement leurs revendications. C'était aussi, d'autre part, le sentiment de la conservation : les soldats virent, dans ces formations militaires que l'on créait et qui subsisteraient longtemps, un bon motif pour quitter la ligne du feu, temporairement ou pour toujours. On vit se réunir d'interminables congrès « nationaux » de soldats — sans

l'autorisation du gouvernement ou du haut commandement. Tous les idiomes se firent entendre : les Lithuaniens, les Estoniens, les Géorgiens, les Blancs-Russiens, les Petits-Russiens, les Musulmans brûlaient d'exercer « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » qu'on avait proclamé. Leurs revendications allaient de l'autonomie nationale à l'indépendance absolue. Ils exigeaient la création immédiate de troupes détachées. En définitive, les résultats les plus importants — et les plus préjudiciables à la cohésion de l'armée — furent atteints par les Ukrainiens, par les Polonais et, partiellement, par les Transcaucasiens. On put couper court aux autres entreprises de ce genre. En octobre 1917, quand l'armée russe vivait ses dernières heures, le général Cherbatchov tenta, pour sauver le front roumain, de répartir ses hommes entre les diverses nationalités : cette expérience, faite sur une grande échelle, échoua complètement. Une seule race, je dois l'ajouter, ne réclama jamais la « libre disposition d'elle-même » touchant le service militaire — c'est la nation juive. Et chaque fois que quelqu'un proposa, pour apaiser les doléances des Israélites, de créer des régiments spécialement juifs, les milieux visés, soutenus par les groupes de gauche, firent entendre des protestations enflammées et crièrent à la provocation.

Le gouvernement s'opposa très nettement au démembrement de l'armée et à son fractionnement par nationalités. Kérensky expose sa manière de voir dans une lettre adressée au congrès polonais (le 1er juin 1917) : « L'émancipation de la Russie et de la Pologne, cet admirable, cet héroïque mouvement libérateur, ne peut s'accomplir qu'à une condition : l'armée russe doit conserver toute sa force, il ne faut en compromettre l'unité par aucun changement organique. En détacher des troupes suivant le principe ethnique, ce serait, à cette minute particulièrement grave, mettre son corps en pièces, anéantir sa puissance ; ce serait conduire à leur ruine aussi bien la révolution que la liberté de la Russie, de la Pologne et des autres nationalités qui peuplent notre patrie. »

Quant aux chefs militaires, ils jugeaient ce problème de la nationalisation de deux façons différentes. Le plus grand nombre condamnait formellement toute innovation de ce genre. Quelques-uns, cependant, espéraient que les nouveaux régiments, marchant sous leurs drapeaux nationaux, commenceraient par rompre toute attache avec le Soviet des députés ouvriers et soldats, et sauraient, dans la suite, éviter les erreurs et les folies de la démocratisation. Ils formeraient un noyau politiquement sain et contribueraient à consolider le front et à reconstituer l'armée. Le général Alexéiev, ennemi déclaré de toutes ces tentatives, n'encouragea jamais que les nouvelles organisations militaires des Polonais et des Tchéco-Slovaques. Le général Broussilov prit l'initiative d'autoriser la formation du premier régiment ukrainien. Il demanda ensuite au généralissime de ne pas annuler cette décision, afin de ne pas ébranler son autorité ([136]) ». On conserva le régiment. Le général Roussky autorisa, lui aussi, l'organisation de troupes estoniennes ([137]). Et il y en eut d'autres. Les mêmes raisons qui avaient amené certains chefs à soutenir ces régiments d'un nouveau genre, furent jugées à un tout autre point de vue par la démocratie révolutionnaire russe : par la voix des Soviets et des comités militaires, elle fut unanime à condamner la nationalisation de l'armée. Ce fut, un peu partout, un déluge de motions intransigeantes et de résolutions autoritaires. En particulier, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Kiev, au milieu du mois d'avril, réprouva, avec une énergie indignée, la création de troupes ukrainiennes : les soldats incorporés dans ces troupes n'étaient que des déserteurs et des embusqués. À une majorité de 264 voix contre 4, le Soviet exigea la suppression des régiments ukrainiens. La gauche socialiste polonaise — le fait est curieux — s'érigea, elle aussi, en adversaire de la nationalisation : elle se retira du congrès

---

[136] Le général Alexéiev ordonna la refonte immédiate de ces troupes. Kérensky permit qu'elles fussent maintenues.

[137] Qui furent disloquées.

militaire polonais, en juin, sitôt après qu'on eût voté la création de troupes nationales.

Le gouvernement abandonna bientôt l'attitude ferme qu'il avait tout d'abord adoptée contre la nationalisation. L'acte du 2 juillet qui accorde à l'Ukraine son autonomie, donne en même temps la solution du problème militaire : « Le gouvernement est disposé, comme par le passé, à concourir à l'union toujours plus étroite des Ukrainiens au sein même de l'armée. Il est prêt à favoriser le recrutement de troupes uniquement ukrainiennes, autant que cette innovation n'ébranlera pas la force combative du pays. On pourra confier l'exécution de ce programme à des soldats ukrainiens que le « conseil » (Rada) central déléguera au Ministère de la Guerre, à l'état-major et au Grand Quartier Général ».

Les grandes « migrations des peuples » avaient commencé.

Des agents de l'Ukraine, répandus par tout le front, organisèrent des unions ukrainiennes et des comités : on prenait des décisions, on votait des motions exigeant le transfert des soldats d'Ukraine dans leurs régiments nationaux. On refusait d'aller aux tranchées, sous prétexte que « l'Ukraine était étouffée », etc. En octobre, le comité ukrainien du front occidental est prêt à employer la force contre le gouvernement qu'il veut contraindre à conclure immédiatement la paix.

Petlioura ([138]) affirmait avoir à sa disposition 50.000 soldats ukrainiens. Le colonel Obéroutchev ([139]), commandant les troupes de la région militaire de Kiev, déclare ce qui suit : « Au moment où l'on tentait des efforts héroïques pour repousser

---

138 Président du Comité militaire ukrainien.

139 Socialiste-révolutionnaire, émigré, joua un rôle très actif dans son parti. Il fut nommé à son poste par Kérensky, sur la proposition du Soviet des députés soldats de Kiev.

l'ennemi (offensive de juin), je n'ai pu envoyer aucun soldat sur le front. Dès que j'avais adressé l'ordre de faire partir une ou deux compagnies de marche à quelque dépôt — dont la vie n'avait jusqu'alors jamais été troublée et où l'on n'avait jamais parlé d'« ukrainisation » auparavant — un meeting se réunissait, on déployait le drapeau ukrainien jaune et bleu et l'on répétait :

— Nous marcherons sous notre étendard national. — Mais on ne bougeait pas. Des semaines, des mois s'écoulaient, et les compagnies ne se mettaient en marche ni sous le drapeau rouge, ni sous le drapeau jaune et bleu.

Était-il possible de lutter contre ces embusqués éhontés ? Obéroutchev répond lui-même à cette question — et sa réponse est frappante : on y retrouve bien le rigorisme abstrait des hommes de parti.

« Pour faire exécuter mes ordres, j'aurais pu, c'est bien évident, employer la force : cette force, j'en disposais. Mais si j'avais réprimé par la violence une rébellion couverte par le drapeau ukrainien, on ne m'aurait aucunement approuvé pour avoir sévi contre des manifestations anarchistes, on m'aurait reproché d'avoir lutté contre la liberté nationale, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Quant à moi, socialiste-révolutionnaire, je ne pouvais m'exposer à encourir pareil reproche, surtout dans cette Ukraine à laquelle j'ai toujours été très attaché. Je décidai de démissionner. »

Et il démissionna. À la vérité, il attendit jusqu'au mois d'octobre, jusqu'à la veille du coup d'État bolcheviste : cinq mois environ, il avait commandé les troupes de la plus importante des régions militaires, dans le voisinage du front.

En exécution des ordres du gouvernement, le Grand Quartier Général désigna sur tous les fronts les divisions qui devaient

être « ukrainisées » ; en outre, il choisit, sur le front Sud-Ouest, le 34ème corps, commandé par le général Skoropadsky. Ces troupes se trouvaient, ordinairement, en réserve à l'arrière : on y vit arriver, à la débandade, des soldats partis de tous les points de la zone des armées. Certains optimistes avaient espéré que la nationalisation créerait des « régiments sûrs » — ils furent détrompés aussi rapidement que furent rassurés les groupes de gauche qui avaient redouté l'esprit contre-révolutionnaire des nouvelles formations. Les troupes ukrainiennes, tout comme les autres, furent rongées par le virus de la désorganisation.

Cependant dans plusieurs régiments glorieux, qui s'étaient illustrés au cours de mainte bataille et qu'on venait d'« ukrainiser », les officiers et les vétérans souffraient profondément de cette transformation, ils sentaient venir la fin de l'armée ([140]). En août, tandis que je commandais le front Sud-Ouest, de mauvaises nouvelles m'arrivèrent du 34ème corps. L'esprit d'indiscipline, me disait-on, y prenait le dessus. Petlioura, secrétaire général d'Ukraine, y envoyait tantôt des ordres, tantôt des recrues. Le commissaire de Petlioura siégeait à l'état-major du corps, dans un local que surmontait l'étendard jaune et bleu. Les anciens officiers et sous-officiers russes qu'on avait conservés dans ces régiments où l'on manquait de cadres ukrainiens, étaient exposés aux insolences des sous-lieutenants souvent illettrés et des grossiers soldats « nationaux » qui étaient devenus leurs supérieurs. Sur les troupes pesait une atmosphère de haine et de défiance réciproque.

Je mandai le général Skoropadsky et lui enjoignis de modérer l'allure par trop précipitée de l' « ukrainisation ». Je lui demandai, en outre, de rétablir les officiers dans leurs droits ou de les autoriser à quitter le corps. Le futur hetman me déclara que ses actes étaient mal interprétés — probablement à cause du

---

[140] Entre autres, on « ukrainisa » la 4ème division de tirailleurs, que j'ai commandée autrefois.

passé de sa famille ([141]). Il ajouta qu'il était très profondément et très sincèrement russe ; officier de la garde, il était complètement étranger à la sécession ukrainienne. Il se bornait à remplir les fonctions que le gouvernement lui avait attribuées, et qui, du reste, lui déplaisaient... Mais, immédiatement après notre conversation, Skoropadsky se rendit au Grand Quartier Général, d'où partit, à l'adresse de mon état-major, l'ordre de travailler à l' « ukrainisation » rapide du 34ème corps.

Quant aux nouveaux régiments polonais, le problème se présentait un peu autrement. Le Gouvernement Provisoire ayant proclamé l'indépendance de la Pologne, tout de suite les Polonais s'estimèrent « étrangers ». De fait, des formations militaires polonaises existaient depuis longtemps sur le front Sud-Ouest. Il est vrai qu'elles étaient en pleine désorganisation (à l'exception des uhlans). Le gouvernement qui avait accordé son autorisation aux Ukrainiens, ne pouvait la refuser aux Polonais. Enfin les puissances centrales s'étant décidées à octroyer à la Pologne une apparence d'indépendance, grâce aux bons offices de l'intendance, envisageaient aussi la création d'une armée polonaise... ce projet échoua, du reste. L'Amérique, à son tour, avait formé des régiments polonais, en territoire français.

En juillet 1917, le Grand Quartier Général chargea le front Sud-Ouest, où je commandais en chef, de créer un corps polonais. Je mis à la tête du nouveau corps le général Dovbor-Moussnitsky ([142]), qui commande aujourd'hui l'armée polonaise de Posnanie. Officier énergique, résolu, il avait lutté sans tergiverser contre la désorganisation des troupes russes et le bolchevisme qui s'y développait. En peu de temps, il forma des régiments qui n'étaient peut-être pas absolument sûrs, mais qui se distinguaient de l'armée russe par leur discipline et par leur bon ordre. Et c'était bien l'ancienne discipline, supprimée par la ré-

---

141 L'hetman d'Ukraine Skoropadsky fut un de ses ancêtres.

142 Il avait auparavant commandé le 38ème corps.

volution — sans meetings, sans commissaires ni comités. Aussi ces régiments furent tout autrement considérés par l'armée, tout hostile qu'elle fût, en principe, à la nationalisation. Après la dissolution des formations révoltées, le nouveau corps s'enrichit de leur matériel. Grâce aux bons offices de l'Intendance, il fut pourvu de munitions en abondance. Officiellement, les effectifs du corps polonais se recrutaient de la manière suivante : pour les officiers, par voie de mutation, sur leur demande ; quant aux simples soldats, c'étaient des engagés volontaires ou des hommes de la réserve. Mais en réalité, là aussi on vit se produire la même incoercible débâcle ! Les soldats polonais fuyaient le front pour les mêmes raisons que les Russes — et les rangs de l'armée s'éclaircissaient toujours davantage.

Voilà pourquoi les régiments polonais ne nous furent d'aucune utilité. Eu juin déjà, au congrès des troupes polonaises, on acclama, à la presque unanimité, des discours fort clairs, où le but des nouvelles formations était nettement défini : « La guerre touche à sa fin, tout le monde le sait. Il nous faut une armée, non pas pour combattre, mais pour appuyer nos revendications. Nous devons posséder une force militaire, si nous voulons que la future conférence internationale de la paix discute avec nous ».

En réalité, le corps n'alla pas au front (son organisation ne fut d'ailleurs point achevée). Il refusa de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie (lutte contre le bolchevisme, dès octobre). Il se transforma bientôt en « armée étrangère » à la solde et aux ordres du haut commandement français.

Mais, d'autre part, les espérances des nationalistes polonais ne se réalisèrent pas non plus. Tandis que se précipitait la débâcle générale, tandis que le front s'écroulait, au commencement de 1918, après l'invasion des Allemands en Russie, le corps fut, en partie, fait prisonnier et désarmé ; en partie, il se disper-

sa. Les débris des troupes polonaises trouvèrent, dans la suite, un accueil hospitalier à l'Armée des Volontaires.

Personnellement je dois remercier, en passant, le premier corps polonais. C'est à quelques-uns de ses régiments, installés à Bykhovo, que nous avons dû, pour beaucoup, la vie du général Kornilov et des autres généraux prisonniers, aux jours mémorables de septembre à novembre.

* * * * * * * * * * * *

Des forces « centrifuges » avaient bouleversé le pays et l'armée. À l'intolérance qui régnait entre les classes, entre les partis, vinrent s'ajouter les haines de races. Celles-ci s'expliquaient en partie par les circonstances historiques et par les relations qui s'étaient établies, au cours des siècles, entre les diverses peuplades habitant la Russie et le gouvernement impérial. Mais, d'autre part, elles étaient dénuées de toute base solide, de tout fondement raisonnable, déterminées qu'elles étaient par des motifs qui n'avaient rien de commun avec une conception saine du sentiment national. Ces haines, jadis dissimulées ou réprimées, éclatèrent brutalement au moment précis où le pouvoir central entrait, délibérément et sans arrière-pensée, dans la voie de la décentralisation la plus large, au moment où les droits historiques des éléments composant l'État russe étaient hautement reconnus, au moment où les diverses races, où les diverses « cultures » allaient pouvoir disposer librement d'elles-mêmes.

XXVI – L'ADMINISTRATION AU MOIS DE MAI ET AU COMMENCEMENT DE JUIN. LA DÉMISSION DE GOUTCHKOV ET DU GÉNÉRAL ALEXÉIEV. JE QUITTE LE GRAND QUARTIER GÉNÉRAL. L'ADMINISTRATION DE KÉRENSKY ET DU GÉNÉRAL BROUSSILOV.

Goutchkov, ministre de la guerre, démissionna le 1er mai. Il a dit dans quel esprit il avait tenté de réaliser la « démocratisation » de l'armée : « Nous voulions endiguer et organiser cet élan d'initiative, d'indépendance et de liberté qui entraînait tout le monde. Mais il y a une limite qu'on ne peut franchir : si nous l'avions dépassée, c'était l'écroulement de ce vivant, de ce puissant organisme qu'est l'armée. » Incontestablement la limite avait été franchie bien avant le 1er mai.

Je n'ai pas l'intention d'étudier la personnalité de Goutchkov, dont je ne mets pas en doute l'ardent patriotisme. Je ne veux parler que de ses méthodes. Administrer l'armée au début de la révolution — voilà une charge qui voulait de robustes épaules. En tout cas, le ministère Goutchkov n'était nullement qualifié pour diriger de fait la vie de l'armée. Ce ministère ne fut point, pour l'armée, un guide ; obéissant au « pouvoir parallèle », il cédait aux impulsions d'en bas, et, tout en essayant une faible résistance, il se laissait mener par l'armée, qu'il aurait dû conduire. Il atteignait rapidement cette limite au delà de laquelle c'est l'écroulement définitif.

« Sauver l'armée de la ruine qui la menaçait sous l'influence des socialistes et surtout sous la pression exercée par le

Soviet des députés ouvriers et soldats, forteresse du socialisme ; gagner du temps ; laisser l'abcès se résorber ; fortifier de toutes manières les éléments sains — voilà quel fut mon programme, » lit-on dans une lettre de Goutchkov à Kornilov, datée de juin 1917. Et il avait raison, indubitablement. Mais sut-il endiguer efficacement le flot des forces destructives ? Voilà toute la question. L'armée, en tout cas, n'eut pas le sentiment d'être protégée. Les officiers lisaient les ordres du jour de Goutchkov qui sapaient à la base les principes du service et les mœurs militaires. Il est possible que ces ordres du jour fussent la conséquence d'un terrible drame, d'une lutte pénible... et d'une défaite politique. Les officiers n'en savaient rien et n'en voulaient rien savoir. Leur ignorance en ces matières était si complète qu'aujourd'hui même, au bout de quatre ans, beaucoup d'entre eux imputent à Goutchkov la paternité du fameux « ordre du jour n° 1 ». Quoi qu'il en fût, les officiers avaient la conviction qu'on les trompait, qu'on les abandonnait. Et ils attribuaient les difficultés où ils se débattaient aux réformes du Ministre de la Guerre. Ils nourrissaient à son égard des sentiments d'aversion que renforçaient sans cesse les mécontents : généraux mis à la retraite par centaines, ultra-monarchistes qui ne pouvaient pardonner à Goutchkov son rôle présumé dans la préparation du coup d'État ni son voyage à Pskov ([143]).

Donc, si la démission du ministre s'expliquait, d'une part, par « les conditions très difficiles où devait s'exercer le pouvoir exécutif et, en particulier, le pouvoir du Ministre de la Guerre et de la marine dans ses rapports avec l'armée et la marine ([144]) » — elle s'expliquait aussi par l'absence de toute coopération venant des officiers et des soldats.

---

143 C'est lui qui conseilla à l'empereur Nicolas II d'abdiquer.

144 Lettre officielle de Goutchkov au président du gouvernement provisoire.

Dans un décret spécial, le gouvernement provisoire condamna les gestes de Goutchkov « refusant toute responsabilité dans les destinées de la Russie », et nomma Kérensky ministre de la guerre et de la marine. Je ne sais comment, au début, l'armée accepta cette nomination, — au Grand Quartier Général, on était sans préventions. Kérensky ignorait tout de l'art militaire et de la vie militaire, mais il pouvait être bien entouré. Pour comprendre que ce qui se passait à l'armée était pure folie, il ne fallait aucunement être au courant des choses militaires. Goutchkov représentait la bourgeoisie, les groupes de droite : il n'avait aucun crédit. Peut-être le nouveau ministre socialiste, enfant gâté de la démocratie, réussirait-il à dissiper l'épais brouillard où sombrait la conscience des soldats. Néanmoins il fallait une énorme somme de hardiesse et de confiance en soi pour entreprendre pareille tâche : Kérensky a plus d'une fois, devant des auditoires de soldats, mis en lumière son attitude : « Tandis que beaucoup d'hommes du métier, versés dans l'art militaire depuis des années, refusaient le poste de Ministre de la Guerre, moi, simple civil, je l'ai accepté ». Personne, remarquons-le en passant, n'a jamais entendu dire que le poste eût été, en mai, offert à quelque général... D'autre part, ce que dit Kérensky de la science et de l'expérience est vraiment curieux : on dirait que la démocratie révolutionnaire exige de ses élus science et expérience — ces « préjugés » : on dirait que Kérensky a la moindre compétence en matière militaire.

Aux premiers actes du nouveau ministre, nos espérances s'évanouirent ; il appela à collaborer avec lui des opportunistes pires que leurs prédécesseurs, ignorant l'administration des armées et la stratégie ([145]) ; il s'entoura d'anciens conspirateurs qui avaient, peut-être, bien mérité de la révolution, mais qui ne comprenaient goutte aux besoins de l'armée ; bref, il créa au

---

[145] Les colonels Baranovsky, Yakoubovitch, prince Toumanov et, plus tard, Verkhovsky.

Ministère de la Guerre un esprit de parti incompatible avec l'activité militaire.

Peu de jours après sa nomination, Kérensky promulgua la déclaration des droits du soldat, qui détermina nettement la direction qu'il pensait suivre.

Le 11 mai, le ministre, se rendant au front, s'arrêta à Mohilev. Une circonstance nous frappa : il avait été annoncé que son train passerait à cinq heures du matin. Seul, le chef de l'état-major fut mandé dans son wagon. On aurait pu croire que le ministre évitait une entrevue avec le généralissime. Il ne me dit que peu de mots, et touchant des questions secondaires : la répression de certains troubles qui s'étaient déclarés dans une gare assez importante, etc. Quant aux graves problèmes des destinées de l'armée et de l'offensive prochaine, quant à la nécessité impérieuse de mettre d'accord le gouvernement central et le haut commandement, dont les divergences d'opinions se faisaient sentir trop vivement, tout cela semblait intéresser fort peu le ministre. D'ailleurs Kérensky glissa, dans la conversation, quelques phrases au sujet des généraux Gourko et Dragomirov qui commandaient les fronts et qu'il ne trouvait pas à la hauteur de leurs fonctions. Je me hâtai de protester. C'étaient là de graves symptômes : au Grand Quartier Général il en résulta une tension nerveuse.

Arrivé sur le front Sud-Ouest, Kérensky commença sa fameuse campagne de discours, dont le but était de pousser l'armée à l'héroïsme. Son éloquence hypnotisait les foules et l' « autosuggestionnait ». Broussilov déclarait dans ses rapports au Grand Quartier Général que les troupes accueillaient partout le ministre avec un enthousiasme indicible. Kérensky parlait : il parlait avec un pathétique extraordinaire, une exaltation constante, il épuisait le répertoire des images « révolutionnaires » enflammées, il avait souvent l'écume aux lèvres : partout il moissonnait les applaudissements de la multitude en délire.

Pourtant la plèbe lui montrait, parfois, la face de la bête humaine : alors les paroles lui restaient dans la gorge et son cœur se serrait ; ces minutes-là auraient dû l'avertir... mais de nouvelles frénésies lui faisaient oublier son angoisse. Et Kérensky communiquait au Gouvernement Provisoire « que la vague d'enthousiasme dans l'armée allait croissant », et que « l'on constatait une évolution manifeste vers la discipline et la réorganisation ». À Odessa, il donna, sans réserve, carrière à son lyrisme oratoire : « Je retrouve ici l'élan qui a soulevé toute la nation, c'est le même transport formidable ; le monde ne vit de tels instants qu'une fois au cours de plusieurs siècles... »

Soyons justes.

Kérensky exhortait l'armée à faire son devoir. Il parlait d'honneur, de discipline, de soumission aux chefs. Il parlait de l'avance nécessaire et de la victoire. Il parlait selon le rite créé par les révolutions : en s'y conformant, son éloquence devait trouver le chemin des cœurs et des esprits du « peuple révolutionnaire ». Parfois, fort de son ascendant sur la foule, il lui jetait quelque phrase hardie, quelque parole frappante qui s'envolait par le monde : ses fameux « esclaves en révolte», ou ses « tyranneaux révolutionnaires... »

Vaines paroles !

Tandis que la Russie était en feu, il criait au fléau : « Éteins-toi ! » au lieu d'y répandre l'eau à pleins seaux.

Les paroles ne pouvaient combattre les faits, les poèmes héroïques se substituer à l'austère prose de la vie. En remplaçant la Patrie par la Liberté et par la Révolution, on ne définissait pas plus clairement les buts de la guerre. On bafouait sans cesse la « discipline d'autrefois », les « généraux du tsar » ; on rappelait le knout, les coups de bâton, l' « ancienne servitude du soldat » ou le « sang soi-disant versé inutilement » Tout cela ne

faisait qu'élargir l'abîme entre les soldats et les officiers. La propagande passionnée en faveur de la « nouvelle discipline révolutionnaire, discipline de fer, discipline consciente », c'est-à-dire fondée sur « la déclaration des droits du soldat » — discipline de réunions publiques, d'agitation politique, abolissant l'autorité des chefs — cette propagande ne pouvait se concilier avec les appels à la victoire. Kérensky se laissait impressionner par l'atmosphère d'enthousiasme qui l'enveloppait, atmosphère surchauffée, atmosphère artificielle de théâtre et de meeting ; il était entouré de camarades de parti, dressant autour de lui un mur infranchissable ; au ministère, au cours de ses tournées, au milieu de cas auxiliaires, des délégués ou des députés que lui adressaient les Soviets ou les comités, il voyait l'armée à travers les théories et les doctrines politiques. Il ne voulut ou ne sut jamais se tremper dans la réalité, étudier de près la vie de l'armée, ses tourments, ses souffrances, ses aspirations, ses fautes, connaître enfin la vérité, la matière vivante, les paroles sincères. Ces problèmes mesquins touchant les mœurs et la structure de l'armée — arides au premier coup d'œil mais passionnants à l'investigation — n'ont jamais fait le sujet de ses discours. On n'y trouvait que l'apologie de la révolution et la condamnation de quelques altérations du reste causées par la révolution elle-même dans la conception de la défense nationale.

La masse des soldats, avide de spectacles et de scènes sentimentales, écoutait son chef et ses appels à l'abnégation — lui et elle, ils s'enflammaient au « feu sacré », et le lendemain ils retrouvaient leur tâche quotidienne : quant à lui, il poursuivait « la démocratisation de l'armée » — quant à elle, elle « approfondissait davantage les conquêtes de la révolution ». Et c'est probablement ainsi qu'aujourd'hui, au palais de l'art prolétarien, les séides du bourreau Dzerjinsky contemplent avec émotion le tableau des « souffrances du jeune Werther » avant d'aller, la nuit même, exercer leur métier de tortionnaires.

En tout cas, les tournées de Kérensky firent grand bruit. À tel point que le feld-maréchal Hindenburg est convaincu, aujourd'hui encore, que le front Sud-Ouest, en juin 1917, avait été commandé par... Kérensky. Dans son livre : *Aus meinem Leben*, il raconte le remplacement par Kérensky de Broussilov « que les flots de sang russe versés par lui, en Galicie et en Macédoine (?) avaient balayé de son poste ». (Le feld-maréchal se trompe gravement touchant les divers théâtres de la guerre). Il parle aussi de l'offensive dirigée par Kérensky, de la défaite qu'il infligea aux Autrichiens à Stanislavov, etc.

* * *

Cependant, au Grand Quartier Général, la vie s'éteignait peu à peu. Les rouages administratifs tournaient comme par le passé : tout le monde était occupé, on prenait des décisions, on donnait des ordres. Mais l'âme s'était envolée. Tout ce travail n'était que pur formalisme : on savait bien que tous les projets, que tous les plans stratégiques se briseraient contre des imprévus que le Grand Quartier ne pouvait écarter. Naguère Pétrograd tenait fort peu de compte du Grand Quartier ; — maintenant on commençait à le traiter un peu en ennemi — et le ministère de la Guerre qui entreprenait un vaste travail de réorganisation passa outre tout simplement. Le général Alexéiev fut très affecté par cette attitude : d'autant plus qu'il était en proie aux accès d'un mal qui le torturait. Il supportait avec une patience peu commune les faits portant atteinte à son amour-propre personnel, le dédain de ses droits et de son pouvoir manifesté par l'autorité supérieure. Il mettait autant de patience, de droiture, de sincérité — à recevoir les représentants de l'armée et des organisations politiques, qui abusaient de sa condescendance. Et il travaillait sans trêve, acharné à sauver, au moins, les débris de l'armée. Pour donner l'exemple de l'obéissance, il se soumettait, après avoir protesté. Son caractère n'avait ni la fermeté ni l'ascendant nécessaires pour forcer le Gouvernement Provisoire et les réformateurs civils à compter avec le commandement su-

prême — mais, d'autre part, il ne se renia jamais pour complaire au pouvoir et à la plèbe.

Le 20 mai, à son retour du front Sud-Ouest, Kérensky passa quelques heures à Mohilev. Il était sous le charme de ses impressions ; il fit un éloge enthousiaste de Broussilov et déclara que l'armée manifestait d'excellentes dispositions : les relations entre soldats et officiers étaient parfaites. Au cours de la longue conversation qu'il eut avec le général Alexéiev, il ne prononça pas un mot touchant les changements qu'il projetait, mais l'attitude un peu gênée de son entourage nous fit comprendre que tout était décidé. Je n'osai rapporter au généralissime les bruits qui couraient. Je pris cependant certaines mesures pour éviter au chef suprême les embarras d'une situation fausse : je lui demandai de différer la tournée qu'il devait faire sur le front Ouest.

Effectivement, dans la nuit du 21 au 22, une dépêche arriva, annonçant la révocation du général Alexéiev : il était mis à la disposition du gouvernement provisoire et remplacé par le général Broussilov. Le généralissime dormait : il fut réveillé par le Général-quartier-maître Yousefovitch qui lui remit la dépêche. Le chef en fut profondément troublé : les larmes lui jaillirent des yeux. Que les anciens membres du gouvernement provisoire qui vivent encore me pardonnent la vulgarité de mon langage : je dois à la vérité de rapporter la phrase suivante que le général Alexéiev laissa échapper, en causant avec moi : « Les âmes basses ! ils m'ont mis à la porte comme un laquais ! »

C'est ainsi que quitta l'arène — pour un temps — un homme d'État de haute valeur, un chef militaire distingué. Faut-il inscrire au nombre de ses vertus ou à celui de ses défauts l'irréprochable loyalisme qu'il mit dans ses rapports avec le gouvernement provisoire ?

Le lendemain, au Soviet des députés ouvriers et soldats, M. Kérensky, interpellé sur le discours du généralissime au congrès des officiers et sur les suites qu'il pensait y donner, déclara que le général Alexéiev était révoqué, et « que, lui, Kérensky, était partisan des méthodes d'un ancien ministre de la guerre français : il faut que la discipline du devoir (?) soit, avant tout, pratiquée par les chefs ». Là-dessus, le bolchevik Rosenfeld (Kamenev) exprima son entière satisfaction : la décision de Kérensky répondait aux désirs que le Soviet avait mainte fois manifestés.

Voici l'ordre du jour où le général Alexéiev fait ses adieux aux armées :

« Trois ans ou presque j'ai suivi avec vous la voie douloureuse de l'armée russe.

« J'ai vécu vos heures d'héroïsme avec une joie radieuse. J'ai souffert profondément aux jours de nos échecs. Mais j'ai toujours été soutenu par une foi ardente en la Divine Providence, dans les hautes destinées du peuple russe, dans la vaillance de notre soldat.

« En ce moment où les bases de notre puissance militaire sont ébranlées, je conserve la même foi. Sans elle, pourquoi vivre ?

« Je vous salue très bas, chers compagnons d'armes. Je salue tous ceux qui ont fait tout leur devoir, tous ceux dont le cœur vibre au nom de la Patrie, tous ceux qui, dans ces jours troublés, ne veulent pas permettre que la vie soit déchirée.

« Recevez donc les adieux d'un vieux soldat, votre ex-généralissime.

« Et gardez-moi un bon souvenir !

Général ALEXÉIEV. »

Avant notre séparation, mes relations avec le général Alexéiev étaient devenues très cordiales ; au moment de partir, il me dit :

« Toute cette organisation nouvelle s'écroulera bientôt sans aucun doute ; nous devrons nous remettre au travail. Consentirez-vous, Antoine Ivanovitch, à collaborer de nouveau avec moi ? »

Je lui en donnai l'entière assurance.

Depuis la nomination du général Broussilov, le Grand Quartier Général perdit définitivement toute personnalité, toute sa conduite fut modifiée. L'opportunisme de Broussilov, effréné autant qu'inexplicable, son appétit de popularité révolutionnaire, privèrent le corps des officiers de l'appui moral que lui prêtait le Grand Quartier antérieur.

Mohilev fit au nouveau généralissime un accueil singulièrement sec et froid. Au lieu des ovations enthousiastes auxquelles le « général révolutionnaire » était habitué, lui que la foule avait promené par les rues de Kamenetz – Podolsk, assis dans un fauteuil rouge — il trouva la gare déserte et une réception strictement officielle. Visages fermés, discours conformes au protocole. Les premières démarches de Broussilov, épisodes sans importance, mais caractéristiques, nous rendirent encore plus tristes. Tandis qu'il passait en revue sa garde d'honneur, composée de chevaliers de Saint-Georges, il évita de saluer leur héroïque commandant, un brave couvert de blessures, le colonel Timanovsky et les autres officiers, mais il s'arrêta pour serrer longuement la main à deux des soldats. Ceux-ci furent tellement surpris et gênés d'être ainsi salués par leur chef, sur les rangs, qu'ils en laissèrent choir l'arme qu'ils présentaient... Il me remit

son premier ordre du jour aux armées, écrit de sa main, pour l'envoyer... à Kérensky, aux fins de le faire approuver préventivement.... Dans son discours aux officiers du Grand Quartier Général réunis pour faire leurs adieux au général Alexéiev, Broussilov essaya de justifier sa conduite — oui, je dis bien : justifier — comment qualifier autrement ses explications équivoques touchant la faute dont il avait chargé sa conscience : celle d'avoir parfait la « démocratisation de l'armée » en collaboration avec Kérensky et les comités. Et quel contraste il y avait entre ces paroles et les termes de l'écrit, dont on donna lecture à la suite, et où les officiers adressaient leurs adieux au chef qui les quittait :

« Votre nom demeurera éternellement pur et sans tache. C'est le nom d'un travailleur infatigable, qui s'est entièrement voué au service de notre chère armée.

« Aux sombres jours d'autrefois, et aujourd'hui aussi, en pleine débâcle, vous êtes resté le citoyen courageux qui se dresse franchement, loyalement contre l'arbitraire, qui se révolte contre le mensonge, la flatterie et les lâches complaisances, qui lutte, à l'arrière, contre l'anarchie, sur le front, contre la désorganisation...»

Mon attitude, comme celle du général Alexéiev, ne s'accordait pas avec les conceptions politiques du gouvernement provisoire et, d'autre part, je ne pouvais songer à collaborer avec le général Broussilov, nos idées étaient trop dissemblables. Broussilov, lorsqu'il était encore sur le front Sud-Ouest, avait consenti, je le suppose, à agréer le général Loukomsky, présenté par Kérensky, au poste de chef d'état-major. Voilà pourquoi je fus fort surpris par la conversation que j'eus avec le généralissime, le jour de son arrivée :

« Eh quoi ! Antoine Ivanovitch ; j'espérais retrouver en vous un camarade. J'espérais que nous travaillerions ensemble au Grand Quartier. Et vous me faites une tête !...

— Pardon ! Mettons les choses au point ! Il m'est impossible de rester ici plus longtemps ; du reste, tout le monde sait que Loukomsky a déjà été désigné pour me remplacer.

— Comment ? Auraient-ils osé le nommer sans me prévenir ? »

Jamais plus, ni lui, ni moi, nous ne revînmes sur la question. En attendant mon remplaçant, je continuai à travailler avec Broussilov pendant dix jours. Cette collaboration, je l'avoue, me fut pénible, au point de vue moral. J'avais servi auprès de lui, depuis le premier jour de la guerre. Un mois, j'avais été Général-quartier-maître à l'état-major de la 8ème armée, qu'il commandait, puis, pendant deux ans, j'étais resté à la tête de la quatrième division (anciennement brigade) de tirailleurs, toujours dans sa glorieuse armée. Puis j'avais eu le huitième corps, sur le même front. « La division de fer » marchait alors de victoire en victoire. Broussilov se plaisait à reconnaître hautement ses mérites et la traitait avec une affection touchante. Et cette affection allait aussi au chef de la division... J'avais vécu avec Broussilov des jours terribles, mais aussi des périodes radieuses de succès militaires — souvenirs inoubliables ! Et maintenant il m'était pénible de causer avec lui, avec ce nouveau Broussilov qui avait, si inconsidérément, gâché, à son détriment (ce qui est sans importance) et au détriment de l'armée, la séduction que son nom exerçait jadis. À l'heure du rapport, chaque fois que la défense des principes indiscutables du règlement militaire pouvait passer pour un « manque d'esprit démocratique », la question était tranchée par un non : inutile de discuter, de démontrer. Parfois Broussilov interrompait le rapport et me disait, non sans émotion :

« Antoine Ivanovitch ! Pensez-vous que je ne sois pas écœuré d'avoir sans cesse à la main un torchon rouge à agiter ? Que puis-je y faire ? La Russie est malade ; l'armée est malade ; il faut la soigner — je ne connais pas d'autre remède ! »

Il était préoccupé de ma nomination plus que moi-même. Je refusai d'émettre un désir : j'irais où l'on m'enverrait. Broussilov était, je crois, en pourparlers avec Kérensky. Il me dit un jour :

« Ils ont peur, si vous êtes nommé sur un front, que vous ne dissolviez les comités ». Je répondis en souriant :

— Oh ! non ! Je n'aurai jamais recours à l'assistance des comités — mais je n'y toucherai pas ! »

Je n'avais attaché aucune importance à cette conversation plutôt badine — mais, le même jour, le secrétaire eut à expédier à Kérensky une dépêche de Broussilov conçue à peu près en ces termes : « Je me suis mis d'accord avec Dénikine. Tous les obstacles sont écartés. Je vous prie de le nommer commandant en chef du front Ouest. »

Au commencement d'août, je partis pour Minsk, accompagné du général Markov, mon chef d'état-major.

Je quittai le Grand Quartier Général sans le moindre regret. Mes deux mois de « travaux forcés » avaient, certes, élargi les horizons — mais ont-ils laissé quelque résultat, relativement à la conservation de l'armée ? Aucun résultat positif, sûrement. Mais j'ai, peut-être, réussi à suspendre quelque peu la marche de la catastrophe. Rien de plus.

Voici en quels termes un collaborateur de Kérensky, V. Stankiévitch ([146]), qui fut plus tard commissaire suprême, juge ma conduite : « Chaque semaine, ou presque, nous arrivaient à Pétrograd des dépêches (c'étaient les miennes) où la réforme de l'armée était attaquée avec une âpreté pleine de provocation. Oui, c'étaient bien des attaques, ce n'étaient pas des conseils. D'ailleurs peut-on conseiller d'annuler une révolution ? » Si Stankiévitch avait été le seul qui pensât ainsi, et seulement au sujet de Dénikine, cela n'aurait offert aucun intérêt. Mais c'était là l'opinion d'une très grande partie de la démocratie révolutionnaire. Et cette opinion s'exprimait sur le compte d'un personnage collectif « incarnant la tragédie de l'armée russe ». Aussi faut-il s'expliquer là-dessus.

Oui, certes, il était impossible de supprimer la révolution. Je dirai plus : ce nombreux corps d'officiers russes dont je partageais les idées n'a point songé à la supprimer : il n'exprimait qu'un vœu, qu'une prière, qu'un ordre que le gouvernement cesse d'imposer la révolution à l'armée ! »

Aucun de nous ne pouvait donner d'autre conseil.

Si le haut commandement placé à la tête des troupes semblait « trop peu dévoué à la révolution », on n'avait qu'à le congédier, impitoyablement ; on aurait remplacé les chefs révoqués par d'autres hommes — par des apprentis stratèges peut-être — mais il aurait fallu que ceux-ci obtinssent et confiance absolue et pouvoir réel.

Ne faisons pas de personnalités. Alexéiev, Broussilov, Kornilov — ce sont là des époques, des méthodes différentes. Alexéiev avait pour système de protester, Broussilov de se soumettre, Kornilov d'exiger. Quand on mettait, à tour de rôle, ces hommes à la tête de l'armée, avait-on un plan bien défini ?

---

146 « Souvenirs : 1914-1919 ».

N'était-ce pas plutôt l'indice d'une agitation convulsive où le pouvoir central s'anémiait, épuisé par les contradictions qui le rongeaient ? Ne vous semble-t-il pas qu'en intervertissant l'ordre des anneaux de cette chaîne, on aurait, peut-être, découvert le vrai remède à la fatalité qui nous entraînait.

XXVII – MON SERVICE AU POSTE DE COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES DE L'OUEST

Je remplaçai le général Gourko. Le départ de ce dernier avait été décidé dès le 5 mai : au ministère on tenait tout prêt le décret qui le révoquait. Mais Gourko avait fait un rapport où il déclarait qu'en présence de la situation créée dans l'armée par la « déclaration des droits du soldat, il déclinait toute responsabilité morale touchant la conduite des armées. Cette circonstance avait procuré à Kérensky un prétexte pour publier, le 26 mai, un ordre du jour qui congédiait Gourko vu son inaptitude au commandement en chef et le nommait commandant d'une division » ([147]). Motifs de cette décision : « La patrie est en danger, ce qui oblige chaque officier et chaque soldat à faire son devoir jusqu'au bout, sans donner à autrui le pernicieux exemple de la faiblesse ». Et encore ceci : « Le chef suprême possède la confiance absolue du gouvernement (?) ; il doit y puiser la force d'accomplir la tâche qu'on lui impose. En déclinant toute responsabilité morale, le général Gourko se soustrait à ses obligations : il avait le devoir de remplir sa charge jusqu'à l'extrême limite de ses facultés intellectuelles et de ses forces physiques ». Ces formules hypocrites (n'oublions pas qu'avant qu'elles ne fussent rédigées, le gouvernement avait jugé impossible de maintenir Gourko à son poste de commandant en chef) acquièrent toute leur signification quand on compare l'épisode en question avec des événements analogues : la démission des ministres Goutchkov, Milioukov et autres, et même — ô ironie de

---

[147] Grâce aux démarches du général Alexéiev, cette nomination fut annulée : le général Gourko fut mis en disponibilité.

la destinée ! — celle de Kérensky : ce dernier avait, en effet, au cours d'une crise ministérielle causée par l'intransigeance de la démocratie révolutionnaire, menacé de quitter le pouvoir et remit, le 21 juillet, à son suppléant Nekrassov, la déclaration écrite que voici : « Je ne réussis pas, malgré toutes les mesures que j'ai prises, à constituer le gouvernement provisoire comme l'exige le moment exceptionnel par où passe le pays ; voilà pourquoi je ne puis, selon ma conscience et ma raison, continuer à répondre de mes actes à l'état : je prie le gouvernement provisoire de me libérer de toutes les fonctions que je remplis ». Et il quitta Pétrograd — rapporte la chronique. Enfin, le 28 octobre, Kérensky, tout le monde le sait, s'est enfui clandestinement et a déserté le poste de commandant suprême.

Les anciens chefs se trouvaient dans une situation critique. Je ne parle pas de ceux qui professaient des opinions politiques nettement tranchées, mais simplement des soldats honnêtes. Ceux-ci ne pouvaient se décider à suivre Kérensky (il n'est pas question de l'homme mais du système) et à détruire de leurs propres mains l'édifice auquel ils avaient travaillé toute leur vie. D'autre part, ils ne pouvaient démissionner, c'est-à-dire, au jugement de leur conscience, déserter devant l'ennemi qui occupait le territoire russe. Tel était le cercle vicieux ; aucune issue ne se présentait.

Sitôt à Minsk, j'exposai au cours de deux réunions des nombreux fonctionnaires de l'état-major et de l'administration du front, puis devant les chefs des armées, mon credo politique. Je fus bref et tranchant. Je ne me rappelle plus mes paroles, mais voici, exactement, le sens de mes déclarations : j'acceptais la révolution, en bloc et sans restriction aucune ; mais j'estimais désastreux pour le pays de « révolutionner » l'armée et d'y introduire la démagogie. J'étais décidé à m'y opposer de toute mon énergie et j'invitais tous mes collaborateurs à m'aider dans cette tâche.

Je reçus une lettre de M. V. Alexéiev. II m'adressait ses félicitations cordiales à l'occasion de ma nomination. Et il ajoutait : Secouez-les ; exigez avec calme, mais avec insistance et, sûrement, la guérison viendra. Point n'est besoin de flagorner le soldat, d'arborer des nœuds de ruban rouge, de prononcer des discours retentissants... mais sans âme. Il est impossible de conserver l'armée plus longtemps, sans changement radical : peu à peu, la Russie devient un campement de vauriens prêts à faire payer au poids de l'or le moindre mouvement de leur petit doigt. Je suis d'esprit et de cœur avec vous dans vos travaux et dans vos projets. Dieu vous aide ! »

L' « opinion publique » des troupes était représentée, à Minsk, par le comité du front. La veille de mon arrivée, ce groupe bolchevisant avait voté une motion contre l'offensive et en faveur de l'union de toutes les démocraties contre leurs gouvernements. Aussi nos relations furent-elles bien définies, dès le début : je refusai d'entrer en tout rapport direct avec le comité qui, du reste, était absorbé par son activité propre : il discutait la prépondérance du parti socialiste-révolutionnaire sur le parti socialiste-démocratique, il votait des motions dont la frénésie démagogique étonnait jusqu'aux comités d'armée, il distribuait des brochures défaitistes, il excitait les soldats contre les officiers. Légalement, le comité n'encourait aucune responsabilité ; on ne pouvait le citer devant les tribunaux. Il instruisait, dans l'esprit qu'on devine, un grand nombre d'hommes, venus de toutes les armées suivre les « cours pour agitateurs ». Les étudiants devaient, plus tard, répandre la bonne doctrine par tout le front. C'est là un petit détail — mais il permet d'expliquer, dans leur origine, bien des manifestations de la « colère et de l'affliction des citoyens ». Les représentants des cours adressaient souvent au chef de l'état-major leurs prières et leurs réclamations. Un jour, leurs revendications se firent par trop violentes — il s'agissait d'une paire de bottes supplémentaire — Markov les éconduisit. Le lendemain, on lisait dans le journal : « Le Front », n° 25, la « motion votée par l'assemblée générale

des étudiants aux cours pour agitateurs » : ils avaient pu se convaincre personnellement des mauvaises dispositions des états-majors à l'égard des députés élus par les soldats. Ils déclaraient qu'en leurs personnes aussi bien qu'en celles de leurs électeurs, le comité du front trouverait toute l'assistance nécessaire pour combattre la « contre-révolution », même s'il décidait d'avoir recours à « l'insurrection armée ».

Évidemment aucune collaboration n'était à envisager.

Le comité du front finit par adhérer à l'idée de l'offensive, mais il exigea la création de « commissions de contact » qui fonctionneraient pendant le combat. Ces commissions devaient se composer de membres du comité du front et des comités d'armée ; elles auraient le droit de participer à la préparation des opérations et de contrôler les faits et gestes des chefs et des états-majors, des troupes chargées d'exécuter les plans stratégiques ([148]). Je refusai, bien entendu. Mon refus créa de nouveaux embarras qui inquiétèrent fort le ministre de la guerre ; il envoya en toute hâte à Minsk son chef de cabinet, le colonel Baranovsky ([149]) et le commissaire aux armées Stankiévitch ([150]). Les amis de Baranovsky m'ont raconté, dans la suite, qu'on avait soulevé la question de ma révocation, ni plus ni moins, en considération de « mes graves malentendus avec le comité du front ».

Stankiévitch donna toute satisfaction au comité : les commissions de contact furent admises à fonctionner jusqu'au dé-

---

[148] Ce qu'il y avait de plus original dans cette combinaison, c'est que des représentants des ouvriers siégeaient aussi au comité du front ouest.

[149] Jeune colonel de l'État-major. Kérensky le consultait sur toutes les questions militaires.

[150] Il resta deux jours sur le front ouest, puis il fut appelé dans le nord. Kalinine vint le remplacer.

but de l'action, mais sans droit de contrôle, sans participation à la préparation de l'offensive.

* * *

Des trois généraux qui commandaient les armées, les comités en tenaient deux sous leur férule : on pouvait les laisser, temporairement, à leur poste, l'activité sur leurs secteurs étant nulle.

On préparait l'offensive sur le front tenu par la 10ème armée, commandée par le général Kisselevsky, dans le secteur de Molodetchno. J'allai passer en revue les troupes et les positions, faire connaissance avec les chefs et leurs hommes. On a trouvé dans les chapitres précédents une synthèse de mes impressions vécues ; j'y ai consigné maint fait et épisode de la vie sur le front Ouest. Je ne voudrais pas me répéter ici : je m'en tiendrai à quelques détails. Je passais en revue les troupes sous les armes. Certaines unités — c'était l'exception, je dois le dire — avaient conservé une tenue normale, leur aspect d'avant la révolution, un moral satisfaisant. Elles appartenaient au corps que commandait Dovbor-Moussnitsky, chef sévère, maintenant sans faiblesse l'ancienne discipline. Les autres régiments avaient, dans leur majorité, gardé un semblant d'organisation et de subordination, mais les hommes ressemblaient, par leur mentalité, à des fourmis chassées de leur fourmilière bouleversée. Après la revue, je parcourus les rangs et causai avec les soldats. Je fus positivement accablé par leurs dispositions : c'était tout à fait nouveau pour moi ; ils se plaignaient sans cesse ; tourmentés de soupçons, ils se défiaient de tous et de tout ; ils se jugeaient à tout propos lésés, ils en voulaient à leur chef d'escouade et au commandant du corps, les lentilles ne valaient rien, on les laissait trop longtemps au front. Ils en voulaient au régiment voisin ou encore au gouvernement provisoire qui avait tort de se montrer intransigeant dans ses rapports avec les Allemands. J'assistai enfin à des scènes que je n'oublierai de ma

vie... Dans un des corps d'armée je demandai qu'on me fît voir le régiment en plus mauvais état. On me conduisit au 703ème, le régiment de Souram. Nos automobiles s'arrêtèrent près d'une foule immense d'hommes désarmés, les uns debout, les autres assis. Derrière le village, des groupes erraient par les champs. Tous, ils étaient en haillons (on avait vendu les uniformes pour boire), pieds nus, hirsutes, malpropres !... Ils avaient atteint la dernière limite de la dégradation physique. Le chef de la division (sa lèvre inférieure tremblait nerveusement) et le commandant du régiment (il avait l'air d'un condamné à mort) vinrent à ma rencontre. Personne ne commanda le « garde à vous », aucun soldat ne se leva ; ceux qui étaient le plus près s'avancèrent et entourèrent nos autos. Mon premier mouvement fut de tancer vertement le régiment et de repartir. Mais on aurait pu attribuer mon départ à la poltronnerie. Je me mêlai à cette foule.

J'y restai une heure environ. Seigneur ! Qu'était-il arrivé à ces hommes, à ces créatures de Dieu douées de raison, à ces laboureurs russes... Leur esprit était tout embrumé. Pareils à des envoûtés, à des possédés, ils discutaient avec opiniâtreté, sans aucune logique, sans le moindre bon sens, poussaient des cris d'hystériques, vomissaient les reproches et les jurons les plus abjects. C'était navrant, c'était hideux. Tous, nous parlions — on nous répondait haineusement, avec un entêtement obtus. Peu à peu, je me le rappelle, mes sentiments de répugnance pour cette folle indiscipline s'évanouirent — et je n'éprouvai plus qu'une pitié infinie pour ces malheureux hommes russes sordides et incultes, à qui il avait été si peu donné, à qui on ne pouvait rien redemander. J'aurais voulu que les chefs de la démocratie révolutionnaire fussent présents, qu'ils vissent ces hommes, qu'ils entendissent leurs propos. Je leur aurais dit :

— Il n'est plus temps de chercher les coupables. Qui a voulu cela ? Est-ce nous, est-ce vous, est-ce la bourgeoisie, est-ce l'autocratie, est-ce la révolution ? Peu importe. Commencez par ins-

truire le peuple, restituez-lui figure humaine. Ensuite vous lui offrirez le socialisme, la nationalisation, le communisme... s'il veut bien vous suivre dans ces voies.

Quelques jours après ma visite, ce même régiment de Souram assomma à moitié Sokolov, le fameux révolutionnaire qui avait rédigé l'ordre du jour numéro 1 et créé l'ordre nouveau dans l'armée. Il venait, au nom du Soviet des députés ouvriers et soldats, exhorter le régiment à faire son devoir et à coopérer à l'offensive.

Je me rendis ensuite au congrès organisé par le 2ème corps du Caucase. Une députation spéciale m'y avait convié, avec insistance. J'y trouvai ici des représentants élus par les soldats ; donc les conversations étaient plus raisonnées, les aspirations plus positives ; dans certains groupes de délégués, auxquels s'était mêlée mon escorte, voici sur quoi l'on discutait : tous nos chefs sont réunis ici, le généralissime, le commandant de l'armée, le commandant du corps, les états-majors, on pourrait les supprimer tous à la fois — ensuite il ne serait plus question de l'offensive...

Mes entretiens avec les chefs de corps ne furent pas pour me rassurer. Un commandant de corps d'armée tenait ses troupes bien en main, mais il se voyait débordé par les associations militaires ; un autre craignait d'aller voir ses hommes ; j'en trouvai un troisième en larmes, complètement abattu par un refus de confiance qu'on venait de voter :

— J'ai quarante ans de service. J'ai toujours aimé les soldats : ils m'aimaient jadis. Et maintenant on me crache au visage. Je ne puis rester à mon poste.

Je dus accepter sa démission. Tout près de nous, derrière la porte, un jeune général divisionnaire était en pourparlers confidentiels avec les membres du comité qui m'adressèrent aussitôt,

d'un ton impérieux, la demande de mettre à la tête du corps d'armée le jeune général en question...

Ma tournée me laissa des impressions affligeantes. La débâcle était de plus en plus manifeste. Je perdais toute espérance. Néanmoins on devait travailler. Et il y avait du travail pour tout le monde, plus qu'il n'en fallait. Le front Ouest s'était nourri de théorie ; il avait vécu des expériences d'autrui. Il n'avait pas à son actif ces victoires éclatantes qui, seules, inspirent une confiance absolue dans les méthodes des chefs ; il n'avait encore eu a exécuter aucune tentative de rompre les positions défensives de l'ennemi. Bien des fois, avec ceux qui devaient le réaliser plus tard, j'ai examiné le plan général. J'ai étudié avec eux la préparation d'artillerie, Ies points de départ de l'offensive. Ce qui me paraissait le plus difficile, c'était l'organisation de l'assaut. Les hommes étaient à tel point démoralisés qu'il était impossible d'obtenir d'eux un changement de position, l'installation des abris de rassemblement, l'exécution des travaux d'approche, le déplacement des batteries ([151]). Ou bien on ne faisait rien, ou bien on ne se mettait à l'œuvre qu'après des efforts inouïs, des sollicitations instantes... et des meetings. On saisissait le moindre prétexte pour refuser de travailler à la préparation de l'offensive. Pour mettre au point la défense de leurs positions à peine fortifiées, les chefs durent accomplir un travail prodigieux et qui sortait de l'ordinaire : il ne s'agissait pas de diriger les troupes suivant des combinaisons tactiques, il fallait adapter les manœuvres aux qualités des divers commandants, à la désorganisation plus ou moins grande des régiments, au hasard des secteurs où les positions étaient plus ou moins puissamment agencées.

Et pourtant, quand on croit trouver en notre infériorité technique une explication des défaites que nous avons essuyées

---

[151] C'est l'infanterie qui résistait. L'artillerie a conservé, jusqu'aux derniers jours, sa volonté de combattre, presque intacte.

en 1917, on doit traiter cette question avec circonspection : incontestablement, notre armée était moins parfaite que d'autres ; mais, en 1917, elle était incomparablement mieux approvisionnée, plus riche en artillerie et en munitions, plus instruite aussi par ses propres expériences et par celles d'autrui — qu'en 1916 par exemple. Notre infériorité technique a été une particularité toute relative, mais continue, qui s'est manifestée à toutes les périodes de la guerre mondiale, jusqu'au début de la révolution. En 1917 elle s'était considérablement atténuée et il n'est pas juste de la mettre dans la balance quand on veut juger l'armée révolutionnaire et ses opérations.

Donc, on accomplissait un travail de Sisyphe. Les officiers s'y étaient mis de tout cœur. L'éventualité du succès était un dernier rayon d'espérance pour ceux qui voulaient sauver l'armée et le pays. On pourrait surmonter toutes les difficultés matérielles. Mais il fallait relever le moral du soldat.

Broussilov vint haranguer les régiments. Un des résultats de sa tournée fut la révocation, malgré mon avis, du commandant de la 10ème armée, une semaine et demie avant l'offensive. J'eus bien de la peine à faire agréer mon candidat, le glorieux général Lomnovsky, commandant du 8ème corps. Le nouveau chef n'atteignit Molodetchno que quelques jours avant le début des opérations. L'arrivée de Broussilov fut marquée par un malentendu vraiment fâcheux : l'état-major de l'armée annonça, par erreur, aux troupes la visite de Kérensky. Cette substitution involontaire causa un vif mécontentement et une grande agitation : plusieurs régiments déclarèrent qu'on les trompait et que, si le camarade Kérensky ne venait pas, personnellement, leur ordonner d'attaquer, ils ne sortiraient pas des tranchées. La deuxième division du Caucase envoya même des délégués aux informations. Il fallut, à Pétrograd, pour les calmer, promettre que le camarade Kérensky arriverait sous peu. On dut inviter le ministre de la guerre. Celui-ci partit sans joie : sa campagne de discours sur le front Sud-Ouest l'avait désillusionné. Il fit une

tournée de plusieurs jours, vit les troupes, parla, moissonna des transports passionnés et dut, à plusieurs reprises, essuyer des contretemps fâcheux. Les événements de Pétrograd interrompirent son voyage : le 4 juillet, il partit — mais bientôt, il revint, enflammé d'enthousiasme ; un nouveau thème oratoire l'inspirait, qu'il sut exploiter à fond ; c'était : « le couteau plongé dans le dos de la révolution ([152]) ». Mais quand il rentra au Grand Quartier Général, sa tournée finie, il déclara nettement à Broussilov :

— Décidemment je ne crois pas au succès de l'offensive.

D'ailleurs, Kérensky envisageait avec le même pessimisme une autre question encore : l'avenir du pays. Je me rappelle une de ses conversations à laquelle je pris part avec deux ou trois de ses intimes ([153]). Il analysa les étapes consécutives de la révolution russe et nous affirma que nous ne réussirions pas à éviter la terreur.

Le temps passait et l'on différait toujours le début de l'offensive. Le 18 juin, je rédigeai pour les troupes du front l'ordre du jour que voici :

« Les armées russes du front Sud-Ouest viennent d'infliger aujourd'hui même une défaite à l'ennemi dont elles ont rompu les lignes. C'est le commencement d'une bataille décisive : les destinées du peuple russe en dépendent — et sa liberté. Nos frères, sur le front Sud-Ouest, avancent, victorieusement, sans ménager leur vie. Ils attendent de nous une prompte assistance. Ne les trahissons pas ! L'ennemi entendra bientôt le tonnerre de nos canons. J'appelle les troupes du front Ouest à déployer toutes leurs énergies et à préparer sans délai l'offensive ! Si nous

---

[152] Allusion aux émeutes de Pétrograd (du 3 au 5 juillet).

[153] Petchersky, président d'un comité ; Kalinine, commissaire aux armées.

hésitons, nous encourrons la malédiction du peuple russe qui nous a confié la défense de sa liberté, de son honneur et de ses biens. »

Ont-ils compris tout le tragique de la situation, ceux qui ont lu cet ordre du jour publié dans les journaux, au mépris des principes élémentaires du secret d'opérations. Toutes les lois de la stratégie étaient bouleversées. Le commandant en chef russe, impuissant à pousser ses troupes en avant pour dévoiler le front voisin, s'efforçait, dût-il, pour y arriver, dévoiler ses projets, d'immobiliser les divisions allemandes qu'on retirait pour les envoyer contre le front Sud-Ouest et contre les alliés.

Les Allemands ne tardèrent pas à répondre. Ils firent circuler par le front une proclamation où on lisait : « Soldats russes ! Votre commandant en chef sur le front Ouest vous sollicite de combattre, une fois encore. Nous connaissons son ordre du jour, nous connaissons aussi la fausse nouvelle qu'on a répandue, au sujet de la rupture de nos lignes au Sud-Est de Lvov. N'y croyez pas ! En réalité, des milliers de cadavres russes gisent devant nos tranchées... Votre offensive n'amènera nullement la paix... Si vous écoutez l'appel de vos chefs vendus à l'Angleterre, nous continuerons la guerre jusqu'à ce que vous soyez anéantis ».

Enfin, le 7 juillet, le bruit de nos canons se fit entendre. Le 9 juillet, ce fut l'assaut. Trois jours après, je quittai la 10ème armée pour rentrer à Minsk, accablé. Ma dernière espérance s'écroulait : le miracle que j'avais attendu ne s'était pas accompli...

XXVIII – LE COMMENCEMENT DE L'OFFENSIVE RUSSE DANS L'ÉTÉ DE 1917. LA DÉBÂCLE

L'offensive des armées russes qui devait se déclencher en mai avait été sans cesse différée. Tout d'abord on avait eu en vue une action générale et simultanée sur tous les fronts. Mais le moral des troupes rendait impossible un mouvement de cette envergure : on décida d'attaquer en saillies, à diverses dates. Le front Ouest, qui n'avait qu'une importance secondaire, et le front Nord, que l'on tenait uniquement pour inquiéter l'ennemi, auraient dû commencer les opérations, pour détourner des directions principales d'offensive (front Sud-Ouest) l'attention et les forces de l'adversaire — mais ils n'étaient pas prêts, au point de vue psychologique. Aussi le commandement suprême décida-t-il de renoncer à tout plan d'ensemble : il laissa à chaque front la latitude d'engager l'action sitôt qu'il se sentirait au point ; l'important était de ne pas trop tarder, pour que l'ennemi ne pût effectuer des transferts de troupes considérables.

Cette stratégie — extrêmement simplifiée par la révolution — aurait pu, malgré tout, donner d'excellents résultats et influer sur le cours de la guerre mondiale. Même si le front Est des Austro-Allemands n'avait pas été anéanti, elle rendait à notre ligne toute sa valeur de perpétuelle et formidable menace ; il s'en suivait pour les puissances centrales la nécessité d'y faire affluer des forces nombreuses, des stocks considérables d'approvisionnements et de munitions. Un foyer d'inquiétude continue était allumé de nouveau : de nouveau Hindenburg perdait toute sa liberté d'action.

Pour mettre ces conceptions en pratique, on fixa le début des opérations aux dates suivantes : le 16 juin pour le front Sud-Ouest, le 7 juillet pour le front Ouest, le 8 juillet pour le front Nord et le 9 juillet pour le front de Roumanie. Ces trois dernières dates coïncident presque exactement avec la déroute qui commençait (6-7 juillet) sur le front Sud-Ouest.

Au début de juin 1917, la démocratie révolutionnaire, en majorité, avait, je l'ai déjà dit, compris la nécessité d'attaquer l'ennemi — d'ailleurs non sans réserves très importantes. Le gouvernement provisoire avait donc à son actif, pour appuyer l'idée de l'offensive, tous les chefs militaires, tous les officiers, la démocratie libérale, le bloc « défensiste » des Soviets, les commissaires aux armées, presque tous les comités supérieurs et beaucoup de comités secondaires. Contre l'offensive se dressait la minorité de la démocratie révolutionnaire, représentée par les bolcheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, les groupes de Tchernov et de Tséderbaum (Martov). Sur ce plateau de la balance, il convient de mettre encore un poids des plus légers... la démocratisation de l'armée.

Je n'ai pas sous la main le plan de groupement des armées russes, mais je puis affirmer que, dans tous les secteurs qui attaquaient, nous avions sur l'ennemi la supériorité du nombre et des moyens techniques. En particulier, nous possédions une profusion de pièces lourdes que nous n'avions jamais connue auparavant.

C'était au front Sud-Ouest qu'il appartenait d'expérimenter, pour la première fois, les qualités de l'armée révolutionnaire.

Entre le Sereth supérieur et les Carpathes (de Brody à Nadvornaïa) les positions que nous avions atteintes, en automne 1916, lors de l'avance victorieuse de Broussilov, au Nord du Dniestr, étaient maintenant occupées par le groupe d'armées du

général Boehm-Ermolli. Ce groupe se composait de la 4ème armée autrichienne, sous les ordres du général Terstiansky (dans la direction de Bousk, en dehors de l'offensive principale), de la 2ème armée autrichienne, sous le commandement immédiat de Boehm-Ermolli (dans la direction de Zloczow) et de l'armée allemande du Sud qui avait à sa tête le comte Botmer (dans la direction de Bjézany) ([154]). Au Sud du Dniestr, la 3ème armée autrichienne du général Kirchbach formait l'aile droite du front des Carpathes, commandé par l'archiduc Joseph. Ces trois dernières armées étaient exposées à l'attaque de nos troupes de choc. Ces régiments austro-allemands avaient déjà, en été et en automne 1916, subi l'assaut des armées russes qui leur avaient infligé une série de sanglantes défaites. On avait, depuis, remplacé en partie les divisions décimées de Botmer par des troupes moins fatiguées, prélevées sur le front Nord ; quant aux armées autrichiennes plus ou moins réorganisées par des instructeurs allemands et la présence de divisions allemandes, elles ne constituaient pas cependant une force bien menaçante. Le quartier général allemand ne jugeait pas qu'elles eussent une grande capacité d'action.

Depuis le moment où les Allemands avaient établi à Tchervitch (sur le Stokhod) le quartier général de Hindenburg, toutes les opérations avaient été suspendues : on espérait la débâcle inévitable du pays et de l'armée russes ; la propagande allemande devait, d'ailleurs, y travailler. Les Allemands estimaient infime la valeur de notre force militaire. Néanmoins, dès qu'il eut appris nos préparatifs d'offensive, au début de juin, Hindenburg préleva sur son front Ouest (en France) six divisions allemandes qu'il envoya renforcer le groupe Boehm-Ermolli : notre adversaire était parfaitement renseigné sur les directions de nos opérations.

---

154 On y avait incorporé deux divisions turques.

La direction Kaménetz-Podolsk — Lvov avait été prévue pour l'avance des armées Sud-Ouest, conduites par le général Houtor. Elles marchèrent le long des rives du Dniestr : la 11ème commandée par le général Erdély, sur Zloczow, la 7ème commandée par le général Sélivatchov, sur Bjézany et la 8ème, commandée par le général Kornilov, sur Galicht. Si l'offensive avait réussi, Lvov aurait été occupée, la liaison entre le front de Boehm-Ermolli et celui de l'archiduc Joseph rompue. L'aile gauche de ce dernier, refoulée dans les Carpathes, aurait été dépourvue de voies de communication. Quant aux autres armées du front Sud-Ouest (la première et l'armée Spéciale), elles occupaient un large front, du Pripet à Brody. Leur rôle était la défense active et les diversions contre l'ennemi.

Le 16 juin, sur le front tenu par les corps de choc détachés des 11ème et 7ème armées, un bombardement d'une violence inouïe commença. Après une préparation qui dura deux jours sans interruption et qui détruisit les ouvrages défensifs de l'adversaire, les régiments russes attaquèrent. Entre Zborov et Bjézany, et près de cette dernière ville, le front de l'ennemi fut enfoncé sur une étendue de plusieurs verstes. Nous prîmes deux ou trois lignes fortifiées. Le 19, on renouvela l'assaut, sur un front de soixante verstes, entre le Strypa supérieure et la Naraïouvka. En deux jours de combats pénibles mais glorieux, les Russes avaient pris 300 officiers, 18.000 soldats, 29 canons et un riche butin de guerre, occupé les positions de l'ennemi dans plusieurs secteurs et pénétré dans ses lignes à une profondeur de deux ou trois verstes, après l'avoir chassé dans la direction de Zloczow, au delà de la petite Strypa.

La nouvelle de notre victoire, répandue par le télégraphe dans toute la Russie, souleva des transports d'allégresse : on se reprenait à espérer la résurrection de la puissance militaire russe. Kérensky déclara, dans son communiqué au Gouvernement Provisoire : « Nous fêtons aujourd'hui le triomphe de la révolution. Le 18 juin, l'armée révolutionnaire russe, avec un

enthousiasme admirable, a pris l'offensive et a démontré à la Russie et au monde son attachement inviolable à la révolution, son amour de la liberté et de la patrie... les soldats russes instaurent une discipline nouvelle basée sur le sentiment du devoir civique... Cette journée met un terme aux appréciations haineuses, aux viles calomnies, touchant la reconstruction de l'armée russe sur des fondements démocratiques... » L'homme qui a parlé ainsi eut plus tard la hardiesse d'affirmer, pour sa justification, qu'il n'était pas responsable de la destruction de l'armée : on la lui aurait transmise — héritage fatal ! — préalablement désorganisée...

Après trois jours de calme sur le front de la 11ème armée, les combats reprirent avec rage, des deux côtés de la voie ferrée entre Bathouv et Konioukhy. Les réserves allemandes commencèrent à affluer dans les secteurs menacés ; la bataille devint acharnée, sanglante. La 11ème armée occupa une série de lignes fortifiées, mais elle subit de lourdes pertes. Certaines tranchées, au cours de violents corps à corps, passèrent de mains en mains. Il fallait un nouvel effort pour briser la résistance d'un ennemi qui se remettait de sa défaite et qui recevait des renforts.

Cette bataille mit fin, en réalité, aux opérations offensives de la 7ème et de la 11ème armées. L'élan était brisé ; ce fut l'immobilisation forcée sur les positions conquises, avec quelques diversions : des engagements locaux, des contre-attaques austro-allemandes, un tir d'artillerie d'une « intensité intermittente ».

Cependant, le 23 juin, l'armée de Kornilov se préparait à avancer. Le 25, elle enfonçait les positions de Kirchbach, à l'Ouest de Stanislavov et débouchait sur la ligne Jésupol-Lyssetz ; le 26, après un combat acharné et sanglant, les troupes de Kirchbach s'enfuirent en déroute, entraînant dans leur retraite précipitée une division allemande qui arrivait à la rescousse. Le 27, la colonne de droite, conduite par le général Tchérémissov, occupa Galitch, après qu'une partie des troupes

eut passé le Dniestr, et le 28, la colonne de gauche brisa la résistance opiniâtre des Austro-Allemands et prit Kalouche de vive force. Pendant les deux ou trois jours suivants, la 8ème armée prit pied sur la Lomnitza et devant cette rivière.

Au cours de cette brillante opération, l'armée de Kornilov, après avoir enfoncé le front de la 3ème armée autrichienne sur une distance de trente verstes, avait pris 150 officiers, 10.000 soldats et environ 100 canons. Le passage de la Lomnitza permettait à Kornilov la marche sur Dolina-Stry et sur les communications de l'armée Botmer. Le quartier général allemand jugeait critique la situation du commandant en chef sur le front Est.

À ce moment, le général Boehm-Ermolli concentrait toutes ses réserves dans la direction de Zloczow. C'était là que se rendaient également les divisions allemandes prélevées sur le front français. On fut obligé cependant de transférer une partie de ces troupes en deçà du Dniestr, contre la 8ème armée russe. Elles y arrivèrent le 2 juillet et rendirent quelque stabilité aux régiments désorganisés de la 3ème armée autrichienne ; depuis ce jour, sur la Lomnitza, commencent des combats de position, souvent très violents ; nos succès sont intermittents.

La concentration des troupes allemandes de choc entre le Sereth supérieur et la voie ferrée Tarnopol-Zloczow fut achevée le 5 juillet.

Le 6, après une forte préparation d'artillerie, ces troupes attaquèrent la 11ème armée, enfoncèrent ses lignes et commencèrent une marche ininterrompue sur Kaménetz-Podolsk, poursuivant les corps de la 11ème armée qui fuyaient, pris de panique. L'état-major de l'armée, puis le Grand Quartier Général et la presse, au mépris de la perspective, tombèrent à bras raccourcis sur le 607ème régiment de Mlynov, qu'on accusa d'avoir causé cette catastrophe. Ce mauvais régiment, complètement corrom-

pu, quitta de son propre chef la ligne de combat, découvrant le front. C'est là un fait navrant — mais il serait trop simple d'y voir une cause. En effet, dès le 9, les comités et les commissaires de la 11ème armée télégraphiaient au gouvernement provisoire « toute la vérité sur les événements ». « L'offensive allemande, déclenchée le 6 juillet, prend les proportions d'un fléau formidable qui menace peut-être de la ruine la Russie révolutionnaire. Le moral des troupes, que les efforts héroïques d'une minorité avaient naguère poussées en avant, a brusquement empiré. L'enthousiasme du début s'est vite dissipé. La plupart des régiments se décomposent de plus en plus. Il n'y a plus d'autorité, plus d'obéissance ; les conseils et les exhortations ne font plus aucun effet : on y répond par des menaces, parfois par des coups de fusil. À plusieurs reprises, l'ordre d'avancer sans délai, pour soutenir les troupes de choc, a été discuté pendant des heures dans des meetings — les renforts sont partis avec une journée de retard. Certains régiments abandonnent les tranchées sans même attendre l'approche de l'ennemi. Sur des centaines de verstes on voit se traîner vers l'arrière des colonnes de fuyards avec ou sans fusils, valides, frais et dispos, absolument sûrs de l'impunité. Parfois des unités entières s'en vont ainsi... La situation exige les mesures les plus sévères... Aujourd'hui le commandant en chef, d'accord avec les commissaires et les comités, a donné l'ordre de tirer sur les déserteurs. Il faut que le pays connaisse la vérité... qu'il en frémisse et qu'il se décide à frapper sans pitié tous ceux qui, par leur lâcheté, perdent et trahissent la Russie et la Révolution. »

La 11ème armée « malgré son écrasante supériorité en nombre et en matériel, battait en retraite sans qu'on pût l'arrêter » ([155]). Le 8, elle était déjà sur le Sereth, traversant, à l'Ouest de ce fleuve, sans essayer de s'y cramponner, les fortes positions d'où était partie notre glorieuse offensive de 1916. Boehm-Ermolli avait lancé à notre poursuite une partie de ses troupes,

---

155 Rapport officiel du Grand Quartier Général.

vers Tarnopol, mais il dirigeait le gros de ses forces vers le Sud, entre le Sereth et la Strypa, menaçant d'intercepter les lignes de communication de la 7ème armée, de la jeter dans le Dniestr et, peut-être, de couper la retraite, ensuite, à la 8ème armée. Le 9 juillet, les Austro-allemands arrivaient déjà à Micoulintsé, à une journée de marche au Sud de Tarnopol... Les armées des généraux Sélivatchov et Tchérémissov ([156]) étaient dans une situation critique : impossible de manœuvrer ; on ne pouvait que se retirer devant la poursuite, à marches forcées. La 7ème armée était particulièrement menacée elle se retirait sous une double pression, du côté du front, c'étaient les corps du comte Botmer qui la harcelaient, sur son flanc droit découvert (côté Nord), c'étaient les corps de choc Boehm-Ermolli. La 8ème armée devait opérer une retraite de 150 verstes, talonnée par l'ennemi.

Le 10 juillet, les Austro-allemands occupèrent la ligne Mikoulintsé-Podgaïtsé-Stanislavov. Le 11, les Allemands prirent Tarnopol que le premier corps de la garde avait quitté sans combattre ; le lendemain, ils enfoncèrent nos positions sur le Gnezno et le Sereth, au Sud de Trembovlia, développant leur offensive vers l'Est et le Sud-Est. Le même jour, l'ennemi, poursuivant la 7ème et la 8ème armées, tenait la ligne qui va du Sereth (entre Trembovlia et Tchortkov) à Monasterjitzko-Tloumatch.

Le 12 juillet, le commandant en chef estima la situation désespérée et donna l'ordre d'abandonner le Sereth. Le 21, les armées du front Sud-Ouest repassèrent la frontière russe, après avoir abandonné entièrement la Galicie et la Bukovine.

Leur retraite fut marquée par des incendies, des violences, des meurtres et des brigandages. Mais on vit aussi un petit nombre de régiments lutter avec héroïsme, couvrir de leurs corps et de leur vie la déroute de ces fuyards en démence. Et

---

[156] Qui avait remplacé le général Kornilov, nommé le 7 juillet commandant en chef du front Sud-ouest.

parmi ces braves, il y eut les officiers russes dont les cadavres jonchèrent les champs de bataille, en plus grand nombre que ceux des soldats.

Les armées fuyaient en désordre. Et c'étaient ces mêmes armées qui, l'année précédente, avaient, dans leur marche victorieuse, pris Loutzk, Brody, Stanislavov, Czernowitz... Elles fuyaient devant ces mêmes armées austro-allemandes qu'on avait écrasées, l'année précédente, et qui avaient dispersé leurs fuyards par tous les champs de Volhynie, de Galicie, de Bukovine — tandis que nous faisions des prisonniers par centaines de mille. Jamais nous n'oublierons la conduite héroïque des 7ème, 8ème, 9ème et 11ème armées : au cours de l'offensive de Broussilov, en 1916, elles ont pris 420.000 hommes, 600 canons, 2.500 mitrailleuses... Il faut croire que nos alliés ne l'oublieront pas non plus ; ils savent que la bataille de Galicie, s'est répercutée sur la Somme et sur l'Isonzo.

Les commissaires aux armées Savinkov et Filonenko télégraphièrent au gouvernement provisoire : « Il n'y a pas de choix : la peine de mort pour les traîtres... pour tous ceux qui refusent de sacrifier leur vie à la Patrie. »

Au début de juillet, quand on se rendit compte de l'échec de l'offensive russe, le Quartier général de Hindenburg décida une nouvelle action de grande envergure contre le front de Roumanie. En même temps, les 3ème et 7ème armées autrichiennes attaqueraient en Moldavie passant par la Bukovine et la droite du groupe d'armées Mackensen sur le Sereth inférieur. Le but de l'opération était la conquête de la Moldavie et de la Bessarabie. Mais dès le 11 juillet, la 4ème armée russe, commandée par le général Ragoza, et l'armée roumaine, sous les ordres du général Averesko, prirent l'offensive entre la Souchitza et la Pounta, contre la 9ème armée autrichienne. Cette attaque réussit : les positions fortifiées de l'ennemi furent prises, les armées avancèrent de quelques verstes, on fit 2.000 prisonniers et l'on s'em-

para de 60 canons. Mais cette opération ne fut pas développée : ce n'était du reste qu'une simple démonstration ayant pour but de soutenir le front Sud-Ouest ; en outre, les troupes de la 4ème armée russe eurent bien vite perdu leur élan. Dans le cours du mois de juillet et jusqu'au 4 août, les régiments de l'archiduc Joseph et de Mackensen attaquèrent dans les directions de Radaouz, de Kimpolung et au Nord de Fokchani. Ils remportèrent des succès locaux, sans aboutir à des résultats sérieux. Plus d'une fois des divisions russes refusèrent d'obéir, quittèrent leurs positions au moment du combat — cependant la situation générale sur le front de Roumanie était meilleure que sur les autres fronts : cela s'explique par son éloignement de Pétrograd, par la présence des troupes roumaines mieux disciplinées et par la nature même des lieux. Tout cela permit qu'on tînt sur ce front.

Cette circonstance, jointe à la faiblesse que manifestèrent les armées autrichiennes, la 3ème et la 7ème ([157]) surtout, et à la désorganisation complète des communications entre le groupe Boehm-Ermolli et l'aile gauche de l'archiduc Joseph — força le quartier général de Hindenburg à remettre à une époque indéterminée les opérations projetées. Et tout le front Sud-Ouest retomba dans l'inaction. Quant au front de Roumanie, on y livra, jusqu'à la fin d'août, des combats d'importance locale. Mais, en même temps, les Allemands commencèrent à transférer leurs troupes du Zbroutch dans le Nord, dans la direction de Riga. Hindenburg voulait, sans grands efforts, sans grandes pertes (ses réserves lui étaient trop nécessaires sur le front français), nous porter une série de coups et précipiter, en déprimant le moral des Russes, l'écroulement naturel de notre front — sur quoi les puissances centrales fondaient tous leurs plans stratégiques et l'éventualité même d'une nouvelle campagne, en 1918.

---

[157] En Bukovine et dans les Carpathes du nord.

Sur les autres fronts, toutes nos entreprises échouèrent également.

Le 7 juillet, les opérations commencèrent sur le front Ouest, que je commandais. On en trouvera tous les détails au chapitre suivant. À propos de cette offensive, Ludendorff écrit ([158]) : « De toutes les attaques dirigées contre l'ancien front Est (Eichnorn), celles du 9 juillet, au Sud de Smorgoni, à Krévo, furent les plus violentes... Pendant plusieurs jours la situation fut très difficile — jusqu'au moment où nos réserves et notre artillerie réussirent à rétablir le front. Les Russes abandonnèrent nos tranchées : ce n'étaient plus les Russes de jadis ».

Sur le front nord, à la 5ème armée, l'offensive fut liquidée en un jour. Au Sud-Ouest de Dvinsk « nos troupes — dit le communiqué — après une forte préparation d'artillerie, ont occupé les positions allemandes des deux cotés de la voie ferrée Dvinsk-Vilna. Immédiatement après, des divisions entières, sans y être poussées par l'ennemi, sont rentrées dans leurs tranchées de départ ». Le communiqué mentionnait la conduite héroïque de certaines unités, la bravoure des officiers et l'énormité de leurs pertes... Cet événement, sans importance au point de vue stratégique, offre cependant un grand intérêt pour l'étude des mœurs révolutionnaires. Il faut savoir que la 5ème armée était commandée par le général Danilov ([159]), l'un des chefs particulièrement appréciés par la démocratie révolutionnaire. Selon Stankiévitch, commissaire sur le front Nord, le général Danilov était « l'unique général qui fût, malgré la révolution, resté maître absolu de son armée. Il y faisait régner une concorde parfaite. Les nouvelles institutions : comités, commissaires, loin d'affaiblir son autorité, la rendaient plus effective. Il écartait

---

158 « Souvenirs de guerre ».

159 Danilov fit partie, en qualité d'expert, de la délégation bolcheviste qui conclut la paix de Brest-Litovsk. En 1920 il avait un poste dans l'armée russe de Crimée.

tous les obstacles, sans faiblesse, sans hésitation. À la 5ème armée, on travaillait sans cesse, on s'instruisait, on se développait : le général avait pour collaborateurs les hommes les meilleurs et les plus cultivés de son armée. »

Ainsi, l'adoption sans réserves de toutes les innovations révolutionnaires ne permettait pas à un chef de compter sur ses troupes au jour de la bataille.

* * *

Dès le 11 juillet, le général Kornilov, nommé commandant en chef du front Sud-Ouest, adressait au gouvernement provisoire sa fameuse dépêche (dont copie fut envoyée au commandement suprême) : « Une armée d'ignorants affolés est en fuite… » ([160]) ; il exigeait le rétablissement de la peine de mort ; dans cette dépêche il disait : « La patrie court à sa perte, je l'affirme ; voilà pourquoi, bien qu'on ne me demande pas de conseils, j'exige l'arrêt immédiat de l'offensive sur tous les fronts, afin de sauver l'armée et de la réorganiser selon les préceptes d'une discipline sévère. Il serait criminel de sacrifier les quelques héros qui ont le droit de vivre des jours meilleurs ».

Malgré le ton singulier de cet écrit, l'idée d'interrompre l'offensive fut aussitôt adoptée par le haut commandement. D'ailleurs l'interruption se produisit d'elle-même, avant qu'on eût reçu les directives d'en haut : l'armée n'avait plus envie de se battre, elle avait perdu la force d'attaquer. D'autre part, cet arrêt résultait des plans du quartier général allemand.

On institua sur le front la peine de mort et des conseils de guerre révolutionnaires. Kornilov donna l'ordre de fusiller les déserteurs et les pillards (les cadavres, marqués de pancartes explicatives, devaient être exposés le long des routes ou sur des

---

160 Voir le chapitre XVII.

tertres) ; il créa des bataillons de choc composés de volontaires et d'élèves des écoles militaires, destinés à lutter contre les fuyards, les voleurs et les bandits. Enfin il défendit les meetings sur le front : il ordonna de les disperser par les armes.

Ces mesures que Kornilov prit de son propre chef, sa parole hardie et franche, le langage ferme qu'il parlait au gouvernement — au mépris de la discipline — et surtout ses actes énergiques, tout cela augmenta singulièrement son autorité aux yeux de la démocratie libérale et des officiers. La démocratie révolutionnaire de l'armée elle-même, crut voir en Kornilov, au moment où l'effroyable désastre l'avait frappée de stupeur, son unique recours dans ce malheur : lui seul pouvait tirer le pays de cette situation désespérée.

La journée du 8 juillet ([161]), on peut le dire, décida du sort de Kornilov : pour beaucoup de gens, il devint un héros national. On mit en lui les plus grands espoirs ; on croyait qu'il sauverait la patrie.

Me trouvant à Minsk, j'étais très mal renseigné sur ce qui se passait dans les milieux militaires : j'eus, cependant, l'impression très nette que Berditchev ([162]) devenait, grâce à l'influence exercée par Kornilov, le vrai centre moral de la Russie. L'étoile de Kérensky et celle de Broussilov pâlirent subitement. Dès lors les armées furent dirigées selon une méthode nouvelle et singulière : on nous envoyait de Berditchev la copie d'une « prescription impérative » ; ou bien l'on nous informait d'une décision claire et ferme prise par le chef ; quelques jours après, cette décision nous revenait sous forme de loi ou d'ordre du jour — de Pétrograd ou de Mohilev...

---

[161] C'est le jour où il occupa le poste de commandant en chef du front Sud-Ouest et où il transmit au gouvernement provisoire ses premières exigences.

[162] Siège de l'état-major du front Sud-Ouest.

Incontestablement, la tragédie de juillet avait quelque peu dégrisé nos soldats. Tout d'abord un sentiment de honte se manifesta : ce qui était arrivé était trop scandaleux, trop ignominieux ; la conscience la moins scrupuleuse, le moral le moins délicat n'auraient pu absoudre ces turpitudes. Je me rappelle avoir passé plusieurs jours au milieu des soldats dont la foule inondait alors tous les chemins de fer : c'était en novembre, je m'étais évadé des prisons de Bykhovo, je fuyais sous un nom supposé, en civil. Les soldats causaient, évoquaient leurs souvenirs. Je ne leur entendis jamais avouer cyniquement leur participation à la félonie de juillet. Tous, ils cherchaient à expliquer les événements ; ils en voyaient surtout la cause dans une trahison — celle des officiers il va sans dire ; personne ne parlait de sa propre lâcheté. Après la honte, ce fut la crainte. Les soldats sentaient s'exercer une autorité : ils se tinrent cois et attendirent les événements. Enfin, l'arrêt de toute opération stratégique sérieuse produisit une détente qui se marqua par une certaine apathie et passivité.

Dans la vie de l'armée russe, ce fut le deuxième moment (le premier date du début de mars) où, si l'on avait su en profiter, la révolution russe aurait pu prendre une direction nouvelle.

Celui qui retrouva le premier son assurance, ce fut M. Kérensky. La terreur qui l'avait abasourdi, qui l'avait affolé, s'était dissipée : c'est elle qui lui avait dicté ses premières prescriptions sévères. Mais il craignait le Soviet ; il appréhendait de perdre son influence sur la démocratie révolutionnaire ; il était mécontent du ton tranchant, insultant, des communiqués de Kornilov (il voyait surgir le spectre de la dictature), tous ces sentiments pesaient sur sa volonté. Les propositions de lois militaires — ces lois qui devaient rendre aux chefs leur autorité, à l'armée sa puissance — s'enlisèrent dans les chancelleries, sombrèrent dans le gouffre des rancunes, des méfiances et des antipathies.

La démocratie révolutionnaire opposa de nouveau une résistance opiniâtre aux tendances de Kornilov ; elle y voyait un attentat à la liberté et une menace pour sa propre existence. Les comités de troupes — dont, il fallait, pour réorganiser l'armée, limiter les compétences — adoptèrent la même attitude. La ligne de conduite nouvelle, dans ces milieux-là, était jugée nettement contre-révolutionnaire.

Et, bientôt, la grande masse des soldats se rendit compte de la situation : elle comprit que les « paroles terribles » n'étaient que des mots, la peine de mort qu'un épouvantail. En effet, la force réelle qui aurait pu les empêcher d'agir à leur fantaisie n'existait pas.

Et la crainte se dissipa.

L'orage n'avait pas éclaté ; l'atmosphère était toujours aussi lourde ; et de nouveaux nuages s'amoncelaient, prêts à s'entrechoquer avec un fracas formidable.

XXIX – LA CONFÉRENCE DES MINISTRES ET DES COMMANDANTS EN CHEF AU G. Q. G., LE 16 JUILLET

Dès que je fus rentré à Minsk, venant du front, je reçus l'ordre de me rendre, pour le 16 juillet, au Grand Quartier Général, afin d'y participer à d'importantes délibérations. Kérensky avait demandé à Broussilov d'inviter à Mohilev les chefs les plus compétents, à son jugement, qui examineraient la véritable situation des armées, les conséquences de l'écroulement de juillet et la voie où l'on engagerait la politique militaire dans l'avenir. Il paraît que le général Gourko, invité par Broussilov, ne fut pas admis par Kérensky à prendre part aux délibérations. Le Grand Quartier adressa au général Kornilov une dépêche lui demandant d'exposer par écrit son opinion sur les questions soulevées, la situation difficile sur le front Sud-Ouest ne lui permettant pas de quitter son poste. Rappelons-nous qu'à ce moment — le 14 et le 15 juillet — la 11ème armée était en pleine retraite, du Sereth vers le Zbroutch, et que nous nous demandions tous, avec angoisse, si la 7ème armée réussirait à passer le Sereth inférieur et la 8ème la ligne des Zaliéchriki, afin d'échapper à la pression des armées allemandes qui coupaient les routes.

Le pays et l'armée étaient à la veille d'une catastrophe : aussi décidai-je de faire, sans me préoccuper des conventions de l'étiquette, un tableau exact de l'état des troupes, dans toute sa réalité affreuse.

J'arrivai chez le généralissime. Broussilov me dit, à mon grand étonnement :

« Antoine Ivanovitch, je me suis rendu compte nettement qu'on ne peut aller plus loin. Il s'agit de trancher la question. Ces commissaires, ces comités, cette démocratisation mènent à leur perte l'armée et la Russie. Je veux exiger catégoriquement qu'on cesse de désorganiser l'armée. Vous me soutiendrez, je l'espère. »

Je lui déclarai que j'étais absolument de son avis et que j'avais l'intention de poser la question de l'avenir de l'armée en termes aussi nets et aussi décisifs que possible. Je dois avouer que cette démarche de Broussilov me le rendit fort sympathique et que je supprimai, mentalement, dans mon discours, toute l'amertume que j'avais amassée contre le commandement suprême.

On attendit longtemps, une heure, une heure et demie, l'ouverture de la conférence. Puis on apprit qu'il s'était produit un petit incident. Le ministre de la Guerre n'avait été reçu à la gare ni par le général Broussilov, ni par son chef d'état-major, le général Loukomsky : tous deux, ils avaient été empêchés, par des affaires urgentes, d'aller au-devant du train. Kérensky attendit longtemps : il finit par perdre patience ; il envoya au général Broussilov son aide de camp, porteur d'un ordre cassant : le généralissime avait à se rendre immédiatement à la gare et faire son rapport au ministre. Cet incident passa presque inaperçu. Mais ceux qui ont vu de près la scène politique savent que les acteurs qui s'y produisent ne sont que des hommes, avec toutes leurs faiblesses... et que le jeu continue souvent dans les coulisses.

À la conférence participaient les personnages suivants : Kérensky, président du conseil, Téréchtenko, ministre des affaires étrangères, le général Broussilov, chef suprême des armées, et le général Loukomsky, son chef d'état-major, les généraux Alexéiev et Roussky, le général Klembovsky, commandant en chef du front Nord, moi-même, commandant en chef du front

Ouest, et le général Markov, mon chef d'état-major, l'amiral Maximov, les généraux Vélitchko et Romanovsky, — Savinkov, commissaire aux armées, et deux ou trois jeunes gens de la suite de M. Kérensky.

Broussilov adressa aux assistants un bref discours qui m'étonna par sa tournure vague et trop générale. En réalité, il parla pour ne rien dire. Je me persuadai qu'il tiendrait sa promesse à la fin de nos travaux, quand il les résumerait et en dégagerait les conclusions. Je me trompais : le général Broussilov ne sortit plus de son silence. Après lui, on me donna la parole. Je m'exprimai en ces termes :

* * *

« C'est avec une profonde émotion et dans le plein sentiment de ma haute responsabilité morale, que je commence mon rapport. Je vous prie de m'excuser : au temps de l'autocratie impériale, j'ai toujours parlé franchement et sans ambages ; je ne changerai pas de langage aujourd'hui, sous l'autocratie révolutionnaire.

« Quand j'ai assumé le commandement du front, j'ai trouvé les troupes en pleine décomposition. J'en ai été d'autant plus surpris que, ni dans les rapports adressés au Grand Quartier Général, ni au moment même de ma nomination, la situation ne m'était apparue dans un jour si désavantageux. Mais le fait est facile à expliquer : tant que les corps d'armée étaient sur la défensive, ils n’ont pas commis d'infractions trop graves à la discipline. Dès qu'il s'est agi d'accomplir son devoir, quand l'ordre a été donné d'occuper les tranchées de départ en vue de l'offensive, l'instinct de conservation prit le dessus et la démoralisation s'est manifestée pleinement.

« Dix divisions à peu près, refusaient d'occuper les positions désignées en vue de l'offensive : cela a exigé des efforts

inouïs de la part des chefs de tous grades, des comités, des agitateurs ; cela a exigé d'interminables supplications, des exhortations, des conseils... Pour qu'il me fût possible d'agir avec fermeté, j'ai dû, coûte que coûte, diminuer le nombre des troupes en révolte. C'est ainsi que s'écoula environ un mois : certaines divisions, il est vrai, exécutaient les ordres de combat. Mais le 2ème corps du Caucase et la 169ème division d'infanterie étaient en complet désarroi. Certaines troupes n'avaient plus figure humaine, non seulement au moral, mais au physique même. Je n'oublierai jamais l'heure que j'ai passée au milieu du 703ème régiment de Souram. Dans les régiments il y avait de huit à dix fabriques clandestines d'eau-de-vie : partout, on ne voyait qu'ivrognerie, jeux de hasard, rixes, vols, voire assassinats.

« J'ai pris une mesure extrême : j'ai ramené à l'arrière le 2ème corps du Caucase (sans la 51ème division d'infanterie) et en ai ordonné la dissolution, en même temps que celle de la 169ème division d'infanterie. Par conséquent, au début même des opérations, je retranchais de mes armées 30.000 baïonnettes, avant le premier coup de fusil.

« Je dirigeai sur le secteur des Caucasiens la 28ème et la 29ème divisions d'infanterie qui passaient pour les meilleures de tout le front... Et voilà que la 29ème ayant atteint les tranchées à marches forcées, se retira le lendemain dans sa presque totalité (deux régiments et demi) ; la 28ème fit descendre en tranchées un seul régiment, qui décida sans appel de ne pas attaquer.

« Tout ce qu'il était possible de faire pour relever le moral des troupes a été fait.

« Le généralissime est venu sur le front, lui aussi, après avoir causé avec les comités et les représentants de deux corps, il avait eu l'impression que « les soldats étaient bien disposés, mais que les chefs avaient peur et perdaient la tête ». C'est faux. Les chefs, au milieu de difficultés incroyables, ont fait tout ce

qu'ils pouvaient. Mais Monsieur le Généralissime ignore que le meeting du premier corps sibérien où son discours avait soulevé les applaudissements les plus enthousiastes, a continué après son départ... De nouveaux orateurs y ont pris la parole pour inviter les soldats à ne pas écouter « le vieux bourgeois ». (Je m'excuse, mais je dis la vérité — Interruption de Broussilov : « Je vous en prie... ») Et ont accompagné son nom des jurons les plus orduriers. Les violences de ces orateurs ont, elles aussi, soulevé un tonnerre d'applaudissements.

« Le Ministre de la Guerre, en tournée sur le front, qui, par ses discours inspirés, avait appelé les troupes au sacrifice, fut reçu avec enthousiasme par la 28ème division. Mais, au moment où il reprenait son train, une députation d'un des régiments est venue lui annoncer que les hommes avaient, avec ceux d'un autre régiment, pris la décision, une demi-heure après son départ, de « ne pas attaquer ».

À la 29ème division, une solennité particulièrement touchante a été célébrée : la remise d'un drapeau rouge au commandant du régiment d'infanterie de Poti : l'officier avait mis un genou en terre pour le recevoir. Par la bouche de trois orateurs, les soldats de Poti, avec des cris passionnés, jurèrent de « mourir pour la Patrie ». Ce même régiment, dès le premier jour de l'offensive, n'est pas même descendu en tranchée : il a fait demi-tour ignominieusement et s'en est allé à dix verstes du champ de bataille.

Parmi les institutions créées pour relever le moral des soldats, mais qui, en réalité, ont travaillé à leur démoralisation, je citerai le commissariat aux armées et les comités.

Il y a, peut-être, au nombre des commissaires des merles blancs, des gens qui ne s'occupent que de ce qui est de leur compétence et arrivent à être utiles. Mais cette institution crée une deuxième autorité à côté de celle des chefs militaires ; c'est

une cause perpétuelle de contestations ; par ses ingérences illicites et criminelles, elle désagrège fatalement l'armée.

Je me vois obligé de tracer le portrait des trois commissaires du front ouest. Le premier est, peut-être, un brave homme, un honnête homme — je ne le connais pas personnellement — mais c'est un utopiste qui ne comprend rien à la vie militaire et, d'autre part, ignore la vie tout simplement. Il a une très haute idée de son autorité. Quand il exige que le chef d'état-major exécute ses ordres, il déclare avoir le droit de révoquer tous les commandants, jusqu'au chef d'armée, y compris... Un jour qu'il expliquait aux troupes l'essence même de son pouvoir, voici comme il l'a défini : « Tous les fronts dépendent du ministre de la guerre, n'est-ce pas ?

— Eh bien ! Moi, pour le front ouest, je suis le ministre de la guerre. »

Le second — aussi bien renseigné que l'autre sur la vie militaire — est un socialiste-démocrate à la limite entre le menchevisme et le bolchevisme. C'est lui qui avait été rapporteur de la section militaire au congrès panrusse des Soviets. C'est le même qui jugeait insuffisante la débâcle causée par la déclaration des droits et qui voulait pousser plus avant la démocratisation. Il exigeait la faculté de révoquer les officiers, de leur donner des certificats ; il exigeait encore la suppression de la seconde moitié du § 14, qui reconnaît aux chefs le droit de fusiller les lâches et les bandits. Enfin, il demandait la liberté de parole, non seulement aux heures de repos, mais aussi sous les armes.

Le troisième, qui n'est pas russe, nourrit évidemment un grand mépris pour nos soldats. Quand il s'approchait d'un régiment, il avait l'habitude de lui lancer des jurons choisis : jamais les chefs, sous l'ancien régime, n'en avaient proféré de pareils. Mais, chose étrange ! Les guerriers révolutionnaires conscients et libres trouvent ces procédés tout naturels : ils obéis-

sent, ils exécutent tous les ordres. Ce dernier commissaire, au jugement des chefs, nous est d'un grand secours.

Un autre principe de désorganisation, ce sont les comités. Il en est, je ne le nierai pas, qui travaillent à merveille et qui font tout leur devoir. Plusieurs de leurs membres ont fait à l'armée le plus grand bien ; plusieurs ont scellé d'une mort héroïque leur dévouement à la Patrie. Mais les services que certains hommes ont rendus ne compensent pas le moins du monde, je l'affirme, l'immense dommage que les Comités ont causé en introduisant dans l'armée la multiplicité des autorités et des chefs, les démêlés, les ingérences, tout ce qui est fait pour affaiblir le pouvoir. Je pourrais citer par centaines les résolutions qui ont suscité le désordre qui ont jeté le discrédit sur l'autorité.

Je m'en tiendrai à quelques faits particulièrement marquants, particulièrement significatifs.

On cherche à se saisir du pouvoir, ouvertement et sans équivoque.

Le journal du comité du front, dans un article du président, exige qu'on attribue aux comités l'autorité gouvernementale.

À la 3ème armée, le comité demande dans une motion — que le commandant de l'armée appuyait, à mon grand étonnement — « d'octroyer aux comités d'armée les pleins pouvoirs du ministre de la guerre et du comité central des députés soldats et ouvriers — ce qui leur donnerait le droit d'exécuter toutes leurs décisions… au nom du Comité… »

Quand on s'est mis, au comité du front, à discuter la fameuse « déclaration », les opinions se sont divisées au sujet du § 14. Les uns ont rejeté la deuxième partie du paragraphe, les autres ont exigé l'introduction d'un amendement : « les membres du comité du front ont le droit, dans des circonstances ana-

logues, de mettre en œuvre toutes mesures utiles et même de faire intervenir la force armée même contre les chefs ». Voilà où nous allons.

Nous trouvons mentionné dans le rapport de la section du Congrès panrusse le droit exigé pour les organisations de soldats de récuser et de recommander les chefs, le droit de participer à la direction de l'armée.

Ne croyez pas qu'il n'y ait là que des théories. Non ; les comités empiètent sur tous les domaines : questions militaires, intérieures, administratives. Et cela est bien en harmonie avec l'anarchie morale et matérielle des troupes — où l'insubordination est un fait général.

Nous étions occupés à la préparation morale de l'offensive. Le Comité du front, le 8 juin, vota la motion : « ne pas attaquer » ; le 18 juin, changement à vue : on décide de participer aux opérations. Le Comité de la 2ème armée a résolu, le 1er juin, de ne pas attaquer ; le 20 juin, il est revenu sur cette résolution. Le Soviet des députés ouvriers et soldats de Minsk a voté, par cent vingt trois voix contre soixante-dix-neuf, de s'opposer à l'offensive.

Tous les Comités de la 169ème division d'infanterie ont exprimé leur défiance au gouvernement et déclaré qu'attaquer l'ennemi « c'était trahir la révolution ».

La campagne entreprise contre l'autorité s'est manifestée par une série de révocations frappant les officiers supérieurs — les Comités y prirent presque toujours une part active. Quelques heures seulement avant le début des opérations, dans un secteur de la plus grande importance, un commandant de corps d'armée, un chef d'état-major et un chef de division ont dû se retirer. La même mesure frappa, au total, soixante chefs militai-

res, en commençant par les commandants de corps d'armée pour finir aux commandants de régiments.

II est difficile de calculer tout le mal qu'ont fait les comités. Ils n'ont pas de discipline intérieure. Quand la majorité a voté une mesure raisonnable — tout n'est pas fait. C'est à leurs membres de mettre en pratique la décision prise. Plus d'une fois, des bolcheviks ont abusé de leur titre de membres, pour semer, sans risque, le désordre et la révolte.

Au résumé, multiplicité des dirigeants, multiplicité des autorités. Au lieu de fortifier le pouvoir, on l'affaiblit. Et le chef militaire, placé sous tutelle, soumis au contrôle, nommé aujourd'hui, révoqué demain, diminué de toutes façons, avait dû conduire ses troupes au combat avec autorité, avec courage !...

Telle a été la préparation morale qui a précédé l'offensive. La concentration des troupes n'est pas achevée. La situation sur le front sud-ouest exigeait des secours immédiats. L'adversaire avait prélevé sur mon front trois ou quatre divisions pour les lancer contre le front sud-ouest : je décidai d'avancer avec les troupes restées fidèles, en apparence du moins, à leur devoir.

Pendant trois jours, notre artillerie avait détruit les tranchées ennemies, effectué d'effroyables bouleversements, causant aux Allemands de lourdes pertes. La voie était libre devant notre infanterie. Toute la première zone, ou presque, fut enfoncée. Nos lignes de tirailleurs arrivèrent aux batteries ennemies. Cette rupture du front aurait dû se transformer en une victoire éclatante — la victoire que nous attendions depuis si longtemps.

Mais... permettez-moi de vous citer quelques extraits des relations de la bataille :

« Les troupes de la 28ème division d'infanterie s'approchèrent de leurs tranchées de départ quatre heures seulement avant

le déclenchement de l'attaque : d'ailleurs, seules, deux compagnies et demie du 109ème régiment y parvinrent, avec quatre mitrailleuses et trente officiers ; le 110ème arriva à ses positions réduit de moitié ; deux bataillons du 111ème, qui comblèrent les vides, refusèrent d'attaquer ; au 112ème, les soldats regagnèrent l'arrière par dizaines ([163]). Les unités de la 28ème division débouchèrent sous un feu violent d'artillerie, de mitrailleuses et de fusils, elles se terrèrent derrière leurs barbelés, incapables de se porter en avant : seules, quelques troupes d'assaut, accompagnées de volontaires du régiment de la Volga et d'un peloton d'officiers, réussirent à enlever la première ligne de tranchées ; mais la mitraille les empêcha de tenir et, vers midi, la 28ème division regagna ses positions de départ, ayant essuyé de lourdes pertes, surtout en officiers. Dans le secteur de la 51ème division, l'offensive partit à 7 heures 5 minutes. Les régiments 202ème de Gouri et 201ème d'Ardagan-Mikhaïlovo, suivis de deux compagnies du régiment de Soukhoum et des compagnies d'assaut des régiments de Soukhoum et de Poti, enlevèrent rapidement deux lignes de tranchées qu'elles prirent à la baïonnette et, à 7 heures et demie, attaquèrent la troisième ligne. La brèche avait été si rapidement faite que l'ennemi surpris ne réussit pas à déclencher à temps son tir de barrage. Le 201ème régiment de Poti qui suivait, arriva à la première ligne de nos tranchées, mais il refusa de continuer sa marche, laissant ainsi sans renforts les éléments qui avaient forcé les lignes de l'adversaire. Les troupes de la 134ème division, qui venaient derrière ceux de Poti, n'exécutèrent pas leur mission à cause de l'encombrement des tranchées et aussi du feu nourri de l'artillerie ennemie. En partie elles se dispersèrent, en partie elles se cachèrent dans nos abris. Ceux de Gori et d'Ardogan qui ne voyaient venir aucun soutien, ni derrière eux ni sur leurs flancs, commencèrent à s'agiter : plusieurs compagnies dont tous les officiers étaient tombés, battirent peu à peu en retraite, suivies de toutes les autres, sans y être sérieusement contraintes par les Allemands, qui n'ouvrirent

163 Relation de l'état-major du front.

un feu violent d'artillerie et de mitrailleuses qu'au moment de la fuite des nôtres... Les troupes de la 29ème division n'occupèrent pas à temps voulu leur ligne de départ : les soldats, déprimés, avançaient sans enthousiasme. Un quart d'heure avant le commencement de l'action, le 114ème régiment, sur le flanc droit, refusa d'attaquer. On le remplaça par le régiment d'Erivan qui était en réserve. Pour des raisons inconnues, le 116ème et le 113ème régiments partirent trop tard.

« Après notre insuccès la déroute de nos soldats ne fit que croître et, à la nuit tombante, prit des proportions effrayantes. Les soldats fatigués, démoralisés, déshabitués du bruit de la bataille et du fracas des canons, affaiblis par tant de mois d'inaction, de repos, de fraternisations et de meetings, désertaient les tranchées, abandonnaient les fusils, les mitrailleuses, et regagnaient l'arrière.

« La lâcheté et l'indiscipline de certaines unités étaient si complètes que les chefs furent obligés de demander à notre artillerie de cesser le feu : nos propres canons semaient la panique parmi nos soldats » ([164]).

Voici une autre relation rédigée par le commandant d'un corps d'armée qui lui fut confié la veille des opérations et, par conséquent, juge impartial de la préparation :

« Nous avions tout pour réussir : un plan étudié dans tous ses détails ; une artillerie puissante, bien exercée ; un temps favorable empêchant les Allemands de mettre à profit leur supériorité en aviation ; des forces plus nombreuses que celles de l'ennemi ; des réserves arrivant au bon moment ; des munitions à profusion ; j'ajouterai : un secteur particulièrement bien choisi pour une offensive ; on pouvait, tout près des tranchées, dissimuler un grand nombre de batteries ; on avait, pour accéder au

---

164 Relation de l'état-major du 20ème corps.

front, d'excellents passages protégés par des collines ; la distance entre notre ligne et celle de l'adversaire était peu considérable ; entre elles aucun obstacle naturel ne s'érigeait, qu'il aurait fallu surmonter sous le feu de l'ennemi. Enfin, nos soldats avaient été travaillés par les Comités, par les officiers et par le ministre de la guerre, Kérensky lui-même, qui étaient parvenus à les pousser en avant.

« Un succès, un très grand succès fut obtenu, sans grosses pertes de notre part. Trois lignes de tranchées fortifiées furent enfoncées et occupées ; nous n'avions plus devant nous que quelques gros ouvrages défensifs ; nous aurions pu, au bout de peu de temps, faire la guerre de mouvement ; l'artillerie ennemie était réduite au silence, nous avions capturé plus de 1.400 Allemands, nous avions pris des mitrailleuses en grand nombre et toute espèce de butin. En outre, l'adversaire avait eu beaucoup de tués et de blessés par le tir de notre artillerie. On pouvait affirmer que les troupes disposées en face de notre corps d'armée étaient hors d'état de combattre, avant longtemps...

« Dans tout notre secteur, trois ou quatre batteries seulement nous envoyaient de rares obus ; plus rarement encore en entendait trois ou quatre mitrailleuses — et des coups de fusil isolés...

« La nuit tomba...

« Je reçus alors d'inquiétantes nouvelles : les commandants des secteurs où l'on se battait m'annonçaient la désertion des soldats. De leur propre chef, les hommes abandonnaient en foule, par compagnies entières, notre première ligne que l'ennemi n'avait pas attaquée. Dans certaines positions, il n'y avait plus que le commandant du régiment avec ses officiers et quelques soldats.

« L'opération était manquée, définitivement, sans espoir.

« Ainsi, j'avais éprouvé, le même jour la joie de ce succès, acquis malgré la démoralisation de nos troupes — et l'horreur de cette reculade voulue où les soldats perdaient tout le fruit d'une victoire nécessaire à la Patrie comme l'air, comme l'eau. Je compris notre impuissance à modifier la mentalité inconsciente de nos hommes. Et longuement, amèrement, je sanglotai... ([165]). »

Cette opération sans gloire nous a causé des pertes importantes qu'il est difficile encore d'évaluer exactement : chaque jour des bandes de déserteurs rallient leurs unités. Plus de 20.000 blessés ont passé par les postes d'évacuation. Je vais indiquer, sans en tirer de conclusions, un certain nombre de chiffres, qui ne manquent pas d'intérêt : blessés grièvement, 10 % ; blessés aux doigts et à la main, 30 % ; blessés superficiellement (dont les pansements n'ont pas été retirés), 40 % — il faut compter probablement dans ce nombre beaucoup de simulateurs ; et enfin, contusionnés et malades, 20 %.

C'est ainsi que les opérations se sont terminées.

Jamais, auparavant, je n'avais eu l'occasion d'engager une bataille avec une telle supériorité en hommes et en munitions. Jamais la conjoncture ne m'avait fait entrevoir d'aussi brillantes possibilités. Sur un front de dix-neuf verstes, j'avais 184 bataillons contre 29 bataillons ennemis, 900 canons contre 300 allemands : j'ai conduit au feu 138 bataillons contre les 17 de l'adversaire qui se trouvaient en première ligne.

Et tout s'est écroulé.

De toute une série de rapports rédigés par les chefs, on peut conclure que les dispositions morales des troupes étaient,

---

165 Relation du premier corps sibérien.

immédiatement après la défaite, aussi incertaines qu'auparavant.

Trois jours après, j'ai réuni les commandants d'armée et leur ai demandé :

— Vos armées sont-elles capables de résister à une sérieuse offensive des Allemands qui mettraient en ligne leurs réserves ? On m'a répondu : Non.

— Peuvent-elles soutenir le choc des forces allemandes que nous avons actuellement devant nous ?

Le commandant de la 10ème armée déclara qu'il le croyait. Deux autres firent des réponses vagues, posèrent des conditions. Mais voici quel fut l'avis général.

« Nous n'avons pas d'infanterie. »

Je dirai plus :

Nous n'avons pas d'armée. Et il faut en créer une, sans retard, conte que coûte.

Les lois que le gouvernement vient de promulguer remettent l'armée dans la bonne voie. Mais elles n'ont pas encore pénétré profondément : il est difficile de savoir quels sentiments elles suscitent. Cependant, les répressions ne suffisent pas, c'est clair, pour tirer l'armée de l'impasse où elle s'est engagée.

On répète à chaque instant : ce sont les bolcheviks qui ont désorganisé l'armée. Je proteste contre cette explication. Elle est fausse. La débâcle a été voulue par d'autres : quant aux bolcheviks, ce ne sont que des vers abjects qui pullulent dans l'organisme suppurant.

Ce qui a désorganisé nos troupes, ce sont les lois militaires de ces quatre derniers mois. Ceux qui les ont désagrégées, ce sont des gens qui étaient, peut-être, par une ironie du destin, d'honnêtes idéalistes, mais qui ignoraient la vie, les mœurs de l'armée et les bases historiques de son existence.

Au commencement, cela s'est produit sous la pression du Soviet des députés ouvriers et soldats, institution nettement anarchique à ses débuts. Puis cela s'est transformé en système funeste et fatal.

Immédiatement après sa nomination, le ministre de la guerre m'a dit :

— Le pays et l'armée sont maintenant révolutionnés. Place au travail créateur !...

Je me suis permis de répondre :

— Il est un peu tard... »

Ici, le général Broussilov m'interrompit :

— Antoine Ivanovitch, veuillez abréger votre rapport, sinon la conférence sera trop longue.

Je compris : il ne s'agissait pas de l'étendue de mon rapport, mais bien de sa matière qu'on jugeait risquée. Je répondis :

— La question que j'ai soulevée est, à mon avis, d'une portée immense. Je demande la permission d'exprimer ma pensée jusqu'au bout — sinon je terminerai là mon discours.

Le silence régnait. J'y vis l'autorisation de continuer. Je repris :

« La déclaration des droits du soldat fut promulguée. Tous les chefs militaires, sans exception, y virent la ruine de notre force. L'ex-généralissime Alexéiev télégraphia ces mots : « cette déclaration est le dernier clou que l'on plante dans le cercueil préparé pour l'armée russe ». L'ex-commandant en chef sur le front sud-ouest, le général Broussilov, a déclaré, ici même, à Mohilev, à la conférence des commandants en chef : « Il est encore possible de sauver nos troupes et de les pousser même à l'offensive, mais à une condition : l'abolition de cette déclaration ».

Personne ne voulut nous écouter.

Le § 3 autorise les soldats à énoncer librement et sans détours leurs opinions politiques, religieuses, sociales et autres. La politique inonda l'armée.

Les hommes de la 2ème division de grenadiers du Caucase, qu'on venait de dissoudre, s'écriaient avec un étonnement qui n'était pas simulé : « Pourquoi cette sévérité ? On nous a permis de dire tout ce que nous voulions, partout où nous désirions parler — et maintenant on nous chasse ! » Ne pensez pas que cette interprétation trop vaste des « libertés » soit particulière à la masse inculte. Quand la 169ème division d'infanterie se désagrégea moralement et que ses comités exprimèrent au gouvernement provisoire, dans une forme violente à outrance, leur défiance et leur décision de ne pas attaquer, je donnai l'ordre de la dissoudre. Mais je me heurtai à une difficulté imprévue : les commissaires estimaient qu'il n'y avait pas faute commise ; il était licite de tout dire, verbalement ou par écrit ; il aurait fallu, pour sévir, constater que des ordres de combat n'avaient, en réalité, pas été exécutés.

Le § 6 ordonne que tous les imprimés, sans exception, soient remis à leurs destinataires. Une vague de libellés rédigés

par des bandits (les bolcheviks) et d'écrits défaitistes submergea l'armée. Cette littérature devint la nourriture spirituelle de nos hommes, aux frais de l'État et de la fortune nationale : on en trouve la preuve dans la comptabilité du « bureau militaire de Moscou » qui, à lui seul, procura aux soldats :

Du 24 mars au 1er mai : 7.972 exemplaires de la « Pravda », 2.000 exemplaires de la « Soldatskaïa Pravda », 30.375 exemplaires du « Socialiste-démocrate », etc.

Du 1er mai au 11 juin : 61.525 exemplaires de la « Soldatskaïa Pravda », 32.711 exemplaires du « Socialiste-démocrate », 6.999 exemplaires de la « Pravda », etc.

Cette même littérature fut dirigée sur les villages par l'intermédiaire des soldats ([166]).

Le § 14 établit qu'aucun militaire ne peut être puni sans jugement. Cette « liberté » n'intéressait que le soldat, naturellement — les officiers, comme par le passé, étaient toujours menacés de ce châtiment suprême : la révocation.

Qu'arriva-t-il ?

L'administration supérieure de la justice militaire, sans même prévenir le Grand Quartier Général, demanda aux tribunaux, avant leur démocratisation, de suspendre l'exercice de leurs fonctions — à l'exception des affaires d'une exceptionnelle gravité, la trahison, par exemple. On enlevait aux chefs leur autorité disciplinaire. Les conseils de discipline cessèrent de fonctionner, ou bien on les mit à l'index (on ne fit plus d'élections).

La justice disparaissait définitivement de l'armée.

---

[166] Compte-rendu du journal Le Front, n° 25.

Ce boycottage des conseils de discipline et ce refus d'une unité (constaté par un rapport) d'élire des jurés, sont significatifs. Le législateur peut se heurter à des faits semblables dans l'organisation des nouveaux tribunaux militaires révolutionnaires. Dans les régiments qui refuseront l'élection, il faudra instituer des jurés désignés par le gouvernement.

Le résultat de toute une série d'actes législatifs a été la ruine de l'autorité et de la discipline. On se moque des officiers : on leur a clairement exprimé défiance et mépris.

On chasse comme des laquais les chefs militaires, y compris les généralissimes.

Dans un de ses discours sur le front nord, le ministre de la guerre, pour définir l'étendue de son pouvoir, a prononcé cette phrase significative :

— En vingt-quatre heures je puis congédier tout le haut commandement, et l'armée ne protestera pas.

Dans d'autres discours, sur le front ouest, il disait aux troupes :

— Au temps du tsar, on vous poussait au combat à coups de knout ; vous aviez, dans le dos, des mitrailleuses... Les généraux du tsar vous menaient à la boucherie. Mais aujourd'hui chaque goutte de votre sang a son prix...

Au pied de la tribune où trônait le ministre, je me tenais, moi, le commandant en chef, et mon cœur se serrait douloureusement. Ma conscience parlait aussi : — C'est faux... Et je me rappelais le passé : mes braves tirailleurs de la division de fer qui ne formaient tout d'abord que huit bataillons et douze dans la suite ont fait plus de 60.000 prisonniers, ont enlevé 43 canons à l'ennemi — et jamais je n'ai eu de mitrailleuses pour les

pousser au combat. À Mésoliabortch, à Loutovisko, à Loutzk, à Tchartérysky, je ne les ai pas conduits à la boucherie. Ces lieux glorieux sont familiers à l'ex-commandant en chef du front ouest...

Mais on aurait tout pardonné, tout supporté si la préparation de la victoire l'exigeait, si cela avait pu aiguillonner le soldat et le pousser à l'offensive...

Je me permettrai de faire un parallèle.

Sur notre front, Sokolov, accompagné d'autres députés de Pétrograd, vint visiter le 703ème régiment de Souram. Il y arrivait dans la noble intention de combattre l'ignorance épaisse, la décomposition morale, particulièrement avancée dans ce régiment. On le roua de coups. Nous fûmes tous profondément indignés contre cette horde sauvage de bandits. L'alarme fut générale : les comités de toutes catégories désavouèrent, à plusieurs reprises, cet odieux attentat. Dans des discours pleins de menaces, dans des ordres du jour indignés, le ministre de la guerre condamna l'ignoble conduite des hommes de Souram. Il adressa, par dépêche, l'expression de toute sa condoléance à Sokolov...

Voici un autre fait :

Je me rappelle parfaitement en janvier 1915, où nous étions près de Loutovisko. Par un froid cruel, enfonçant dans la neige jusqu'à la ceinture, le colonel Noskov, l'héroïque manchot, combattait sans défaillance à côté de mes tirailleurs. Il conduisait son régiment à l'assaut des pentes escarpées, inaccessibles, de la hauteur 804... À ce moment, la mort l'épargna. Récemment, deux compagnies sont venues, ont demandé à voir le général Noskov, l'ont entouré et, après l'avoir tué, sont reparties.

Je poserai une question à M. le Ministre de la Guerre : a-t-il, de toute la puissance de sa parole enflammée, de toute la force de sa colère, de tout le poids de son autorité, accablé les infâmes meurtriers ? A-t-il envoyé une dépêche de condoléance à la famille du héros assassiné ?

On nous avait ôté tout pouvoir, toute autorité ; on avait fait du mot « chef » un vocable sans âme, sans vie — et, de nouveau, une dépêche, partie du Grand quartier général, est venue nous cravacher : « Les chefs qui hésiteront, dans la répression, à recourir aux armes, doivent être révoqués et cités devant les tribunaux ».

Non, Messieurs, ce n'est pas cette menace qui fera trembler les serviteurs désintéressés de la Patrie, toujours prêts à lui donner leur vie !

En résumé, les chefs supérieurs se groupent en trois catégories les uns, malgré les difficultés accablantes du service et de l'existence, sont courageusement décidés à remplir leur devoir jusqu'au bout, loyalement ; les autres laissent faire et suivent le courant ; les derniers agitent de toutes leurs forces le drapeau rouge et, héritant d'une coutume qui date de la domination tartare, rampent à plat ventre devant les nouveaux dieux de la révolution, comme ils avaient rampé devant les tsars.

Quant au corps des officiers... il m'est effroyablement pénible de traiter ce sujet de cauchemar. Je serai bref.

Sokolov, après avoir vu de près la vie militaire, s'est écrié — Je n'aurais jamais pensé que vos officiers fussent de pareils martyrs... Je m'incline devant eux.

Certes, au temps les plus sombres de l'autocratie, les « opritchniki ([167]) » du tsar et les gendarmes n'ont jamais fait subir à ceux qu'on jugeait criminels d'aussi terribles tortures morales, d'aussi injurieuses railleries que celles dont nos officiers, prêts à mourir pour la Patrie, sont les victimes de la part des masses incultes qu'excitent des misérables, la lie de la révolution.

On les insulte à tout moment. On les bat, oui, on les bat. Mais ils ne viennent pas se plaindre à vous. Ils ont honte, honte à en mourir. Dans un coin de sa cagna, plus d'un a soulagé son chagrin en versant des larmes, à la dérobée...

Beaucoup d'officiers — le fait n'a rien de surprenant — ne voient qu'une issue à leur situation, la mort au champ d'honneur. Ces quelques phrases, que je relève dans la relation d'un combat, ont un accent poignant d'héroïque sérénité et de souffrance caché :

« C'est en vain que les officiers, marchant devant les troupes, essayèrent de les enlever. À ce moment, au sommet de la redoute n° 3, un drapeau blanc fut hissé. Alors quinze officiers, suivis d'une poignée de soldats, s'élancèrent seuls, contre l'ennemi... On ignore ce qu'ils sont devenus..., on ne les a pas revus !... ([168])

Paix aux cendres de ces braves ! Que leur sang retombe sur leurs bourreaux, conscients et inconscients !

L'armée s'est écroulée. Pour la remettre dans la bonne voie, il faut prendre des mesures héroïques :

---

167 Séides du tzar Ivan le Terrible.

168 Relation du 38ème corps.

1° Le gouvernement doit reconnaître ses fautes et revenir de ses erreurs, lui qui n'a ni compris ni apprécié l'élan noble et sincère des officiers. Ceux-ci avaient appris avec joie la nouvelle du coup d'État ; ils ont donné leur vie sans compter pour la Patrie ;

2° Pétrograd, qui ignore l'armée, sa vie, ses mœurs et les bases historiques de son existence, doit cesser de promulguer des lois militaires. Toute l'autorité doit appartenir au généralissime qui ne répond de ses actes qu'au gouvernement provisoire ;

3° La politique doit être bannie de l'armée ;

4° Il faut abolir la « déclaration » dans sa partie essentielle ; supprimer les commissaires, les comités — en modifiant peu à peu les fonctions de ces derniers ([169]) ;

5° L'autorité sera rendue aux chefs. La discipline sera rétablie, de même que les formes extérieures des convenances et de l'ordre ;

6° Les nominations aux postes supérieurs ne dépendront pas seulement de la jeunesse et de l'énergie des candidats, mais aussi de leur expérience du service et de la guerre ;

7° Les chefs auront en réserve des troupes d'élite, attachées à la loi, où les trois armes seront représentées ; elles seront destinés prêtes à étouffer toute révolte militaire, elles réprimeront les violences de la démobilisation ;

---

169 Cette modification progressive fut exposée pendant le discours du Ministre de la Guerre.

8° On instituera des tribunaux militaires révolutionnaires et l'on rétablira la peine de mort à l'arrière pour les militaires et pour les civils qui commettront des crimes identiques.

Vous me demanderez si ces mesures peuvent donner de bons résultats. Je vous répondrai franchement : oui, mais dans un avenir lointain. Il a été facile de détruire — pour reconstruire il faudra du temps ; les mesures que j'ai énumérées constituent une base solide sur laquelle on pourra créer une armée forte et puissante.

Malgré l'écroulement de notre force militaire, nous devons continuer la lutte, quelque pénible qu'elle soit, même en poursuivant la retraite jusqu'à des lignes éloignées. Nos alliés ne pourront plus escompter l'appui de nos offensives. Mais, en nous retirant et en nous défendant, nous attirerons sur nous un nombre considérable de régiments ennemis qui pourraient, s'ils étaient libres, être transférés en France — y écraser les alliés et revenir ensuite nous anéantir.

Ce nouveau calvaire exigera peut-être du peuple russe et de son armée beaucoup de sang, de grandes privations, des sacrifices sans nombre. Mais nous trouverons au bout un lumineux avenir.

Il y a une autre voie à suivre — celle de la trahison. Elle donnerait pour un temps quelque soulagement à notre patrie déchirée.

Mais la malédiction dont le traître est marqué ne lui donnera pas le bonheur. Au bout de cette voie, nous trouverions l'esclavage politique, moral et économique.

Le sort du pays dépend de son armée.

Dans la personne des ministres ici présents, je m'adresse au gouvernement provisoire :

Menez la Russie à la vérité et à la lumière « sous l'étendard de la liberté ». Mais donnez-nous la possibilité effective, pour défendre cette liberté, de conduire nos troupes au combat sous nos vieux drapeaux de guerre. Nous en avons — ne craignez rien ! — effacé le nom de l'autocrate, nous l'avons effacé à tout jamais de nos cœurs. Il n'existe plus. Mais il y a la Patrie. Une mer de sang a été versée. Il y a la gloire des victoires passées.

Vous autres, vous avez piétiné nos drapeaux, dans la boue. L'heure est venue : ramassez-les, et inclinez-vous devant eux... ... Si vous avez une conscience !... »

* * *

J'avais terminé mon discours. Kérensky se leva, me serra la main, et me dit :

— Je vous remercie, général, de vos paroles courageuses, et sincères.

Plus tard, quand il déposa devant la commission suprême d'enquête ([170]), Kérensky expliqua son attitude en disant qu'il n'avait pas voulu approuver le sens de mon discours, mais seulement la fermeté que j'avais témoignée. Il avait eu l'intention de marquer son respect pour toute opinion indépendante, fût-elle diamétralement opposée aux sentiments du gouvernement. Mais en réalité — ici je cite ses paroles : « Le général Dénikine traçait pour la première fois le programme de la revanche : il composait la musique de la future réaction militaire ». Il y a là une profonde erreur. Nous n'avions certes pas oublié les causes de la défaite de Galicie en 1915, mais d'autre part, nous ne pou-

---

[170] Dans l'affaire Kornilov.

vions pas pardonner Kalouche et Tarnopol en 1917. Notre devoir, notre droit, notre obligation morale, c'était de rendre impossibles et la Galicie et Tarnopol.

Après moi, le général Klembovsky prit la parole. J'étais sorti : je n'entendis que la fin de son discours. En termes mesurés, mais dans le même esprit que moi, il exposa la situation de ses troupes. Il termina par une proposition que, seul, le désespoir le plus profond avait pu lui inspirer : il demandait qu'on supprimât l'autorité unique du chef ; celui-ci serait remplacé par un triumvirat constitué par le commandant du front, un commissaire et un soldat élu par ses camarades.

Le général Alexéiev était souffrant. Il prononça un bref discours où il analysa la situation de l'arrière et les dispositions des réserves et des garnisons. Il confirma une grande partie de mes assertions.

Le général Roussky, qui suivait alors un traitement aux eaux du Caucase et qui n'était plus très au courant de la vie de l'armée, examina la situation d'après les discours qu'il venait d'entendre. Il mit en parallèle, au point de vue historique et au point de vue moral, l'armée d'autrefois et l'armée révolutionnaire. Il fut cassant et violent. Quand Kérensky prit la parole, il découvrit dans le discours de Roussky un appel à restaurer... l'ancien régime autocratique. Les hommes nouveaux ne pouvaient comprendre la douleur profonde de ce vieux soldat devant le désastre de l’armée. Kérensky ignorait probablement que les groupes tsaristes avaient, de leur côté, furieusement accusé Roussky de libéralisme, à propos du rôle qu'il avait joué dans l'abdication de l'empereur.

On lut ensuite la dépêche de Kornilov. En voici les principales thèses : il fallait rétablir la peine de mort à l'arrière, surtout pour refréner les débordements des bandes de réservistes ; restituer aux chefs leur autorité disciplinaire ; limiter les compé-

tences des comités de troupe et les rendre responsables de leurs actes ; interdire les meetings, la propagande antipatriotique, l'accès dans la zone des armées de tous les délégués, de tous les agitateurs politiques. Tous ces vœux, je les avais formulés dans mon rapport : on leur donna le nom de « réaction militaire ». Mais Kornilov apportait de plus des propositions d'un autre genre : il demandait qu'on renforçât l'institution des commissaires aux armées. On enverrait des commissaires dans tous les corps d'armée, on leur donnerait le droit de confirmer les verdicts des tribunaux militaires révolutionnaires. Il demandait encore une épuration décisive du haut commandement. Cette dernière clause impressionna vivement Kérensky. Il y vit « une profondeur et une largeur d'idées » autrement intéressantes que les opinions des « vieux raisonneurs » enivrés, à son jugement, « du vin de la haine... » Il y avait là, sûrement, un malentendu. L'épuration de Kornilov ne visait nullement les chefs attachés aux fortes traditions militaires (on avait alors le tort d'assimiler ces hommes aux monarchistes réactionnaires), mais bien les mercenaires de la révolution, gens sans convictions, sans caractère, incapables de prendre leurs responsabilités.

Tout en reconnaissant l'exactitude des faits exposés par nous, touchant la situation générale des armées, Savinkov, commissaire du front sud-ouest, déclara, en son propre nom, que la démocratie révolutionnaire n'en était pas responsable : l'ancien régime lui avait donné en héritage des soldats qui n'avaient aucune confiance en leurs chefs. Parmi ces derniers, il y avait bien des suspects, au point de vue militaire comme au point de vue politique. Le rôle des nouvelles institutions révolutionnaires était de rétablir des rapports normaux entre les officiers et les soldats. (Les commissaires étaient, en outre, « les yeux et les oreilles » du gouvernement provisoire).

La conférence fut levée sur un discours de Kérensky. Le ministre justifia les mesures prises, prouva que la « démocratisation » de l'armée avait été une fatalité inévitable. Il nous re-

procha de chercher la cause de notre défaite uniquement dans la révolution et dans son influence sur les soldats russes, fit une charge à fond contre l'ancien régime et ne sut pas, en définitive, nous stimuler à collaborer avec le gouvernement.

On se sépara tristement. On avait l'impression qu'on ne s'était pas compris les uns les autres. Moi, tout particulièrement. Mais je gardais l'espoir — hélas ! Je me trompais — que notre voix serait entendue.

Cette espérance, une lettre que Kornilov m'adressa, peu après sa nomination au poste de chef suprême, vint la confirmer :

« J'ai lu, avec une très sincère et très profonde satisfaction, le rapport que vous avez fait au Grand Quartier Général le 16 juillet. Je le contresigne des deux mains. Je salue très bas votre énergie et votre courage qui m'ont enchanté. Je crois fermement qu'avec l'aide de Dieu nous pousserons jusqu'au bout la réorganisation de notre chère armée, à laquelle nous rendrons la volonté de vaincre ».

La destinée devait cruellement bafouer notre confiance en l'avenir.

XXX – LE GÉNÉRAL KORNILOV

Deux jours après les délibérations de Mohilev, le général Broussilov dut quitter le poste de généralissime. On avait tenté de mettre à la tête des armées russes un homme qui adhérait aux nouvelles mesures du gouvernement provisoire avec un loyalisme, indiscutable, et qui les approuvait. L'expérience n'avait pas réussi. On abandonnait le chef qui, jadis, en entrant en charge, avait ainsi défini sa mission providentielle ([171]) : « Je suis chef de l'armée révolutionnaire. J'ai été nommé à ce poste lourd de responsabilités par le peuple révolutionnaire et par le gouvernement provisoire, d'accord avec le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd. C'est moi qui, le premier, ai passé du côté du peuple : je suis au service du peuple, je le servirai toujours et ne m'en séparerai jamais. »

Dans ses dépositions devant la commission d'enquête, Kérensky a exposé les motifs de la révocation de Broussilov : la situation du front était désespérée ; une avance des Allemands était possible, il fallait, aux armées, une volonté ferme et un plan précis ; Broussilov était incapable de prévoir les éventualités graves et d'y parer ; enfin, il n'avait aucune influence sur les soldats ni sur les officiers.

Quoi qu'il en soit, le départ du général Broussilov n'est pas un simple épisode de la vie administrative : en se séparant du généralissime, le gouvernement avouait, sans détours, la faillite de sa politique militaire.

---

[171] 9 juillet — réponse aux félicitations du Soviet de Mohilev.

Le 19 juillet, un décret du gouvernement provisoire portait au poste de chef suprême Lavr Guéorguiévitch Kornilov, général d'infanterie.

J'ai raconté — au chapitre VII — mon entrevue avec Kornilov qui commandait alors les troupes de la région militaire de Pétrograd. Sa nomination à ce poste avait eu pour unique but de ramener dans le devoir et la subordination la garnison de la capitale. Kornilov ne put y réussir. Habitué aux batailles, capable d'entraîner par son courage, par son sang-froid, par son mépris de la mort, de vrais soldats, le général ne pouvait s'entendre avec cette tourbe de fainéants et de mercantis qu'était devenue la garnison de Pétrograd.

Son apparence bourrue, sa parole sèche, qu'une émotion sincère n'animait qu'à de rares intervalles, le contenu de ses propos surtout — tout cela ressemblait si peu aux mots d'ordre vertigineux suscités par la révolution ; sa simple foi de soldat, catéchisme du devoir, n'avait rien qui pût enflammer les troupes de Pétrograd. Son inaptitude aux petitesses de la politique, son aversion professionnelle pour les procédés qu'appliquaient, en joignant leurs efforts, les bureaucrates de carrière, les sectaires des partis avancés et les conspirateurs, l'empêchaient, malgré son titre de commandant de la région militaire de Pétrograd, d'influer sur le gouvernement et de s'imposer au Soviet qui, d'ailleurs, sans motifs, se défia du général dès sa nomination.

Kornilov aurait pu mater les prétoriens de Pétrograd, au risque de périr lui-même dans la lutte ; mais il ne pouvait pas gagner leurs sympathies.

Lui-même, il avait le sentiment que l'atmosphère de la capitale ne lui convenait pas. Le 21 avril, après la première émeute bolcheviste, le comité exécutif du Soviet arrêta que, sans son autorisation, aucune troupe ne pourrait sortir, en armes, de la

caserne. Cette décision força Kornilov à abandonner un poste qui ne lui donnait aucun droit, tout en lui imposant une lourde responsabilité. Son désistement avait encore une autre cause : le commandant en chef de la région militaire de Pétrograd ne dépendait pas du Grand quartier général, mais du ministre de la guerre. Or, le 30 avril, Goutchkov donna sa démission : Kornilov ne voulut pas rester aux ordres de Kérensky, vice-président du Soviet de Pétrograd.

La garnison et les chefs militaires de la capitale se trouvaient dans une situation inextricable. On dut, coûte que coûte, chercher une solution à ce problème compliqué. Le Grand quartier général, d'accord avec l'état-major de la région de Pétrograd, établit un projet dont Kornilov avait pris l'initiative et que le général Alexéiev approuvait pleinement. Il s'agissait de créer un front spécial, chargé de défendre les voies d'accès à la capitale par la Finlande et le golfe de Finlande. Ce front aurait été constitué par les troupes de Finlande, de Cronstadt, du bord de la mer, des fortifications de Reval et par la garnison de Pétrograd. Les bataillons de réserve, transformés en régiments actifs, auraient été groupés en brigades. La flotte de la Baltique aurait — probablement — été comprise dans le système. Ce plan, parfaitement logique au point de vue stratégique, d'autant plus qu'on annonçait un important renforcement des effectifs allemands sur les routes conduisant à Pétrograd, aurait permis au commandant en chef d'opérer, de plein droit, des dislocations de troupes, à des échanges entre le front et l'arrière, etc. Je ne sais si l'on serait arrivé ainsi à délivrer la capitale de sa garnison, devenue un vrai fléau pour les habitants, pour le gouvernement provisoire et même, en septembre, pour les éléments non bolchevistes du Soviet. Dans sa première déclaration, le gouvernement avait promis, avec une légèreté inconcevable, « de ne pas désarmer les troupes qui avaient pris part au mouvement révolutionnaire et de les maintenir à Pétrograd ». Le nouveau projet s'effondra d'ailleurs au départ de Kornilov ; ceux qui remplacèrent le général, nommés successivement par Ké-

rensky, étaient trop indécis au point de vue politique et trop ignorants au point de vue militaire pour diriger un ensemble de troupes aussi considérables.

À la fin d'avril, Goutchkov, avant de démissionner, désira nommer Kornilov au poste de commandant en chef du front nord, poste que laissait vacant la destitution du général Roussky. Le général Alexéiev et moi, nous étions en conférence avec Thomas et les représentants de l'armée française, quand on vint me prier d'aller à l'appareil Hughes pour m'entretenir avec le ministre de la guerre. Je devais servir d'intermédiaire entre le général Alexéiev qui siégeait à la conférence et Goutchkov alité par la maladie. Les pourparlers furent très compliqués et très laborieux : j'étais forcé de donner une forme quelque peu conventionnelle aux propositions que je communiquais. Goutchkov insistait, Alexéiev résistait. Plus de six fois, je transmis des répliques dont le ton, mesuré au début, devenait de plus en plus vif.

Goutchkov appuyait sur la désorganisation du front nord : il fallait un chef énergique. Il estimait nécessaire de ne pas éloigner Kornilov de Pétrograd : on devait prévoir toutes les éventualités politiques... Alexéiev répondait par un refus catégorique. Il se taisait sur « les éventualités politiques » mais alléguait la jeunesse, le manque d'expérience de Kornilov, l'inopportunité de le nommer plutôt que d'autres généraux plus expérimentés et mieux renseignés sur ce secteur, le général Dragomirov (Abram) par exemple. Cependant, le lendemain, une dépêche officielle du ministre à propos de la nomination de Kornilov ayant été reçue, Alexéiev déclara qu'il s'y opposait formellement et que, si l'on passait outre, il quitterait immédiatement son poste.

Jamais encore le généralissime n'avait été aussi inflexible dans ses rapports avec Pétrograd. Plusieurs, parmi lesquels Kornilov lui-même — il me l'a avoué depuis — ont eu l'impression qu'il s'agissait de quelque chose de plus sérieux que la no-

mination d'un commandant en chef... il y avait aussi l'appréhension de voir surgir « le futur dictateur ». Cette supposition tombe d'ailleurs si l'on se rappelle qu'on voulait — avec l'assentiment d'Alexéiev — organiser un front de Pétrograd, spécialement pour Kornilov, circonstance de la plus haute importance et grosse d'éventualités.

Au début de mai, Kornilov prit le commandement de la 8ème armée, sur le front sud-ouest. Le général Dragomirov fut nommé commandant en chef du front nord.

Et c'est là une deuxième circonstance qui permettra de comprendre l'énigme des rapports qui s'établirent dans la suite entre les généraux Alexéiev et Kornilov.

Ce dernier trouva la 8ème armée — il l'a dit lui-même, en complète décomposition. « Pendant deux mois, déclare-t-il, j'ai dû, presque chaque jour, me mêler aux troupes, expliquer aux soldats la nécessité de la discipline, encourager les officiers, démontrer aux hommes l'urgence d'une offensive... J'ai acquis à ce moment la conviction qu'il fallait, pour enrayer la désorganisation de notre armée, des mesures décisives et des chefs énergiques. Officiers et soldats attendaient cette intervention décidée. Parmi eux, tous ceux qui comprenaient la situation étaient fatigués de l'anarchie qui régnait » ([172]).

Nous avons déjà vu — au chapitre XXI — ce que furent les tournées d'inspection de Kornilov. A-t-il réussi à éveiller la conscience dans la masse des soldats ? — je ne le crois guère. Pour la 8ème armée, le Kalouche du 28 juin et le Kalouche du 8 juillet nous montrent, avec la même netteté, l'un, le visage du héros, l'autre, celui de la brute. Cependant, parmi les officiers et dans le petit groupe des vrais soldats, le prestige du général grandissait de jour en jour. Il grandissait aussi dans l'opinion

---

[172] Extrait de ses dépositions devant la commission d'enquête.

des milieux russes étrangers au socialisme. Aussi quand le général Goutor qui avait été élevé au poste extrêmement important de commandant en chef du front sud-ouest pour l'unique motif qu'il n'était pas réfractaire à la démocratisation de l'armée s'était, après la déroute du 6 juillet, effondré accablé, désespéré, le seul qui pût prendre sa place fut Kornilov (nuit du 7 au 8 juillet).

...Mais le spectre du « général monté sur un cheval blanc » flottait déjà dans l'air et hantait les cerveaux.

Broussilov s'opposa vivement à cette nomination. Kérensky hésita un instant. Mais la situation était désespérée ; Kornilov était hardi, courageux, sévère, ferme, indépendant : il ne reculerait devant aucune mesure urgente, devant aucune responsabilité. Kérensky ([173]) estimait que les qualités de Kornilov, si dangereuses au cas d'une victoire, pouvaient, au cours de la déroute, rendre d'éminents services. Du reste, quand le maure a fini sa tâche ([174]), il n'est pas difficile de le congédier... Et Kérensky insistait pour que Kornilov fût nommé commandant en chef du front sud-ouest.

Trois jours après sa nomination, Kornilov télégraphia au gouvernement provisoire : « Si le gouvernement ne contresigne pas les mesures que je propose et me refuse les moyens de sauver l'armée et de l'employer à la défense de la Patrie et de la liberté, ce qui est sa destination réelle, je déclare que moi, le général Kornilov, je déposerai mes pleins pouvoirs, de mon propre chef. »

Une série de dépêches politiques rédigées par Kornilov, causa, dans tout le pays, une émotion considérable, emplissant

---

173 Déposition de la commission d'enquête.

174 Allusion à un passage de Schiller, souvent cité dans les débats de la Douma d'Empire.

les âmes de crainte, d'animosité ou d'espérance... Kérensky hésitait... mais il avait, pour le rassurer, les commissaires et les comités... Le front sud-ouest se stabilisait et rentrait, peu à peu, dans l'ordre, grâce à la lutte impitoyable de Kornilov contre les bolcheviks de l'armée... Puis, il y avait l'accablant isolement où se trouvait le ministre depuis la conférence du 16 juillet... Il était impossible de maintenir Broussilov au poste de chef suprême ; on ne pouvait compter sur les généraux de la nouvelle école : les expériences qu'on avait tentées en nommant Broussilov et Goutor l'avaient bien démontré... Les injonctions de Savinkov étaient pressantes... Tous ces motifs déterminèrent Kérensky à nommer Kornilov généralissime, bien que le ministre se rendît parfaitement compte qu'il n'éviterait pas les conflits dans l'avenir : il se heurterait fatalement contre cet homme qui était foncièrement réfractaire à sa nouvelle politique militaire. Kérensky prit cette décision, le fait n'est pas douteux, dans un accès de désespoir. Et c'est le désespoir aussi qui lui inspira la nomination de Savinkov au poste d'administrateur du ministère de la guerre.

Les conflits se produisirent avant qu'on ne les eût attendus. Kornilov, dès qu'il eut en mains le décret de sa nomination, envoya au gouvernement provisoire une dépêche où il « communiquait » les conditions qu'on devait accepter, si l'on voulait « qu'il conduisît le peuple à la victoire et obtînt rapidement une paix juste et honorable » :

1) Il n'assumerait de responsabilité qu'envers sa conscience et le peuple russe ;

2) Aucune autorité étrangère n'interviendrait dans ses dispositions militaires et, par conséquent, dans la nomination des officiers supérieurs ;

3) Les mesures adoptées naguère sur le front s'étendraient à tous les points de l'arrière où se trouvaient des réserves ;

4) On accepterait les propositions qu'il avait transmises, par le télégraphe, à la conférence du Grand Quartier Général, le 16 juillet.

Quand je lus cette dépêche dans les journaux, je fus extrêmement surpris par la première de ces prescriptions. En matière de droit gouvernemental, c'était fort original : elle établissait la souveraineté absolue du généralissime jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante. J'attendis avec impatience la réponse du gouvernement. Elle ne vint pas. Il paraît qu'au conseil des ministres, à l'arrivée de l'ultimatum signé par Kornilov, il s'éleva de vifs débats. Kérensky exigea, afin de consolider l'autorité du pouvoir suprême, la révocation immédiate du nouveau généralissime. Le gouvernement s'y opposa et Kérensky, passant sous silence les autres paragraphes de la dépêche, ne répondit que sur le deuxième point : il reconnaissait au chef suprême le droit de choisir lui-même ses collaborateurs immédiats.

Contrairement aux règles qu'on avait suivies auparavant, le gouvernement avait en même temps que la nomination de Kornilov, et sans en prévenir ce dernier, décrété celle du général Tchérémissov au poste de commandant en chef du front sud-ouest. Kornilov y vit une atteinte à ses droits et envoya un nouvel ultimatum où il déclarait qu'il abandonnerait ses fonctions si le général Tchérémissov n'était pas rappelé — et sans retard. Il refusa de se rendre à Mohilev, avant la solution de cette question. Tchérémissov, de son côté, était extrêmement irrité et menaçait d'entrer « grenades en mains » à l'état-major du front : il exigeait que ses prérogatives de commandant en chef fussent confirmées.

L'affaire s'envenima. Kornilov télégraphia à Pétrograd ([175]) qu'il estimait nécessaire la mise de Tchérémissov à la retraite : « Pour consolider la discipline dans les troupes, nous avons décidé l'application de mesures très sévères qui frappent les soldats ; les mêmes mesures doivent s'appliquer également aux chefs supérieurs ».

La révolution avait bouleversé tous les rapports en matière de discipline. Comme soldat, je ne puis voir en tous ces événements qu'un attentat contre l'autorité du gouvernement provisoire (s'il en a jamais eu) ; je suis forcé de reconnaître au gouvernement le droit et le devoir de faire respecter son pouvoir par tous les citoyens. Mais, en ma qualité de chroniqueur, j'ajouterai ceci : les chefs militaires n'avaient pas le choix des moyens ; il s'agissait d'arrêter, coûte que coûte, la décomposition de l'armée ; si le gouvernement avait possédé une autorité réelle, s'il avait pu, s'il avait su l'exercer en s'appuyant sur la force au service du droit, il n'aurait encouru ni les ultimatums du Soviet, ni ceux des grands chefs. Bien plus, il aurait évité et le 27 août (qui eût été inutile) et le 25 octobre (qui eût été impossible).

Pour finir, le commissaire Filonenko arriva à l'état-major du front et annonça à Kornilov que le gouvernement avait, en principe, accepté toutes ses propositions. Tchérémissov était mis à la disposition du gouvernement provisoire. On nomma commandant en chef du front sud-ouest, à l'aveuglette et en toute hâte, le général Balouïev et Kornilov entra en charge le 24 juillet.

Le spectre du « général monté sur un cheval blanc » ([176]) se dessinait, de plus en plus distinct.

---

175 Conversation, par le télégraphe, avec le colonel Baranovsky.

176 Locution en vogue pour désigner un dictateur militaire.

Beaucoup de gens, fatigués, désespérés de la folie, de la honte où s'enlisait la Russie, fixaient les yeux sur lui. Il attirait les vertueux et les malhonnêtes, les sincères et les intrigants, les hommes politiques, les soldats et les aventuriers. Et tous lui criaient :

— Sauve-nous !

Quant à lui, le soldat intègre, le grand patriote — peu versé dans la politique, connaissant peu les hommes, désespéré dans l'âme et aspirant à donner héroïquement sa vie pour le pays, exalté par les sympathies vraies et par les flatteries, espérant, comme tout le monde, la venue de l'homme prédestiné qu'on attendait, dans une tension nerveuse inouïe — il finit par croire au caractère providentiel de sa mission. Dans cette foi, il vécut et combattit : elle ne s'éteignit qu'avec lui sur les rives escarpées du Kouban.

Kornilov devint un drapeau. Pour les uns, celui de la contre-révolution, pour les autres, celui du salut de la Patrie.

Autour de ce drapeau commença la lutte pour l'influence, pour l'autorité, entre des gens qui, sans lui, n'auraient pu sortir de la foule.

Le 8 juillet déjà, à Kamenetz-Podolsk se produisit un fait significatif. Dans l'entourage de Kornilov, un premier conflit éclata entre deux hommes : Savinkov et Zavoïko. Savinkov était le révolutionnaire russe le plus en vue, chef du groupe terroriste actif du parti socialiste-révolutionnaire, organisateur des principaux attentats politiques : assassinats de Plehve, ministre de l'intérieur, du grand duc Serge Alexandrovitch et autres. Énergique, cruel, réfractaire à toutes les injonctions de la « morale conventionnelle », méprisant Kérensky et le Gouvernement provisoire, il avait soutenu par des considérations utilitaires le gouvernement provisoire, qu'il était prêt à balayer, à la première

occasion. Il vit en Kornilov un instrument qui l'aiderait à créer un solide pouvoir révolutionnaire où il aurait lui, Savinkov, la première place. Quant à Zavoïko, c'est un de ces personnages étranges qui sont venus entourer Kornilov et qui ont joué, pendant les journées d'août, un rôle si important. D'où venait-il ? Kornilov ne l'a jamais bien su. Quand il déposa devant la commission d'enquête, Kornilov déclara qu'il avait fait la connaissance de Zavoïko en avril 1917. Zavoïko avait été jadis « maréchal de noblesse » dans le district de Gaïssine (gouvernement de Podolie), il avait travaillé ensuite aux usines Nobel, à Bakou, puis — selon ses propres dires — s'était occupé de recherches géologiques au Turkestan et en Sibérie occidentale. En mai, il était arrivé à Tchernovitzy : incorporé au régiment de cavalerie du Daghestan comme volontaire, il avait été attaché à l'état-major de l'armée en qualité d'ordonnance de Kornilov.

Voilà tout ce qu'on sait du passé de Zavoïko.

La première dépêche de Kornilov au gouvernement provisoire fut, tout d'abord, rédigée par Zavoïko qui « en avait fait une sorte d'ultimatum menaçant le gouvernement, au cas où les exigences formulées essuieraient un refus, d'instituer la dictature militaire sur le front Sud-Ouest ([177]) ». Les conseils de Savinkov l'emportèrent. Kornilov consentit même à écarter Zavoïko : il le fit conduire hors de la zone des armées — mais, bientôt, il le rappela.

J'ai connu tous ces détails dans la suite. Pendant les événements que je raconte, je me trouvais encore à Minsk, plongé dans un travail intense : il ne s'agissait plus d'organiser une offensive, mais de défendre de mon mieux le front à demi effondré. Je n'avais aucun renseignement, il ne m'arrivait même aucune rumeur touchant ce qui se passait dans les hautes sphères de l'administration et de l'autorité militaire. Mais je sentais bien

---

[177] Savinkov. « L'affaire Kornilov ».

que dans tous les rapports exigés par le service, le pouls battait impétueusement.

* * *

À la fin de juillet, le Grand Quartier Général m'offrit, à ma très grande surprise, le poste de commandant en chef du front sud-ouest. Je m'adressai, par le télégraphe, au général Loukomsky, chef d'état-major du généralissime : j'étais prêt à exécuter l'ordre qu'on me donnait, j'irais où l'on voudrait, mais j'aurais désiré connaître les motifs de ce changement. S'ils étaient d'ordre politique, je demandais instamment qu'on me laissât à mon poste actuel. Loukomsky m'affirma que, seule, l'importance considérable du front sud-ouest au point de vue stratégique avait déterminé Kornilov à m'y envoyer. On y projetait des opérations actives. La nomination se fit.

Je me séparai, tristement, de mes collaborateurs ; mais j'emmenai mon ami, le général Markov. En passant, je m'arrêtai à Mohilev. Au Grand Quartier général, l'atmosphère était surchauffée : partout régnaient l'animation et l'espérance, mais rien ne donnait l'impression d'une conspiration perpétrée dans le mystère. D'ailleurs, en ces matières, les officiers du Grand quartier étaient extrêmement inexpérimentés, extrêmement naïfs ; un peu plus tard, quand on commença réellement à conspirer, le « complot » était tellement évident qu'il eût fallu être aveugle pour n'y rien voir, sourd pour n'y rien entendre.

Le jour de notre arrivée au Grand Quartier, Kornilov avait réuni tous ses chefs de département : on devait discuter le « programme Kornilov » élaboré en vue de réorganiser l'armée. Je fus invité à cette conférence. Je n'énumérerai pas les propositions fondamentales du programme — déjà exposées par moi et aussi dans les dépêches impérieuses de Kornilov. C'étaient, par exemple, l'institution de tribunaux militaires révolutionnaires et de la peine de mort à l'arrière, le rétablissement du pouvoir dis-

ciplinaire des chefs, le relèvement de leur autorité, la limitation de la compétence pour les Comités qu'on rendrait, de plus, responsables, etc.

Mais, à côté d'articles clairs et indiscutables, il y avait, dans le projet établi par les bureaux du Grand quartier, plusieurs paragraphes qui trahissaient l'esprit bureaucratique, et qui n'étaient pas viables. Ainsi, pour rendre la discipline plus acceptable et pour éviter de choquer la démocratie révolutionnaire, les auteurs du programme avaient imaginé une échelle détaillée des plus curieuses, où les peines étaient exactement proportionnées aux manquements à la discipline. Et cela à une époque où le torrent de la vie débordait, tous les rapports sociaux étaient foulés aux pieds, toute règle abolie, où chaque jour de nouvelles impulsions innombrables ébranlaient et transformaient l'ordre établi.

Quoi qu'il en fût, le commandement suprême s'était engagé dans la bonne voie ; la personnalité même de Kornilov garantissait que le gouvernement serait contraint de marcher, lui aussi, par ce chemin. Évidemment, on aurait à soutenir une interminable lutte contre les Soviets, les Comités et les soldats. Mais on était encouragé par la netteté du programme, on pouvait travailler sur un terrain ferme. D'autre part, les innovations de Kornilov avaient l'appui du ministère de la guerre, administré par Savinkov : on pouvait espérer qu'on en finirait bientôt avec les indécisions, les hésitations de Kérensky. Le sentiment du gouvernement provisoire, dans son ensemble, n'avait, pratiquement, aucune importance ; il n'aurait pu, du reste, s'exprimer dans un acte officiel... Kérensky semblait alors échapper quelque peu à la pression du Soviet ; mais, de même qu'il tranchait, autrefois, les questions politiques les plus importantes en dehors du gouvernement, avec le concours des groupes essentiels du Soviet, maintenant, au mois d'août, les affaires d'État étaient gérées, par-dessus la tête des socialistes et des libéraux du gou-

vernement, par un triumvirat composé de Kérensky, de Nékrassov et de Téréchtenko.

À la fin de la séance, Kornilov me demanda de rester auprès de lui et, lorsque tout le monde fut parti, il me dit à voix basse, il murmura presque :

— Il faut lutter. Autrement, le pays est perdu. X... est venu me voir. Il nourrit toujours son projet de coup d'État : il veut mettre sur le trône le grand duc Dimitri Pavlovitch. Il fait ses préparatifs et m'a proposé de collaborer avec lui. Je lui ai déclaré nettement que je ne m'engagerai dans aucune aventure des Romanov. Le gouvernement, de son côté, se sait absolument impuissant. On me propose d'en faire partie. Je ne le veux pas. Ces messieurs ont trop d'attaches aux Soviets, ils sont incapables de prendre une décision ferme. Je leur dis ceci : donnez-moi le pouvoir et j'entreprends la lutte décisive. Il faut conduire la Russie jusqu'à la réunion de l'Assemblée Constituante. À ce moment-là, qu'on fasse ce qu'on voudra. Je me retirerai et ne gênerai personne. Antoine Ivanovitch, puis-je compter sur votre appui ?

— Pleinement.

C'était la deuxième fois que je voyais Kornilov ; c'était la deuxième conversation que j'avais avec lui. Après nous être cordialement embrassés, nous nous séparâmes, et nous ne nous revîmes... qu'en prison, à Bykhov.

XXXI – MON SERVICE AU POSTE DE COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES DU SUD-OUEST. LA CONFÉRENCE DE MOSCOU. LA CHUTE DE RIGA

Je fus vivement touché par cette lettre de M.-V. Alexéiev :

« Mentalement je vous accompagne à votre nouveau poste. C'est à un effort vraiment héroïque que je vous vois destiné. On a beaucoup parlé, mais peu agi. Même après le 16 juillet, notre grand bavard national n'a rien fait... L'autorité des chefs s'effrite chaque jour... Si vous avez besoin, en quoi que ce soit, de mon assistance, de ma collaboration, je suis prêt à partir pour Berditchev, à me rendre aux armées auprès de n'importe quel chef... Dieu vous garde ! »

Voilà un homme, dans la plus haute acception du terme. Rien n'a pu altérer son caractère, ni les grades les plus élevés, ni les vicissitudes de la fortune. Tout entier, il s'est donné à son travail modeste et désintéressé pour le salut au bénéfice du pays natal.

Autre front, autres gens. Le front Sud-Ouest se remettait peu à peu de la terrible secousse de juillet. Mais ce n'était pas la vraie convalescence, que saluaient certains optimistes. On recouvrait, à peu près, l'état d'esprit d'avant l'offensive — voilà tout. Entre officiers et soldats, c'étaient les mêmes relations pénibles ; comme autrefois, on négligeait le service ; on désertait ; on n'avait aucune envie de combattre, mais cette attitude ne se manifestait pas violemment, parce qu'on était en pleine accalmie. Enfin, je retrouvais la même propagande bolcheviste,

considérablement accrue, du reste, et souvent dissimulée sous le couvert des Comités. Elle profitait aussi des élections à l'Assemblée Constituante, qu'il fallait préparer. Je possède un document qui concerne la 2ème armée du front Ouest. Il constitue une démonstration significative et probante de la singulière tolérance témoignée aux perturbateurs par les représentants du gouvernement et de l'autorité militaire, sous le prétexte d'assurer la liberté et la compétence des soldats électeurs. Voici la copie d'une dépêche officielle adressée à tous les bureaux de la 2ème armée : « Le commandant de l'armée, d'accord avec le commissaire, a autorisé, à la demande des soldats socialistes-démocrates bolchevistes, l'ouverture du 15 au 18 octobre, auprès du Comité des troupes, d'un cours destiné à former des instructeurs appartenant à ce parti, en vue des élections à la Constituante. Un représentant des organisations bolchevistes par unité devra être envoyé à ces cours. Numéro 1644. Souvorov ([178]).

Les institutions révolutionnaires, absorbées par leur lutte avec la contre-révolution, laissaient passer, sans songer à les réprimer, des faits exaspérants : au siège même de l'état-major du front, à Berditchev, des meetings acclamèrent les revendications les plus extrêmes des bolcheviks ; le journal local « la Pensée libre », sans la moindre équivoque, menaçait les officiers d'une « Saint-Barthélemy ».

Le front existait, c'est tout ce qu'on pouvait en dire. De temps à autre éclataient des émeutes qui s'éteignaient dans le sang : assassinats du général Hirschfeld, de Stéphanovitch, du commissaire Lindé... On prit certaines mesures préliminaires, on effectua certaines concentrations de troupes — en vue d'opérations stratégiques, mais il était impossible d'agir avant d'avoir appliqué le « programme Kornilov » et d'en avoir étudié les résultats.

[178] Chef d'état-major de l'armée.

Et j'attendais avec une impatience extrême.

Les institutions révolutionnaires (commissariat et comité) du front Sud-Ouest jouissaient d'une situation particulière ; elles n'avaient pas eu besoin de s'emparer de l'autorité : une partie leur en avait été concédée, bénévolement, par une série de commandants en chef : Broussilov, Goutor, Balouïev. Aussi, dès mon arrivée, elles me reçurent en ennemi. Le Comité du front Ouest donna, sur mon compte, des renseignements terribles : le Comité du front Sud-Ouest en fit son profit et mit en bonne place, dans le numéro de son journal qui suivit mon entrée en charge, un avertissement solennel aux « ennemis de la démocratie ». Connue par le passé, je n'avais jamais recours à la collaboration du commissariat. Quant au Comité, je lui fis savoir que je me mettrais en rapport avec lui, à la condition qu'il s'en tînt, strictement, à la compétence déterminée par la loi.

Le commissaire du front s'appelait Gobetchio. Je le rencontrai une fois, par hasard. Peu de jours après, il fut envoyé au Caucase et remplacé, dans ses fonctions, par Jordansky ([179]). Sitôt arrivé, celui-ci rédigea un « ordre du jour aux troupes du front ». J'eus beaucoup de peine ensuite à lui faire comprendre qu'il ne peut y avoir deux commandements sur un même front. Jordansky et ses adjoints Kostitsyne et Grigoriev — un littérateur, un zoologiste et un médecin — n'étaient peut-être pas les premiers venus dans leurs spécialités, mais ils ignoraient profondément les milieux militaires. Aucun rapport immédiat entre eux et le soldat.

Le Comité du front n'était ni meilleur, ni pire que les autres. Il était « défensiste » et appuyait même les mesures de répression que Kornilov avait arrêtées en juillet. Mais, à aucun

---

[179] Ancien directeur de la revue *Le Monde contemporain*. Socialiste-démocrate, il dirige aujourd'hui un journal bolcheviste à Helsingfors.

degré, ce n'était une institution vraiment militaire, faisant corps avec l'armée (pour son bien ou pour son mal). Ce n'était que l'organe de différents partis. Il avait introduit la politique sur le front, et il s'en donnait à cœur joie, ce Comité qui se composait de toutes les fractions des partis socialistes. Il faisait une propagande effrénée, organisait des congrès où les représentants des troupes étaient « travaillés » par tous les groupes socialistes, par ceux aussi, naturellement, qui témoignaient le plus d'hostilité au gouvernement. J'essayai d'enrayer leur action : les opérations stratégiques qui se préparaient, le pénible moment de transition que nous traversions m'y avaient incité ; le commissaire Jordansky m'opposa une résistance acharnée. Et cependant le Comité s'immisçait inlassablement dans tous les domaines militaires, semant la confusion, excitant la défiance à l'égard des chefs.

* * *

À Pétrograd et à Mohilev, les événements se succédaient — nous n'avions pour nous renseigner là-dessus que les articles des journaux, les on-dit et les potins.

Le « programme » ne venait toujours pas. Les espoirs que l'on avait fondés sur la conférence d'État de Moscou ([180]) s'écoulèrent : elle ne modifia en rien la politique militaire ni celle du gouvernement. Bien au contraire, elle mit en pleine lumière l'irréconciliable opposition de la démocratie révolutionnaire et de la bourgeoisie libérale, des chefs militaires et des représentants des soldats.

---

[180] Cette conférence se réunit le 14 août 1917. On y avait convoqué des représentants des municipalités autonomes des zemstvos et des villes, des organisations sociales associées, des coopératives, des comités de députés ouvriers et soldats des Doumas d'Empire, des groupes commerçants et industriels, des associations professionnelles d'ouvriers, des sociétés savantes, des travailleurs intellectuels, des organisations nationales, militaires et autres.

Mais si la conférence de Moscou fut sans résultats pratiques, elle dévoila entièrement les dispositions des compétiteurs, des gouvernants, des dirigeants. Ils reconnurent tous le danger mortel qui menaçait le pays. La Société était ébranlée ; la vie économique, dans toutes ses manifestations, s'effondrait... Les deux partis en présence se reprochèrent furieusement leur égoïsme : chaque classe ne visait que ses intérêts particuliers. Mais ce qui fut significatif et singulier au cours de ces débats, c'est que les questions le plus directement liées à la lutte des classes, la question ouvrière, la question agraire, ne provoquèrent que de simples dissentiments ; elles ne poussèrent pas l'assemblée à se diviser, passionnément, dans un élan de haine indomptable. Quand Plekhanov, le vieux leader socialiste-démocrate, accueilli par l'approbation générale, se tourna vers la droite pour lui demander des concessions, vers la gauche pour lui demander de la modération, on put croire qu'entre les deux camps ennemis, le gouffre n'était pas infranchissable.

Ce furent d'autres problèmes qui captivèrent l'attention de l'assemblée : le pouvoir et l'armée.

Milioukov énuméra toutes les erreurs du gouvernement asservi aux Soviets, toutes ses « capitulations » ; les concessions faites aux idéologues du socialisme, aux « Zimmerwaldiens » ; les complaisances témoignées à l'armée et dans la politique extérieure aux utopies et aux exigences de la classe ouvrière, aux revendications excessives des diverses nationalités.

« Les Comités et les Soviets centraux et locaux dépouillent le gouvernement de son autorité — trancha la voix claire de Kalédine — il faut sans retard couper court à ce pillage. »

Maklakov commença par aplanir doucement le terrain — avant de frapper : « Je ne demande rien, mais je me sens forcé de signaler l'appréhension qu'éprouve la Société lorsqu'elle ap-

prend l'admission, au sein du gouvernement, de gens qui, hier encore, étaient... « défaitistes ». Choulguine s'agite (sur la droite) : Je désire que votre autorité (celle du gouvernement provisoire) soit réellement forte, qu'elle soit illimitée. Je le désire —tout en sachant bien qu'un pouvoir fort évolue facilement vers le despotisme et que ce despotisme m'écraserait, moi plutôt que vous, amis du gouvernement actuel ! » À gauche, Tchéidzé chante les louanges des Soviets : « Si l'esprit créateur de la révolution a pu sauver le pays du désordre et de l'anarchie, c'est grâce aux organisations révolutionnaires ». « Aucun pouvoir n'est supérieur à celui du gouvernement provisoire, conclut Tsérételli ; en effet, ce pouvoir émane du peuple souverain qui l'a délégué au gouvernement par l'intermédiaire de ses représentants... » Évidemment, pour autant que le gouvernement se subordonne aux Soviets ?... Mais toutes les voix sont dominées par celle du grand premier rôle : il cherche des « mots plus qu'humains » pour exprimer « l'angoisse de son cœur pantelant » à la pensée des événements qui se préparent ; en même temps il brandit... un sabre en carton, dont il menace ses ennemis cachés : « Ceux qui ont déjà essayé de lever leur main armée sur le pouvoir démocratique doivent savoir que toute tentative de ce genre sera réprimée par le fer et dans le sang... Qu'ils soient plus que jamais sur leurs gardes, ces criminels qui croient arrivé le moment de renverser, à l'aide des baïonnettes, le gouvernement révolutionnaire. ! »

Les contradictions s'accusèrent davantage encore quand on parla de l'armée. Le généralissime, dans un discours simple mais puissant, peignit l'armée expirante, entraînant le pays dans sa ruine. En termes mesurés, il exposa son fameux programme. Le général Alexéiev, visiblement ému, raconta les fautes, les souffrances et les hauts faits de l'ancienne armée « faible au point de vue technique, mais forte de son moral élevé et de sa discipline réelle ». Il la fit voir « aux jours lumineux de la révolution » mais ensuite « on lui avait injecté, pour la paralyser, un venin mortel ». Kalédine, ataman du Don qui représentait treize

armées cosaques, et qui n'avait pas de situation officielle, déclara, en toute indépendance, avec une netteté cassante : « L'armée doit rester étrangère à la politique. Il faut proscrire les meetings, les réunions et les controverses des partis ; tous les Soviets, tous les Comités doivent disparaître. Il faut réviser la déclaration des droits du soldat, relever la discipline sur le front et à l'arrière, rétablir l'autorité disciplinaire des chefs. Aux dirigeants de l'armée, pouvoir absolu ! » Il se trouva un orateur pour discuter ces vérités évidentes : ce fut Koutchine, qui représentait les Comités de front et les Comités d'armée : « Les Comités sont nés de l'instinct de la conservation... il fallait qu'on les créât pour protéger les soldats victimes, jadis, de l'arbitraire... les Comités nous ont donné la lumière et la science... Puis est venue la deuxième phase, celle de la décomposition, de la désorganisation... les « prolétaires conscients de l'arrière » ont été abasourdis par tous les problèmes que la révolution avait soulevés et qu'ils ne pouvaient digérer ». Koutchine ne contestait pas la nécessité de la répression, mais il voulait « qu'elle fût comprise dans la compétence des Comités. » Comment y arriver ? Le programme unique de toute la démocratie révolutionnaire venait de l'indiquer : l'armée ne devait pas aspirer à vaincre l'ennemi, elle devait repousser toute visée impérialiste et accélérer, par tous les moyens, la conclusion d'une paix générale fondée sur les principes de la démocratie... Quant aux chefs, on reconnaissait leur pleine indépendance en matière stratégique et leur prépondérance (?) dans le domaine de la préparation militaire et des opérations tactiques ». Le but des institutions révolutionnaires, c'était de répandre leur politique dans les troupes : « les commissaires devaient être les instruments de cette diffusion ; quant aux Comités, c'était à eux de guider la masse des soldats à travers les problèmes sociaux et les questions politiques. On ne pouvait admettre le rétablissement du pouvoir disciplinaire des chefs, etc. »

Que va faire le gouvernement ? Aura-t-il la force et l'énergie de briser les chaînes que lui a forgées le Soviet bolchévi-

sant ? ([181]) Kornilov a déclaré, à deux reprises : « je ne mets pas en doute, une seule minute, que mes mesures seront exécutées sans délai ».

Et si elles ne le sont pas ? Sera-ce la guerre ?

Il a dit encore : « On n'a la fermeté de les appliquer que lorsqu'on y est forcé par des défaites et des abandons de territoire. Voilà qui est inadmissible. Si les mesures énergiques que l'on a prises sur le front pour relever la discipline ont été le résultat de la débâcle de Tarnopol et de la perte de la Galicie et de la Bukovine, je n'accepte pas qu'on doive attendre, pour réorganiser l'arrière, la chute de Riga, pour rétablir l'ordre sur les voies ferrées, l'abandon à l'ennemi de la Moldavie et de la Bessarabie. »

Or, le 20, nous perdions Riga.

* * *

À tous les points de vue, le front de la Dwina inférieure, était prêt à la défense. Il y avait suffisamment d'hommes et la ligne de la rivière constituait une défense importante. Le général Parsky, commandant d'armée, et le général Boldyrev, commandant de corps, étaient à la tête des troupes. C'étaient des hommes d'expérience et que la démocratie révolutionnaire ne jugeait nullement « contre-révolutionnaires » ([182]). Enfin, nos généraux connaissaient exactement la direction de l'attaque en-

---

[181] En août, au Soviet, les opinions évoluèrent rapidement, à l'avantage des bolcheviks, qui y avaient presque la majorité.

[182] Le général Parsky occupe, actuellement, un poste important dans l'armée des Soviets. Le général Boldyrev a été, dans la suite, commandant en chef de l' « armée antibolcheviste de l'Assemblée Constituante », sur la Volga.

nemie ; les transfuges leur avaient appris aussi le jour et même l'heure de l'action.

Néanmoins le 19 août, les Allemands (8ème armée, Hutier), après une vive préparation d'artillerie, occupèrent, malgré une certaine résistance des nôtres, la tête de pont d'Ixkuel et passèrent la Dwina. Le 20 août, ils attaquèrent le long de la chaussée de Mitau. Le soir du même jour, le groupe d'Ixkuel rompit notre front sur l'Egel et s'avança vers le Nord, menaçant nos lignes de retraite sur Wenden. La 12ème armée abandonna Riga et se retira à 60 ou 70 verstes, après avoir perdu 9.000 hommes (en ne tenant compte que des prisonniers), 81 canons, 200 mitrailleuses, etc. Il n'était pas dans l'intention des Allemands d'avancer davantage : ils se mirent à fortifier l'immense terrain qu'ils venaient d'occuper sur la rive droite de la Dwina et expédièrent deux divisions sur le front français.

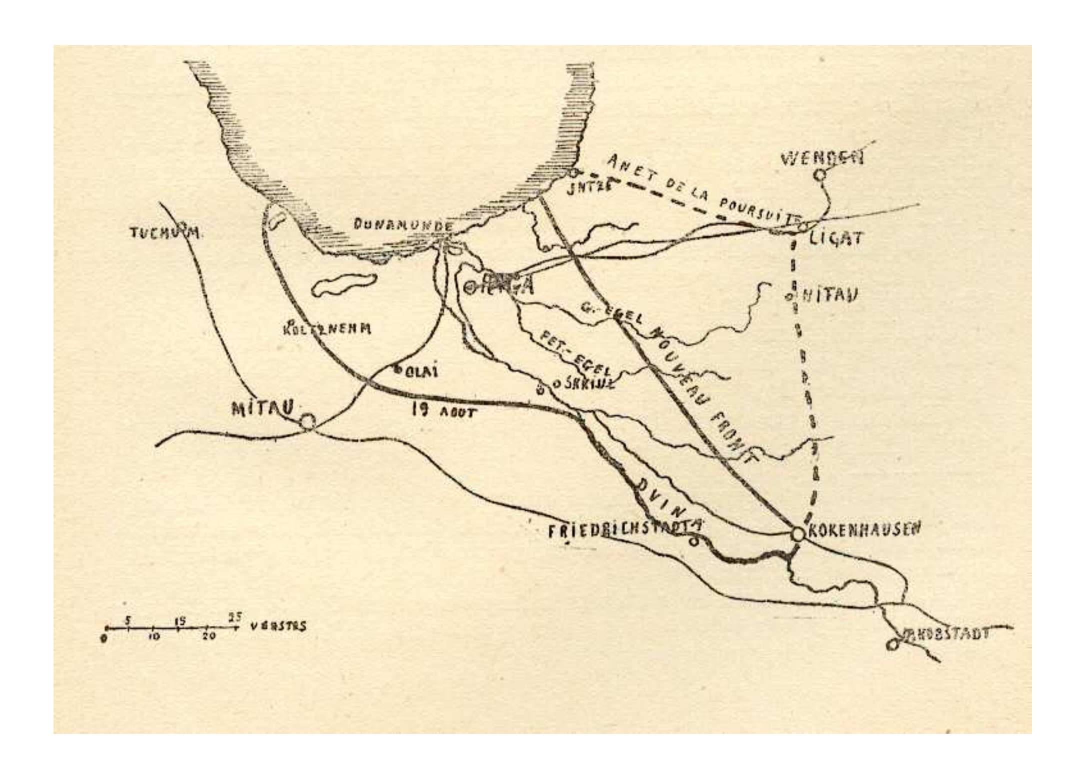
Nous avions perdu la riche ville industrielle de Riga, avec toutes ses fortifications et ses dépôts de munitions, et surtout une ligne de défense dont la chute créait une menace perpétuelle pour l'aile droite du front de Dvinsk et pour les routes de Pétrograd.

L'abandon de Riga causa au pays une émotion profonde. Au sein de la démocratie révolutionnaire, il ne suscita du reste ni remords, ni élan patriotique ; il ne fit — résultat tout à fait inattendu — qu'augmenter l'animosité qu'on nourrissait contre les chefs et contre les officiers. Dans un de ses communiqués, le Grand Quartier Général inséra la phrase suivante ([183]) : « Un flot de troupes désorganisées envahit la chaussée de Pskov et la route de Bider-Limbourg ». Ce communiqué, dont l'exactitude n'est pas contestable, n'indiquait pas les causes de la déroute ; il souleva une tempête d'indignation dans les milieux révolutionnaires. Les commissaires et les Comités du front Nord envoyè-

---

183 Le 21 août.

rent à Pétrograd une série de dépêches pour démentir « les insinuations et les provocations du Grand Quartier Général » et pour affirmer que « cette défaite n'avait rien de honteux », que « les troupes exécutaient consciencieusement les ordres des chefs... il n'y avait eu, de la part des hommes, ni désertion, ni trahison. » Stankiévitch, commissaire du front, reconnaissait ce que cette retraite inexplicable et ignominieuse avait d'humiliant, mais il indiquait, en passant, nombre de fautes et d'imprudences commises par les dirigeants. Il dut y avoir, dans la direction des opérations, par le fait des personnes comme par le fait des circonstances, des erreurs, causées par la méfiance réciproque, par le déclin de l'obéissance et par le mauvais fonctionnement des services auxiliaires. Il n'en est pas moins certain que les troupes du front Nord et, en particulier, la 12ème armée, étaient les plus désorganisées de toutes ; la simple logique des événements voulait qu'elles fussent incapables d'opposer à l'ennemi la résistance nécessaire. L'apologiste de la 12ème armée, le commissaire Voïtzinsky, dont la tendance a toujours été d'exagérer les qualités militaires de ses troupes, télégraphia lui-même au Soviet de Pétrograd : « Les hommes manifestent de l'indécision, ils ne sont pas préparés à combattre ; le résultat en est qu'on manque de stabilité dans la guerre de campagne... Il y a des unités qui luttent avec vaillance comme aux premiers jours — il y en a d'autres qui sont fatiguées et qui sont enclines à la panique. »



En réalité, le front Nord était démoralisé et avait perdu sa force de résistance. Les troupes se retirèrent jusqu'au point où s'arrêtait la poursuite de l'avant-garde allemande, puis avancèrent quelque peu quand il se démontra qu'elles avaient perdu le contact avec les forces principales Hutier, dont l'intention était de ne pas dépasser une ligne déterminée.

Les journaux de la gauche commencèrent, cependant, une campagne acharnée contre le Grand Quartier Général et les chefs supérieurs. Le mot de « trahison » fut prononcé. L'organe de Tchernov, le « Dielo Naroda » (l'« œuvre du peuple »), journal défaitiste, se lamentait : « Dans notre âme s'insinue un doute qui nous torture : n'est-ce pas sur la tête de nos courageux et glorieux soldats, abattus par milliers, que retombent les fautes des dirigeants, le manque de munitions d'artillerie, l'incapacité des chefs ? » Les « Izvestia » exposaient les motifs de la « provocation » : « le Grand Quartier Général se sert des revers essuyés sur le front pour effrayer le gouvernement provisoire et l'obliger à prendre telles mesures qui visent, directement et indirectement, la démocratie révolutionnaire et ses institutions ».

Les événements que je viens d'exposer ne laissèrent pas d'accroître l'opposition que les Soviets témoignaient au généralissime, le général Kornilov : les journaux répandirent même le bruit de sa destitution imminente. Une série de motions incisives répondit à ces rumeurs : elles visaient le gouvernement et défendaient Kornilov ([184]). Dans une résolution du Conseil de l'Union des troupes cosaques, on lisait cette phrase : « Sans aucun doute, la révocation de Kornilov démontrera aux Cosaques l'inutilité de leurs sacrifices ; cette constatation serait grosse de dangers... » et, plus loin, le Soviet déclarait qu'il « déclinait toute responsabilité touchant l'attitude des troupes cosaques sur le front et à l'arrière si Kornilov était destitué »

Tout cela annonçait de graves événements. L'apaisement ne venait pas. Au contraire, les passions s'irritaient toujours davantage, les conflits s'envenimaient, l'atmosphère de défiance et de suspicion s'épaississait.

Je différai ma tournée sur le front. J'espérais encore que la lutte aurait une issue heureuse et qu'on publierait enfin le « programme Kornilov ([185]) ».

Du reste, que pouvais-je apporter aux soldats ? Le chagrin profondément enraciné dans mon cœur ; un appel désespéré « à la raison et à la conscience avec le sentiment d'être la voix qui parle dans le désert ? » J'en avais déjà fait l'expérience, inutilement, et cela ne m'avait laissé qu'une amère déception. Pourtant il faut recommencer sans cesse : la pensée, la parole, l'influence

---

[184] Motions votées par le comité principal de l'association des officiers, par la ligue militaire, par le Conseil de l'Union des troupes cosaques, par la société des chevaliers de Saint-Georges, par la conférence des organisations sociales et par d'autres.

[185] Le 27 août, c'est-à-dire le jour de sa rupture avec Kornilov, Kérensky n'avait encore pu se décider à signer les projets de lois émanant du « programme ».

morale auront toujours le pouvoir de pousser les hommes à l'héroïsme ; mais comment faire s'il faut que le soc de fer de la charrue retourne la glèbe dont le chardon a recouvert la surface desséchée... Et que pouvais-je dire aux officiers qui attendaient, dans l'inquiétude et dans l'affliction, la fin de l'agonie continue, impitoyable et lente de notre malheureuse armée ? Je ne pouvais leur dire qu'une chose : « Si le gouvernement ne change pas radicalement sa politique — l'armée est perdue. »

Le 7 août, je reçus l'ordre de faire partir pour le Nord la division des Caucasiens, celle qu'on appelait la « Sauvage », le 12. Le troisième corps de cavalerie de réserve, puis le régiment de choc de Kornilov. La destination de ces troupes ne m'était pas indiquée, selon la coutume. La direction qu'elle prenait correspondait au front Nord très menacé à l'époque et... à Pétrograd. J'avais présenté le général Krymov, qui était à la tête du troisième corps de cavalerie, pour le poste de commandant de la 2ème armée. Le Grand Quartier Général avait consenti à cette nomination, mais exigé l'arrivée immédiate du général à Mohilev : on désirait le charger d'une mission particulière. Krymov, en passant, s'arrêta à Berditchev. Il n'avait pas encore de renseignements précis sur sa mission, ou, du moins, il n'en disait rien, mais nous étions persuadés tous deux qu'il s'agissait de ce revirement que nous attendions dans la politique militaire. Krymov était gai, plein d'assurance et de confiance en l'avenir. Comme auparavant, il estimait qu'on ne sauverait la situation que par l'écrasement des Soviets.

Peu de temps après je fus informé, officiellement, qu'une armée spéciale (de Pétrograd) était en formation. On me demanda de désigner un officier de l'état-major général pour le poste de général quartier-maître de cette armée.

Enfin, aux environs du 20 août, la situation se précisa. Un officier arriva à Berditchev et me remit une lettre de la main de

Kornilov : le général me demandait de recevoir le rapport verbal que me ferait l'officier. Celui-ci me fit savoir ce qui suit :

— À la fin du mois d'août, il y aura, à Pétrograd, un soulèvement bolcheviste ; les renseignements sont péremptoires. Pour cette date, le troisième corps de cavalerie sera transféré dans la capitale ([186]). Il sera commandé par Krymov qui réprimera l'insurrection et en finira du même coup avec les Soviets ([187]). L'état de siège sera proclamé à Pétrograd et l'on promulguera les lois qui dérivent du « programme Kornilov ». Le généralissime ne vous adresse qu'une demande : veuillez envoyer au Grand Quartier quelques dizaines d'officiers sûrs ; officiellement : pour y étudier le maniement des lance-bombes et des lance-torpilles ; réellement : pour rejoindre, à Pétrograd, le détachement d'officiers.

Il m'apprit ensuite ce qu'il y avait de neuf au Grand Quartier Général, où régnait un moral excellent. Il m'annonça, entre autres nouveautés, une série de nominations prochaines dont on parlait pour les circonscriptions militaires de Kiev, d'Odessa, de Moscou. Il m'indiqua la composition présumée du futur gouvernement : il cita les noms de plusieurs ministres actuels et d'autres personnages que j'ignorais. Dans toute cette affaire, on ne voyait pas bien le rôle que jouerait le gouvernement provisoire et surtout Kérensky. Avait-il consenti au changement

---

186 Le troisième corps de cavalerie avait été mandé à Pétrograd par le Gouvernement Provisoire.

187 Voici ce qui ressort de l'enquête : Savinkov, administrateur du Ministère de la Guerre, et son chef de cabinet, le colonel Baranovsky, envoyé en mission au Grand Quartier Général par Kérensky, estimaient que, vraisemblablement, outre les bolcheviks, le Soviet des députés ouvriers et soldats se soulèverait aussi (sous l'influence du programme Kornilov). Il aurait fallu, dans ce cas, écraser impitoyablement l'insurrection. (Procès verbal. Déposition de Kornilov. Appendice XIII.)

complet de la politique militaire ? Se retirerait-il ? Serait-il balayé par des événements dont la logique pure ni la raison perspicace ne pouvaient deviner le développement et les conséquences ?

Je consigne, dans ce volume, la marche des événements d'août dans la succession et sous les aspects où ils m'étaient apparus sur le front Sud-Ouest, pendant ces journées tragiques. Je fais abstraction de la lumière qu'aujourd'hui le recul a jeté sur les faits et les personnages.

Je donnai des ordres pour le départ des officiers dont il avait été question. Je pris toutes précautions utiles pour leur éviter les complications — à eux et à leurs chefs. Mais je suppose qu'ils n'ont pu arriver à Pétrograd avant le 27. Je ne communiquai les renseignements que j'avais à aucun des commandants d'armée. Parmi les officiers supérieurs du front, aucun n'avait de données réelles sur les événements qui allaient se dérouler.

La révolution russe, la chose était claire, entrait dans une phase nouvelle. Qu'en adviendrait-il ? Nous en discutâmes pendant de longues heures, Markov et moi. Tandis que lui, nature nerveuse, passionnée, exubérante, allait d'un extrême à l'autre, en passant par tous les sentiments et tous les états d'âme, j'avais, moi aussi, des alternatives d'espérance et d'alarme. La crise était fatale, inévitable : nous en avions tous deux le sens très net, la vision très claire. En effet, les Soviets bolchevistes et semi bolchevistes — c'est, tout un — conduisaient la Russie à la ruine. On ne pouvait éviter la collision. Y avait-il là-bas, une chance réelle de succès... Ou rien que le courage suprême du désespoir ?

XXXII – L'ACTION DE KORNILOV ET SA RÉPERCUSSION AU FRONT DU SUD-OUEST

Le 27 août, au soir, un communiqué du Grand Quartier Général me foudroya : le général Kornilov, généralissime, était destitué.

Une dépêche, sans numéro d'ordre et signée « Kérensky », prescrivait à Kornilov de remettre, provisoirement, le poste de généralissime au général Loukomsky et de partir pour Pétrograd sans attendre l'arrivée du nouveau chef suprême. Cette prescription était tout à fait illégale ; il n'était pas obligatoire de s'y soumettre ; en effet, le généralissime n'était, en aucune manière, subordonné au ministre de la guerre, ni au président du conseil, encore moins au camarade Kérensky.

Le général Loukomsky, chef de l'état-major, répondit au ministre-président par la dépêche n° 6406 que je reproduis ci-dessous. On nous en communiqua le contenu dans la dépêche n° 6412 qui fut adressée à tous les commandants en chef. Je n'ai pas conservé cette dépêche, mais Kornilov en a précisé le sens dans une de ses dépositions : « J'ai donné l'ordre, dit-il, de porter à la connaissance des commandants de tous les fronts ma décision (celle de ne pas transmettre ses pouvoirs et d'attendre que la situation s'éclaircisse) et celle du général Loukomsky.

Voici ce que disait la dépêche de Loukomsky, n° 6406 : « Tous ceux qui sont au courant des choses militaires ont nettement compris qu'il est impossible, dans la conjoncture actuelle, de réorganiser l'armée. Tant que des groupes sociaux irresponsables font et dirigent la politique intérieure, tant qu'ils exercent sur la masse des soldats leur influence démoralisatrice,

on peut affirmer que l'armée s'effondrera dans deux ou trois mois. La Russie se verra contrainte de signer une honteuse paix séparée, dont les conséquences seraient effroyables. Le gouvernement a pris des demi-mesures qui n'ont rien réformé : elles n'ont fait que prolonger l'agonie. Il a sauvé la révolution, il n'a pas sauvé la Russie. Cependant, pour sauver les conquêtes de la révolution, il est indispensable de sauver le pays et, dans ce but, on doit créer un pouvoir vraiment fort et assainir l'arrière. Le général Kornilov a formulé une série d'exigences qu'on hésite depuis trop longtemps à mettre en pratique. Dans ces circonstances, il a jugé nécessaire de mettre en œuvre, afin de rétablir l'ordre dans le pays, des moyens plus énergiques. Il n'a, du reste, aucune arrière-pensée d'intérêt personnel, mais il se fonde sur les sentiments clairement exprimés de la partie saine de la société et de l'armée, qui exigent toutes deux la constitution immédiate d'un pouvoir assez fort pour sauver la Russie.

L'arrivée de Savinkov ([188]) et de Lvov, qui ont fait à Kornilov des propositions dans le même sens, a déterminé le généralissime à prendre, selon vos instructions, ses dispositions définitives.

Votre dépêche d'aujourd'hui marque que votre décision antérieure, communiquée par Savinkov et Lvov en votre nom, s'est modifiée. Ma conscience me fait un devoir, dans l'intérêt de la Patrie, de vous déclarer qu'il est, actuellement, impossible d'arrêter le mouvement commencé avec votre approbation. S'y opposer serait déclencher la guerre civile, achever la corruption de l'armée et accepter une honteuse paix séparée, qui ne garantirait certes pas la consolidation des conquêtes de la révolution.

---

[188] Savinkov — on le verra dans la suite — déposa qu'il n'avait proposé aucune combinaison politique au nom du Ministre-Président.

Pour le salut de la Russie, vous devez suivre Kornilov, au lieu de le destituer. Sa révocation serait le signal d'atrocités que notre pays n'a jamais connues encore. Personnellement, je ne puis assumer, pour l'armée, aucune responsabilité, fût-ce pour peu de temps, et je ne puis accepter le poste du général Kornilov ; car il s'ensuivrait un cataclysme où la Russie s'effondrerait. Loukomsky ».

Tout espoir était perdu de reconstituer l'armée et de venir en aide au pays par les voies pacifiques. Je n'avais aucune illusion, touchant les conséquences d'un pareil conflit entre Kornilov et Kérensky. L'issue en serait sûrement malheureuse, à moins que le corps de Krymov ne pût sauver la situation. D'autre part, je n'approuvai pas un seul jour, pas une seule minute, l'opinion du gouvernement provisoire qui déclara Kornilov coupable. J'adressai sans tarder à Pétrograd la dépêche suivante :

« Je suis soldat ; je n'ai pas l'habitude de jouer à cache-cache. Le 16 juillet, à une conférence où assistaient des membres du gouvernement provisoire, je leur ai déclaré qu'à la suite de leurs prescriptions, l'armée était désorganisée, corrompue, nos drapeaux foulés aux pieds, dans la boue. On me maintint, cependant, à mon poste de commandant en chef : j'en conclus que le gouvernement se rendait compte de l'étendue de ses erreurs et désirait réparer ses torts. Aujourd'hui l'on m'informe que le général Kornilov, après avoir formulé ses fameuses exigences ([189]), dont l'application sauverait le pays et l'armée, est destitué de son poste de généralissime. Je vois, dans cette mesure, le retour à la politique de destruction ; l'armée et, par conséquent, le pays vont à leur perte. Mon devoir est de porter à la connaissance du gouvernement provisoire que je ne le suivrai pas dans cette voie. Dénikine ».

---

[189] Il s'agissait du « programme Kornilov ».

Markov, en même temps que moi, adressa au gouvernement une dépêche où il souscrivait à mes déclarations ([190]).

Je demandai aussi au Grand Quartier Général en quoi je pouvais seconder le général Kornilov. Ce dernier savait bien qu'à part mon appui moral, je ne disposais d'aucun moyen réel ; il me remercia, sans rien exiger.

Je donnai l'ordre d'adresser copie de ma dépêche à tous les commandants en chef, aux commandants d'armée du front Sud-Ouest et au chef de l'approvisionnement. Je prescrivis également de veiller à ce qu'aucun renseignement sur les événements de Pétrograd ne parvînt à mes armées, sans passer par l'état-

---

[190] Les commandants en chefs des autres fronts adressèrent au gouvernement provisoire, le 18 août, des dépêches très franches, dont les extraits qui suivent indiqueront la tendance :

Le général Klembovsky, commandant du front nord :... « J'estime extrêmement dangereux un changement dans le commandement suprême à l'heure où l'ennemi menace le territoire de notre patrie et notre liberté: Le moment exige l'application immédiate de mesures susceptibles de relever la discipline et la force de l'armée ».

Le général Balouev, commandant du front ouest : « la situation actuelle de la Russie exige l'adoption en toute hâte de mesures exceptionnelles. Le maintien du général Kornilov à la tête de l'armée m'apparaît éminemment nécessaire, quelles que soient les complications de la politique ».

Le général Cherbatchov, commandant du front de Roumanie : « la destitution du général Kornilov exercera sûrement une influence désastreuse sur l'armée et sur la défense de la Russie. Je m'adresse à votre patriotisme au nom du salut du pays ».

Tous les commandants en chef mentionnèrent qu'il était urgent d'appliquer les mesures proposées par Kornilov.

major, jusqu'à ce que le conflit fût liquidé. Le Grand Quartier avait donné des instructions dans ce sens. L'état-major, cela va sans dire, faisait les vœux les plus ardents pour la réussite de Kornilov ; tout le monde attendait des nouvelles de Mohilev avec une impatience fiévreuse, tout le monde espérait encore un heureux dénouement.

Il n'entrait pas dans nos plans de procéder à des arrestations ; c'eût été superflu. On n'arrêta personne.

Cependant la démocratie révolutionnaire du front était sens dessus dessous. Les membres du Comité quittèrent cette nuit même le local où ils étaient installés, pour aller coucher chez des particuliers, dans les faubourgs. Les adjoints du commissaire étaient partis en mission. Quant à Jordansky, il se trouvait à Jitomir. Markov le pria de venir à Berditchev, il ne se dérangea pas ; une seconde invitation, le 28, ne réussit pas davantage. Jordansky craignait « des machinations insidieuses ».

La nuit tomba — interminable nuit d'insomnie, de réflexions pénibles et d'attente angoissée. Jamais l'avenir du pays ne nous avait paru si sombre ; jamais le sentiment de notre impuissance ne nous avait pareillement écœurés et accablés. Le drame historique qui se jouait là-bas, c'était comme un orage dans le lointain ; tachant d'éclairs sanglants les nuages épais qui pesaient sur la Russie. Et nous attendions...

Jamais je n'oublierai cette nuit-là. Ma mémoire a gardé, dans leur intégrité, les impressions de ces heures d'inquiétude : je les ressens encore. Les rapports télégraphiques se succédaient par fil direct : on pourrait s'entendre, semblait-il... Aucun espoir de conciliation... Le commandement suprême avait été offert à Klembovsky... Klembovsky refuserait, probablement... L'une après l'autre m'arrivaient les copies des dépêches adressées au gouvernement provisoire par tous les commandants des armées du front, par le général Elsner et par plusieurs officiers supé-

rieurs : tous, ils se ralliaient à mes déclarations. Chacun faisait son devoir de citoyen ; c'était très courageux dans cette atmosphère surchargée de haine et de soupçon... Mais on ne pouvait plus remplir son devoir de soldat... Enfin une voix désespérée s'éleva du Grand Quartier Général. Impossible de qualifier autrement l'ordre du jour de Kornilov, arrivé dans la nuit du 27 au 28 :

« La première partie de la dépêche n° 4163 ([191]) du ministre-président est un mensonge formel. Ce n'est pas moi qui ai envoyé au gouvernement provisoire V. Lvov, membre de la Douma d'Empire ; c'est lui qui est venu chez moi, délégué par le ministre-président. Alexis Aladyne, membre de la Douma d'Empire, peut en témoigner.

Ainsi, une monstrueuse provocation a été perpétrée : l'enjeu de la partie est le sort du Pays.

Hommes russes ! Notre grande patrie se meurt. L'heure de sa fin est proche.

Je suis forcé d'agir ouvertement ; et je déclare, moi, le général Kornilov, que le gouvernement provisoire, cédant à la pression de la majorité bolcheviste des Soviets, agit conformément aux plans du grand état-major allemand : il assassine l'armée et bouleverse le pays, à l'intérieur, au moment même où l'ennemi prépare une descente sur la côte de Riga.

La ruine de la patrie est imminente, j'en ai la triste conviction. C'est pourquoi, à cette minute tragique, je fais appel à tous

---

[191] L'état-major n'a pas reçu cette dépêche. Voici comment Kérensky présente l'incident Lvov : « Le 26 août, le général Kornilov m'envoya V.-N Lvov, membre de la Douma d'Empire. Il l'avait chargé d'exiger la remise par le Gouvernement Provisoire de tous les pouvoirs civils et militaires. Il aurait constitué ensuite, à son gré, un nouveau gouvernement. »

les vrais Russes : il faut sauver le Pays qui se meurt. Vous tous qui sentez un cœur russe battre dans votre poitrine, vous tous qui croyez en Dieu — allez dans les églises supplier le Seigneur d'accomplir un suprême miracle : qu'Il sauve notre terre natale.

Moi, le général Kornilov, fils d'un paysan-cosaque, je déclare qu'aucun intérêt personnel ne me guide, je ne veux que le salut de la grande Russie. Je jure de conduire le peuple, par la voie de la victoire, jusqu'au seuil de l'Assemblée Constituante, où il pourra, lui-même, décider de ses destinées et de la forme de son futur gouvernement.

Abandonner la Russie à sa mortelle ennemie, la race germaine, asservir le peuple russe aux Allemands — je ne puis m'y décider. J'aime mieux mourir au champ d'honneur que voir cette honte et cette infamie.

Peuple russe ! Le sort de ta Patrie est dans tes mains ! »

Cet ordre du jour fut porté à la connaissance des chefs d'armée. Le lendemain arriva une dépêche de Kérensky : elle était adressée au commissariat. Depuis ce moment-là toute communication fut coupée entre le monde et nous ([192]).

Ainsi le dé était jeté. Entre le gouvernement et le Grand Quartier Général s'était creusé un abîme qu'on ne pouvait plus franchir.

* * *

Le lendemain 28 août, les institutions révolutionnaires déployèrent une fiévreuse activité : on voyait que, décidément, on

---

[192] Le 29, au matin, une dépêche du général-quartier-maître du Grand Quartier nous arriva encore, par hasard. L'espoir d'un dénouement pacifique, de nouveau, s'y exprimait.

n'avait rien à redouter à Jitomir. Jordansky s'octroya « le pouvoir militaire », procéda à une série d'arrestations inutiles parmi les officiers supérieurs de l'intendance générale et lança un appel, qu'il signa, en son propre nom, au nom des organisations révolutionnaires et au nom du commissariat de la province. Il y exposait, avec force détails et dans le style spécial des proclamations, les intrigues du général Dénikine, tendant à « restaurer l'ancien régime et à spolier le peuple russe de la Terre et de la Liberté ».

Cependant, à Berditchev, régnait une activité toute pareille : le Comité du front la dirigeait. Tous les groupes siégeaient en permanence ; on travaillait certaines troupes venues de l'arrière et marquées de tous les stigmates des garnisons. Le Comité lançait contre moi une nouvelle accusation : « Le général Dénikine, commandant en chef, a voulu renverser le gouvernement provisoire et remettre Nicolas II sur le trône ». On répandait, en abondance, parmi les troupes, des proclamations rédigées dans cet esprit ; on en affichait aux murs ; des automobiles en distribuaient par la ville. La nervosité croissait ; la rue s'agitait. Les membres du Comité, dans leurs relations avec Markov, se montraient toujours plus exigeants, toujours plus insolents. On nous annonça que des émeutes avaient éclaté sur le Mont Chauve ([193]). L'état-major y envoya des officiers pour examiner la situation et tranquilliser les soldats. Un de ces officiers, un Tchèque, le lieutenant Kletsando qu'on avait chargé d'interroger des prisonniers autrichiens, fut attaqué par des soldats russes ; lui-même, il blessa légèrement un de ses agresseurs. Cet incident aggrava encore les troubles.

De ma fenêtre, je vis se réunir sur le Mont Chauve une foule de soldats. Je les vis ensuite se former en colonne. Longtemps pendant deux heures, les orateurs pérorèrent ; sûrement on avait peine à prendre une décision. Ensuite le cortège, qui se

---

[193] Faubourg de Berditchev.

composait d'un escadron de « plantons » (c'étaient les anciens gendarmes de l'armée), d'une « sotnia » de réservistes cosaques et de quelques autres armées, se mit en marche vers la ville, portant des centaines de drapeaux rouges et précédé de deux automobiles blindées. À l'arrivée d'une auto blindée qui menaçait d'ouvrir le feu, une sotnia (escadron) de Cosaques d'Orenbourg qui avaient la garde de l'état-major et de la maison du commandant en chef, disparurent, au galop, dans toutes les directions.

Autour de ma maison, on mit des « sentinelles révolutionnaires », Koltchinsky, vice-président du Comité, envoya quatre « camarades » en armes arrêter le général Markov, puis il changea d'avis et se contenta de poster, dans l'antichambre du chef d'état-major, deux « experts » délégués par le Comité du front, pour surveiller ses faits et gestes ; on adressa au gouvernement un radio : « Le général Dénikine et tout son état-major sont aux arrêts dans leur quartier. Dans l'intérêt de la défense nationale, ils dirigent encore, provisoirement, les troupes, sous le contrôle sévère des représentants du Comité. »

Les heures qui suivirent furent longues, accablantes. On ne saurait les oublier. On ne saurait, non plus, exprimer la profonde douleur qui nous serrait le cœur. À quatre heures, le 29, Markov me pria de venir dans son salon de réception. Kostitsyne, adjoint du commissaire, s'y présenta, suivi de dix à quinze membres du Comité, en armes. Il me lut « l'ordre du jour de Jordansky, commissaire du front Sud-Ouest ». Markov, Orlov, général quartier-maître, et moi, nous étions mis en détention préventive, pour tentative d'insurrection armée contre le gouvernement provisoire. Jordansky — homme de lettres — avait eu honte, vraisemblablement, d'avancer les arguments de « la Terre », et de « la Liberté » et de « Nicolas II », destinés exclusivement à exaspérer les passions de la foule.

Je déclarai que, seuls, le généralissime et le gouvernement avaient le droit de révoquer un commandant en chef, que le commissaire Jordansky commettait une illégalité manifeste, mais que j'étais contraint de céder à la violence.

Des automobiles, les unes simples, les autres blindées, approchèrent. Markov et moi, nous y prîmes place. Il fallut, près de l'état-major, attendre longtemps Orlov, qui rendait ses comptes.

La curiosité des passants nous mettait au supplice. Puis on nous mena au Mont Chauve ; l'auto alla longtemps à l'aventure, s'arrêta devant divers locaux. Enfin elle stoppa devant le corps de garde principal. Il fallut traverser un groupe d'une centaine d'hommes qui attendaient notre arrivée et dont les regards étaient chargés de haine : ils nous injurièrent grossièrement. On nous mit dans des cachots séparés. Kostitsyne m'offrit très aimablement de me procurer tout ce qui me serait nécessaire. Je refusai sèchement ses services. La porte se ferma avec fracas ; la clef tourna bruyamment dans la serrure ; je restai seul.

* * * * * * * * * * *

Quelques jours après, le Grand Quartier Général était dissous. Kornilov, Loukomsky, Romanovsky et d'autres furent jetés en prison, à Bykhovo.

La démocratie révolutionnaire triomphait.

D'autre part, à la même époque, le gouvernement ouvrait toutes larges les portes des geôles de Pétrograd. La liberté était rendue à nombre de bolcheviks influents qui allaient pouvoir, sans se cacher, travailler à l'anéantissement de l'État russe.

Le 1er septembre, le gouvernement provisoire fait arrêter le général Kornilov ; le 4, il met en liberté Bronstein-Trotsky. La Russie ne doit pas oublier ces deux dates.

* * * * * * * * * *

Cellule n° 1. Superficie : dix archines carrées. Une fenêtre grillée. À la porte, un petit judas. Un lit de camp, une table, un escabeau. À côté, la cellule n° 2. C'est là qu'est enfermé Markov. Il se promène, à grands pas nerveux. Jusqu'à maintenant — je me demande pourquoi ! — je me rappelle qu'il faisait trois pas dans son cachot : moi, j'arrivais à en faire sept, en obliquant. La prison résonnait des bruits indistincts. En tendant l'oreille, on les précise ; peu à peu, on perçoit le fonctionnement de la vie, les sentiments des hommes même. La garde est composée de gens grossiers, haineux.

C'est le matin, très tôt. Une voix bourdonne. Où ? À la fenêtre, deux soldats se sont accrochés à la grille. Ils me regardent de leurs yeux cruels et méchants ; ils me crient, d'une voix hystérique, d'abominables injures, ils ont jeté par la fenêtre quelque immondice. Où fuir ces regards ? Je me tourne vers la porte — au judas, deux yeux pleins de haine ; de là aussi partent d'affreux jurons... Je m'étends sur mon lit, la tête sous ma capote. Je reste ainsi des heures. Toute la journée, les « accusateurs publics » se succèdent, à la fenêtre et à la porte — la garde laisse passer tout le monde. Dans ma niche étroite, où l'air est étouffant, se répand un flot nauséabond de paroles, de cris, d'insultes que ces lâches puisent dans leur ignorance sans bornes, dans leur haine imbécile, dans leur grossièreté insondable. Des vomissements d'ivrogne semblent inonder mon âme.

Impossible d'échapper à cette torture morale. Que disent-ils ? « Il voulait laisser passer l'ennemi... » « Il s'est vendu aux Allemands ». On indique le chiffre : « vingt mille roubles... » « Il voulait nous ôter la terre et la liberté » — voilà qui n'est pas de

leur cru, cela vient du Comité. Commandant en chef, général, « barine » (seigneur ! ») — tout cela est bien d'eux. Il a bu notre pauvre sang ; il a fait le maître ; il nous a fait pourrir dans les prisons ! Mais nous sommes libres aujourd'hui ; à ton tour d'être derrière les barreaux... Il a fait le grand seigneur, il s'est promené en auto — à toi maintenant de tâter des lits de camp, fils de chien !... Tu n'en as plus pour longtemps... Nous n'attendrons pas que tu t'évades, nous t'étoufferons de nos mains... »

Ces soldats de l'arrière ne me connaissaient presque pas. Mais le pouvoir, qu'ils détestaient, l'inégalité des classes, qui les révoltait, les injustices qu'ils avaient subies, leurs malheurs, tout cela au cours de leur vie manquée, avait gonflé d'amertume leurs cœurs haineux — et cette amertume, maintenant, jaillissait les entraînant à des cruautés inouïes. La haine de la foule se manifestait d'autant plus violente que le grade de « l'ennemi du peuple » était plus élevé ; on était d'autant plus joyeux de le tenir dans ses mains, que la chute avait été de plus haut. Cependant, dans les coulisses de la scène populaire, les régisseurs se démenaient, échauffant les colères et les enthousiasmes des masses ; sans croire à la culpabilité de leurs personnages, ils permettaient parfois de les tuer, afin que le spectacle fût plus réaliste. Il leur fallait du sang, pour la gloire de leur dogmatisme de sectaires. Et tout cela s'appelait, d'ailleurs, dans le langage des partis politiques : « combinaisons tactiques ».

Je restais étendu — la tête sous ma capote, et je m'efforçais, sous l'avalanche des insultes, de m'expliquer le pourquoi de cette haine ?

Je repasse dans mon esprit les étapes de ma vie. Je revois mon père, soldat sévère au cœur excellent. Jusqu'à trente ans il avait été serf. Il passe à la conscription ; après vingt-deux ans d'un service pénible, sous Nicolas Ier, il parvient au grade d'aspirant. Quand il prend sa retraite, il est commandant. Je revois mon enfance, dure, sans joie. C'est la pauvreté — mon père tou-

che une pension de quarante-cinq roubles par mois. Mort de mon père. La vie se fait plus dure encore : ma mère ne touche que vingt-cinq roubles par mois. Ma jeunesse se passe à m'instruire et à travailler pour me nourrir. J'entre à l'armée, engagé volontaire : je vis à la caserne, je mange à la gamelle. Me voici officier. Puis, c'est l'académie ; j'en sors par une promotion illégale. Je porte plainte à l'Empereur contre le tout puissant ministre de la guerre. On me renvoie à la deuxième brigade d'artillerie. Je lutte contre un groupe de vieux partisans du servage mécontents de tout : ils m'accusent de démagogie. Puis c'est l'état-major général. Je commande d'office une compagnie au 153ème régiment de Pultusk. Je supprime définitivement le régime des coups. Je fais un essai infructueux de « discipline consciente »... Oui, M. Kérensky, et cela, quand j'étais jeune. J'avais, de fait, aboli les sanctions disciplinaires : « Surveillez-vous les uns les autres, contenez les indisciplinés : vous êtes tous de braves gens ; démontrez que vous n'avez pas besoin de la schlague ». Mon année à la compagnie est terminée : tout ce temps-là mes hommes se sont conduits médiocrement, ont travaillé sans ardeur... Après mon départ, le vieux sergent-major rengagé Stzépourt rassemble la compagnie, brandit significativement son poing fermé et déclare, clairement et distinctement :

— Maintenant, vous n'avez plus affaire au capitaine Dénikine. C'est compris ?

— C'est compris ! M. le sergent-major.

Et l'on m'a dit, dans la suite, que la compagnie s'était bientôt reprise.

Puis éclate la guerre de Mandchourie. Nous sommes battus. On espère réorganiser l'armée. Dans les journaux que la censure étouffe, je lutte, sans détours, contre l'inertie, l'ignorance, les privilèges et les passe-droits. Je défends la condition

de l'officier et celle du soldat. Époque périlleuse — j'ai mis sur une carte tout mon service à venir, toute ma carrière... Me voici à la tête d'un régiment. Je m'efforce sans cesse d'améliorer la vie du soldat. Après mon expérience au régiment de Pultusk, je suis devenu exigeant — mais j'ai le souci de la dignité de mes hommes. Alors, me semble-t-il, nous nous comprenions, eux et moi, nous ne nous étions pas étrangers. Puis c'est la guerre, de nouveau. Je commande la « division de fer ». Je vis avec le tirailleur, je travaille avec lui. Mon état-major se trouve toujours près de la ligne de feu ; je partage avec les troupes la boue, la misère, le danger. Ensuite, c'est la longue voie douloureuse, coupée de combats héroïques, au cours desquels la vie en commun, les souffrances partagées et la gloire chèrement acquise nous ont toujours plus unis, nous insufflant les mêmes croyances, nous rapprochant étroitement.

Non, jamais, je n'ai été l'ennemi du soldat.

Je rejette ma capote, je saute sur mes pieds et m'approche de la fenêtre où grimace un curieux suspendu à la grille, vomissant les gros mots.

— Tu mens, soldat ! Tu répètes les paroles d'autrui ! Si tu n'es pas un lâche embusqué, si tu t'es battu, tu as vu tes officiers tomber en héros. Tu les as vus...

Les mains ont lâché les barreaux : le soldat a disparu. Ça aura été l'accent bourru de ma brusque interpellation qui a exercé sur lui, malgré ma triste situation de captif, une influence que l'atavisme seul peut justifier.

À la fenêtre, au judas, de nouveaux visages apparaissent...

D'ailleurs nous n'étions pas toujours traités avec une telle effronterie. Même chez nos geôliers les plus rudes, nous constations une certaine gêne, un certain trouble et même quelque

pitié. Mais ils en rougissaient. La première nuit, il faisait froid ; Markov avait oublié son manteau. Le soldat de garde à sa porte lui apporta une capote ; mais, une demi-heure après, soit qu'il se repentît de sa bonne action, soit que ses camarades la lui eussent reprochée — il vint reprendre le vêtement. Dans les notes que Markov prenait de temps en temps, je trouve ceci : « Nous avons, pour nous servir, deux prisonniers autrichiens. Et c'est un soldat russe, ancien tirailleur finlandais, qui remplit l'office de maître d'hôtel. C'est un brave homme, très complaisant. Les premiers jours, ses camarades lui faisaient les gros yeux ; on le menaçait. Puis on s'est calmé. Les soins qu'il apporte à nous bien nourrir sont touchants ; il nous raconte des histoires d'une naïveté attendrissante. Hier, il m'a annoncé qu'il s'ennuierait quand on nous aurait emmenés… Je lui ai dit, pour le rassurer, qu'on nous remplacerait par d'autres généraux — il y en a encore une bonne réserve !… »

J'avais l'âme ulcérée. J'éprouvais un sentiment complexe : je haïssais et je méprisais la foule stupide, sauvage, cruelle — mais j'avais, malgré tout, pitié du soldat, ce malheureux, inculte, ignorant et désorienté, capable et du crime le plus vil et de l'exploit le plus glorieux !…

Ce furent bientôt des élèves de la deuxième école d'officiers, à Jitomir, qu'on chargea du service de garde. Au point de vue moral, nous eu fûmes sensiblement soulagés. On nous surveillait — mais on nous protégeait aussi. Plus d'une fois la foule s'ameuta devant notre prison. Elle rugissait, férocement, menaçant de nous lyncher. En toute hâte et sans attirer l'attention, la compagnie de service était alarmée et les jeunes gens de garde mettaient au point les mitrailleuses. Un jour, je me le rappelle, la foule était particulièrement houleuse et bruyante, j'imaginais en me rendant tranquillement et nettement compte du danger un moyen de défense : il y avait sur ma table une lourde carafe d'eau ; d'un coup de cette arme, je fendais la tête au premier qui pénétrerait dans mon cachot : la vue du sang rendrait les « ca-

marades » enragés, elle les saoûlerait — et ils me tueraient immédiatement, sans me torturer.

D'ailleurs, en dehors de ces heures d'angoisse, la vie de la prison était calme et réglée. Tranquillité, silence. Les incommodités de notre régime nous semblaient des vétilles, après nos dures campagnes et en comparaison des souffrances morales que nous avions endurées. De légers incidents nous apportaient quelque distraction : parfois quelque élève-officier bolcheviste se tenait à notre porte et racontait les nouvelles à la sentinelle ; il parlait haut, pour qu'on l'entendît dans les cellules : à leur dernier meeting, les camarades du Mont Chauve, à bout de patience, avaient décidé de nous lyncher pour se débarrasser de nous ; c'était, d'ailleurs, ce que nous méritions.

Un autre jour, en longeant le corridor, Markov aperçut un jeune homme, en sentinelle, qui pleurait à chaudes larmes, appuyé sur son fusil. Il avait pitié de nous... Quelle étrange sentimentalité, à notre époque de sauvagerie !

Pendant deux semaines, je refusai de sortir pour me promener. Je ne voulais pas m'exposer à la curiosité des « camarades » qui entouraient le préau de la prison et qui examinaient les généraux captifs comme les fauves d'une ménagerie... Je n'avais aucune communication avec mes voisins. Temps favorable à la réflexion et au recueillement !

Et, de la maison d'en face, chaque jour, dès que j'ouvrais ma fenêtre, une chanson s'élevait, entonnée par une voix claire de ténor — était-ce un ami ? un ennemi ? —

Amis ! Voici le dernier jour
Que nous allons passer ensemble...

XXXIII – DANS LA PRISON DE BERDITCHEV. LE TRANSFERT DU « GROUPE DES PRISONNIERS DE BERDITCHEV » À BYKHOV.

Outre Markov et moi, dont la part prise aux événements ressort des chapitres qui précédent, les personnes suivantes avaient été emprisonnées :

3) Erdély, général d'infanterie, commandant l'armée Spéciale ;

4) Vannovsky, général de division, commandant la 1ère armée ;

5) Sélivatchov, général de division, commandant la 7ème armée ;

6) Elsner, général de division, chef principal de l'approvisionnement sur le front Sud-Ouest.

Tous, ils étaient accusés d'avoir approuvé ma dépêche n° 145. De plus, on reprochait au dernier nommé d'avoir exécuté l'ordre que j'avais donné de couper toutes communications entre la zone du front Sud-Ouest et les villes de Kiev et de Jitomir.

7) et 8) Les généraux Pavsky et Serguievsky, adjoints du général Elsner. Ces messieurs n'avaient aucunement été mêlés aux événements.

9) Le général de brigade Orlov, général quartier-maître à l'état-major du front — mutilé, paralysé d'un bras — habitué à obéir et à exécuter très exactement les ordres du chef d'état-major.

10) Le lieutenant Kletsando, des troupes tchèques, qui avait, le 28 août, blessé un soldat au Mont Chauve.

11) Le prince Krapotkine, capitaine de cavalerie en second, vieillard de plus de soixante ans, engagé volontaire, qui commandait le train du commandant en chef. Il n'était nullement au courant des événements.

Bientôt on relâcha les généraux Sélivatchov, Pavsky et Serguievsky. Le 6 septembre on annonça au prince Krapotkine qu'on n'avait aucune faute à lui reprocher, mais on ne le remit en liberté que le 23, dès qu'on sut que nous ne serions pas jugés à Berditchev. Pour lancer contre nous l'accusation de rébellion, il fallait que nous fussions huit, pas un de moins. Nos adversaires tenaient beaucoup à ce chiffre, qui leur paraissait convenable... D'ailleurs, dans les bureaux du commandant, on tenait en réserve un autre détenu encore, séparé de nous, et qui fut, dans la suite, transféré à Bykhovo. C'était un fonctionnaire du ministère de la guerre, un certain Boudilovitch, jeune homme au corps malingre mais à l'âme ferme : un jour, il s'était permis de déclarer à la foule irritée qu'elle ne valait pas le petit doigt de ceux qu'elle insultait... C'était le seul crime qu'on eût à lui reprocher. Le deuxième ou le troisième jour de ma détention, je trouvai, dans mon cachot, un numéro de journal, un seul, qui y avait pénétré par hasard (peut-être l'y avait-on introduit à dessein !). J'y lus cet édit, que le gouvernement provisoire communiquait au sénat :

« Le général de division Dénikine, commandant en chef des armées du front Sud-Ouest, est destitué de son poste et déféré aux tribunaux pour rébellion.

A. Kérensky, ministre-président.

B. Savinkov, administrateur du Ministère de la Guerre.»

D'autres édits semblables furent signés le même jour ; ils concernaient les généraux Kornilov, Loukomsky, Markov et Kissliakov. Le général Romanovsky fut révoqué plus tard.

Deux ou trois jours après notre emprisonnement, la commission d'enquête vint commencer ses interrogatoires, au corps de garde. Elle était dirigée par le général Batogue, procureur militaire en chef sur notre front, et présidée par Kostitsyne, adjoint du commissaire. Les membres en étaient :

Le commandant Chestopérov, chargé des affaires juridiques du commissariat ;

Le commandant Frank, juge au Tribunal militaire de l'arrondissement de Kiev ;

Oudaltzov, aspirant, et Loewenberg, artificier en second, membres du Comité du front.

Ma déposition, fondée sur les données positives de l'affaire, fut extrêmement brève. Elle se ramenait aux déclarations suivantes : 1° Parmi les personnes arrêtées avec moi, aucune n'avait coopéré à des menées antigouvernementales ; 2° Toutes les décisions passées, les derniers jours, par l'état-major et se référant au mouvement Kornilov émanaient de moi seul ; 3° J'avais jugé et je jugeais encore criminelle et pernicieuse pour le pays la politique du gouvernement provisoire. Néanmoins je n'avais pas suscité de révolte contre lui. En lui adressant ma dépêche n° 145, je l'avais autorisé à me traiter comme il le jugerait bon.

Quand Chablovsky, procureur militaire en chef, étudia le dossier de l'affaire et connut les circonstances qui avaient accompagné l'instruction, à Berditchev, il fut effaré de la « tournure imprudente » de ma déclaration.

Le 1er septembre déjà, Jordansky fit savoir au Ministère de la Guerre que la commission d'enquête avait en mains des documents établissant le fait du complot... En même temps, il demandait au gouvernement s'il pouvait procéder contre les généraux arrêtés en se bornant aux indications de la loi, tout en tenant compte des circonstances spéciales, sur les lieux, ou bien, s'il lui fallait attendre des instructions politiques que lui donnerait le pouvoir central. On lui répondit qu'il devait, dans cette affaire, ne s'appuyer que sur la loi, strictement... sans négliger cependant la situation, sur les lieux ([194]).

Pour se conformer à ces directives, Jordansky décida de nous déférer à un tribunal militaire révolutionnaire. Une des divisions du front qui étaient, naguère, sous mes ordres, fournit les juges et les jurés. Le capitaine Pavlov, membre du Comité exécutif du front Sud-Ouest, fut nommé accusateur public.

C'est ainsi que furent sauvegardées la compétence, l'équité et l'impartialité.

Jordansky avait un si grand désir de nous voir condamnés qu'il proposa, le 3 septembre, à la commission, de remettre nos dossiers au tribunal militaire révolutionnaire, sans attendre la fin de l'instruction générale. On jugerait les accusés par groupes, dès que leur culpabilité serait établie.

Nous ignorions complètement ce qui se passait dans le monde — et cela nous accablait. De temps en temps, Kostitsyne

---

194 Communiqué officiel, publié par la « Rietch » du 3 septembre 1917.

nous mettait au courant des principaux événements, mais la tournure que leurs donnaient les commissaires nous déprimait encore davantage. Ce qu'il y avait de clair, c'est que le pouvoir était tout à fait désorganisé ; le bolchevisme levait la tête toujours plus haut ; la perte du pays était inévitable.

Vers le 8 ou le 10 septembre, après la clôture de l'instruction, les conditions de notre détention changèrent. Des journaux nous arrivèrent, dans nos cachots, tout d'abord à la dérobée, puis officiellement, dès le 22. D'autre part, après la relève d'une de nos compagnies de garde, nous fîmes une expérience : pendant une promenade au corridor, je m'approchai de Markov et nous engageâmes la conversation. Les sentinelles nous laissèrent parler ; dorénavant, tous les jours, nous faisions la causette ; quelquefois, on nous faisait taire, nous obéissions tout de suite ; le plus souvent, on ne disait rien. Dans la deuxième moitié de septembre, on autorisa les visites. La curiosité des « camarades » du Mont Chauve était vraisemblablement satisfaite. Il en venait beaucoup moins autour du préau ; j'allais chaque jour faire ma promenade. Je voyais les autres détenus et nous échangions quelques paroles. Nous savions, au moins, ce qui se passait ; nous pouvions communiquer ; nous n'étions plus déprimés par un isolement rigoureux.

Les journaux nous apprirent la constitution d'une commission d'enquête chargée, sous la présidence de Chablovsky, procureur général de l'armée et de la marine, d'informer sur l'affaire Kornilov ([195]).

Le 9 septembre au soir — sauf erreur une foule énorme et bruyante fit entendre des cris furieux près de notre prison. Peu

---

[195] Les membres de la commission étaient : les lieutenants colonels Raoupach et Oukraïntzev, juges militaires ; Kolokolov, juge d'instruction ; Liber et Krochmal, représentants du comité exécutif central du Soviet des députés ouvriers et soldats.

après, quatre inconnus entrèrent dans mon cachot : ils étaient très agités. Ils se présentèrent : c'étaient le président et plusieurs membres de la commission d'enquêtes sur l'affaire Kornilov ([196]). Chablovsky, d'une voix qui tremblait encore, m'annonça tout d'abord qu'ils avaient l'intention de nous emmener à Bykhovo. Mais, à Berditchev, les dispositions de la foule étaient tellement hostiles que la justice se voyait sans défense : ces enragés exigeaient, sauvagement, la peine du talion. La commission, ajouta-t-il, n'admettait pas que notre affaire fût jugée séparément ; il fallait que tous les complices de Kornilov fussent déférés à un tribunal unique. C'est à quoi le commissariat et les comités s'opposaient par tous les moyens. La commission me demandait si je ne désirais pas compléter ma déposition par des indications qui établissent encore plus clairement la relation de notre affaire à l'affaire Kornilov. Mais les hurlements de la foule rendaient tout interrogatoire impossible : on remit la chose au lendemain.

La commission se retira ; la foule se dispersa aussi.

Qu'aurais-je pu leur dire ? Je pouvais bien parler des directives que Kornilov m'avait fait donner par son messager. Mais je ne me serais permis, en aucune circonstance, de trahir la confiance exceptionnelle que le généralissime m'avait témoignée. Les quelques détails insignifiants que j'ajoutai, le lendemain, à mes précédentes dépositions, ne purent satisfaire ni la commission, ni le membre élu comité — un engagé volontaire — qui assistait à l'instruction.

Néanmoins, nous attendions avec impatience l'heure de quitter la prison de Berditchev. Mais notre délivrance était de plus en plus problématique. Le journal du comité du front, méthodiquement, surexcitait les passions de la garnison. Nous savions que tous les comités, à chaque séance, décidaient de nous

---

[196] Chablovsky, Kolokolov, Raoupach et Oukraïntzev.

garder à Berditchev ; on faisait une propagande effrénée parmi les troupes venues de l'arrière ; on organisait des meetings et les sentiments qui s'y manifestaient n'étaient pas débonnaires.

La commission Chablovsky avait échoué. Au début de septembre déjà, paraît-il, lorsque Chablovsky avait exigé qu'il n'y eût pas de procès séparé pour le « groupe de Berditchev », Jordansky avait déclaré que « sans parler du transfert des généraux dans une autre prison, le moindre retard dans cette affaire causerait à la Russie d'innombrables malheurs — des complications sur le front, une nouvelle guerre civile à l'intérieur. Pour toutes sortes de raisons, politiques et autres, il fallait nous juger à Berditchev, le plus rapidement possible, et par l'entremise du tribunal militaire révolutionnaire ».

Le Comité du front et le Soviet des députés ouvriers et soldats de Kiev refusèrent d'autoriser notre transfert, malgré tous les raisonnements, toutes les protestations et toutes les instances de Chablovsky et des membres de la commission qui assistaient à la séance. À Mohilev, il y eut conférence à ce sujet entre Kérensky, Chablovsky (qui rentrait à Pétrograd), Jordansky et Batogue. Ils tombèrent d'accord, tous sauf Chablovsky, pour déclarer, sans équivoque, que le front était surexcité, que la foule des soldats s'agitait et exigeait des victimes, et qu'il était nécessaire de donner une issue au courant, fût-ce au prix d'une injustice... Chablovsky sursauta et déclara qu'il ne saurait admettre une attitude pareillement cynique, en matière de droit et de justice.

Cette histoire, je m'en souviens, me stupéfia. Sans parler de la différence des points de vue — en quoi la culpabilité de Kornilov consistait-elle, du moment que le ministre-président admettait lui-même que la fin justifie les moyens, quand il s'agit du salut de l'État ?

Le 14 septembre, en dernière « instance d'appel », il y eut controverse à Pétrograd. Le Comité central finit par se ranger à l'opinion de Chablovsky et envoya à Berditchev une résolution dans ce sens.

C'est ainsi que notre « lynchage » projeté fut évité. Mais les institutions révolutionnaires locales avaient encore un moyen de se débarrasser du « groupe de Berditchev » sans rien risquer – un moyen facile : laisser agir la colère du peuple...

Le bruit avait couru qu'on nous emmènerait le 23, puis on annonça que ce serait pour le 27, à cinq heures du soir, à la gare des voyageurs.

Rien n'était plus facile que de nous faire partir à la dérobée : soit en auto, soit au milieu d'un peloton d'élèves – officiers, soit même en wagon — une ligne à voie étroite aboutissait au corps, de garde : elle allait se greffer sur la voie ordinaire en dehors de la gare et de la ville ([197]). Mais ce procédé si simple n'entrait pas dans les vues du commissariat et des comités.

Le général Doukhonine demanda du Grand Quartier Général à l'état-major du front s'il y avait, à Berditchev, des troupes sûres ; il offrait d'envoyer, pour faciliter notre transfert, une escorte spéciale. L'état-major refusa. Le général Volodtchenko, commandant en chef, était parti pour le front la veille, le 26.

On avait, à dessein, attiré l'attention sur notre départ. La chose faisait du bruit. Une atmosphère malsaine d'attente et de curiosité pesait sur la ville.

---

[197] Le matin même de notre départ on nous conduisit aux bains, accompagnés d'une seule sentinelle, à une verste de la prison. Personne n'y prêta attention.

Kérensky adressa une dépêche au commissariat : « il était assuré du bon sens de la garnison ; celle-ci pouvait élire deux délégués qui accompagneraient les prisonniers ».

Dès le matin, le commissariat fit visiter toutes les unités de la garnison, afin d'obtenir d'elles l'autorisation de nous transférer.

Le Comité avait organisé, pour deux heures de l'après midi, c'est-à-dire trois heures avant notre départ, dans une prairie toute proche de notre prison, une assemblée générale de toute la garnison. Cet immense meeting eut lieu, en effet ; des représentants du commissariat et du comité du front y annoncèrent la décision qu'on avait prise de nous emmener à Bykhov : ils eurent la complaisance de faire savoir à leur auditoire l'heure exacte de notre départ et ils invitèrent la garnison à... se conduire raisonnablement. La réunion dura fort longtemps. Après la clôture, la foule, naturellement, resta compacte. À cinq heures, fiévreuse, elle entourait le corps de garde, d'où l'on percevait, distinctement, un grondement menaçant.

Parmi les officiers du bataillon d'élèves qu'avait envoyé la deuxième école d'officiers de Jitomir et qui était de service ce jour-là, se trouvait le capitaine en second Betling ([198]), grand blessé de guerre ; il avait appartenu, avant 1914, au 17ème régiment d'infanterie d'Arkhangelsk, que je commandais alors. Betling demanda à ses chefs de remplacer, à la tête de sa demi-compagnie, l'escorte qui avait été désignée pour conduire les prisonniers à la gare. Nous nous préparâmes et attendîmes, dans le corridor de la prison, une heure, deux heures...

---

198 Plus tard, ce brillant officier fut parmi les premiers inscrits à l'Armée volontaire. Il fut blessé, à nouveau, en 1918, lors de la première campagne de Kornilov dans le Kouban. Au printemps 1919, il mourut du typhus exanthématique.

Le meeting continuait. D'innombrables orateurs demandaient que nous fussions immédiatement « lynchés... » Le soldat qu'avait blessé Kletsando poussait des cris hystériques, exigeant la tête du coupable... Les adjoints du commissaire, Kostitsyne et Grigoriev, du haut du perron, essayaient de calmer la foule. Le brave Betling parla aussi à plusieurs reprises, avec véhémence, avec passion. Du reste, nous n'entendions pas ses discours.

Enfin, très pâles, très émus, Betling et Kostitsyne vinrent me trouver :

— Qu'ordonnez-vous ? La foule a donné sa parole de ne frapper personne — mais elle exige qu'on vous conduise à pied jusqu'à la gare ; impossible de rien garantir !

Je répondis :

— Marchons !

J'ôtai ma casquette et fis le signe de la croix : « Dieu nous bénisse »

* * * * * * * * * * *

La foule délirait. Nous avançâmes tous les sept — entourés d'une poignée d'élèves-officiers commandés par Betling qui se tenait à mon côté, le sabre nu à la main — par l'étroit corridor, au milieu d'une marée humaine qui nous pressait de toutes parts. Kostitsyne ouvrait la marche avec une quinzaine de délégués que la garnison avait chargés de nous escorter. La nuit tombait. De temps en temps, le rayon d'un projecteur placé sur une auto blindée coupait les ténèbres où la foule affolée s'agitait. Elle croissait sans cesse et roulait autour de nous en avalanche. L'air retentissait de hurlements assourdissants, de cris frénéti-

ques, de jurons orduriers. Parfois, la voix puissante mais angoissée de Betling couvrait la tempête :

— Camarades, vous avez donné votre parole !… Camarades, vous avez donné votre parole !…

Les braves élèves-officiers, écrasés de tous côtés, opposaient leurs poitrines au flot humain tentant de briser leur mince cordon qui nous entourait. Dans les mares qu'avait formées la pluie de la veille, les soldats puisaient des poignées de boue qu'ils nous jetaient. Nous avions le visage, les yeux, les oreilles plâtrés d'une fange nauséabonde et gluante. Les cailloux volaient. Le général Orlov — un pauvre infirme — eut le visage déchiré. Erdély fut frappé. Moi aussi, dans le dos et à la tête.

Tout en marchant, nous échangions de brèves réflexions. Je dis à Markov :

— Mon cher professeur, c'est la fin, n'est-ce pas ?

— C'est probable !…

La foule ne voulut pas qu'on allât directement à la gare. Il fallut faire cinq verstes par les rues principales de la ville. La cohue était invraisemblable. À tous les balcons, les curieux s'entassaient ; les femmes agitaient leurs mouchoirs. Là-haut, des voix gutturales braillaient joyeusement :

— Vive la liberté !

La gare était inondée de lumière. Une autre multitude nous y attendait, plusieurs milliers d'hommes. Les deux foules se confondirent en une mer bouillonnante, mugissante. On nous la fit traverser — péniblement. Partout regards haineux, une grêle d'abominables jurons. Enfin, voici le train. Un officier — le fils d'Elsner — sanglote, abattu par une crise de nerfs ; il crie à la

foule de vaines menaces ; son ordonnance l'entoure de soins, le calme, lui enlève son revolver. Deux dames sont là, glacées de peur : la mère et la femme de Kletsando, qui sont venues lui dire adieu… Nous attendons une heure, une autre… On ne veut pas nous laisser partir ainsi. On demande un wagon-prison. Il n'y en a pas à la gare. La foule menace les commissaires. Kostitsyne est quelque peu malmené. Voici un wagon de marchandises, tout embrené de crottin — quelle bagatelle ! Nous y montons, sans marchepied. On a peine à y hisser le malheureux Orlov. Les mains, par centaines, cherchent à nous happer, à travers le cordon pressé et résistant des élèves officiers… Il est déjà dix heures du soir… La locomotive s'ébranle. La foule mugit plus fort. Deux coups de feu. Notre train part.

Les bruits s'assourdissent ! Les lumières s'estompent ! Adieu, Berditchev !

* * * * * * * * *

Kérensky versa des larmes d'attendrissement sur le dévouement de « nos sauveurs » — c'est ainsi qu'il appelait non pas les élèves officiers, mais les commissaires et les membres des comités. « Quelle ironie du destin ! Le général Dénikine, arrêté comme complice de Kornilov, a été protégé contre les soldats furieux par les membres du Comité exécutif du front sud-ouest et par les commissaires du gouvernement provisoire. Je me rappelle l'émotion que nous avons éprouvée, l'inoubliable Doukhonine et moi, à la lecture du rapport mentionnant qu'une poignée de ces braves gens avait escorté les généraux prisonniers à travers une foule innombrable de soldats avides de leur sang »… À quoi bon calomnier un mort ? Doukhonine s'inquiétait sûrement du sort des détenus autant que de celui… de leurs gardiens révolutionnaires…

À travers la brume des temps, Ponce Pilate, citoyen romain, souriait malignement…

XXXIV – QUELQUES BILANS DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE LA RÉVOLUTION

Le temps n'est pas encore venu où l'histoire brossera, en toute impartialité, un vaste tableau de la révolution russe. Le recul manque. Nous en avons assez cependant pour constater certaines manifestations partielles et les expliquer. Nous pouvons aussi dissiper certains préjugés et erreurs qui les enveloppent.

La révolution était inévitable. On dit qu'elle a été voulue du peuple tout entier. Ce n'est vrai qu'à un point de vue : toutes les classes de la société étaient également mécontentes de l'ancien pouvoir — et ce fut la cause de la révolution. Mais touchant son extension, touchant les buts qu'elle devrait atteindre, il n'y avait aucune entente : il était fatal qu'apparussent des crevasses profondes, dès le jour qui suivit la chute du régime.

La révolution avait un visage multiple. Pour les paysans, elle était la terre qu'ils obtenaient enfin ; pour les ouvriers, les bénéfices de l'industrie ; pour la bourgeoisie libérale, une transformation de la vie politique, et des réformes sociales modérées ; pour la démocratie révolutionnaire, le pouvoir et toutes les conquêtes sociales possibles ; pour l'armée, la suppression des chefs et la fin de la guerre.

Après que le tsarisme fut tombé, le pays ne connut, jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante aucun pouvoir légitime, plus ou moins fondé en droit. Le fait est tout naturel : il en est toujours ainsi dans les révolutions. Mais certaines gens, les uns de bonne foi, les autres en faussant à dessein le sens des mots, créèrent les théories tout à fait erronées de « l'origine

démocratique du gouvernement provisoire » ou des « pleins pouvoirs du Soviet des députés ouvriers et soldats », organe qui représentait, soi-disant, « toute la démocratie russe ». Il faut avoir une conscience très élastique pour soutenir, d'une part, les principes de la démocratie et s'insurger avec véhémence contre tout écart dans l'application des formules et des méthodes que comportent des élections légales, et pour saluer, en même temps, l'organe tout puissant de la démocratie dans le Soviet de Pétrograd ou dans le congrès des Soviets — dont le système électif fut singulièrement rudimentaire et unilatéral. Ce n'est pas sans motif que le Soviet de Pétrograd se fit longtemps prier, avant de publier la liste de ses membres. Quant à l'autorité suprême, sans insister sur ce qu'avait de « démocratique » sa naissance au sein d'une « séance privée de la Douma d'Empire », elle avait été établie sur une base si mal agencée que des crises répétées devaient sûrement l'abattre, sans qu'il subsistât aucune continuité. Enfin, un gouvernement émané réellement du « peuple tout entier » n'aurait pu rester isolé, abandonné de tous, à la merci d'une bande d'usurpateurs. Et c'était cependant ce même gouvernement qui avait avec tant de facilité été universellement reconnu, au mois de mars. On l'avait reconnu — mais on ne le soutenait pas effectivement.

Depuis le 3 mars jusqu'à l'Assemblée Constituante, toute autorité suprême a eu les caractères d'un pouvoir usurpé ; aucune autorité n'eût été capable de contenter tous les classes de la société ; leurs intérêts étaient inconciliables, leurs aspirations immodérées.

Aucune des institutions qui gouvernaient (Gouvernement provisoire, Soviet) n'avait pour elle l'appui de la majorité. En effet, cette majorité (les 80 % de la population) a déclaré, par la bouche de son représentant à l'Assemblée Constituante, en 1918 : « Nous autres paysans, nous ne distinguons pas entre les partis ; les partis luttent pour le pouvoir nous autres moujiks,

nous n'avons qu'un souci : la terre ([199]) ». D'ailleurs, même si le gouvernement provisoire, devançant l'Assemblée Constituante, avait pleinement réalisé les vœux de la majorité, il n'aurait pu réussir à la subordonner aux intérêts généraux du pays, il n'aurait pu compter sur son appui effectif. La classe paysanne, absorbée par une transformation matérielle qui intéressait vivement aussi la majeure partie de l'armée, n'aurait pas donné, de plein gré, à l'État, les forces et les moyens dont il avait besoin pour consolider son pouvoir — c'est-à-dire du blé en abondance et de nombreux soldats, courageux, dévoués et disciplinés. Et le gouvernement se fût trouvé en face des mêmes problèmes insolubles : une armée qui ne veut pas se battre, une industrie qui ne produit rien, des moyens de transport complètement désorganisés et... la guerre civile entre les partis.

Laissons cette question de l'origine démocratique et populaire du pouvoir provisoire : l'usurpation se retrouve dans l'histoire de toutes les révolutions et de tous les peuples. Le fait d'avoir été largement reconnu donnait au gouvernement provisoire un avantage considérable sur les autres groupes qui lui disputaient l'autorité. Cette autorité aurait dû, entre ses mains, être assez forte, assez absolue, assez autocratique, pour écraser par la violence, par les armes même, toutes les oppositions agissantes, pour amener le pays au seuil d'une Assemblée Constituante élue dans des conditions qui eussent prévenu toute falsification des suffrages, et, enfin, pour protéger cette Assemblée.

Pour justifier maints phénomènes révolutionnaires, nous avons, trop souvent, mis en avant les « forces élémentaires » déchaînées. Ce « métal en fusion » qui a supprimé Kérensky avec une rare facilité, a été comprimé par l'étau de fer de Lénine-Bronstein. Et voilà plus de trois ans que triomphe le bagne bolcheviste.

---

199 Journal d'Oganovsky.

Si un pouvoir aussi cruel, mais guidé par la raison, et par le désir sincère de préparer l'avènement du peuple, s'était exercé, s'il avait réfréné la *licence*, en quoi la liberté avait dégénéré, et s'il avait duré jusqu'à l'Assemblée Constituante, le peuple russe ne l'eût pas condamné ; au contraire, il l'eût béni. Dans l'avenir, telle sera la situation de tout pouvoir provisoire qui prendra la lourde succession du bolchevisme. La Russie ne le jugera pas sur son origine plus ou moins légale, elle le jugera sur ses actes.

Si le renversement de l'autorité funeste de l'ancien gouvernement a été un exploit héroïque dont le gouvernement provisoire voulait consacrer la gloire par un monument érigé au cœur de la capitale, pourquoi la tentative de jeter bas le pouvoir pernicieux de Kérensky — tentative que Kornilov risqua après avoir épuisé tous les moyens pacifiques et qui fut provoquée par le ministre-président lui-même — est-elle qualifiée de rébellion ?

Du reste, le besoin impérieux d'une autorité puissante n'est pas particulier à la période qui a précédé l'Assemblée Constituante. C'est en vain que cette Assemblée elle-même, en 1918, a demandé au pays non plus de lui obéir, mais de la soustraire aux voies de fait qu'exerçait sur elle une horde de matelots en révolte. Il n'y eut pas un bras pour la défendre. Il est possible que cette assemblée, née dans l'émeute et la violence, n'exprimât pas les aspirations du peuple russe : la prochaine les reflétera plus exactement. Cependant les partisans les plus enthousiastes du dogme démocratique, ceux qui ont la foi la plus ardente en son infaillibilité, sauront, je l'espère, regarder en face toutes les éventualités. L'avenir, en effet, héritera d'un peuple dont l'entière métamorphose, physique et psychologique, est un phénomène inédit que personne n'a jamais étudié encore. Sait-on s'il ne faudra pas établir par le fer et par le sang le principe de la démocratie, l'Assemblée Constituante elle-même et ses prescriptions ?...

Quoi qu'il en soit, le gouvernement provisoire avait été, en apparence, universellement reconnu. Il est difficile et inutile de distinguer ce qui procédait de sa bonne volonté et de ses convictions sincères, et ce qui lui a été imposé par la violence du Soviet. Tsérételli avait le droit d'affirmer « qu'en aucun cas, touchant les problèmes essentiels, le gouvernement provisoire ne refusa la conciliation » — mais nous aussi, nous avons le droit de peser au même poids leurs travaux et leurs responsabilités.

Toute leur action, intentionnellement ou non, s'est réduite à détruire. Le gouvernement supprimait, abolissait, réformait, autorisait... C'était là toute son œuvre. La Russie de cette période, c'est, à mes yeux, une vieille maison prête à s'écrouler, exigeant une entière reconstruction. Mais les moyens manquent ; en attendant le moment de la reconstruction (Assemblée Constituante), les architectes commencent par retirer les solives pourries dont quelques-unes ne sont pas remplacées ; d'autres le sont par des poutres légères ; d'autres encore sont étayées par une charpente neuve sans armature ; — ce dernier procédé est le pire. Et la maison s'effondre.

Pourquoi toutes ces disparates dans la construction ? En voici les raisons : premièrement, les partis politiques n'avaient pas de plan d'ensemble bien étudié. Toute leur énergie, tout l'effort de leur pensée et de leur volonté, tendaient surtout à détruire le régime précédent. Car on ne peut voir un plan réalisable dans les esquisses que présentent les programmes abstraits des partis ; ces programmes ne sont guère que des diplômes, officiels ou illégaux, autorisant les porteurs à bâtir. Deuxièmement, les nouvelles classes dirigeantes manquaient des connaissances les plus élémentaires en matière d'administration ; pendant des siècles, en effet, elles avaient été tenues, par système, à l'écart de toutes les fonctions. Troisièmement, on ne devait pas devancer les résolutions de l'Assemblée Constituante ; il fallait, en tout cas, prendre des mesures énergiques pour en hâter la convocation et, en même temps, d'autres mesures non moins

puissantes pour assurer l'entière liberté des élections. Quatrièmement, on haïssait tout ce qui portait le sceau de l'ancien régime, même quand il s'agissait d'une institution saine et légitime. Cinquièmement, les partis politiques souffraient d'un excès de présomption — chacun d'eux se flattait d'incarner la « volonté du peuple entier » et se distinguait par une hostilité déclarée à l'égard des autres.

Il serait facile d'énumérer d'autres motifs encore. Je me bornerai à un seul fait dont l'importance est aussi grande aujourd'hui qu'autrefois. On attendait la révolution, on la préparait — mais aucun groupe politique n'était réellement préparé à cette révolution. Elle arriva à l'improviste ; elle trouva tous ceux qui la souhaitaient dans l'embarras : leurs lampes étaient éteintes, comme celles des vierges dont parle l'Évangile. On ne peut tout expliquer, tout justifier par l' « allure catastrophique » des événements. Personne n'avait, à temps voulu, tracé le plan des canaux et des écluses qui auraient empêché l'inondation de dégénérer en déluge. Aucun parti n'avait conçu un programme provisoire qui eût convenu à la période de transition par où allait passer le pays, un programme qui aurait pu, en attendant le plan régulier de la reconstruction, se modifier et s'adapter aux circonstances dans son essence et dans son étendue, soit en matière d'administration, soit aux points de vue économique et social. Il est à peine exagéré de soutenir que les deux blocs, progressiste et socialiste, n'ont à leur actif, après le 27 mars 1917, que les faits suivants : le premier, la nomination du prince Lvov au poste de ministre-président, le second, la création des Soviets et la rédaction de l'ordre du jour n° 1. Tout de suite après commencèrent les fluctuations du gouvernement et du Soviet ; leur action convulsive n'obéissait à aucune méthode.

Malheureusement, la conscience publique n'a pas encore la notion claire des différences qui séparent, très nettement, les époques de transition de celles de reconstruction. Il y faut deux systèmes distincts, deux programmes.

Ce qui a marqué la période active de la lutte anti-bolcheviste, c'est la confusion de ces deux méthodes, la divergence des opinions et l'impuissance à créer une forme transitoire de l'autorité.

Et aujourd'hui encore, semble-t-il, les groupes qui s'opposent au bolchevisme continuent à creuser les abîmes qui les séparent et à construire des plans pour l'avenir, mais ils ne se préparent pas à gouverner après la chute des Soviets ; ils tendront de nouveau vers le pouvoir des mains désarmées, ils n'auront pour l'exercer que des idées confuses. Seulement, le problème sera alors infiniment plus complexe. Car le deuxième argument (après le caractère « catastrophique » des événements) qu'avançaient, pour excuser leurs échecs, les hommes du début de la révolution, l'argument de « l'héritage du régime tsariste » sera devenu singulièrement diminué quand on l'examinera à travers le brouillard sanglant dont les bolcheviks ont enveloppé la terre russe.

* * *

Le nouveau pouvoir avait à résoudre un problème capital : celui de la guerre ; de la solution dépendait le sort du pays. Pour maintenir l'alliance et pour continuer la guerre, on avait des raisons morales — qui, à l'époque, semblaient péremptoires — et des raisons pratiques, plus ou moins discutables. Aujourd'hui, les premières sont moins absolues : nous avons pu constater l'égoïsme cynique de nos alliés et de nos adversaires à l'égard de la Russie. Et pourtant je crois encore qu'on avait eu raison de continuer la lutte. On peut émettre toute espèce de suppositions touchant les résultats éventuels d'une paix séparée : elle aurait pu être un « Brest-litovsk », elle aurait pu être moins dure pour l'État et pour notre amour-propre national. Mais il est certain que cette paix, signée au printemps 1917, aurait entraîné le démembrement de la Russie et sa ruine écono-

mique (c’eût été la paix générale aux frais de la Russie) — ou bien qu'elle aurait donné aux puissances centrales une victoire complète sur nos alliés, ce qui aurait provoqué dans leurs pays des perturbations autrement profondes que celles de l'Allemagne actuelle. Rien d'ailleurs, dans l'un ou l'autre cas, n'aurait amélioré les conditions politiques, sociales et économiques de notre existence, ou poussé la révolution russe dans une nouvelle voie. Seulement, outre le bolchevisme, nous aurions pu inscrire à notre passif la haine des vaincus, pendant de longues années.

On décida de continuer la guerre. Il fallait par conséquent maintenir l'armée et permettre qu'il y régnât un certain esprit conservateur, gage de sa stabilité et de la sécurité du pouvoir. Il est, certes, impossible de tenir l'armée à l'écart, lors des grands bouleversements historiques — mais il ne faut pas qu'elle se transforme en une arène de luttes politiques, il ne faut pas que ses hommes, au lieu de servir l'État, deviennent des prétoriens ou des gardes du corps (à la solde des tsars, de la démocratie révolutionnaire ou des partis).

On la détruisit.

Une armée ne peut exister selon les principes que la démocratie révolutionnaire avait instaurés. Voici qui est significatif : toutes les tentatives faites, dans la suite, pour combattre le bolchevisme par les armes ont débuté par l'organisation d'une armée selon les principes réguliers de l'administration militaire, et c'est là aussi que le haut commandement des Soviets en est venu. C'est une vérité immuable que ne sauraient dénaturer ni les catastrophes, ni les erreurs des dictateurs militaires ou des forces qui ont soutenu ou combattu ces derniers. Peu importe que ces erreurs aient entraîné des échecs (plus tard, je dirai la vérité là-dessus). Et voici encore qui est frappant : les groupes dirigeants de la démocratie révolutionnaire n'ont pu créer aucune force armée — si ce n'est cette ridicule « Armée populaire » sur le « front de l'Assemblée Constituante ». C'est cette expérience

qui a conduit les socialistes russes émigrés à la théorie de la non-résistance : il ne faut plus lutter les armes à la main, il faut souhaiter et attendre l'évolution du bolchevisme à l'intérieur, ou son renversement par certaines forces — immatérielles ! — « du peuple lui-même ». Mais ces forces, quoi qu'il en soit, ne pourront s'exercer que par le fer et dans le sang. Et ainsi la « Grande Révolution sans une goutte de sang » nage dans le sang du commencement à la fin.

Laisser tomber cette question — la reconstruction, d'une armée nationale sur des bases solides — ce n'est pas la résoudre.

Eh quoi ? Pense-t-on qu'à la chute du bolchevisme la paix et la béatitude descendront brusquement sur ce malheureux pays qui aura subi un esclavage pire que celui des Tartares, qui aura été saturé de querelles, de vengeances, de haines... et qui possédera des armes en abondance ? Est-ce qu'à la chute du bolchevisme les aspirations intéressées de mainte puissance étrangère s'évanouiront ? Ne se feront-elles pas plus ardentes, au contraire, quand tout danger de contagion soviétique aura disparu ? Enfin même au cas où la vieille Europe, moralement métamorphosée, aurait transformé ses glaives en faucilles, est-il impossible qu'apparaisse un nouveau Gengis Khan surgi des entrailles de cette Asie qui a, depuis des siècles, tant de comptes à régler avec l'Europe ?

L'armée renaîtra. C'est indubitable.

Mais, ébranlée dans tous ses principes, dans toutes ses traditions, elle hésitera longtemps à choisir sa voie. Pareille aux preux de la geste populaire russe, elle s'arrêtera indécise, au carrefour. Elle examinera, avec angoisse, l'horizon sombre, voilé encore de brumes matinales. Elle cherchera à distinguer parmi les voix confuses qui s'élèveront. Elle devra — dans une tension douloureuse — discerner au milieu des appels menteurs le seul qu'elle doive suivre... celui de son peuple.

À propos de cette édition électronique

Texte libre de droits.

Corrections, édition, conversion informatique et publication par le groupe :
Ebooks libres et gratuits
http://fr.groups.yahoo.com/group/ebooksgratuits

Adresse du site web du groupe :
http://www.ebooksgratuits.com/

—
Avril 2005
—

– Dispositions :
Les livres que nous mettons à votre disposition, sont des textes libres de droits, que vous pouvez utiliser librement, à une fin non commerciale et non professionnelle. **Tout lien vers notre site est bienvenu…**

– Qualité :
Les textes sont livrés tels quels sans garantie de leur intégrité parfaite par rapport à l'original. Nous rappelons que c'est un travail d'amateurs non rétribués et nous essayons de promouvoir la culture littéraire avec de maigres moyens.

Votre aide est la bienvenue !

VOUS POUVEZ NOUS AIDER
À FAIRE CONNAÎTRE
CES CLASSIQUES LITTÉRAIRES.